

# Rapport sur le développement humain 2014



**Pérenniser le progrès humain :**  
réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience





**Le *Rapport sur le développement humain* 2014 est l'ouvrage le plus récent de la série de rapports mondiaux sur le développement humain publiés par le PNUD depuis 1990, en tant qu'analyses indépendantes et fondées sur les faits des principales questions, tendances, avancées et politiques en matière de développement.**

**Des ressources supplémentaires liées au *Rapport sur le développement humain* 2014 peuvent être consultées en ligne à l'adresse <http://hdr.undp.org>, notamment les éditions complètes ou les résumés du Rapport dans plus de 20 langues, les études commandées pour le Rapport 2014, les cartes interactives et les bases de données des indicateurs nationaux du développement humain, les explications exhaustives des sources et des méthodologies employées pour les indices de développement humain du Rapport, les profils de pays et autres documents de référence, ainsi que les Rapports sur le Développement humain précédents à l'échelle mondiale, nationale et régionale.**

# Rapport sur le

---

# développement humain 2014

---

**Pérenniser le progrès humain :**  
réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience



*Au service  
des peuples  
et des nations*

Publié par le  
Programme des  
Nations Unies  
pour le développement  
(PNUD)

## Rapports sur le développement humain 1990-2014

- 1990 Définir et mesurer le développement humain
- 1991 Le financement du développement humain
- 1992 Pour une vision nouvelle du développement humain au niveau mondial
- 1993 La participation populaire
- 1994 Les nouvelles dimensions de la sécurité humaine
- 1995 Égalité des sexes et développement humain
- 1996 La croissance au service du développement humain
- 1997 Le développement humain au service de l'éradication de la pauvreté
- 1998 La consommation au service du développement humain
- 1999 Une mondialisation à visage humain
- 2000 Droits de l'homme et développement humain
- 2001 Mettre les nouvelles technologies au service du développement humain
- 2002 Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté
- 2003 Les objectifs du Millénaire pour le développement : un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine
- 2004 La liberté culturelle dans un monde diversifié
- 2005 La coopération internationale à la croisée des chemins : l'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités
- 2006 Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau
- 2007/2008 La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé
- 2009 Lever les barrières : mobilité et développement humains
- 2010 La vraie richesse des nations : les chemins du développement humain
- 2011 Durabilité et équité : un meilleur avenir pour tous
- 2013 L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié
- 2014 Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience

*Rapports régionaux sur le développement humain* : depuis une vingtaine d'années, des rapports sur le développement humain consacrés aux principales régions du monde en développement ont également été publiés avec le soutien des bureaux régionaux du PNUD. À travers des analyses provocantes et des recommandations de politique claires, les Rapports régionaux sur le développement humain ont traité des questions clés comme l'autonomisation politique des États arabes, la sécurité alimentaire en Afrique, le changement climatique en Asie, le traitement des minorités ethniques en Europe centrale et les défis à relever en matière d'inégalité et de sécurité des personnes en Amérique latine et dans les Caraïbes.

*Rapports nationaux sur le développement humain* : depuis la publication du premier Rapport national sur le développement humain en 1992, des rapports nationaux sont élaborés dans 140 pays par des équipes éditoriales locales, avec le soutien du PNUD. Ces rapports (dont environ 700 éditions sont publiées à ce jour) mettent en avant la perspective du développement humain au sein des préoccupations politiques nationales, au moyen de consultations et de recherches menées à l'échelle locale. Les Rapports nationaux se sont penchés sur de nombreuses questions clés liées au développement, du changement climatique à l'emploi des jeunes en passant par les inégalités ethniques ou de genre.

Copyright © 2014  
Programme des Nations Unies pour le développement  
1 UN Plaza, New York, NY 10017, USA

Tous droits réservés. Il est interdit, sauf accord préalable de l'éditeur, de reproduire le présent ouvrage, de le stocker dans un système de recherche documentaire ou de le communiquer, sous quelque forme ou de quelque manière que ce soit, électronique, mécanique, par photocopie, enregistrement ou tout autre moyen.

ISBN 978-92-1-226045-7  
eISBN 978-92-1-056664-3

Cet ouvrage fait l'objet d'une entrée au catalogue de la British Library et de la Library of Congress.

Imprimé aux États-Unis par PBM Graphics, une société RR Donnelley, sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council et sans chlore élémentaire. Imprimé avec des encres végétales.

[LE LOGO DU FSC SERA INSÉRÉ ICI]

Édition et production : Communications Development Incorporated, Washington DC, USA  
Conception de l'information et affichage des données : Accurat s.r.l., Milan, Italie

Pour une liste des erreurs ou omissions dans la présente publication trouvées après l'impression, veuillez visiter notre site Web à l'adresse <http://hdr.undp.org>

# Équipe du Rapport sur le développement humain 2014

## **Directeur et auteur principal**

Khalid Malik

## **Directrice adjointe**

Eva Jespersen

## **Recherche et statistiques**

Maurice Kugler (responsable de la recherche), Milorad Kovacevic (statisticien en chef), Subhra Bhattacharjee, Astra Bonini, Cecilia Calderon, Alan Fuchs, Amie Gaye, Sasa Lucic, Arthur Minsat, Shivani Nayyar, Pedro Martins, Tanni Mukhopadhyay et José Pineda

## **Communication et publication**

William Orme (responsable de la communication), Botagoz Abreyeva, Eleonore Fournier-Tombs, Anna Ortubia, Admir Jahic, Brigitte Stark-Merklein, Samantha Wauchope et Grace Sales

## **Rapports nationaux sur le développement humain**

Jon Hall (chef d'équipe), Christina Hackmann et Mary Ann Mwangi

## **Opérations et administration**

Sarantuya Mend (responsable des opérations), Mamaye Gebretsadik et Fe Juarez-Shanahan

# Avant-propos

Le Rapport sur le développement humain 2014, *Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience*, s'intéresse à deux concepts étroitement liés et fondamentaux pour assurer les progrès en matière de développement humain.

Depuis l'édition du premier *Rapport sur le développement humain (RDH)* mondial du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 1990, de nombreux pays ont enregistré des avancées significatives dans ce domaine. Le Rapport de cette année montre que les tendances générales à l'échelle mondiale sont positives et que les progrès se poursuivent. Cependant, des vies sont sacrifiées, et des moyens d'existence et le développement sont sapés par les catastrophes naturelles ou causées par l'homme, et par les crises.

Ces revers ne sont toutefois pas inévitables. Chaque société est vulnérable aux risques, mais certaines souffrent beaucoup moins et se remettent des coups du sort plus vite que d'autres. Le présent Rapport cherche à comprendre pourquoi et, pour la première fois dans un *RDH* mondial, la vulnérabilité et la résilience sont examinées à travers le prisme du développement humain.

Jusqu'à présent, les recherches sur la vulnérabilité se sont intéressées à l'exposition des personnes à des risques spécifiques, et sont souvent liées à des secteurs particuliers. Le présent Rapport adopte une approche différente, plus holistique. Il examine les facteurs qui contribuent aux risques pesant sur le développement humain, pour ensuite aborder les moyens de renforcer la résilience pour un groupe assez vaste de risques changeants.

Dans notre monde interconnecté, cette approche est particulièrement importante. Les avantages de la mondialisation sont nombreux, mais elle a également donné lieu à de nouvelles inquiétudes, lesquelles se manifestent parfois sous la forme de réactions locales aux retombées d'événements éloignés. Si l'on veut préparer les citoyens à un avenir moins vulnérable, il convient de renforcer la résilience intrinsèque des communautés et des pays. Ce Rapport jette les bases pour y parvenir.

Conformément au paradigme du développement humain, le présent Rapport adopte une approche centrée sur les personnes. Il porte une attention toute particulière aux disparités au sein des pays et entre eux. Il identifie les groupes de populations « structurellement vulnérables » qui sont plus vulnérables que d'autres en raison de leur histoire ou des discriminations dont ils sont victimes au sein de la société. Ces vulnérabilités ont souvent évolué et persisté sur de longues périodes et peuvent être associées au sexe, à l'appartenance ethnique, à l'indigénité ou à la situation géographique, pour ne citer que les facteurs principaux. Les contraintes pesant sur la capacité de la plupart des personnes et des groupes les plus vulnérables à faire face aux problèmes sont nombreuses et cumulées. Par exemple, ceux qui sont pauvres et appartiennent à une minorité, ou les femmes qui souffrent d'un handicap, doivent affronter de nombreux obstacles susceptibles de se renforcer mutuellement de manière négative.

Grâce à une « approche du cycle de vie », le Rapport examine la façon dont les vulnérabilités évoluent tout au long de la vie. Contrairement à d'autres modèles statistiques, cette analyse indique que les enfants, les adolescents et les personnes âgées affrontent des risques différents demandant des réponses ciblées. Certaines périodes de la vie sont identifiées comme particulièrement importantes, notamment les premiers 1 000 jours de la vie d'un enfant, ou encore le passage de l'école au travail ou du travail à la retraite. Les obstacles rencontrés au cours de ces périodes peuvent s'avérer particulièrement difficiles à surmonter et provoquer des impacts à long terme.

En se basant sur l'analyse des preuves disponibles, le présent Rapport émet un certain nombre de recommandations pour l'instauration d'un monde en lutte contre les vulnérabilités qui construit la résilience face aux chocs à venir. Il appelle de ses vœux un accès universel à des services sociaux de base, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation, une protection sociale plus forte, incluant assurance chômage et retraites,

et un engagement en faveur du plein emploi, reconnaissant que la valeur de l'emploi dépasse largement le revenu qu'il génère. Par ailleurs, il examine l'importance de pouvoir compter sur des institutions responsables et justes, et sur une cohésion sociale accrue permettant de renforcer la résilience au niveau communautaire et de réduire les possibilités d'éclatement des conflits.

Le Rapport constate que quelle que soit l'efficacité des politiques dans la réduction des vulnérabilités inhérentes, les crises ne cesseront jamais de se produire avec des conséquences potentiellement destructives. Il est donc vital de renforcer les capacités pour se préparer aux catastrophes et surmonter leurs conséquences, afin de permettre aux communautés de mieux gérer (et surmonter) les chocs. Au niveau mondial, il faut reconnaître que les risques s'étendent au-delà des frontières et exigent une action collective, c'est pourquoi le Rapport en appelle à des engagements mondiaux et à une meilleure gouvernance internationale.

Ces recommandations sont importantes et opportunes. En effet, alors que les États membres des Nations Unies s'appêtent à conclure les négociations relatives au programme de développement pour l'après-2015 et à fixer une série d'objectifs de développement durable, les preuves rassemblées et analysées dans ce Rapport, ainsi que la perspective de développement humain sur laquelle il se base, sont particulièrement précieuses. L'élimination de la pauvreté sera notamment l'un des objectifs centraux du nouveau programme. Mais, comme le montre le Rapport, si les personnes risquent à tout moment de retomber dans la pauvreté, en raison

de facteurs structurels et de vulnérabilités persistantes, les progrès du développement resteront précaires. L'élimination de la pauvreté ne se résume pas à une « pauvreté zéro », mais à la pérennité de cette conquête.

L'approche adoptée par le PNUD peut aider les pays à atteindre non seulement l'élimination de la pauvreté, la réduction significative des inégalités et de l'exclusion, mais aussi à promouvoir un développement humain et durable. Pour ce faire, il faut approfondir les concepts de vulnérabilité et de résilience. Tant que les vulnérabilités ne seront pas abordées de façon efficace, et tant que chaque personne ne bénéficiera pas des progrès réalisés en matière de développement humain, ce dernier ne sera ni équitable ni durable.

Le présent Rapport a pour but d'aider les décideurs politiques et autres acteurs du développement à pérenniser les bénéfices acquis par le biais de la mise en œuvre de politiques capables de réduire la vulnérabilité et de renforcer la résilience. Je recommande sa lecture à tous ceux qui souhaitent que les progrès en matière de développement soient durables, tout particulièrement pour les plus vulnérables d'entre nous.



Helen Clark

*Administratrice*

Programme des Nations Unies pour le développement

# Remerciements

Le *Rapport sur le développement humain* 2014 est le produit d'un effort collectif de la part du Bureau du Rapport sur le développement humain (BRDH) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de nombreux conseillers et collaborateurs externes précieux. Cependant, les résultats, les analyses et les plaidoyers politiques du présent Rapport, au même titre que ceux des Rapports précédents, proviennent des auteurs seuls et ne représentent en aucun cas le point de vue officiel du PNUD, ni celui de son Conseil exécutif. L'Assemblée générale de l'ONU a officiellement reconnu que le *Rapport sur le développement humain* « est le fruit d'une démarche intellectuelle indépendante » qui constitue « un outil important pour attirer l'attention sur le développement humain dans le monde ».<sup>1</sup>

Nous sommes ravis d'avoir pu compter sur les contributions spéciales de H.E. Mme Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Libéria, et MM Bill Gates, Stephen Hawking, James Heckman, Rajendra Pachauri, Juan Somavia, Joseph Stiglitz et M.S. Swaminathan dans l'élaboration du présent Rapport. Nous tenons également à remercier chaleureusement les auteurs des études réalisées pour ce Rapport 2014 : Connie Bayudan, Des Gasper et Oscar Gomez, Andrew Fischer, Thomas Hale, Khalil Hamdani, Abby Hardgrove, Kirrilly Pells, Jo Boyden et Paul Dornan, Naila Kabeer, Inge Kaul, William Kinsey, Samir KC, Wolfgang Lutz, Elke Loichinger, Raya Muttarak et Erich Striessnig, Rehman Sobhan, Adam Rose, Till von Wachter, Mary E. Young et Ashgar Zaidi.

Durant la préparation du présent Rapport, le BRDH a reçu des indications et des conseils inestimables de notre éminent Comité consultatif, composé notamment de Hanan Ashrawi, Edward Ayensu, Cristovam Ricardo Cavalcanti Buarque, Michael Elliott, Patrick Guillaumont, Ricardo Hausmann, Nanna Hvidt, Rima Khalaf, Nora Lustig, Sir James Alexander Mirrlees, Thandika Mkandawire, José Antonio Ocampo, Rajendra Pachauri, Samir Radwan, Rizal Ramli, Gustav Ranis, Frances Stewart, Akihiko Tanaka et Ruan Zongze.

Nous aimerions également remercier le comité statistique du BRDH, qui nous a fourni des conseils d'experts sur les méthodologies et les choix de données associées au calcul des indices de développement humain du présent Rapport : Jose Ramon Albert, Sir Anthony Atkinson, Birol Aydemir, Rachid Benmokhtar Benabdellah, Wasmalia Bivar, Grant Cameron, Nailin Feng, Enrico Giovannini, D.C.A. Gunawardena, Peter Harper, Yemi Kale, Hendrik van der Pol et Eduardo Sojo Garza-Aldape.

Les indices composites et les autres ressources statistiques du présent Rapport s'appuient sur l'expertise d'importants fournisseurs de données internationaux dans leurs domaines de spécialité, et nous exprimons notre gratitude pour leur collaboration collégiale continue avec le BRDH. James Foster, Stephan Klasen et Conchita D'Ambrosio ont participé aux révisions critiques des indices composites du présent Rapport. Pour garantir l'exactitude et la clarté, les analyses statistiques du présent Rapport ont également bénéficié de la révision externe des résultats statistiques par Sabina Alkire, Adriana Conconi, Maria Emma Santos, Kenneth Harttgen, Hiroaki Matsuura, Claudio Montenegro, Atika Pasha et Jackie Yiptong.

Les consultations tenues dans le monde entier durant la préparation du présent Rapport ont compté sur le soutien généreux d'institutions et de personnes en trop grand nombre pour pouvoir les mentionner. Les événements se sont tenus entre avril 2012 et février 2014 à Addis Ababa, à Almaty, à Bruxelles, à Genève, à Islamabad, à Managua, à New York et à Tokyo.<sup>2</sup> Nous sommes très reconnaissants envers les institutions partenaires, notamment les bureaux nationaux et régionaux du PNUD, dont la liste est disponible sur <http://hdr.undp.org/en/2014-report/consultations>, pour le soutien qu'elles nous ont apporté. De même, la Conférence du BRDH sur la Mesure du Progrès humain nous a permis de poursuivre un dialogue systématique avec des partenaires clés appartenant à différentes sphères : gouvernement, académie et société civile, sur nos indices et leurs améliorations.

La plupart de nos collègues du PNUD dans le monde entier, en tant que membres du Groupe de Lecteurs du BRDH et du Groupe de travail, ont fourni des indications inestimables lors de la préparation et de la rédaction finale du rapport. Nous aimerions remercier tout particulièrement Adel Abdellatif, Pedro Conceição, Samuel Doe, George Ronald Gray Molina, Heraldo Muñoz, Selim Jehan, Natalia Linou, Abdoulaye Mar Dieye, Magdy Martinez-Soliman, Stan Nkwain, Thangaval Palanivel, Jordan Ryan, Turhan Saleh, Ben Slay, Mounir Tabet, Antonio Vigilante et Mourad Wahba.

Les collègues de Helpage, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et de l'Organisation mondiale du travail ont également fourni des indications et des commentaires précieux. Laurent Thomas et Neil Marsland, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ont également partagé avec une grande générosité leurs compétences étendues.

Un remerciements particulier aux gouvernements de la France (AFD) et de l'Allemagne (BMZ) pour leur contribution financière au Rapport, et au gouvernement du Japon (JICA) pour son soutien à la consultation régionale d'Asie de l'Est.

Nous sommes encore plus redevables envers notre équipe de vérificateurs d'informations et de consultants composée de Akmal Abdurazakov, Melissa Mahoney, Agnes Zabsonre et Simona Zampino.

Nos internes Caterina Alacevich, Ruijie Cheng, Bouba Housseini, Yoo Rim Lee, Élisée

Miningou, Ji Yun Sul, Petros Tesfazion et Lin Yang méritent également d'être reconnus pour leur dévouement et leur contribution. Le Rapport a bénéficié de l'inestimable contribution de nombreux « amis du BRDH » qui se sont engagés totalement pour le renforcer. Nous avons tiré pleinement profit des lectures critiques de l'avant-projet et des contributions textuelles associées fournies par James Heintz, Shiva Kumar, Peter Stalker et Frances Stewart. Nous remercions tout particulièrement Amartya Sen et Joseph Stiglitz pour leur révision et leurs commentaires sur le rapport.

Nous aimerions notamment remercier le travail très professionnel de nos éditeurs de Communications Development Incorporated, dirigés par Bruce Ross-Larson, avec Joe Caponio, Christopher Trott et Elaine Wilson, et des concepteurs Federica Fragapane, Michele Graffieti et Gabriele Rossi de la société Accurat Design.

Et par-dessus tout, je suis comme toujours reconnaissant envers Helen Clark, Administratrice du PNUD, pour son leadership et sa vision, et toute l'équipe du BRDH pour son dévouement et son engagement dans la production d'un rapport qui vise à promouvoir l'avancée du développement humain.



Khalid Malik

*Directeur*

Bureau du Rapport sur le développement humain

## Notes

1 Résolution des Nations Unies 57/264, 30 janvier 2003.

2 La liste des participants et des remerciements est disponible sur <http://hdr.undp.org/en/2014-report/consultations>.

# Contenu

Avant-propos	iv
Remerciements	vi
Présentation	1
<b>CHAPITRE 1</b>	
<b>Vulnérabilité et développement humain</b>	<b>17</b>
Le point de vue du développement humain	19
Personnes vulnérables, monde vulnérable	21
Choix et capacités	26
Politiques et action collective	28
<b>CHAPITRE 2</b>	
<b>Situation du développement humain</b>	<b>37</b>
Progrès des individus	37
Menaces pesant sur le développement humain à l'échelle mondiale	51
<b>CHAPITRE 3</b>	
<b>Personnes vulnérables, monde vulnérable</b>	<b>61</b>
Capacités vitales et vulnérabilités du cycle de vie : cumul et interdépendance	62
Vulnérabilités structurelles	78
Violence de groupe et vies précaires	86
<b>CHAPITRE 4</b>	
<b>Renforcement de la résilience : une plus grande liberté, des choix protégés</b>	<b>91</b>
Prestation universelle des services sociaux de base	93
Traiter les vulnérabilités au cours du cycle de vie : l'importance de la planification	100
Promotion du plein emploi	102
Renforcer la protection sociale	108
Lutte contre l'exclusion sociale	112
Renforcer les capacités pour se préparer aux crises et les surmonter	119
<b>CHAPITRE 5</b>	
<b>Consolidation des progrès : biens mondiaux et action collective</b>	<b>125</b>
Vulnérabilités transnationales et dénominateurs communs	125
Faire des personnes une priorité dans un contexte de mondialisation	132
Action collective pour un monde plus sûr	145
Notes	151
Références	157

## ANNEXE STATISTIQUE

<b>Guide du lecteur</b>	<b>173</b>
<b>Légendes des pays et des classements IDH, 2013</b>	<b>179</b>
<b>Tableaux statistiques</b>	
1. Indice de développement humain et ses composantes	180
2. Évolution de l'indice de développement humain, 1980-2013	184
3. Indice de développement humain ajusté aux inégalités	188
4. Indice d'inégalité de genre	192
5. Indice de développement de genre	196
6. Indice de pauvreté multidimensionnelle	200
6A. Indice de pauvreté multidimensionnelle : évolution dans le temps pour certains pays	202
7. Santé : enfants et adolescents	204
8. Santé de l'adulte et dépenses de santé	208
9. Éducation	212
10. Contrôle et affectation des ressources	216
11. Compétences sociales	220
12. Insécurité personnelle	224
13. Intégration internationale	228
14. Environnement	232
15. Évolution de la population	236
16. Indicateurs supplémentaires : perceptions du bien-être	240
<b>Régions</b>	<b>244</b>
<b>Références statistiques</b>	<b>245</b>

## CONTRIBUTIONS SPÉCIALES

Mesurer le progrès humain— Bill Gates	52
Relever le Défi Faim zéro— Professor M.S. Swaminathan	54
S'attaquer au changement climatique— Rajendra Pachauri	58
Développement humain et développement de la petite enfance— James Heckman	65
Reconnaître la dignité du travail— Dr. Juan Somavia	74
Handicap et vulnérabilité— Stephen Hawking	85
Approfondir notre réflexion sur la vulnérabilité— Joseph Stiglitz	92

## ENCADRÉS

1.1 Vers la résilience humaine : concepts et définitions	18
1.2 Chocs et menaces contre le développement humain	24
1.3 Mesure de la vulnérabilité	32
2.1 Prise en compte du revenu disponible	47
2.2 Macroéconomie et austérité	49
3.1 Différences significatives : 30 millions de mots supplémentaires	68
3.2 Somalie : conflit et exclusion de la jeunesse	72
3.3 Violence à l'égard des femmes	83
3.4 La résilience aux catastrophes : l'expérience japonaise	87
4.1 Politiques macroéconomiques pour le plein emploi	105
4.2 Politiques réussies en Asie de l'Est	106
4.3 Réduire la vulnérabilité au moyen d'institutions réceptives	113
5.1 Chaînes de valeur mondiales : avantages et inconvénients	127
5.2 Migration internationale	128

5.3	Obstacles systémiques à l'action collective	131
5.4	Impasse dans la gouvernance mondiale de la sécurité	132
5.5	Le principe de la Responsabilité de protéger peut-il être étendu ?	135
5.6	Qui est vulnérable au changement climatique ?	143
5.7	Quatre programmes mondiaux essentiels	144

## FIGURES

1.1	Qui est vulnérable, à quoi et pourquoi ?	22
1.2	Politiques de réduction de la vulnérabilité et de renforcement de la résilience	30
2.1	Alors que l'ensemble des régions présentent des améliorations de leur Indice de développement humain, des signes de ralentissement se font sentir	38
2.2	Les quatre groupes de développement humain ont connu un ralentissement dans la croissance de l'Indice de développement humain	39
2.3	Entrées dans les groupes de développement humain élevé depuis 1990	40
2.4	La perte moyenne de l'indice de développement humain due aux inégalités a baissé dans la plupart des régions	43
2.5	Le statut et les performances économiques d'un pays peuvent paraître bien moins spectaculaires lorsqu'est prise en compte la répartition des revenus	45
2.6	Dans les pays où les inégalités étaient élevées ou en augmentation, la consommation des 40 pour cent les plus pauvres de la population a moins rapidement augmenté que celle de l'ensemble de la population	46
2.7	Alors que dans de nombreux pays tant la pauvreté multidimensionnelle que la pauvreté de revenu ont diminué entre 2005 et 2012, le taux de progression varie sensiblement	48
2.8	L'empreinte écologique de la consommation à l'échelle mondiale est à l'heure actuelle plus importante que sa biocapacité totale	51
2.9	Suite à la libéralisation des flux de capitaux et à une intégration financière plus poussée dans les années 1980, l'incidence des crises bancaires s'est multipliée	52
2.10	Les prix des produits alimentaires ont fluctué considérablement et de manière inattendue depuis 2007	53
2.11	Entre 1901 et 1910, 82 catastrophes naturelles ont été recensées, et ce chiffre a dépassé les 4 000 entre 2003 et 2012	55
2.12	Les conflits armés internes et non étatiques représentent la grande majorité des conflits à travers le monde	56
3.1	Les investissements précoces dans les capacités vitales améliorent les perspectives d'avenir	63
3.2	Les régions présentant les plus grandes tranches de population d'enfants âgés de moins de 5 ans sont l'Afrique subsaharienne, les États arabes et l'Asie du Sud	64
3.3	Les compétences cognitives, sociales, émotionnelles et langagières sont interdépendantes, car elles sont façonnées par des expériences précoces et contribuent toutes à la formation des capacités tout au long de la vie	65
3.4	Comme illustré par le cas de l'Équateur, les enfants pauvres présentent déjà un retard de vocabulaire dès l'âge de 6 ans	67
3.5	Des politiques éducatives accélérées et une croissance économique rapide permettraient de combler l'écart entre l'offre et la demande de jeunes travailleurs en Asie du Sud et de le réduire en Afrique subsaharienne entre 2010 et 2050	71
3.6	En Amérique latine et dans les Caraïbes, le taux d'homicide chez les hommes, plus élevé entre 15 et 29 ans, tend à diminuer avec l'âge, tandis que chez les femmes, il est inférieur, mais pratiquement immuable	73
3.7	Dans la plupart des pays avec des données disponibles, les emplois atypiques ont augmenté entre 2007 et 2010, alors que le taux d'emploi général a baissé	75

3.8	D'ici 2050 la proportion de personnes âgées de 60 ans et plus dans la population mondiale devrait doubler pour atteindre 15,5 pour cent. L'augmentation la plus importante se situant en Asie de l'Est et Pacifique	77
3.9	Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, le taux de pauvreté est généralement plus élevé parmi les personnes âgées que pour le reste de la population, et plus important chez les femmes âgées que chez les hommes du même âge	79
3.10	Près de 1,2 milliard de personnes vivent avec moins de 1,25 \$ par jour et 1,5 milliard vivent en situation de pauvreté multidimensionnelle	80
3.11	De nombreux pays ont des lois discriminatoires à l'égard de femmes au sein de la famille, dans le cadre des activités économiques, en cas de violence et d'autres questions	82
3.12	En 2011, le taux de pauvreté parmi les ménages de Roms était beaucoup plus élevé que parmi les non-Roms	84
4.1	De nombreux pays ont commencé à mettre en œuvre des mesures d'assurance sociale alors que leur PIB par habitant était inférieur à celui de la plupart des pays d'Asie du Sud aujourd'hui	97
4.2	Évolution de la couverture de santé dans plusieurs pays, exprimée en pourcentage de la population totale	98
4.3	Les dépenses réalisées dans la santé, l'éducation et le bien-être qui augmentent tout au long de la vie n'alimentent pas et ne soutiennent pas le développement au cours des premières années, qui sont cruciales	100
4.4	Investir dans la petite enfance : l'exemple suédois	101
4.5	L'ampleur et la qualité des interactions avec les parents et les éducateurs ont un lien avec le comportement ultérieur de l'enfant, ses aptitudes cognitives et son développement émotionnel	103
4.6	Après la crise économique mondiale de 2008, les pays nordiques présentaient un taux de chômage plus bas que le reste de l'Europe	108
4.7	Les sociétés solidaires tendent à obtenir de meilleurs résultats que les autres	114
5.1	Il y a un décalage entre les défis mondiaux et les mécanismes de gouvernance mondiale	136
5.2	Les augmentations de flux de capitaux privés dans les pays en développement entre 1980 et 2012 ont rendu beaucoup d'économies et de populations vulnérables	138
5.3	Ces dernières années, les pays de toutes les régions du monde sont devenus plus dépendants des importations et des exportations	140

## CARTE

3.1	La proportion de jeunes dans la population totale devrait chuter dans la plupart des régions entre 2010 et 2050	69
-----	---	----

## TABLEAUX

2.1	Indice de développement humain et composantes, 2010 et 2013	38
2.2	Disparités positives les plus élevées entre revenu national brut par habitant et classement de l'indice de développement humain par groupe de développement humain, 2013	41
2.3	Pays présentant des inégalités de revenus en hausse ou en baisse par région, 1990-2012	43
2.4	Emplois précaires et travailleurs pauvres, 2010 et 2012	48
3.1	Pauvreté de revenu et pauvreté multidimensionnelle, par région	81

**« Le progrès humain n'est ni  
automatique ni inévitable. . . »**

**Martin Luther King, Jr.**



# Présentation

Le classique de Charles Dickens *Un conte de deux villes* explorait les nombreuses réalités contrastées – « la meilleure des époques, la pire des époques » – du XVIII<sup>e</sup> siècle à Paris et à Londres. Même si le monde contemporain est un lieu très différent, il affiche des contrastes similaires, certains exacerbés et certains sans doute plus complexes.

Comme l'ont montré les *Rapports sur le développement humain* successifs, un grand nombre de personnes dans la plupart des pays ont réalisé des progrès constants en termes de développement humain. Les avancées réalisées en matière de technologie, d'éducation et de revenus sont encore plus prometteuses quant aux possibilités de mener des vies plus longues, plus saines et plus sûres.<sup>1</sup> Tout bien considéré, la mondialisation a produit des avancées importantes dans le développement humain, en particulier dans de nombreux pays du Sud. Cependant, le monde actuel connaît un sentiment de précarité généralisé en ce qui concerne les moyens d'existence, la sécurité personnelle, l'environnement et les politiques mondiales.<sup>2</sup> Les grandes réalisations dans des domaines critiques du développement humain, notamment la santé et la nutrition, peuvent être rapidement minées par une catastrophe naturelle ou une crise économique. Le vol et la violence peuvent affaiblir les personnes qui en sont victimes, tant physiquement que psychologiquement. La corruption, le manque de moyens et la passivité des institutions publiques peuvent laisser ceux qui sont dans le besoin sans aucun recours. Les menaces politiques, les tensions communautaires, les conflits violents, l'abandon de la santé publique, les dommages environnementaux, la criminalité et la discrimination viennent s'ajouter au problème de vulnérabilité individuelle et communautaire.

Par conséquent, les progrès réels dans le domaine du développement humain ne se limitent pas à donner aux personnes la liberté de choix et la possibilité de s'instruire, se soigner, avoir un niveau de vie décent et se sentir en sécurité. Il s'agit également de s'assurer que ces réalisations sont pérennes et que les conditions réunies sont suffisantes pour soutenir le développement humain. Un état des lieux du développement humain serait incomplet sans une analyse et une évaluation de la vulnérabilité.

Le concept de vulnérabilité est traditionnellement réservé à la description de l'exposition aux risques et à la gestion des risques, notamment l'assurance contre les chocs et la diversification des actifs et des revenus.<sup>3</sup> Le présent Rapport adopte une approche plus large, en mettant en lumière les liens étroits entre la réduction de la vulnérabilité et les progrès du développement humain. Nous introduisons le concept de *vulnérabilité humaine* pour décrire les probabilités d'érosion des capacités et des choix des personnes. Lorsque la vulnérabilité est envisagée sous l'angle du développement humain, nous attirons l'attention sur le risque de dégradation des circonstances et réalisations individuelles, communautaires et nationales, et nous proposons des politiques et d'autres mesures de préparation contre les menaces pour rendre par la suite le progrès du développement humain plus solide.

Nous nous concentrons en particulier sur les sources systémiques et perpétuelles de vulnérabilité. Nous nous posons la question de savoir pourquoi certaines personnes s'en sortent mieux que d'autres face à l'adversité. Par exemple, presque partout dans le monde, les femmes sont plus vulnérables à l'insécurité personnelle que les hommes. Nous nous demandons également quelles causes structurelles rendent certaines personnes plus vulnérables que d'autres. Les personnes connaissent des degrés d'insécurité variables et différents types de vulnérabilité, selon la période de leur vie. Les enfants, les adolescents et les personnes âgées sont intrinsèquement vulnérables, ce qui nous conduit à nous demander quels types d'investissements et d'interventions sont susceptibles de réduire la vulnérabilité pendant les périodes de transitions clés de la vie.

Le présent Rapport soutient que l'amélioration continue des capacités individuelles et sociales est indispensable pour la réduction de ces

vulnérabilités persistantes, dont la majorité ont un caractère structurel et sont liées au cycle de vie. Les progrès accomplis doivent servir à stimuler la résilience du développement humain. La signification du terme résilience fait l'objet d'un débat animé, mais nous mettons l'accent sur la *résilience humaine*, en nous assurant que les choix des personnes sont solides, aujourd'hui et à l'avenir, et en leur donnant les moyens de faire face et de s'adapter aux événements indésirables (chapitre 1).

Les institutions, les structures et les normes peuvent renforcer, mais aussi affaiblir la résilience humaine. Les politiques publiques et les réseaux de soutien communautaires peuvent permettre aux personnes de surmonter les menaces quand et où elles peuvent surgir, tandis que les inégalités horizontales risquent de réduire les capacités d'adaptation de certains groupes.

Le présent Rapport analyse les types de politiques et les réformes institutionnelles capables de construire la résilience au cœur du tissu social, en particulier pour les groupes exclus et pendant les moments critiques du cycle de vie. Il examine les mesures universelles susceptibles de remédier aux discriminations et se concentre sur le besoin d'une action collective pour éliminer la vulnérabilité qui résulte de la rigidité des institutions nationales et des déficits de la gouvernance mondiale.

## Pourquoi parler de la vulnérabilité maintenant ?

La vulnérabilité humaine n'est pas nouvelle mais elle augmente en raison de l'instabilité financière et des pressions environnementales croissantes telles que l'évolution climatique, qui a un potentiel grandissant de nuire au progrès du développement humain. En effet, depuis 2008, on observe un ralentissement de la croissance des trois composantes de l'indice de développement humain dans la plupart des régions du monde (chapitre 2). La vulnérabilité doit être prise en compte dès maintenant, afin d'assurer les avancées et d'empêcher les ruptures d'une progression constante.

Le monde change rapidement. La portée et l'échelle de la connectivité et des insécurités associées s'accroissent, tout comme les menaces de contagion et d'exposition aux catastrophes

naturelles et aux conflits violents. L'espace politique national dédié au renforcement des capacités d'adaptation devient de plus en plus réduit, alors que la mondialisation s'accroît. Dans un monde de plus en plus interconnecté, ce qui par le passé restait une question locale devient maintenant un problème souvent mondial, en raison du commerce international, des voyages et des télécommunications. Les chaînes d'approvisionnement mondialement intégrées, pour ne citer qu'un exemple, ont apporté des gains d'efficacité. Cependant, des perturbations à un point de la chaîne peuvent déclencher de graves problèmes locaux ailleurs dans le monde. Les types de biens publics, qu'ils soient nationaux ou mondiaux, nécessaires pour renforcer la capacité d'adaptation et la résilience des sociétés sur le long terme sont insuffisants. Partout dans le monde, les personnes ont un sentiment d'insécurité.

Dans la perspective du programme pour l'après-2015 et l'établissement d'un ensemble d'objectifs de développement durable, le temps de la réflexion est également venu pour la communauté internationale. Elle doit saisir l'opportunité du changement et élaborer de nouvelles formes de coopération mondiale. Comme l'a souligné le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon dans son discours prononcé en juillet 2013 lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, le monde doit « faire particulièrement attention aux besoins et aux droits des plus vulnérables et des plus exclus. »<sup>4</sup> Il a demandé une nouvelle vision qui puisse réunir l'intégralité des aspirations humaines et garantir « une vie digne pour tous ». Le présent Rapport sur la vulnérabilité informe sur le débat mondial et fournit des recommandations sur la manière d'atteindre de nouveaux objectifs et de bâtir des sociétés plus résilientes.

Réduire à la fois la pauvreté et la vulnérabilité des populations à tomber dans la pauvreté doit rester un objectif central du programme pour l'après-2015. L'élimination de la pauvreté ne se limite pas à une « pauvreté zéro », mais à la pérennité de cette conquête. On peut y parvenir uniquement avec une nouvelle orientation sur la vulnérabilité et le développement humain. Cela exige de s'assurer que les personnes qui sortent d'une extrême pauvreté bénéficient d'un soutien public continu qui renforce leur

L'espace politique national dédié au renforcement des capacités d'adaptation est de plus en plus réduit, alors que la mondialisation s'accroît

résilience sociale et économique, et réduit fortement les sources systémiques de leur vulnérabilité.

Il y a également de bonnes nouvelles. Comme le Rapport l'indique (au chapitre 2), la perte moyenne de développement humain due aux inégalités s'est réduite dans la plupart des régions au cours des dernières années, en grande partie grâce aux avancées importantes dans le domaine de la santé. Plusieurs régions ont néanmoins vu les disparités de revenu s'accroître, et les inégalités dans le domaine de l'éducation restent constantes. Il faut célébrer la réduction des inégalités, mais la compensation des disparités croissantes en matière de revenu par des avancées dans le domaine de la santé n'est pas suffisante. Il est essentiel de s'attaquer à la vulnérabilité, notamment parmi les groupes marginalisés, et de pérenniser les réalisations récentes, en réduisant les inégalités dans tous les domaines du développement humain.

À moins que des groupes et des individus plus vulnérables ne reçoivent l'attention des responsables politiques et les ressources nécessaires sur tous les aspects du développement humain, ils risquent d'être laissés pour compte, et ce malgré des progrès humains continus dans la plupart des pays et communautés. Sans politiques et institutions nationales et mondiales désireuses de réduire la vulnérabilité persistante et systémique, le programme de développement pour l'après-2015 restera inefficace pour s'attaquer à la complexité et à l'ampleur des futurs défis.

## Qui est vulnérable et pourquoi ?

La plupart des personnes du monde entier est vulnérable aux chocs à un certain degré (catastrophes naturelles, crises financières, conflits armés), ainsi qu'aux changements sociaux, économiques et environnementaux à long terme. Les faiblesses économiques nuisent au contrat social même dans les sociétés industrialisées avancées, et aucun pays au monde n'est à l'abri des effets de l'évolution climatique à long terme.

Cependant, certains individus sont bien plus vulnérables que d'autres. Et dans bien des cas, les normes sociales discriminatoires et les faiblesses institutionnelles exacerbent

cette vulnérabilité laissant certains groupes sans les aides familiales, communautaires et d'État nécessaires au renforcement de leur capacité d'adaptation. Ces groupes, ainsi que les institutions et les normes qui affaiblissent leur capacité et restreignent leurs choix, constituent l'axe principal de ce Rapport.

Les personnes vivant dans une pauvreté et un dénuement extrêmes sont parmi les plus vulnérables. Malgré des progrès récents dans la réduction de la pauvreté, plus de 2,2 milliards de personnes vivent en situation de pauvreté multidimensionnelle ou en sont très proches. Cela signifie que plus de 15 pour cent de la population mondiale reste vulnérable à la pauvreté multidimensionnelle. Dans le même temps, près de 80 pour cent de la population mondiale manque de protection sociale complète.<sup>5</sup> Environ 12 pour cent (842 millions) souffrent de faim chronique,<sup>6</sup> et près de la moitié des travailleurs (plus de 1,5 milliard) occupent un travail précaire ou informel.<sup>7</sup>

Dans bien des cas, les pauvres mais aussi les femmes, les immigrants, les groupes indigènes et les personnes âgées, sont structurellement vulnérables. Leur insécurité a évolué et persisté sur de longues périodes, donnant lieu à des divisions (de type sexuel, ethnique, racial, d'emploi et de statut social), difficiles à surmonter. Les personnes structurellement vulnérables peuvent se révéler aussi capables que les autres, mais sont confrontées à des obstacles supplémentaires pour surmonter les conditions défavorables. Par exemple, les personnes souffrant d'un handicap manquent de facilités d'accès aux transports publics, aux bureaux gouvernementaux et à d'autres espaces publics, notamment les hôpitaux. Ainsi, elles éprouvent beaucoup de difficultés à participer à la vie économique, sociale et politique, ou à trouver de l'aide lorsqu'elles sont confrontées à des menaces pesant sur leur bien-être physique.

La capacité de réaction de nombreuses personnes est restreinte par des contraintes structurelles cumulées, par exemple, les personnes qui sont pauvres et appartiennent à une minorité, ou les femmes handicapées. À l'échelle mondiale, trois quarts des pauvres vivent dans des zones rurales, dans lesquelles les ouvriers agricoles souffrent la prévalence de la pauvreté la plus élevée. Ils se retrouvent piégés dans des cycles insurmontables de faible productivité,

---

Malgré des progrès récents dans la réduction de la pauvreté, plus de 2,2 milliards de personnes vivent en situation de pauvreté multidimensionnelle ou en sont très proches

Le défi ne consiste pas seulement à éviter que les populations vulnérables ne retombent dans l'extrême pauvreté et la privation. L'objectif est de créer un environnement propice pour consolider les progrès continus du développement humain pendant les prochaines décennies

de chômage saisonnier et de bas salaires, et sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques. Les minorités ethniques et religieuses laissées pour compte sont vulnérables aux pratiques discriminatoires, ont un accès limité aux systèmes de justice formels et sont victimes de leur héritage de répression et de préjugés. Ainsi, alors que les populations autochtones représentent 5 pour cent de la population mondiale, elles constituent près de 15 pour cent des pauvres dans le monde, avec un tiers se situant dans une pauvreté extrême.<sup>8</sup> À l'échelle de la planète, plus de 46 pour cent des personnes âgées de 60 ans et plus vivent avec un handicap, éprouvant les pires difficultés à participer à la société, difficultés aggravées qui plus est par des attitudes sociales discriminatoires.<sup>9</sup>

L'évolution climatique présente de grands risques pour toutes les populations et tous les pays, mais encore une fois, certains risquent de subir des pertes plus lourdes que d'autres. Entre 2000 et 2012, plus de 200 millions de personnes, la plupart dans des pays en développement, ont été touchées chaque année par des catastrophes naturelles, en particulier des inondations et des sécheresses.<sup>10</sup> Le *Rapport sur le développement humain* 2011 a indiqué de quelle manière l'impossibilité chronique de ralentir le rythme du réchauffement climatique pouvait compromettre l'éradication de la pauvreté, car les communautés les plus pauvres au monde sont les plus vulnérables à la hausse des températures et du niveau des mers, sans parler des autres conséquences de l'évolution climatique.<sup>11</sup>

La vulnérabilité du cycle de vie fait l'objet d'une attention toute particulière dans ce Rapport. Les capacités s'accumulent sur la durée de vie d'un individu et doivent être entretenues et maintenues, sinon elles risquent de stagner, voire de décliner. Les capacités vitales sont affectées par les investissements réalisés lors des étapes précédentes de la vie et l'exposition aux chocs à court terme peut avoir des conséquences à long terme. Par exemple, un revers dans la petite enfance d'une personne peut avoir des répercussions pour le restant de sa vie, notamment sur les chances de conserver un emploi, les incertitudes associées à la vieillesse et la transmission de la vulnérabilité à la prochaine génération. Ce Rapport fait état de la nature cumulative de la vulnérabilité et du besoin d'interventions politiques opportunes

et continues. Une attention particulière est nécessaire aux périodes les plus sensibles : les investissements dans l'éducation de la petite enfance, les efforts en matière d'opportunités d'emploi pour les jeunes et le soutien aux personnes âgées sont autant de mesures qui permettent d'améliorer les capacités vitales.

Le défi ne consiste pas seulement à éviter que les populations vulnérables ne retombent dans l'extrême pauvreté et la privation. L'objectif est de créer un environnement propice pour consolider les progrès continus du développement humain pendant les prochaines décennies. Cela exige de considérer la pauvreté et la privation comme un phénomène multidimensionnel nécessitant des politiques universelles pour étendre les droits et les services à tous, tout en portant une attention particulière à l'égalité des chances, aux capacités du cycle de vie et à l'accès des personnes exclues. Ces interventions qui se renforcent mutuellement peuvent bâtir la résilience sociale et encourager l'agentivité humaine. Les initiatives anti-pauvreté et de développement humain les plus efficaces jusqu'à maintenant ont adopté une approche multidimensionnelle consistant à combiner le soutien au revenu et la création d'emploi avec l'accès aux soins médicaux, à l'éducation, et d'autres interventions pour le développement communautaire.

Les mesures prises au niveau politique peuvent combler les écarts entre les personnes et les pays, et consolider la résilience et les capacités des personnes qui, autrement, resteraient constamment vulnérables. Les politiques destinées à prévenir les ravages causés par les risques naturels, à encourager l'extension des avantages de la prospérité pour tous et à favoriser une résilience sociale plus large peuvent à la fois protéger et pérenniser le progrès humain. Cependant, aucune d'elles n'est appliquée automatiquement. Elles sont le résultat d'une action collective vigoureuse, de réponses institutionnelles équitables et efficaces, et d'un leadership clairvoyant à l'échelle locale, nationale et mondiale. Toutes les sociétés tirent finalement profit d'une plus grande égalité des chances. Et à moins que ces vulnérabilités multidimensionnelles et croisées soient reconnues et systématiquement réduites, le progrès continu du développement humain peut être interrompu, voire inversé.

## Sécurité humaine et développement humain

---

Il y a vingt ans de cela, le *Rapport sur le développement humain* introduisait la notion de sécurité humaine en tant que partie intégrante du développement humain. Ce Rapport s'inscrit dans la logique de l'approche de la sécurité humaine tout en restant axé sur la vulnérabilité et sur la manière dont celle-ci menace de nuire aux progrès du développement humain. Dans ce contexte, on met davantage l'accent sur les impératifs de réduction des disparités et le renforcement de la cohésion sociale, en particulier par des actions qui s'attaquent à la violence sociale et à la discrimination.

Les conflits et le sentiment d'insécurité personnelle ont un impact négatif profond sur le développement humain et plongent des milliards de personnes dans des conditions de vie précaires. Beaucoup de pays situés dans le tiers inférieur de l'indice de développement humain sortent actuellement de longues périodes de conflit ou sont toujours confrontés à la violence armée. Plus de 1,5 milliard de personnes vivent dans des pays touchés par des conflits, c'est-à-dire près d'un cinquième de la population mondiale.<sup>12</sup> Par ailleurs, l'instabilité politique récente comporte un coût humain très important : près de 45 millions de personnes ont été forcées de se déplacer suite à des conflits ou des persécutions à la fin de l'année 2012 – le chiffre le plus élevé en 18 ans – plus de 15 millions d'entre elles étaient des réfugiés.<sup>13</sup> Dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest et centrale, l'anarchie et les conflits armés continuent de menacer les avancées du développement humain, avec des répercussions à long terme sur les progrès au niveau national. Par ailleurs, dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes, en dépit des réussites importantes dans le domaine du développement humain, un grand nombre de personnes ont un sentiment d'insécurité à cause d'un taux d'homicides et autres crimes violents en hausse.

Les femmes du monde entier connaissent la vulnérabilité à l'insécurité personnelle. La violence porte atteinte à leurs droits et le sentiment d'insécurité personnelle limite leur agentivité tant dans la sphère publique que

privée. Par conséquent, développer les libertés et la sécurité humaine consiste également à soutenir des mesures impliquant des changements institutionnels et réglementaires pour réduire la violence interpersonnelle et la discrimination. L'amélioration de la sécurité personnelle peut avoir de profondes répercussions sur la vulnérabilité réelle et perçue des individus et des communautés, ainsi que sur leur sentiment de sécurité, leur autonomisation et leur agentivité.

L'augmentation des revenus seule ne suffit pas pour réduire la vulnérabilité au conflit et à l'insécurité personnelle. La vulnérabilité persistante, qui ne peut généralement s'apaiser que sur de plus longues périodes, nécessite de multiples interventions politiques et des changements réglementaires pour renforcer la tolérance et la cohésion sociale.

## Construire la résilience

---

Le bien-être des personnes dépend en grande partie du degré de liberté dont elles jouissent et de leur capacité à réagir aux événements négatifs, qu'ils soient naturels ou causés par l'homme, et à les surmonter. Toute approche visant à assurer et à pérenniser le développement humain doit être fondée sur la résilience. Le but essentiel de la résilience est de veiller à ce que l'État, la communauté et les institutions mondiales œuvrent à autonomiser et à protéger les personnes. Le développement humain implique la suppression des barrières qui entravent la liberté des personnes à agir. Le but est de permettre aux personnes défavorisées et exclues de jouir de leurs droits, d'exprimer leurs inquiétudes ouvertement, de se faire entendre et de pouvoir façonner leur avenir de façon active. Toute personne doit disposer de la liberté de vivre selon ses vœux et de gérer au mieux ses problèmes. Le présent Rapport met l'accent sur les politiques, les principes et les mesures clés indispensables à la construction de la résilience, afin de conforter les choix, étendre l'action humaine et promouvoir les compétences sociales. Il indique également que la réalisation et la pérennisation des progrès en matière de développement humain dépendent souvent de l'efficacité des activités de préparation préalable et d'intervention lorsque le choc se produit.

## S'engager à l'égard de l'universalisme

Un engagement commun, national et mondial, envers la prestation universelle de services sociaux, renforçant la protection sociale et assurant le plein emploi, constituerait une profonde décision sociétale et politique qui jetterait les bases pour renforcer la résilience à long terme, pour les pays et leurs citoyens en tant qu'individus. Un tel engagement renforcerait la capacité des individus, des sociétés et des pays à résister aux revers et à s'en remettre, tout en reconnaissant que certains sont plus exposés aux risques et aux menaces que d'autres et ont besoin de davantage de soutien.

*Prestation universelle de services sociaux.* L'accès universel aux services sociaux de base (éducation, santé, approvisionnement en eau et assainissement, et sécurité publique) améliore la résilience. Cela n'est pas seulement souhaitable, c'est également possible à des stades précoces du développement. En outre, des expériences récentes (en Chine, au Rwanda et au Viet Nam) montrent qu'elle peut être atteinte assez rapidement (en moins d'une décennie).

La prestation universelle des services sociaux de base peut augmenter les compétences sociales et réduire la vulnérabilité structurelle. Elle peut constituer un moyen puissant de lisser les inégalités des chances et des revenus. Par exemple, un enseignement public universel de haute qualité peut atténuer les écarts dans le domaine de l'éducation entre les enfants issus de foyers riches et ceux issus de foyers pauvres. La transmission d'une génération à l'autre de capacités comme l'éducation au sein des familles peut perpétuer les bénéfices sur le long terme. Des politiques universelles favorisent également la solidarité sociale en évitant les inconvénients liés au ciblage : stigmatisation sociale pour les bénéficiaires et segmentation de la qualité des services, ainsi que l'incapacité à atteindre de nombreuses personnes vulnérables.<sup>14</sup>

L'une des idées fausses les plus répandues veut que seuls les pays riches puissent se permettre la prestation d'une protection sociale ou des services sociaux universaux. Le présent Rapport apporte de nombreuses preuves du contraire. La plupart des sociétés, à l'exception de celles vouées à la violence et aux troubles, peuvent mettre en place des services de base

et une protection sociale et beaucoup en ont fait la preuve. En outre, elles ont découvert que l'investissement initial, limité à une petite part du PIB, est largement compensé.

Prenez l'allocation de soutien à l'enfant en Afrique du Sud, qui a coûté 0,7 pour cent du PIB en 2008-2009 et a réduit le taux de pauvreté des enfants de 43 à 34 pour cent. Ou bien le programme brésilien Bolsa Família qui a coûté 0,3 pour cent du PIB en 2008-2009 et a représenté 20 à 25 pour cent du chiffre de réduction des inégalités.<sup>15</sup> Les pays affichant des progrès économiques rapides, tels que l'Asie de l'Est, ont bénéficié d'une plus grande couverture et de meilleurs investissements en matière de santé, d'éducation et d'emploi. Ils y sont parvenus tout en ayant des revenus et des ressources limités à leur disposition.

Le bien-fondé de la prestation universelle des services sociaux de base repose avant tout sur le postulat que tous les humains doivent être autonomisés pour apprécier la vie qu'ils mènent et que l'accès à certains éléments de base d'une vie digne devrait être dissocié de la capacité des gens à payer. Même si les manières de fournir ces services peuvent varier selon les circonstances et le contexte du pays, le point commun de toutes les expériences réussies repose sur une seule idée : l'État a la responsabilité première d'étendre les services sociaux à la population entière, dans un contrat social de base entre les citoyens et l'État.

*Renforcer la protection sociale.* La protection sociale, laquelle comprend l'assurance chômage, les programmes de retraite et la réglementation du marché du travail, peut offrir une couverture contre les risques et les difficultés tout au long de la vie des personnes, et surtout pendant les phases critiques. En fournissant une aide supplémentaire et prévisible, les programmes de protection sociale permettent aux ménages d'éviter la vente de leurs biens, le retrait de leurs enfants de l'école ou le report des soins médicaux nécessaires qui se font au détriment de leur bien-être à long terme. De plus, les réseaux de distribution et les mécanismes de gestion des programmes de protection sociale peuvent également servir à prêter une aide d'urgence à court terme en cas de crise, comme les catastrophes naturelles ou les inondations.

Toute approche visant à assurer et à pérenniser le développement humain doit être fondée sur la résilience. Le but essentiel de la résilience est de veiller à ce que l'État, la communauté et les institutions mondiales œuvrent à autonomiser et à protéger les personnes

De nombreuses protections sociales ont des effets multiplicateurs positifs. L'assurance chômage optimise l'efficacité des marchés du travail en permettant aux chômeurs de choisir le travail le mieux adapté à leurs compétences et à leur expérience, plutôt que de les obliger à tout simplement accepter le premier travail qui se présente. L'aide au revenu pour les ménages s'est avérée stimulante pour la participation au marché du travail, puisqu'elle fournit des ressources permettant aux personnes de rechercher de meilleures opportunités, et à certains membres du foyer d'émigrer pour trouver un emploi. Certains soutiennent qu'une telle aide risque de freiner la volonté de retrouver un emploi. La conception de la politique joue ici un rôle important. Cependant, de nombreux indices révèlent que les réglementations du marché du travail présentent un bénéfice net et sont capables de réduire les inégalités.

La protection sociale peut être mise en œuvre dès les premières étapes du développement et comporte des avantages supplémentaires, notamment la stimulation de la consommation et la réduction de la pauvreté. La protection sociale compense la volatilité de la production en réduisant les fluctuations du revenu disponible. Les politiques volontaires de protection sociale universelle n'améliorent pas seulement la résilience individuelle, mais renforcent la résilience de l'ensemble de l'économie.

*Garantir le plein emploi.* Comme le montre le présent Rapport, la valeur sociale de l'emploi va bien au-delà d'un salaire. L'accès universel à des emplois décents est un élément essentiel du renforcement de la résilience dans une société. Le travail est un moyen d'existence puisqu'il renforce l'agentivité humaine, fournit des liens sociaux et, plus encore, apporte de la sécurité aux familles et aux communautés. Le chômage s'accompagne souvent d'une augmentation du taux de criminalité, de suicide, de violence, de toxicomanie et d'autres problèmes sociaux qui peuvent renforcer l'insécurité personnelle. Les emplois favorisent la stabilité et la cohésion sociale, et un emploi digne renforce la capacité des personnes à affronter les épreuves et les incertitudes. Pourtant, peu de pays encore, développés ou en développement, considèrent la politique de plein emploi comme une clé de

voûte sociétale ou économique. L'augmentation des emplois doit guider la politique publique. Les politiques en faveur du marché du travail doivent aider les travailleurs à retrouver un emploi, par exemple grâce à des programmes d'emploi temporaire ou par l'acquisition de compétences utiles. Les programmes de création d'emploi peuvent s'inscrire entièrement dans des objectifs politiques plus larges, tels que la construction d'infrastructures et l'augmentation de la connectivité, en faisant appel à des programmes élargis de travaux publics et en incorporant notamment des mesures de rémunération contre travail destinées aux pauvres et aux chômeurs.

Pour les pays en développement confrontés aux défis du sous-emploi, les politiques actives du marché du travail ne sont pas suffisantes, compte tenu du fait que la plupart des emplois restent dans l'économie informelle, soit plus de 40 pour cent dans deux tiers des 46 pays émergents et en développement pour lesquels des données sont disponibles.<sup>16</sup> Tendre vers le plein emploi et réduire la vulnérabilité liée à l'emploi dans ces pays exige des politiques qui favorisent une croissance créatrice d'emplois et qui étendent un cadre de protection sociale pour tous à la fois dans les secteurs formels et informels.

D'une certaine manière, une transformation structurelle de l'économie contribue à fournir davantage d'emplois, à l'aide de politiques ciblées qui soutiennent le développement de secteurs et d'activités stratégiques. Cela peut impliquer des politiques macroéconomiques qui vont au-delà d'une focalisation exclusive sur la stabilité des prix et la gestion de la dette. La coopération mondiale peut également permettre de garantir que l'intensification de la concurrence mondiale n'entraîne pas de « nivellement par le bas » en termes de normes de travail, mais plutôt un accord pour encourager le plein emploi et un emploi décent pour tous.

## Des institutions réactives et des sociétés solidaires

La réactivité des institutions est primordiale pour la construction de la résilience humaine. Des politiques et des ressources adaptées sont nécessaires pour offrir des emplois adéquats, des possibilités d'accéder aux soins de santé et

---

Pour les pays en développement confrontés aux défis du sous-emploi, les politiques actives du marché du travail ne sont pas suffisantes, compte tenu du fait que la plupart des emplois restent dans l'économie informelle

à l'éducation, en particulier pour les personnes pauvres et vulnérables. À cet égard, les États qui sont conscients des inégalités entre les groupes (appelées inégalités horizontales) et prennent des mesures pour réduire ces inégalités sont plus à même de faire respecter le principe de l'universalisme, de construire la cohésion sociale, et de prévenir et surmonter les crises.

La vulnérabilité persistante est fondée sur des exclusions historiques : les femmes dans les sociétés patriarcales, les noirs en Afrique du Sud et aux États-Unis et les Dalits en Inde sont confrontés aux discriminations et à l'exclusion en raison de pratiques culturelles et de normes sociales profondément ancrées. Des institutions de gouvernance réactives et responsables sont essentielles pour combattre le sentiment d'injustice, de vulnérabilité et d'exclusion qui alimente le mécontentement social. D'autre part, l'engagement civique et la mobilisation citoyenne sont également indispensables pour assurer la reconnaissance par les États des intérêts et des droits des personnes vulnérables.

Ces mêmes États peuvent intervenir pour réduire les inégalités horizontales à travers des politiques diverses. Les interventions directes, comme l'action constructive, peuvent s'avérer efficaces pour remédier immédiatement aux injustices historiques, mais leur impact est ambigu sur le long terme. De plus, elles ne sont pas toujours capables d'éliminer les facteurs structurels à l'origine des inégalités persistantes. Il faut des politiques efficaces à court terme et capables de promouvoir l'accès aux services sociaux, à l'emploi et aux protections sociales de manière durable pour les groupes vulnérables. Elles peuvent inclure des mesures d'incitation et des sanctions formelles comme une législation préventive. Des lois fondées sur les droits de l'homme peuvent notamment représenter des améliorations considérables pour les groupes vulnérables, car elles leur permettent de disposer de ressources juridiques et du contrôle public lorsque les institutions ont échoué.

Le changement des normes pour construire la tolérance et renforcer la cohésion sociale s'avère également nécessaire et constitue un aspect trop souvent négligé dans la construction de sociétés résilientes. Plus les sociétés sont solidaires, mieux elles protègent les personnes contre les difficultés et peuvent accepter plus facilement des politiques basées

sur le principe de l'universalisme. L'absence de cohésion sociale est corrélée avec les conflits et la violence, en particulier dans des situations d'accès inégal aux ressources ou aux bénéfices issus des richesses naturelles, ainsi qu'avec l'incapacité d'affronter efficacement les changements économiques et sociaux rapides ou l'impact des chocs économiques ou climatiques. En effet, la poursuite d'objectifs généraux en matière d'égalité, d'inclusion et de justice sociale renforce les institutions sociales et la cohésion sociale.

Les campagnes et les messages visant à modifier la perception des gens sont indispensables pour garantir le changement social. Les lois, les politiques et les mesures éducatives et normatives sont des plus significatives lorsque les gens y adhèrent et possèdent les mécanismes pour responsabiliser les institutions. À cet égard, la réactivité des États exige une ouverture, une transparence et une responsabilité envers les pauvres et les exclus, ainsi que la promotion d'une dynamique positive entre les institutions de gouvernance et la participation civique.

## Prévention et gestion des crises

Les catastrophes naturelles et causées par l'homme sont inévitables, mais des efforts peuvent être faits pour atténuer leurs effets et pour accélérer la récupération. Des opportunités peuvent être saisies pour « reconstruire en mieux ». En effet, le tsunami de 2004 a mené directement au Système d'alerte aux tsunamis dans l'océan Indien. Mais pour préparer aux catastrophes et mettre en place les cadres de réaction visant à améliorer la résilience, elles doivent être conçues à partir d'une approche systémique qui s'étend au-delà des menaces et des chocs pour traiter les causes sous-jacentes et les impacts à long terme.

En cas de catastrophes naturelles, la prévention et les cadres de réaction peuvent inclure, comme précisé dans le Cadre d'action de Hyogo, l'amélioration des informations sur les risques, le renforcement et l'établissement de systèmes d'alerte précoce, l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans les programmes et les politiques de développement, ainsi que le renforcement des institutions et des mécanismes de réponse. La planification

---

Des institutions de gouvernance réactives et responsables sont essentielles pour combattre le sentiment d'injustice, de vulnérabilité et d'exclusion qui alimente le mécontentement social

de la prévention et de la récupération peut être poursuivie à tous les niveaux (mondial, régional, national et communautaire) et peut être améliorée par le partage des informations et la solidarité d'action. Cela est plus facile lorsque gouvernements et communautés sont préparés. Quand les politiques sont orientées vers une réponse d'urgence, l'atténuation est souvent négligée et les chocs peuvent réapparaître, avec des impacts et des coûts de protection ultérieurs potentiellement plus importants. Les efforts de réponse d'urgence sont importants et nécessaires, mais la résilience exige des efforts complets pour renforcer la prévention et la réactivité.

Les conflits entre états, ainsi que les troubles civils internes, continuent d'imposer des coûts exorbitants au développement des pays concernés. Plusieurs causes peuvent être identifiées pour ces types de conflit. Cependant, le point commun entre ces causes, qu'il s'agisse des politiques d'exclusion, de la recherche de rente des élites ou des abus sociaux ignorés, c'est qu'elles contribuent toutes au conflit social ou, tout du moins, nuisent au minimum d'harmonie et de cohésion sociale qui serait propice à des résultats résilients en matière de développement, un sujet abordé de manière plus détaillée aux chapitres 3 et 4. Dans les communautés et les pays vulnérables aux conflits et à la violence, les programmes qui favorisent la cohésion sociale peuvent soutenir les efforts de prévention et de récupération.

Les politiques et les institutions qui luttent contre l'exclusion et la marginalisation, qui engendrent un sentiment d'appartenance, qui instaurent la confiance et des possibilités réelles d'évolution sociale peuvent réduire les risques de conflit. La sensibilisation accrue de la population et l'accès à l'information peuvent générer un soutien général envers la paix et réduire le nombre de contentieux politiques. Le recours à des intermédiaires et des médiateurs crédibles et objectifs peut établir un climat de confiance entre les groupes opposés et polarisés et permettre d'atteindre un consensus sur des problèmes d'intérêt national, depuis l'organisation d'élection jusqu'aux ciments d'une nouvelle constitution. Les comités locaux et les groupes de citoyens peuvent favoriser la confiance au niveau communautaire et poser les bases pour des « infrastructures de paix ». L'investissement dans l'emploi et les moyens de subsistance

peut aider les communautés et les individus à surmonter une crise à court terme et augmenter la résilience quant aux défis des crises futures.

## Une action mondiale pour le « monde que nous voulons »

---

Dans le contexte de la mondialisation, les pays se sont rapprochés et de nouvelles opportunités ont vu le jour. Cependant, le risque de répercussion rapide d'événements néfastes a également augmenté. Certains événements récents ont révélé d'importantes lacunes dans la gestion de la mondialisation au niveau de la sécurité alimentaire ou de l'accès à l'énergie, de la régulation financière ou du changement climatique. Ces défis transfrontières devraient persister au cours des décennies à venir, avec des architectures de gouvernance mondiale dont la capacité est insuffisante pour prévenir ou minimiser les chocs. Les décideurs et les leaders politiques pourraient être mal préparés pour affronter la vitesse et l'échelle de ces changements.

Les nouvelles menaces émergentes exigent des réponses, des ressources et un leadership à l'échelle nationale, mondiale et transfrontalière. Une action collective est nécessaire pour pouvoir établir un ordre de priorité des problèmes, étendre la coopération entre les cloisonnements organisés autour des questions particulières, et réunir les États, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé dans un programme commun d'instauration de systèmes mondiaux plus résilients. L'action collective est notamment nécessaire, sous forme d'engagement mondial en faveur de l'universalisme, pour faciliter l'approvisionnement en biens publics mondiaux et pour réduire la probabilité et la portée des chocs transnationaux tout en traitant les faiblesses des architectures de gouvernance mondiale.

## Un engagement mondial à l'égard de l'universalisme

Les mesures nationales pour la prestation universelle de services sociaux, pour la protection sociale universelle et pour le plein emploi sont plus facilement promulguées lorsque des engagements mondiaux sont en place et qu'un soutien mondial est disponible.

---

L'action collective est nécessaire, sous forme d'engagement mondial en faveur de l'universalisme, pour faciliter l'approvisionnement en biens publics mondiaux

Cet engagement doit faire partie du programme pour l'après-2015. L'inscription des éléments d'un contrat social mondial dans l'agenda pourrait également ouvrir un espace politique à l'échelle nationale permettant aux États de définir les approches à adopter pour la création d'emplois et la prestation de services et systèmes de protection sociaux, et qui fonctionnent mieux dans leurs contextes particuliers. Cependant, les accords mondiaux restent essentiels, car ils stimulent l'action et l'implication, et génèrent des aides financières et autres.

Les normes politiques qui décrivent la prestation publique de protection sociale comme un instrument positif peuvent permettre aux États d'adopter et de mettre en œuvre des politiques et des programmes qui protègent les individus à l'intérieur de leurs territoires. Un ensemble de normes qui soulignent l'universalisme pourrait encourager les États à s'engager en faveur de protections universelles qui réduisent la probabilité de conditions de travail abusives tout en favorisant une protection sociale minimale à l'égard des travailleurs, ainsi que pour les personnes dans l'incapacité de travailler.

Aujourd'hui, seuls 20 pour cent des personnes à travers le monde ont une couverture de sécurité sociale appropriée, et plus de 50 pour cent ne bénéficient d'aucun type de sécurité sociale.<sup>17</sup> Les objectifs de développement durable sont l'occasion pour la communauté internationale et les États individuels de porter un regard positif sur le domaine public et de faire évoluer le principe d'universalisme dans les financements publics de services sociaux, notamment à un accès universel minimal aux soins de santé et à l'éducation, ainsi que pour le plein emploi et les protections sociales. Ces éléments sont tous essentiels pour garantir un développement humain plus durable et résilient.

### Une meilleure facilitation de la prestation des biens publics mondiaux

De nombreux biens publics mondiaux ont une valeur sociale et peuvent réduire la vulnérabilité, mais ils sont sous-évalués par les marchés. Leur insuffisance, allant du contrôle des maladies transmissibles à la réglementation appropriée du marché mondial, favorise les chocs qui ont une portée régionale et mondiale. Étant donné

que l'interdépendance du monde s'étend et se renforce, la manifestation de la vulnérabilité due à l'insuffisance de biens publics mondiaux s'accroît.

Les efforts multilatéraux pour faciliter la coopération et fournir certains de ces biens semblent faibles face aux défis et aux vulnérabilités. Ils sont tout aussi faibles face au rythme des marchés, à la vitesse de la réification et à la puissance des intérêts privés. Les règles et les normes internationales reflètent souvent les intérêts privés plutôt que de fournir des biens publics, et donner la priorité aux intérêts sociaux.<sup>18</sup> Les biens publics mondiaux et les biens communs universels qui pourraient rectifier ou compléter les marchés pour garantir une croissance plus inclusive et durable sont, en grande partie, insuffisants.

Les niveaux minimum de protection sociale et d'engagement envers la prestation de services sociaux sont des biens publics importants qui peuvent être inclus dans les objectifs de développement durable pour améliorer les capacités des individus à résister aux chocs défavorables. Mais il existe également des biens publics qui sont nécessaires pour réduire la probabilité des crises, tels que favoriser la stabilité climatique ou réduire la probabilité d'une nouvelle crise financière. Des progrès ont été faits par le passé ; citons par exemple l'éradication de la variole. Il s'agit maintenant d'étendre ce type d'efforts collectifs à la prestation d'autres types de biens publics réduisant la vulnérabilité.

### Traiter les faiblesses des architectures de gouvernance mondiale

Il y a un décalage entre les mécanismes de gouvernance, d'une part, et la vulnérabilité et la complexité des processus mondiaux, d'autre part. De nombreuses institutions et structures internationales ont été conçues pour rétablir l'ordre après la Deuxième Guerre mondiale, et les réformes n'ont pas reflété le changement des rapports de force. Entre-temps, de nouveaux régimes, tels que les régimes mondiaux des droits de propriété intellectuelle, bénéficient souvent aux élites de manière disproportionnée. Non seulement les systèmes de gouvernance ne proposent pas suffisamment de protections et ne renforcent pas les capacités, mais dans

---

Non seulement les systèmes de gouvernance ne proposent pas suffisamment de protections et ne renforcent pas les capacités, mais dans certains cas, ils produisent de nouvelles vulnérabilités

certains cas, ils produisent de nouvelles vulnérabilités. À de nombreux égards, les faiblesses des architectures de gouvernance mondiale pour réduire la vulnérabilité découlent de profondes asymétries de pouvoir, d'expression et d'influence. Les programmes et les politiques sous-représentent les intérêts et les besoins des pays les moins développés et des personnes les plus vulnérables comme, par exemple, les travailleurs non qualifiés, les immigrants et les personnes âgées. Les personnes ayant moins de capacité pour résister aux chocs et s'adapter à la vitesse du changement sont les dernières impliquées dans la création des réglementations, des normes et des objectifs de la gouvernance mondiale.

La liste des défis mondiaux est longue et, parfois, les réponses peuvent sembler hors de portée, mais nous savons que les marchés peuvent être mieux réglementés, les systèmes financiers et d'échanges commerciaux mieux ajustés et les menaces environnementales réduites. Certains ajustements peuvent être faits sur différents domaines d'intervention mondiaux pour augmenter la probabilité que les États agissent collectivement et garantiront la cohésion de la gouvernance mondiale. Il s'agit de changements de premier ordre qui permettront de faire davantage de progrès politiques et institutionnels sur des problèmes spécifiques.

Premièrement, il faut s'assurer de la participation équitable des pays en développement dans la gouvernance mondiale afin que les besoins des pays les plus vulnérables, notamment les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement, ne soient pas marginalisés. Deuxièmement, la participation peut être étendue pour inclure des perspectives du secteur privé et de la société civile en vue d'assurer un soutien à l'action collective mondiale parmi les États. Troisièmement, l'action collective est de loin plus efficace si elle s'inscrit dans des décisions prises au sein d'institutions représentatives, pas dans des groupes ad hoc tels que le Groupe des Vingt ou dans des réunions sélectives dans lesquelles la prise de décisions manque de transparence. Enfin, une meilleure coordination et coopération entre les institutions de gouvernance mondiale dans différents domaines d'intervention peut atténuer les retombées négatives et permettre d'harmoniser les objectifs.

Le présent Rapport met l'accent sur l'éventualité d'une action collective pour restructurer les systèmes mondiaux de façon à instiller de nouvelles capacités chez les personnes plutôt que de générer de nouvelles vulnérabilités et de s'ajouter à l'insécurité existante. Une vaste coopération entre les États, les institutions internationales, le secteur privé et la société civile est possible. Les systèmes de gouvernance mondiale doivent briser le lien entre la mondialisation et la vulnérabilité, ce qui est plus à même de se produire quand les politiques mondiales et la prise de décisions sont inclusives, responsables et coordonnées.

## Messages clés

---

Le présent Rapport cherche à améliorer la compréhension et à sensibiliser sur la nécessité de réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience pour garantir un développement humain durable. De ce fait, ses arguments principaux sont les suivants :

- *La vulnérabilité menace le développement humain, et à moins de s'y attaquer de façon systématique, à travers un changement des politiques et des normes sociales, les progrès ne seront jamais ni équitables ni durables.*

Même si la plupart des pays ont amélioré leur niveau de développement humain au cours des dernières décennies, les avancées récentes n'ont pas été sans heurts. Le progrès a pris place dans un contexte d'incertitude croissante due à des chocs plus profonds et plus fréquents. Les progrès du développement humain sont de plus en plus exposés à des événements indésirables : la plus grande instabilité financière, l'augmentation et la volatilité des prix des produits de base, la fréquence des catastrophes naturelles et l'amplification du mécontentement social et politique.

Des centaines de millions de personnes pauvres, marginalisées ou bien handicapées restent exceptionnellement vulnérables aux chocs économiques, aux violations des droits, aux catastrophes naturelles, aux maladies, aux conflits et aux risques environnementaux. À moins d'être systématiquement identifiées et réduites, ces vulnérabilités chroniques pourraient compromettre la durabilité des

---

Les vulnérabilités croisées ou cumulées résultant des insécurités économiques, environnementales, physiques, de santé et autres, aggravent la situation en matière de libertés et de fonctions

progrès du développement humain pour les décennies à venir. Les chocs et leurs causes multiples sont inévitables et souvent imprévisibles, mais la vulnérabilité humaine peut être réduite avec des États plus réactifs, de meilleures politiques publiques et un changement des normes sociales.

- *La vulnérabilité du cycle de vie, la vulnérabilité structurelle et la précarité de la vie sont des sources fondamentales de privations persistantes. Pour garantir un développement humain sûr et des progrès durables, elles doivent être combattues.*

Différents aspects de la vulnérabilité peuvent cumuler et renforcer les privations persistantes. La vulnérabilité du cycle de vie – enfance, adolescence, âge adulte et troisième âge – peut affecter la formation des capacités vitales. Des investissements inappropriés lors des phases sensibles de la vie créent une vulnérabilité à long terme. De même, la vulnérabilité inhérente aux contextes sociaux génère des comportements discriminatoires et crée des barrières structurelles empêchant les personnes et les groupes d'exercer leurs droits et leurs choix, perpétuant ainsi leurs privations. Et la crainte pour leur sécurité physique au quotidien a des ramifications plus profondes dans la garantie ou le maintien du progrès.

Les vulnérabilités croisées ou cumulées résultant des insécurités économiques, environnementales, physiques, de santé et autres, aggravent la situation en matière de libertés et de fonctions. Il est dès lors beaucoup plus difficile pour les individus et les sociétés de se remettre des chocs. Les voies vers la récupération et les politiques publiques doivent incorporer des mesures qui renforcent la résilience et les stabilisateurs permettant de répondre et de faire face aux défis futurs.

- *Les mesures politiques de lutte contre la vulnérabilité doivent permettre de prévenir les menaces, promouvoir les capacités et protéger les personnes, en particulier les plus vulnérables.*

En raison de la marginalisation sociale, d'un manque de services publics et d'autres défaillances politiques, la plupart des vulnérabilités restent persistantes. Une vulnérabilité persistante reflète des carences

profondes dans les politiques et les institutions publiques, les normes sociétales et la prestation de services publics, notamment une discrimination passée et présente contre des groupes en fonction de leur origine ethnique, leur religion, leur sexe et d'autres identités. Cela révèle également une incapacité ou une réticence de l'État ou de la société à anticiper et protéger les personnes vulnérables contre de graves chocs externes, dont la plupart sont prévisibles par leur nature, sinon par leur moment et leur impact précis.

Renforcer la résilience exige donc de stimuler les capacités des individus, des sociétés et des pays à répondre aux revers. Les personnes dotées de capacités générales limitées, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, ont plus de difficultés à exercer leur agentivité et à donner un sens à leur vie. De plus, leurs choix peuvent être limités ou freinés par des barrières sociales et d'autres pratiques d'exclusion, qui peuvent par ailleurs ancrer les préjugés sociaux dans les institutions et les politiques publiques. Des institutions réactives et des interventions politiques efficaces peuvent créer une dynamique durable pour soutenir les capacités individuelles et les conditions sociales visant à renforcer l'agentivité humaine, rendant ainsi les individus et les sociétés plus résilientes.

- *Toute personne devrait bénéficier du droit à l'éducation, aux soins de santé et à d'autres services de base. La mise en pratique de ce principe de l'universalisme demandera une attention et des ressources toutes particulières, surtout pour les pauvres et autres groupes vulnérables.*

L'universalisme doit guider tous les aspects des politiques nationales pour garantir que tous les groupes et toutes les catégories de la société bénéficient d'une égalité des chances. Cela implique un traitement différent et ciblé pour les catégories inégales ou historiquement défavorisées, qui fournisse davantage de ressources et de services proportionnels aux personnes pauvres, exclues et marginalisées pour renforcer les capacités et les choix de vie de chacune d'entre elles.

L'universalisme est un moyen puissant de s'attaquer à la nature incertaine de la vulnérabilité. Si les politiques sociales ont un

## Le programme pour l'après-2015 : lutter contre les vulnérabilités et renforcer la résilience

À deux ans de l'échéance 2015, les progrès de l'Afrique par rapport aux objectifs du Millénaire pour le développement sont hétérogènes. Des progrès remarquables ont été faits dans certains domaines, tels que la scolarisation en primaire, la parité des sexes dans l'éducation primaire, la représentation des femmes dans la prise de décisions, une réduction de la pauvreté, une couverture vaccinale et l'endigement de la propagation du VIH/SIDA.

Malgré ces progrès, il reste encore beaucoup à faire. Certains domaines ont été négligés mais ils auraient dû être mis en avant comme, par exemple, la lutte contre la malaria, tueur numéro un d'enfants en Afrique subsaharienne et dans de nombreux autres endroits du monde. De plus, l'objectif de scolarisation n'a pas pris en compte le besoin d'une éducation de qualité.

Au cours de la dernière décennie, l'Afrique a fait de grands progrès en matière de mise en œuvre de réformes politiques et économiques, et ces progrès commencent à porter leurs fruits. Ces réussites futures sont, cependant, vulnérables à de nombreux facteurs qui ne dépendent pas de la volonté de l'Afrique mais qui peuvent être résolus par un engagement collectif et un nouveau partenariat de développement international. Même si certaines régions du continent restent confrontées à l'instabilité politique, c'est maintenant chose rare et ce n'est plus inéluctable. Le nouveau programme de développement mondial qui sera convenu en 2015 est l'occasion pour l'Afrique de prendre la mesure de ces défis et de notre position dans le monde.

La transformation économique est une priorité toute particulière sur mon continent. Elle doit contribuer à réduire notre vulnérabilité aux chocs sociaux, économiques et environnementaux, mais elle ne constitue pas une priorité pour l'Afrique seule. Le récent effondrement économique qui a plongé le monde dans la récession, le fossé grandissant entre les riches et les pauvres avec ses inégalités qui alimentent l'agitation sociale, le fléau croissant du chômage des jeunes, ainsi que les menaces environnementales

mondiales créées par des politiques économiques négatives, montrent clairement que la transformation est nécessaire partout dans le monde, pas seulement en Afrique.

Lorsque le groupe de haut niveau des Nations Unies sur le programme pour l'après-2015 s'est rencontré au Libéria en janvier 2013, sous le thème général de la « transformation économique », nous avons identifié six domaines clés qui, d'après nous, devaient s'inscrire dans un programme de transformation : la poursuite d'une croissance inclusive qui réduise les inégalités ; la promotion de la diversification économique et de la valeur ajoutée ; la création d'un environnement stable et propice pour l'épanouissement du secteur privé et de la libre entreprise ; la nécessité de changer nos schémas de production et de consommation pour protéger nos écosystèmes ; la création et le renforcement d'institutions justes et transparentes et, enfin, la nécessité de créer une égalité des chances pour tous.

Nous disposons aujourd'hui d'opportunités qui peuvent rendre la transformation non seulement plausible mais très abordable. Nous vivons dans une ère dans laquelle le changement technologique rapide, favorisé notamment par la révolution de l'information, intensifie l'intégration de l'économie mondiale, change la structure des emplois, offre de nouvelles opportunités économiques pour tous les pays, facilite la croissance verte et permet à de nombreux pays à faible revenu de passer sans transition à une transformation économique.

Nous avons les moyens et les capacités d'influer sur les changements. Les consultations mondiales actuelles sur le Programme de développement pour l'après-2015 sont de bonne augure pour un monde affichant une vision commune, des opportunités et des responsabilités partagées. L'Afrique contribuera à développer un monde dans lequel personne n'est laissé pour compte, où tout le monde a des chances égales de prospérer et où notre environnement est respecté.

objectif universel, elles ne se contentent pas de protéger les personnes vivant actuellement dans la pauvreté, ayant des problèmes de santé ou étant au chômage, mais aussi les individus et les foyers qui s'en sortent bien mais qui peuvent se retrouver en difficulté si les choses tournent mal. De plus, elles garantissent certaines capacités générales de base des générations futures.

- *Une protection sociale universelle forte améliore non seulement la résilience individuelle, mais renforce également la résilience de l'ensemble de l'économie.*

Presque tous les pays, quelle que soit l'étape de développement à laquelle ils se trouvent, peuvent fournir une protection sociale minimale de base. Ils peuvent progressivement s'étendre à des niveaux de protection sociale plus élevés en fonction de leur marge de

manœuvre budgétaire. Un pays à plus faible revenu pourrait commencer par une éducation et des soins de santé de base pour ensuite offrir des transferts monétaires et une protection du travail de base. Un pays à plus haut revenu disposant de programmes d'éducation, de santé et de transferts monétaires assortis de conditions de base bien établies, pourrait étendre l'éligibilité à l'assurance-chômage aux populations traditionnellement exclues, telles que les travailleurs agricoles ou domestiques, ou bien élargir les politiques de congés parentaux pour y inclure les pères.

- *Le plein emploi devrait constituer un objectif politique de toute société, quel que soit son niveau de développement.*

Lorsque l'emploi est soit inaccessible, soit très peu rémunéré, il représente une source majeure de vulnérabilité avec des répercussions

---

Offrir de véritables débouchés professionnels à tous les demandeurs d'emploi adultes doit devenir un objectif universel, au même titre que l'éducation et la santé

durables sur les individus, leur famille et leur communauté. Il est temps de reconnaître que l'opportunité d'avoir un emploi décent est un aspect fondamental du renforcement des capacités humaines, tout comme il faut considérer le plein emploi comme une politique sociale intelligente et efficace. Offrir de véritables débouchés professionnels à tous les demandeurs d'emploi adultes doit devenir un objectif universel, au même titre que l'éducation et la santé. Le plein emploi doit être un objectif sociétal consensuel, pas seulement en termes de justice sociale et de productivité économique, mais en tant qu'élément essentiel de cohésion sociale et de dignité humaine de base.

Un travail décent raisonnablement payé impliquant un contrat formel empêchant tout licenciement abusif et donnant des droits à la sécurité sociale, peut réduire considérablement la vulnérabilité de l'employé, bien que de façon moins importante en cas de récession. Réduire la vulnérabilité liée à l'emploi est extrêmement important pour réduire la vulnérabilité humaine en général. C'est cependant difficile à mettre en œuvre. L'importance de parvenir à un plein emploi décent est reconnue depuis longtemps, mais le chômage et le sous-emploi à grande échelle persistent dans la plupart des pays.

- *Les effets des crises, lorsqu'elles se produisent, peuvent être atténués grâce aux efforts de préparation et de récupération, lesquels permettent également de renforcer la résilience des sociétés.*

L'apparition soudaine de risques et de crises, qu'il s'agisse de catastrophes naturelles ou de conflits violents, a souvent des conséquences destructrices pour le progrès du développement humain. Renforcer les capacités de préparation et de récupération peut permettre aux communautés de faire face à ces chocs en limitant les pertes en vies humaines et en ressources, et peut favoriser des récupérations plus rapides. Les efforts pour renforcer la cohésion sociale dans des zones de conflit peuvent entraîner des réductions du risque de conflit à long terme, tandis que les systèmes d'alerte précoce et la réactivité des institutions atténuent les impacts des catastrophes naturelles.

- *Les vulnérabilités sont de plus en plus mondialisées, de par leur origine et leur impact, elles exigent une action collective et une gouvernance internationale améliorée.*

La pollution, les catastrophes naturelles, les conflits, les changements climatiques et les crises économiques ne respectent pas les frontières politiques et ne peuvent pas être gérés uniquement par les gouvernements nationaux. Les institutions mondiales actuelles, trop fragmentées, ne sont ni suffisamment responsables, ni suffisamment rapides pour faire face aux défis mondiaux pressants. Une meilleure coordination et, peut-être, de meilleures institutions sont nécessaires pour limiter les chocs transnationaux et répondre rapidement à notre évolution climatique. Il s'agit là d'une partie intégrante du programme pour l'après-2015. Une gouvernance mondiale plus solide, réactive et plus représentative est essentielle pour assurer une action mondiale plus efficace. De nombreuses mesures peuvent être prises pour améliorer les réponses internationales et nationales aux crises, pour empêcher l'apparition de ces crises et pour réduire leur ampleur.

- *Pour s'assurer que la mondialisation progresse et protège le développement humain, des efforts sont indispensables à l'échelle mondiale, car les mesures nationales sont plus faciles à appliquer lorsque des engagements mondiaux sont pris et quand l'aide internationale est disponible.*

Un consensus international sur une protection sociale universelle ouvrirait des espaces politiques nationaux pour l'amélioration et l'universalisation des services, tout en réduisant le risque de « nivellement par le bas » à l'échelle mondiale. Les éléments d'un contrat social mondial reconnaîtraient les droits de tous les peuples à l'éducation, à la santé, à des emplois décents et à se prononcer sur leur propre avenir. Le programme mondial doit chercher à lutter contre la vulnérabilité et à renforcer systématiquement la résilience. Qu'il soit poursuivi pour définir de nouveaux objectifs de développement durable ou dans un cadre plus large de discussions pour l'après-2015, un engagement international formel permettrait de garantir une action universelle.



**« Les droits de l'homme ne sont pas seulement violés par le terrorisme, la répression ou les meurtres, mais aussi par des structures économiques injustes qui créent d'énormes inégalités. »**

**Pape François I**

# 1.

## Vulnérabilité et développement humain



« Le développement humain est un processus qui conduit à l'élargissement de la gamme des choix qui s'offrent à chacun. Les plus essentiels sont : vivre longtemps et en bonne santé, acquérir un savoir et avoir accès aux ressources nécessaires pour jouir d'un niveau de vie convenable. »  
—*Rapport sur le développement humain 1990*<sup>1</sup>

« La vulnérabilité, ce n'est pas la même chose que la pauvreté. Ce n'est pas le fait d'être dans le manque ou dans le besoin, mais d'être sans défense, de vivre dans l'insécurité et d'être exposé aux risques, aux chocs et au stress. »  
—Robert Chambers<sup>2</sup>

Dimanche 26 décembre 2004, un tremblement de terre au large de Sumatra déclenche une des pires catastrophes de l'histoire. Il provoque la mort d'environ 230 000 personnes dans 14 pays, avec des dommages incalculables pour les moyens d'existence et les communautés. Près de dix ans plus tard, nombreuses sont les personnes qui se battent encore pour essayer de retrouver leur vie.

Les chocs défavorables peuvent provenir de maintes directions. Les changements environnementaux peuvent mener à des catastrophes naturelles telles que des inondations et des sécheresses. Les chocs économiques peuvent conduire à des pertes d'emploi à cause d'une récession ou de l'aggravation des termes des échanges commerciaux. Les chocs sanitaires peuvent entraîner la réduction des revenus des foyers, ainsi que l'augmentation des dépenses de santé pour ces derniers. Les guerres et les conflits civils peuvent avoir des répercussions négatives généralisées sur le développement humain.

Une façon de réduire la vulnérabilité est de prévenir les catastrophes. La façon dont le monde traite l'évolution climatique ou organise les systèmes financiers mondiaux est d'une importance capitale pour réduire la fréquence et l'amplitude des chocs. Lorsqu'aucune prévention n'est possible, les effets de ces catastrophes peuvent être mitigés en renforçant les capacités de préparation et de réponse. Les catastrophes naturelles ne peuvent pas être évitées, mais les systèmes environnementaux et l'activité sismique peuvent être surveillés, et les systèmes d'avertissement anticipés peuvent sauver des vies. Lors de l'éruption du volcan Eyjafjallajökull en Islande en 2010, aucune perte en vie humaine n'a été déplorée : la surveillance constante de l'activité sismique a permis de lancer des avertissements anticipés, des services

de sauvetage et des plans d'urgence ont été mis en place pour évacuer la population locale du jour au lendemain, et l'espace aérien de 20 pays a été fermé. Et lorsque le cyclone Phailin a touché l'Inde en octobre 2013, le nombre de morts fut inférieur à 50, grâce aux systèmes mondiaux de suivi des tempêtes et à l'évacuation anticipée d'un million de personnes ; à titre de comparaison, 10 000 personnes avaient trouvé la mort la dernière fois qu'un super cyclone similaire avait touché cette région en 1999.<sup>3</sup>

La vulnérabilité peut également être réduite par le renforcement de la résilience parmi les personnes et au sein des communautés. Certains systèmes de renforcement de la résilience sont spécifiques à la menace concernée, comme la modification des lois d'utilisation de la terre pour empêcher les gens de vivre dans des zones propices aux inondations. D'autres systèmes de renforcement de la résilience sont plus systémiques et fonctionnent à plus long terme, en donnant aux personnes et aux sociétés les compétences de supporter un grand nombre de chocs différents et s'en remettre. La cohésion sociale peut profondément affecter de nombreux aspects de la vie, depuis la récupération suite aux catastrophes jusqu'à la qualité du gouvernement. L'éducation et l'investissement, en particulier pour les très jeunes, peut équiper les personnes de sorte que celles-ci puissent s'adapter lorsqu'une crise financière ou une catastrophe naturelle leur enlève leurs moyens d'existence. Et la protection sociale ainsi que les institutions de prise en charge peuvent garantir que ceux qui sont dans le besoin bénéficient des aides de manière équitable, amoindrissant ainsi les effets défavorables sur les générations futures.

La *vulnérabilité humaine*, c'est la perspective d'érosion des réussites du développement humain et de leur durabilité. Une personne (ou une

## Vers la résilience humaine : concepts et définitions

La notion de *résilience* est utilisée de différentes manières par différentes disciplines. Dans les domaines de l'écologie et des sciences naturelles, la résilience est traditionnellement comprise comme étant une propriété qui permet à un système de récupérer son état précédent après avoir été soumis à un choc.<sup>1</sup> Ce terme est désormais envisagé, non sans controverse, sous un angle plus dynamique. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat définit la résilience comme étant la « capacité d'un système et de ses composants à anticiper, absorber, accueillir ou se récupérer des effets d'un événement dangereux rapidement et efficacement. »<sup>2</sup> Un concept associé, celui de *résilience sociale*, est défini comme étant la capacité des individus ou des groupes à obtenir des résultats favorables dans des circonstances nouvelles et, si besoin est, par de nouveaux moyens.<sup>3</sup>

Étant donnée son origine dans l'étude des systèmes naturels et dans l'ingénierie, la résilience, telle que traditionnellement définie, ne tient pas adéquatement compte de l'autonomisation ni de l'agentivité humaine, ni encore des aspects de la vulnérabilité liés au pouvoir.<sup>4</sup> Un groupe, ou une communauté, peut être résilient aux dépens d'un autre groupe.<sup>5</sup> Les évaluations de la résilience des systèmes doivent tenir compte des possibles compromis et des asymétries entre les différents groupes et individus qui constituent le système.

Une approche de la résilience basée sur le développement humain se concentre sur les personnes et leurs interactions, là où le pouvoir et la position sociale sont des facteurs importants. La résilience doit être renforcée à la fois au niveau de l'individu et à l'échelle de la société, en termes de capacités individuelles et de compétences sociales.

La résilience encourage également une meilleure compréhension des systèmes, de l'interaction des composants et des boucles de rétroaction impliquées. Il est important de tenir compte de l'architecture et de la logique interne des systèmes, notamment parce que certains systèmes peuvent eux-mêmes devenir sources de vulnérabilité.<sup>6</sup> Il peut également être utile de comprendre ce qui se passe quand différents composants d'un système interagissent et comment leur interaction peut mener à des conséquences imprévues ou imprévisibles.<sup>7</sup> Par exemple, une étude des catastrophes liées au climat ferait bien d'inclure les dynamiques rurales-urbaines et de migration.

Bien que tout le monde soit vulnérable dans une certaine mesure, ce Rapport se penche plutôt sur ceux qui le sont particulièrement aux détériorations graves de leur bien-être et du développement humain. L'impact des chocs sur la réduction du développement humain dépend de la capacité des personnes à appréhender et à s'adapter aux chocs, et cette capacité à appréhender et à s'adapter peut être nommée *résilience humaine*.

La vulnérabilité peut être réduite si l'on empêche les chocs de se produire ou si la résilience est renforcée au niveau de l'individu et de la communauté. En raison de la manière dont la société est construite, certaines personnes doivent faire face à des limitations en termes de choix et de capacités. La résilience humaine implique la suppression des barrières qui entravent la liberté d'action des personnes. Le but est de permettre aux personnes défavorisées et exclues d'exprimer leurs inquiétudes, de se faire entendre et de pouvoir façonner leur avenir de façon active.

## Notes

1. Holling 1973; Miller et autres 2010. 2. GIEC 2012, p. 2. 3. Hall et Lamont 2013. 4. Cannon et Muller-Mahn 2010. 5. Les foyers et les communautés peuvent parfois renforcer leur résilience mais seulement aux dépens de leur propre bien-être ou estime de soi ; voir Béné et autres (2012). 6. Stiglitz et Kaldor 2013a. 7. Gallopin 2006.

communauté, ou un pays) est vulnérable quand il existe un risque élevé de détérioration future de ses circonstances et de ses réussites. Bien sûr, nous vivons tous dans un monde incertain, et il se peut qu'il soit impossible de réduire ce risque à zéro. Tout le monde, riche ou pauvre, est vulnérable à un niveau ou à un autre. Mais ce Rapport se concentre sur la possibilité de détérioration *majeure* des conditions, une détérioration qui pourrait renvoyer les gens à des conditions inacceptables de pauvreté et de destitution, ou empirer les conditions de ceux qui souffrent déjà d'un développement humain très faible.

La portée de ces chocs sur la réduction du développement humain dépend de la capacité des personnes à y faire face et de l'assistance qu'elles sont susceptibles de recevoir. La capacité de résistance et d'adaptation des personnes est appelée ici la *résilience humaine* (encadré 1.1). La plupart des personnes sont résilientes jusqu'à un certain point : elles peuvent s'adapter à des chocs mineurs, par exemple. Mais leur capacité

d'adaptation à des chocs graves ou persistants sans sacrifice majeur ni perte de développement humain varie en fonction de leurs circonstances. Les adaptations requises dépendent de la nature du choc et des circonstances de ceux qui sont touchés. Les mieux placés et ceux qui s'adaptent plus facilement sont plus résilients.

Le présent Rapport développe deux propositions de base. La première est que la vulnérabilité des personnes est considérablement influencée par leurs capacités et leur contexte social. L'autre suggère que l'échec de la protection des personnes contre la vulnérabilité est principalement dû à des politiques inadaptées et à des institutions sociales de mauvaise qualité, voire dysfonctionnelles. Le fait est que pratiquement tout le monde peut être vulnérable à un événement ou à un choc quelconque, mais ce Rapport se penche sur ceux qui le sont particulièrement face aux changements de circonstances personnelles et aux chocs externes, notamment aux menaces persistantes

ou systématiques à l'encontre du développement humain, comme l'évolution climatique, la violence et les barrières sociales qui empêchent les gens d'exercer leur entière capacité d'action.

Deux thèses centrales du présent Rapport sont basées sur l'idée que l'amélioration et la protection durable des choix individuels, des capacités et des compétences sociales sont essentielles, et que les stratégies et les politiques de développement humain doivent consciemment viser à réduire la vulnérabilité et à renforcer la résilience. Une meilleure compréhension de la vulnérabilité et de la résilience du point de vue du développement humain multidimensionnel permet d'analyser plus profondément les facteurs et les politiques clés qui expliquent pourquoi certains individus, certaines communautés ou certains pays sont plus résilients aux événements défavorables et y répondent mieux.

C'est dans cette perspective que le présent Rapport cherche à répondre à certaines questions essentielles :

- Qui sont les plus vulnérables ? Quels sont les groupes dont la vulnérabilité est inhérente ou structurelle ?
- Comment peut-on réduire la vulnérabilité et augmenter la résilience humaine ?
- Faut-il résoudre certains aspects systémiques ou architecturaux, notamment au niveau mondial, pour pouvoir faire progresser le développement humain et pour le rendre plus sûr ?

## Le point de vue du développement humain

Ce Rapport aborde la vulnérabilité sous l'angle du développement humain et va ainsi au-delà d'une interprétation étroite de la vulnérabilité comme simple exposition au risque. Ce point de vue souligne le rôle des capacités des personnes pour minimiser les conséquences défavorables découlant des chocs et des menaces persistantes. Il révèle également d'importants facteurs sous-jacents de la vulnérabilité, tels que l'exclusion et la discrimination, qui ne seraient pas mis au jour sous le prisme seul d'une approche basée sur le risque. Les causes structurelles qui sous-tendent la vulnérabilité sont essentielles pour comprendre pourquoi la situation de

certains groupes et de certaines personnes finit systématiquement par empirer quand une catastrophe s'abat sur eux, ou même pourquoi ces personnes ne parviennent pas à vivre leur vie en sécurité, à l'abri des menaces de violence.

Une approche basée sur le risque mènerait à des recommandations de politiques telles que les systèmes d'assurance de gestion du risque. Bien que ces politiques soient importantes, une approche basée sur le développement humain ouvre un éventail plus large de politiques ayant pour but de renforcer la résistance des individus et des sociétés, et suggère des principes fondamentaux qui pourraient être suivis et introduits dans des politiques spécifiques visant à réduire la vulnérabilité et à renforcer la résilience.

Les personnes bénéficiant d'un développement humain plus élevé, et notamment de bons systèmes sanitaires et éducatifs, sont plus résilientes que celles qui souffrent de malnutrition, n'ont pas accès à l'éducation et sont, par conséquent, en position de faiblesse pour changer d'activité ou de lieu de résidence en cas de chocs défavorables. La possession de capitaux et la possibilité d'y faire appel lorsque les circonstances se détériorent permettent aux personnes de protéger leurs capacités générales. Mais le contexte social et les relations de pouvoir ont un impact puissant sur la vulnérabilité des personnes. Les minorités ou les personnes handicapées, par exemple, même si elles sont en bonne santé et bénéficient d'une bonne éducation, peuvent se sentir vulnérables si elles n'ont pas la possibilité d'exprimer ouvertement leurs problèmes, si le système politique ne tient pas sérieusement compte de leur opinion ou si les institutions ne parviennent pas à les prendre en charge. De la même manière, la nature des risques, surtout lorsque ceux-ci sont persistants ou systémiques, a un impact sur la formation de vulnérabilités spécifiques. La montée du niveau de la mer, par exemple, présente un risque à long terme pour les communautés côtières.

Pour protéger le bien-être ou minimiser les pertes quand les circonstances changent, les personnes ou les foyers peuvent faire une série d'ajustements, y compris changer de lieu de résidence, modifier leur activité ou leurs dépenses, faire appel à leurs capitaux ou à l'emprunt. L'ensemble des choix disponibles dépend des capacités d'une personne, de sa position dans la société et de son âge, parmi

plusieurs autres facteurs. Certains groupes, comme les pauvres et les quasi-pauvres, peuvent ne pas avoir beaucoup d'économies ni beaucoup de capitaux sur lesquels s'appuyer. Quand l'adversité les touche, ils doivent s'en remettre à des stratégies de résistance nuisibles telles que réduire la nourriture ou réduire les dépenses de santé ou d'éducation des enfants.<sup>4</sup>

La résilience humaine signifie que les personnes peuvent mettre leurs choix en pratique de manière sûre et en toute liberté, tout en sachant que les opportunités qu'ils ont aujourd'hui ne seront pas perdues demain. Bien que le fait d'être moins vulnérable va souvent de pair avec celui d'être plus résilient, la résilience est bien plus qu'un simple miroir de la vulnérabilité. Il peut s'avérer possible de réduire la vulnérabilité en diminuant les incidences de choc et de menace. Mais ceci peut ne pas affecter la résilience de la société, sauf si d'autres mesures sont également appliquées. Des politiques actives de renforcement de la communauté, d'élimination des barrières qui limitent l'expression individuelle et de renforcement des normes pour aider les autres dans le besoin peuvent toutes être nécessaires pour renforcer la résilience. Une façon utile de voir cette relation est d'aller « de la vulnérabilité vers la résilience ».

La vulnérabilité des personnes à des chocs particuliers dépend non seulement de leur propre résilience mais aussi de la façon dont ceux qui souffrent d'événements défavorables sont traités par les autres. Les institutions qui peuvent soutenir ceux qui sont confrontés à l'adversité incluent un éventail d'institutions sociales et gouvernementales à l'échelle locale, nationale et internationale. Les institutions sociales sont celles où les personnes agissent de manière collective ; il ne s'agit pas des institutions de marché à but lucratif ni de l'État.<sup>5</sup> Les institutions sociales importantes incluent les réseaux familiaux (y compris les réseaux familiaux mondiaux), les organismes communautaires et les organisations non gouvernementales. La robustesse de l'aide offerte par les institutions sociales dépend des normes en vigueur (par exemple, jusqu'à quel point la prise en charge en cas d'adversité est considérée comme une obligation sociale) et de leurs compétences sociales ou de leurs capacités à fournir de l'aide.<sup>6</sup>

Une approche du développement humain est incomplète si elle n'intègre pas la vulnérabilité

et la résilience à son analyse. Le progrès durable du développement humain dépend du développement des choix des personnes et de la conservation de ces choix de manière permanente. Le monde a vu progresser le développement humain depuis un certain temps. Mais ce progrès semble de plus en plus menacé par l'incertitude et par la persistance des inégalités et de l'évolution climatique. Il devient nécessaire de comprendre la vulnérabilité et la résilience au sens le plus large afin de définir les politiques et les actions capables de maintenir le progrès.

Ceci a été reconnu dans le *Rapport sur le développement humain* (RDH) de 1994 sur la sécurité humaine. La sécurité humaine a été définie en fonction de deux points de vue : « D'une part, elle signifie la sécurité par rapport aux menaces constantes comme la famine, la maladie et la répression. D'autre part, elle signifie la protection face à des perturbations soudaines et négatives dans les schémas de notre vie quotidienne, notamment au foyer, au travail, au sein de notre communauté ou de notre environnement. »<sup>7</sup>

Dans le *RDH* de 1994 et plus tard dans la Commission sur la sécurité humaine d'Ogata et Sen, la réussite en termes de sécurité humaine signifie à la fois qu'un bon niveau de développement humain a été atteint et que les personnes sont relativement à l'abri des dangers que renferment l'économie, les problèmes de santé, la violence et la détérioration de l'environnement.<sup>8</sup> Le Rapport de cette année, tout en s'inscrivant dans l'approche de la sécurité humaine, tout en mettant l'accent sur la vulnérabilité, sur les menaces planant sur la réussite du développement humain et sur les façons de réduire ces dernières. Il s'agit d'une manière plus directe de traiter un problème si complexe, en particulier parce que la sécurité humaine a été interprétée de diverses manières depuis 1994. Certains ont réduit la sécurité humaine à la sécurité des individus face aux attaques physiques,<sup>9</sup> tandis que d'autres ont utilisé ce terme pour y inclure presque tous les aspects du développement.<sup>10</sup> Ici, l'approche que l'on prend de la vulnérabilité est plus large que la première interprétation, mais moins diffuse que la seconde. Elle englobe la vulnérabilité à n'importe quel type d'événement défavorable pouvant menacer les capacités et les choix des personnes.

---

Une approche du développement humain est incomplète si elle n'intègre pas la vulnérabilité et la résilience à son analyse

Une des motivations principales derrière ce point de vue est l'idée que malgré les progrès réalisés en matière de développement humain dans de nombreux pays et sous de nombreux aspects (chapitre 2), pour beaucoup la vulnérabilité reste élevée, voire croissante. Les dangers naturels associés à l'évolution climatique ont augmenté et l'on assiste à une hausse des fluctuations économiques liées à la mondialisation et à la récession de la fin des années 2000. L'insécurité de l'emploi semble avoir particulièrement augmenté dans les pays riches comme dans les pays pauvres,<sup>11</sup> tandis que les menaces de pandémies sanitaires mondiales demeurent élevées. Dans certaines parties du monde, particulièrement au Moyen Orient et dans certaines régions de l'Afrique, la violence politique est une menace majeure, tandis que les incidents terroristes ont mis le monde dans une certaine nervosité. Trouver des politiques capables de diminuer ces menaces, d'augmenter la résilience humaine et de protéger les gens quand ils sont confrontés à des dangers devient une priorité de toute urgence du point de vue du développement humain.

Les concepts de vulnérabilité et de résilience enrichissent l'approche du développement humain en s'intéressant non seulement aux réussites, mais aussi au risque et à l'incertitude. Grâce à eux, nous pouvons explorer les côtés potentiellement négatifs de n'importe quel niveau de développement humain donné et concevoir des politiques pour le protéger et rendre le progrès plus résilient. Vus sous un autre angle, ils mettent en évidence la durabilité et la sécurité du développement humain. Quand les individus sont confrontés à la vulnérabilité et quand leur vie est restreinte de manière persistante à la suite d'un choc, leurs capacités peuvent être affectées à long terme. Et la détérioration de ces conditions, notamment pour les enfants et pour les femmes, peut entraîner des conséquences intergénérationnelles.

## Personnes vulnérables, monde vulnérable

La vulnérabilité en tant que concept peut sembler trop générale et abstraite. Après tout, la plupart des gens et des sociétés à différents niveaux de développement sont

vulnérables de bien des façons aux événements défavorables, lesquels ne peuvent pas tous être prévus ou prévenus. Aujourd'hui, les faiblesses économiques minent le contrat social même dans les sociétés industrialisées avancées, et aucun pays ni aucune communauté, quels qu'ils soient, n'est à l'abri des effets de l'évolution climatique à long terme. Mais le concept de vulnérabilité devient moins abstrait si on le divise comme suit : qui est vulnérable, à quoi est-il vulnérable et pourquoi (figure 1.1).

### Qui est vulnérable ?

En principe, tout le monde est vulnérable à des événements ou à des circonstances défavorables, mais certaines personnes sont plus vulnérables que d'autres. Une façon d'identifier des groupes vulnérables aux chocs ou aux événements défavorables est de penser en termes de seuils ; ceci permet également d'effectuer certaines mesures. Les personnes sont vulnérables à la pauvreté si elles sont « en dessous, ou risquent de tomber en dessous d'un certain seuil minimum acceptable de choix essentiels dans certains aspects tels que la santé, l'éducation, les ressources matérielles, la sécurité. »<sup>12</sup> Ces seuils sont censés varier en fonction du niveau de développement.

La pauvreté et la vulnérabilité sont liées : elles se renforcent de manière multidimensionnelle et parfois mutuellement. Mais elles ne sont pas synonymes. Tandis que la vulnérabilité est généralement un aspect important de la pauvreté, être riche n'est pas la même chose que de ne pas être vulnérable. La pauvreté comme la vulnérabilité sont dynamiques. Les riches peuvent ne pas être vulnérables tout le temps ou toute leur vie comme certains pauvres peuvent ne pas rester pauvres toute leur vie.

Mais les pauvres sont vulnérables de manière inhérente car il leur manque les capacités générales suffisantes pour exercer leur entière volonté. Ils souffrent de nombreuses privations. Non seulement ils manquent d'actifs matériels, mais ils souffrent également de carences en matière d'éducation, de santé et dans d'autres domaines. De la même manière, leur accès aux systèmes de justice peut être restreint.<sup>13</sup> Ils ont tendance à être intrinsèquement vulnérables.

Les pauvres tombent déjà en dessous du seuil critique de pauvreté. Si les gens sont vulnérables

---

Les concepts de vulnérabilité et de résilience enrichissent l'approche du développement humain en s'intéressant non seulement aux réussites, mais aussi au risque et à l'incertitude

FIGURE 1.1

Qui est vulnérable, à quoi et pourquoi ?



Source : Bureau du Rapport sur le développement humain.

quand ils sont confrontés à un risque élevé de tomber en dessous de ce seuil, les pauvres, qui sont déjà en dessous, sont tous vulnérables. Ceci est vrai par définition, mais il ne s'agit pas seulement d'une question de simple définition. Toute personne à qui il manque l'essentiel pour un minimum acceptable est véritablement vulnérable.

Près de 2,2 milliards de personnes sont vulnérables à la pauvreté multidimensionnelle, y compris les 1,5 milliards de pauvres multidimensionnels.<sup>14</sup> Les trois quarts des pauvres du monde vivent dans des zones rurales, où les travailleurs agricoles souffrent de l'incidence la plus élevée de pauvreté, pris dans un cercle vicieux de faible productivité, de chômage saisonnier et de basses rémunérations.<sup>15</sup> Dans le monde, 1,2 milliards de personnes (22 pour cent) vivent avec moins de 1,25 \$ par jour. Si l'on augmente le seuil de pauvreté à 2,50 \$ par jour, le taux de pauvreté mondial passe à environ 50 pour cent, soit 2,7 milliards de personnes.<sup>16</sup> Le fait de déplacer le seuil de pauvreté de cette manière permet d'englober un grand nombre de personnes potentiellement vulnérables à la pauvreté et à la réduction de leurs conditions. En Asie du Sud, 44,4 pour cent de la population, soit environ 730 millions de personnes, vivent avec 1,25 \$–2,50 \$ par jour.<sup>17</sup> Nombreux sont ceux qui viennent de rejoindre la classe moyenne et qui pourraient facilement retomber dans la pauvreté en cas de changement soudain des circonstances.

Dans le monde, la proportion de pauvres de revenu et de pauvres multidimensionnels a diminué, mais ceci ne signifie pas nécessairement que leur vulnérabilité a été réduite (chapitre 3). Des portions importantes de la population sont proches du seuil de pauvreté (les « quasi-pauvres »), et de tels regroupements impliquent que tout choc idiosyncratique ou généralisé pourrait facilement pousser un grand nombre de personnes vers la pauvreté.

Mais la vulnérabilité s'étend bien au-delà. Une santé précaire, les pertes d'emploi, un accès limité aux ressources matérielles, les récessions économiques et un climat instable : toutes ces causes viennent s'ajouter à la vulnérabilité des personnes et à l'insécurité économique, surtout quand les systèmes d'atténuation des risques ne sont pas bien établis et que les mesures de protection sociale et les systèmes sanitaires ne sont pas suffisamment robustes ou complets. D'après l'Organisation internationale du travail (OIT), un tiers seulement des pays dans le monde, soit environ 28 pour cent de la population mondiale, fournit une protection sociale complète à ses citoyens.<sup>18</sup>

Quand la protection sociale est limitée, les crises financières peuvent rapidement mener à des crises sociales profondes. Le taux de pauvreté en Indonésie a fait un bond en passant de 11 à 37 pour cent pendant la crise financière asiatique de la fin des années 1990.<sup>19</sup> De la même manière, la crise financière mondiale de 2007-2008 s'est

traduite par une augmentation importante du nombre de travailleurs pauvres. L'OIT estime qu'il y avait 50 millions de travailleurs pauvres supplémentaires en 2011. En 2007-2011, seuls 24 millions d'entre eux se sont hissés au dessus du seuil de pauvreté de revenu de 1,25 \$, contre 134 millions entre 2000 et 2007.<sup>20</sup>

Le travail est une des sources de sécurité principales de l'être humain. Les emplois fournissent et permettent de conserver des moyens d'existence, mais ce qui est plus important encore que le simple fait de réduire la vulnérabilité, c'est l'accès à des emplois décents, accompagnés des protections sociales nécessaires. Dans l'environnement actuel, plusieurs forces se sont jointes pour rendre plus difficile l'obtention d'emplois décents. Une de ces forces est la mondialisation, qui a mis la pression sur les contrats sociaux, en réduisant certains des « amortisseurs » nationaux intégrés.<sup>21</sup> Ajoutons à cela la forte croyance dans l'auto-correction des marchés, notamment dans la flexibilisation des marchés du travail, et des politiques macroéconomiques qui misent plus sur la stabilité des prix que sur le plein emploi. Quand les crises frappent, l'augmentation du chômage et la limitation, voire l'absence, de protection sociale font augmenter l'insécurité économique et la vulnérabilité.

L'amélioration des capacités, dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la maîtrise des ressources, permet de s'attaquer à la vulnérabilité en donnant aux personnes les moyens de surmonter les menaces au moment et à l'endroit où celles-ci se produisent. Mais l'élévation du niveau des capacités n'est pas suffisante à elle seule : les femmes peuvent se sentir toujours dans l'insécurité, quel que soit leur niveau d'éducation. Les personnes ne fonctionnent pas non plus de manière isolée : la façon dont les individus interagissent les uns avec les autres au sein d'un groupe peut déterminer la manière dont ils protègent les personnes pendant les crises. Qu'il s'agisse de normes et de valeurs restrictives limitant certains groupes (tels que les femmes et les minorités) ou d'un manque de cohésion sociale restreignant l'action collective, ces deux facteurs influencent la manière dont les personnes et les communautés répondent aux risques et aux menaces.

Le problème intrinsèque ici est aussi celui de l'équité : les risques sont généralement plus

importants pour les pauvres que pour les riches. Les personnes pauvres et les pays pauvres sont particulièrement sujets à la vulnérabilité. Ils doivent faire face à des chocs plus importants, ils sont moins adaptables et ils reçoivent moins de compensations (voire aucune) lorsqu'une crise se produit.

## Vulnérabilité à quoi ?

Quels sont les risques auxquels les personnes et les sociétés sont confrontées, et qu'est-ce qui a changé dans le courant de ces dernières années pour que les personnes se sentent plus vulnérables (encadré 1.2) ? D'après les analystes, certains risques semblent s'intensifier, notamment ceux ayant trait à l'environnement et à l'évolution climatique ainsi qu'à la connectivité croissante entre les pays, qui défie le mandat des politiques nationales.<sup>22</sup> Avec le réchauffement climatique, la vulnérabilité devient plus aigüe à cause de l'instabilité du climat qui se traduit par des situations météorologiques changeantes et une augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles. Comme le souligne le *RDH* 2011, ces menaces grandissantes affectent davantage les personnes pauvres et les communautés pauvres : 98 pour cent des personnes tuées et touchées par les catastrophes naturelles vivent dans les pays en développement.<sup>23</sup> D'ici 2025, plus de la moitié de la population des pays en développement court le risque d'être vulnérable aux inondations et aux tempêtes.<sup>24</sup> De plus, les menaces de changements environnementaux deviennent chroniques, comme par exemple au Sahel, avec des dizaines d'années de sécheresse.<sup>25</sup> Et les systèmes environnementaux deviennent de moins en moins résilients, comme c'est le cas avec la réduction de la valeur régénérative des incendies de forêt aux États-Unis.

La vulnérabilité croissante et les menaces dépassent les frontières.<sup>26</sup> Les chocs naturels, financiers et autres qui se produisent dans un pays particulier peuvent avoir une portée mondiale et mettre le progrès du développement en danger dans d'autres communautés et d'autres pays du monde. L'instabilité financière internationale, les pandémies régionales, les catastrophes liées au climat, les conflits armés et l'échec de

---

Quand la protection sociale est limitée, les crises financières peuvent rapidement mener à des crises sociales profondes

## Chocs et menaces contre le développement humain

Les menaces contre le développement humain proviennent de nombreuses sources différentes.<sup>1</sup>

### Risques économiques

Des millions de foyers vivent dans l'incertitude et dans l'insécurité en faisant face à la menace constante de chocs pouvant affecter leurs revenus et leur bien-être. Dépourvus d'économies privées, de capitaux financiers et d'une protection suffisante par le biais des politiques nationales, ces foyers sont exposés aux crises financières et aux catastrophes naturelles. L'insécurité économique peut être considérable dans les pays en développement, où une grande proportion de l'emploi fait partie de l'économie informelle et ne bénéficie d'aucune assurance sociale. Le secteur informel représente 25-40 pour cent de la production annuelle des pays en développement en Afrique et en Asie.<sup>2</sup> Mais la vulnérabilité économique ne touche pas uniquement les pays en développement. En raison de la lenteur de la récupération de la crise économique mondiale, nombreuses sont les personnes encore confrontées à une immense insécurité dans les pays riches. En 2014, il est prévu que le chômage dépasse les 11 pour cent en France, qu'il atteigne environ 12,5 pour cent en Italie et qu'il s'approche des 28 pour cent en Grèce et en Espagne, avec des taux encore plus élevés parmi les jeunes (près de 60 pour cent en Espagne).<sup>3</sup>

### Inégalité

Les 85 personnes les plus riches du monde possèdent les mêmes richesses que les 3,5 milliards de personnes les plus pauvres.<sup>4</sup> Entre 1990 et 2010, l'inégalité des revenus dans les pays en développement a augmenté de 11 pour cent.<sup>5</sup> L'inégalité en termes de santé et d'éducation a diminué mais elle reste élevée, particulièrement dans certaines régions. L'Afrique subsaharienne possède le taux le plus élevé d'inégalités en matière de santé, et l'Asie du Sud est dans la même situation en matière d'éducation.<sup>6</sup> L'inégalité est une menace considérable pour le développement humain dans la mesure où elle reflète des inégalités d'opportunités.<sup>7</sup> Et au-delà d'un certain seuil, ceci nuit à la croissance, à la réduction de la pauvreté et à la qualité des engagements sociaux et politiques.<sup>8</sup> Un taux élevé d'inégalité diminue également le sentiment d'un but commun et facilite la recherche de rente par les groupes les plus influents.<sup>9</sup> La recherche de rente, qui consiste à essayer d'obtenir une part plus grande du gâteau sans en augmenter la taille, déforme l'allocation des ressources et affaiblit l'économie.<sup>10</sup> L'inégalité empêche le développement humain futur en réduisant les investissements dans les services de base et les biens publics, en diminuant la progressivité du système fiscal et en augmentant les possibilités d'instabilité politique.<sup>11</sup> Une forte inégalité entre les groupes est non seulement injuste, elle affecte également le bien-être et menace la stabilité politique. Quand des groupes spécifiques sont soumis à la discrimination, les ressources et le pouvoir ne sont pas distribués en fonction du mérite et les personnes talentueuses n'ont pas l'occasion de faire leurs preuves. De telles inégalités de groupe nourrissent le mécontentement et les griefs.<sup>12</sup>

### Risques sanitaires

Les problèmes de santé majeurs sont probablement parmi les plus déstabilisateurs pour les foyers et la société. En effet, la famine et la malnutrition viennent s'ajouter aux risques déjà élevés de menaces sanitaires liées à la pauvreté. En Inde, le fait de payer pour les soins de santé est devenu une source majeure d'appauvrissement pour les pauvres et même pour la classe moyenne. Si la personne qui gagne le revenu principal du foyer tombe malade, le foyer peut basculer dans la pauvreté et y rester.<sup>13</sup>

Des données récentes suggèrent que 40 pour cent des patients à l'hôpital sont contraints soit d'emprunter de l'argent, soit de vendre des biens, et près de 35 pour cent d'entre eux tombent dans la pauvreté pour avoir payé des soins.<sup>14</sup> Et la vie de tout le monde, pas uniquement des pauvres, est rendue plus vulnérable à cause de l'épidémie du VIH/SIDA, de la propagation de plus en plus rapide du paludisme et de la tuberculose, des percées rapides de la dengue et de la grippe porcine, et des menaces chaque fois plus importantes de bioterrorisme.

### Environnement et catastrophes naturelles

Les risques mondiaux liés à l'environnement et à l'évolution climatique semblent s'intensifier. L'évolution climatique produira davantage de sécheresses dans les régions arides ainsi que des ouragans, des typhons et autres phénomènes météorologiques extrêmes plus intenses. Elle va également mener à l'augmentation du niveau de la mer, à des inondations, au manque d'eau dans certaines régions clés, à la migration ou à l'extinction d'espèces végétales et animales, et à l'acidification des océans.<sup>15</sup> D'autres menaces environnementales proviennent de l'industrialisation massive et de l'urbanisation rapide. Chaque pays est confronté à des problèmes croissants de manque d'eau, d'assainissement de mauvaise qualité, de dégradation de la terre, d'érosion de la terre, de pollution de l'air et de menaces contre la biodiversité. L'évolution climatique vient s'ajouter à la variabilité des revenus des fermes et à l'insécurité des moyens d'existence qui dépendent des écosystèmes.<sup>16</sup> Par exemple, les communautés pastorales dans l'ouest du Niger ont subi les effets d'une sécheresse prolongée combinée à un surpâturage, qui ont converti des zones boisées et herbeuses ouvertes en une mosaïque composée de sols dénudés et de plantes non consommables.<sup>17</sup>

### Insécurité alimentaire

La grande volatilité des prix et le manque de disponibilité de la nourriture sont des problèmes particulièrement graves, étant donné l'importance de leur impact sur les personnes pauvres et sur les pays pauvres. Suite à la crise économique mondiale de 2008, la montée des prix de la nourriture et la récession ont ralenti le déclin du nombre de personnes souffrant de famine dans le monde. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture évaluait l'étendue de cette famine à 842 millions de personnes touchées en 2012.<sup>18</sup> Ceci illustre de manière frappante l'inefficacité des efforts mondiaux visant à éliminer la faim et à réduire l'ampleur des privations.

### Insécurité physique

Les conflits et les guerres imposent des chocs à la société et à la sécurité humaine. Les flambées de violences au sein de la communauté, les attaques de groupes terroristes, les combats entre gangs des rues et les émeutes qui tournent à la violence constituent de grandes menaces pour la vie et les moyens d'existence. En outre, la violence criminelle et domestique intensifie l'insécurité personnelle. L'Organisation mondiale de la santé estime qu'environ 4 400 personnes meurent chaque jour des suites d'actes de violence intentionnels.<sup>19</sup> Sur les quelques 1,6 millions de personnes décédées de mort violente en 2000, près de la moitié se sont suicidées, près d'un tiers ont été victimes d'homicides et un cinquième sont mortes à cause des guerres (des hommes pour la plupart). Dans certains conflits, des civils sont ciblés et mutilés dans une stratégie délibérée de démoraliser les communautés et de détruire leurs structures sociales. Le viol est souvent une expression de pouvoir et de brutalité contre les communautés.<sup>20</sup>

#### Notes

1. Pour une liste exhaustive et une couverture complète, voir le Forum économique mondial (2014). 2. Banque Mondiale n.d. 3. OCDE 2013d, f. 4. Fuentes-Nieva et Galasso 2014. 5. PNUD 2014. 6. Données du BRDH (voir tableau 3 dans *Annexe statistique*). 7. Il s'agit de l'inégalité provenant de facteurs et de circonstances au-delà de la responsabilité individuelle, comme un contexte racial ou socioéconomique. Voir Roemer (1993) et Van de Gaer (1993). 8. PNUD 2014. 9. C'est aussi probablement un résultat de ce comportement, puisque la recherche de rente redistribue les ressources de ceux qui sont en bas de l'échelle vers ceux qui sont en haut. 10. Stiglitz 2012b. 11. Pineda et Rodríguez 2006b ; Bénabou 2000 ; Alesina et autres 1996. 12. Stewart, Brown et Mancini 2005. 13. Narayan et Petchsch 2007. 14. Raman et Björkman 2000. 15. GIEC 2013. 16. PNUD 2011a, 2012a. 17. Sinclair et Fryxell 1985 ; Tshimpanga 2011. 18. FAO, FIDA et PAM 2013. 19. Krug et autres 2002b. 20. Krug et autres 2002a.

la mise en place de normes internationales ont fréquemment une portée directe sur les capacités individuelles et sur les compétences sociales dans le monde entier.

Les vulnérabilités transfrontalières ne sont pas une nouveauté. Les communautés et les personnes, les organisations et les compagnies ont toujours été menacées par des événements externes perturbateurs tels que les catastrophes naturelles ou créées par l'homme, les fluctuations de la conjoncture économique, et les maladies transmissibles. Mais la plupart s'accordent à dire que les réseaux de connectivité qui relient des communautés disparates n'ont jamais été aussi importants qu'ils ne le sont aujourd'hui. Le résultat est une forme d'interdépendance profonde et entièrement nouvelle, les actions de chaque être humain ayant le potentiel d'affecter les chances de vie d'autres êtres humains dans le monde ainsi que celles des générations futures.

Un système mondial hautement intégré a nourri l'investissement, le commerce et la croissance économique, mais les chocs peuvent être contagieux. Quand les chaînes d'approvisionnement mondiales sont perturbées, les conséquences pour les personnes dépassent largement les frontières du pays où le choc se produit, comme on l'a vu avec le tremblement de terre et le tsunami de Tohoku de 2011. La crise financière asiatique de 1997 a eu des suites dévastatrices dans la région et au-delà. Et l'effondrement des banques de 2008 à New York a secoué les capitales financières partout dans le monde et a mené à une récession mondiale qui dure encore aujourd'hui, avec des effets à long terme. Les pays et les individus sont mal équipés pour répondre aux chocs mondiaux, et certaines des réponses politiques adoptées jusqu'à présent semblent ne générer que de nouvelles vulnérabilités.<sup>27</sup>

De même, un monde connecté crée des demandes mondiales de travailleurs aux compétences différentes. Une telle création d'emplois est positive et améliore généralement la vie des gens. Aujourd'hui, il y a plus de 200 millions de migrants dans le monde. Il s'agit d'une communauté généralement vulnérable dont les protections formelles sont limitées. De nombreux migrants, pour ne pas dire la plupart, ont des droits précaires et sont confrontés à un avenir incertain. Ils doivent

réconcilier la perte de dignité, la dissociation des familles et même la violence potentielle avec la perspective de gagner plus.

De plus en plus de gens dans le monde sont connectés grâce aux média sociaux. Grâce à Facebook et à Twitter, des communautés nouvellement connectées échangent des idées et des connaissances, ce qui aurait été inimaginable il y a quelques années seulement. Mais comme l'a fait remarquer le *RDH 2013*, de plus en plus de personnes, en particulier les jeunes, mieux éduqués et à l'aise avec les média sociaux, réclament des emplois mieux rémunérés et plus sûrs, ainsi qu'un traitement digne. Elles demandent aux gouvernements partout dans le monde de mieux faire. Voici clairement une force de changement, mais comme l'ont montré ces dernières années, le changement social et politique peut provoquer des conditions instables, voire même des conflits, s'il n'est pas bien géré.

## Le pourquoi de la vulnérabilité

Le présent Rapport analyse la vulnérabilité systémique et globale qui réduit la capacité des individus à gérer leurs affaires et qui affaiblit les fondations de la société. Il analyse des groupes de personnes qui sont les plus vulnérables structurellement et essaie d'en comprendre le pourquoi. Il développe également le concept de capacités vitales, en examinant comment la vulnérabilité évolue sur l'étendue d'un cycle de vie. Cette approche basée sur le cycle de vie souligne des périodes sensibles de transition où une assistance est nécessaire et évalue comment les vulnérabilités peuvent interagir entre elles et s'accumuler au fur et à mesure que les personnes vieillissent.

La vulnérabilité structurelle prend racine dans la position des personnes au sein de la société (leur sexe, leur origine ethnique, leur race, leur type d'emploi ou leur statut social) puis évolue et persiste pendant de longues périodes. Pour mieux comprendre cette vulnérabilité, il faut savoir que même à capacités égales, les personnes sont encore susceptibles d'être confrontées à d'autres barrières en fonction de qui elles sont, où elles vivent ou ce qu'elles font.

Les pauvres font parties d'un de ces groupes structurellement vulnérables. Mais ce n'est pas le seul groupe qui peut être catégorisé de

---

Un système mondial hautement intégré a nourri l'investissement, le commerce et la croissance économique, mais quand les chaînes d'approvisionnement mondiales sont perturbées, les conséquences pour les personnes dépassent largement les frontières du pays où le choc se produit

cette façon. La discrimination politique et économique existe dans certains pays à différents niveaux de l'indice de développement humain. Les minorités et les groupes socialement exclus sont confrontés à une inégalité horizontale et sont souvent victimes de discrimination en termes d'accès à l'emploi, à la justice et aux services.<sup>28</sup> Le projet Minorités à risque a identifié plus de 283 groupes minoritaires dans plus de 90 pays confrontés à divers degrés d'exclusion politique et économique, allant de la négligence à la répression.<sup>29</sup> Les populations indigènes en particulier voient leurs droits à la propriété faiblement protégés,<sup>30</sup> ce qui les expose aux risques d'expropriation et d'exploitation.

Les personnes sont confrontées à de nombreux types de vulnérabilité issus d'insécurité économiques, environnementales, physiques, sanitaires et autres. La superposition des vulnérabilités structurelles implique une amplification substantielle de leur impact défavorable sur les libertés et les choix. Prenons l'exemple des personnes plus âgées. Avec l'âge, les probabilités de handicap deviennent plus élevées. Dans le monde entier, plus de 46 pour cent des personnes âgées de 60 ans et plus vivent avec un handicap.<sup>31</sup> Quand les vulnérabilités s'accumulent, il est beaucoup plus difficile pour les individus de se relever d'un choc touchant leur vie, ou de convertir de nouvelles opportunités en capacités. Les foyers pauvres, en particulier, expriment leur peur de perdre leur emploi ou de ne pas en trouver, que leurs enfants tombent malades ou de ne pas pouvoir les envoyer à l'école et d'être confrontés à la perte de dignité.

Une telle vulnérabilité entraîne des disparités massives et persistantes au niveau des capacités des groupes exclus et des indicateurs de leur bien-être. Ainsi, alors que les populations autochtones représentent 5 pour cent de la population mondiale, elles constituent près de 15 pour cent des pauvres dans le monde, avec un tiers se situant dans une pauvreté extrême.<sup>32</sup> Et dans la plupart des régions, l'exclusion politique empêche les femmes d'émettre leur opinion et limite leur participation à la création des lois et des politiques qui affectent leur vie. Cuba et le Rwanda sont les seuls pays où le nombre de femmes au parlement est proportionnel à leur nombre dans la population.<sup>33</sup>

Ces vulnérabilités ne sont pas distribuées de manière égale tout au long du cycle de vie.

Elles sont particulièrement aigües entre la petite enfance et l'enfance, où l'individu est le plus vulnérable aux maladies, aux perturbations sociales et aux interruptions de l'apprentissage et de la formation. Des soins sanitaires de qualité et une stimulation intellectuelle précoce peut placer un enfant sur un chemin de vie supérieur qui fera avancer ses capacités humaines. L'adolescence présente des opportunités ainsi qu'une vulnérabilité dans les domaines sociaux et éducatifs et au niveau de la santé physique et psychologique. Les personnes âgées dépendent des prestataires de soins, de services publics accessibles et souvent d'une assistance économique. Le concept de *cycle de vie* ou de *capacités vitales* définit ces transitions essentielles et leurs implications dans l'élaboration de politiques visant à la réduction des vulnérabilités.

## Choix et capacités

La vulnérabilité reflète les menaces qui touchent aux choix et aux capacités. Si le développement humain traite de l'extension des possibilités de choix, la vulnérabilité, elle, tire son origine d'une restriction des choix essentiels au développement humain (les choix relatifs à la santé, à l'éducation, à la maîtrise des ressources matérielles et à la sécurité personnelle).

Les individus ont tendance à se sentir plus vulnérables quand ils disposent de peu d'options et que celles-ci sont incertaines. Les femmes indépendantes économiquement ont tendance à être moins vulnérables que celles qui dépendent d'autres personnes pour subvenir à leurs besoins. De la même manière, les travailleurs analphabètes et non qualifiés sont plus vulnérables que les personnes bien éduquées parce que leurs options d'emploi sont plus restreintes. Les foyers très endettés peuvent être plus vulnérables à l'exploitation et moins capables de se protéger face à l'adversité.

Les choix dépendent des capacités. Les capacités d'un individu, c'est-à-dire toutes les choses qu'il peut faire ou être, déterminent les choix de cet individu. Les personnes sont vulnérables quand il leur manque un nombre suffisant de capacités générales, car ceci restreint gravement leur libre arbitre et les empêche de faire des choses qu'elles aiment ou de surmonter des menaces.

---

Si le développement humain traite de l'extension des possibilités de choix, la vulnérabilité, elle, tire son origine d'une restriction des choix essentiels au développement humain

La vulnérabilité est dynamique et a plusieurs visages. Centrer exclusivement l'attention sur la vulnérabilité économique, définie de manière restrictive comme des revenus faibles et irréguliers, n'est pas suffisant. Considérer la vulnérabilité humaine en englobant les capacités, les choix et les libertés permet d'analyser l'éventail complet des vulnérabilités. Il est clair que la privation de revenus n'est pas la seule source de vulnérabilité. Une personne aux revenus élevés mais sans opportunité de participation politique n'est pas pauvre dans le sens habituel du terme mais peut être extrêmement vulnérable à la discrimination et à la négligence. De la même manière, une personne dont la situation économique est bonne peut être vulnérable aux attaques violentes, mais le fait de disposer de ressources peut réduire sa vulnérabilité, car les plus riches ont la possibilité de mieux se protéger contre l'adversité.

Les chômeurs ayant droit à la sécurité sociale ou à une allocation chômage peuvent être moins vulnérables à la perte d'emploi, mais le chômage a d'autres effets graves sur leur vie. Nombreuses sont les preuves indiquant que la valeur d'un emploi dépasse de loin le salaire reçu ;<sup>34</sup> l'impact du chômage va donc au-delà de la simple perte de revenu. Ses effets peuvent être psychologiques (démotivation pour le travail et perte de confiance en soi), et comprendre également l'érosion des compétences, l'augmentation des douleurs et des maladies (voire même la mort), les dysfonctionnements familiaux et sociaux, voire l'exclusion sociale.<sup>35</sup>

Le fait de considérer la vulnérabilité dans le contexte des capacités et des choix permet de porter notre attention sur la relation importante entre la vulnérabilité humaine, les différences personnelles, les diversités environnementales, les variantes sociales, les points de vue relationnels et la distribution des ressources au sein des foyers. La vulnérabilité peut dépendre de l'âge, du sexe, des rôles sociaux et du lieu de résidence d'une personne ainsi que de l'atmosphère épidémiologique et d'autres variantes sur lesquelles il n'existe que très peu, voire aucun contrôle possible.<sup>36</sup>

Plus particulièrement, l'âge et les handicaps sont des facettes importantes de la vulnérabilité. Les enfants ont tendance à être intrinsèquement plus vulnérables que les autres. Ils sont plus vulnérables aux blessures et à la mort que les adultes en cas de mouvements de foule,

d'inondation ou d'ouragan. De même, les personnes âgées et handicapées vivant dans un appartement dans une tour sont plus vulnérables en cas d'incendie que les adultes et les jeunes qui peuvent descendre les escaliers en courant. Les jeunes sont plus vulnérables aux comportements à haut risque, par exemple en devenant la proie de publicités pour les cigarettes et l'alcool.

Même si des individus ont un revenu ou une éducation similaires, leur vulnérabilité dépendra de s'ils peuvent participer de manière égale dans la société, malgré leur race, leur religion ou leur origine ethnique. La qualité des institutions influence donc la vulnérabilité et la capacité à surmonter les crises.

Les menaces, qu'elles soient réelles ou perçues, affectent le comportement. La peur d'une attaque violente est un problème particulier pour les femmes partout dans le monde. Le terme *intégrité physique* apporte une signification concrète à ce type de vulnérabilité.<sup>37</sup> Prenons comme exemple ce viol brutal à Delhi qui a fait les gros titres dans le monde entier en 2012 : cet événement a souligné que les femmes dans de nombreuses sociétés sont victimes de la peur dans leur vie quotidienne. Le fait d'être éduquée ou d'avoir un revenu élevé n'est pas suffisant pour surmonter une telle menace envers l'intégrité physique.

Il n'y a peut-être aucun autre aspect de la sécurité humaine qui soit aussi vital pour les personnes que leur sécurité face à la violence physique qui peut mettre en échec la valeur perçue du progrès humain. Même en Amérique latine et dans les Caraïbes, où le développement humain est élevé, nombreux sont ceux qui craignent que le progrès soit menacé par les niveaux croissants d'homicides et de violence criminelle. Dans de grandes parties de l'Afrique Occidentale et Centrale, les conflits armés et la délinquance menacent d'inverser les gains du développement humain, avec des répercussions à long terme sur le progrès national.

La présence et la menace de violence ont plus de probabilité d'apparaître dans la vie des pauvres et des exclus sociaux, d'affecter les choix et les libertés des femmes et de toucher ceux qui ont le moins de ressources et de capacités à résoudre les différends par le biais de la négociation. La violence est un exercice de pouvoir visant à restreindre les choix et les libertés par le biais de préjudices physiques et de menaces. C'est aussi un moyen de renforcer les normes sociales et culturelles.<sup>38</sup>

---

Il n'y a peut-être aucun autre aspect de la sécurité humaine qui soit aussi vital pour les personnes que leur sécurité face à la violence physique qui peut mettre en échec la valeur perçue du progrès humain

L'économie est un autre facteur clé de la sécurité. Dans le monde d'aujourd'hui, nombreux sont ceux qui sont confrontés à l'insécurité économique et à la peur de ne pas pouvoir boucler leurs fins de mois. Dans les pays en développement, la moitié, voire les trois quarts, des emplois non liés à l'agriculture font partie de l'économie informelle.<sup>39</sup> En l'absence de sécurité de l'emploi et de protection sociale, les travailleurs vivent des vies imprévisibles et précaires, sont vulnérables aux abus et à la corruption souvent issus des mêmes autorités civiles et répressives qui devraient en fait les protéger. Dans les pays développés, les impacts de la crise financière mondiale continuent à se faire sentir. La Grèce, l'Irlande et l'Italie ne se sont toujours pas relevés de leur récession économique de 2008.<sup>40</sup> Aux États-Unis, bien qu'une grande partie de la croissance du PIB ait été récupérée, nombreux sont ceux qui restent condamnés au chômage de longue durée.<sup>41</sup> Et une génération entière de jeunes est confrontée à un avenir très incertain au niveau financier et de l'emploi.<sup>42</sup>

La sécurité économique et la sécurité personnelle sont liées. Les gens se sentent en sécurité quand ils ont un emploi avec des protections sociales suffisantes, et quand ils confient en l'avenir. Le plein emploi réduit la criminalité et augmente le bien-être de manière générale.<sup>43</sup> Par contraste, un taux de chômage élevé alimente l'incertitude et inflige un sentiment de désespoir. De la même manière, le traitement inégal à long terme et le déni des droits entraînent une profonde discrimination, et parfois certains groupes ou certaines communautés cherchent à redresser ces inégalités trop longtemps établies par le biais de la violence. En Inde, on estime entre un dixième et un tiers le nombre de districts où ont lieu des insurrections ou des conflits armés sous une forme ou une autre, menés par des groupes dissidents tels que les Naxalites et autres groupes Maoïstes.<sup>44</sup> L'inégalité horizontale et les droits de base non reconnus sont souvent les causes de la violence de groupe.<sup>45</sup>

## Politiques et action collective

Un aspect essentiel du développement humain est la liberté des personnes de vivre selon leurs vœux et de gérer au mieux leurs problèmes. Des capacités plus élevées, en particulier dans

l'éducation, font avancer l'agentivité humaine, c'est à dire la capacité des personnes à faire des choix. Il s'agit là d'un type de liberté : la liberté d'action. Mais le fait de disposer de capacités plus élevées peut ne pas être suffisant. Pour disposer de leur pleine agentivité, les personnes ont également besoin d'être libérées de toute contrainte sociale, institutionnelle et autre pouvant entraver leur capacité d'agir. Tandis que l'autonomisation est essentiellement de nature individuelle, une analogie utile peut être tirée au niveau des sociétés. Si la cohésion sociale n'est pas robuste, comme en présence d'une fragmentation ethnique ou autre, la capacité d'une société à mener une action collective pour répondre aux événements défavorables est extrêmement réduite.

Comme nous l'avons souligné précédemment, ce Rapport aborde la vulnérabilité profonde et systémique et examine les politiques et les institutions sociales qui permettent d'autonomiser les individus et de construire des fondations plus fortes pour créer des personnes et des sociétés plus résilientes. Il ne tente pas d'identifier des solutions politiques qui répondraient à des risques précis ni de surmonter les inefficacités de systèmes spécifiques dans le cadre de leur gestion des risques, tels que ceux qui s'adressent aux catastrophes naturelles.

Les gouvernements nationaux ont une responsabilité centrale d'aider les personnes vulnérables, surtout si d'autres institutions ne le font pas, mais le degré de cette prise de responsabilité varie considérablement. Dans les sociétés où prévaut la cohésion sociale, les gouvernements ainsi que les institutions sociales ont tendance à jouer un rôle plus important.<sup>46</sup> Les institutions sociales prennent en charge les personnes vulnérables lorsque la cohésion sociale est forte. Dans les sociétés divisées, les institutions sociales peuvent beaucoup aider un groupe particulier aux dépens d'autres groupes. L'aide internationale (officielle et non-officielle) contribue également en fournissant un financement et des ressources, généralement en réponse à des catastrophes importantes, comme par exemple après des tsunamis, des ouragans ou des guerres.

Les politiques nationales et l'action internationale sont interdépendants. Les réglementations, les normes et l'action collective mondiales influencent et peuvent déterminer

parfois la portée et l'efficacité des réponses nationales à des crises majeures. Elles peuvent même créer de nouvelles vulnérabilités. Bien que l'intégration du système mondial ait produit de nombreux bénéfices, en encourageant l'investissement, le commerce et la croissance économique, il a aussi augmenté la vulnérabilité. Des chocs se produisant dans une partie du monde, qu'ils soient financiers, naturels ou d'une autre nature, peuvent facilement se transmettre à d'autres parties du monde. Aujourd'hui, au niveau mondial, il n'existe toujours rien d'analogue aux contrats sociaux implicites existant dans de nombreux pays développés et dans certains pays en développement, qui obligent les états à protéger le bien-être des personnes par le biais de l'assurance sociale et des allocations de chômage quand les circonstances économiques et sociales des personnes sont touchées.

Ce ne sont pas seulement les individus qui sont vulnérables. Les communautés, les régions et les pays peuvent l'être tout autant. Certains pays souffrent plus et subissent des chocs (économiques, environnementaux, politiques) plus importants que d'autres, et certains pays sont plus résilients que d'autres, c'est-à-dire mieux capables de préserver leur développement humain lorsque confrontés à de tels chocs. Comme pour les individus, les pays pauvres sont généralement plus vulnérables que les riches, subissent des chocs plus importants et sont moins résilients. Comparés aux individus dans les pays riches, les individus des pays pauvres ont tendance à être plus vulnérables, à avoir des compétences sociales plus faibles et des gouvernements disposant de moins de ressources pour les protéger de l'adversité.

Les gouvernements peuvent être conscients de ces problèmes, mais les marchés ne les voient pas. Les marchés peuvent réduire la vulnérabilité, en augmentant la production, la croissance économique et les revenus, mais ils accroissent clairement la vulnérabilité en négligeant les biens publics et l'insécurité humaine dans leur recherche d'efficacité et de profit. Les marchés doivent donc être régulés et supplémentés si l'on souhaite réduire la vulnérabilité. Les biens publics peuvent améliorer le comportement des marchés et offrir des résultats plus durables tant à l'échelle nationale que mondiale. Les gouvernements et les institutions sociales doivent donc réguler, surveiller et compléter les marchés.

## Prévention, promotion et protection

Les politiques et les mesures associées peuvent aider à résoudre les gros problèmes qui rendent les personnes et les communautés vulnérables dans trois grands domaines : la prévention, la promotion et la protection (figure 1.2). Les politiques qui agissent sur ces trois aspects en rendant à la fois les personnes et les sociétés plus résilientes sont particulièrement intéressantes. Un engagement envers l'éducation universelle peut aider dans deux de ces domaines, voire même dans les trois, en améliorant les capacités individuelles, en contribuant à la cohésion sociale et en réduisant les privations. Ensuite, l'élargissement de l'espace aux différentes voix cherchant à se faire entendre – et à être reflétées dans des politiques –, permet aux individus et aux sociétés de s'attaquer à leurs problèmes particuliers et de promouvoir l'égalité des chances de vie, en construisant les fondations d'un développement sûr et durable.

*Prévention des chocs.* Les politiques visant à prévenir les conflits, à améliorer la stabilité économique, à réduire l'impact des chocs environnementaux et à arrêter la propagation des maladies peuvent aider à réduire l'incidence et la taille des chocs. Les actions nationales, telles que l'adoption de macro-politiques stables, la réduction des maladies par le biais de l'immunisation et la réduction des probabilités d'inondation, sont à même de contribuer à empêcher des chocs. Par contraste, les mesures de réduction de la volatilité mondiale des flux de capitaux ou du prix de la nourriture, et celles visant à empêcher les grandes augmentations d'émissions de dioxyde de carbone requièrent une action collective mondiale. Sans cela, la valeur des politiques nationales reste limitée.

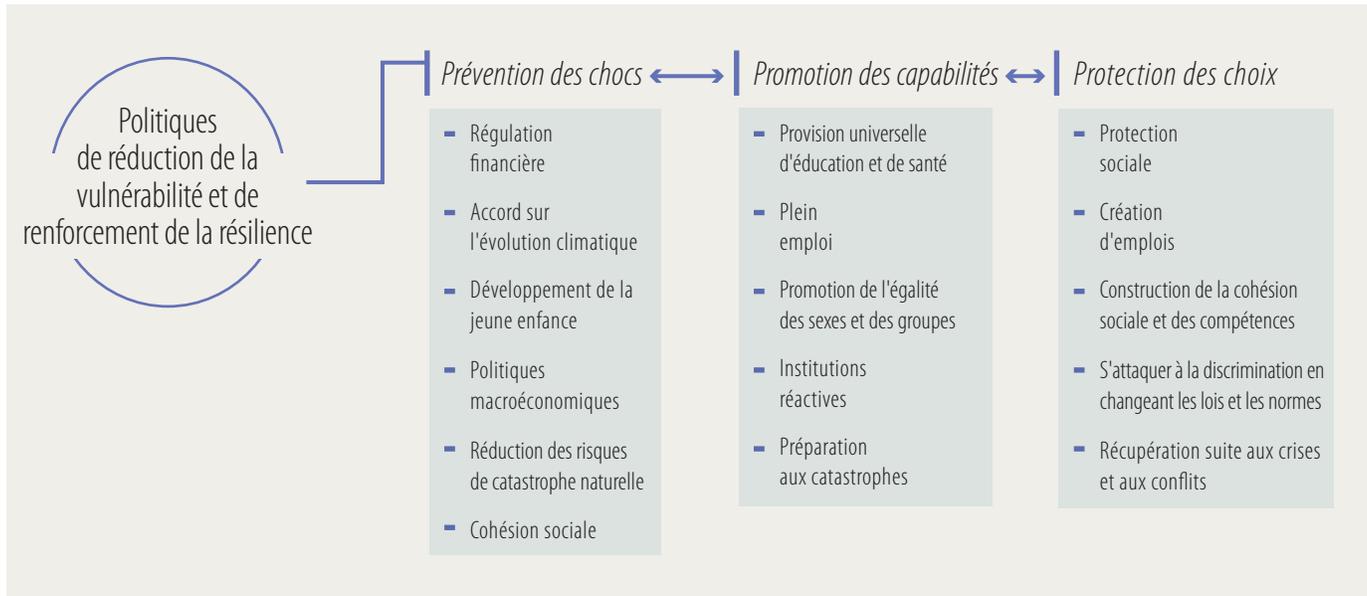
La prévention est capable d'anticiper les tendances futures. Prenons comme exemple l'augmentation du taux d'obésité. Avec les tendances actuelles, le nombre de personnes obèses dans le monde aura doublé en 2030 par rapport à 2008, soit 1,12 milliard au lieu de 0,5 milliard, ce qui augmente de manière significative la vulnérabilité aux problèmes de santé.<sup>47</sup> Une politique déterminée est nécessaire pour empêcher ces chiffres de monter dramatiquement. Prenons encore en exemple l'approche basée sur le cycle de vie appliquée à la

---

Les biens publics peuvent améliorer le comportement des marchés et offrir des résultats plus durables tant à l'échelle nationale que mondiale. Les gouvernements et les institutions sociales doivent donc réguler, surveiller et compléter les marchés

FIGURE 1.2

Politiques de réduction de la vulnérabilité et de renforcement de la résilience



Source : Bureau du Rapport sur le développement humain.

formation des capacités. Les bons investissements au bon moment, particulièrement pendant les périodes sensibles de la petite enfance et de l'adolescence, peuvent réduire les vulnérabilités futures. Dans la plupart des cas, la prévention est également rentable.

Un autre problème important de la prévention des chocs défavorables est le taux élevé et croissant d'inégalité. Si certains seuils sont dépassés, un taux élevé d'inégalité peut mener à l'aliénation, aux troubles sociaux et à la vulnérabilité dans de grandes sections de la population.<sup>48</sup> Il peut également entraîner l'érosion des compétences sociales, et des points de basculement peuvent être atteints au-delà desquels la dégénérescence sociale est inévitable.<sup>49</sup>

*Promotion des capacités.* De meilleures politiques sociales et économiques peuvent faire avancer les capacités générales et améliorer directement la résilience humaine. La même chose est vraie au sujet de la réduction des barrières sociales et autres pour donner aux individus et aux communautés la capacité d'agir lorsque confrontés à l'adversité, par le biais d'une meilleure législation et réglementation et par la protection des droits. Cette protection pourrait faire appel à des politiques visant à réduire ou à surmonter les restrictions

d'opportunités et l'exercice des choix, par exemple en éliminant la discrimination, en améliorant l'égalité des sexes et en octroyant des droits aux immigrants (chapitre 4). Bien sûr, des politiques spécifiques portant sur différentes vulnérabilités seront toujours importantes, mais ce qui nous intéresse le plus ici, ce sont les politiques de base qui réduisent les vulnérabilités dans l'ensemble de la société.

*Protection des choix.* Les politiques peuvent chercher à empêcher les chocs et à rendre les individus et les sociétés plus résilients. Mais des événements défavorables, qu'ils soient ou non créés par l'homme, se produiront toujours. Certaines personnes, incapables de surmonter les chocs, auront besoin d'aide. Les récessions économiques et la pression de la mondialisation, même si elles sont bien gérées, seront toujours source de chômage. La mort soudaine de la personne qui gagne le revenu principal du foyer rend vulnérables même les foyers les mieux lotis. Les réponses politiques peuvent impliquer une assurance santé, une protection sociale et des programmes actifs de travail et de création d'emplois. Le fait d'être aidé par le foyer ou par la communauté protège également les choix et le bien-être général.

## Principes sous-jacents des politiques

En nous inspirant des idées qui régissent le développement humain et la promotion de l'égalité des chances, nous proposons quatre principes directeurs pour la création et la mise en œuvre de politiques visant à réduire la vulnérabilité et à accroître la résilience : adopter l'universalisme, donner la priorité aux personnes, s'engager dans l'action collective et coordonner les États et les institutions sociales. Si l'on garde à l'esprit qu'un grand nombre d'approches et de points de vue différents sont nécessaires pour réduire la vulnérabilité, en fonction des types d'événement défavorable auxquels les gens sont confrontés, ces principes peuvent faire avancer le développement dans une direction plus durable et plus résiliente.

*Adopter l'universalisme.* Tous les individus ont la même valeur et le droit d'être protégés et soutenus. Il faut donc prendre conscience que les personnes les plus exposées aux risques et aux menaces, les enfants ou les personnes handicapées, ont parfois besoin d'un soutien additionnel pour que leurs chances soient équivalentes à celles des autres. L'universalisme peut ainsi impliquer des droits inégaux et requérir une attention adaptée. Pour traiter tout le monde sur un pied d'égalité, il faut parfois faire pencher la balance en faveur des plus défavorisés.<sup>50</sup>

L'idée de base du développement humain est de promouvoir l'égalité des chances de vie pour tous, en se basant sur le principe kantien selon lequel toutes les personnes ont la même valeur,<sup>51</sup> comme le souligne la Charte des Nations Unies. Tous les humains ont besoin d'être autonomisés afin de donner un sens à leur vie. Les politiques économiques et les politiques sociales influencent toutes deux les chances de vie et les capacités des personnes. Le fait de poursuivre des objectifs plus larges d'égalité et de justice renforce les compétences sociales et approfondit la cohésion sociale. La mesure dans laquelle les politiques et la réactivité des systèmes de gouvernance parviennent à faire évoluer les perspectives de la plupart des membres de la société déterminera si la solidarité sociale a été améliorée et si la fragmentation et la stigmatisation peuvent être évitées.

*Faire des personnes une priorité.* La réduction des vulnérabilités implique le renouvellement du message clé du développement humain : « Faire des personnes une priorité », un message que tous les RDH n'ont cessé de promouvoir depuis la première édition en 1990. Toutes les politiques publiques, notamment macroéconomiques, doivent être considérées comme des moyens au service d'une fin, et non comme des fins en soi. Les décideurs politiques doivent répondre à certaines questions essentielles. La croissance économique améliore-t-elle les vies des personnes dans les domaines réellement importants, tels que la santé, l'éducation, les revenus, la sécurité humaine de base et les libertés des personnes ? Les personnes se sentent-elles plus vulnérables ? Certaines personnes sont-elles laissées pour compte ? Et, si c'est le cas, qui sont-elles et quelle est la meilleure façon de s'attaquer à ces vulnérabilités et inégalités ?

La notion de faire des personnes une priorité, ce n'est pas seulement la création de politiques centrées sur les personnes. Il s'agit aussi de politiques que les personnes peuvent influencer, de sorte que tous les membres de la société disposent des pleins droits en tant que citoyens et qu'ils puissent faire entendre leur voix quand il s'agit du développement des politiques. Pour réduire la vulnérabilité, il faut que la voix des désavantagés puisse se faire entendre clairement. L'autonomisation de tous les citoyens est un outil utile de réduction des risques. Comme l'a observé Amartya Sen, « Les famines sont faciles à prévenir si un effort sérieux est fait dans ce sens, et un gouvernement démocratique, exposé à des élections et aux critiques des partis de l'opposition et des journaux indépendants, ne saurait se dispenser de faire cet effort. Tandis que l'Inde continuait à subir des famines sous le gouvernement britannique jusqu'à l'indépendance, il n'est pas surprenant que ces famines aient disparu [après l'indépendance avec un gouvernement démocratique]. »<sup>52</sup>

Faire des personnes une priorité a des implications sur les politiques et les mesures : les deux sont intimement liées parce que « ce que nous mesurons affecte ce que nous faisons, et si nos mesures sont faussées, les décisions peuvent être déformées. »<sup>53</sup> Tel que l'ont soutenu tous les RDH, se concentrer de manière trop restrictive sur le PIB et sa croissance peut induire en erreur. La croissance économique est importante, non

---

Pour traiter tout le monde sur un pied d'égalité, il faut parfois faire pencher la balance en faveur des plus défavorisés

pas en elle-même mais pour ce qu'elle permet à un pays et aux personnes de faire avec les ressources générées. Une croissance qui ne génère pas un nombre d'emplois suffisant – une croissance sans emploi – ne peut être traitée de la même

façon qu'une croissance créatrice d'emplois.<sup>54</sup> Les emplois sont une source de dignité et d'estime de soi. Des emplois de plus haute qualité ou décentes contribuent à la cohésion sociale et à la stabilité politique.<sup>55</sup> Par exemple, l'austérité en Europe

### ENCADRÉ 1.3

#### Mesure de la vulnérabilité

Pendant ces 40 dernières années, un travail considérable a été effectué sur la mesure de la vulnérabilité. Les chercheurs ont proposé de mesurer plusieurs types de vulnérabilité, dont un grand nombre est traité dans le présent Rapport. Certains travaux se sont concentrés sur des vulnérabilités spécifiques : les catastrophes naturelles, la pauvreté de revenu ou la volatilité des prix de la nourriture. D'autres ont suivi une approche systémique plus large pour évaluer la vulnérabilité aux chocs d'une économie ou d'un environnement. Mais très peu a été fait pour évaluer la vulnérabilité et la durabilité des réussites du développement humain.

La plus grande partie du travail sur la vulnérabilité s'est concentrée au départ sur les catastrophes naturelles dans les années 1970. Une étude novatrice a montré que l'incidence des catastrophes naturelles et des décès a augmenté et que le fardeau de la mort retombait de manière disproportionnée sur les pays en développement.<sup>1</sup> Un des auteurs a développé le concept de vulnérabilité comme étant à la fois externe (exposition au risque) et interne (capacité des personnes à surmonter le choc).<sup>2</sup> Des structures plus récentes, telles que le *Rapport mondial sur le risque*, ont ajouté un troisième composant : l'adaptation (les capacités de changement social à long terme).<sup>3</sup>

Alors que la pauvreté peut être observée directement, tel n'est pas le cas pour la vulnérabilité : elle indique essentiellement ce qui pourrait se passer à l'avenir. Mesurer la vulnérabilité en fonction de la pauvreté sert généralement à identifier les sources possibles de vulnérabilité et à savoir qui est vulnérable. Une étude en Éthiopie, par exemple, a examiné l'impact et les interactions potentielles de la santé, de l'éducation et de la consommation sur les pauvres, et a trouvé que ceux qui souffrent à la fois de dénutrition chronique et d'analphabétisme sont plus vulnérables à la pauvreté et ont plus de chances de demeurer plus longtemps dans la pauvreté profonde.<sup>4</sup>

Le Cadre d'évaluation de la vulnérabilité économique du Programme des Nations Unies pour le développement évalue la capacité d'un pays à résister à une crise à court terme et à identifier les domaines politiques qui ont besoin d'être renforcés afin de construire une résilience à plus long terme.<sup>5</sup> Il étudie les sources et les canaux de transmission de la vulnérabilité ainsi que les mécanismes de résistance.

L'indice global de sécurité alimentaire, établi par l'Economist Intelligence Unit et qui mesure la vulnérabilité à la famine, inclut des indicateurs d'accessibilité, de disponibilité, de qualité et de sécurité. Environ 870 millions de personnes dans le monde ne disposent d'aucune source alimentaire sûre : ce chiffre n'évolue pas rapidement, avec une moyenne insuffisante de 2,5 millions de personnes par an qui parviennent à sortir de l'insécurité alimentaire.<sup>6</sup> Le Global Peace Index de l'Institute for Economics and Peace évalue la vulnérabilité des États aux conflits et inclut 22 indicateurs de violence ou d'absence de violence dans une société. Un système de mesure associé, l'Indice de paix positive, mesure les attitudes, les institutions et les structures nationales pour déterminer leur capacité à créer et à conserver la paix dans la société.<sup>7</sup>

Des approches plus larges comprennent des travaux visant à évaluer la vulnérabilité environnementale et économique. Le Secrétariat de la Communauté du Pacifique, par exemple, a développé l'Indice de vulnérabilité environnementale qui est composé de trois piliers principaux : le danger (tel que les événements climatiques extrêmes), la résistance (telle que la superficie des terres) et les dommages (tels que les espèces en danger).<sup>8</sup>

Les Nations Unies utilisent la vulnérabilité économique pour définir les pays les moins développés : les pays à bas revenu « confrontés à des obstacles structurels s'opposant au développement durable... se manifestant à travers un faible développement en capital humain associé à un haut niveau de vulnérabilité économique structurelle. » Elles utilisent un indice de vulnérabilité économique structurelle pour montrer le risque associé aux chocs ainsi que le revenu national brut par habitant et un indice du capital humain. L'indice de vulnérabilité économique inclut des indicateurs de chocs (naturels et externes), tels que l'instabilité des exportations et de la production agricole et les victimes de catastrophes naturelles, ainsi que des mesures de l'exposition aux chocs, telles que la proportion de population vivant dans des zones côtières basses. Il souligne la grande vulnérabilité des pays les moins développés et des petits États insulaires en développement et montre que la vulnérabilité diminue plus lentement dans les pays les moins développés que dans d'autres pays en développement.<sup>9</sup>

Étudier dans quelle mesure une société est vulnérable à la perte de développement humain ou de bien-être est encore plus difficile. Un travail expérimental effectué par l'Organisation de coopération et de développement économiques a défini la vulnérabilité aux pertes futures de bien-être de la manière suivante : quand il manque aux personnes le « capital essentiel à la résilience aux risques. » Ce travail proposait un ensemble d'indicateurs visant à évaluer la vulnérabilité d'une société en se basant sur l'accès à différents types de capitaux : le capital économique (pauvreté), le capital humain (éducation) et le capital social (réseaux d'entraide) ainsi que les capitaux collectifs, tels que les services essentiels.<sup>10</sup>

Ces approches, bien que différentes, ont des idées en commun. Tout d'abord, le risque général y est défini par l'interaction des chances qu'un événement se produise (l'exposition) et par son impact probable s'il se produit (la vulnérabilité). Deuxièmement, l'analyse et la mesure de la vulnérabilité sont plus exploitables quand on considère séparément l'exposition au risque et la capacité de résister ou de s'adapter. Troisièmement, la vulnérabilité est en soi un concept multidimensionnel pouvant inclure des mesures de la capacité des personnes à résister (en termes de compétences, de capitaux ou de capacités), d'une part, et d'autre part, à s'adapter à long terme.

Ces approches adoptent toutes un point de vue plus étroit de la vulnérabilité que celui que nous utilisons dans le présent Rapport, et mesurent généralement la vulnérabilité en fonction d'un type particulier de menace (chocs économiques, famine, catastrophes naturelles). Elles peuvent donc être utiles pour fournir des mesures partielles de la vulnérabilité, mais elles n'évaluent pas la vulnérabilité systémique au sens large qui est l'objectif central du présent Rapport. Elles ne permettent pas non plus de nous éclairer sur les façons dont les systèmes peuvent générer eux-mêmes la vulnérabilité.

Il est clair qu'une réflexion plus poussée est nécessaire et qu'il reste beaucoup à apprendre des travaux existants. Le présent Rapport ne propose pas de nouveaux systèmes de mesure ; nous préférons plutôt nous concentrer sur la ferme intégration de la vulnérabilité au sein de l'approche relative au développement humain, ce qui pourrait ensuite mener à de nouveaux travaux sur les mesures.

#### Notes

1. O'Keefe, Westgate Wisner 1976. 2. Wisner et autres 2004. 3. Alliance Development Works 2012. 4. Kwak et Smith 2011. 5. UNDP 2011d. 6. Aller sur <http://foodsecurityindex.eiu.com>.
7. Aller sur <http://economicsandpeace.org/research/iep-indices-data/global-peace-index>. 8. Aller sur [www.sopac.org/index.php/environmental-vulnerability-index](http://www.sopac.org/index.php/environmental-vulnerability-index). 9. ONU DAES 2013a. 10. Morrone et autres 2011.

atteint gravement les structures sociales, avec des fardeaux plus lourds supportés par les jeunes et les personnes âgées,<sup>56</sup> même après que le besoin de réduire les déficits fiscaux ait été accepté.

L'indice de développement humain, mesure composite du revenu, de l'éducation et de la santé, a été présenté en 1990 comme alternative au PIB. Son adoption massive reflète le désir des pays de comprendre si les personnes vont mieux, comment et pourquoi. Depuis l'introduction de cet indice, des mesures du développement humain en termes d'inégalité, de sexe et de pauvreté ont été ajoutées à l'arsenal.

Toutes ces mesures évaluent les réussites du développement humain, mais elles n'incluent aucun indicateur de vulnérabilité. Ceci demanderait de regarder au-delà des réussites pour considérer les risques et les fluctuations, spécialement ceux affectant les groupes les plus démunis tels que les pauvres et les quasi-pauvres (encadré 1.3). Le présent Rapport ne propose pas de nouvelle mesure de la vulnérabilité humaine. Les politiques visant à réduire la vulnérabilité requièrent d'aller au-delà des moyennes afin d'évaluer la sécurité des bénéficiaires et de voir si ces derniers sont bien distribués. Elles doivent aussi pouvoir mesurer le déclin de la pauvreté et des privations, la présence en nombre suffisant d'emplois décents et l'efficacité des protections sociales contribuant à la résistance des individus et des sociétés face aux événements défavorables (chapitre 2). Ensemble, elles fournissent une liste de points indispensables permettant de juger si les politiques publiques sont orientées vers les personnes et si les objectifs plus larges visant le développement humain sont atteints de manière adéquate.

*Engagement dans l'action collective.* L'action collective est indispensable pour répondre aux défis actuels (chapitres 4 et 5). Lorsque les personnes agissent collectivement, elles mobilisent leurs capacités et leurs choix individuels pour affronter les menaces, et leurs résiliences combinées renforcent les avancées en matière de développement en le rendant plus durable. Il en va de même pour les États qui agissent collectivement pour réduire les vulnérabilités aux menaces transfrontières en fournissant des biens publics mondiaux. Malgré les nombreuses incertitudes qui nous entourent, une chose semble claire : une vision positive du domaine public dépendra en

grande mesure du succès de la fourniture de biens publics, tant nationaux que mondiaux.

Tout ceci est faisable. Les systèmes financiers peuvent être mieux réglementés. Les dialogues commerciaux peuvent être débloqués, comme l'atteste l'accord signé récemment à Bali par l'Organisation mondiale du commerce.<sup>57</sup> Les sociétés dans le monde peuvent être soumises à des codes et à des normes de conduite communs. Le changement climatique peut être atténué. Mais ceci n'est possible que si les citoyens et les États partout dans le monde reconnaissent la valeur de la collaboration transfrontalière et des biens publics, et acceptent que le bien-être des personnes ne puisse être abandonné aux aléas du marché ou confié aux seules actions nationales.

Une planète partagée par tous, où les décisions individuelles ont la capacité d'influencer les autres et l'avenir de l'humanité toute entière, requiert l'acceptation et la promotion de normes sociales qui incarnent la responsabilité mutuelle des uns envers les autres. Ceci requiert également des obligations mondiales, nationales et locales pour prévenir la vulnérabilité et aider ceux qui souffrent d'événements défavorables. L'historique Déclaration du Millénaire signée par 189 pays en 2000 et le Pacte du Millénaire pour le développement adopté un peu plus tard sont probablement l'expression la plus claire de cette solidarité mondiale. Qu'elle s'exprime dans le cadre de conversations entre les gouvernements sur les objectifs de développement durable ou qu'elle soit mue par le souci croissant de citoyenneté écologique de la Conférence mondiale Rio+20 de juin 2012, cette solidarité a besoin d'être davantage encouragée et interprétée dans le contexte de la vulnérabilité, sous la forme d'une responsabilité collective d'aider les autres dans le besoin.<sup>58</sup>

*Coordination entre les États et les institutions sociales.* Il est également grand temps d'envisager des questions architecturales plus larges et de réexaminer la dynamique entre les États et les marchés et entre les pays et les forces mondiales, pour évaluer la portée des espaces privés et publics. À l'heure actuelle, la vulnérabilité est systémique et profondément ancrée. Les connexions mondiales sur plusieurs fronts ont refondu certains domaines d'action politique nationale autrefois plus cloisonnés, en un seul domaine public mondial plus grand et en

---

Lorsque les personnes agissent collectivement, elles mobilisent leurs capacités et leurs choix individuels pour affronter les menaces, et leurs résiliences combinées renforcent les avancées en matière de développement en le rendant plus durable

constante expansion. Cependant, ce domaine d'action a été dominé par une foi excessive dans la valeur et l'efficacité de la dérégulation des marchés. La mise en garde de Polanyi lorsqu'il écrit *La Grande Transformation* en 1944, à propos de la destruction sociale résultant de la non-régulation des marchés, demeure d'actualité aujourd'hui encore<sup>59</sup> Nous avons maintenant besoin de la réponse anticipée qu'il a donnée, celle qui prône l'intervention de l'État pour protéger les personnes et les sociétés contre les périls de la croyance en des marchés autorégulateurs.

Les individus ne peuvent pas s'épanouir seuls. Par ailleurs, ils ne peuvent pas non plus fonctionner seuls. Après leur naissance, la famille répond à leurs besoins. De même, les familles ne peuvent pas fonctionner en dehors des sociétés. Les politiques d'amélioration des normes sociales, de la cohésion sociale et des compétences sociales jouent un rôle essentiel pour permettre aux gouvernements et aux institutions sociales d'œuvrer de concert à la réduction des vulnérabilités. De plus, lorsque ce sont les marchés et les systèmes qui produisent des vulnérabilités, les gouvernements et les institutions sociales doivent orienter les marchés vers une limitation des vulnérabilités et aider les personnes là où les marchés ont échoué.

Les politiques ne sont bonnes que si leurs résultats le sont. Même si elles semblent attrayantes sur le papier, elles ne sont efficaces que si elles fonctionnent dans la pratique. De nombreux facteurs peuvent affecter une économie politique, et certains d'entre eux, comme la cohésion sociale ou la confiance des citoyens dans leur gouvernement, sont abordés dans le présent Rapport. Toutefois, au-delà de ces problèmes spécifiques, c'est la qualité de la gouvernance qui est cruciale pour que les

politiques soient efficaces. Les gens, partout, veulent que les gouvernements fonctionnent mieux, pour fournir des services de meilleure qualité, diminuer la corruption et augmenter leur engagement en faveur de l'État de droit. Le but du présent Rapport n'est pas de traiter en profondeur des idées d'une telle importance, mais uniquement de souligner que celles-ci sont primordiales pour le développement humain.

\* \* \*

Durant ces dernières décennies, la plupart des pays ont réalisé des progrès considérables dans le domaine du développement humain. Mais une vulnérabilité croissante ou élevée augmente la possibilité d'érosion de ces réussites du développement humain. Elle met en évidence le besoin de réflexion sur la sécurité et la durabilité de ces réussites et la nécessité d'identifier des politiques visant à réduire la vulnérabilité et à renforcer la résilience. Le chapitre 2 décrit comment un grand nombre de personnes s'en sort beaucoup mieux en matière de bien-être, surtout depuis le début de cette dernière décennie, et ce sur différents aspects. Il met également l'accent sur les signes croissants du ralentissement récent de ce progrès et sur le contexte d'incertitude et de risques grandissants. Lorsque nous parlons de progrès, nous soulignons le besoin, d'une part, de considérer plus attentivement les personnes dont nous évaluons le bien-être, et d'autre part, de faire des personnes une priorité lors de l'adoption des politiques. Pour pouvoir étendre maintenant les choix des personnes et garantir ces choix pour l'avenir, il faut comprendre les menaces auxquelles ces personnes sont confrontées et les facteurs sous-jacents de leur vulnérabilité.



**« Partout dans le monde, les êtres humains ont besoin de liberté et de sécurité pour pouvoir réaliser pleinement leur potentiel. »**

**Aung San Suu Kyi**

**« N'importe quel imbécile peut rendre les choses plus grandes, plus complexes et plus violentes. Il faut une touche de génie et beaucoup de courage pour aller dans la direction opposée. »**

**Albert Einstein**

# 2.



## Situation du développement humain

Presque tous les pays ont amélioré le développement humain au cours des dernières décennies et des milliards d'individus vivent à présent dans de bien meilleures conditions. Le *Rapport sur le développement humain 2013 (RDH)* a révélé que plus de 40 pays en développement (soit la majorité de la population mondiale) avaient réalisé des avancées plus importantes dans l'indice de développement humain que leur situation ne le laissait prévoir en 1990.<sup>1</sup> L'espérance de vie à la naissance a augmenté en raison d'une baisse de la mortalité infantile et juvénile, d'une réduction du nombre de décès liés au VIH/SIDA et d'une meilleure alimentation. De solides investissements et engagements politiques ont permis d'augmenter les niveaux d'instruction. La pauvreté multidimensionnelle a été considérablement réduite bien que de grandes disparités subsistent entre pays et régions.

Néanmoins, ces réalisations ne peuvent être tenues pour acquises. Des indicateurs montrent que le taux de progression ralentit, ce qui est préoccupant. Une question essentielle doit également être posée : qui est concerné par la prospérité que nous constatons ? Il convient de dépasser les moyennes et les seuils de revenus pour acquérir une vision plus large de la distribution des améliorations du bien-être entre les individus, les communautés et les pays. Il convient également d'évaluer si les gains enregistrés sont pérennes et si les progrès sont durables. En bref, il nous faut comprendre plus en profondeur les dynamiques de vulnérabilité et d'inégalité.

Le chemin menant aux récentes améliorations a été parsemé d'embûches. La plus grande instabilité financière, l'augmentation et la volatilité des prix des produits de base, la fréquence des catastrophes naturelles et l'ampleur du mécontentement social et politique constituent autant d'éléments reflétant l'incertitude croissante de notre monde. Et l'interdépendance entre pays s'est davantage répandue et intensifiée. Des décisions prises et des événements tenus dans un coin du monde déclenchent des chocs partout ailleurs, étant donné notamment l'instantanéité de l'intégration des marchés et de la communication entre individus. La transmission de chocs à l'échelle internationale, tels que la hausse des prix des produits alimentaires, les crises financières, les catastrophes naturelles et les conflits armés, génère un sentiment de précarité, voire d'impuissance. Les pays et individus n'ont pas clairement en mains leur destin, ce qui les rend ainsi vulnérables aux décisions ou événements extérieurs. C'est pourquoi il est fondamental de réduire la vulnérabilité à des

menaces systémiques et permanentes pouvant mettre en danger le développement humain présent et futur. Le maintien et l'accélération du développement humain devront sans l'ombre d'un doute s'accompagner de politiques plus ambitieuses à l'échelle nationale et internationale.

### Progrès des individus

Le développement humain consiste à assurer des opportunités d'épanouissement égales à tout un chacun. Il implique non seulement de renforcer les capacités afin d'élargir l'éventail des choix des individus (mener une vie saine, productive et sûre) mais également de garantir que ces choix ne compromettent pas ou ne limitent pas ceux des générations futures. Le fait de mettre l'accent sur les individus a des implications en matière de mesure des progrès et de formulation des politiques. Cela passe par la définition d'un cadre d'analyse plus large et le réexamen des instruments stratégiques disponibles. Mesure et politique sont inextricablement liées dans la mesure où « ce que nous mesurons affecte nos actions ; et si nos mesures sont erronées, les décisions prises peuvent être faussées ».<sup>2</sup>

### Inégalité et ralentissement des progrès en matière de développement humain

Depuis 1990, l'indice de développement humain (IDH) constitue un important outil de mesure des progrès réalisés ; il prend en compte l'espérance de vie, la durée de scolarisation et le niveau de revenus. Le présent Rapport présente des valeurs de l'IDH pour 187 pays.

TABLEAU 2.1

## Indice de développement humain et composantes, 2010 et 2013

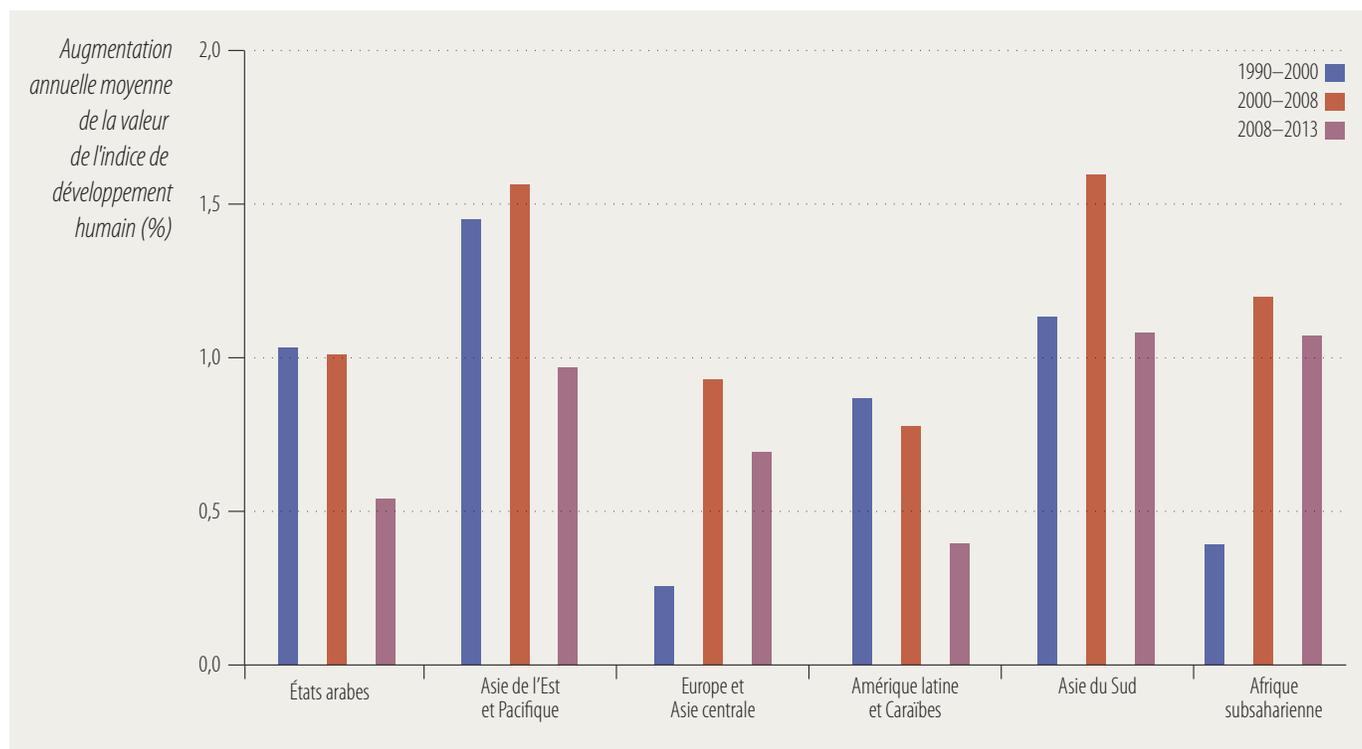
Groupe ou région de développement humain	Valeur de l'indice de développement humain		Espérance de vie à la naissance (années)		Durée moyenne de scolarisation (années)		Durée attendue de scolarisation (années)		Revenu national brut par habitant (2011 PPA en \$)	
	2010	2013	2010	2013	2010	2013	2010	2013	2010	2013
Développement humain très élevé	0,885	0,890	79,7	80,2	11,7	11,7	16,2	16,3	38 548	40 046
Développement humain élevé	0,723	0,735	73,9	74,5	8,1	8,1	13,1	13,4	11 584	13 231
Développement humain moyen	0,601	0,614	67,1	67,9	5,5	5,5	11,3	11,7	5 368	5 960
Développement humain faible	0,479	0,493	58,2	59,4	4,1	4,2	8,7	9,0	2 631	2 904
États arabes	0,675	0,682	69,7	70,2	6,2	6,3	11,7	11,8	15 281	15 817
Asie de l'Est et Pacifique	0,688	0,703	73,5	74,0	7,4	7,4	12,3	12,5	8 628	10 499
Europe et Asie centrale	0,726	0,738	70,7	71,3	9,6	9,7	13,3	13,6	11 280	12 415
Amérique latine et Caraïbes	0,734	0,740	74,2	74,9	7,9	7,9	13,8	13,7	12 926	13 767
Asie du Sud	0,573	0,588	66,4	67,2	4,7	4,7	10,6	11,2	4 732	5 195
Afrique subsaharienne	0,468	0,502	55,2	56,8	4,8	4,8	9,4	9,7	2 935	3 152
Monde	0,693	0,702	70,3	70,8	7,7	7,7	11,9	12,2	12 808	13 723

PPA signifie parité de pouvoir d'achat.

Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain.

FIGURE 2.1

Alors que l'ensemble des régions présentent des améliorations de leur Indice de développement humain, des signes de ralentissement se font sentir



Remarque : panel pondéré par la population pour 99 pays en développement.

Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain.

L'IDH global est désormais de 0,702, et la plupart des pays en développement continuent leur avancée, le rythme de progression restant toutefois très inégal (tableau 2.1).

Les valeurs régionales de l'IDH les plus basses se trouvent en Afrique subsaharienne (0,502) et en Asie du Sud (0,588), et les plus élevées en Amérique latine et aux Caraïbes (0,740), suivis de près par l'Europe et l'Asie centrale (0,738). Le groupe de développement humain très élevé présente un IDH de 0,890 ce qui est largement supérieur aux valeurs des groupes de développement humain moyen ou faible. Mais les groupes de développement humain faible continuent de se rapprocher des niveaux les plus élevés.<sup>3</sup>

Alors que l'ensemble des régions présentent des améliorations, des signes de ralentissement se font sentir ; c'est ce qui ressort des mesures du taux de croissance des valeurs de l'IDH (figure 2.1).<sup>4</sup> Bien que quatre des six régions

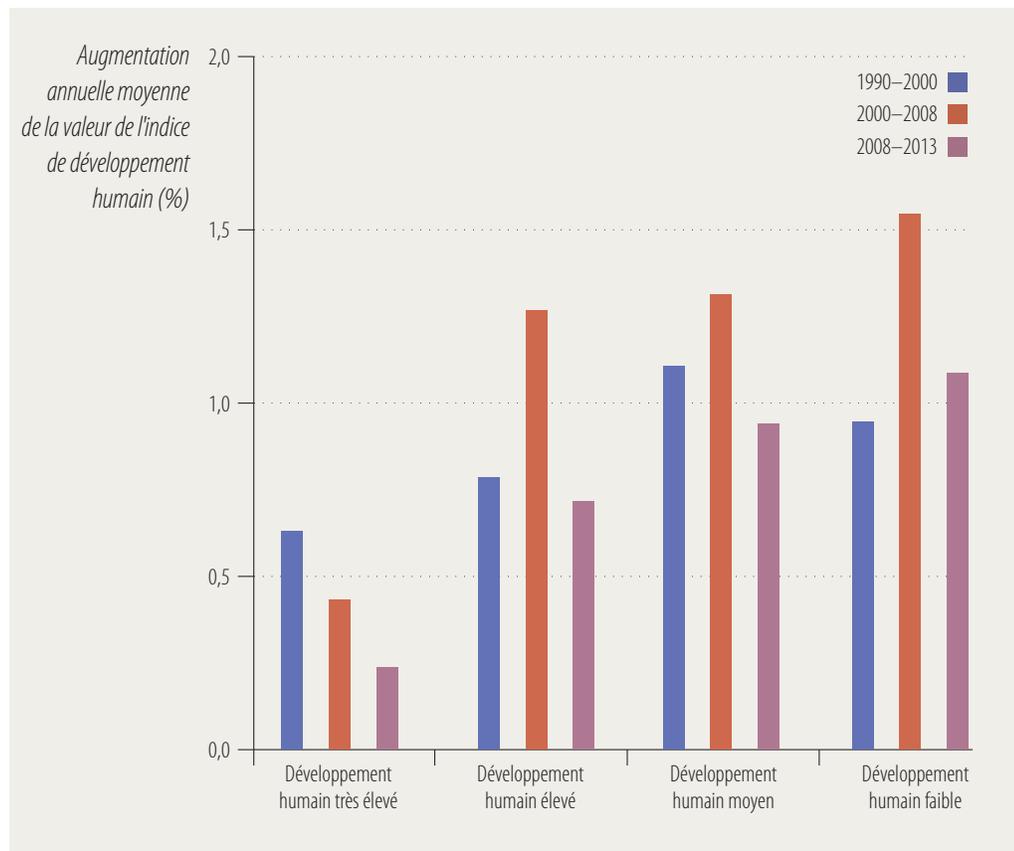
aient enregistré des gains plus rapides en 2000-2008 que dans les années 1990, les progrès ont ralenti dans toutes les régions en 2008-2013. Cette tendance est particulièrement perceptible dans les États arabes, en Amérique latine et dans les Caraïbes (où la croissance annuelle moyenne a chuté environ de moitié) ainsi qu'en Asie. La crise économique et financière mondiale semble avoir eu un impact considérable.

Le ralentissement se fait sentir à l'égard des trois composantes de l'IDH. La croissance du revenu national brut (RNB) par habitant a diminué, notamment dans les États arabes, en Europe et en Asie centrale. Les taux de croissance de l'espérance de vie à la naissance ont récemment chuté dans la plupart des régions (surtout en Asie) ; ils ont pourtant augmenté en Afrique subsaharienne. Et depuis 2008, la croissance de la durée attendue de scolarisation a également diminué.

Les quatre groupes de développement humain ont tous enregistré un ralentissement de la

FIGURE 2.2

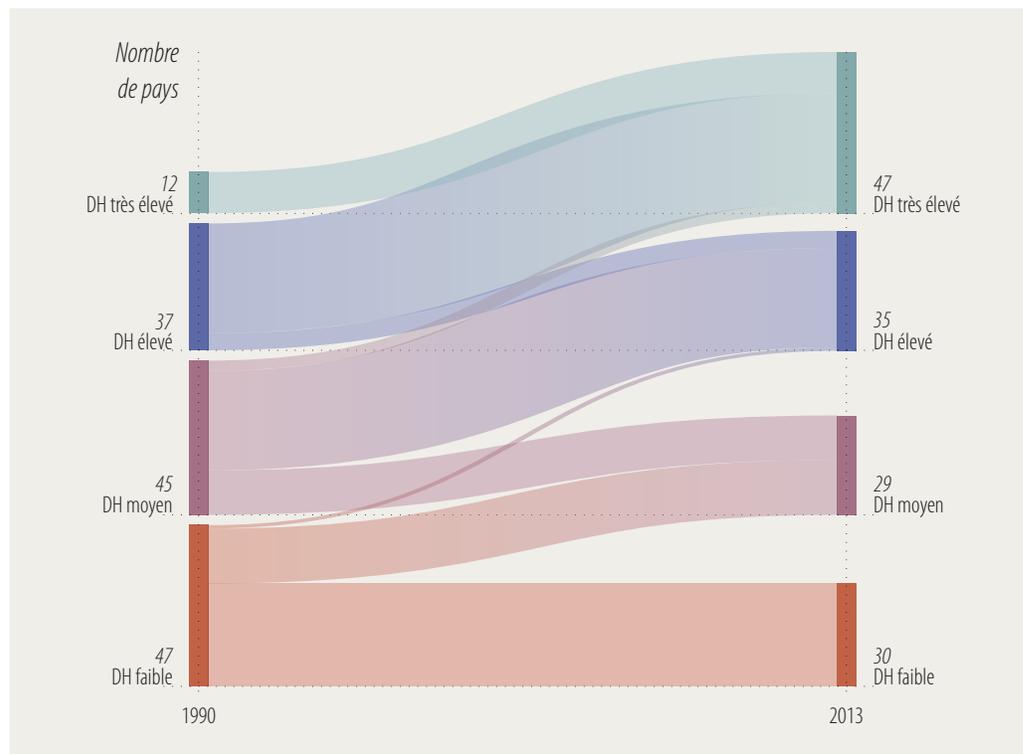
**Les quatre groupes de développement humain ont connu un ralentissement dans la croissance de l'Indice de développement humain**



Remarque : panel pondéré par la population de 141 pays développés et en développement.  
Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain.

FIGURE 2.3

Entrées dans les groupes de développement humain élevé depuis 1990



Remarque : les groupes de développement humain sont définis à l'aide des valeurs de référence de 2013. Les données concernent 141 pays développés et en développement. Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain.

croissance de l'IDH (figure 2.2). En fait, le groupe de développement humain très élevé progressait déjà plus lentement même avant la crise mondiale. En revanche, le groupe de développement humain faible a connu une période d'avancée en 2000-2008 suivie d'une période de déclin, imputable en grande partie à une chute de la croissance de la durée de scolarisation. En dépit des bons résultats enregistrés en matière d'enseignement primaire – avec des taux bruts de scolarisation avoisinant les 100 pour cent – le passage à l'enseignement secondaire ou supérieur peut s'avérer plus compliqué. Au sein de ce groupe de pays, 43 pour cent des enfants inscrits à l'école primaire ne vont pas jusqu'au bout, et le taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire ne s'élève qu'à 39 pour cent. Conséquence : la transition de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire ou supérieur atteint des niveaux inacceptables. Des investissements plus importants sont nécessaires afin d'empêcher les vulnérabilités futures.

Il est possible de suivre les mouvements entre groupes de développement humain pour 141

pays (figure 2.3).<sup>5</sup> Sur les 47 pays du groupe de développement humain faible en 1990, 16 se trouvent désormais dans le groupe de développement humain moyen et 1 dans le groupe de développement humain élevé (Chine), et sur les 45 pays du groupe de développement humain moyen en 1990, 29 sont désormais dans le groupe de développement humain élevé et 3 (Argentine, Croatie et Arabie saoudite) dans le groupe de développement humain très élevé. Fait notable, 32 pays qui se trouvaient dans le groupe de développement humain élevé en 1990 (presque 90 pour cent d'entre eux) se trouvent désormais dans le groupe de développement humain très élevé.

Certains pays s'en sortent beaucoup mieux en matière de développement humain qu'en matière de revenu, comme le montrent les grandes disparités entre le RNB par habitant et les classements de l'IDH (tableau 2.2). On trouve des disparités positives élevées en termes de classement principalement en Asie de l'Est et dans le Pacifique ainsi qu'en Europe et en Asie centrale, alors que les disparités négatives

prédominant dans les États arabes et en Afrique subsaharienne. Les pays présentant des disparités positives ont généralement une valeur de l'IDH plus élevée et la majorité d'entre eux sont entrés dans un groupe de développement humain plus élevé. Les inégalités sont également moins présentes dans ces pays tout comme la proportion de pauvres et quasi-pauvres. En règle générale, les inégalités étaient à la base relativement peu élevées et ont été davantage réduites, en partie via des investissements importants en matière d'éducation et de santé ainsi que des dépenses de protection sociale.

Un meilleur accès aux services de santé a permis de réduire la mortalité maternelle et infantile et, plus généralement, a renforcé la qualité de vie. Des taux d'alphabétisation plus élevés et le développement des compétences ont constitué des éléments essentiels au renforcement des capacités des individus, ainsi qu'à leur insertion professionnelle et leur productivité. L'adoption de mesures de protection sociale telles que les programmes de transfert monétaire et autres formes de soutien au revenu a permis de protéger les plus vulnérables des chocs. Tous ces aspects doivent impérativement être pris en compte afin de renforcer le développement humain.<sup>6</sup>

## Persistance des inégalités en matière de développement humain

L'un des principaux freins au développement est la présence d'inégalités profondes et chroniques qui limitent les choix et dégradent le tissu social. De grandes disparités en termes de revenu, de richesse, d'éducation, de santé et autres dimensions du développement humain persistent à travers le monde, renforçant la vulnérabilité des groupes marginalisés et compromettant leur aptitude à se remettre des chocs subis. Les individus nichés en bas de l'échelle socioéconomique n'y sont pas par hasard. Ils ne disposent pas de suffisamment de capacités leur permettant de mener une vie épanouissante, et il s'agit justement des plus exposés aux risques sanitaires, aux catastrophes environnementales et aux chocs économiques.

Le Rapport sur le développement humain 2010 a introduit l'IDH ajusté aux inégalités, une mesure des inégalités prenant en considération la façon dont les progrès d'un pays sont répartis

TABLEAU 2.2

**Disparités positives les plus élevées entre revenu national brut par habitant et classement de l'indice de développement humain par groupe de développement humain, 2013**

	Classement du revenu national brut par habitant	Classement de l'indice de développement humain	Disparité
<i>Développement humain très élevé</i>			
Nouvelle-Zélande	30	7	23
Australie	20	2	18
Corée (République de)	33	15	18
Irlande	28	11	17
Pologne	51	35	16
<i>Développement humain élevé</i>			
Géorgie	116	79	37
Sri Lanka	103	73	30
Tonga	127	100	27
Fidji	114	88	26
Ukraine	109	83	26
<i>Développement humain moyen</i>			
Samoa	134	106	28
Tadjikistan	157	133	24
Palestine (État de)	129	107	22
Vanuatu	153	131	22
Kiribati <sup>a</sup>	154	133	21
<i>Développement humain faible</i>			
Rwanda	171	151	20
Madagascar	174	155	19
Zimbabwe	175	156	19
Îles Salomon	172	157	15
Népal <sup>b</sup>	158	145	13

a. Le Kirghizistan, un pays de développement humain moyen, présente également une disparité de classement de 21.

b. Le Kenya et le Togo, des pays de développement humain faible, présentent également une disparité de classement de 13.

Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain (sur la base du tableau 1 de l'Annexe statistique).

selon les trois dimensions de l'IDH, à savoir l'espérance de vie, la durée de scolarisation et les revenus.<sup>7</sup> Cette mesure va au-delà des mesures des inégalités traditionnelles fondées sur les revenus et prend en compte les disparités en termes d'éducation et de santé.

Le présent Rapport fait état de la perte de la valeur de l'IDH due aux inégalités, qui mesure la différence en pourcentage entre l'IDH et l'IDH ajusté aux inégalités. Sur la base de données concernant 94 pays en développement,

la perte moyenne due aux inégalités a baissé dans la plupart des régions, exception faite de l'Asie de l'Est et du Pacifique (figure 2.4). La perte la plus élevée est à mettre au crédit de l'Afrique subsaharienne (34 pour cent), suivie de l'Asie du Sud (29 pour cent), des États arabes (26 pour cent) et de l'Amérique latine et des Caraïbes (25 pour cent). C'est l'Europe et l'Asie central qui enregistrent la perte la moins élevée (13 pour cent).

Parmi les composantes de l'IDH, la moyenne des inégalités s'élevait à 19 pour cent en termes de richesse (23 pour cent en 2010), 27 pour cent en termes d'éducation (à peu près pareil qu'en 2010) et 23 pour cent en termes de revenu (21 pour cent en 2010). Concernant la richesse, les inégalités les plus criantes sont présentes en Afrique subsaharienne (37 pour cent), puis en Asie du Sud (25 pour cent). Toutefois, ces deux régions ont réalisé des progrès substantiels, probablement en raison de campagnes de vaccination et d'une meilleure alimentation qui ont permis de réduire considérablement le taux de mortalité chez les moins de cinq ans. En termes d'éducation, les niveaux d'inégalités les plus élevés sont à mettre au crédit de l'Asie du Sud (42 pour cent), des États arabes (41 pour cent) et de l'Afrique subsaharienne (37 pour cent). Des progrès limités sont à noter concernant la réduction des disparités en termes d'éducation, sauf en Europe et Asie centrale.<sup>8</sup>

Eu égard au revenu, les inégalités les plus fortes sont à relever en Amérique latine et aux Caraïbes (36 pour cent), puis en Afrique subsaharienne (28 pour cent). Les inégalités de revenus ont diminué en Amérique latine et aux Caraïbes mais semblent avoir augmenté en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Globalement, la baisse des inégalités d'IDH s'explique principalement par les progrès enregistrés en matière de santé, étant donné que les inégalités de revenus ont augmenté dans plusieurs régions et les inégalités en termes d'éducation se sont stabilisées.

Le RDH 2013 a révélé une relation négative entre inégalités et développement humain.<sup>9</sup> Les inégalités réduisent le rythme du développement humain et peuvent même interrompre sa croissance. Malgré la récente diminution des inégalités d'IDH, les progrès enregistrés en termes de santé et d'éducation n'ont pas été suffisants pour compenser

l'augmentation des inégalités de revenus. Afin de lutter contre la vulnérabilité et soutenir les récentes réalisations, il est de la plus haute importance de réduire les inégalités dans toutes les dimensions du développement humain.

Bien que les inégalités de revenus entre pays aient diminué au cours des 20 dernières années du fait de la réduction de l'écart entre économies émergentes et pays développés, les inégalités au sein même de nombreux pays ont augmenté, et ce à l'échelle mondiale (tableau 2.3).<sup>10</sup> Cela s'observe tout particulièrement dans les régions les plus développées telles que l'Europe de l'Est et l'Asie. La baisse des inégalités, notamment en Amérique latine et aux Caraïbes, s'explique en majeure partie par un meilleur accès à l'éducation et les transferts publics au bénéfice des pauvres.<sup>11</sup>

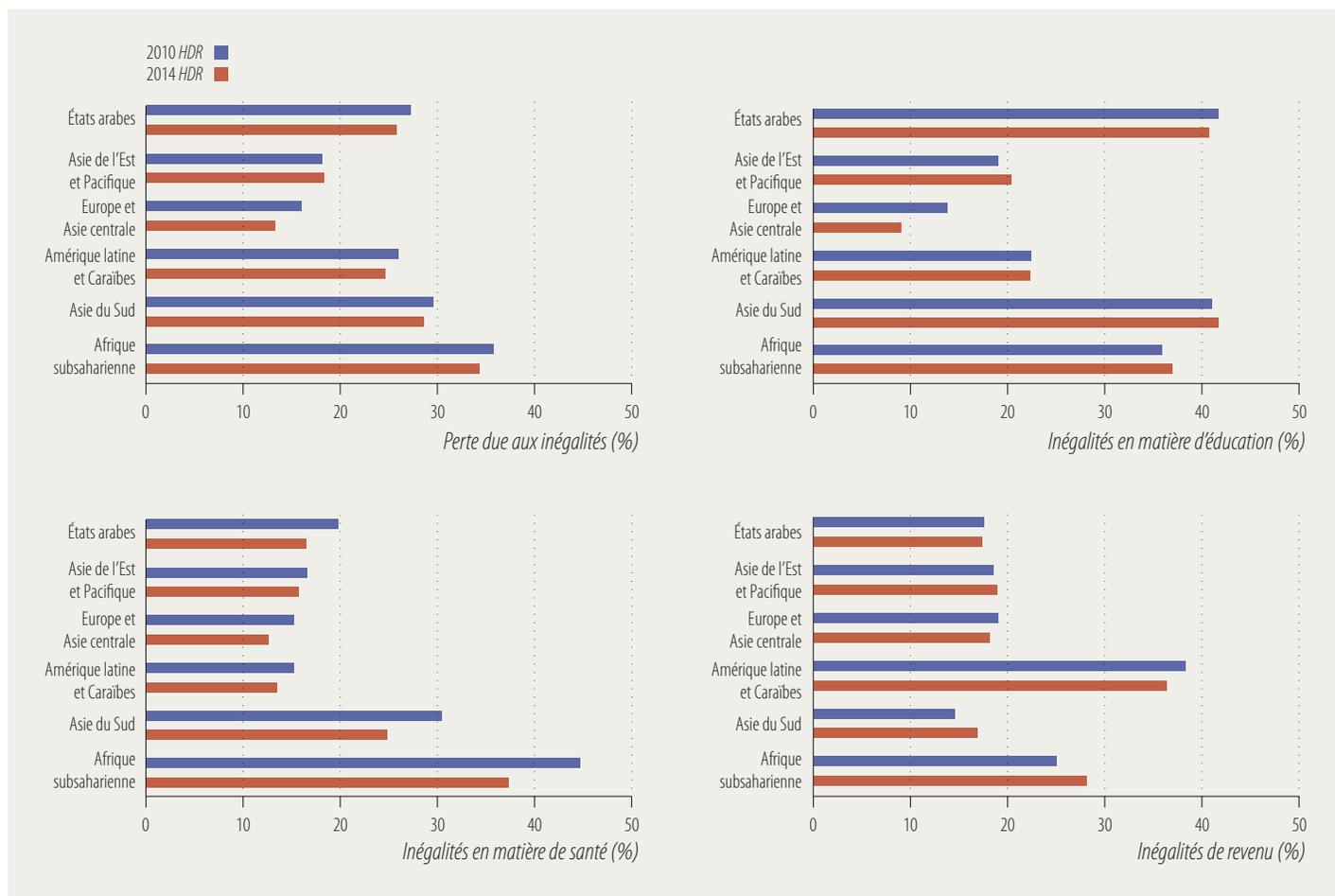
Ces deux tendances, la baisse des inégalités de revenus entre pays et l'augmentation des inégalités au sein des pays, se sont pratiquement annulées l'une l'autre, donnant à entendre que les inégalités de revenus au niveau mondial (entre les citoyens du monde) demeurent invariablement élevées.<sup>12</sup> On estime que les deux-tiers des individus les plus pauvres de la planète reçoivent moins de 13 pour cent des revenus mondiaux, alors que 1 pour cent des plus aisés en recueillent près de 15 pour cent.<sup>13</sup>

Au-delà des revenus, environ la moitié des richesses mondiales sont détenues par 1 pour cent des individus les plus riches, les 85 individus les plus riches détenant collectivement la même quantité de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale.<sup>14</sup> La mondialisation, les progrès technologiques, la déréglementation des marchés du travail et des politiques macroéconomiques malavisées semblent être à l'origine de la création et du maintien de ces écarts en termes de revenus et de richesses.

La lutte contre les inégalités est importante afin de réduire les vulnérabilités et de soutenir les avancées. La hausse des inégalités dans les pays développés et en développement a été associée à davantage de vulnérabilité économique et à un ralentissement des progrès en matière de développement humain.<sup>15</sup> Des inégalités élevées et persistantes entravent la réduction de la pauvreté. Les données portent à croire qu'une augmentation de 1 pour cent du revenu national réduit la pauvreté de revenu de 4,3 pour cent dans les sociétés les plus égalitaires, mais uniquement de 0,6 pour cent

FIGURE 2.4

La perte moyenne de l'indice de développement humain due aux inégalités a baissé dans la plupart des régions



Remarque : le RDH 2010 fait état des inégalités en 2000-10 et le RDH 2014 fait état des inégalités en 2003-13. Panel pondéré par la population pour 94 pays en développement.  
 Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain.

dans les sociétés les moins égalitaires.<sup>16</sup> Les inégalités constituent un enjeu non seulement pour les plus démunis mais également pour l'ensemble de la société, dans la mesure où elles portent atteinte à la cohésion sociale et freinent la mobilité sociale, alimentant ainsi les tensions sociales pouvant conduire à des troubles civils et à une instabilité politique. Les grandes disparités en termes de revenus peuvent même saper les valeurs démocratiques si les individus les plus aisés exercent une influence sur la définition des objectifs politiques (en prévoyant par exemple des allègements d'impôts pour les plus hauts revenus et le démantèlement des services sociaux) ou tentent de façonner des perceptions sociales (via les médias).

TABLEAU 2.3

Pays présentant des inégalités de revenus en hausse ou en baisse par région, 1990–2012

Région	Inégalités en hausse	Inégalités en baisse	Aucune tendance <sup>a</sup>	Total
Afrique	13	19	3	35
Asie	18	10	3	31
Amérique latine et Caraïbes	4	14	2	20
Europe, Amérique du Nord, Océanie et Japon	30	8	6	44
Total	65	51	14	130
Pourcentage de pays	50,0	39,2	10,8	100,0
Pourcentage de la population totale	70,6	25,3	4,1	100,0

a. Inégalités relativement stables ou ayant fluctué sans véritable tendance à la hausse ou à la baisse au cours de la période.  
 Source : ONU DAES 2013b.

Les inégalités constituent un enjeu non seulement pour les plus démunis mais également pour l'ensemble de la société, dans la mesure où elles portent atteinte à la cohésion sociale et freinent la mobilité sociale, alimentant ainsi les tensions sociales pouvant conduire à des troubles civils et à une instabilité politique

## Vers une nouvelle définition du progrès économique

Le statut et les performances économiques d'un pays peuvent paraître bien moins spectaculaires lorsqu'est prise en compte la répartition des revenus. Le RNB par habitant est plus élevé aux États-Unis qu'au Canada, mais c'est l'inverse concernant le RNB par habitant ajusté aux inégalités. Le RNB par habitant au Botswana, au Brésil et au Chili doit également être relativisé en raison des fortes inégalités (figure 2.5).

Les performances du Royaume-Uni sont également bien moins spectaculaires une fois les inégalités prises en compte. Dans les années 1980, les revenus moyens des ménages ont augmenté de 3,2 pour cent par an, mais après ajustement de la croissance avec le coefficient de Gini, ce chiffre ne s'élève qu'à 2,1 pour cent.<sup>17</sup> On retrouve un chiffre de croissance ajustée similaire (2 pour cent) dans les années 1990, piètre décennie. Entre 1961 et 2010, l'ajustement réduit la croissance moyenne annuelle en termes de revenus moyens des ménages de 1,9 pour cent à environ 1,5 pour cent.

Une autre façon d'évaluer les progrès réalisés consiste à suivre la courbe de la consommation des 40 pour cent les plus pauvres de la population. Ce faisant, certains pays s'en sont bien sortis. En Bolivie, au Brésil et au Cambodge, la consommation des 40 pour cent les plus pauvres de la population a plus rapidement augmenté que celle de l'ensemble de la population (figure 2.6). Mais dans les pays où les inégalités étaient élevées ou en augmentation (Chine, Malaisie et Ouganda), la consommation des plus démunis a moins rapidement augmenté que celle de l'ensemble de la population.

## Inégalité entre les sexes

Les femmes sont bien souvent lésées et victimes de discrimination en matière de santé, d'éducation et d'emploi. Afin de mettre en avant ces disparités, le présent Rapport présente des valeurs de l'IDH distinctes pour les hommes et les femmes issus de 148 pays. À l'échelle mondiale, l'IDH des femmes est en moyenne 8 pour cent moins élevé que celui des hommes. Au sein des régions, l'écart le plus important est à mettre au compte de l'Asie du Sud (17 pour cent). L'écart est restreint (3 pour cent) au

sein du groupe de développement humain très élevé mais s'élève à environ 17 pour cent au sein du groupe de développement humain faible. La Slovaquie a atteint l'objectif de parité hommes-femmes, et les valeurs de l'IDH sont même légèrement plus élevées chez les femmes que chez les hommes dans 15 pays (consulter le tableau 3 de l'*Annexe statistique*).

L'indice d'inégalité de genre de 149 pays révèle dans quelle mesure les réalisations au niveau national en termes de santé reproductive, d'autonomisation et de participation au marché du travail sont affectées par l'inégalité entre les sexes. Contrairement à l'IDH, un indice d'inégalité de genre élevé est synonyme de résultats médiocres. Les valeurs vont de 0,317 en Europe et Asie centrale à 0,575 en Afrique subsaharienne, et d'une moyenne de 0,197 pour le groupe de développement humain très élevé à 0,586 pour le groupe de développement humain faible. La Slovénie arrive en tête (0,021) alors que le Yémen présente la valeur la plus élevée (0,733).

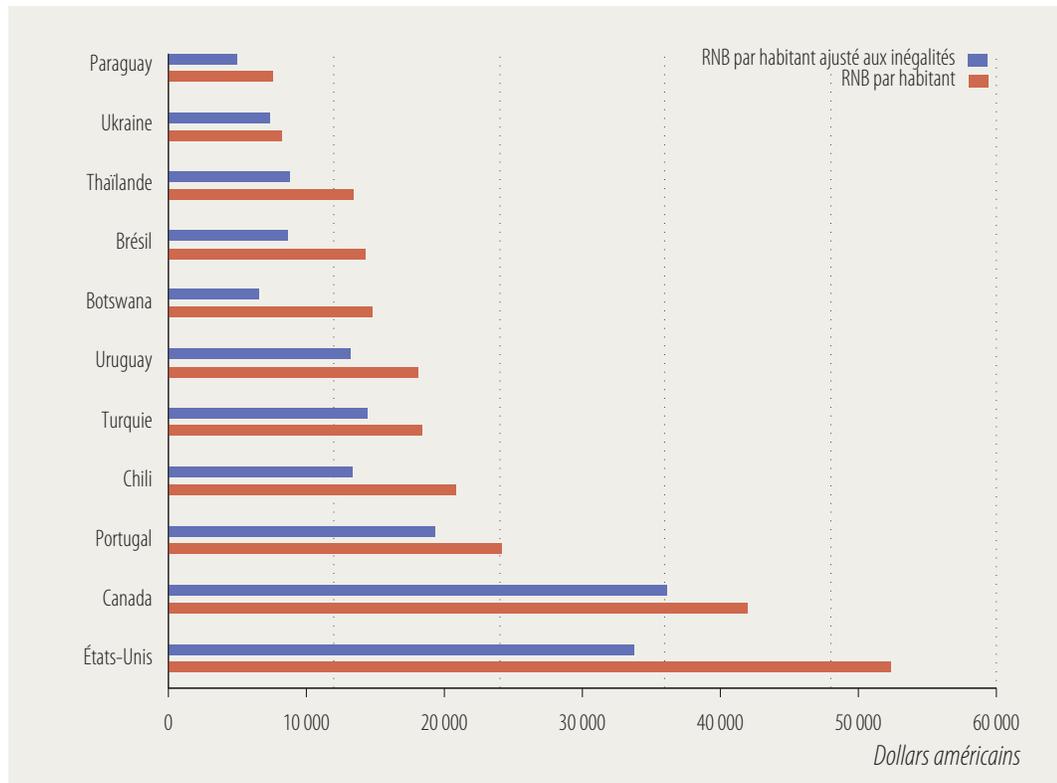
Globalement, les femmes sont sous-représentées dans les instances politiques nationales. En moyenne, elles occupent 21 pour cent des sièges des parlements nationaux. En Amérique latine et aux Caraïbes, elles s'en sortent mieux avec environ 25 pour cent des sièges. Au sein des parlements des États arabes, elles occupent moins de 14 pour cent des sièges.

Des services de santé reproductive de mauvaise qualité constituent le principal facteur de l'inégalité entre les sexes, notamment dans les pays en développement. À titre d'exemple, le taux de mortalité maternelle est de 474 décès pour 100 000 naissances vivantes en Afrique subsaharienne. Les décès maternels ont bien évidemment de graves répercussions pour les nouveaux-nés et leurs frères et sœurs plus âgés qui doivent se passer des soins maternels et peuvent se retrouver privés de structures de développement humain tout au long de leur vie. Les grossesses adolescentes peuvent également conduire à de piètres résultats en matière de développement humain chez les jeunes mères et leurs nouveaux-nés. En Afrique subsaharienne, on compte 110 naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans.

Le manque d'instruction est également très élevé. En moyenne, 60 pour cent des femmes âgées de 25 ans et plus poussent au moins jusqu'à

FIGURE 2.5

**Le statut et les performances économiques d'un pays peuvent paraître bien moins spectaculaires lorsqu'est prise en compte la répartition des revenus**



Remarque : le RNB par habitant ajusté aux inégalités a recours à l'indice d'Atkinson. Les données concernent l'année 2013.  
Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain.

l'enseignement secondaire, alors que ce chiffre s'élève à 67 pour cent chez les hommes. Cet écart est particulièrement important pour le groupe de développement humain faible (15 pour cent contre 29 pour cent). Et l'Asie du Sud présente l'écart le plus marqué entre les sexes en matière d'éducation (15 points de pourcentage). Le groupe de développement humain très élevé présente une parité presque parfaite à ce niveau (environ 86 pour cent contre 88 pour cent).

Les femmes accusent également un retard par rapport aux hommes en termes de participation au marché du travail (51 pour cent contre 77 pour cent). La situation est moins réjouissante pour les femmes dans les États arabes où 25 pour cent des femmes en âge de travailler sont actives, ce chiffre s'élevant à 73 pour cent chez les hommes. Le taux d'activité de la population active tend à être plus élevé chez les femmes en Afrique subsaharienne du fait qu'elles soient souvent, pour ne pas dire très souvent, forcées de gagner leur vie en travaillant dans le secteur informel.

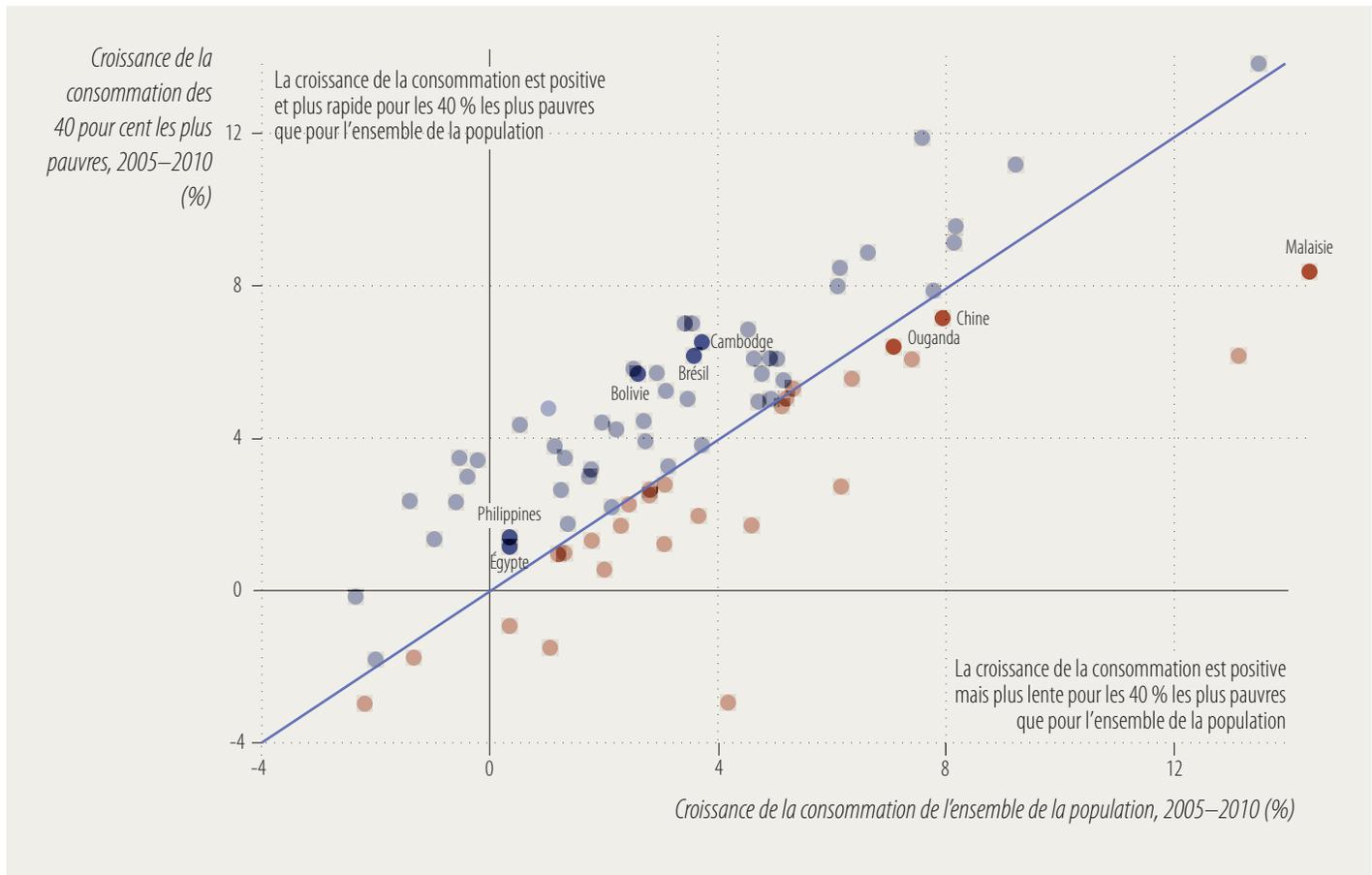
## Pauvreté

Les mesures traditionnelles de la pauvreté sont basées sur les revenus ou la consommation, ce qui permet de prendre en compte des dimensions importantes de la privation même si seule une vision partielle est fournie. Outre le revenu, les individus peuvent être privés de bien des choses. Ils peuvent bénéficier d'un accès à des services de santé de piètre qualité, être mal alimentés, avoir un niveau d'éducation et de compétences limité, disposer de conditions de subsistance et de vie inadaptées, et être exclus de la société.

Certains de ces aspects plus généraux de la pauvreté sont pris en compte dans le concept de pauvreté multidimensionnelle. Dans 104 pays en développement, 1,2 milliard d'individus perçoivent un revenu inférieur ou égal à 1,25 \$ par jour.<sup>18</sup> Mais, selon l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM), le nombre d'individus vivant dans une pauvreté multidimensionnelle dans 91 pays en

FIGURE 2.6

**Dans les pays où les inégalités étaient élevées ou en augmentation, la consommation des 40 pour cent les plus pauvres de la population a moins rapidement augmenté que celle de l'ensemble de la population**



Source : Narayan, Saavedra-Chanduvi et Tiwari 2013.

développement s'élevait à 1,5 milliard.<sup>19</sup> Toujours selon l'IMP, introduit dans le *RDH* 2010 afin de mesurer les privations eu égard aux trois dimensions de l'IDH (espérance de vie, éducation et niveaux de vie), 2,2 milliards d'individus vivent au moins avec deux privations (sur un total de 10 milliards). L'IMP mesure non seulement la proportion d'individus subissant ces privations mais également l'intensité de ces privations pour chacun des ménages pauvres, fournissant ainsi une vision plus exhaustive (voir chapitre 3).

La proportion d'individus vivant dans une pauvreté multidimensionnelle est normalement plus élevée que la proportion d'individus vivant sous le seuil de pauvreté. Au Cambodge, 47 pour cent de la population vivaient dans une pauvreté multidimensionnelle en 2010, mais seuls 19 pour cent vivaient sous le seuil de pauvreté. Mais au Brésil et en Indonésie,

la pauvreté de revenu est supérieure. De plus, alors que dans de nombreux pays tant la pauvreté multidimensionnelle que la pauvreté de revenu ont diminué, le taux de progression varie sensiblement (figure 2.7). Le nombre d'individus vivant dans une pauvreté multidimensionnelle a baissé plus rapidement que la pauvreté de revenu en Indonésie, alors que l'inverse est vrai au Pérou.

### Précarité de l'emploi et stagnation des salaires

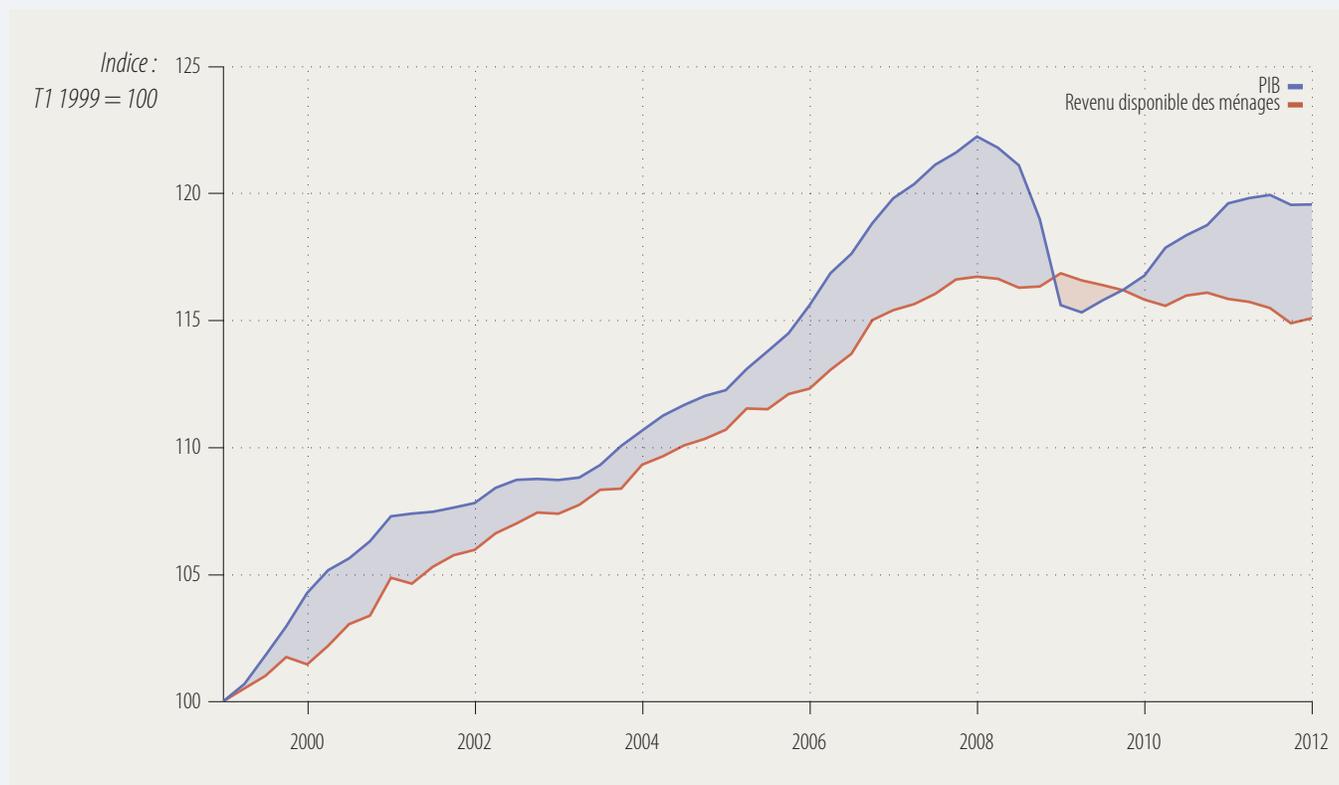
Une croissance économique ne générant pas suffisamment d'emplois décents n'est pas à même de stimuler le développement humain. Le *RDH* 1993 a attiré l'attention sur la croissance sans emploi caractérisée par une augmentation de la production mais une création d'emploi

### Prise en compte du revenu disponible

Un meilleur suivi des niveaux de vie matériels peut être assuré, notamment en cas de ralentissement de l'activité économique, via des mesures du revenu et de la consommation des ménages au lieu du PIB (voir figure). Par exemple, alors que le PIB a fortement chuté (moins 5,7 pour cent) dans la zone euro en 2008 et 2009, le revenu disponible des ménages s'est maintenu au même niveau qu'avant la crise. Ce phénomène peut être imputable au moins partiellement au rôle de stabilisateur automatique du système de protection sociale et aux mesures discrétionnaires qui ont protégé le

revenu des ménages lors des premières années de la crise. De même, le revenu disponible des ménages a augmenté moins vite que le PIB au cours de la période qui a précédé la crise jusqu'en 2007. Le fait de s'écarter des mesures de revenu traditionnelles peut donc modifier le regard porté sur le progrès économique et social. Mais le revenu disponible présente aussi des inconvénients en ce qu'il part de l'hypothèse selon laquelle les régimes fiscaux et les avantages sociaux sont comparables d'un pays à un autre.

Alors que le PIB a fortement chuté dans la zone euro en 2008 et 2009, le revenu disponible des ménages s'est maintenu au même niveau qu'avant la crise



**Remarque :** le revenu disponible des ménages est mesuré en termes réels à l'aide du déflateur pour les dépenses de consommation finales des ménages corrigées des variations saisonnières. Le PIB est mesuré en termes réels à l'aide du déflateur de PIB.

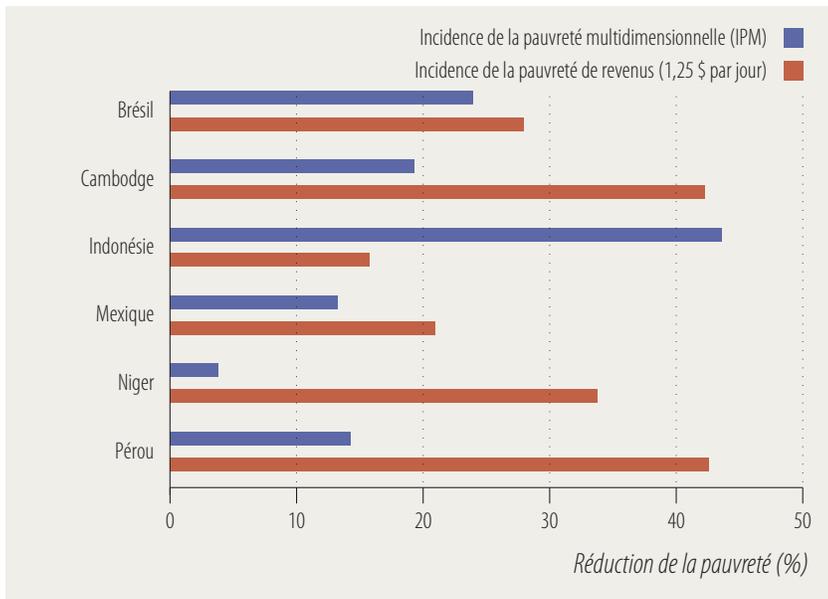
**Source :** Atkinson 2013.

loin de répondre aux attentes.<sup>20</sup> Il semble que cette question a refait surface. Le chômage a considérablement augmenté après la crise de 2008. Une analyse regroupant 65 pays a montré que dans les deux-tiers de ces pays, le taux de chômage n'était pas retombé, fin 2012, à son niveau d'avant la crise. Dans certains pays tels que l'Irlande et l'Espagne, le taux de chômage de longue durée a dépassé la barre des 20 pour cent entre 2007 et 2012.<sup>21</sup> À l'échelle mondiale, environ 200 millions d'individus sont actuellement au chômage.

En dépit d'une forte croissance de la productivité, les salaires réels sont restés plutôt stables. Entre 2000 et 2011, les salaires réels n'ont augmenté que de 5 pour cent dans les économies développées et de 15 pour cent en Amérique latine et aux Caraïbes, et ils ont diminué au Moyen-Orient. En Asie, ils ont toutefois subi une hausse spectaculaire de 94 pour cent. Par conséquent, la part du travail dans le RNB a baissé dans bien des parties du monde. Eu égard à 16 pays développés pour lesquels des données sont disponibles, la

FIGURE 2.7

Alors que dans de nombreux pays tant la pauvreté multidimensionnelle que la pauvreté de revenu ont diminué entre 2005 et 2012, le taux de progression varie sensiblement



Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain.

part moyenne du travail est passée d'environ 75 pour cent du RNB au milieu des années 1970 à environ 65 pour cent avant le début de la crise économique et financière mondiale.<sup>22</sup>

TABLEAU 2.4

Emplois précaires et travailleurs pauvres, 2010 et 2012

	Emplois précaires <sup>a</sup> (% de l'emploi total)		Travailleurs pauvres <sup>b</sup> (% de l'emploi total)	
	2010	2012	2010	2012
Monde	53,1	49,2	26,6	12,3
Économies développées et Union européenne	11,2	10,1	..	..
Autres pays d'Europe <sup>c</sup> et Communauté des États indépendants	23,8	19,7	5,0	1,7
Asie de l'Est	58,4	48,9	31,2	5,6
Asie du Sud-est et Pacifique	65,2	61,1	33,7	11,7
Asie du Sud	81,3	76,9	43,9	24,4
Amérique latine et Caraïbes	35,8	31,5	7,8	3,5
Moyen-Orient	33,5	27,0	1,4	1,8
Afrique du Nord	42,1	41,4	9,5	6,4
Afrique subsaharienne	81,8	77,2	56,7	40,1

a. Somme des travailleurs indépendants et des travailleurs familiaux.

b. Personne occupant un emploi vivant dans un foyer avec moins de 1,25 \$ par personne et par jour.

c. Pays non-ressortissants de l'UE de l'Europe centrale et du Sud-est.

Source : OIT 2013d.

La création d'emplois décents et bien rémunérés est essentielle à l'amélioration des niveaux de vie. Même suite aux récentes améliorations, la proportion de travailleurs occupants des emplois précaires reste très élevée en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, à environ 77 pour cent de l'emploi total (tableau 2.4). Presque la moitié de la population active mondiale occupe encore un emploi précaire, à savoir sans garantie de continuité et peu rémunérateur. Des taux de pauvreté élevés parmi les travailleurs laissent penser que les revenus issus du travail restent en-dessous de ce qui est nécessaire pour garantir des niveaux de vie décents. Des progrès ont beau avoir été constatés dans plusieurs régions, 40 pour cent des travailleurs en Afrique subsaharienne et 24 pour cent des travailleurs en Asie du Sud vivent sous le seuil de pauvreté.

L'emploi s'est également précarisé dans plusieurs pays développés, davantage de travailleurs étant recrutés via des contrats temporaires et à temps partiel. Et la stagnation des salaires réels a empêché d'améliorer les niveaux de vie. Dans la plupart des pays en développement, les emplois précaires restent la règle. Seuls quelques emplois salariés sont disponibles dans le secteur formel, la majorité de la population occupant des emplois non rémunérés ou travaillant pour leur compte,

par exemple dans le domaine de l'agriculture de subsistance et du commerce de rue, et étant ainsi davantage exposée aux chocs (chapitres 3 et 4). Des perspectives d'emploi limitées ont des conséquences néfastes sur l'économie mais peuvent également mener à une perte des acquis (tels que compétences et état de santé), restreindre les choix et les libertés, affecter le bien-être psychologique des individus et alimenter le mécontentement social.

Un cadre politique axé sur l'individu doit s'aligner sur les politiques macroéconomiques et structurelles, les interventions sur le marché du travail et la protection sociale. Ces politiques doivent être orientées vers la stimulation d'une croissance économique inclusive, la création d'emplois décents et productifs et la prestation des services sociaux de base et d'une protection sociale, sans oublier de prendre en considération les principes d'équité et de durabilité. La complexité des problèmes à laquelle sont confrontées les

sociétés modernes implique de porter un nouveau regard sur les types de politiques capables de créer des synergies afin de stimuler et de pérenniser le développement humain (encadré 2.2).

## Garantir et pérenniser le développement humain

Au fil des ans, maintes discussions ont eu lieu concernant la signification de la durabilité et les mesures susceptibles de suivre les progrès durables, ou l'absence de ces progrès. En 2012, la conférence des Nations Unies sur le développement durable tenue à Rio a adopté une large définition du progrès durable qui doit prendre en compte les trois dimensions (sociale, économique et environnementale) affectant les opportunités d'épanouissement des individus.

La protection de l'environnement peut être en soi envisagée comme un bien, mais Amartya Sen et d'autres ont préconisé une approche

### ENCADRÉ 2.2

#### Macroéconomie et austérité

Au cours des années précédant la crise financière mondiale, l'état des finances publiques de la majorité des pays développés était relativement satisfaisant. Les déficits gouvernementaux diminuaient et la dette était soit stable soit en baisse. La récession économique a ensuite déclenché des stabilisateurs automatiques tels que les allocations chômage et a nécessité l'adoption de programmes de relance fiscale afin de permettre d'augmenter les dépenses publiques. Certains gouvernements ont pris en charge la dette considérable du secteur privé, notamment celle des banques en difficulté. Les revenus fiscaux se sont réduits lors du ralentissement de l'activité économique. La combinaison de l'augmentation de la dette et de la baisse du PIB a provoqué une hausse considérable des ratios de déficits fiscaux et de dette publique par rapport au PIB.

Malgré des signes précoces de reprise économique, s'expliquant en partie par des politiques fiscales anticycliques, bon nombre de gouvernements (notamment de gouvernements européens) ont rapidement décidé d'orienter leur politique vers l'adoption de mesures d'austérité. Les programmes d'austérité ont entre autres favorisé une chute drastique des investissements publics en Europe. Entre 2008 et 2012, la formation brute de capital fixe public a baissé de 65 pour cent en Irlande, de 60 pour cent en Grèce et en Espagne, de 40 pour cent au Portugal et de 24 pour cent en Italie. Dans l'ensemble, les investissements publics dans la zone euro (17 pays) ont diminué de 251 milliards € en 2009 à 201 milliards € en 2012, soit une baisse nominale de 20 pour cent. Et ceci après une baisse constante de la part des investissements dans le PIB depuis les années 1970. Les coupes budgétaires affectent également la prestation de services publics. Entre 2009 et 2011, un tiers des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont vu leurs dépenses de santé diminuées, c'est notamment le cas de la Grèce, l'Irlande, le Portugal et le Royaume-Uni. Avec quels résultats ? Baisse des dépenses en matière de programmes de prévention, réductions des

services de santé, augmentations du ticket modérateur et coupes salariales dans les hôpitaux. La crise a également inversé l'accroissement tendanciel des investissements en matière d'éducation. En 2011-2012, 15 pays de l'OCDE ont effectué des coupes aux budgets de l'éducation.

Cette attention disproportionnée portée aux dépenses et à la dette publiques a mis de côté la question de fond essentielle suivante : comment obtenir une croissance inclusive et durable sur le long terme ? L'austérité crée un cercle vicieux. Les coupes effectuées sur les dépenses publiques destinées à promouvoir la croissance, telles que les investissements en capital et les dépenses sociales, ont affaibli l'assiette fiscale et augmenté le besoin en aides sociales, aggravé les déficits fiscaux et la dette, et conduit à l'adoption de nouvelles mesures d'austérité. Les coupes ont également nuit au développement humain futur et risquent d'inverser les améliorations durement acquises. Et il est probable qu'elles amplifient les inégalités, ce qui est en soi un obstacle à une croissance durable et augmente le risque de crises économique et financières.

La politique macroéconomique est un levier important du développement humain. Elle a un impact sur la quantité et la qualité de l'emploi, du niveau de protection sociale et la fourniture de services publics. Il apparaît de plus en plus clairement que les politiques macroéconomiques actuelles, notamment dans les pays développés, encouragent la volatilité de la production et des taux de change, augmentent les inégalités et mettent ainsi à mal le développement humain. Ceci s'explique en grande partie par la priorité donnée à la stabilité des prix et au mauvais échelonnement des politiques d'austérité qui exacerbent les problèmes de dette publique et privée et ne créent pas les conditions nécessaires afin de jeter les bases d'une reprise économique. Il est temps de réévaluer le fondement des mesures d'austérité et de reconcentrer les efforts politiques sur la stimulation des investissements à des fins de croissance durable à long terme.

plus efficace consistant à se concentrer sur la durabilité des individus et de leurs choix.<sup>23</sup> Les êtres humains ont toujours été dépendants de la générosité et de la résilience du monde naturel. Mais il est clair que les perspectives d'avenir sont précaires, ce qui augmente les vulnérabilités des individus. La dégradation de l'environnement et le changement climatique constituent, à long terme, une menace à la survie de l'humanité. Le défi du progrès durable consiste donc à veiller à ce que les choix et capacités présents ne compromettent pas les choix et les libertés dont disposeront les générations futures.<sup>24</sup> Alors que la durabilité peut être tracée via l'épargne nette ajustée et l'empreinte écologique, ces mesures ne reflètent pas avec précision le caractère dynamique des choix à disposition des individus. Un aspect important de ce cadre est qu'en plus d'exiger qu'une plus grande attention soit portée aux tensions existant entre les choix présents et futurs, il met également en avant la nécessité de protéger les gains en termes de développement humain des chocs négatifs et effets indésirables.

Les *RDH* 2011 et 2013 ont fait valoir que les catastrophes environnementales pouvaient non seulement ralentir le développement humain mais également inverser la tendance. Le changement climatique pourrait devenir le principal obstacle aux objectifs de développement durable et programmes de développement pour l'après-2015.<sup>25</sup> Les menaces pesant sur l'environnement mettent en évidence les éventuelles concessions qui devront être réalisées entre le bien-être des générations actuelles et celui des générations futures. Si la consommation actuelle dépasse les restrictions imposées par les limites de notre planète, les choix des générations actuelles et futures seront sérieusement compromis.<sup>26</sup>

On dira d'un pays ou d'une communauté qu'il se dirige vers le développement durable selon sa position par rapport aux seuils locaux et mondiaux. Un seuil local fait référence aux ressources disponibles sur le territoire d'un pays, tandis qu'un seuil mondial adopte une perspective plus large en se référant aux frontières planétaires. Par exemple, la consommation d'un pays en une ressource naturelle donnée peut être raisonnable dans le cadre de son seuil local (de par l'abondance de cette ressource sur son territoire) mais sa consommation par habitant peut dépasser le seuil mondial. Le dépassement

de ces seuils peut avoir des conséquences dévastatrices au sein des frontières d'un pays ou entre les pays et il convient donc de trouver la façon d'arriver à un équilibre entre ces seuils locaux et mondiaux.

Le principe d'universalité constitue un bon point de départ afin d'arriver à une utilisation équitable des ressources environnementales et autres au sein d'une même génération ainsi qu'au niveau intergénérationnel. Les sciences fournissent une idée des seuils mondiaux pour des ressources données, et la justice sociale implique que chacun puisse prétendre aux ressources disponibles à des fins d'utilisation par la génération actuelle. Cela nous permet d'identifier des pays ne prenant pas la direction du développement durable, notamment grâce à certains indicateurs environnementaux.

Bien que l'environnement constitue une dimension clé affectant les choix des générations actuelles et futures, il en existe d'autres. Des facteurs économiques, sociaux et politiques étendent ou restreignent également les choix possibles. Toutefois, des seuils de durabilité environnementale à l'échelle mondiale relativement bien déterminés permettent d'effectuer davantage d'évaluations officielles.

De nombreux pays, notamment ceux du groupe de DH élevé, s'engagent désormais dans des systèmes de développement non durables.<sup>27</sup> Sur 140 pays pour lesquels des données sont disponibles, l'empreinte écologique de 82 d'entre eux dépasse la capacité de charge mondiale. De ce fait, l'empreinte par habitant à l'échelle planétaire est sensiblement plus élevée que le seuil de durabilité mondial. Les émissions de dioxyde de carbone de 90 pays sur 185 dépassent le seuil mondial, et leurs émissions sont telles que les émissions par habitant à l'échelle planétaire dépassent le seuil de durabilité mondial. Les prélèvements d'eau douce de 49 pays sur 172 pour lesquels des données sont disponibles dépassent également le seuil de durabilité mondiale. Dans l'ensemble, il existe une corrélation positive entre l'obtention de valeurs de l'IDH plus élevées et les empreintes écologiques et émissions non durables, alors que la consommation en eau n'est pas durable dans les pays en développement et développés.<sup>28</sup>

L'empreinte écologique de la consommation à l'échelle mondiale est à l'heure actuelle plus importante que sa biocapacité totale, c'est-à-dire

la capacité de la biosphère à satisfaire les demandes des individus en termes de consommation matérielle et d'élimination des déchets (figure 2.8). Le groupe de développement humain très élevé présente notamment un déficit écologique très important, son empreinte écologique étant nettement supérieure à la biocapacité disponible.

Alors que le développement humain exige l'expansion des choix actuellement à disposition des individus, il convient également d'envisager l'impact sur les choix des générations futures, et ce à des fins d'équité intergénérationnelle. Le développement humain ne doit être atteint au détriment des générations futures. Afin de garantir et de pérenniser le développement humain et d'éviter des répercussions dramatiques au niveau local et mondial, il est de la plus haute importance de prendre dès que possible des mesures ambitieuses en matière de durabilité environnementale.

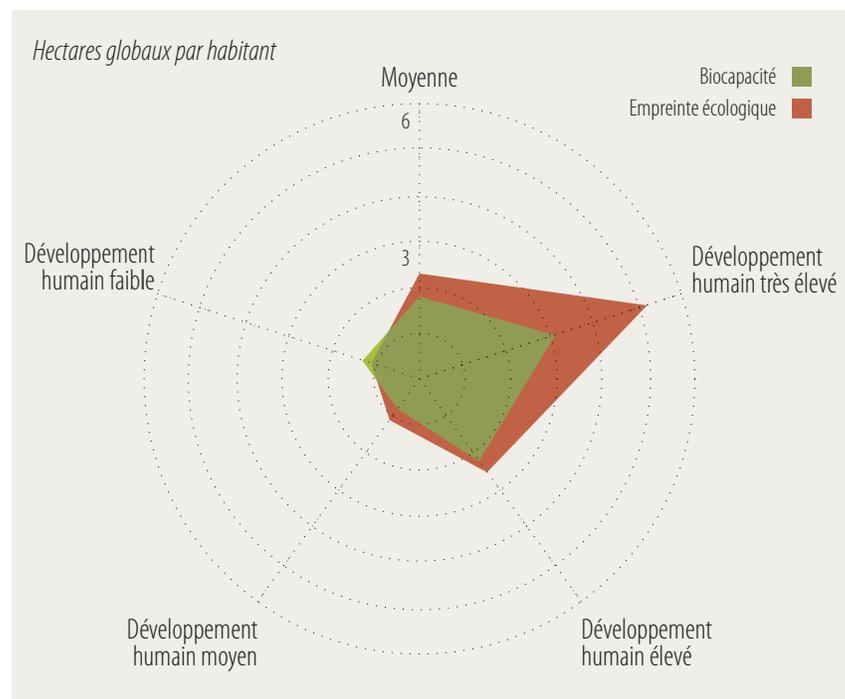
## Menaces pesant sur le développement humain à l'échelle mondiale

Les chocs économiques, sociaux et environnementaux ont des répercussions très importantes sur la vie des individus et constituent un enjeu majeur dans le cadre de la promotion du développement humain durable. Les changements imprévisibles des conditions du marché, de l'environnement et des perceptions sociales ont des effets déstabilisateurs importants en ce qu'ils limitent les choix actuels et futurs des individus et des ménages et freinent le développement de larges pans de la société. Par exemple, les fluctuations brutales des prix et de l'activité économique, que l'on a pu constater lors de la crise économique et financière mondiale de 2007-2008 et qui se sont manifestées via une volatilité croissante des prix des produits de base depuis 2007, d'une part constituent une menace aux conditions d'existence des individus et à la cohésion sociale, et d'autre part créent un climat d'incertitude peu propice à la prise de décisions et de risques.

Au cours des dernières années, les prix des actifs financiers, les prix des produits de base et les flux de capitaux ont été particulièrement volatils.<sup>29</sup> De plus, l'Afrique du Nord a été le théâtre d'une instabilité sociale et politique qui s'est propagée

FIGURE 2.8

**L'empreinte écologique de la consommation à l'échelle mondiale est à l'heure actuelle plus importante que sa biocapacité totale**



Remarque : les données concernent l'année 2010.

Source : calculs de Global Footprint Network 2014 et du Bureau du Rapport sur le développement humain.

en Amérique latine, puis même dans des pays où les conditions de vie étaient bonnes ou en voie rapide d'amélioration. Sans prétendre être exhaustif, le reste du présent chapitre analyse quatre menaces mondiales interconnectées susceptibles de renforcer la vulnérabilité et de freiner les progrès en matière de développement humain : l'instabilité financière, la volatilité des prix des produits alimentaires, les catastrophes naturelles et les conflits violents.

### Instabilité financière

Au cours des dernières décennies, le monde a plus fréquemment connu de graves crises financières qui se sont propagées rapidement à d'autres secteurs de l'économie, créant une incertitude, affectant les conditions d'existence et menaçant la stabilité sociale. Lors de la crise la plus récente, le nombre de chômeurs a augmenté de près de 30 millions entre 2007 et 2009 à l'échelle planétaire et, d'après certaines estimations, le taux de chômage actuel reste bien supérieur à son niveau d'avant la crise.<sup>30</sup> Les chocs économiques peuvent avoir des répercussions néfastes à long

Les chocs économiques, sociaux et environnementaux ont des répercussions très importantes sur la vie des individus et constituent un enjeu majeur dans le cadre de la promotion du développement humain durable

## Mesurer le progrès humain

Les réalisations des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont impressionnantes : pour ne prendre qu'un exemple, le nombre d'enfants qui meurent chaque année a presque été réduit de moitié, passant de 12,4 millions à 6,6 millions. On est encore en-dessous de l'objectif de réduction des deux-tiers compris dans l'OMD 4, mais il s'agit tout de même d'un grand pas en avant pour l'humanité.

Les OMD devant arriver à expiration en 2015, la communauté pour le développement commence à envisager la prochaine série d'objectifs à l'échelle mondiale ainsi que la façon dont il conviendrait d'exploiter les progrès actuels. Le Secrétaire général des Nations Unies a convoqué un Groupe de haut niveau à cet égard, et l'une des priorités avancées consiste en une « révolution des données ». Selon le panel, afin d'accélérer le rythme des améliorations, les organismes de développement et les gouvernements des pays en développement doivent disposer de davantage de données.

Peu de gens croient autant que moi au potentiel des données. En fait, j'ai rédigé la lettre annuelle de la Fondation Bill-et-Melinda-Gates en 2012 qui soulignait l'importance des mesures. D'après mon expérience, le slogan commercial « Ce qui est mesuré est fait » se vérifie. Le simple fait de suivre des indicateurs clés favorise une évolution positive de ces indicateurs. Deuxièmement, l'analyse des statistiques en termes de développement dégage des conclusions permettant d'améliorer les résultats au fil du temps. À titre d'exemple, la récente prolifération d'excellents systèmes de santé fondés sur la communauté dans les pays en développement s'explique en grande partie par la conclusion tirée des données selon laquelle le fait de détenir des travailleurs de première ligne constitue un atout.

Une fois qu'il existe un consensus sur l'importance des données et la nécessité de mener une révolution des données, la prochaine étape consiste à engager des discussions sur le contenu précis de cette révolution.

La première priorité consiste à rationaliser les processus actuels de recueil de données. À présent, la fourniture de données est extrêmement fragmentée, de sorte que les différents acteurs comptent souvent les mêmes éléments à plusieurs reprises et rechignent à recueillir d'autres statistiques d'intérêt. Il ne s'agit pas de recueillir tous les éléments d'informations possibles et imaginables

relatifs au développement économique et humain, car cela augmenterait les coûts et mènerait à saturation. Il convient d'adopter un mécanisme de coordination par lequel la communauté pour le développement et les pays en développement conviennent d'une liste restreinte d'indicateurs qu'il serait judicieux de suivre.

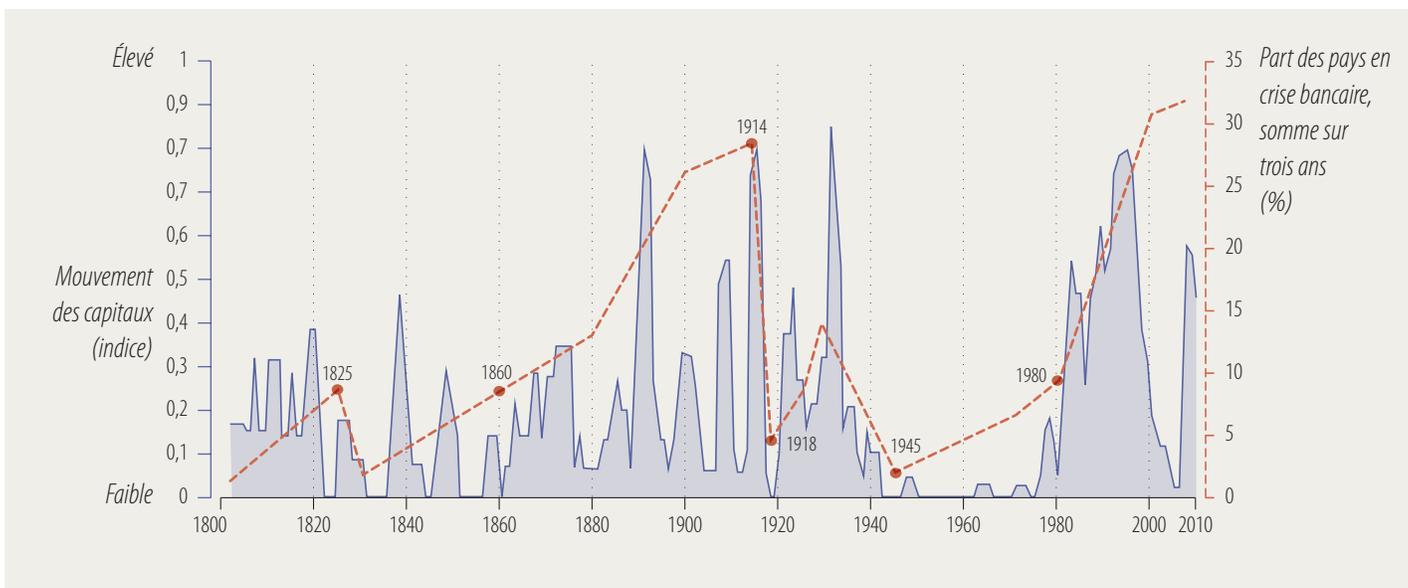
La seconde priorité consiste à miser sur la capacité des pays en développement à recueillir des données sur le long terme : les données relatives au développement ne présentent un intérêt que si elles sont utilisées par les décideurs politiques des pays. Nous ne devrions pas lancer une révolution des données en injectant des fonds afin de recueillir une mine d'informations à un moment déterminé alors que la prochaine série d'objectifs mondiaux entre en vigueur. Au lieu de cela, et afin de mener une révolution dans le temps, nous devons aider les pays à engager et former davantage d'experts et à investir dans leurs propres systèmes de suivi des données importantes pour eux lors des années à venir. Cela implique en partie d'examiner sérieusement la façon dont les technologies numériques peuvent améliorer le recueil de données dans des pays disposant de techniques obsolètes. Par exemple, le recours à un système de positionnement universel au lieu d'un mètre à ruban et d'une boussole afin d'estimer les rendements agricoles peut accélérer le travail par 10.

La troisième priorité consiste à s'assurer que les données relatives au développement humain sont largement disponibles, servent de fondement à l'élaboration des politiques publiques, et renforcent la responsabilité. Cela implique d'offrir aux citoyens, à la société civile, aux bailleurs de fonds, aux entrepreneurs et aux parlementaires un accès complet aux données gouvernementales, indépendamment de ce que ces données révèlent. Cela implique également de veiller à ce que les experts aient recours aux données disponibles afin de prendre des décisions politiques mieux informées.

L'avantage d'une révolution des données est qu'elle aura un impact sur chacune des priorités en matière de développement et de santé. S'ils disposent de données de meilleure qualité, les pays pourront davantage respecter les objectifs qu'ils se sont fixés, qu'il s'agisse de réduire le nombre de décès d'enfants, d'augmenter les rendements agricoles ou de renforcer l'autonomisation des femmes. Enfin, des données de meilleure qualité peuvent être synonymes de vie meilleure pour des milliards d'individus.

FIGURE 2.9

**Suite à la libéralisation des flux de capitaux et à une intégration financière plus poussée dans les années 1980, l'incidence des crises bancaires s'est multipliée**



Source : Reinhart 2012.

terme, notamment s'ils enclenchent un cercle vicieux caractérisé par un faible développement humain et une situation de conflit.<sup>31</sup> Les catastrophes naturelles et chocs politiques tels que sécheresses et coups d'état ont généralement un impact négatif sur le développement humain. Mais les chocs financiers tels que crises bancaires sont les facteurs les plus susceptibles de faire baisser l'IDH.<sup>32</sup> Il semble que davantage de pays sont touchés par les crises bancaires en période de circulation intense des capitaux à l'échelle internationale. Entre 1950 et 1980, lorsque le contrôle des mouvements de capitaux était monnaie courante, très peu de pays étaient victimes de crises bancaires. Mais suite à la libéralisation des flux de capitaux et à l'intégration plus poussée des marchés financiers, l'incidence des crises bancaires s'est multipliée (figure 2.9).<sup>33</sup> La crise bancaire nordique du début des années 1990, la crise financière asiatique de 1997 et la récente crise financière mondiale constituent autant d'exemples de cette instabilité croissante.

Bien que les pays les plus pauvres aient été plus épargnés par le choc financier initial de par leur intégration limitée aux marchés de capitaux mondiaux, ils ont été largement exposés aux canaux de transmission secondaires tels que la baisse de la demande externe en matière d'exportations et la réduction des investissements étrangers. Les pays en développement sont

traditionnellement moins en mesure de faire face aux grands chocs économiques et leur reprise prend généralement plus de temps. Par exemple, la volatilité de la croissance du PIB est souvent plus élevée dans les pays les plus pauvres (sauf au cours des dernières années) et le nombre d'années de profonde récession est également plus élevé pour ces derniers, en partie du fait du manque de diversification de leurs structures économiques et de leur marge d'action restreinte.<sup>34</sup>

Les crises économiques génèrent souvent chômage et difficultés de tout ordre, mais les booms économiques peuvent entraîner des inégalités susceptibles de favoriser la prochaine crise.<sup>35</sup> En effet, les inégalités peuvent à la fois être une cause et une conséquence de l'instabilité macroéconomique.<sup>36</sup> Une répartition plus juste des revenus peut stimuler la croissance économique et promouvoir une plus grande stabilité sociale et politique. Les faibles inégalités de revenus ont été associées à des périodes de croissance plus longues et donc à une durabilité économique plus soutenue.<sup>37</sup>

### Volatilité des prix des produits alimentaires

La volatilité des prix des produits alimentaires s'est convertie en une véritable menace à la sécurité alimentaire, et de ce fait au développement humain. Les prix agricoles sont par essence

FIGURE 2.10

**Les prix des produits alimentaires ont fluctué considérablement et de manière inattendue depuis 2007**



Source : FAO 2013.

**Relever le Défi Faim zéro**

Le Défi Faim zéro, lancé en 2012 à l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies, comprend deux objectifs : réduire les déchets et pertes alimentaires à zéro et bâtir un système alimentaire 100 pour cent durable. Comment y arriver ? Prenons l'exemple de l'Inde.

Il y a plus de 70 ans, le sous-continent indien a connu une grave famine dans la région du Bengale qui a entraîné le décès de plus de 3 millions d'enfants et d'adultes, hommes et femmes confondus. La population de l'Inde atteignait alors 300 millions d'habitants ; ils sont aujourd'hui plus de 1,2 milliard. En 2013, une transition historique s'est opérée en Inde, de l'état de famine de 1943 à la prise d'un engagement juridique à fournir, à très bas prix, le minimum de calories essentielles à plus de 75 pour cent de la population à partir de produits alimentaires locaux. Le défi consiste à présent à respecter cet engagement à garantir un droit à l'alimentation en période de changement climatique caractérisée par des modifications défavorables des températures, des précipitations et du niveau de la mer.

Le cas indien montre que le défi peut être relevé par la mise en place d'une stratégie reposant sur six axes :

- L'amélioration de l'état des sols et la conservation des terres de bonne qualité pour l'agriculture.
- La récupération des eaux de pluie, la recharge des aquifères et l'emploi combiné d'eaux souterraines, d'eaux de surface, d'eaux usées traitées et d'eau de mer. L'eau de mer représente 97 pour cent des ressources hydriques mondiales, et il est désormais possible d'encourager la construction de systèmes agricoles à base d'eau de mer intégrant halophytes et aquaculture.
- La diffusion de technologies adaptées et des entrants nécessaires.
- Un crédit à bas taux d'intérêt et une bonne assurance individuelle et collective.
- Une commercialisation assurée et lucrative.
- La fourniture aux petits exploitants de moyens de réalisation d'économies d'échelle via des coopératives, des groupes d'entraide, des sociétés productrices et le recours à l'agriculture sous contrat.

Grâce à un savant mélange de nutrition et d'agriculture, des remèdes agricoles peuvent être fournis contre les maladies nutritionnelles. Afin de garantir la sécurité nutritionnelle, il convient de s'intéresser également à la sous-alimentation, la carence protéino-calorique et la faim insoupçonnée

causée par la carence en micro-éléments tels que le fer, l'iode, le zinc, la vitamine A et la vitamine B12. La carence en protéine peut être atténuée par une plus grande production et consommation de légumes secs (légumineuses à grains), de lait et d'œufs. Les carences en micro-éléments peuvent être éliminées via la généralisation de cultures biofortifiées. Des variétés enrichies en micro-éléments sont disponibles pour certaines cultures telles que riz, haricots et blé. Les Nations Unies ont fait de 2014 l'Année mondiale de l'agriculture familiale et des initiatives doivent être lancées par les pays en développement afin de sensibiliser l'ensemble des exploitations agricoles aux cultures biofortifiées. Nous devrions également tâcher de former un homme et une femme dans chaque village au domaine de la nutrition afin d'en faire de véritables Combattants de la faim communautaires.

Des aspects tels que l'eau potable, l'assainissement, les soins de santé primaires et les connaissances en matière de nutrition doivent être traités afin de garantir pour tous la sécurité nutritionnelle. Mais surtout, donner la priorité à l'aide accordée aux petites exploitations familiales afin de produire et de gagner davantage constitue la meilleure façon d'éradiquer la pauvreté et la malnutrition. La loi indienne relative à la sécurité alimentaire présente certaines dispositions intéressantes qui devraient servir d'exemples. Parmi ces dispositions on retiendra celle concernant l'adoption d'une approche cycle de vie portant une attention particulière aux 1 000 premiers jours de vie d'un enfant, et celle concernant la désignation de la femme la plus âgée du foyer comme bénéficiaire des denrées alimentaires subventionnées. Ainsi, le rôle critique joué par les femmes afin de garantir la sécurité alimentaire au sein du foyer est reconnu par cette loi.

Dans la plupart des pays en développement, la sécurité des conditions d'existence de plus de 50 pour cent de la population dépend des cultures et élevages, des pêches marines et continentales, de la sylviculture et l'agroforesterie, et de l'industrie agroalimentaire et l'agroindustrie. Dans de telles conditions, si le secteur agricole est en berne, c'est toute l'activité économique qui est bouleversée. Les récentes tendances eu égard aux prix des produits alimentaires indiquent que le futur appartient aux pays producteurs de grains, et non aux producteurs d'armes.

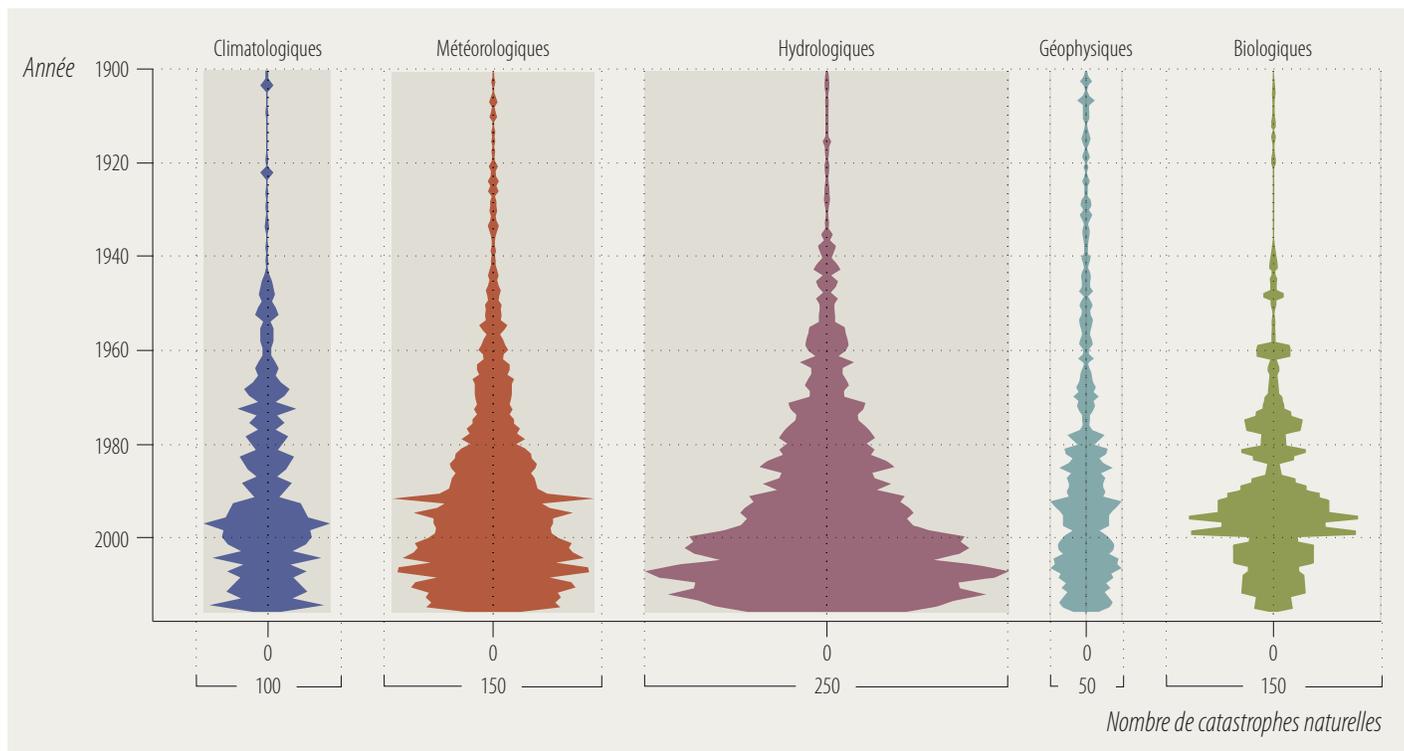
variables, mais les prix des produits alimentaires ont fluctué considérablement et de manière inattendue depuis 2007 (figure 2.10).<sup>38</sup> Des prix alimentaires élevés et volatils peuvent avoir des conséquences à long terme sur le bien-être physique et psychologique des individus, étant donné que les ménages pauvres sont contraints d'acheter des produits alimentaires moins chers et à moindre valeur nutritive, de réduire les portions consommées et même de sauter des repas. Ils peuvent également être obligés de rallonger leur journée de travail ou de faire des économies en matière de santé et d'éducation. En dépit du fait que les prix élevés profitent aux producteurs et aux pays exportateurs de denrées alimentaires, les consommateurs les plus pauvres en subissent eux de plein fouet les conséquences. De plus, une plus grande incertitude au niveau

des prix affecte également les petits exploitants et les commerçants.

Entre 1960 et 1990, les prix des produits alimentaires ont globalement décliné au fur et à mesure de l'avancée des technologies permettant aux rendements agricoles d'augmenter plus vite que la demande. Toutefois, dans un futur proche, ils devraient rester élevés et volatils. Pourquoi ? Car la croissance démographique et la hausse des revenus dans les économies émergentes et en développement permettent à la demande d'atteindre des niveaux records. L'augmentation de la demande en biocarburants joue également un rôle. Parallèlement, l'offre est restreinte de par la dégradation des sols, le changement climatique et les faibles investissements agricoles, notamment l'abandon des services de recherche et de vulgarisation. La volatilité

FIGURE 2.11

Entre 1901 et 1910, 82 catastrophes naturelles ont été recensées, et ce chiffre a dépassé les 4 000 entre 2003 et 2012



Remarque : parmi les principales sortes de catastrophes, on peut citer les températures et sécheresses extrêmes (climatologiques), les tempêtes (météorologiques), les inondations (hydrologiques), les tremblements de terre (géophysiques) et les épidémies (biologiques).  
Source : CREDES 2013.

des prix devrait continuer à grimper en raison des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents, de la financiarisation des marchés des produits de base et de la volatilité des taux de change.

## Catastrophes naturelles

Les catastrophes environnementales plus fréquentes et plus intenses détruisent des vies, les conditions de subsistance, les infrastructures physiques et les fragiles écosystèmes. Elles peuvent altérer les capacités humaines et menacer le développement humain dans l'ensemble des pays, notamment dans les pays les plus pauvres et vulnérables.<sup>39</sup> Des revenus et des statuts socioéconomiques plus élevés sont associés à une meilleure capacité d'absorption des pertes et à une meilleure résilience. Les femmes, les personnes handicapées ainsi que les minorités ethniques et raciales peuvent se retrouver davantage confrontées à des obstacles de taille lors de la phase de rétablissement en

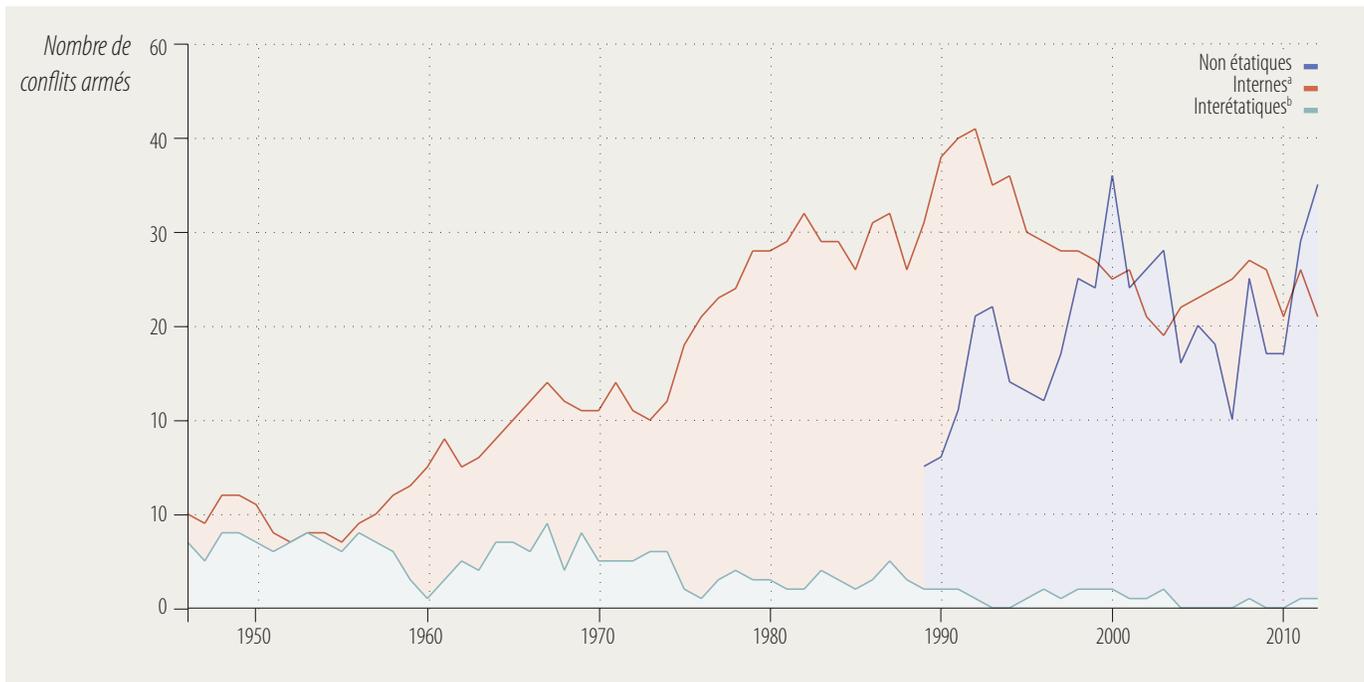
partie parce qu'elles disposent de moins d'effets personnels et d'un accès réduit aux aides.<sup>40</sup> Les enfants, les femmes et les personnes âgées sont particulièrement vulnérables.<sup>41</sup>

Les catastrophes naturelles augmentent en fréquence et en intensité. Entre 1901 et 1910, 82 catastrophes ont été recensées, et entre 2003 et 2012, ce chiffre a dépassé les 4 000. Même s'il convient de préciser que les techniques d'enregistrement sont probablement plus au point à l'heure actuelle, l'augmentation reste substantielle. L'incidence accrue des catastrophes hydrologiques et météorologiques est particulièrement préoccupante (figure 2.11). Bien que les décès liés aux catastrophes naturelles semblent décliner, le nombre d'individus touchés est en hausse.

La fréquence et la gravité des vagues de chaleur, des inondations, des sécheresses et des fortes précipitations sont liées au changement climatique. Ces extrêmes entraînent des coûts économiques et sociaux exorbitants. En outre, des données scientifiques suggèrent de plus

FIGURE 2.12

**Les conflits armés internes et non étatiques représentent la grande majorité des conflits à travers le monde**



a. Comprend les conflits internes internationalisés.

b. Comprend les conflits extra-systémiques.

Source : UCDP et PRIO 2013 ; UCDP 2013.

en plus que l'action humaine est responsable du réchauffement de l'atmosphère et des océans, de l'augmentation du niveau de la mer et de certains phénomènes climatologiques extrêmes.<sup>42</sup> Le réchauffement terrestre fait augmenter le risque d'impacts graves, généralisés et irréversibles.<sup>43</sup> Certains de ces extrêmes météorologiques pourraient être potentiellement empêchés, ou tout du moins atténués. Le changement climatique et la dégradation de l'environnement constituent les principales menaces au développement humain. Les mesures à adopter afin de réduire ces risques, y compris un accord sur les négociations portant sur le changement climatique au niveau mondial, seront essentielles afin de garantir et de pérenniser le développement humain.

### Conflits violents

Les conflits armés imposent des coûts astronomiques aux individus, communautés et pays. Outre les pertes humaines, ils anéantissent les conditions d'existence, créent une insécurité

et désorganisent les services sociaux, les institutions et les marchés. Les conflits peuvent également provoquer le déplacement de grands pans de population. À la fin 2012, environ 45 millions d'individus ont été contraints de se déplacer en raison de conflits ou persécutions (le chiffre le plus élevé depuis 18 ans), 15,4 millions d'entre eux ayant le statut de réfugiés.<sup>44</sup> Les populations déplacées qui ont quitté leur emploi, leurs biens et leurs réseaux sociaux sont particulièrement exposées aux violences, aux maladies, à la pauvreté et aux catastrophes naturelles et voient leur capacité à composer avec l'adversité réduite.

Les conflits armés internes et non étatiques représentent la grande majorité des conflits à travers le monde (figure 2.12).<sup>45</sup> Le nombre de conflits non étatiques a récemment augmenté, et en dépit du déclin du nombre de conflits internes, le nombre de conflits internes internationalisés est en hausse. Les conflits interétatiques ont baissé en raison partiellement de la fin des guerres coloniales et de la guerre froide. Les conflits armés éclatent pour différentes raisons et dans différents

contextes. Mais les lacunes en matière de développement, les doléances restées sans suite (y compris les conflits passés) et la rente des ressources naturelles constituent les traits communs de la majorité des conflits armés.

Les troubles civils ont été encouragés par une perception de plus en plus répandue selon laquelle l'élaboration de politiques n'a pas donné la priorité aux besoins des individus ou n'a pas écouté leurs revendications, ce qui constitue un appel clair à une meilleure gouvernance. Cela implique une plus grande responsabilité et réactivité des gouvernements à l'égard des préoccupations de leurs citoyens. De profondes transformations sont nécessaires, au-delà de changements gouvernementaux, comme l'a montré le Printemps arabe, afin d'ouvrir l'espace politique et d'y permettre un aménagement. Il est fort probable que la montée des tensions économiques et sociales, causée par l'augmentation des inégalités et le manque de perspectives économiques, continue à alimenter les troubles civils.<sup>46</sup>

Plusieurs facteurs mondiaux peuvent alimenter les conflits et renforcer la fragilité, tels que la criminalité transnationale organisée, les marchés internationaux d'équipements militaires et de services de sécurité, et la montée d'un extrémisme radical. S'attaquer à ces sources de vulnérabilité est essentiel afin de promouvoir la paix et le développement humain.<sup>47</sup>

Le monde a constamment été soumis à l'incertitude et l'imprévisibilité. Mais la fréquence et la gravité croissantes des chocs économiques et environnementaux menacent le développement humain. Ce qui rend indispensable l'adoption de politiques ambitieuses au niveau national et international afin de réduire la vulnérabilité des individus, des communautés et des pays et afin de renforcer leur résilience (chapitres 4 et 5).

\* \* \*

En dépit de progrès constants en matière de développement humain, de nombreux individus restent exposés aux chocs qui ébranlent leur capacité à mener une vie saine et épanouissante. Le chapitre suivant identifie des groupes de population particulièrement vulnérables aux menaces systémiques ainsi que les mécanismes via lesquels ces vulnérabilités affectent le développement humain.

**S'attaquer au changement climatique**

La réduction des vulnérabilités et le renforcement de la résilience devraient prendre en compte les impacts du changement climatique car ces derniers pourraient progressivement s'aggraver si la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) était retardée ou si elle n'était pas suffisante au regard de l'ampleur du problème. Le récent rapport du groupe de travail I, élaboré par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans le cadre du cinquième Rapport d'évaluation, énonce clairement que le réchauffement à la surface de la Terre s'est accentué lors de chacune des trois dernières décennies plus qu'au cours de chaque décennie précédente depuis 1850. Dans l'hémisphère nord, il semble que la période 1983-2012 corresponde aux 30 ans les plus chauds des derniers 1 400 ans.

Le taux d'augmentation du niveau de la mer depuis le milieu du XIXe siècle a dépassé le taux moyen des deux précédents millénaires. Entre 1901 et 2010, le niveau moyen de la mer à l'échelle mondiale a augmenté de 0,19 mètre. Selon le pire des scénarios en termes de concentration de GES, le niveau de la mer augmenterait entre 0,52 et 0,98 mètres d'ici 2100, et entre 0,58 et 2,03 mètres d'ici 2200. Cette situation mettrait clairement à rude épreuve la résilience et les capacités d'adaptation des sociétés situées dans les zones côtières de faible élévation et les petits États insulaires. Il est aussi très probable que l'augmentation du niveau de la mer accentue les tendances actuelles dans les régions côtières extrêmes en haute mer.

La durée, la fréquence et l'intensité des épisodes chauds ou vagues de chaleur augmenteront dans la majorité des zones terrestres. Sur le fondement des scénarios d'émission, le jour le plus chaud sur 20 ans correspondra désormais au jour le plus chaud sur 2 ans d'ici à la fin du XXIe siècle dans la plupart des régions. Et la fréquence des fortes précipitations ou la proportion de fortes pluies sur le total des précipitations augmentera au XXIe siècle dans bon nombre de zones du globe. Toujours selon le pire des scénarios en termes de concentration de GES, il serait possible d'avoir un océan Arctique presque exempt de glace avant 2050. De même, on estime que les températures auront augmenté de 2,6 °C à 4,8 °C en 2081-2100 par rapport à 1986-2005.

Certaines des répercussions attendues du changement climatique seront brutales et ne laisseront aucun temps d'adaptation. Une grande partie du changement climatique anthropique des émissions de CO<sub>2</sub> est irréversible sur une échelle allant du siècle au millénaire. Par exemple, en fonction du scénario, environ 15 à 40 pour cent du CO<sub>2</sub> émis resteront

dans l'atmosphère plus de 1 000 ans. Il est également pratiquement sûr que l'augmentation moyenne du niveau de la mer se poursuivra après 2100, l'augmentation liée à la dilatation thermique se poursuivra quant à elle pendant des siècles. La perte massique continue enregistrée par la calotte glaciaire consolidera l'augmentation du niveau de la mer, et une partie de cette perte massique pourrait être irréversible. Il est fort probable que le réchauffement durable supérieur à un certain seuil conduise à la perte quasi-totale de la calotte glaciaire du Groenland d'ici à 1 000 ans ou plus, provoquant une augmentation moyenne du niveau de la mer allant jusqu'à 7 mètres. Les estimations actuelles indiquent que le seuil est supérieur à environ 1 °C mais inférieur à environ 4 °C. Le quatrième Rapport d'évaluation affirmait que selon les scénarios RSSE, la population côtière pourrait passer de 1,2 milliard d'individus en 1990 à 1,8-5,2 milliards d'ici les années 2080, en fonction des hypothèses d'immigration. L'augmentation de la population mondiale ira de pair avec une augmentation du nombre d'individus menacés par l'augmentation du niveau de la mer.

Il est indispensable de prendre des mesures, par exemple en procédant par étapes ou via de véritables transformations, afin de réduire les risques d'extrêmes climatiques. La durabilité sociale, économique et environnementale peut être renforcée par la gestion des risques liés aux catastrophes et des approches d'adaptation. Une condition préalable à la durabilité dans le contexte du changement climatique consiste à s'attaquer aux causes sous-jacentes de vulnérabilité, y compris les inégalités structurelles créant et pérennisant la pauvreté et limitant l'accès aux ressources.

Les mesures d'adaptation et de réduction des risques liés aux catastrophes consistent en des mesures offrant des avantages en terme de développement dans un futur relativement proche et une réduction des vulnérabilités sur le plus long terme. Différentes approches et orientations existent afin de construire un futur durable et résilient. Toutefois, les limites à la résilience sont mises à jour lorsque les seuils et points de basculement associés aux systèmes sociaux et naturels sont franchis, ce qui pose de sérieux défis eu égard aux capacités d'adaptation. Par conséquent, l'ensemble de la société doit avoir conscience que la réduction ou l'adaptation ne serait seule en mesure de contrecarrer les répercussions du changement climatique. Réduction et adaptation sont complémentaires et leur combinaison peut diminuer les risques de changement climatique.



**« Il ne peut y avoir plus vive révélation de l'âme d'une société que la manière dont elle traite ses enfants. »**

**Nelson Mandela**

**« Il vaut mieux lancer une pierre au moment opportun que donner de l'or au mauvais moment. »**

**Proverbe persan**

# 3.

## Personnes vulnérables, monde vulnérable



Nous nous sommes tous sentis vulnérables à un moment donné de notre vie. Cependant, certaines personnes et certains groupes sont plus vulnérables que d'autres, en raison de la diversité des conditions économiques et sociales, mais aussi des étapes de la vie, à commencer par la naissance. Le présent Rapport se penche sur les personnes dont la situation présente des risques de détérioration, suite à des événements négatifs. L'objectif est d'analyser la façon dont les caractéristiques sociales et individuelles affectent la capacité de réaction des individus face à des chocs répétés et, plus généralement, à des situations de risque. Après avoir analysé en profondeur la vulnérabilité systémique et permanente, nous cherchons à savoir qui est vulnérable et pourquoi. Nous sommes ainsi conduits à analyser certains des facteurs critiques sous-jacents qui génèrent ces impacts.

Les personnes dotées de capacités générales limitées, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, ont plus de difficultés à donner un sens à leur vie. De plus, leurs choix peuvent être restreints ou entravés par des barrières sociales et autres pratiques d'exclusion. La combinaison de capacités limitées et de choix restreints<sup>1</sup> les empêche de faire face aux menaces. Lors de certaines étapes du cycle de vie, les capacités peuvent se restreindre en raison d'investissements inadéquats et d'une attention insuffisante au moment opportun, se traduisant par des vulnérabilités qui peuvent s'accumuler et s'intensifier. Il suffit de voir comment des compétences cognitives ou non cognitives mal développées chez les enfants affectent les résultats professionnels à l'âge adulte, et peuvent même être à l'origine de l'abus d'alcool ou de drogues à un stade ultérieur de leur vie.<sup>2</sup> Parmi les facteurs qui conditionnent la façon dont les chocs et les échecs sont ressentis et affrontés se trouvent les circonstances de la naissance, l'âge, l'identité et le statut socioéconomique : des facteurs sur lesquels l'individu n'a que très peu de contrôle, voire aucun.

Le présent chapitre met en lumière les vulnérabilités du cycle de vie et les vulnérabilités structurelles (ainsi que leurs relations). Il examine également la façon dont la sécurité affecte les choix et influence certains groupes plus que d'autres, en se penchant tout particulièrement sur l'insécurité des personnes.

- *Les vulnérabilités du cycle de vie* ont trait aux menaces auxquelles les individus sont confrontés à différentes étapes de leur vie, depuis l'enfance et l'adolescence, jusqu'à l'âge adulte et la vieillesse. L'étude des vulnérabilités du cycle de vie et de la formation des capacités vitales met en lumière les phases au

cours desquelles une personne risque d'être particulièrement fragile. Ces périodes peuvent limiter les capacités et aggraver la vulnérabilité si elles ne sont pas suffisamment prises en compte. Des investissements précoces et continus renforcent la formation des capacités vitales. Cette approche permet d'identifier des interventions et des politiques visant à construire la résilience humaine, laquelle sera abordée au chapitre suivant.

- *Les vulnérabilités structurelles* sont inhérentes aux contextes sociaux. Une telle approche attire l'attention sur les caractéristiques de l'individu et du groupe, notamment l'identité de groupe, associées à une vulnérabilité plus élevée dans des situations défavorables. La faible capacité à rebondir peut être reliée aux mauvais investissements réalisés dans le renforcement des capacités, non seulement à l'heure actuelle, mais tout au long du cycle de vie ; au handicap, à l'isolement géographique ou d'autres types d'isolements, ou encore aux barrières sociales qui empêchent les personnes, à capacité égale, de réaliser leur potentiel (comme la discrimination et l'exclusion des femmes).

Les normes définies par les institutions sociales configurent les capacités et les choix octroyés aux individus. Des normes comme la discrimination à l'égard de certains groupes, la faiblesse de l'État de droit et des systèmes de recours, ou encore le règlement des conflits au moyen de la violence peuvent restreindre significativement les libertés des personnes. Des facteurs structurels peuvent également plonger certaines personnes ou certains groupes dans une situation défavorable. La discrimination et l'exclusion fondées sur l'appartenance

à un groupe sont présentes dans plusieurs dimensions (participation politique, soins de santé, sécurité personnelle et éducation, pour n'en citer que quelques-unes). Elles génèrent des vulnérabilités chroniques et concurrentes parmi les minorités et d'autres groupes soumis à l'exclusion, en limitant leurs capacités et leur participation potentielle à l'ensemble de la société.

- *Violence de groupe et vies précaires.* La vulnérabilité ajoute une dimension importante à toute évaluation du développement humain et de ses progrès. Le développement humain ne se résume pas à l'élargissement des possibilités de choix. Il concerne également la sécurité inhérente à ces choix et la probabilité qu'ils existent à l'avenir. La possibilité de choisir librement peut se voir entravée par l'insécurité personnelle et la crainte de la violence. La violence restreint les choix et les libertés à travers les dommages physiques et les menaces, et elle prospère dans les pays avec des États faibles, une gouvernance limitée et des institutions sociales inexistantes. La violence est également associée à des niveaux de pauvreté et d'inégalité élevés. Les femmes, de même que les minorités sexuelles, ethniques et religieuses (et d'autres groupes et communautés faisant l'objet d'une discrimination sociale) sont davantage soumises à l'insécurité personnelle et aux menaces de violence, perçues ou réelles.

La cohésion sociale constitue un élément déterminant dans la façon dont les individus et les communautés réagissent aux chocs persistants et profonds. L'absence de cohésion sociale, accompagnée d'inégalités élevées, menace les réalisations du développement humain en dénaturant les institutions et en érodant les bases du contrat social.<sup>3</sup> Au-delà d'un certain seuil, les inégalités exacerbent la recherche de rente, ce qui entrave la croissance, ralentit la réduction de la pauvreté et limite la qualité de l'engagement social et politique. L'inverse est également vrai, car les activités de recherche de rente débouchent sur l'augmentation des inégalités.<sup>4</sup> Ces dernières freinent également le développement humain en réduisant les investissements dans des services sociaux et des biens publics de base, et en accroissant l'instabilité politique.<sup>5</sup> Des sociétés plus solidaires et favorisant l'égalité

sont plus performantes dans la plupart des aspects du développement humain, notamment pour ce qui touche aux réactions face aux menaces et aux défis.<sup>6</sup> Les personnes se sentent davantage en sécurité lorsque les États fonctionnent et que la cohésion sociale est renforcée par la protection de tous les droits et l'évolution positive des normes qui favorisent la tolérance et l'ouverture. Ces États ont souvent des institutions sociales solides qui ménagent un espace aux individus et aux groupes pour qu'ils se sentent en sécurité lorsqu'ils expriment leurs inquiétudes, revendiquent leurs droits à l'assistance et à la protection, et constituent des alliances pour l'action collective.

## Capacités vitales et vulnérabilités du cycle de vie : cumul et interdépendance

Les capacités sont bâties tout au long de la vie et si elles ne sont pas alimentées et entretenues, elles stagnent. La plupart des vulnérabilités des personnes (et leurs forces) sont le résultat d'une histoire personnelle où les conséquences du passé affectent la situation présente et les moyens de l'affronter.<sup>7</sup> La formation des capacités vitales présente deux caractéristiques.

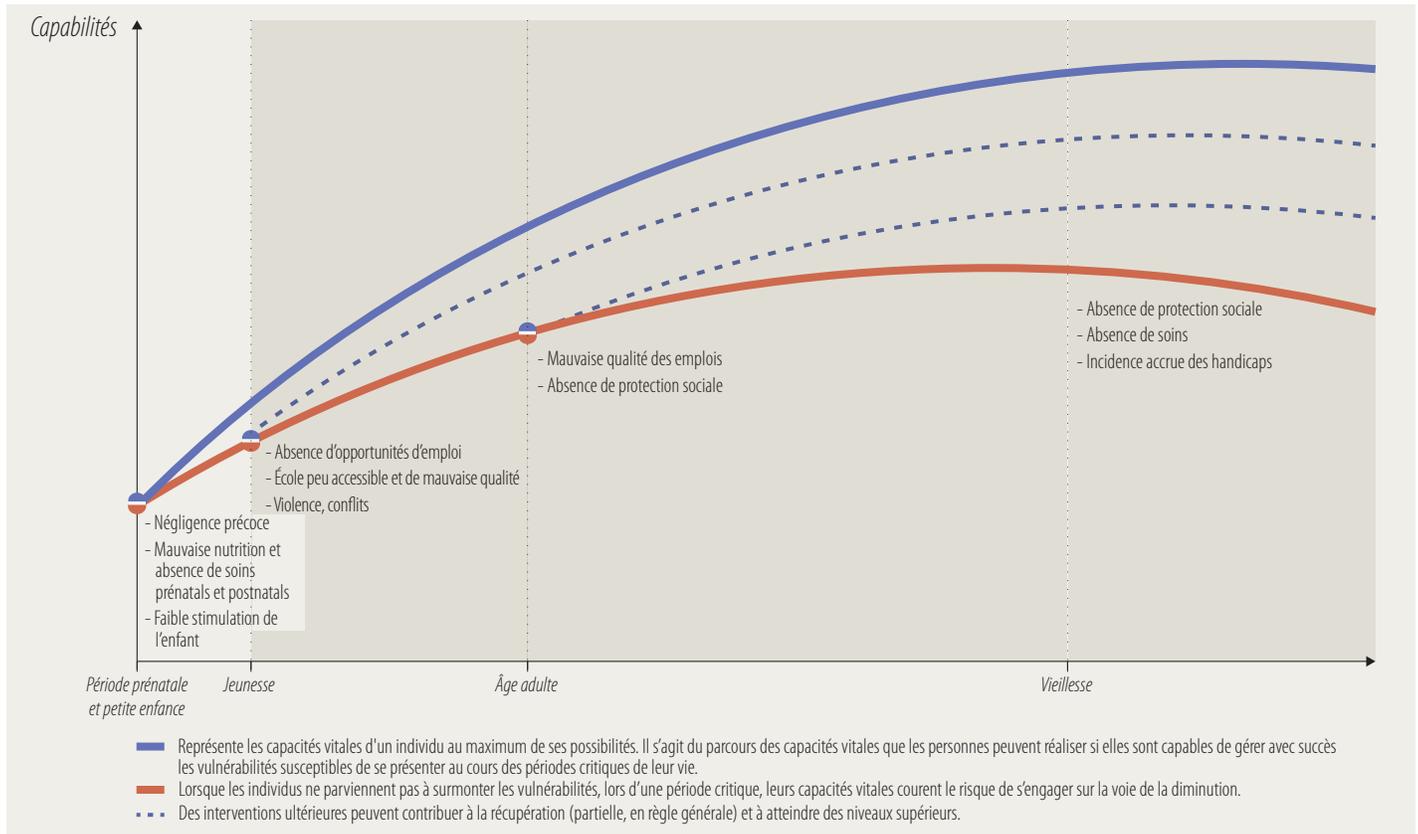
- Tout d'abord, quelle que soit l'étape de la vie, les capacités vitales sont affectées par les investissements réalisés lors des étapes précédentes. Elles le sont également par l'interaction entre l'environnement immédiat, la communauté et la société.
- Ensuite, les chocs à court terme ont généralement des conséquences sur le long terme. Les individus ne disposent pas toujours de la capacité de rebondir automatiquement après ce qui semble n'être qu'un choc transitoire (hystérèse). Par exemple, un revers subi au cours de l'enfance peut avoir de graves répercussions tout au long de la vie d'une personne, notamment en ce qui concerne la conservation d'un emploi, les incertitudes liées au passage du temps et la transmission de ces vulnérabilités à la génération suivante. Certains effets sont réversibles, mais pas tous<sup>8</sup>, car la réversibilité dépend du contexte et ne réduit pas nécessairement les coûts.<sup>9</sup>

En cas d'investissements précoces dans les capacités vitales, les perspectives d'avenir

Les investissements précoces dans les capacités vitales améliorent les perspectives d'avenir

FIGURE 3.1

**Les investissements précoces dans les capacités vitales améliorent les perspectives d'avenir**



Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain.

sont meilleures (voir la ligne continue de couleur bleue de la figure 3.1). Mais l'inverse est tout aussi vrai : l'absence d'investissements continus et opportuns peut compromettre gravement la capacité des individus à réaliser leur potentiel de développement humain total (voir la ligne continue de couleur rouge de la figure 3.1). Une intervention ultérieure peut contribuer à la récupération (partielle, en règle générale), et à atteindre des niveaux supérieurs de développement humain (voir les lignes en pointillés de couleur bleue de la figure 3.1).

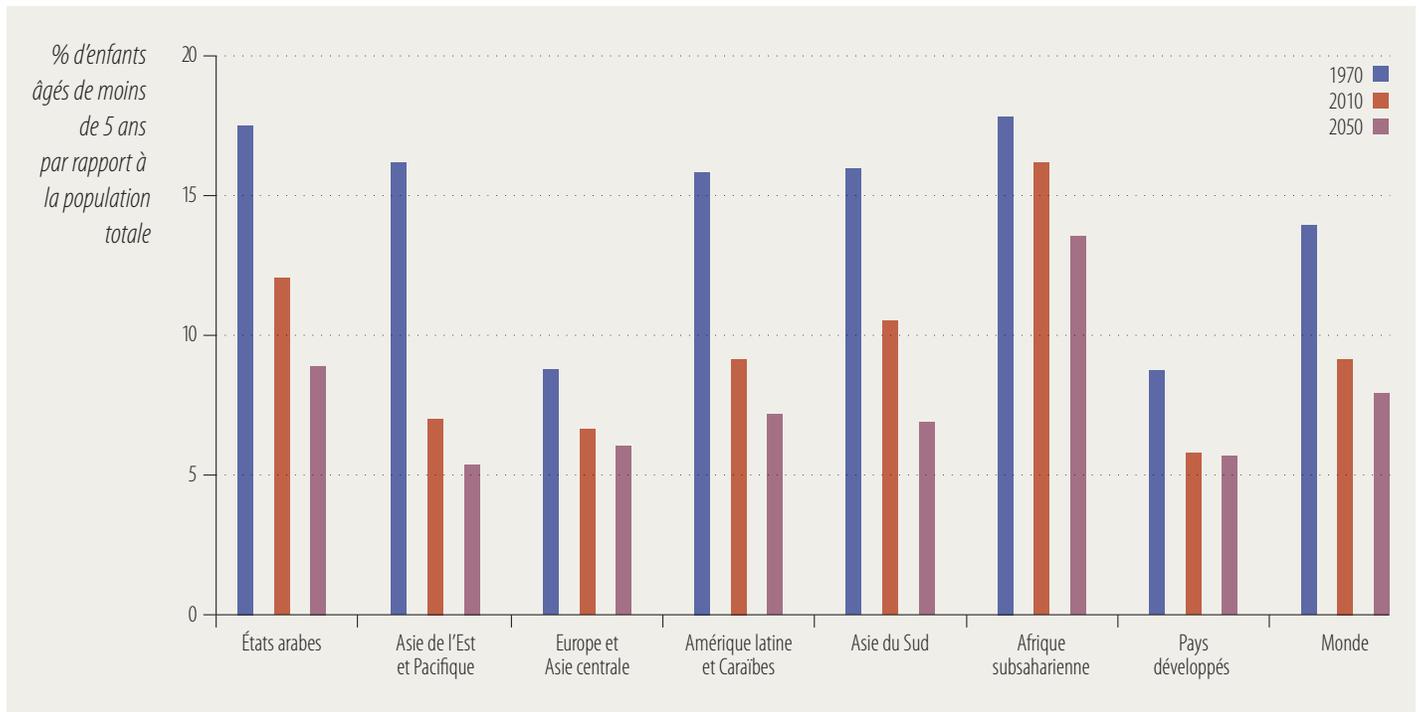
Les vulnérabilités structurelles, résultant de facteurs comme le genre, l'origine ethnique et les inégalités entre groupes (voir la rubrique suivante) ont un impact sur les dynamiques du cycle de vie, plaçant certains groupes, notamment les enfants, les jeunes, la main-d'œuvre et les personnes âgées dans des situations de risque important. La transmission intergénérationnelle de la vulnérabilité de parents défavorisés à leurs enfants en constitue un exemple. Cette

interaction est influencée par le contexte social et le facteur humain. Les personnes qui ne subissent pas passivement les crises disposent d'une capacité accrue de façonner leur propre destin. Ce rôle actif de l'individu et de la collectivité est plus facile à assumer dans des sociétés qui ménagent aux citoyens un espace pour exprimer leurs opinions, leurs inquiétudes et prendre des décisions raisonnées sur le genre de vie qu'ils veulent mener.

La mesure dans laquelle la population peut collaborer avec les États ou agir directement pour la réduction des vulnérabilités va au-delà de la démocratisation au sens institutionnel du terme. En effet, même en démocratie, l'accapement du système politique par les élites peut réduire la portée du débat public et les opportunités d'examen critique des valeurs et des priorités d'une société.

FIGURE 3.2

Les régions présentant les plus grandes tranches de population d'enfants âgés de moins de 5 ans sont l'Afrique subsaharienne, les États arabes et l'Asie du Sud



Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, selon Lutz et KC (2013).

### Petite enfance : bâtir des fondations solides pour briser le cycle de la pauvreté intergénérationnelle

La petite enfance est une étape fondatrice, une occasion unique de résoudre les inégalités précoces et d'atteindre un développement économique et social durable et inclusif (encadré 3.1). À l'échelle de la population mondiale, le nombre d'enfants âgés de moins de 5 ans s'élève à 659 millions (9,1 pour cent de la population totale). Les régions présentant la proportion la plus élevée d'enfants sont l'Afrique subsaharienne (16,2 pour cent), les États arabes (12 pour cent) et l'Asie du Sud (10,5 pour cent ; figure 3.2). D'ici 2050, la part mondiale devrait chuter jusqu'à 7,9 pour cent, la baisse la plus importante se situant en Asie du Sud (jusqu'à 6,9 pour cent). D'ici 2050, seuls les États arabes et l'Afrique subsaharienne présenteront une proportion d'enfants de moins de 5 ans supérieure à la moyenne.<sup>10</sup>

À travers la prestation de soins de santé de base, une nutrition appropriée, et une stimulation adaptée dans un environnement

chaleureux, les interventions réalisées dès la petite enfance permettent de consolider la progression des enfants dans l'école primaire, leur permanence dans l'école secondaire et une entrée réussie dans l'âge adulte débouchant sur leur insertion dans le monde du travail.<sup>11</sup>

Les événements de l'enfance affectent le développement des circuits cérébraux, les interactions dynamiques gènes-environnement et la programmation des systèmes immunitaire, neurologique et endocrinien. Ceci a des implications pour le déroulement ultérieur du développement humain.<sup>12</sup> Tant la structure des compétences (capacités de résistance et compétences cognitives et non cognitives) que leur processus de formation sont fortement influencés par les circuits neuronaux qui se développent à partir des interactions dynamiques entre les gènes et les environnements et les expériences de la petite enfance. En d'autres termes, l'impact de l'environnement sur les individus varie en fonction de leur patrimoine génétique, et ce dernier produit différents résultats en fonction de l'environnement.<sup>13</sup> Cette interaction obéit à des règles hiérarchiques

**Développement humain et développement de la petite enfance**

Les recherches les plus récentes liées au développement humain dans les domaines de l'économie, de la psychologie et des neurosciences nous permettent de mieux appréhender la façon dont nous devenons ce que nous sommes. Le présent Rapport offre une orientation sur la façon dont ce savoir devrait guider les politiques.

Une vie épanouie repose sur des capacités multiples. Les décideurs politiques doivent dépasser le point de vue unidimensionnel consistant à mesurer le développement humain en fonction des résultats des tests de niveau, notamment le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) et prendre en compte une gamme beaucoup plus étendue de compétences essentielles à la vie.

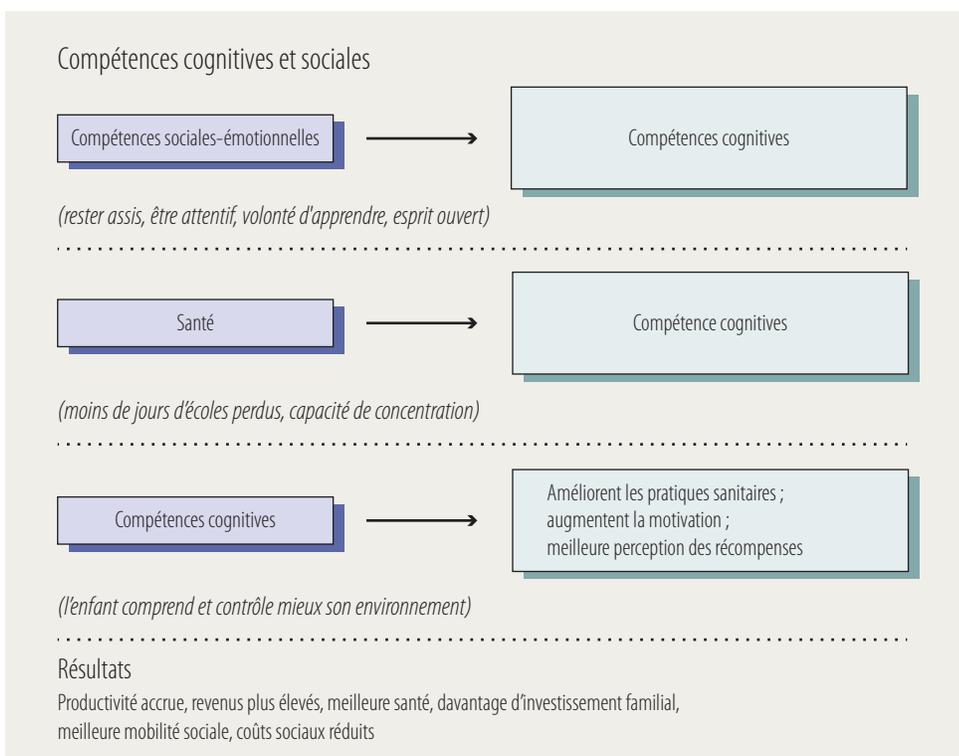
Les premières années de vie sont essentielles pour la création des capacités humaines. Les décideurs politiques doivent donc agir en sachant que les compétences engendrent plus de compétences, que les vies épanouies reposent sur des fondations solides et que les principales lacunes en matière de compétences émergent avant l'entrée à l'école des enfants. Le présent Rapport offre des orientations sur les stratégies efficaces en matière de développement humain, depuis le ventre de la mère jusqu'à la vieillesse.

Les investissements dans le développement de la petite enfance peuvent jouer un rôle crucial dans la réduction de l'impact du hasard de la naissance sur le cours de la vie. Les investissements les plus productifs favorisent les compétences parentales, l'attachement et les interactions entre les parents et les enfants. L'art d'être parents a beaucoup plus de valeur que l'argent. Un enfant favorisé économiquement, mais soumis à un comportement parental de faible qualité est plus désavantagé qu'un enfant vivant dans un milieu économiquement précaire, mais dont les parents s'occupent et l'orientent correctement.

La nouvelle science sur la petite enfance montre que ce qui est socialement juste peut être économiquement efficace. Une vie de famille enrichie de compléments de qualité élevée visant à optimiser les interactions parents-enfants et stimuler les enfants offre des bénéfices économiques hautement rentables. La qualité du développement de la petite enfance peut constituer un apport important à une stratégie de développement économique nationale réussie.

FIGURE 3.3

**Les compétences cognitives, sociales, émotionnelles et langagières sont interdépendantes, car elles sont façonnées par des expériences précoces et contribuent toutes à la formation des capacités tout au long de la vie**



Source : Heckman 2013.

dans une série d'événements, de sorte que les acquisitions ultérieures sont fondées sur les fondations posées en amont.

Les compétences cognitives, sociales, émotionnelles et linguistiques sont interdépendantes en ce sens qu'elles sont façonnées par des expériences précoces et qu'elles contribuent toutes à la formation des capacités tout au long de la vie (figure 3.3).<sup>14</sup> Par conséquent, les problèmes de la petite enfance (notamment la pauvreté socioéconomique, les soins mal appliqués et les comportements parentaux déficients) tendent à être associés à des difficultés survenant à l'âge adulte, y compris des troubles chroniques. Des études réalisées en Nouvelle-Zélande et aux États Unis ont mis au jour des liens entre les mauvais traitements subis pendant l'enfance et d'autres difficultés incluant une vaste gamme de problèmes de santé, notamment : maladies coronariennes, pression sanguine élevée, diabète de type 2, obésité et cancer, outre des problèmes mentaux et comportementaux tels que la dépression, l'alcoolisme, le tabagisme et l'abus d'autres substances.<sup>15</sup>

Les enfants et les jeunes du monde entier sont exposés à d'innombrables risques. Ils sont tous extrêmement vulnérables aux conséquences d'un accès problématique aux soins de santé ou à l'éducation, à l'eau potable ou à des installations sanitaires, ou encore aux aliments.<sup>16</sup> Plus l'exposition à des conditions difficiles ou à la pauvreté se prolonge, plus le système de réaction du corps au stress est lourdement sollicité.<sup>17</sup>

Néanmoins, ce serait une erreur de penser que les capacités sont définies une fois pour toutes. Plusieurs capacités, tant cognitives que non cognitives, se développent de façon continue à partir des premières années, dans diverses situations d'apprentissage, pour accroître les connaissances et les performances. Il existe une interaction entre bon nombre de ces processus.<sup>18</sup> Par exemple, la motivation scolaire ne stimule pas seulement les résultats, mais réduit les probabilités de consommation de drogue et d'alcool, tous deux associés à la criminalité. L'amélioration des traits de caractère, comme la motivation scolaire, peuvent stimuler l'apprentissage, lequel stimule à son tour la réalisation personnelle. En revanche, les comportements agressifs, antisociaux ou illicites peuvent conduire au crime et affecter négativement les résultats sur le marché du travail.<sup>19</sup>

Trop souvent, la pauvreté vient perturber le développement normal de la petite enfance. Dans les pays en développement, plus d'un enfant sur cinq vit dans une pauvreté de revenu absolue et devient vulnérable à la malnutrition.<sup>20</sup> Dans les pays en développement (où vivent 92 pour cent des enfants), 7 enfants sur 100 ne survivent pas au-delà de 5 ans, 50 ne sont pas enregistrés à la naissance, 68 ne reçoivent aucun enseignement préscolaire, 17 n'entrent jamais à l'école primaire, 30 souffrent de retard de croissance et 25 vivent dans la pauvreté.<sup>21</sup> Une alimentation inadéquate, des installations sanitaires insuffisante et une hygiène inappropriées augmentent le risque d'infections et de retard de croissance : près de 156 millions d'enfants victimes de dénutrition et d'infections accusent un retard de croissance.<sup>22</sup> La malnutrition est la cause de 35 pour cent des décès provoqués par la rougeole, la malaria, la pneumonie et la diarrhée.<sup>23</sup> L'impact est majeur si les privations ont lieu pendant la petite enfance.<sup>24</sup> Les enfants sont également touchés si leur mère est pauvre, peu éduquée, ou souffre de dépression ou de niveaux de stress élevés, que ce soit en raison de la violence, des mauvaises conditions de logement ou encore de l'absence de services.

En raison de l'absence d'une alimentation de base, de soins de santé et d'une stimulation favorisant une croissance saine, beaucoup d'enfants pauvres entrent à l'école sans les ressources nécessaires pour apprendre convenablement. Ils obtiennent donc des résultats médiocres, redoublent et sont davantage susceptibles d'abandonner l'école. Pour les enfants qui survivent, la pauvreté et la dénutrition à l'âge préscolaire entraîne la perte de plus de deux années d'éducation. Dès l'âge de 6 ans, ou avant son entrée à l'école, un enfant pauvre est déjà en situation défavorable (figure 3.4).<sup>25</sup> Les écarts en matière de compétences se creusent vite. Par exemple, l'apprentissage du vocabulaire commence très tôt dans la vie. Aux États-Unis, les compétences verbales d'enfants de 36 mois diffèrent significativement selon leur milieu socioéconomique, et ces différences, ou trajectoires, dans les compétences verbales sont toujours présentes à l'âge de 9 ans (encadré 3.1).<sup>26</sup> Les enfants issus de milieux défavorisés apprennent plus lentement si leurs

parents sont peu éduqués. En Colombie et au Mexique, la fluidité verbale et sémantique est fortement associée à l'éducation des parents.<sup>27</sup>

Une interaction enfant-adulte positive dès les premières années de vie est essentielle pour le développement du cerveau et ne dépend pas nécessairement du niveau de revenu.<sup>28</sup> En fait, la communication entre les parents et leurs enfants, ainsi que leur sensibilité à l'égard des besoins de ces derniers peut limiter les effets d'un statut socioéconomique modeste sur le développement cognitif et socioémotionnel.<sup>29</sup>

Les crises économiques peuvent également perturber le bon déroulement de l'éducation des enfants, en particulier lorsque leurs parents perdent leur emploi. La crise indonésienne de 1998 a provoqué une baisse de 5 à 8 points de pourcentage de la scolarisation des enfants de 13 à 14 ans<sup>30</sup>, et la crise des pays de l'ex-Union soviétique et d'Asie centrale a réduit la scolarisation de 3 à 12 points de pourcentage.<sup>31</sup>

Un faible niveau d'instruction entraîne la transmission des vulnérabilités de génération en génération, et limite les chances d'apprentissage de ces enfants et leurs perspectives d'emploi futur.<sup>32</sup> La pauvreté et la dénutrition à l'âge préscolaire s'associent à une perte de revenu supérieure à 30 pour cent.<sup>33</sup> Les conditions

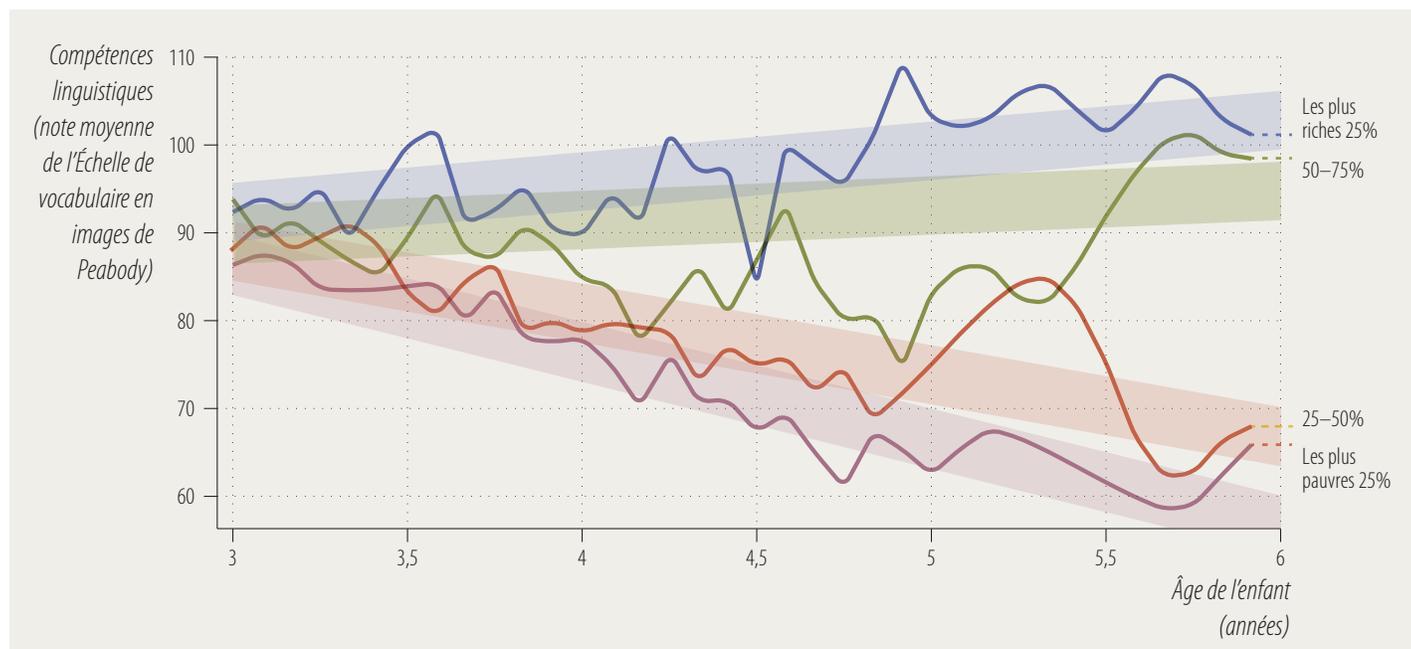
de vie avant l'âge de 18 ans, notamment les vulnérabilités structurelles comme la pauvreté et l'inégalité de groupe, comptent pour moitié dans les inégalités de gains au cours d'une vie.<sup>34</sup>

Le développement au cours de la petite enfance est également perturbé par la violence, la négligence et les conflits. Les enfants de la bande de Gaza présentent trois fois plus de problèmes émotionnels et comportementaux qu'un enfant Canadien de la classe moyenne.<sup>35</sup> Par ailleurs, les enfants témoins de violences conjugales exercées sur leur mère ont davantage de chances de devenir victimes de violences ou agresseurs.<sup>36</sup>

Les enfants souffrant d'un handicap et ceux qui sont psychologiquement ou cognitivement vulnérables présentent un risque d'abus sexuel élevé<sup>37</sup> – notamment ceux vivant dans des communautés où le chômage et l'abus de substances sont omniprésents – ou encore les enfants abandonnés, victimes du trafic de personnes ou obligés de travailler hors de leur foyer.<sup>38</sup> Les enfants élevés dans des institutions peuvent subir des privations importantes qui endommagent leur développement cérébral.<sup>39</sup> Les écoles elles-mêmes peuvent être des sources d'insécurité. De fait, lorsque les parents ont des craintes pour la sécurité physique et sexuelle de leurs filles, ils sont plus enclins à les retirer de l'école.<sup>40</sup>

FIGURE 3.4

Comme illustré par le cas de l'Équateur, les enfants pauvres présentent déjà un retard de vocabulaire dès l'âge de 6 ans



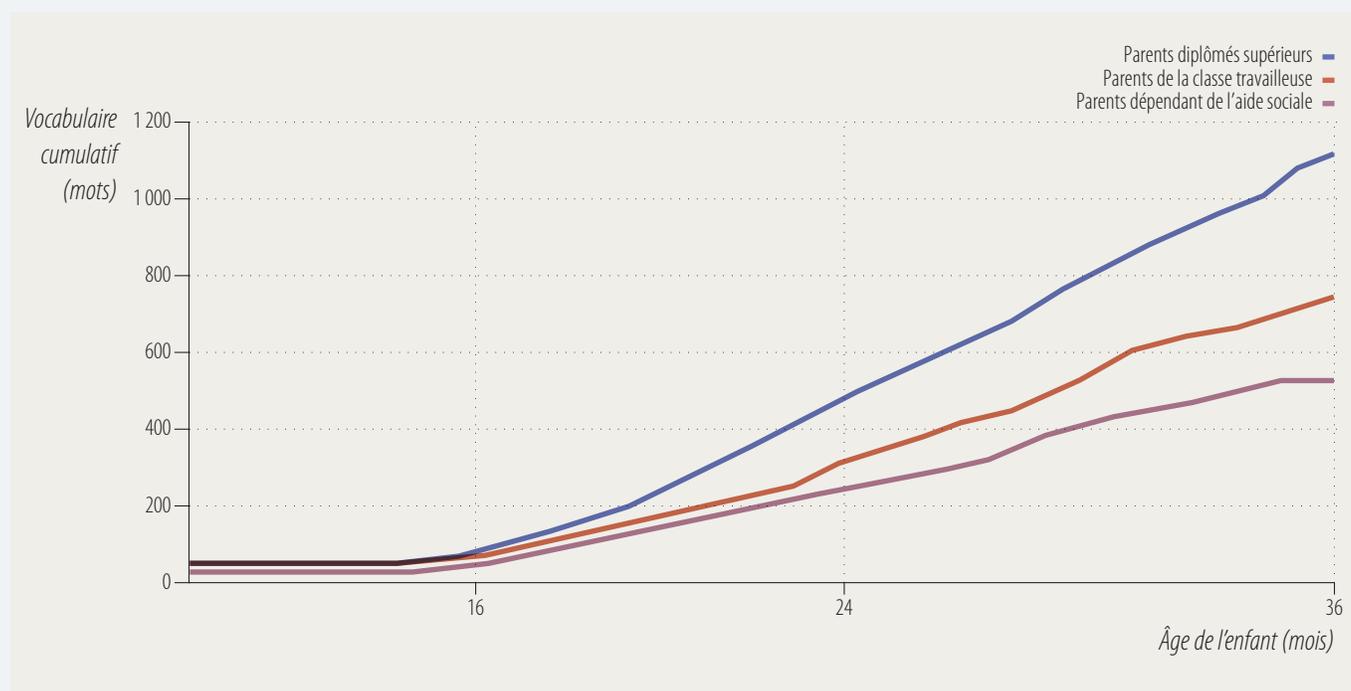
Source : Paxson et Schady 2007.

**Différences significatives : 30 millions de mots supplémentaires**

L'exposition précoce des enfants au langage fait la différence par rapport au statut familial et au niveau de revenu. Les études menées aux États-Unis mettent en lumière l'importance de bonnes interactions et stimulations parents-enfants, en particulier pour les enfants issus de milieux défavorisés, ainsi que le rôle critique joué par les familles et les communautés (voir le tableau et la figure). La réussite des enfants dépend de la qualité du milieu familial dès la naissance.

**Expériences lexicales cumulatives des enfants aux États-Unis**

Statut socioéconomique de la famille	Mots entendus par heure	Mots entendus avant l'âge de 4 ans
Familles vivant de l'aide sociale	616	13 millions
Classe travailleuse	1 251	26 millions
Cadres	2 153	45 millions

**Les écarts se creusent très tôt avant l'entrée à l'école – vocabulaire**

Source : Hart et Risley 1995.

Les enfants ont davantage de chances de se développer positivement si l'on atténue les pires effets de la pauvreté et du dénuement, et si l'on parvient à briser le cycle de la pauvreté intergénérationnelle.

**Gérer les vulnérabilités pendant la jeunesse**

La jeunesse (de 15 à 24 ans) est une période de transition clé, pendant laquelle les enfants apprennent à s'intégrer à la société et au monde du travail.<sup>41</sup> De nombreux pays connaissent une augmentation du nombre de jeunes. La population jeune mondiale s'élève à 1,2 milliards de personnes (17,6 pour cent de

la population totale) et les régions avec la plus grande proportion de jeunes sont l'Afrique subsaharienne (20,2 pour cent), les États arabes (19,6 pour cent) et l'Asie du Sud (19,6 pour cent). D'ici 2050 la proportion de jeunes dans la population mondiale devrait chuter jusqu'à 13,8 pour cent. L'Asie de l'Est et Pacifique devraient connaître la chute la plus importante (de 17,3 pour cent en 2010 à 10,7 pour cent en 2050).<sup>42</sup> Les données nationales montrent également que la proportion de jeunes dans la population totale devrait chuter dans la plupart des régions en 2050 (carte 3.1).

Les gouvernements doivent offrir des opportunités d'emploi suffisantes pour les jeunes ou courir le risque d'affronter des

troubles politiques et sociaux. Les récents bouleversements sociaux révèlent que le décalage entre une jeunesse de plus en plus instruite et des opportunités d'emploi toujours plus restreintes peut conduire à l'aliénation et au désespoir. Les projections de l'Organisation mondiale du travail concernant la création d'emploi au

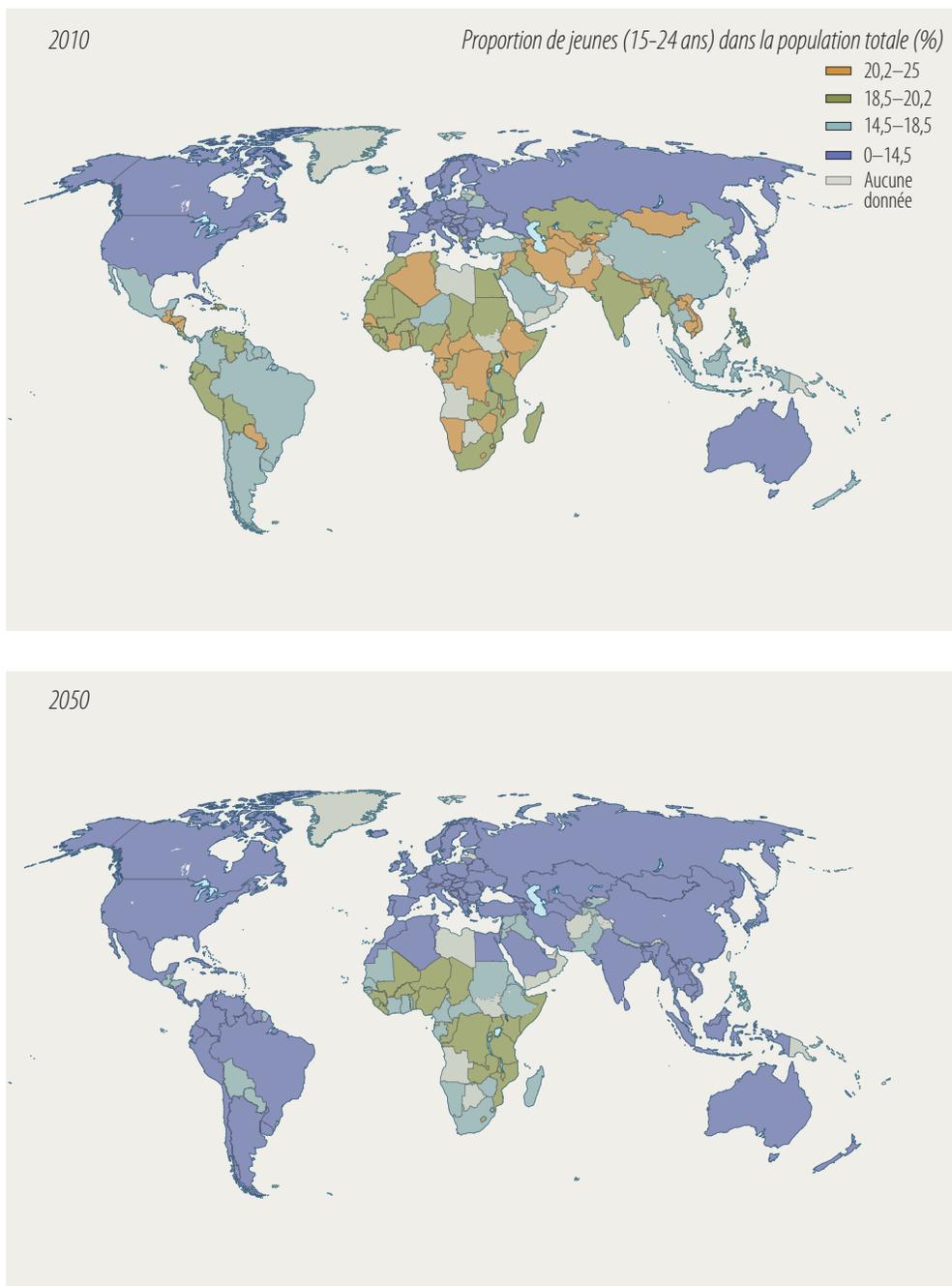
Moyen-Orient sont peu encourageantes, ce qui pourrait provoquer un décalage accru entre les débouchés et les aspirations.<sup>43</sup>

Partout dans le monde, les jeunes sont particulièrement vulnérables à la marginalisation sur le marché du travail, car ils manquent d'expérience, de réseaux sociaux, de capacités

Les récents bouleversements sociaux révèlent que le décalage entre une jeunesse de plus en plus instruite et des opportunités d'emploi toujours plus restreintes peut conduire à l'aliénation et au désespoir

CARTE 3.1

**La proportion de jeunes dans la population totale devrait chuter dans la plupart des régions entre 2010 et 2050**



Remarque : ces cartes sont stylisées et ne respectent pas l'échelle. Elles ne reflètent pas un avis du Programme des Nations Unies sur le développement sur le statut juridique d'un pays ou d'un territoire ou la délimitation d'une frontière.  
 Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, selon Lutz et KC (2013).

pour la recherche d'emploi et de moyens financiers pour en trouver. Ils ont donc de grandes chances de se retrouver au chômage, sous-employés ou soumis à des contrats précaires. Le taux de chômage des jeunes est généralement supérieur à celui des adultes et plus sensible aux chocs macroéconomiques.<sup>44</sup> En 2012, le taux de chômage des jeunes à l'échelle mondiale était estimé à 12,7 pour cent, presque trois fois celui des adultes.<sup>45</sup> En cas de crise, les jeunes ont davantage de chances de se retrouver sans emploi que les adultes, et l'écart entre les taux de chômage chez les jeunes et chez les adultes reste important, même après la récupération de l'économie.<sup>46</sup>

De nombreux défis sociaux et économiques auxquels la jeunesse est actuellement confrontée, notamment le chômage, doivent être appréhendés en fonction de l'interaction entre des tendances démographiques uniques et des contextes économiques spécifiques.<sup>47</sup> Au cours des 40 dernières années, en raison du fort déclin des taux de fertilité,<sup>48</sup> la part de la jeunesse dans la population totale a augmenté dans de nombreux pays en développement, créant une forte augmentation de la population jeune. Cette situation constitue une opportunité de stimulation du développement humain, car la main-d'œuvre est renforcée<sup>49</sup> par des travailleurs plus instruits et potentiellement plus productifs. Cependant, les opportunités d'emplois productifs n'ont pas suivi l'augmentation de la main-d'œuvre jeune. Actuellement, le taux de chômage élevé parmi les jeunes entraîne une perte considérable de potentiel de développement humain, ce qui non seulement fait peser une menace sur l'économie<sup>50</sup>, mais augmente également les risques de troubles sociaux, de violence et de criminalité.<sup>51</sup>

Des politiques ambitieuses sont indispensables pour répondre aux attentes des jeunes sur le marché du travail. Dans le cas d'un scénario de « politique ambitieuse », le chômage des jeunes serait inférieur à 5 pour cent en 2050<sup>52</sup>, grâce au double effet du nombre réduit de jeunes intégrant le monde du travail et d'une croissance économique plus forte. Les hétérogénéités régionales restent néanmoins importantes. Dans le cas d'un scénario où « rien ne bouge », l'écart continuerait à se creuser, en particulier en Afrique subsaharienne.<sup>53</sup> Cependant, la mise en œuvre de politiques ambitieuses (politiques éducatives accélérées et croissance économique

rapide) permettrait de combler l'écart entre l'offre et la demande de jeunes travailleurs en Asie du Sud et de le réduire en Afrique subsaharienne (figure 3.5). En Asie du Sud, l'écart serait comblé vers 2050, grâce au double effet des politiques éducatives et des dynamiques de population (menant à la réduction du nombre de jeunes intégrant le marché du travail), et d'une croissance économique plus élevée. Pour réduire l'écart en Afrique subsaharienne, des politiques supplémentaires visant à augmenter l'intensité d'emploi de la croissance sont nécessaires.

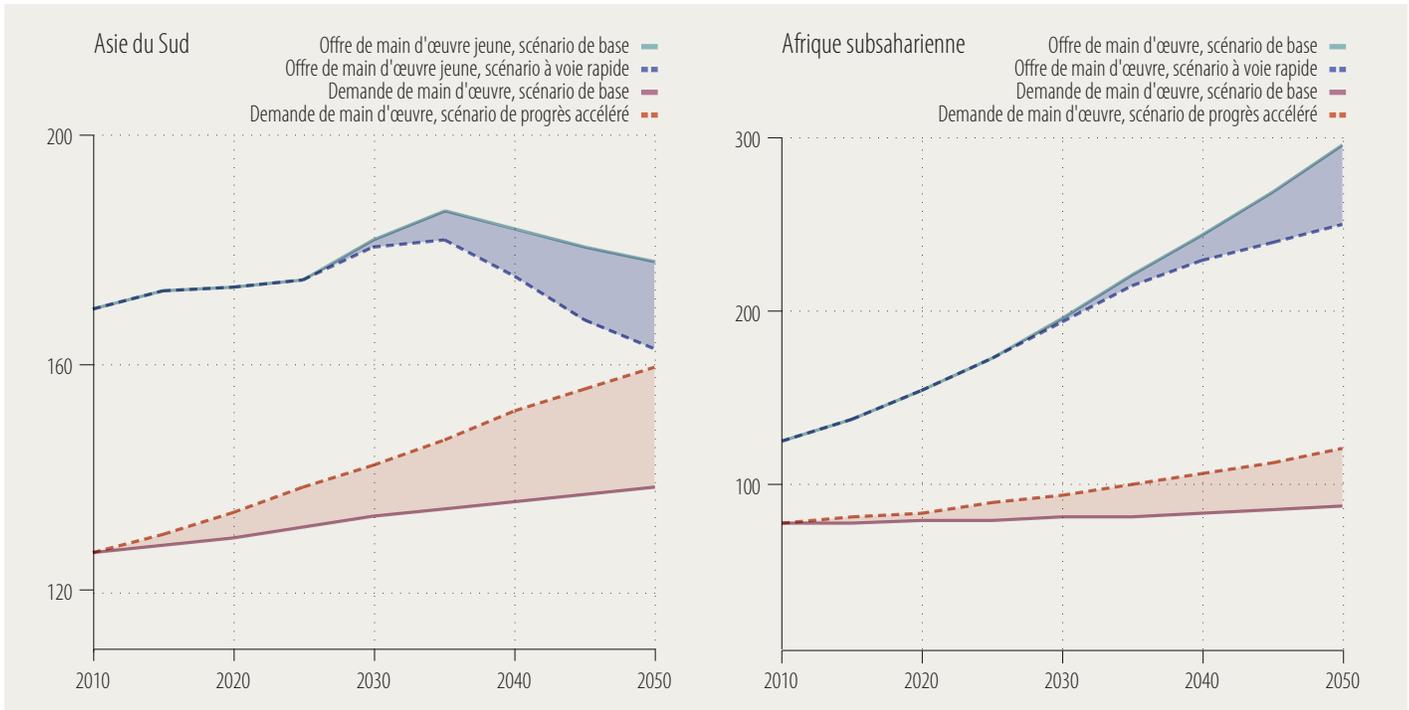
Les jeunes sont également vulnérables en raison des changements qu'ils subissent au niveau physique, cognitif, social, sexuel et émotionnel. Par exemple, les adolescents courent le risque de se retrouver déscolarisés et sans travail, avec les effets de limitation que cela comporte sur leur engagement à l'égard de la société. Certains sont contraints à un travail forcé, d'autres sont soumis au trafic sexuel ou deviennent des migrants sans papiers. Ces situations sont façonnées par l'environnement socioéconomique. Dans de nombreux pays, les jeunes constatent une limitation de leurs possibilités de choix en raison de l'insécurité économique, l'évolution technologique, les troubles politiques, les conflits (encadré 3.2) et le changement climatique. Tous ces éléments s'associent pour transformer l'enthousiasme et l'esprit d'entreprise en frustration et désespoir.

Les transitions sociales des jeunes dépendent également de facteurs structurels plus larges, notamment la pauvreté, le genre et les inégalités, ainsi que les pratiques locales. Dans certaines régions, les changements sociaux et l'extension de l'enseignement scolaire modifient et réduisent les possibilités de passage des jeunes à l'âge adulte. Par exemple, les jeunes gens se marient et ont des enfants plus tard.

L'investissement précoce dans le cycle de vie s'avère efficace pour améliorer les résultats obtenus par les adolescents dans leur vie ultérieure. Mais, si une pauvreté substantielle survient dans la petite enfance, les pertes à long terme sont très probables.<sup>54</sup> Une étude récente a analysé les réponses d'adolescents de 15 ans ayant souffert une pénurie alimentaire à l'âge de 12 ans. Au Pérou, ils avaient 60 pour cent de probabilités de présenter un indice de masse corporelle sain ; en Éthiopie et dans l'état indien de l'Andhra Pradesh, leurs acquis cognitifs

FIGURE 3.5

**Des politiques éducatives accélérées et une croissance économique rapide permettraient de combler l'écart entre l'offre et la demande de jeunes travailleurs en Asie du Sud et de le réduire en Afrique subsaharienne entre 2010 et 2050**



Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, selon Lutz et KC (2013) et Pardee Center for International Futures (2013).

étaient faibles ; au Viet Nam et dans l'état de l'Andhra Pradesh, ils déclaraient un mauvais état de santé ; et en Éthiopie et au Pérou, ils déclaraient un bien-être subjectif négatif.<sup>55</sup>

En général, les opportunités sont plus nombreuses dans les zones urbaines.<sup>56</sup> Dans l'Andhra Pradesh, 25 pour cent des jeunes des zones rurales ne vont plus à l'école, alors qu'ils sont 15 pour cent dans ce cas dans les zones urbaines. Les filles sont requises pour le travail au foyer ou dans les champs, alors que les garçons sont déscolarisés, soit pour exercer un travail rémunéré, soit parce que l'école est perçue comme peu importante ou de faible qualité. Les jeunes des castes et tribus répertoriées étaient deux fois plus susceptibles de quitter l'école. Les familles urbaines disposent également d'un choix plus étendu de centres éducatifs.<sup>57</sup>

Les inégalités de genre conditionnent l'expérience scolaire des jeunes. Dans l'Éthiopie rurale, les filles de 15 ans du quintile de richesse le plus bas obtiennent une moyenne de 2,1 sur 20 au test de mathématiques, alors que les garçons du même âge obtiennent une moyenne

de 7,4. Dans le Viet Nam rural, les filles de 15 ans obtiennent une moyenne de 9,4 alors qu'elle atteint 18,1 pour les garçons du même âge.<sup>58</sup>

Le début de la puberté suscite d'autres vulnérabilités, avec des ramifications différentes pour les garçons et les filles.<sup>59</sup> L'une des inquiétudes majeures concerne la grossesse des adolescentes, laquelle comporte des risques médicaux pour la mère et l'enfant, augmente la dépression maternelle et diminue le niveau d'instruction de la mère, ainsi que son statut professionnel.<sup>60</sup> Une grossesse prématurée présente également des implications pour les jeunes garçons, leur imposant des obligations financières et sociales qu'ils ne sont pas encore en mesure d'assumer.<sup>61</sup> Des inquiétudes similaires portent sur les mariages précoces, souvent arrangés pour les jeunes gens dont les possibilités économiques et sociales sont limitées.<sup>62</sup> Cependant, dans la plupart des régions du monde, le mariage des jeunes filles est arrangé en vue d'assurer leur subsistance matérielle et celle de leurs familles. La pratique des mariages précoces tend à perdurer lorsque les options économiques et sociales des jeunes femmes sont limitées.

**Somalie : conflit et exclusion de la jeunesse**

Les conflits augmentent significativement la pauvreté, l'exclusion et les doléances. Ils sont alimentés par le sous-développement et la pauvreté, provoquent une répartition inégale des pouvoirs, augmentent les inégalités entre les groupes et se traduisent par des exclusions multiples et une concurrence farouche pour les ressources. En Somalie, la jeunesse subit l'exclusion dans trois dimensions : socioculturelle, économique et politique, à quoi s'ajoute l'absence de débouchés. Elle devient ainsi à la fois victime et source de conflits. Piégée entre le conflit et la pauvreté, elle se retrouve sans travail et sans voix. Pour saisir le degré de pauvreté et de frustration de la jeunesse et mettre en lumière son potentiel d'énergie et de volonté de changement, le rapport de 2012 intitulé *Rapport national sur le développement humain en Somalie : autonomiser la jeunesse pour la paix et le développement* a permis aux jeunes de faire entendre leur opinion sur la situation qu'ils vivent.

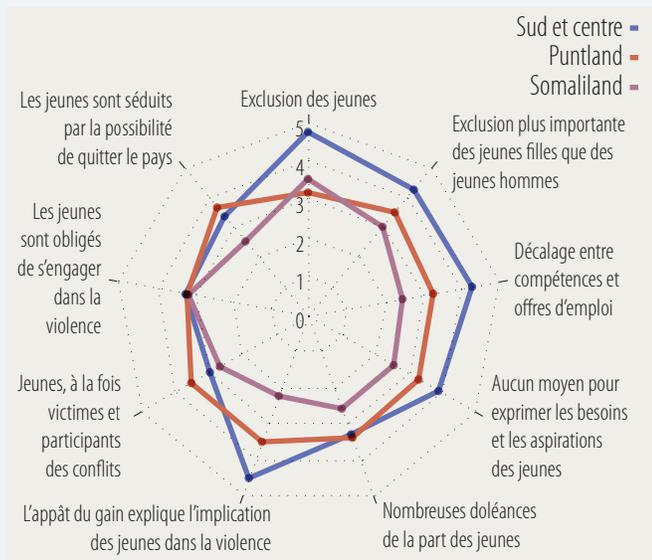
Dans toutes les régions de la Somalie, les jeunes gens endurent une rupture entre l'enseignement et les opportunités d'emploi qui les empêche d'atteindre l'autonomie économique et sociale (voir la figure). Ils constatent également que leurs possibilités de participer à la société ou d'exprimer

leurs besoins et aspirations sont réduites. Ce sentiment est particulièrement profond dans la Somalie du sud et du centre, la région la plus affectée par les conflits. Face à l'absence de possibilités d'expression, de choix et d'options, les jeunes s'engagent dans la voie de la violence et du conflit. Les raisons ne sont pas uniquement financières, elles sont liées à un besoin de sécurité personnelle ou d'identité, de statut ou de revanche.

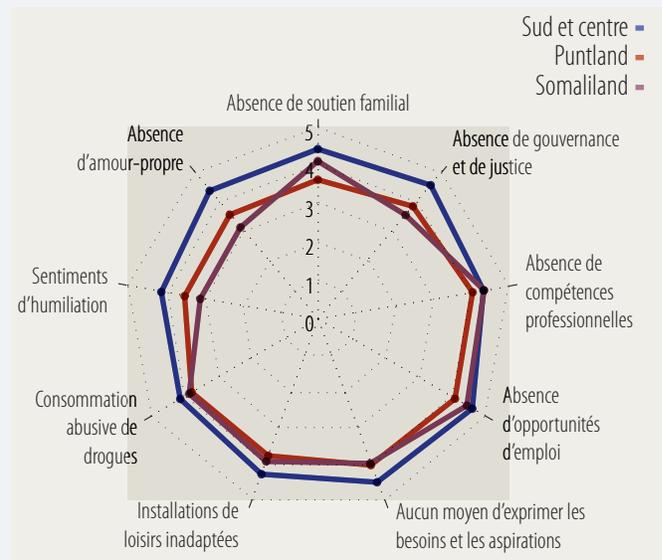
La combinaison de ces éléments se traduit par un nouvel indice de frustration de la jeunesse, la Somalie obtenant 3,96 points sur 5 (où 5 représente la frustration maximale). L'absence de compétences professionnelles, d'opportunités d'emploi, de possibilités d'expression et d'activités ludiques constituent les causes de frustration les plus importantes. Il est donc clair que les jeunes se sentent dévalorisés et exclus de nombreux secteurs de la société.

Malgré ces défis auxquels ils sont confrontés, les jeunes Somaliens nourrissent toujours des espoirs et des aspirations pour l'avenir, reflétant ainsi l'importance de leur donner les moyens de s'exprimer dans leur société et de leur accorder un rôle dans la construction de la paix.

Perceptions de l'exclusion parmi la jeunesse et stratégies d'adaptation



Frustration de la jeunesse et causes sous-jacentes



Source : PNUD 2012e.

Ces coutumes locales et pratiques socioculturelles, entre autres, conditionnent le passage social des jeunes gens à l'âge adulte. Par exemple, les jeunes hommes peuvent avoir des obligations intergénérationnelles qui conditionnent leurs transitions sociales, notamment les soins aux parents âgés.

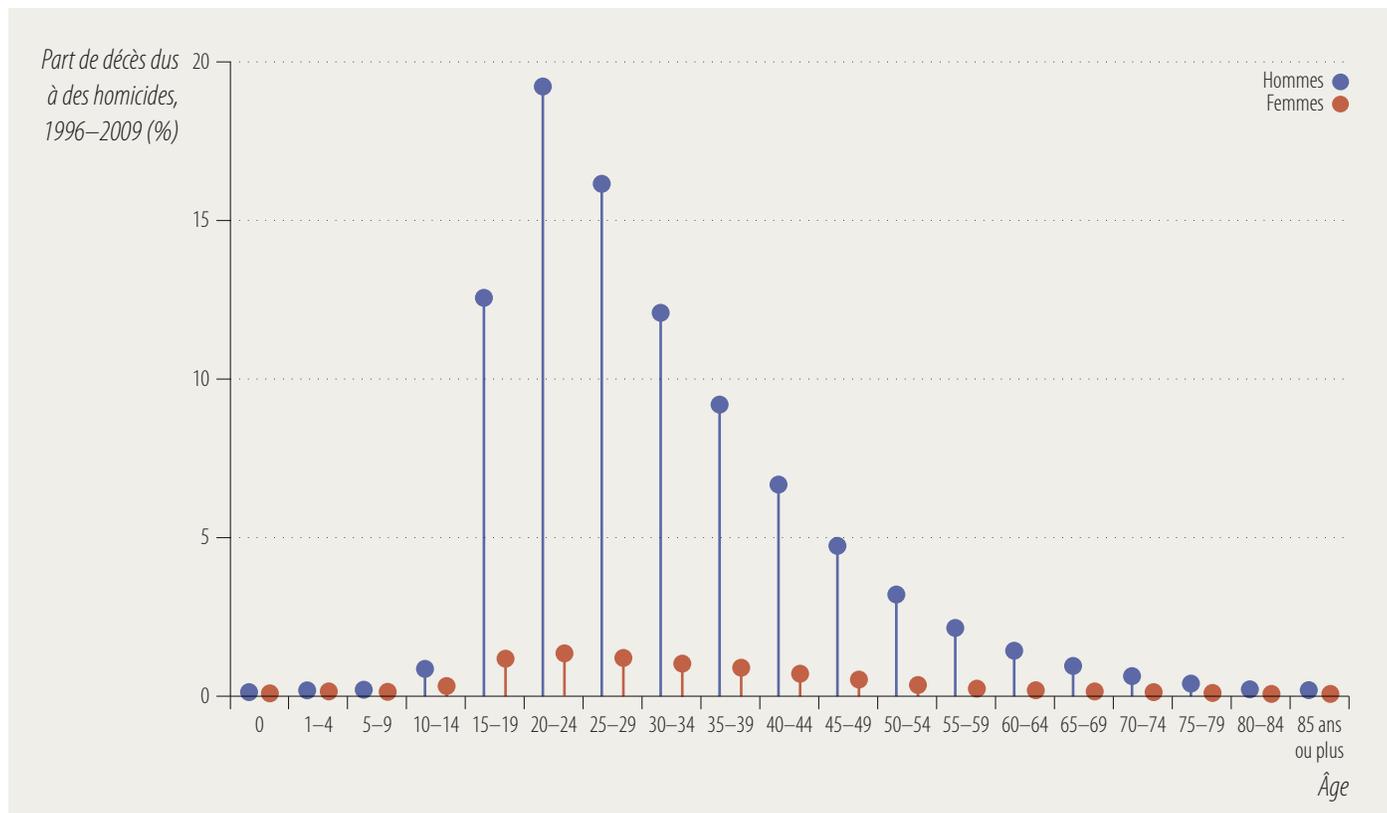
Par ailleurs, les jeunes adultes sont particulièrement vulnérables à la violence,<sup>63</sup> laquelle peut mener à l'exclusion, au désespoir, à une vie sans but et, surtout parmi les jeunes filles, à une angoisse accrue, à la dépression et à au stress post-traumatique.<sup>64</sup> Si l'on considère le taux d'homicides, le problème est plus important

en Amérique latine, où il est supérieur à 70 pour 100 000.<sup>65</sup> Pour chaque jeune personne tuée, on estime à 20 ou 40 de plus le nombre de ceux souffrant de blessures demandant un traitement médical. Le taux d'homicides, plus élevé chez les hommes de 15 à 29 ans, tend à décliner avec l'âge, alors que chez les femmes, les taux bien que plus bas ne changent pas pendant le cycle de vie (figure 3.6).<sup>66</sup>

Les jeunes gens courent tout particulièrement le risque de coercition ou de manipulation dans le cadre d'une activité criminelle par les gangs et les groupes criminels gérés par des adultes. Dans un environnement présentant un taux de

FIGURE 3.6

**En Amérique latine et dans les Caraïbes, le taux d'homicide chez les hommes, plus élevé entre 15 et 29 ans, tend à diminuer avec l'âge, tandis que chez les femmes, il est inférieur, mais pratiquement immuable**



Source : PNUD 2013b.

chômage élevé, les gangs offrent une occupation, un sens d'identité et d'appartenance, et une plate-forme pour protester contre la société.

### Âge adulte et emploi : plus qu'une simple question d'argent

Les adultes sont censés pourvoir à leur besoins et à ceux de leur familles, à travers un travail rémunéré ou pas. Ceux qui occupent un emploi sont souvent considérés comme moins vulnérables. Ils sont néanmoins nombreux à affronter des conditions d'emploi précaires ou le chômage. En 2012, plus de 200 millions d'adultes dans le monde entier étaient au chômage. Les emplois précaires représentent plus de la moitié des emplois totaux et sont particulièrement élevés en Asie du Sud-Est (61 pour cent), Asie du Sud (77 pour cent) et Afrique subsaharienne (77 pour cent).<sup>67</sup> Même ceux qui occupent un emploi n'échappent pas à la réalité des très bas salaires. Selon les estimations, en 2011,

397 millions de personnes âgées de 15 ans et plus occupaient un emploi, mais vivaient dans des foyers avec moins de 1,25 \$ par personne et par jour. Les régions présentant le taux le plus élevé de travailleurs pauvres en proportion de l'emploi total se trouvent en Asie du Sud (25,7 pour cent) et en Afrique subsaharienne (41,7 pour cent).<sup>68</sup>

Le travail représente davantage qu'un salaire. L'emploi, tout particulièrement un emploi décent, est associé à la dignité et au statut social, ainsi qu'à stabilité et à la solidarité des communautés et des sociétés. Les emplois stables sont bénéfiques pour la société, car ils permettent aux travailleurs d'engranger de l'expérience, des connaissances et de la productivité, ce qui améliore les performances économiques.<sup>69</sup> Le plein emploi contribue également à la cohésion sociale, surtout dans ce sens qu'il améliore le bien-être des jeunes filles. L'augmentation du taux d'occupation parmi les femmes permet de modifier les perceptions de leur « valeur » et stimule les investissements

## Reconnaître la dignité du travail

Dans le monde actuel, défendre la dignité du travail est une tâche ardue et toujours inachevée. La pensée économique dominante considère le travail comme un coût de production, lequel, dans une économie globale, doit être aussi bas que possible pour rester compétitif. Dans ce contexte, les travailleurs sont considérés comme des consommateurs qui en raison de leurs bas salaires doivent bénéficier d'un accès facilité au crédit, afin de stimuler la consommation et accumuler d'énormes dettes. Il n'est jamais question de la signification sociale du travail en tant que fondement de la dignité de la personne, source de stabilité et de développement pour les familles ou comme facteur contribuant à la paix des communautés. Telle est la signification d'un « travail digne ». Il s'agit de ne pas oublier que nous parlons de politiques affectant la vie d'êtres humains, et qu'il ne s'agit pas juste d'une question de chiffre d'affaires. C'est la raison pour laquelle la Constitution de l'Organisation internationale du travail établit que « le travail n'est pas une marchandise ».<sup>1</sup> Nous savons également que la qualité du travail détermine de multiples façons la qualité d'une société. Nous devons commencer par aider les travailleurs pauvres à sortir de la pauvreté et des emplois informels pour accéder à des moyens d'existence de qualité et à des emplois indépendants ou formels. Nos politiques devraient donc répondre à cet objectif : permettre aux personnes d'accéder à des emplois toujours meilleurs, avec des salaires suffisants, respectueux des droits du travail, sans discriminations et favorisant l'égalité des genres. Elles doivent également favoriser la mise en œuvre d'organisations syndicales et de négociations collectives, la protection sociale universelle, des retraites adéquates et l'accès aux soins de santé. Des millions d'être humains nous répètent la même chose dans le monde entier : « Donnez-moi une chance d'obtenir un emploi décent et je m'occupe du reste. Je ne demande pas la charité. » Cela prendra plus longtemps et exigera des mesures différentes dans les pays en développement et dans les pays développés, mais toutes les sociétés doivent relever des défis liés au travail digne, en particulier dans le cadre de la crise mondiale qui continue à nous hanter.

Pourquoi est-ce si difficile ? Les explications politiques et historiques sont nombreuses et convergentes, mais un facteur reste crucial : parmi les valeurs du monde actuel, le capital passe avant le travail. Les signes de cet état de fait sont omniprésents, depuis l'accroissement inacceptable des inégalités jusqu'à la réduction de la part des salaires dans le PIB. Nous devons réfléchir ensemble sur les implications pour la paix sociale et la stabilité politique, notamment ceux qui bénéficient des avantages actuels. Le pape Jean-Paul II nous l'a rappelé : « Tout le monde doit se mettre au travail, afin que le système économique dans lequel nous vivons ne renverse pas la priorité fondamentale du travail sur le capital, du bien public sur les intérêts privés. » Gandhi disait : « Tous les besoins peuvent être satisfaits, mais pas toute la cupidité. »

Cependant, les choses évoluent. Comme le montre le présent Rapport, beaucoup de pays émergents et en développement ont démontré une capacité d'autonomie politique accrue dans l'élaboration de leurs réponses à la crise, prêtant une attention particulière au chômage et à la protection sociale. Les politiques qui ont provoqué la crise ont surévalué la capacité d'auto-régulation des marchés, sous-évalué le rôle de l'État, des politiques publiques et des régulations, dévalué le respect de l'environnement, la dignité du travail et des

services sociaux, ainsi que le rôle de la protection sociale dans la société. Elles ont favorisé un modèle de croissance non durable, inefficace et injuste. Nous commençons à peine à fermer ce cycle politique, mais sans disposer d'alternatives toutes prêtes pour le remplacer. Nous entrons dans une période sans doute assez longue d'incertitude, sans aucune source claire de leadership politique mondial : une période où il faudra nous débrouiller tant bien que mal, plutôt que de prendre des décisions politiques fortes au niveau mondial. Il s'agit d'une opportunité politique exceptionnelle et d'un défi intellectuel pour le système des Nations Unies. La première étape consisterait à se fédérer autour d'une vision mondiale pour l'après-2015, avec des objectifs de développement durable, pour initier un nouveau cycle politique et définir ce que le monde devrait être après la crise. Et au-delà des Nations Unies, nous devons être à l'écoute. Les sociétés troublées et vivant dans l'insécurité sont trop nombreuses. Que ce soit dans les sondages et les élections, dans les rues et les mouvements sociaux de plus en plus nombreux, un message clair est lancé aux dirigeants des gouvernements et des entreprises : « Vos politiques ne fonctionnent pas pour la majorité d'entre nous ».

Voilà pourquoi ce Rapport insiste de manière récurrente sur le rôle essentiel du plein emploi, de la protection sociale universelle et de la voie vers un travail décent. Il se base sur le consensus atteint lors de la réunion qui a rassemblé le plus grand nombre de Chefs d'État et de gouvernement dans l'histoire des Nations Unies. Le sommet de 2005 a débouché sur la déclaration suivante : « Nous sommes résolument en faveur d'une mondialisation équitable et décidons de faire du plein emploi et de la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif, les objectifs fondamentaux de nos politiques nationales et internationales en la matière et de nos stratégies nationales de développement. »<sup>2</sup> Par conséquent, au moins sur le papier, l'engagement est pris dans des termes clairs et précis.

Je souhaiterais finir en donnant un exemple des changements nécessaires et à propos desquels je crois que le consensus est général. Des investissements forts dans l'économie réelle, plus ou moins conséquents, accompagnés de leur capacité importante de création d'emplois, doivent prendre la place des opérations financières en tant que moteurs de l'économie mondiale. L'expansion des profits à court terme sur les marchés financiers, et le petit nombre d'emplois qu'ils créent, a détourné les ressources de l'horizon à plus long terme des entreprises durables dans l'économie réelle. Le monde regorge de liquidités qui doivent se convertir en investissements productifs à travers des cadres réglementaires permettant de garantir que les institutions financières jouent leur rôle fondamental de canaliser l'épargne vers l'économie réelle. De plus, l'augmentation la part des salaires dans le PIB, avec des taux d'inflation raisonnables, stimulera la demande réelle et constituera une source de croissance pour le développement durable. Passer des engagements en faveur de politiques de salaire minimum à une distribution des gains de productivité et des profits beaucoup plus équitable devrait constituer un bon point de départ.

Rêves ou réalité potentielle ? Nous le verrons, mais il ne fait aucun doute que les luttes politiques et sociales tourneront autour de ces questions dans les années qui viennent.

## Notes

1. OIT 2010a. 2. ONU 2005.

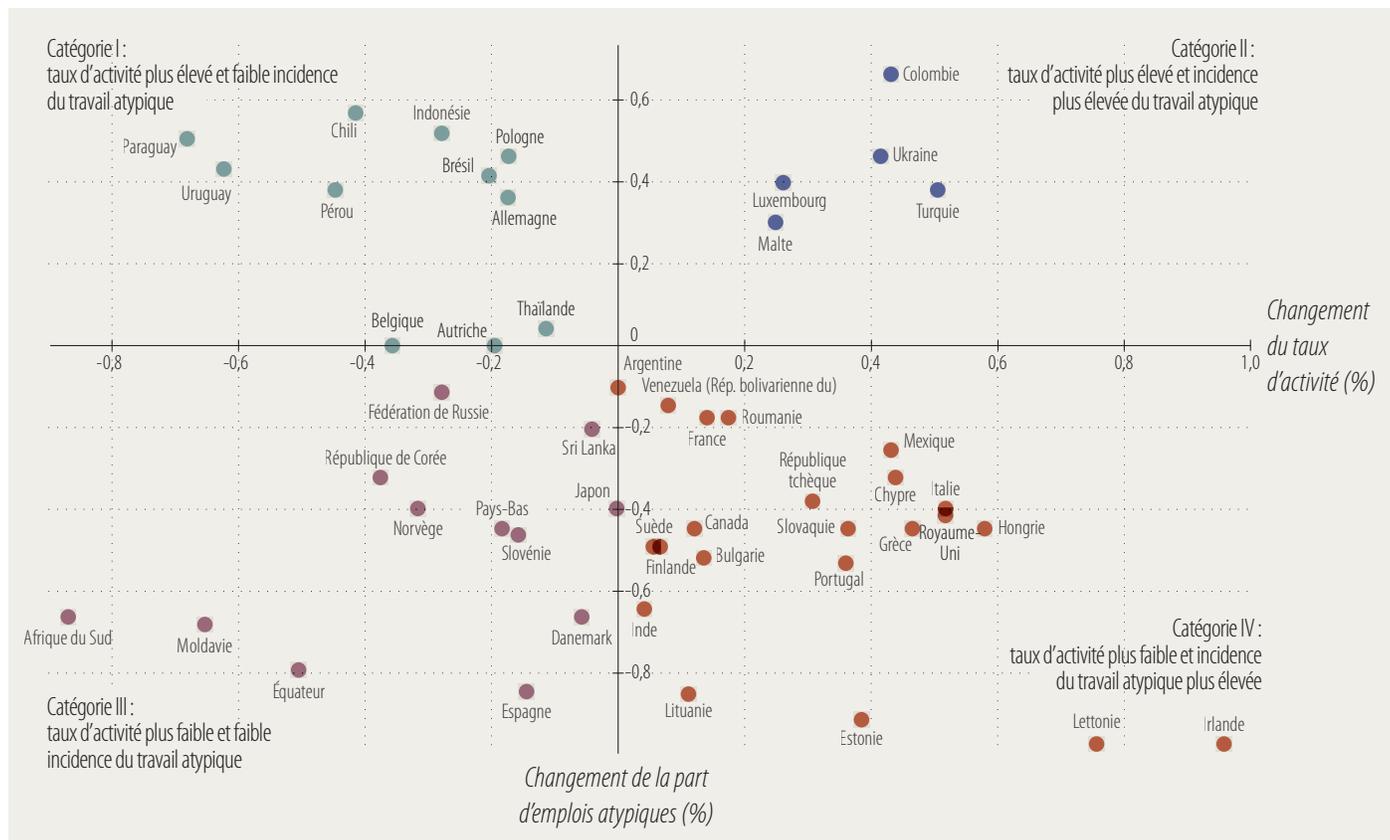
dans leur éducation et leur santé. Elle permet également de réduire la pauvreté.

La récente crise économique a plongé de nombreux travailleurs dans des périodes de chômage relativement longues. Depuis le

dernier trimestre 2007, dans une majorité des 42 pays avec des données disponibles, une proportion élevée de chômeurs étaient sans emploi depuis 12 mois ou plus.<sup>70</sup> Même lorsque les récessions économiques sont brèves, les

FIGURE 3.7

Dans la plupart des pays avec des données disponibles, les emplois atypiques ont augmenté entre 2007 et 2010, alors que le taux d'emploi général a baissé



Source : OIT 2012c.

individus peuvent rester « marqués » et en subir les conséquences négatives à long terme. Dans les pays développés, la perte d'un emploi se traduit par une réduction des revenus de 10 à 25 pour cent, et ce déclin peut se prolonger sur 5 à 20 ans.<sup>71</sup> Des pertes de revenus importantes, résultant de suppressions d'emplois imprévues, ont été également constatées dans les pays en développement,<sup>72</sup> où les crises économiques ont des effets profondément négatifs sur les revenus, la consommation des ménages et la pauvreté.<sup>73</sup>

Outre la perte de revenus, l'absence d'emplois décents peut avoir de graves conséquences. Les angoisses provoquées par les licenciements et les périodes de chômage peuvent réduire l'espérance de vie en raison de problèmes de santé, notamment les accidents cardiovasculaires ou les crises cardiaques.<sup>74</sup> Les périodes de chômage sont également associées à des taux élevés de dépression et d'alcoolisme.<sup>75</sup> Et il existe également un problème de

discrimination sexuelle. Au Royaume-Uni, les femmes âgées de 60 ans et plus ont davantage de probabilités de gagner moins que les hommes du même âge, et celles dont le statut est inférieur ou qui travaillent à temps partiel ont une retraite plus faible.<sup>76</sup>

De nombreux travailleurs pauvres occupent des emplois atypiques : temps partiel involontaire et contrats temporaires dans les pays avancés, emploi informel dans les pays en développement. Dans l'idéal, le taux d'emploi augmente et le nombre d'emplois atypiques diminue au fil du temps (voir les pays de la figure 3.7, catégorie 1). Néanmoins, entre 2007 et 2010,<sup>77</sup> la majorité des pays avec des données disponibles ont vu une augmentation tant du taux de chômage que des emplois atypiques (voir les pays de la figure 3.7, catégorie 4).<sup>78</sup>

Les emplois informels, un défi à part entière pour les pays en développement, constituent plus de 40 pour cent de l'emploi total dans deux

---

## Les perspectives d'emploi génèrent des bénéfices sociaux qui vont bien au-delà des individus

tiers des 41 pays émergents et en développement pour lesquels des données sont disponibles.<sup>79</sup> Les définitions sont très diverses, mais les emplois informels n'offrent généralement pas de protection sociale, juridique ou réglementaire.<sup>80</sup> Ceux qui occupent un emploi informel gagnent généralement moins que les autres.<sup>81</sup>

Les vulnérabilités de ceux qui occupent des emplois informels ne se limitent pas à des revenus faibles et volatiles. La capacité à surmonter les chocs défavorables est compromise par l'absence de protection sociale officielle, et les vulnérabilités se multiplient lorsque les travailleurs informels subissent le harcèlement des autorités publiques. Une grande part des emplois à temps partiel ou temporaires posent des problèmes similaires : ils n'offrent pas les mêmes protections ni les mêmes avantages, notamment l'assurance maladie, que les emplois à temps complet.

Près de la moitié des travailleurs dans le monde occupe un emploi précaire. Ils sont pris au piège dans une vulnérabilité liée à leur situation, échappant généralement à la juridiction de la législation sur le travail et sont ainsi privés de protection sociale. Au fil du temps, par réaction à la volatilité économique et aux crises successives, les employeurs ont de plus en plus recours à des emplois à temps partiel ou temporaires.<sup>82</sup> Dans les régions en développement, la part des emplois précaires est plus élevée en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne (77,5 pour cent en 2011).<sup>83</sup>

Lorsqu'un membre du foyer perd son emploi, les autres doivent compenser cette perte.<sup>84</sup> Dans certains cas, si un travailleur masculin perd son emploi, davantage de femmes doivent chercher du travail pour compenser le manque à gagner. Cependant, au cours des crises économiques, les femmes doivent parfois quitter le marché du travail. Et lorsque la crise réduit les ressources du foyer, le temps passé par les femmes à réaliser des travaux non rémunéré s'accroît.<sup>85</sup> Une participation plus importante des femmes au marché du travail peut donner lieu à l'intensification des conflits au sein du foyer : les femmes qui occupent un poste rémunéré sont plus sujettes à la violence domestique.<sup>86</sup>

Les enfants sont également frappés par la perte d'emploi des adultes.<sup>87</sup> Dans les pays en développement, les conditions économiques défavorables peuvent réduire le taux de scolarisation jusqu'à 12 points de pourcentage.<sup>88</sup>

De plus, les enfants doivent abandonner l'école pour travailler, ce qui réduit d'autant plus leurs chances d'échapper à la pauvreté par la suite.

Les perspectives d'emploi génèrent des bénéfices sociaux qui vont bien au-delà des individus.<sup>89</sup> Les sociétés dans lesquelles l'accès à l'emploi est généralisé présentent généralement moins de conflits, des réseaux sociaux plus solides et un sens de la justice et de l'équité plus profond.<sup>90</sup> Ces résultats ont un impact sur le degré de cohésion sociale au sein d'un pays et permettent un meilleur fonctionnement des institutions, en créant un environnement qui soutient le développement humain. Les implications sont également nombreuses dans le domaine des prestations sociales, car les dépenses publiques en matière de santé sont susceptibles d'augmenter après des périodes prolongées de destruction d'emploi.<sup>91</sup>

## Vieillir dignement : une utopie pour un grand nombre

Les personnes âgées de 60 ans et plus représentent plus de 500 millions de la population mondiale (près de 8 pour cent du total). L'Europe et l'Asie centrale présentent la proportion de personnes âgées la plus élevée par rapport à la population totale des régions des pays en développement (11,4 pour cent, figure 3.8). D'ici 2050 la proportion de personnes âgées dans la population mondiale devrait doubler pour atteindre 15,5 pour cent. L'Asie de l'Est et Pacifique devraient connaître la hausse la plus importante (de 7,4 pour cent en 2010 à 22,2 pour cent en 2050). D'ici 2050, seule l'Afrique subsaharienne devrait présenter une proportion de personnes âgées inférieure à 5 pour cent.<sup>92</sup>

La pauvreté et l'exclusion sociale sont des problèmes pour les plus âgés, en particulier parce que près de 80 pour cent de la population âgée mondiale n'a pas de pension de retraite et dépend de son travail et des revenus de la famille.<sup>93</sup> Par ailleurs, le vieillissement entraîne une vulnérabilité physique, mentale et économique accrue.<sup>94</sup> Chez les personnes âgées, la pauvreté est souvent chronique, car l'absence d'opportunités économiques et de sécurité pendant les périodes précédentes de la vie se traduit par une vulnérabilité plus tard. Les désavantages accumulés pendant la jeunesse impliquent également la transmission de la pauvreté à la

génération suivante. Prenons l'exemple du Bangladesh : près d'un tiers de la population vit dans un foyer avec une personne plus âgée, alors que beaucoup d'autres personnes vivent dans des foyers appartenant à un réseau de soutien aux personnes âgées ou bénéficiant de leur aide.<sup>95</sup>

Les faibles revenus ne constituent pas le seul facteur d'augmentation de la vulnérabilité parmi les personnes âgées, des désavantages supplémentaires peuvent aggraver leur incapacité à surmonter les problèmes, notamment lorsque la perte de revenu s'accompagne de maladies et de handicaps qui diminuent les ressources financières. Les implications d'une capacité réduite à accomplir un travail rémunéré et contribuer aux revenus du foyer, même de façon indirecte, sont claires en termes de dignité et d'autonomisation des personnes âgées au sein d'une famille. Même lorsque les personnes âgées sont soutenues par leurs familles qui leur procurent des aliments et un toit, le fait de ne pas

disposer de ressources propres compromet leur autonomie et leur capacité à décider et les fait se sentir comme un fardeau.<sup>96</sup>

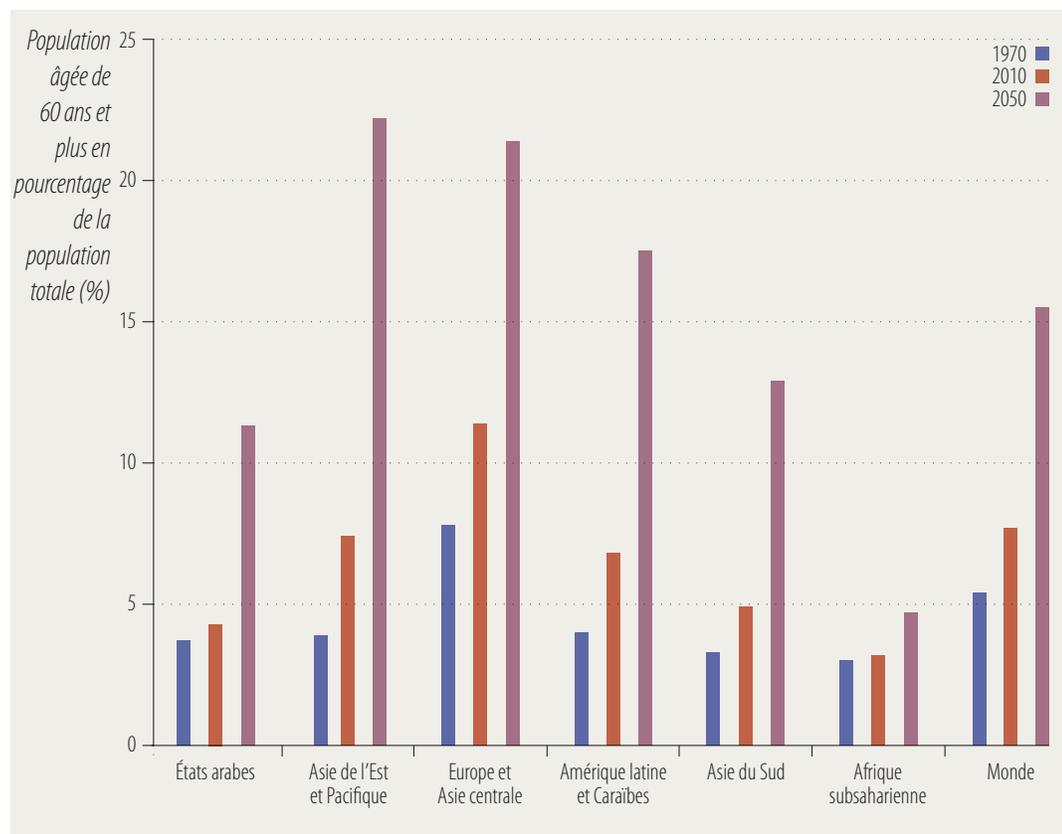
Le décès prématuré d'un membre du couple, la difficulté d'accès à des soins physiques et de santé abordables, l'exclusion sociale, l'absence de logement, la perte d'autonomie, le placement en établissements, l'absence de contacts sociaux et la solitude, tout cela augmente la vulnérabilité des personnes âgées. Par ailleurs, elles doivent parfois évoluer dans un environnement physique et social restreint, ce qui ajouté à des capacités personnelles réduites peut les empêcher de profiter des possibilités à portée de main et réduire leur résilience aux menaces qui pèsent sur elles.

Chez les personnes âgées, la pauvreté présente une forte dimension de genre. L'espérance de vie des femmes étant supérieure à celles des hommes, elles courent le risque de vivre plus longtemps dans la pauvreté. Elles ont par ailleurs davantage de chances de perdre leur conjoint et

Chez les personnes âgées, la pauvreté présente une forte dimension de genre

FIGURE 3.8

**D'ici 2050 la proportion de personnes âgées de 60 ans et plus dans la population mondiale devrait doubler pour atteindre 15,5 pour cent. L'augmentation la plus importante se situant en Asie de l'Est et Pacifique**



Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, selon Lutz et KC (2013).

moins de chances de se remarier. Leur niveau d'instruction plus faible et le besoin de concilier le soin des enfants et le travail, signifient que les femmes sont plus à même de travailler dans le secteur informel. Les plus âgées, en particulier les veuves et celles qui n'ont pas d'enfants, sont particulièrement vulnérables, tant au niveau social qu'économique.<sup>97</sup> Elles peuvent faire l'objet de diffamations et d'abus, et vivre dans des conditions de grand dénuement.<sup>98</sup>

Une grande partie des personnes âgées et des personnes vivant dans un foyer avec une personne âgée connaissent des taux de pauvreté plus élevés. Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, le taux de pauvreté chez les personnes âgées est supérieur à la moyenne pour l'ensemble de la population (13,5 pour cent contre 10,6 pour cent),<sup>99</sup> et les femmes âgées ont plus de probabilités d'être pauvres que les hommes (figure 3.9). La situation est similaire dans de nombreux pays en développement. En République dominicaine, au Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Paraguay plus de 40 pour cent de la population âgée de 60 ans et plus sont pauvres.<sup>100</sup>

Avec l'âge, les probabilités de vivre avec un handicap deviennent plus élevées. À l'échelle mondiale, plus de 46 pour cent des personnes âgées de 60 ans et plus vivent avec un handicap,<sup>101</sup> et qu'elles souffrent d'une invalidité ou pas, 15 à 30 pour cent d'entre elles vivent seules ou sans aucun adulte en âge de travailler.<sup>102</sup> La maltraitance des personnes âgées est relativement importante. Une enquête réalisée en 2011–2012 dans 36 pays a révélé que 43 pour cent des personnes âgées vivaient dans la crainte de la violence et des mauvais traitements.<sup>103</sup>

Les personnes âgées sont également les plus nombreuses à s'occuper de leur partenaire et de leurs petits-enfants, et de plus en plus des membres de leurs familles. Les grands-parents sont ceux qui se chargent des orphelins du SIDA, en particulier dans les pays présentant une prévalence élevée du VIH/SIDA.<sup>104</sup> La situation des migrants est similaire. Près de 69 pour cent des Boliviens qui ont émigré en Espagne ont laissé leurs enfants au pays, généralement avec leurs grands-parents. Dans la Chine rurale, 38 pour cent des enfants de moins de 5 ans dont les parents sont partis travailler en ville sont à la charge de leurs grands-parents.<sup>105</sup>

## Vulnérabilités structurelles

Lorsque les institutions juridiques et sociales, les structures de pouvoir, les espaces politiques et les normes socioculturelles ne sont pas au service de tous les membres de la société, mais qu'ils dressent des barrières structurelles empêchant les personnes et les groupes d'exercer leurs droits et leur liberté de choix, ils créent des vulnérabilités structurelles. Les vulnérabilités structurelles se manifestent généralement par de profondes inégalités et une pauvreté généralisée, lesquelles sont associées à des inégalités de groupe ou horizontales fondées sur l'appartenance à un groupe organisé et reconnu.<sup>106</sup> Les vulnérabilités structurelles se perpétuent à travers l'exclusion, un faible développement humain et la position des personnes dans la société, réduisant leur capacité à surmonter les risques et les chocs.

Les pauvres, les femmes, les minorités (ethniques, linguistiques, religieuses, immigrées ou sexuelles), les populations autochtones, les habitants des zones rurales ou éloignées, ou les personnes souffrant de handicaps, ainsi que les pays sans accès à la mer ou disposant de ressources naturelles limitées sont généralement confrontés à des obstacles plus importants, parfois de nature juridique, pour renforcer leurs compétences, exercer leurs choix et revendiquer leurs droits à l'aide et à la protection en cas de choc. Par ailleurs, même si les lois ne sont pas clairement discriminatoires, l'absence de politiques efficaces peuvent plonger les populations dans l'exclusion et la vulnérabilité. Les inégalités de groupe (ou horizontales) et l'exclusion limitent l'influence politique de certains groupes, même lorsqu'ils constituent la majorité de la population, comme c'est le cas des pauvres. Les inégalités horizontales peuvent mener à l'appropriation par les élites des politiques favorisant certains groupes au détriment du reste de la société.<sup>107</sup> Cette situation conduit à l'augmentation des vulnérabilités parmi les exclus du fait de la limitation de la quantité et de la qualité des services publics dont ils bénéficient.

Certains groupes risquent également d'être davantage exposés à certains risques et disposent d'une capacité intrinsèque réduite de surmonter les chocs. L'exposition de certains groupes et la façon dont la société traite leurs

caractéristiques propres produit des résultats négatifs.<sup>108</sup> Les chocs créent également de nouvelles vulnérabilités ou de nouveaux groupes de personnes vulnérables. Par exemple, près de 200 000 personnes vivaient avec une invalidité à long terme résultant des blessures subies en janvier 2010, lors du séisme survenu en Haïti.<sup>109</sup> On peut soutenir que le séisme en lui-même n'a pas affecté une telle quantité de personnes, mais son interaction avec la vulnérabilité du pays.<sup>110</sup>

### Pauvreté et vulnérabilité

La pauvreté et la vulnérabilité sont liées et se renforcent souvent mutuellement, mais elles ne sont pas synonymes. Les personnes pauvres sont plus vulnérables que le reste de la société, car elles sont davantage soumises que les autres à un risque accru de chocs défavorables, comme les chocs environnementaux l'illustrent abondamment.<sup>111</sup>

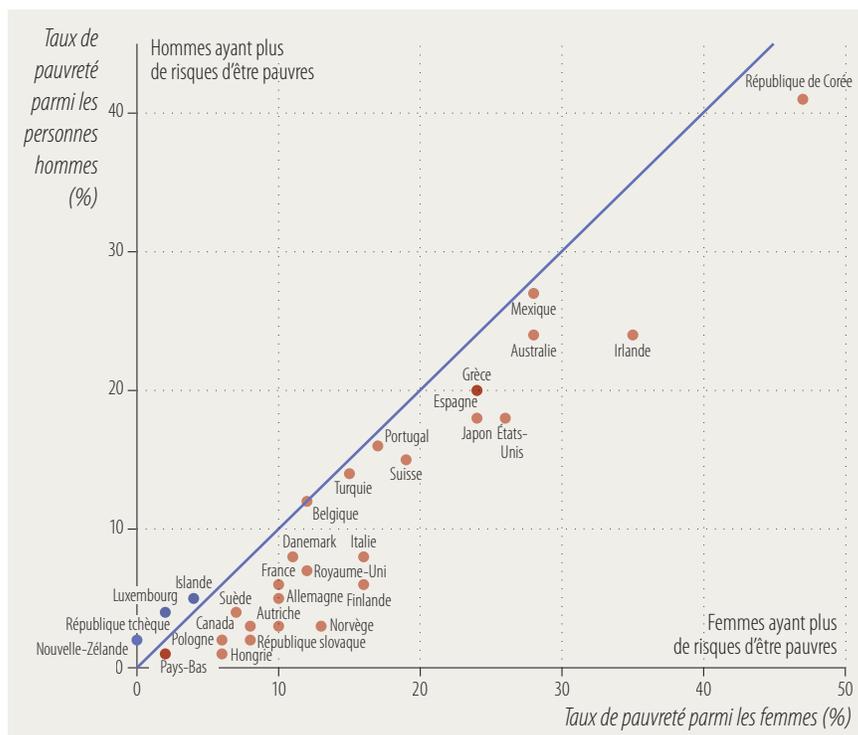
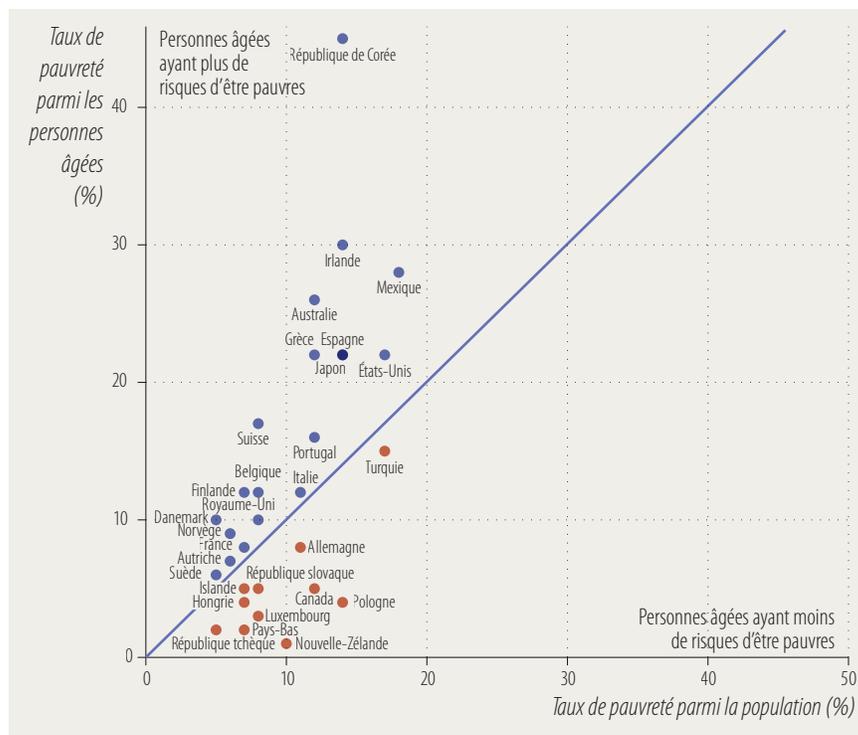
Près de 1,2 milliard de personnes vivent avec moins de 1,25 \$ par jour et 2,7 milliards avec moins de 2,50 \$ par jour (figure 3.10).<sup>112</sup> En outre, environ 1,5 milliard de personnes vivent en situation de pauvreté multidimensionnelle, le nombre de personnes en quasi-pauvreté atteignant presque 0,8 milliard.<sup>113</sup> Ainsi, près de 2,2 milliards de personnes vivent avec deux privations critiques ou plus. Ces chiffres sont en baisse, mais de nombreuses personnes vivent juste en dessous du seuil de pauvreté. Des chocs spécifiques ou généralisés peuvent facilement les y faire retomber. La proportion de personnes vivant juste au-dessus du seuil de pauvreté (soit de revenu, soit multidimensionnelle) est plus importante en Asie du Sud, en Afrique subsaharienne et en Asie de l'Est et Pacifique (tableau 3.1).

La pauvreté multidimensionnelle présente une forte composante géographique, car elle est souvent plus élevée dans les zones rurales. En Somalie, elle touche 60 pour cent de la population vivant dans des ménages urbains et plus de 95 pour cent de la population dans des ménages ruraux. Au Burkina Faso, les chiffres sont de 43 pour cent et 94 pour cent, au Niger de 56 pour cent et 96 pour cent et en Éthiopie, de 54 pour cent et 96 pour cent.

Dans de nombreux pays, la pauvreté multidimensionnelle est également plus

FIGURE 3.9

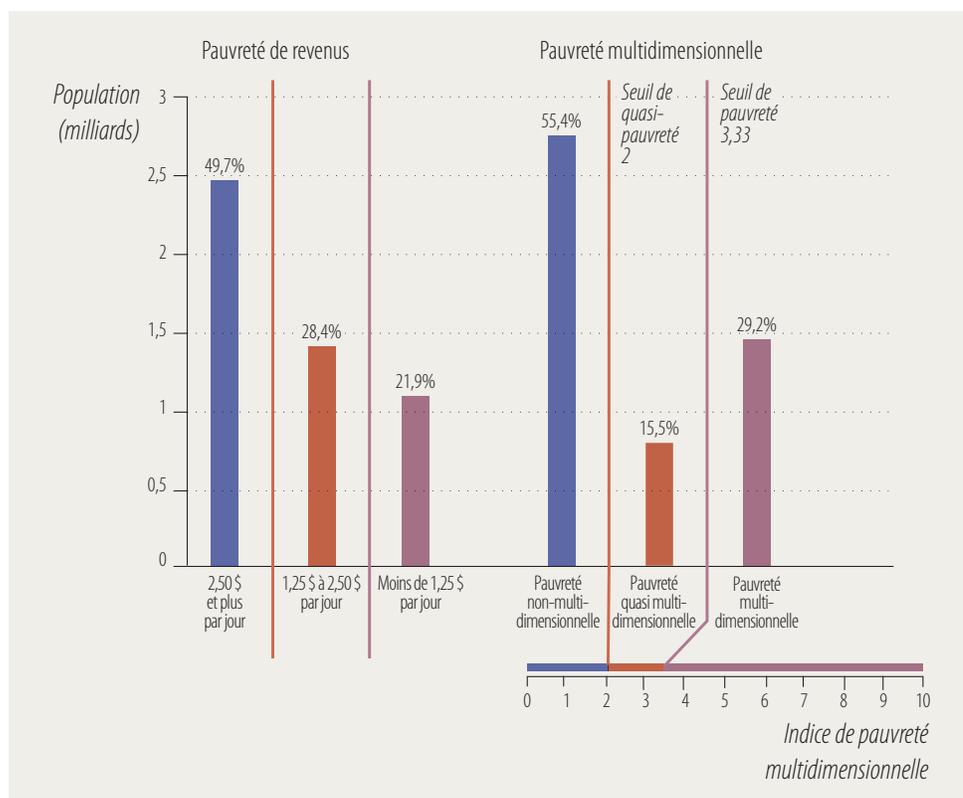
**Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, le taux de pauvreté est généralement plus élevé parmi les personnes âgées que pour le reste de la population, et plus important chez les femmes âgées que chez les hommes du même âge**



Remarque : les données concernent l'année 2008.  
Source : OCDE 2011b.

FIGURE 3.10

**Près de 1,2 milliard de personnes vivent avec moins de 1,25 \$ par jour et 1,5 milliard vivent en situation de pauvreté multidimensionnelle**



Source : pauvreté multidimensionnelle, calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain selon plusieurs enquêtes auprès des ménages, notamment les enquêtes démographiques et sanitaires d'ICF Macro, les enquêtes en grappes à indicateurs multiples du fonds des Nations Unies pour l'enfance et plusieurs enquêtes nationales auprès des ménages ; pauvreté de revenu, calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain selon des données extraites de la base de données des indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale.

fréquente parmi les ménages dirigés par une femme et ceux comprenant une personne âgée de 60 ou plus. La présence de jeunes enfants est un autre facteur important. Par exemple, en Bolivie, la proportion globale de la population en situation de pauvreté multidimensionnelle est de 12 pour cent, mais dans les ménages avec au moins un enfant de moins de 5 ans, elle atteint 34 pour cent. Les proportions correspondantes sont de 21 et 42 pour cent au Ghana, 7 et 19 pour cent au Pérou et 4 et 11 pour cent dans la République arabe syrienne.

La vulnérabilité augmente lorsque la pauvreté interagit avec d'autres conditions du ménage.<sup>114</sup> Les personnes pauvres vivent plus fréquemment dans des zones vulnérables aux impacts du changement climatique, soit dans des régions côtières peu élevées présentant un risque important d'inondations en raison de la hausse du niveau de la mer, soit sur des terres

marginales pénalisées par la sécheresse causée par le changement climatique.<sup>115</sup>

L'impossibilité d'accéder à l'épargne, aux emprunts ou autres ressources leur permettant de faire face aux imprévus rend les personnes pauvres vulnérables. En cas de perte d'emploi ou autres problèmes financiers, elles sont obligées de recourir à des stratégies d'adaptation plus douloureuses, notamment réduire leur consommation alimentaire ou leurs dépenses sanitaires ou scolaires.<sup>116</sup> Les ménages avec un revenu plus élevé ne se sentent pas moins vulnérables, et malgré les progrès réalisés au cours des dernières décennies, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, le sentiment d'insécurité économique est généralisé.<sup>117</sup>

Les récentes mesures d'austérité n'ont fait qu'accroître la pauvreté dans plus de la moitié des pays européens, et les groupes les plus en

TABLEAU 3.1

**Pauvreté de revenu et pauvreté multidimensionnelle, par région**

Région	Nombre de pays de l'échantillon	Incidence de la pauvreté de revenu (%)	Quasi-pauvreté de revenu (%)	Nombre de pays de l'échantillon	Incidence de la pauvreté multidimensionnelle (%)	Degré de privation (%)	Quasi-pauvreté multidimensionnelle (%)
États arabes	10	6,5	36,4	9	15,5	48,4	8,7
Asie de l'Est et Pacifique	11	12,7	25,1	10	6,4	44,7	16,2
Europe et Asie centrale	15	1,4	6,0	15	1,8	37,3	4,5
Amérique latine et Caraïbes	20	5,7	7,0	14	6,7	42,8	9,5
Asie du Sud	8	30,6	44,4	7	53,4	50,8	17,9
Afrique subsaharienne	40	50,9	27,8	36	59,6	55,0	16,2

Source : pauvreté multidimensionnelle, calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain selon plusieurs enquêtes auprès des ménages, notamment les enquêtes démographiques et sanitaires d'ICF Macro, les enquêtes en grappes à indicateurs multiples du fonds des Nations Unies pour l'enfance et plusieurs enquêtes nationales auprès des ménages ; pauvreté de revenu, calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain selon des données extraites de la base de données des indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale.

dangers sont les enfants, les immigrés et les personnes issues de l'immigration, les minorités ethniques et les personnes handicapées.<sup>118</sup>

Les catastrophes naturelles affectent de manière disproportionnée les groupes aux revenus les plus faibles, les personnes âgées et les personnes vivant avec un handicap. Au cours des inondations qui ont frappé Bombay en 2005, les ménages les plus pauvres ont été les plus vulnérables. En termes absolus, les pertes pourraient sembler peu importantes, mais les pertes moyennes subies par les ménages se sont avérées presque équivalentes au montant de leurs économies. La capacité à surmonter les effets des inondations et à se reconstruire ensuite a été entravée par l'épuisement des économies du ménage et la perte de ses biens.<sup>119</sup> Les séismes qui ont frappé le Salvador en 2001 ont réduit d'un tiers le revenu par habitant des ménages les plus affectés.<sup>120</sup> Au Bangladesh, les inondations majeures qui frappent le pays certaines années, endommagent jusqu'à 7,5 millions d'hectares de cultures. Là encore, ce sont les plus pauvres qui souffrent le plus.<sup>121</sup>

Pendant et après les catastrophes, les enfants des ménages pauvres sont particulièrement vulnérables à la malnutrition et à d'autres conséquences à long terme. La sécheresse qui a sévit au Zimbabwe de 1982 à 1984 a accru les probabilités de retard de croissance parmi les enfants, et reporté leur scolarisation de 3,7 mois en moyenne. Cette situation a affecté

négalement leurs résultats scolaires jusqu'à 16 ans après la catastrophe. En Éthiopie, de 2002 à 2006, 90 pour cent des ménages se trouvant dans le quintile de revenus le plus faible ont connu au moins un risque de chocs résultant d'événements négatifs. Une grande partie a déclaré des risques multiples, avec une moyenne de 4,2 risques par ménage.<sup>122</sup> Face aux chocs les familles réagissent en réduisant l'alimentation, les biens du ménage et en accumulant les dettes, le tout ayant des conséquences probables à long terme sur le développement des enfants. Les chocs en matière de revenus ont un impact majeur sur le taux de scolarisation et les résultats scolaires des enfants des ménages pauvres.<sup>123</sup>

Les effets des catastrophes sur les personnes et les communautés ne dépendent pas seulement de leurs capacités et de leurs compétences, mais aussi de leurs biens matériels, c'est à dire de leur capital financier et naturel. Par exemple, la détérioration considérable de l'écosystème pourrait menacer les moyens d'existence des communautés rurales, lesquelles dépendent directement des ressources naturelles : accès à la biodiversité marine, produits forestiers non ligneux et cultures à petite échelle ou de subsistance, ou élevage. Le degré de vulnérabilité de ces communautés dépend de l'état des ressources naturelles nécessaires aux activités habituelles ou alternatives, des régimes de gestion de ces ressources et du point de rupture dans lequel se trouvent les écosystèmes

proches et au-delà duquel la productivité ne peut plus être restaurée. La détérioration de l'environnement et l'appauvrissement des ressources naturelles constituent des menaces majeures. En 2011, les travailleurs agricoles constituaient 40 pour cent de la population mondiale économiquement active, 60 pour cent d'entre eux dans les pays présentant un faible indice de développement humain. Deux tiers des personnes plongées dans une situation de pauvreté extrême vivent dans des zones rurales et leurs moyens d'existence dépendent en grande partie de l'agriculture et des ressources naturelles. La détérioration de la terre et la rareté de l'eau sont des problèmes majeurs. D'ici 2025, le manque d'eau devrait affecter plus de 1,8 milliard de personnes, les plus touchés étant les travailleurs agricoles et les fermiers pauvres.<sup>124</sup>

## Genre

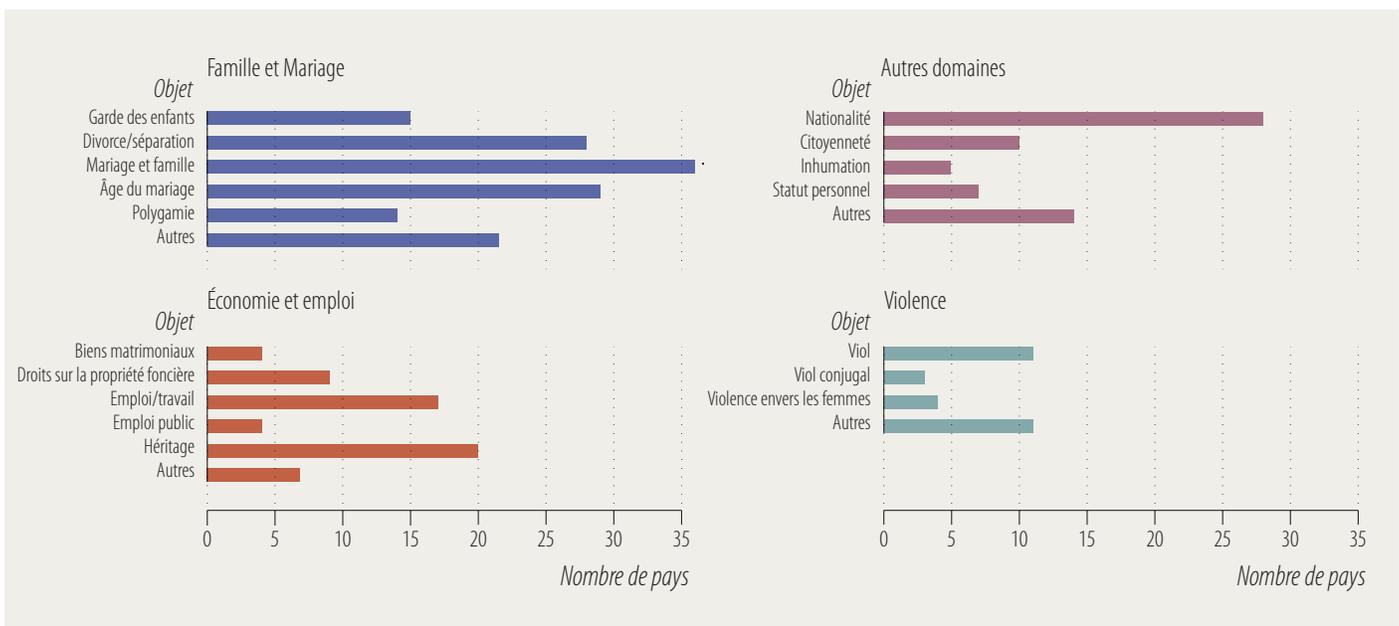
De manière générale, la discrimination à l'égard des femmes est une pratique courante. Des systèmes juridiques émergent de traditions culturelles riches et diverses, mais dans certains pays, les lois coutumières et religieuses

prévalent sur les lois civiles destinées à protéger les droits de la femme. Les lois peuvent s'avérer explicitement discriminatoires envers les femmes, dans des domaines comme la famille, le mariage, les droits économiques et la violence (figure 3.11). Elles peuvent également limiter les droits des femmes à posséder la terre et exiger le consentement de l'époux pour leur permettre d'accéder à la contraception et à la planification familiale.

Les femmes doivent également faire face à la discrimination des institutions sociales, notamment le mariage précoce, les pratiques discriminatoires en matière d'héritage, les charges supérieures de travail à domicile non rémunéré, la violence envers les femmes (encadré 3.3), la préférence pour les fils et les restrictions en matière d'accès à l'espace public et aux ressources productives. La violation des droits des femmes résultant de la discrimination des institutions sociales à leur égard implique un développement humain plus faible. Dans les 21 pays où les institutions sociales étaient considérées comme les plus discriminatoires à l'égard des femmes, la moyenne du taux d'achèvement de l'école primaire est inférieure de 15 pour cent à celle d'autres pays en

FIGURE 3.11

**De nombreux pays ont des lois discriminatoires à l'égard des femmes au sein de la famille, dans le cadre des activités économiques, en cas de violence et d'autres questions**



Source : Equality Now 2011.

### Violence à l'égard des femmes

Des événements survenus en 2012 et 2013 ont attiré l'attention des médias mondiaux sur les proportions épidémiques de la violence à l'égard des femmes. Au Pakistan, les Talibans ont tiré sur Malala Yousafzai ; en Inde, une jeune étudiante est décédée des suites d'un viol collectif ; et sur la place Tahir, au Caire, on faisait état de cas de viol et de harcèlement sexuel sur les femmes. Ces événements nous rappellent que la violence structurelle envers les femmes reste endémique dans le monde entier et constitue un défi majeur à leur participation à la vie en société, à la sécurité de la communauté, mais aussi à la sécurité au sens large.

À l'échelle mondiale, près d'un tiers des femmes est confronté à un moment de sa vie à des violences physiques ou sexuelles, exercées en premier lieu par leur partenaire ou leur conjoint (responsables de presque 40 pour cent des féminicides, outre les meurtres liés à l'honneur et à la dot),<sup>1</sup> et décrites comme des « vulnérabilités relationnelles » appartenant à des catégories de relations sociales spécifiques.<sup>2</sup> Une étude récente de l'Organisation mondiale de la santé montre que 7,2 pour cent des femmes dans le monde (soit 1 sur 14) sont victimes de violences sexuelles extra-familiales.<sup>3</sup>

Les données tirées des enquêtes Gallup réalisées dans 143 pays en 2011 révèlent une crainte de la violence basée sur le genre. Les femmes ne se sentent pas seulement moins en sécurité que les hommes, quel que soit le pays, mais l'écart entre les sexes, en termes de perception des menaces, ne correspond pas au niveau de revenu : des écarts à deux chiffres ont été constatés dans des pays à revenu moyen ou élevé.<sup>4</sup>

La corrélation entre la violence conjugale et la pauvreté est forte et avérée, et certains modèles dominant selon les régions. En Afrique, les femmes ont presque deux fois plus de probabilités d'être victimes de violences que celles de pays d'Europe à revenu faible ou moyen. Les femmes d'Asie du Sud-Est ont huit fois plus de chances d'être victimes de violences exercées par un partenaire actuel ou passé que par quelqu'un d'autre.

Des campagnes et des mobilisations publiques ont provoqué des changements au niveau de la justice criminelle et civile, et ont donné lieu à des décisions judiciaires et à des législations visant à protéger les femmes. Dans de nombreux pays, les ressources juridiques ou autres sont nombreuses pour venir en aide aux victimes et à leurs enfants, et des recours

civils ont été approuvés, notamment la législation sur la non-communication destinée à protéger les femmes de ceux qui ont abusés d'elles. Cependant, les changements apportés aux normes sociales et aux lois sont souvent durement combattus. En Inde, les amendements apportés au droit pénal, suite aux récents cas de viols,<sup>5</sup> ne criminalisent pas le viol conjugal,<sup>6</sup> mettant ainsi en évidence la portée et les limites de la loi en tant qu'agent du changement social.

La violence affecte la capacité des femmes à participer à l'activité économique à l'extérieur du foyer. Au Mexique, les menaces et les violences exercées par des maris mécontents sont les raisons principales qui poussent les femmes à quitter le marché du travail.<sup>7</sup> En Inde, la violence réelle ou potentielle exercée par les maris empêche les femmes d'assister à des réunions de groupes d'entraide.<sup>8</sup> Pour réduire la violence faite aux femmes et plus généralement accroître leur autonomisation, des interventions axées sur les normes sociales (acceptation de la violence de genre) et la suppression des barrières psychologiques (honte, culpabilité, ressentiment et préjugés) sont indispensables. Citons l'exemple du programme Yo quiero, Yo puedo (Je veux et je peux) au Mexique. En se focalisant dès le départ sur l'individu, le programme augmente l'appropriation et la durabilité en suscitant l'agentivité personnelle et l'autonomisation intrinsèque, aussi bien en tant que processus qu'en tant qu'état.

Les impacts intangibles sur la liberté de déplacement des femmes, le bien-être émotionnel et la capacité d'imaginer et de penser ont été souvent ignorés, alors qu'ils constituent des dimensions clés des capacités humaines.<sup>9</sup> Outre l'agression sur la personne, la dignité et l'estime de soi que toute violence inflige à sa victime, les conséquences de cette dernière sur les femmes reflète également son caractère systémique, en ce sens qu'elle ne touche pas l'ensemble de la population, mais qu'elle est dirigée à un groupe particulier en vertu de son identité en tant que groupe subordonné. Comme l'a déclaré Iris Marion Young : « L'oppression de la violence ne se limite pas à la victimisation directe, mais à la prise de conscience partagée par tous les membres du groupe opprimé qu'ils peuvent être violés, uniquement en raison de leur appartenance à ce groupe. La menace constante d'une attaque. . . prive les opprimés de leur liberté et de leur dignité, et consomme leur énergie inutilement. »<sup>10</sup>

#### Notes

1. OMS 2013. 2. Kabeer, Mumtaz et Sayeed 2010. 3. OMS 2013. 4. Gallup 2013. 5. Chambre haute du parlement de l'Inde 2013. 6. Harvard Law and Policy Review 2013. 7. Funk, Lang et Osterhaus 2005. 8. Sen 1998 ; Kabeer et autres 2012. 9. Nussbaum 2005. 10. Young 1990, p. 62.

Source : Chalabi et Holder 2013 ; Kabeer 2014 ; Pick et Sirkin 2010.

développement, et les taux de malnutrition des enfants et les ratios de mortalité maternelle deux fois plus élevés.<sup>125</sup> Dans les pays où l'ont interdit aux femmes de posséder leur propre terre, le nombre d'enfants mal nourris s'élève à 60 pour cent. Il atteint 85 pour cent dans ceux où les femmes n'ont accès à aucune forme de crédit. En règle générale, les ratios de mortalité maternelle sont également plus élevés dans les pays où les femmes disposent d'un contrôle limité sur leur intégrité physique.

Au cours des récessions économiques, la mortalité infantile des filles est multipliée par cinq par rapport à celle des garçons.<sup>126</sup> Selon les estimations, la crise économique

récente a provoqué la mort de 30 000 à 50 000 nourrissons supplémentaires en Afrique subsaharienne, la plupart parmi les pauvres et essentiellement des filles.<sup>127</sup>

Dans de nombreux pays, les femmes jouissent de la liberté de s'impliquer dans des activités politiques, mais dans deux pays seulement, Cuba et le Rwanda, la proportion de femmes au parlement équivaut ou dépasse leur représentation dans la population générale. Lors des élections parlementaires de 2013 au Rwanda, 51 des 80 sièges (64 pour cent) ont été occupés par des femmes.<sup>128</sup> Mais, dans 60 pour cent des pays avec des données disponibles, les femmes représentent moins de 20 pour

cent des sièges parlementaires. Une meilleure représentation des femmes dans la vie politique peut contribuer fortement à améliorer leur situation en général. Aujourd'hui, les lois du Rwanda sont parmi les plus progressistes d'Afrique en ce qui concerne l'autonomisation et la protection des femmes contre la violence. Pour en finir avec les discriminations, les lois et les politiques sont néanmoins insuffisantes, bien qu'ils s'agissent d'étapes importantes.

Les catastrophes naturelles et les changements climatiques conduisent à l'augmentation des inégalités et des discriminations, notamment celles basées sur le genre.<sup>129</sup> Mais, l'autonomisation et l'agentivité des femmes peut réduire ces vulnérabilités. Par exemple, trois semaines après le tsunami de 2004 dans l'océan Indien, un groupe de villageoises pauvres ayant survécu aux séismes de 1993 et de 2001 à Latur (Maharashtra) et Kutch (Gujarat) ont participé activement aux efforts de récupération en se rendant à Tamil Nadu pour montrer leur solidarité avec les femmes dans leur même situation et soutenir le processus de remise en état.<sup>130</sup>

### Groupes et minorités ethniques

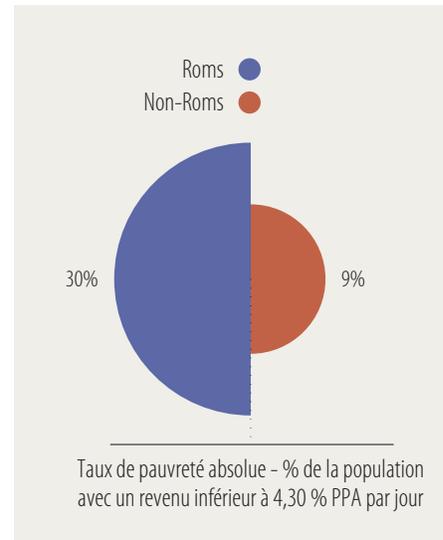
Alors que les populations autochtones constituent près de 5 pour cent de la population mondiale, elles représentent à l'échelle mondiale 15 pour cent des pauvres en termes de revenu et plus de 30 pour cent des personnes vivant en situation de pauvreté extrême dans les zones rurales.<sup>131</sup> Elles ont généralement un faible niveau d'instruction, et se trouvent dans une situation d'inégalité des chances et d'accès à la terre et à d'autres biens de production.<sup>132</sup> En Amérique latine, le revenu moyen des travailleurs autochtones représente près de la moitié de celui des travailleurs non autochtones<sup>133</sup>

En Europe, les Roms sont l'un des groupes les plus vulnérables. En 2011, près de 30 pour cent des Roms vivaient avec moins de 4,3 \$ par jour, par rapport aux 9 pour cent de la population non Rom (figure 3.12). Malgré de nombreuses initiatives nationales et régionales visant à améliorer leurs conditions de vie, ils continuent malgré tout à souffrir des effets de l'exclusion sociale et de la limitation d'accès aux services de base qu'elle entraîne.<sup>134</sup>

Les personnes handicapées sont particulièrement exposées en cas de catastrophe naturelle et de conflit violent

FIGURE 3.12

En 2011, le taux de pauvreté parmi les ménages de Roms était beaucoup plus élevé que parmi les non-Roms



Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain basés sur les données fournies par le PNUD, la Banque mondiale et l'UE (2011).

### Handicaps

Les personnes vivant avec un handicap sont souvent confrontées à des obstacles physiques pour revendiquer leurs droits et exercer leurs choix. Elles manquent souvent de facilités d'accès aux transports publics, aux bureaux gouvernementaux et à d'autres espaces publics, notamment les hôpitaux. Ainsi, elles éprouvent beaucoup de difficultés à participer à la vie économique, sociale et politique, ou à trouver de l'aide lorsqu'elles sont confrontées à des menaces pesant sur leur bien-être physique. Les personnes handicapées vivant dans la pauvreté sont particulièrement vulnérables. Elles ont davantage de probabilités que l'ensemble de la population d'être victimes de la violence.<sup>135</sup> De plus, leurs possibilités de trouver un emploi étant moindres, elles sont généralement plus pauvres que les autres. En outre, celles dont le handicap entrave la communication sont plus facilement victimes d'abus, notamment de la part des personnes qui les soignent.

Les personnes handicapées sont particulièrement exposées en cas de catastrophe naturelle et de conflit violent. Les déficiences cognitives, intellectuelles ou physiques peuvent restreindre l'accès à l'information ou

## Handicap et vulnérabilité

En qualité de théoricien de la physique, je comprends parfaitement le concept de vulnérabilité : dans le cosmos, très peu d'objets sont à l'abri des dommages. L'univers lui-même pourrait bien toucher à sa fin un jour.

L'humanité a toujours été vulnérable face aux différents défis. Et il ne fait aucun doute que les grandes découvertes scientifiques (de la pénicilline à la table périodique, depuis les lois de l'évolution jusqu'à l'électricité) nous ont aidés à comprendre notre monde, à réduire notre vulnérabilité et à construire des sociétés plus résilientes.

Mais, malgré des progrès importants et divers, il reste des personnes et des groupes vulnérables et aucun ne l'est davantage que les handicapés. Selon les Nations Unies, plus d'un milliard de personnes vivent avec une forme ou une autre de handicap et elles sont représentées de manière disproportionnée parmi les plus pauvres du monde, courant d'énormes risques de subir la violence, les catastrophes, des dépenses de santé catastrophiques et beaucoup d'autres épreuves.

La grande majorité des personnes handicapées consacre beaucoup d'énergie à tout simplement survivre, sans parler de mener une vie épanouissante selon leurs valeurs, pour reprendre la terminologie du développement humain. Cependant, le handicap n'est pas nécessairement un obstacle à la réussite. Pendant toute ma vie d'adulte j'ai vécu avec une maladie du neurone moteur, mais cela ne m'a nullement empêché de mener une carrière brillante dans le domaine de la physique théorique et une vie de famille épanouie.

Je suis bien sûr conscient de mon immense chance. Ma réussite en physique théorique m'a permis de vivre une vie épanouissante selon mes

valeurs. J'ai bénéficié d'une assistance médicale de premier ordre. Je dispose d'une équipe d'assistants sur laquelle je peux me reposer pour vivre dans le confort et la dignité. Ma maison et mon lieu de travail ont été adaptés à mes besoins en termes d'accessibilité. Des experts en informatique m'ont aidé avec la création d'un système de communication assistée et un synthétiseur vocal qui me permettent d'élaborer des conférences et des documents, et de communiquer avec différents publics.

Les personnes handicapées sont vulnérables, car elles sont confrontées à de nombreux obstacles comportementaux, physiques et financiers. Soulever ces obstacles est à notre portée et notre devoir moral est d'y parvenir. Au-delà de cette obligation morale, nous ferions bien de nous rappeler les nombreuses raisons que nous avons d'agir. Les lois promulguées aujourd'hui pour aider les personnes handicapées peuvent être utiles à tout le monde à un moment donné : la majorité d'entre nous se retrouve un jour ou l'autre handicapé ou prend soin d'une personne qui l'est. Les inventions, notamment la reconnaissance optique de caractères et la technologie commandée par le cerveau, présentent bien d'autres avantages que celui d'aider les personnes handicapées.

Le plus important reste néanmoins la suppression des obstacles permettant de libérer le potentiel de nombreuses personnes qui ont tellement à apporter à notre monde. Les gouvernements, où qu'ils se trouvent, ne peuvent plus ignorer les centaines de millions de personnes handicapées à qui l'on refuse l'accès à la santé, la rééducation, l'assistance, l'éducation et l'emploi, et qui n'auront jamais l'occasion de briller.

la capacité de l'influencer.<sup>136</sup> Elles peuvent être abandonnées pendant les évacuations ou rejetées des abris et des camps de réfugiés sous prétexte qu'elles peuvent avoir besoin de soins médicaux complexes. Ceux qui s'emploient à réduire les risques de catastrophe doivent élargir la participation aux personnes handicapées, et supprimer les barrières environnementales et les contraintes auxquelles elles sont confrontées.<sup>137</sup>

Les vulnérabilités résultant du handicap dépendent d'autres facteurs sociaux, économiques et démographiques. Par exemple, les personnes handicapées présentent souvent une capacité réduite à travailler et sont donc plus pauvres que leurs homologues sans handicap. De plus, les taux d'activité des personnes handicapées sont plus faibles.<sup>138</sup> Les données collectées dans 51 pays dans le cadre de l'Enquête sur la santé dans le monde montrent des taux d'emploi de 52,8 pour cent pour les hommes souffrant d'un handicap et de 19,6 pour cent pour les femmes dans le même cas. Alors que ce taux s'élève à 64,9 pour cent pour les hommes sans handicap et à 29,9 pour cent pour les femmes.<sup>139</sup> Cependant, la lutte contre les obstacles et les vulnérabilités auxquelles

les personnes handicapées sont confrontées leur permet souvent de révéler leur potentiel et bénéficie à l'ensemble de la société.

## Les migrants

La plupart des migrants internationaux, qui représentent plus de 3 pour cent de la population mondiale, ont moins de droits et de protection, même lorsqu'ils ont des papiers, que le citoyen courant. De plus, leur accès à la protection sociale est limité.<sup>140</sup> Ils sont en général exclus de la vie publique et sociale et, n'ayant pas le droit de vote, n'ont qu'une influence minime sur les politiques qui les affectent, même s'ils contribuent au développement économique du pays d'accueil. Leur vulnérabilité s'ajoute à d'autres vulnérabilités structurelles. Par exemple, le nombre de femmes migrantes ne cesse de croître. Actuellement, elles représentent la moitié de la population de migrants dans le monde, atteignant 70 à 80 pour cent dans certains pays. Elles sont par ailleurs davantage exposées à l'exploitation et aux abus du trafic d'êtres humains.<sup>141</sup>

L'émigration forcée par les conflits constitue une autre source de vulnérabilité, comme l'illustre de manière dramatique la crise syrienne. Bien que les réfugiés ne représentent qu'une faible partie de la population migrante (environ 10,5 millions de personnes en 2011), le conflit armé a provoqué le déplacement de 5 millions de personnes dans la région (plus de 255 000 entre décembre 2012 et janvier 2013).<sup>142</sup>

## Pays vulnérables et géographie

Les efforts entrepris pour lutter contre la vulnérabilité des personnes et des communautés doivent tenir compte de la vulnérabilité des pays. L'une des raisons majeures justifiant un traitement spécial réservé aux pays est leur vulnérabilité structurelle, laquelle dépend de facteurs externes que la politique nationale gère difficilement. Par exemple, les pays les moins développés ont été définis comme des pays pauvres dont la croissance est entravée par des faiblesses structurelles. Ils ont plus de probabilités que d'autres de rester pauvres. Les pays en développement sans accès à la mer et les petits états insulaires en développement sont deux autres groupes de pays confrontés à des défis structurels majeurs.

Le présent Rapport aborde de nombreuses vulnérabilités structurelles dont souffrent les pays, notamment la création de nouvelles vulnérabilités par une interconnexion accrue. La plupart des analyses et des preuves concernant la vulnérabilité d'un pays sont axées sur les catastrophes naturelles et environnementales, notamment les séismes, les éruptions volcaniques et les chocs climatiques (voir encadré 3.4), ou encore sur les événements économiques externes, comme l'effondrement de la demande extérieure et les bouleversements des termes de l'échange.

## Violence de groupe et vies précaires

Le *Rapport sur le développement humain (RDH)* 1994 a introduit le concept de sécurité humaine. Il s'ouvrait sur la déclaration suivante : « Le monde ne vivra jamais en paix tant que les gens ne connaîtront pas la sécurité dans leur vie quotidienne. »<sup>143</sup> Les conceptions

de la sécurité exigent une vision de la personne humaine qui inclut sa vulnérabilité physique et psychologique, ses forces et ses limites, notamment les limites en matière de perception des risques.<sup>144</sup>

En 2000, près de 4 400 personnes sont mortes chaque jour suite à des actes intentionnels de violence sur elles-même, sur autrui ou collective.<sup>145</sup> Des milliers de personnes sont également affectées d'une manière ou d'une autre par des actes violents. De plus, les coûts de cette violence sont très élevés : prise en charge des victimes, aide aux familles, réparation des infrastructures, poursuite des coupables, le tout se traduisant par une perte de productivité et d'investissements.<sup>146</sup>

Les perceptions de la violence par les populations apportent des informations sur les efforts politiques et font la lumière sur le poids de la peur dans leur vie.<sup>147</sup> Le *RDH* 2005 du Costa Rica et le *RDH* 2013 sur l'Amérique latine ont montré comment la peur de la violence limitait la vie des personnes en les empêchant de sortir le soir ou de voyager.<sup>148</sup> L'existence de gangs s'est avérée associée à un soutien réduit aux mécanismes officiels de contrôle et de régulation sociale, laissant la voie libre aux groupes criminels se présentant comme l'unique source de protection.<sup>149</sup> Les inégalités horizontales persistantes, ainsi que les dimensions politique, économique et sociale peuvent créer des conditions favorisant les actes de violence physique qui menacent le développement humain pour de nombreuses personnes, notamment certains groupes spécifiques. Les homicides et la violence armée se produisent plus souvent dans les zones urbaines frappées par la pauvreté qui se caractérisent par le manque d'emplois, des logements insalubres, la massification et des niveaux d'éducation et de confort très faibles. Les homicides sont plus fréquents dans les zones les plus pauvres présentant un degré d'inégalité élevé, que ce soit à New York ou à Rio de Janeiro, ou dans les États les plus inégalitaires d'Amérique et les villes et les provinces du Canada. Ces relations entre la violence et les inégalités ont été confirmées par de nombreuses études.<sup>150</sup> Cependant, le crime et la violence sont non seulement liés à l'augmentation des inégalités, mais aussi à la présence d'armes à feu et de drogues, considérées comme les principales sources de forte violence

### La résilience aux catastrophes : l'expérience japonaise

Au cours des cinq dernières années, le monde a assisté à un séisme en Haïti (2010), une vague de chaleur dans l'hémisphère Nord (2010), un tsunami au Japon (2011), une vague de sécheresse en Afrique de l'Est (2011–2012) et un typhon aux Philippines (2013). Ces événements naturels négatifs ont provoqué d'énormes pertes humaines et entraîné des coûts économiques considérables. Le progrès du développement humain a été affaibli par ces impacts et, dans certains cas, des avancées durement obtenues ont été annulées.

Le Japon est un pays exposé aux catastrophes, et il peut nous apporter un éclairage utile sur la résilience à ces dernières. En 2011, un puissant séisme survenu au large de la côte est du Japon a déclenché des vagues de tsunami qui ont tué plus de 15 000 personnes et profondément endommagé l'infrastructure économique et sociale. La catastrophe nucléaire de Fukushima en est également le résultat. Cependant, malgré les pertes en vies humaines et des coûts financiers record, estimés à 210 milliards de dollars, l'impact aurait pu être beaucoup plus désastreux. Le séisme de Tohoku, d'une magnitude de 9 sur l'échelle de Richter, reste le quatrième phénomène sismique le plus important depuis le début des registres en 1900, avec des vagues de tsunami atteignant des hauteurs de 40 mètres et pénétrant plus de 10 kilomètres dans les terres.

Le système d'alerte précoce du Japon a évité un nombre de morts beaucoup plus important. Dès la détection de l'activité sismique, des alertes ont été diffusées sur les réseaux de télévision, radio et téléphonie mobile. Ainsi, les gens ont pu se préparer et atténuer l'impact, notamment en se déplaçant vers des terres plus élevées ; les réseaux ferroviaires et les usines du pays se sont arrêtées, évitant des dommages plus importants. Les sirènes d'urgence, la bonne signalisation des voies d'évacuation et la mise en place de programmes d'éducation publics ont également été cruciales pour sauver des vies. Des normes de construction plus strictes ont permis aux grands immeubles de supporter le séisme, alors que les ceintures boisées et les barrières en béton ont fourni une certaine protection contre le tsunami. Les institutions étatiques se sont toujours engagées auprès

des communautés locales pour améliorer la préparation aux catastrophes et l'élaboration de plans d'évacuation. Les investissements réalisés par le Japon depuis longtemps dans la technologie et la sensibilisation du public ont été essentiels pour éviter une catastrophe majeure.

Les débats au Japon sur la préparation et la récupération ont bien sûr comporté des critiques, mais le cas de ce pays illustre bien que le risque est une question intrinsèque du développement et que la réduction des risques et la reconstruction à grande échelle doivent faire partie intégrante de la gouvernance globale. Les systèmes d'alerte précoce, les voies d'évacuation, les normes de construction strictes et l'implication auprès des communautés locales doivent tous être fomentés par les systèmes institutionnels, juridiques et de gouvernance qui donnent la priorité à la réduction des risques de catastrophe et à la reconstruction.

En mars 2015, la troisième Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe aura lieu à Sendai, l'une des villes affectées par le séisme et le tsunami de Tohoku, en 2011. La conférence permettra aux États membres d'examiner la mise en œuvre du cadre d'action de Hyogo et d'adopter un nouveau cadre pour l'après-2015 relatif à la réduction des risques de catastrophe. Le cadre d'action, un plan sur 10 ans visant à construire la résilience des nations et des communautés aux catastrophes, a été conclu en 2005 lors de la Conférence mondiale sur la réduction des catastrophes. Il établit cinq priorités clés pour l'action : faire de la réduction des risques de catastrophe une priorité, connaître les risques et prendre des mesures, bâtir la compréhension et la sensibilisation, réduire les risques et se tenir prêt à agir.

Néanmoins, il faut du temps pour se préparer aux catastrophes, et cela implique des investissements à long termes dans l'éducation, la technologie et les infrastructures. Par ailleurs, des institutions et des cadres réglementaires sont indispensables. Les leçons tirées des catastrophes récentes seront cruciales pour l'établissement d'un programme mondial axé sur l'avenir qui favorise un développement humain résilient et durable.

Source : SIPC 2012a ; Fraser et autres 2012.

dans certains des pays à revenu intermédiaire d'Amérique du Sud et centrale, où les inégalités ont chuté ces dernières années.

Comme l'indique le Chapitre 2, les conflits violents, en particulier les conflits nationaux et les troubles civils internes, continuent d'imposer des coûts considérables en termes de développement dans les pays concernés. Plusieurs causes peuvent être identifiées pour ces types de conflit. Mais la caractéristique commune réside dans le fait que ces causes, depuis les politiques d'exclusion et la recherche de rente des élites, jusqu'au refus d'entendre les doléances sociales, attisent toutes la discorde ou du moins empêchent l'instauration d'une harmonie et d'une cohésion sociales

minimes, capables de produire des résultats de développement résilients. Ce sujet sera abordé en profondeur dans le chapitre 4.

Une société « socialement solidaire » vise au bien-être de l'ensemble de ses membres, combat l'exclusion et la marginalisation, crée un sentiment d'appartenance, favorise la confiance et facilite la mobilité sociale.<sup>151</sup> L'absence de ces caractéristiques est souvent associée au conflit et à la violence, en particulier dans des situations d'accès inégalitaire aux ressources ou aux bénéfices des richesses naturelles, ou à l'incapacité de s'adapter aux changements sociaux et économiques rapides de façon efficace, ou encore à l'impact des chocs économiques ou climatiques.

Lorsque les inégalités en matière d'accès aux ressources et aux bénéfices s'ajoutent aux différences culturelles, elles peuvent se convertir en un facteur de mobilisation conduisant à des troubles et à des bouleversements politiques

Lorsque les inégalités en matière d'accès aux ressources et aux bénéfices s'ajoutent aux différences culturelles, elles peuvent se convertir en un facteur de mobilisation conduisant à des troubles et à des bouleversements politiques. Et ce n'est pas seulement le résultat du mécontentement des exclus et des pauvres. Les troubles sociaux et les conflits peuvent également se produire lorsque les privilégiés prennent des mesures pour s'assurer que les moins privilégiés ne puissent pas revendiquer leur droit à disposer de davantage de ressources ou de pouvoir politique.<sup>152</sup>

Dans presque tous les pays, certains groupes sont victimes de l'exclusion sociale.<sup>153</sup> Celle-ci résulte du refus systématique des institutions de fournir à certains groupes les ressources et la reconnaissance qui leur permettraient de participer pleinement à la vie sociale.<sup>154</sup> Les inégalités horizontales et l'exclusion sociale peuvent persister sur de longues périodes et être associées au déni des droits et à l'accès inégalitaire aux services sociaux par certains groupes. Dans certains cas, les inégalités persistantes et les privations prolongées s'étendent sur des siècles.<sup>155</sup>

Tout indique une corrélation claire entre les inégalités entre les groupes et les conflits violents, lesquels deviennent plus probables avec le renforcement des inégalités politiques et socioéconomiques.<sup>156</sup> Par exemple, les probabilités de conflit augmentent considérablement dans des pays présentant des inégalités horizontales économiques et sociales profondes. De la même façon, un développement faible et une polarisation religieuse accrue augmentent les probabilités de conflit violent.<sup>157</sup> Les exemples de sociétés multiculturelles paisibles sont nombreux, mais les liens culturels peuvent néanmoins constituer une source de mobilisation et de conflit potentiel lorsqu'ils sont associés à des privations économiques et politiques profondes.<sup>158</sup> D'ailleurs, plus les inégalités entre les groupes sont marquées, plus les probabilités de tension et de conflits sont élevées.<sup>159</sup>

La réponse des gouvernements aux manifestations explique pourquoi l'exclusion sociale peut induire certains groupes à adopter la violence, même si les manifestations étaient pacifiques à l'origine. Les manifestations pacifiques dont l'État limite l'espace et la

protection peuvent soit générer peu de changements et davantage de frustrations, soit déboucher sur des actions violentes et des mesures d'exclusions de la part de ce même État, ce qui renforce l'unité des manifestants et fait basculer une manifestation pacifique dans la violence.

Les institutions, en particulier les institutions publiques efficaces, ont un rôle central à jouer dans la création d'un espace culturel où plusieurs groupes aient la possibilité de débattre pacifiquement et où la population puisse commencer à intégrer les avis des autres dans sa vision du monde. Cela peut s'avérer extrêmement important pour la résolution pacifique des conflits, et démontrer le rôle crucial de la prévention des conflits violents.<sup>160</sup>

Des institutions inclusives et représentatives peuvent réduire les risques de conflit, car elles sont à même de prendre des mesures pour lutter contre l'exclusion, faire évoluer les pratiques de façon à étendre la prestation des biens et des services publics. Les politiques permettant de réduire les inégalités horizontales sont diverses : faire profiter le groupe de la possession des terres à travers la redistribution de celles en possession du gouvernement, achats forcés et restrictions sur la propriété aux Fidji, en Namibie, en Malaisie et au Zimbabwe. D'autres exemples renvoient aux quotas d'emploi dans le secteur public (Inde, Malaisie et Sri-Lanka et à la nécessité d'équilibrer l'emploi dans le secteur privé en Afrique du Sud).<sup>161</sup>

Les conflits armés constituent des vulnérabilités en matière de développement humain, car leurs effets touchent non seulement la société, mais certains groupes en particulier. Au Cachemire, il s'est avéré que l'exposition à la violence *in utero* et pendant l'enfance était à l'origine de la petite taille des enfants. Dans les zones affectées par les soulèvements, les enfants présentaient un écart type de 0,9 à 1,4 par rapport aux enfants des autres zones. Les effets étaient encore plus dévastateurs sur les enfants nés au cours de pics de violence.<sup>162</sup>

Les conflits obligent également les populations à fuir leur foyer et leurs moyens d'existence. À l'échelle mondiale, 80 pour cent des réfugiés et des personnes déplacées sont des enfants et des femmes.<sup>163</sup> Entre 2012 et 2013, plus d'un million de personnes ont fui leur pays d'origine en raison d'un conflit et de persécutions, la plupart proviennent de l'est

de la République démocratique du Congo, du Mali, du Soudan et de la République arabe syrienne.<sup>164</sup> Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, près de 36 millions de personnes seraient concernées.<sup>165</sup>

Les morts causées par des guerres transfrontières ont nettement chuté depuis leur apogée en 1995, jusqu'à 320 000 par an environ. Les conflits armés restent néanmoins l'un des obstacles majeurs au développement humain, surtout dans les pays affichant un faible indice de développement humain.<sup>166</sup> En 2012, 37 941 décès furent causés par l'un des 41 conflits dans le monde.<sup>167</sup> Les conflits perturbent la prestation de services publics essentiels, notamment les soins de santé<sup>168</sup> et l'éducation. Ainsi, les personnes subissent des dégâts considérables pour le reste de leurs vies, avec des problèmes de santé persistant pour des générations entières d'enfants vivant

dans des zones de conflits qui doivent le plus souvent quitter l'école. De plus, les conflits violents peuvent causer une immense détresse psychologique.<sup>169</sup> La perte de la famille et de la communauté, la perte des foyers et des moyens d'existence, les déplacements et les perturbations peuvent avoir de graves conséquences sur la santé mentale et affecter certaines décisions des ménages, notamment l'émigration.<sup>170</sup>

Dans certains conflits, les civils sont délibérément visés et mutilés dans le cadre d'une stratégie visant à la démoralisation des communautés et à la destruction de leurs structures sociales. Le viol a délibérément été utilisé comme arme servant à humilier et à se venger de l'ennemi pris dans son ensemble.<sup>171</sup> Par exemple, selon les estimations, le nombre de femmes violées pendant la guerre de Bosnie-Herzégovine varie entre 10 000 et 60 000.<sup>172</sup>

**« Dans un pays bien gouverné,  
la pauvreté est une honte.  
Dans un pays mal gouverné, la  
richesse est une honte. »**

**Principe de Confucius**

**« Cela m'a pris un certain  
temps de développer une voix  
et maintenant que je l'ai, je ne  
vais pas rester silencieuse. »**

**Madeleine Albright**

# 4.



## Renforcement de la résilience : une plus grande liberté, des choix protégés

Le présent rapport a évoqué jusqu'à présent des menaces persistantes pour le développement humain et a abordé la nature de la vulnérabilité. Il a également souligné que les individus sont plus vulnérables à certaines périodes charnières de leur vie et que le contexte social peut rendre certains individus plus vulnérables que d'autres. Les crises, sous la forme de catastrophes naturelles et de conflits violents, érodent les capacités et les ressources matérielles de communautés toutes entières, ce qui rend ces dernières encore plus vulnérables. Les politiques qui visent à réduire les vulnérabilités doivent tenir compte de ces facteurs.

Pour accroître la résilience, il ne suffit pas de réduire la vulnérabilité. Il faut par ailleurs autonomiser les individus et lever les obstacles à leur agentivité, ou liberté d'agir. Cela demande également des institutions sociales et étatiques fortes, capables de soutenir les efforts entrepris par les individus pour affronter l'adversité. Le bien-être est grandement influencé par le contexte de liberté au sens plus large dont jouissent les individus. Certaines normes et pratiques sociales peuvent en effet s'avérer préjudiciables ou discriminatoires. Pour renforcer la liberté d'agir, il faut donc tout d'abord étudier ces normes et les transformer.

Le chapitre 1 a présenté les principes fondamentaux qui doivent étayer les choix stratégiques. Sur la base de ces principes, ce chapitre met en avant les politiques nationales clés en mesure de réduire la vulnérabilité et d'améliorer la résilience, à la fois sur le plan individuel et au niveau de la société dans son ensemble. Ces politiques, qui ne sont en aucun cas exhaustives, comprennent la prestation universelle de services de base, le traitement des vulnérabilités tout au long du cycle de la vie, la promotion du plein emploi, l'amélioration de la protection sociale, l'accroissement de l'inclusion sociale et le renforcement des capacités de chacun à se préparer aux crises et à s'en relever.

Le choix de ces politiques répond à une série de considérations. Premièrement, chacune aborde la vulnérabilité sous de multiples facettes. Par exemple, la prestation universelle de services sociaux de base est susceptible de créer des opportunités pour tous, en dissociant l'accès aux droits fondamentaux de la capacité de payer pour en bénéficier. De même, en matière d'emploi, des taux d'activité élevés ont une importante répercussion positive sur le

bien-être de la population, tout en réduisant la violence et en améliorant la cohésion sociale.

Deuxièmement, ces politiques sont interdépendantes et il existe une forte synergie entre elles. Les modes de développement qui ne sont pas soutenus par la participation de l'ensemble des acteurs concernés ne sont ni souhaitables ni durables. En revanche, quand les sociétés créent des espaces où chacun peut faire entendre sa voix, les décideurs sont plus à même de prendre en considération les inquiétudes et les besoins des minorités et d'autres groupes vulnérables. Ainsi, les individus peuvent être à la fois les acteurs et les bénéficiaires du progrès. De telles sociétés sont également plus susceptibles d'accorder la priorité à la création d'emploi et à la couverture sociale universelle. En fait, si le plein emploi élargit la base d'imposition, il favorise également une plus grande marge de manœuvre budgétaire pour fournir des services sociaux de qualité.

Troisièmement, ces politiques abordent la question de la vulnérabilité à différents stades de la vie sur le plan individuel, mais aussi à différents stades du développement d'un pays. Des services sociaux bien conçus permettent de garantir l'accès des enfants aux soins et à l'éducation au stade le plus critique de la vie, mais veillent aussi à ce que les personnes âgées bénéficient des soins dont elles ont besoin. Les politiques en faveur du plein emploi facilitent la phase de transition critique pour les jeunes qui passent des études à l'emploi. Par ailleurs, ces politiques instaurent des cercles vertueux de soutien aux modes de développement nationaux. Des pays aussi différents que la Corée du Sud et la Suède ont tous deux récolté les fruits d'une main-d'œuvre bien formée lors de leur industrialisation.

## Approfondir notre réflexion sur la vulnérabilité

L'ONU met depuis longtemps l'accent sur la sécurité humaine, sous toutes ses formes.<sup>1</sup> Lorsque j'occupais le poste d'économiste en chef de la Banque mondiale, nous avons interrogé des milliers de personnes pauvres dans le monde entier, dans le but de déterminer avec précision ce qui était le plus important à leurs yeux. En tête de la liste (outre les inquiétudes évidentes liées à l'absence de revenu et à l'impossibilité de faire entendre leur voix sur les sujets affectant leurs vies), figurait l'insécurité, la vulnérabilité.<sup>2</sup>

À un niveau basique, la vulnérabilité est définie comme l'exposition à une baisse significative du niveau de vie. Elle est particulièrement inquiétante lorsqu'elle est prolongée et que le niveau de vie chute en deçà des seuils critiques, jusqu'au dénuement.

Les économistes traditionnels obsédés par le PIB en sont arrivés à négliger la vulnérabilité. Les individus détestent les risques. La prise de conscience de leur vulnérabilité entraîne des pertes de bien-être énormes, notamment avant d'affronter les conséquences du choc lui-même. L'échec de nos systèmes de mesure à déceler l'importance de la sécurité pour les individus et le bien-être social a été au centre des critiques sur le PIB émises par la Commission internationale sur la mesure des performances économiques et du progrès social.<sup>3</sup>

Si nous devons formuler des politiques visant à réduire la vulnérabilité, il est essentiel d'adopter une vue d'ensemble sur les raisons de cette vulnérabilité. Les individus et les sociétés sont inévitablement exposés à ce que les économistes appellent des « chocs », des événements indésirables capables de provoquer une réduction significative du niveau de vie. Plus les chocs sont puissants, plus ils sont profonds et durables, et plus la vulnérabilité est importante, toutes choses étant égales par ailleurs. Mais, les individus et les sociétés développent des mécanismes pour affronter les chocs. Certaines sociétés et économies ont fait davantage d'efforts que d'autres pour améliorer leur capacité de faire face aux chocs. Les vulnérabilités les plus importantes surgissent dans des sociétés qui se sont rendues vulnérables à des chocs importants, mais où de grandes fractions de la population ne disposent d'aucun mécanisme adéquat pour y faire face.

### Cercles vicieux

Quand on évoque la vulnérabilité, on pense inévitablement à une spirale infernale. Dans un système solide, il existe de bons mécanismes d'atténuation des chocs : un individu qui fait face à un choc défavorable se rétablit rapidement. Les lois sur la faillite ont notamment pour vocation de permettre aux agents lourdement endettés de prendre un nouveau départ. Cela ne résout pas forcément les problèmes du débiteur, mais cela lui évite au moins d'entrer dans un cercle vicieux et de crouler sous une montagne de dettes. Malheureusement, dans de nombreuses sociétés de par le monde, de grands pans de la population sont toujours fortement vulnérables et exposés à de tels cercles vicieux. Parfois même les choses sont loin de s'améliorer.

Par ailleurs, ces cercles vicieux concernent plusieurs aspects de la vie. Ainsi, les personnes n'ayant pas suffisamment de revenus ont plus de mal à s'alimenter sainement, ce qui signifie qu'elles sont plus exposées au risque de maladie. Cependant, une fois malades, elles ne peuvent pas se permettre de payer des soins médicaux décents. Par conséquent, dans les pays où les services publics de santé ne sont pas financés de manière adéquate par l'État, tout accident ou maladie peut signifier le début de la fin. En l'absence de soins de santé appropriés, elles risquent de perdre une grande partie de leur pouvoir d'achat. À son tour, cette baisse de revenus diminue encore plus leurs possibilités de s'offrir des soins médicaux.

Des études récentes ont prouvé que, chez les pauvres, l'énergie mentale est consacrée de manière disproportionnée à l'instant présent, c'est-à-dire à la nécessité de survie. Ils ne peuvent pas réfléchir de manière stratégique, ni

faire des plans sur le long terme. Il n'est donc pas surprenant qu'ils aient du mal à prendre des décisions (et à réaliser des investissements) susceptibles de les faire sortir de la misère.

### Vulnérabilités économiques

Les victimes d'une catastrophe naturelle (tsunami, inondations ou séisme) retiennent inévitablement l'attention du monde entier. Pourtant, les désastres économiques sont tout aussi dévastateurs que les catastrophes naturelles.

Au cours des dernières décennies, les bouleversements de l'économie mondiale ont donné lieu à bien d'autres vulnérabilités. L'interdépendance des banques et des pays a accru les probabilités de contagion financière, comme l'a prouvé la crise financière de 2008. Ces événements ont mis au jour l'importance des mécanismes de réglementation (coupe-circuits et contrôles sur les mouvements de capitaux, par exemple) dans le domaine des finances. La crise a ébranlé l'économie mondiale, en contractant les économies et en faisant sombrer des millions de personnes dans la pauvreté. Ces ravages sont la preuve que les problèmes ne concernent pas le seul secteur bancaire. De fait, leur résolution est une priorité pour le développement humain au sens large.

Ces bouleversements n'ont pas seulement accru l'exposition aux risques ; ils ont également affaibli les mécanismes auxquels les sociétés ont recours pour aider les plus vulnérables à s'en sortir. Cela est particulièrement vrai dans les pays en développement, où la protection sociale repose traditionnellement sur des liens sociaux et familiaux forts. Néanmoins, dans de nombreux pays, ces liens se sont affaiblis à un rythme plus rapide que celui de la mise en place des systèmes publics nationaux de protection sociale.

### Comment les politiques ont accru la vulnérabilité

L'une des grandes objections aux politiques relevant du consensus de Washington est qu'elles ont systématiquement provoqué l'accroissement de la vulnérabilité, en augmentant les chocs auxquels les individus et les économies sont exposés, tout en réduisant leurs mécanismes d'adaptation. Des politiques telles que la libéralisation du marché des capitaux (associée à de fortes variations des flux de capitaux entrants et sortants) ont rendu les pays en développement de plus en plus sensibles aux chocs étrangers. La libéralisation du marché financier et la déréglementation ont provoqué de plus grands chocs au niveau national, en favorisant la flambée du crédit et des bulles spéculatives vouées à l'éclatement. Par ailleurs, l'affaiblissement des régimes de protection sociale a à son tour affaibli les stabilisateurs automatiques, tandis que certaines politiques financières ont créé des déstabilisateurs automatiques, ayant pour résultat d'amplifier l'impact des chocs. Dans le même temps, les politiques mises en œuvre ont amoindri la capacité de larges pans de la population à résister aux chocs qui frappaient ces économies. Les politiques relevant du consensus de Washington sont souvent allées de pair avec un affaiblissement des régimes de protection sociale. Leur effet négatif sur la vulnérabilité semble aller de soi.

Ainsi, ces « réformes » ont accru la vulnérabilité, aussi bien celle des individus que celle du système économique pris en tant que tout. Par exemple, le passage souvent applaudi de la primauté des prestations à la primauté des cotisations n'a fait que renforcer la vulnérabilité individuelle et systémique.

Cependant, même dans les pays développés, nombreux sont ceux qui ont affirmé que pour rester en lice dans contexte moderne de mondialisation, il était nécessaire de réduire le rôle de l'État-providence et des régimes de protection sociale, sans se soucier de rendre les classes moyennes et défavorisées plus vulnérables.

Les politiques obéissant au consensus de Washington ont par ailleurs souvent débouché sur de plus fortes inégalités. Les individus au bas de la pyramide seront donc forcément plus vulnérables tant que les gouvernements n'adopteront pas de mesures de protection efficaces.

(suite)

## Approfondir notre réflexion sur la vulnérabilité (suite)

## Inégalité et vulnérabilité

L'un des principaux facteurs de vulnérabilité, lequel a un effet négatif sur la plupart des autres facteurs mentionnés, est l'inégalité, et sa contribution est multiple. L'inégalité provoque l'instabilité, augmentant ainsi la fréquence des fluctuations importantes au niveau de l'économie.<sup>4</sup> Des inégalités extrêmes signifient que la plus grande partie de la population se trouve dans la pauvreté, et dispose dès lors d'une capacité très réduite de faire face aux chocs. Les inégalités économiques extrêmes conduisent inévitablement à l'inégalité politique, ce qui signifie que les gouvernements sont moins enclins à fournir des systèmes de protection sociale susceptibles de protéger ceux qui se trouvent au bas de l'échelle contre les conséquences des chocs importants.<sup>5</sup> Nous devons désormais considérer l'inégalité non seulement comme un problème moral (ce qu'elle est), mais également comme un problème économique fondamental, inhérent à la réflexion sur le développement humain, et essentiel à toute analyse de la vulnérabilité.

## Diminuer la vulnérabilité

Certaines interventions visant à atténuer les vulnérabilités sont d'ores et déjà bien connues et relèvent depuis longtemps du domaine du développement humain. C'est notamment le cas des progrès en matière d'éducation et de protection sociale. Dans cette perspective, l'éducation est importante non seulement parce qu'elle permet aux individus d'exprimer tout leur potentiel et qu'elle entraîne

une augmentation de la productivité, mais aussi car elle renforce leur capacité à résister aux chocs. Par exemple, des individus mieux formés peuvent passer plus facilement d'un emploi à un autre. Les effets positifs de ces politiques paraissant évidents, celles-ci restent cruciales de nos jours.

Mais dans d'autres cas, les choses sont plus complexes. De nombreux aspects de notre système économique relèvent implicitement de l'absorption des risques. En d'autres termes, ils contribuent à atténuer la vulnérabilité. Il est extrêmement important que la législation en matière de faillite protège les citoyens ordinaires (débiteurs), plutôt que d'essayer de tirer le maximum des plus démunis en faveur des créateurs, comme c'est le cas dans le système américain. Les lois sur la faillite doivent donc permettre aux individus de prendre un nouveau départ.

Grâce aux prêts d'études remboursables en fonction des revenus, les familles peuvent échapper au piège de la pauvreté et entreprendre leur ascension sociale. Tel que nous l'avons souligné, les bons régimes de protection sociale favorisent non seulement le bien-être des personnes soumises aux chocs mais aussi les performances globales du système économique.

Les causes et les conséquences de la vulnérabilité sont multiples. La réduction de la vulnérabilité est un élément clé de tout programme visant à l'amélioration du développement humain. Toutefois, ce n'est qu'à travers une approche systémique globale que nous parviendrons à réduire cette vulnérabilité.

## Notes

1. Ogata et Sen 2003. 2. Narayan et autres 2000. 3. Stiglitz, Sen et Fitoussi 2010. 4. Le Fonds monétaire international a attiré l'attention sur ce point ; voir Berg et Ostry (2011b). 5. L'inégalité entraîne évidemment bien d'autres effets pernicieux, tels que soulignés par Stiglitz (2012b). L'inégalité est liée à un ralentissement de la croissance ; elle affaiblit la démocratie, accroît les conflits sociaux et mine la confiance.

Il est probable que les types de politiques abordés ici mettront un certain temps à renforcer la résilience des individus et des sociétés. Existe-t-il des mesures spécifiques à mettre en œuvre sur le court terme pour accélérer la résilience et protéger les compétences et les choix futurs ? Le chapitre 3 a souligné le besoin d'adopter une perspective globale pour étudier les facteurs de vulnérabilité. La réponse doit inévitablement être applicable à tous et sur le long terme. Mais il est possible de mieux faire concorder les mesures à court terme avec les besoins à long terme.

Les crises persistantes requièrent certaines politiques publiques de longue haleine, mais les systèmes d'intervention peuvent faciliter l'adaptation à court terme face à l'adversité de sorte à protéger les choix et à minimiser les répercussions à plus long terme. Prenons l'exemple de l'initiative Bolsa Família au Brésil. Il s'agit d'un programme de transfert monétaire qui vise à minimiser les impacts négatifs sur le long terme, en favorisant la scolarisation des enfants et en protégeant leur accès aux soins.<sup>1</sup> L'impact de la brusque hausse du prix des aliments en 2008 suite à la crise financière mondiale a été atténué par la progression des paiements de transfert. Outre ces programmes,

on ne peut pas faire beaucoup plus que de lancer des opérations de secours d'urgence au cas par cas. Même si elles sont bien conçues, ces interventions ne sont pas la panacée sur le long terme. Faute d'un régime de protection sociale plus complet, il est relativement aisé de mettre en place des programmes de transfert monétaire. De plus, leur impact budgétaire est généralement limité s'il existe déjà une infrastructure de base, comme au Brésil. De tels programmes doivent être conçus de sorte à protéger les capacités des individus, en particulier celles de la génération suivante.

## Prestation universelle des services sociaux de base

L'universalisme implique l'égalité d'accès et des chances pour renforcer les capacités générales. L'accès universel aux services sociaux de base (éducation, santé, approvisionnement en eau et assainissement, et sécurité publique) améliore la résilience. L'universalisme est un moyen puissant de s'attaquer à la nature incertaine de la vulnérabilité. Les politiques sociales à vocation universelle protègent non seulement

---

Le bien-fondé de la prestation universelle des services sociaux de base repose avant tout sur le postulat que tous les humains doivent être autonomisés pour apprécier la vie qu'ils mènent et que l'accès à certains éléments de base d'une vie digne devrait être dissocié de la capacité des gens à payer.

les personnes qui connaissent une période de pauvreté, de maladie ou de chômage, mais aussi les individus et les ménages prospères qui pourraient rencontrer des difficultés si les choses tournaient mal. Elles sont également le gage d'un renforcement de certaines capacités générales de base pour les générations à venir.

Non seulement la couverture universelle des services sociaux de base est un impératif, mais elle est aussi possible dès les premiers stades du développement. Des études récentes indiquent qu'il faut moins d'une décennie pour y parvenir. Par ailleurs, la prestation universelle de services sociaux de base est préférable au ciblage, car ce dernier entraîne la stigmatisation sociale de ses bénéficiaires et la segmentation de la qualité des services, étant donné que les personnes qui peuvent se permettre de se retirer du système de services publics n'hésitent pas à le faire.

La prestation universelle de services sociaux de base peut améliorer les compétences sociales de plusieurs façons. Elle peut s'avérer un outil très efficace pour favoriser l'égalité des chances et des résultats, ainsi qu'un moteur d'autonomisation pour la société. L'éducation publique universelle peut réduire les écarts existants entre les enfants de familles riches et de familles pauvres en termes de qualité de l'enseignement reçu. La transmission d'une génération à l'autre de capacités comme l'éducation au sein des familles peut perpétuer les bénéfices sur le long terme. Les politiques universelles encouragent également la solidarité au sein de la société.<sup>2</sup>

Le bien-fondé de la prestation universelle des services sociaux de base repose donc sur le postulat que tous les humains doivent être autonomisés pour apprécier la vie qu'ils mènent et que l'accès à certains éléments de base d'une vie digne devrait être dissocié de la capacité des gens à payer. Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies, intitulé « Une vie de dignité pour tous » et publié en 2013, déclare que l'une des conditions préalables à la réalisation du programme de développement durable pour l'après-2015 est une « vision ambitieuse de l'avenir, fermement ancrée sur les droits de l'homme et les valeurs et principes universellement acceptés, dont ceux concrétisés dans la Charte, la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration du Millénaire ». <sup>3</sup> Le document final du sommet sur les objectifs du Millénaire pour le

développement, qui s'est tenu en septembre 2010, estime que « la promotion de l'accès universel aux services sociaux et l'instauration d'une protection sociale minimale peuvent véritablement aider à consolider les acquis du développement et favoriser de nouveaux progrès ». <sup>4</sup>

Tout engagement envers la prestation universelle de services sociaux requiert une conviction sociale et politique profonde. Cela se répercute sur la nature de la société que les individus veulent. Même si les manières de fournir ces services peuvent varier selon les circonstances et le contexte du pays, le point commun de toutes les expériences réussies repose sur une seule idée : l'État a la responsabilité première d'étendre les services sociaux à la population entière, dans un contrat social de base entre les individus et leur État.

À un niveau davantage axé sur les politiques, il ne suffit pas de se pencher sur les chiffres. Il est tout aussi critique de savoir quand et comment les mettre en œuvre. Il peut s'avérer nécessaire d'allouer des fonds supplémentaires à l'élargissement des services sociaux de base à l'ensemble de la population. Toutefois, même les investissements modestes, s'ils sont réalisés au bon moment, peuvent contribuer grandement à la diminution de la vulnérabilité. Les mesures budgétaires doivent être assorties d'initiatives juridiques et autres pour garantir un accès égal aux services et aux opportunités.

## Couverture universelle ou couverture ciblée

Au cours des dernières décennies, on a constaté un changement global au sein des politiques et des dépenses sociales, qui ont cessé d'être axées sur le développement pour se concentrer davantage sur la lutte contre la pauvreté.<sup>5</sup> En conséquence, l'accent a davantage été mis sur le ciblage des dépenses sociales sur les pauvres plutôt que sur la population en général. On considérait les services ciblés comme plus efficaces, moins coûteux et plus à même de garantir la redistribution des revenus. Cependant, le constat de cette expérience brosse un tableau plus nuancé. La prestation universelle a dans de nombreux cas été associée à une plus grande réduction de la pauvreté, une meilleure redistribution des revenus et une plus forte diminution des inégalités, ce qui est un tant soit

peu paradoxal étant donné que les prestations ciblées sont théoriquement plus redistributives.<sup>6</sup> Un facteur clé à prendre en compte est que, lorsque les prestations sont rigoureusement ciblées, la classe moyenne et les élites sont moins enclines à les financer par l'impôt. En revanche, lorsque la couverture est universelle, les élites sont plus disposées à financer les services, et une partie des lacunes existantes dans la redistribution des revenus est compensée par la plus grande quantité de fonds disponibles.<sup>7</sup>

Dans les États-providence européens, la couverture universelle à travers l'assurance sociale a été guidée par les attentes et les exigences de la classe moyenne.<sup>8</sup> De même, l'accès universel à l'éducation et aux soins de santé dans les pays nordiques s'est avéré durable en raison de la qualité de l'éducation et des soins de santé dont toute la population pouvait bénéficier. Dans cette optique, la classe moyenne était prête à financer les prestations par l'impôt. Pour cette raison, des voix se sont élevées en faveur d'une politique de solidarité, concordant avec les principes universalistes, afin de ménager une place à la classe moyenne dans le régime de prestations sociales et donc d'établir une coalition entre les pauvres et les non-pauvres.<sup>9</sup> Le ciblage peut remettre en cause cette solidarité, en donnant naissance à un régime à deux vitesses : d'un côté, des services insuffisamment financés et de mauvaise qualité pour les pauvres et, de l'autre, des services marchands de meilleure qualité réservés aux classes moyennes et aisées.

En matière de politique sociale, les principes universalistes sont connus et appliqués depuis des années dans plusieurs pays. Dans un élan d'ambition, ils ont été intégrés dans plusieurs constitutions nationales et reconnus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Pourtant, de nombreux pays du monde, répartis dans plusieurs zones géographiques et se trouvant à tous les stades du développement, ne se sont pas encore engagés sur la voie de la prestation universelle de services sociaux de base. La difficulté de trouver des ressources suffisantes pour financer la prestation universelle de ces services est depuis longtemps source d'inquiétude. Par exemple, il est tacitement entendu que la croissance économique et l'augmentation de revenus qui en résulte constituent une condition

préalable au système de santé universel. Les préoccupations relatives à la réduction de la marge de manœuvre budgétaire se sont accrues depuis les crises financières de 2008 (y compris dans les pays développés), ce qui a conduit à l'adoption de mesures d'austérité.<sup>10</sup> Pourtant, la situation des revenus à elle seule ne doit pas compromettre les politiques sociales universelles. Bien que les contraintes financières soient une préoccupation légitime, la mobilisation des ressources, la restructuration des marges de manœuvre budgétaires, la révision des priorités en matière de dépenses publiques et l'amélioration de l'efficacité dans la prestation des services grâce à une meilleure conception au niveau des institutions peuvent élargir les possibilités.

### La prestation universelle est possible, même aux stades précoces du développement

Trois constats schématiques se dégagent de l'étude de la situation de certains pays qui ont adopté les principes de l'universalisme. Tout d'abord, les principes ont généralement été adoptés avant que ces pays ne s'industrialisent et deviennent riches. Deuxièmement, ils ont été adoptés sous l'égide de régimes politiques divers, allant de l'autocratie à la démocratie réelle. Troisièmement, dans les premiers pays qui ont adopté ces principes, la mise en œuvre de la couverture universelle a pris de nombreuses années, voire des décennies. Ce laps de temps s'est réduit dans les pays les ayant adoptés plus récemment. Cependant, les bénéfices de l'élargissement de la couverture commencent à se faire sentir bien avant qu'elle ne devienne universelle.

Le Costa Rica, le Danemark, la République de Corée, la Norvège et la Suède ont fait leurs premiers pas vers la prestation universelle de services sociaux de base alors qu'ils ne disposaient encore que d'un revenu par habitant relativement bas. Le Costa Rica a adopté un vaste train de mesures relatives aux investissements en matière d'éducation, à la santé publique et à la sécurité sociale dans son amendement constitutionnel de 1949, au lendemain d'une lutte politique violente qui a donné naissance à la démocratie, alors que son PIB par habitant s'élevait à 2 123 \$ en

---

Bien que les contraintes financières soient une préoccupation légitime, la mobilisation des ressources, la restructuration des marges de manœuvre budgétaires, la révision des priorités en matière de dépenses publiques et l'amélioration de l'efficacité dans la prestation des services grâce à une meilleure conception au niveau des institutions peuvent élargir les possibilités

dollars internationaux de 1990. La Suède (en 1891) et le Danemark (en 1892) ont adopté des lois sur l'assurance maladie alors qu'ils disposaient d'un PIB par habitant de 1 724 \$ et 2 598 \$, respectivement. La Norvège a adopté une loi sur la compensation obligatoire des travailleurs en 1894 quand son PIB par habitant était de 1 764 \$. La République de Corée avait déjà réalisé de grands progrès en matière d'éducation au début des années 1960, alors que son PIB par habitant n'atteignait pas 1 500 \$.<sup>11</sup> Le Ghana a entrepris la mise en place de la couverture de santé universelle en 2004 quand le revenu par habitant y était de 1 504 \$. Bien que la couverture ne soit pas encore complète, les ménages ont d'ores et déjà réduit considérablement leurs dépenses directes de santé.<sup>12</sup> Tous ces pays ont commencé à adopter des mesures en matière d'assurance sociale alors que leur PIB par habitant était inférieur au niveau actuel de ceux de l'Inde et du Pakistan (figure 4.1).

Lorsque la Suède a rendu la scolarisation obligatoire pour tous les enfants, en 1842, son PIB par habitant (926 \$) était inférieur au PIB par habitant actuel de tous les pays d'Asie du Sud. Un PIB élevé n'est donc pas une condition *sine qua non* pour entreprendre un investissement global en matière de services sociaux de base. Dans tous les pays susmentionnés, l'investissement dans les services publics a précédé l'essor de la croissance nationale.

Les mesures les plus précoces favorisant l'éducation généralisée (voire universelle), les soins de santé et la protection sociale ont été adoptées dans des contextes politiques variés (figure 4.2). En France et dans les pays nordiques, un esprit d'égalitarisme et une perspective solidaire du bien-être, vu comme un droit attaché à la citoyenneté, a précédé l'adoption des mesures de protection sociale. L'Allemagne a quant à elle mis en place l'éducation de masse sous l'égide de la Prusse. La République de Corée a largement investi dans l'éducation alors qu'elle venait à peine de gagner son indépendance à la fin des années 1940, et a continué d'élargir l'accès à l'éducation en dépit de son instabilité politique et de la guerre.<sup>13</sup> Le Sri Lanka, dont le parcours sous domination coloniale est similaire à celui de l'Inde et du reste du sous-continent indien, a mis en place

un système d'éducation et de santé quasiment universel malgré des années de militantisme et de guerre.

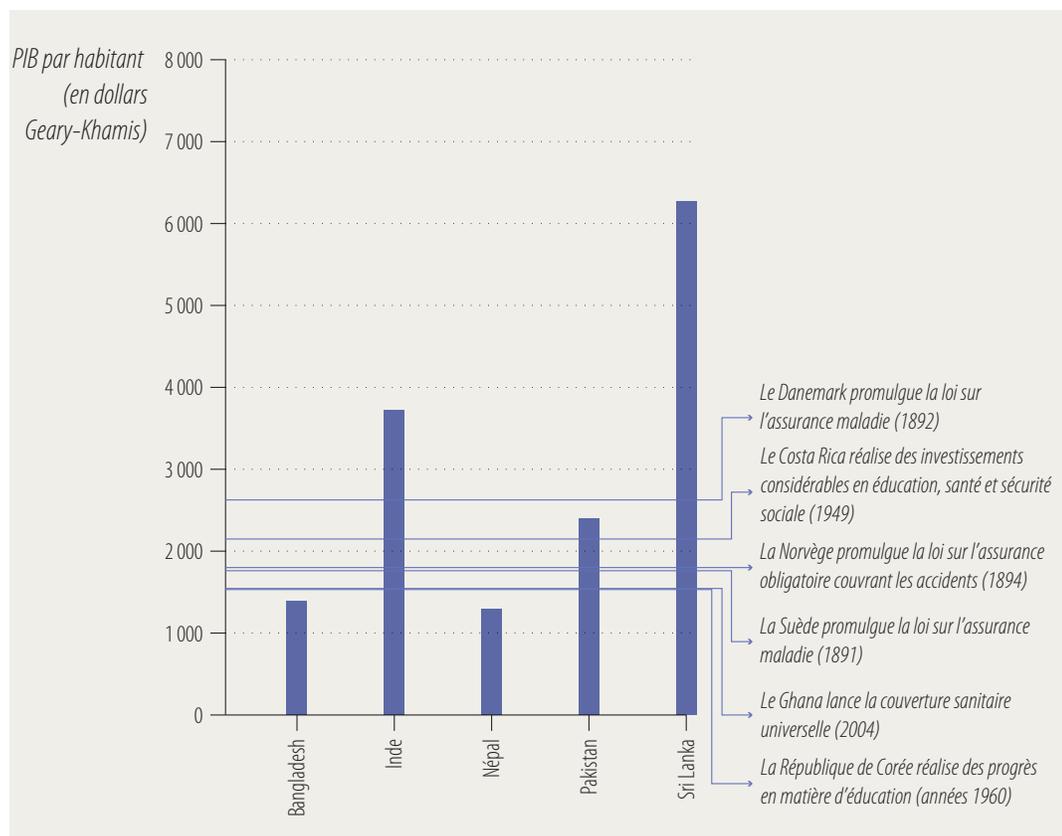
Tandis que la transition vers la couverture universelle a pris du temps chez les premiers adeptes de ce système, les derniers-venus ont progressé beaucoup plus rapidement. Même si la scolarisation obligatoire et la protection sociale ont été établies au Danemark, en Norvège et en Suède dès la fin du XIXe siècle, il a fallu attendre plus de 10 ans après la Seconde Guerre mondiale, entre 1955 et 1963, pour que ces régimes deviennent véritablement universels. En République de Corée, cinq décennies ont été nécessaires pour parvenir à l'éducation primaire quasi-universelle et à un niveau élevé d'enseignement secondaire et supérieur.<sup>14</sup> En revanche, la Chine, le Rwanda et le Viet Nam sont passés, en dix ans à peine, d'un niveau de protection très bas en matière de santé à une couverture quasi-universelle.<sup>15</sup>

Parfois, des chocs violents peuvent faire reculer les progrès accomplis en matière de développement humain, y compris les efforts pour parvenir à la couverture universelle des services sociaux de base. Une bonne réaction à court terme peut prévenir les dégradations à long terme. Dans la foulée de la crise du sud-est asiatique à la fin des années 1990, l'Indonésie, la République de Corée, la Malaisie, la Thaïlande et d'autres pays ont été ébranlés par les défaillances du marché et le choc suscité par la fuite des capitaux. En conséquence, les pertes d'emplois et le tassement de la croissance de la production ont entraîné une perte de revenus pour une grande partie de la population active. L'impact sur les dépenses des ménages et la consommation ne s'est pas fait attendre, et le tout a eu des répercussions directes sur la santé et l'éducation.

En examinant la situation de plus près, on constate que les pays ont réagi différemment face à la crise.<sup>16</sup> L'Indonésie présentait une marge de manœuvre limitée en raison de l'incertitude politique et connaissait une baisse des dépenses publiques dans le domaine social. Les troubles sociaux permanents entravaient la résilience et les ressources des réseaux communautaires informels. Les dépenses des ménages en matière de santé et d'éducation diminuèrent elles aussi, entraînant une hausse des taux de maladie et d'échec scolaire.<sup>17</sup> Le

FIGURE 4.1

**De nombreux pays ont commencé à mettre en œuvre des mesures d'assurance sociale alors que leur PIB par habitant était inférieur à celui de la plupart des pays d'Asie du Sud aujourd'hui**



Source : calculs basés sur Maddison (2010).

gouvernement thaïlandais avait pour sa part adopté des mesures d'aide à l'emploi, à la santé et à l'éducation.<sup>18</sup> Mais il était plus ardu de mettre en œuvre ce type de mesures en Indonésie. On évoque souvent l'écart entre ces deux expériences pour illustrer les différents niveaux de politiques proactives adoptées par les gouvernements.<sup>19</sup>

### Avantages macroéconomiques et autres

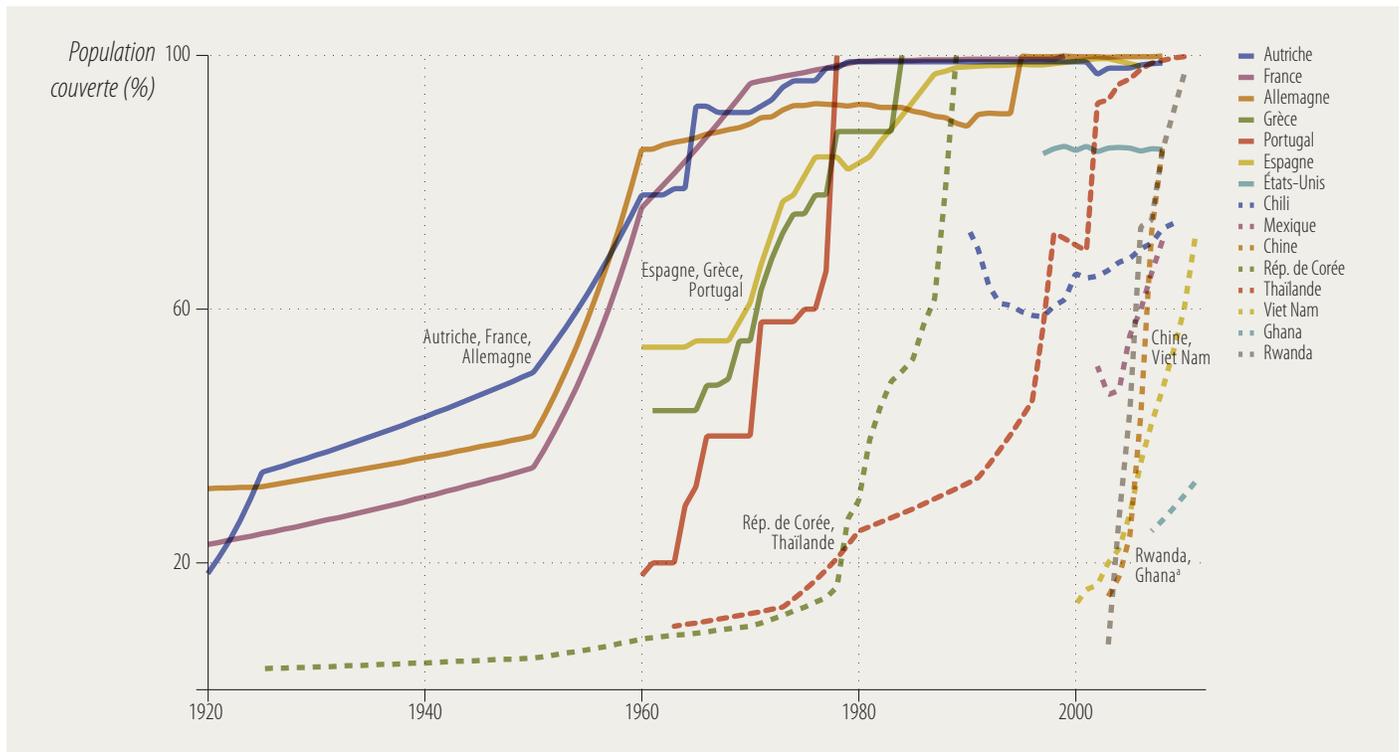
La prestation élargie de services publics de base peut réduire la pauvreté et l'inégalité avant même que la couverture ne devienne universelle. La conception et la portée des politiques sociales auront une incidence sur l'inégalité des individus en matière de pouvoir d'achat au cours même de leur vie. Au Mexique, entre 1997 et 1998, le programme Oportunidades a réduit le taux de pauvreté de 17 pour cent. Au Brésil, le programme Bolsa Família est associé

à une baisse de l'extrême pauvreté de l'ordre de 16 pour cent.<sup>20</sup> En Europe, la consolidation de la prestation universelle a coïncidé dans le temps avec une baisse de l'inégalité des revenus, ce qui a donné lieu à l'établissement d'une corrélation entre le volume des dépenses sociales et la réduction des inégalités, baptisée « thèse volume/redistribution ».<sup>21</sup>

Plusieurs études ont depuis lors révélé que ces résultats seraient en fait davantage le fruit de la conception au niveau des institutions que du montant des dépenses.<sup>22</sup> En effet, avec les moyens qu'ils consacrent à la prestation des services sociaux de base, certains pays seraient en mesure d'en améliorer la couverture et la qualité. Par ailleurs, ils pourraient exploiter de nouvelles sources de financement pour payer la prestation universelle. La Bolivie, par exemple, a instauré un régime universel de pensions de vieillesse en 1997, qu'elle a financé en partie à l'aide des ressources issues de la privatisation des

FIGURE 4.2

Évolution de la couverture de santé dans plusieurs pays, exprimée en pourcentage de la population totale



a. Estimations.  
Source : OIT 2011b.

entreprises publiques. En 2007, l'âge d'ouverture des droits à la retraite a été abaissé de 65 à 60 ans, tandis que les taxes sur les hydrocarbures sont devenues la principale source de financement.<sup>23</sup>

Les dépenses sociales ont été associées à la réduction de la pauvreté de la population prise dans son ensemble et divisée en sous-groupes.<sup>24</sup> Avec un seuil de pauvreté fixé à 50 pour cent du revenu équivalent médian, les pays nordiques sont parvenus à réduire la pauvreté de 80 à 90 pour cent chez les familles avec enfants au milieu des années 1990, au moyen de la redistribution.<sup>25</sup> D'autres pays européens (notamment la Belgique, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Espagne) ont également réduit de plus de moitié la pauvreté des familles avec enfants. En Suède, les prestations sans condition de ressources ont réduit la pauvreté de près de 72 pour cent, indépendamment du niveau de prestations sous condition de ressources.<sup>26</sup> En Argentine, l'allocation familiale universelle, établie en 2009 et couvrant 85 pour cent des enfants, a réduit la pauvreté de 22 pour cent et l'extrême pauvreté de 42 pour cent.<sup>27</sup>

L'adoption des principes de l'universalisme dans la politique sociale peut également contribuer à la croissance économique, mettant ainsi en place un cercle vertueux de croissance et de développement humain. En Asie de l'Est notamment, les progrès rapides accomplis dans le domaine de l'éducation et de la formation ont permis à différents pays de tirer parti de la nouvelle économie mondiale axée sur le savoir. La prestation universelle a une incidence sur de nombreuses facettes du développement. Elle entraîne ainsi des améliorations dans le domaine des ressources humaines susceptibles de contribuer à la croissance, et crée par conséquent un cercle vertueux. Par exemple, les pays qui ont obtenu un dividende démographique ont généralement présenté de meilleurs résultats scolaires avant leur essor. Bien qu'il n'y ait pas une corrélation directe entre le développement humain et la croissance économique, il faut souligner que cette dernière accroît le contrôle d'un pays sur les ressources et est donc importante pour le développement.

Un meilleur accès à l'éducation et aux soins de santé a permis à plusieurs pays de tirer parti de leur dividende démographique.<sup>28</sup> En République de Corée, par exemple, le ratio de dépendance des enfants se situait entre 74 pour cent et 81 pour cent dans les années 1960. À partir de 1966, il a progressivement diminué pour se situer à 22 pour cent en 2011. L'essor économique du pays à compter du milieu des années 1960 a également été précédé de progrès à grande échelle dans le domaine de l'éducation. En 1945, la plupart de la population n'avait jamais été scolarisée, et moins de 5 pour cent avait fait des études secondaires ou supérieures. Cependant, en 1960, le taux d'inscription dans le primaire avait été multiplié par 3 (et 96 pour cent des enfants en âge scolaire se trouvaient entre leur première et leur sixième année d'école), celui du secondaire avait été multiplié par 8 et celui de l'enseignement supérieur par 10. Au début des années 1990, le taux de réussite au secondaire atteignait 90 pour cent. Cette révolution de l'éducation s'est déroulée en dépit de l'instabilité politique, de la pauvreté et de la guerre. Le pays avait instauré l'enseignement pour tous avant d'entreprendre son essor économique.

En Chine, le tableau est plus complexe. Dans les années 1960, le ratio de dépendance des enfants dépassait 70 pour cent. Il a commencé à diminuer vers le milieu des années 1970, juste avant les réformes de 1978. En 2011, il avait chuté à 26 pour cent. En 1982 (la première année pour laquelle on dispose de données statistiques), le taux d'alphabétisation des femmes était de 51 pour cent.<sup>29</sup> En 2000, il avait atteint 87 pour cent et, en 2010, plus de 91 pour cent. En 1997 (données les plus récentes disponibles), le taux d'achèvement des études primaires était de 94 pour cent (92 pour cent pour les filles). L'enseignement primaire universel est devenu une réalité vers 2007. En conséquence, l'essor du secteur manufacturier au cours des deux dernières décennies a été alimenté non seulement par une population active en rapide augmentation, mais aussi par une main-d'œuvre instruite et productive.

Cependant, au cours des dernières décennies, on a assisté en Chine à une détérioration de la protection sociale et de la couverture des soins de santé. À partir de 1950 et jusque dans les années 1970, l'accès aux soins de santé était presque

universel, grâce au réseau de santé publique et aux régimes urbains et ruraux d'assurance maladie. Néanmoins, après 1978, l'adoption de mécanismes axés sur le marché et l'augmentation du coût des soins médicaux, associées à l'effondrement des régimes médicaux des coopératives rurales, a privé une grande partie de la population (y compris en milieu urbain) de l'accès à des soins abordables. En 2009, un projet de réforme du système de santé a été annoncé, avec l'objectif d'établir une couverture universelle pour tous les habitants des zones urbaines et rurales.<sup>30</sup> À la fin 2013, on estimait que 99 pour cent de la population rurale chinoise avait accès aux soins de santé à travers les nouvelles mutuelles de santé des zones rurales.<sup>31</sup>

Il n'existe pas de voie toute tracée pour la mise en œuvre d'une politique sociale universelle. Assurer l'accès des groupes marginalisés et exclus à la protection sociale, y compris des personnes pauvres et vulnérables, exige des efforts et des ressources supplémentaires. La mise en œuvre des politiques à vocation universelle commence souvent par l'adoption de solutions de facilité, comme il ressort des politiques qui visent à faire passer les populations pauvres juste au-dessus du seuil de pauvreté. Pour éviter cette fausse alternative, il faut donc partir du dernier maillon de la chaîne ; le but étant de garantir l'accès aux services de base qui répondent aux besoins des plus pauvres et des plus vulnérables en premier.

La qualité est elle aussi une question sensible. Bien que l'éducation primaire pour tous est presque une réalité dans la plupart des pays, l'achèvement des études à ce stade est loin d'être universel. En outre, les enfants scolarisés dans les écoles publiques ne reçoivent souvent qu'une instruction de piètre qualité. Là où les systèmes scolaires publics et privés coexistent, une différence systématique de la qualité peut être constatée si l'enseignement public n'est pas suffisamment financé. La qualité des soins de santé auxquels les individus ont accès (moyennant paiement) et les traitements inclus dans la couverture de santé universelle peuvent aussi faire une grande différence. Lorsque l'enseignement public bénéficie d'un financement adéquat, il ne craint pas la comparaison avec l'enseignement privé.<sup>32</sup> Pour étendre la couverture des services de base, il faut d'abord trouver le juste équilibre entre les sphères publiques et privées dans la prestation de ces

services. Un système « mixte » tend à segmenter l'accès aux services. Les riches et la classe moyenne ont tendance à se retirer du système d'éducation public, ce qui affaiblit l'engagement de la sphère publique pour un enseignement de qualité.

### Traiter les vulnérabilités au cours du cycle de vie : l'importance de la planification

Pour garantir une couverture universelle, il est nécessaire que l'ensemble des individus ait accès aux services sociaux aux différents stades du cycle de vie, et en particulier à des périodes charnières tels que la petite enfance, le passage de l'adolescence à l'âge adulte, et celui de l'âge adulte à la vieillesse, afin de renforcer la résilience des individus tout au long du cycle de vie. Des interventions au moment propice sont essentielles, car si le développement des capacités n'est pas soutenu au bon moment, la tâche sera d'autant plus difficile par la suite. Le développement de la petite enfance constitue un bon exemple de la façon dont l'universalisme permet de réaliser des investissements dans les capacités humaines tout au long de la vie.

Le développement de la petite enfance constitue un bon exemple de la façon dont l'universalisme permet de réaliser des investissements dans les capacités humaines tout au long du cycle de vie

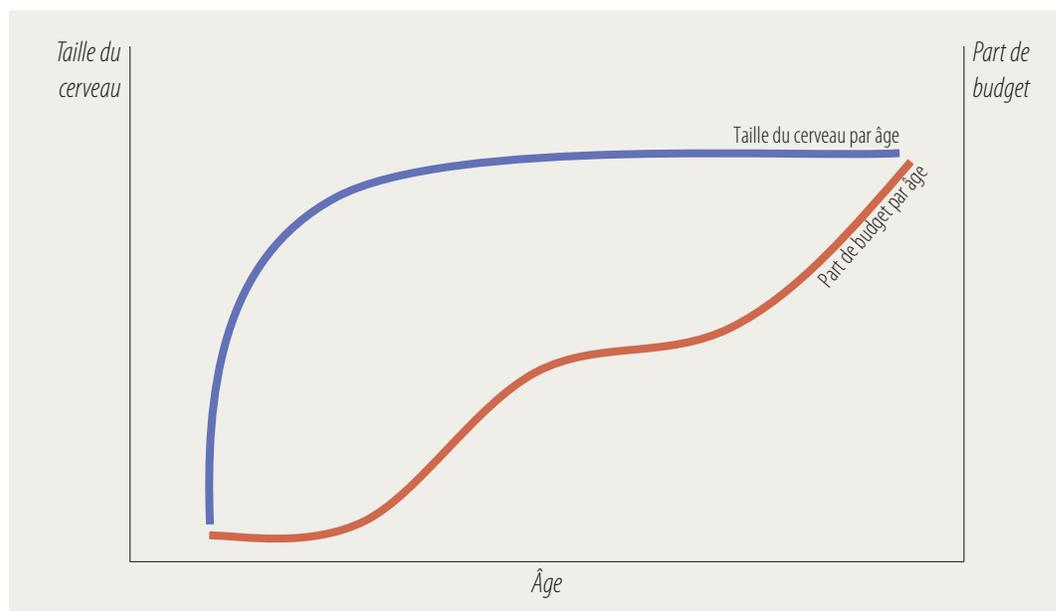
L'accent est ici mis sur le développement des enfants en âge préscolaire. Une autre période charnière est le passage de l'adolescence à l'âge adulte. La transition entre les études et le monde du travail préoccupe particulièrement les jeunes, tout comme l'emploi précaire. (Les politiques de l'emploi sont traitées dans la section suivante, tandis que les retraites et l'assurance invalidité sont abordées dans la section sur la protection sociale.)

Dans l'idéal, les gouvernements devraient mettre en place des mesures concernant la santé, l'éducation, la famille et les services de protection sociale pour les enfants et les familles tout au long de leur vie. Cependant, le développement de la petite enfance fait généralement l'objet de ressources plus limitées, les dépenses sociales par habitant augmentant habituellement avec l'âge.<sup>33</sup> Les dépenses en matière de santé, d'éducation et de bien-être qui augmentent au cours du cycle de vie n'encouragent pas et ne favorisent pas le développement des capacités pendant les premières années de la vie, qui sont pourtant cruciales (figure 4.3).

La Suède est l'un des rares pays dans lequel le gouvernement alloue des ressources spécifiques

FIGURE 4.3

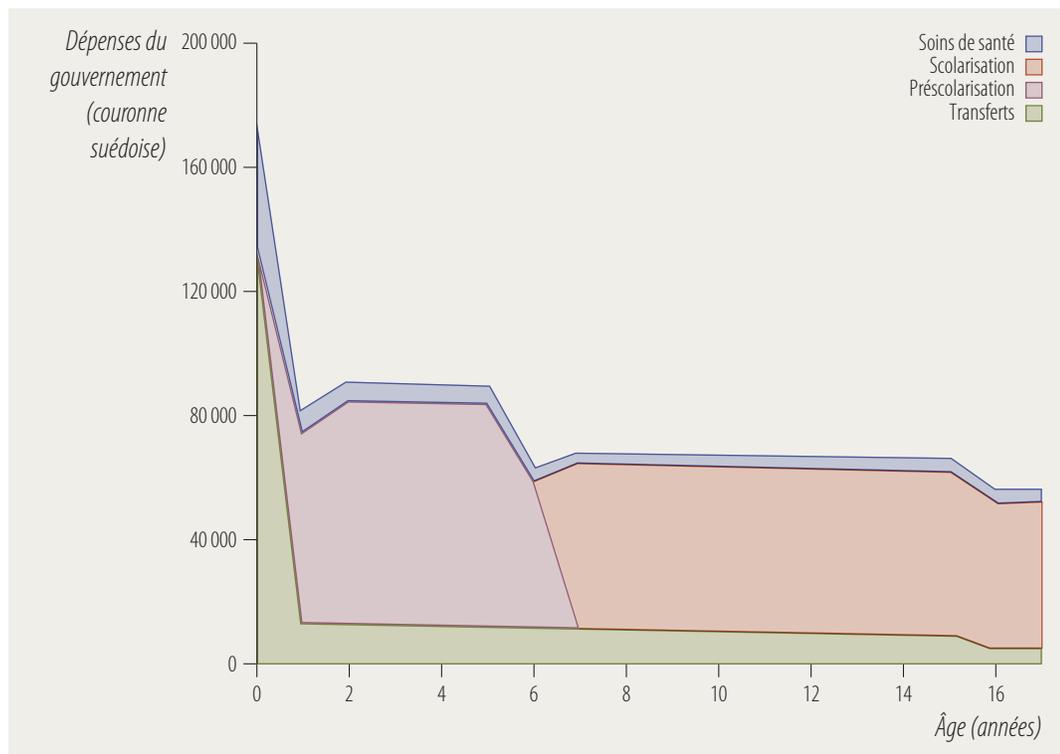
Les dépenses réalisées dans la santé, l'éducation et le bien-être qui augmentent tout au long de la vie n'alimentent pas et ne soutiennent pas le développement au cours des premières années, qui sont cruciales



Source : Karoly et autres 1997.

FIGURE 4.4

Investir dans la petite enfance : l'exemple suédois



Source : Dalman et Bremberg 1999.

aux premières années de la vie,<sup>34</sup> avec des investissements cruciaux pendant la période sensible du développement du cerveau avant et après la naissance (figure 4.4). Dans le cadre du lancement ou de l'amplification de grands programmes nationaux, quatre facteurs importants sont à prendre en ligne de compte : les soins prénatals et postnatals ; l'éducation et la formation des parents ; le revenu ; et la nutrition. Tel qu'il a été souligné au chapitre 3, la croissance du cerveau est extrêmement rapide au cours des premières années de la vie et tend à se ralentir après cela. Pourtant, dans le budget consacré aux services sociaux publics, les dépenses sont au plus bas pour les premières années de la vie et augmentent par la suite (voir figure 4.3).<sup>35</sup>

Les avantages tirés des interventions précoces efficaces sont d'autant plus soutenus que ces dernières sont suivies d'investissements réguliers dans une éducation de qualité. Les interventions concernant le développement de la petite enfance ne se suffisent pas à elles seules. Il est nécessaire de réaliser d'autres investissements par la suite pour favoriser l'apprentissage tout au long de la vie, au cours

de l'adolescence, à l'âge adulte et pendant la vieillesse, de sorte que les capacités individuelles puissent atteindre tout leur potentiel. Toutefois, il n'est pas rare que les politiques actuelles en matière d'éducation et de formation à l'emploi ne soient pas bien orientées. Elles tendent généralement à mettre l'accent sur les facultés cognitives au détriment des compétences sociales, de la maîtrise de soi, de la motivation et d'autres qualités relationnelles qui sont autant de facteurs de succès dans la vie.

Le rendement scolaire se stabilise très tôt (vers 7 ou 8 ans) et les milieux familiaux peuvent être source d'inégalités (figure 4.5).<sup>36</sup> L'interaction avec les parents et les éducateurs revêt une importance particulière.<sup>37</sup> L'ampleur et la qualité de ces interactions, comprenant notamment le jeu, la communication orale, les expressions faciales et le contact physique, ont un lien avec le comportement ultérieur de l'enfant, ses aptitudes cognitives et son développement émotionnel.<sup>38</sup> Ces tâches relèvent en général d'un travail informel et non rétribué.

L'âge du nourrisson et la petite enfance figurent parmi les périodes les plus formatrices dans

la vie d'une personne. Les investissements (en temps, en argent et autres) réalisés à l'égard des enfants leur permettront plus de choix à l'avenir, renforceront leurs capacités et signifieront des progrès durables sur le plan du développement humain. Mais les enfants qui sont nés dans la pauvreté, connaissent la faim et ne reçoivent pas les soins appropriés ont généralement de moins bons résultats scolaires, une santé plus fragile et moins de chances de trouver un emploi décent. Arrivés à l'âge adulte, ils n'investissent à leur tour pas suffisamment dans leur progéniture, perpétuant ainsi la vulnérabilité d'une génération à l'autre. Quand les ménages subissent des chocs récurrents, des programmes comme Bolsa Família et Oportunidades peuvent réduire la probabilité qu'un enfant soit retiré de l'école ou souffre de malnutrition.

Dans les foyers à faibles revenus et appauvris, les parents et éducateurs doivent parfois passer beaucoup de temps à travailler à un poste rémunéré pour joindre les deux bouts et ont par conséquent moins de temps à passer avec leurs enfants. Dans les foyers plus aisés, les adultes ont plus d'argent et souvent plus de temps. Ce constat contribue à expliquer le rapport existant entre le statut socioéconomique et le développement pendant la petite enfance.<sup>39</sup> Cela souligne également les avantages que présente l'accès universel aux mesures de développement de la petite enfance sur le plan de l'égalité des chances.

## Promotion du plein emploi

Dans les années 1950 et 1960, le plein emploi constituait un objectif central des politiques macroéconomiques. Il a disparu de l'agenda mondial pendant la période de stabilisation postérieure aux chocs pétroliers de 1973 et 1979. Il est temps à présent de renouer avec cet engagement, pour consolider les progrès et faciliter leur pérennité. L'universalisme est souvent abordé sous l'angle des politiques sociales, telles que celles relatives à la santé, à l'éducation, à la protection de l'enfance et au soutien du revenu. Mais il est également applicable aux marchés du travail, en garantissant que tout le monde ait accès à des possibilités d'emploi rémunéré décent. Tous n'opteront pas pour un travail rémunéré mais, selon le principe

de l'universalisme, chaque individu doit avoir la possibilité de le faire. L'accès universel à des possibilités d'emploi décent se traduit souvent par la mise en œuvre de politiques de plein emploi. D'une part, le plein emploi élargit l'universalisme au domaine du marché du travail et, d'autre part, il soutient la prestation des services sociaux. De plus, le plein emploi a été décisif pour soutenir le modèle scandinave, car le taux de recrutement élevé a permis de garantir des revenus fiscaux suffisants pour financer les prestations universelles.

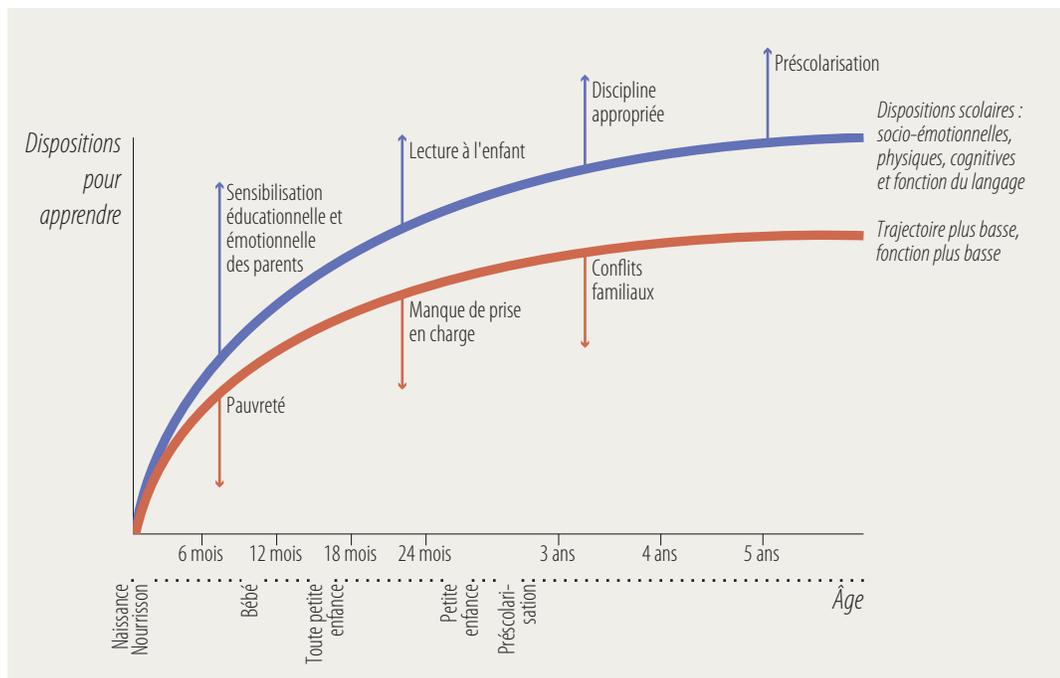
Il est également souhaitable en raison des bénéfices sociaux qu'il implique. Le chômage comporte des coûts économiques et sociaux élevés, provoque une perte permanente en termes de production et un déclin des compétences professionnelles et de la productivité. La chute de la production et les revenus fiscaux associés peuvent exiger des dépenses publiques plus élevées pour soutenir l'assurance chômage. Le chômage de longue durée fait également peser une grave menace sur la santé (physique et mentale) et sur la qualité de la vie (notamment sur l'éducation des enfants). De plus, il s'accompagne souvent d'une augmentation de la criminalité, des suicides, de la violence, de la consommation de drogues et autres problèmes sociaux. Les avantages sociaux d'un emploi dépassent donc largement les bénéfices privés, c'est à dire le salaire.

Les emplois favorisent la stabilité et la cohésion sociale, et un emploi digne renforce la capacité des personnes à affronter les épreuves et les incertitudes. L'emploi, en tant que moyen d'existence, renforce l'agentivité humaine et présente une valeur indéniable aux yeux des familles et des communautés. Par ailleurs, l'obtention d'un emploi stable a une valeur psychologique élevée.

Pourtant, peu de pays encore, développés ou en développement, considèrent la politique de plein emploi comme une clé de voûte sociétale ou économique. Presque partout, les politiques macroéconomiques se penchent désormais plus volontiers sur la stabilité des prix et la gestion de la dette. Les marchés financiers internationaux sont prompts à pénaliser les pays qui, d'après eux, ne poursuivent pas correctement ces objectifs. Même en théorie, les marchés ne peuvent pas assurer le plein emploi à cause des obstacles à l'information et autres frictions sur le marché du travail. D'autre

FIGURE 4.5

**L'ampleur et la qualité des interactions avec les parents et les éducateurs ont un lien avec le comportement ultérieur de l'enfant, ses aptitudes cognitives et son développement émotionnel**



Source : Young 2014.

part, sur des marchés dérèglementés, il est particulièrement difficile d'obtenir des résultats souhaitables sur le plan de l'emploi.

Il est nécessaire d'avoir un engagement national fort pour le plein emploi et des politiques publiques actives orientées vers la création et la protection des emplois. Rappelons que l'engagement pris à Copenhague en 1995 pour le plein emploi a été intégré aux objectifs du Millénaire pour le développement en tant que cible 1.B en 2008. La création et l'expansion de l'emploi, à l'opposé de sa destruction, doivent dorénavant être au cœur de nouvelles politiques actives et créatives concernant le marché du travail. Les allocations de chômage et les indemnités liées aux accidents de travail, bien qu'utiles, sont réactives et ne traitent simplement que les conséquences des vulnérabilités économiques. Les politiques actives du marché du travail visent à surmonter ces vulnérabilités en aidant les travailleurs à retrouver un emploi par le biais de programmes d'emplois temporaires ou de formations leur permettant d'acquérir des compétences utiles. Par exemple, Singapour encourage la stabilité de l'emploi en période de

ralentissement économique, en accordant des subventions salariales aux employeurs (plutôt que de fournir des allocations de chômage aux travailleurs) qui décident d'augmenter les salaires en bas de l'échelle de distribution.

Toutefois, dans les pays en développement où le sous-emploi est important, les politiques actives du marché du travail ne sont pas suffisantes. En vue de parvenir au plein emploi, il est nécessaire de mettre en œuvre des politiques qui favorisent une croissance tournée vers les pauvres et qui créent un cadre d'aide sociale. Il faut également adopter des politiques macroéconomiques qui vont au-delà d'une focalisation exclusive sur la stabilité des prix et la gestion de la dette. En règle générale, le chômage officiel n'est pas chose fréquente dans les pays en développement. En fait, le chômage correspond généralement à un statut que seuls les plus aisés peuvent se permettre. Ces pays sont par ailleurs confrontés de nos jours à un enjeu de taille : suite à un pic démographique, ils doivent créer de nombreux emplois dans les prochaines années pour offrir du travail aux jeunes.

Plusieurs initiatives prometteuses pour l'emploi ont vu le jour à travers le monde.

La création et l'expansion de l'emploi, à l'opposé de sa destruction, doivent dorénavant être au cœur de nouvelles politiques actives et créatives concernant le marché du travail

Citons notamment la détermination de la Chine à maintenir une forte croissance pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail, ainsi que le cas de l'Inde, qui a mis en place à l'échelon national un système de garantie d'emploi rural (Rural Employment Guarantee Scheme) pour faire du travail un droit fondamental de tous ses citoyens. Ces exemples illustrent plusieurs possibilités de poursuivre avec détermination le plein emploi en tant qu'objectif stratégique, à différents stades de développement, afin de réduire la vulnérabilité et de renforcer la résilience des individus et des sociétés.

Cependant, au cours des dernières décennies, le cadre macroéconomique de la plupart des pays en développement a placé exclusivement l'accent sur la stabilité des prix plutôt que sur le plein emploi, ce qui a conduit à une faible croissance et un taux de chômage élevé.<sup>40</sup> Dans les pays développés, les lacunes sont également manifestes. En déprimant la demande globale alors qu'elle a besoin d'être stimulée, l'austérité budgétaire n'est peut-être pas la politique macroéconomique la plus appropriée, étant donnée qu'elle aggrave les effets néfastes de la crise économique sur le chômage (encadré 4.1). Un travail décent raisonnablement payé impliquant un contrat formel empêchant tout licenciement abusif et ouvrant des droits à la sécurité sociale, peut réduire considérablement la vulnérabilité de l'employé, bien que de façon moins importante en cas de récession. Il est donc très important de réduire les emplois précaires pour réduire la vulnérabilité des individus en général. L'importance de parvenir au plein emploi et d'assurer un travail décent est reconnue depuis longtemps, mais le chômage et le sous-emploi sont toujours très répandus dans la plupart des pays en raison de l'application de politiques macroéconomiques de longue durée qui ont été insuffisamment contracycliques.

Tous ces domaines étant étroitement liés, une approche globale de lutte contre les lacunes du marché du travail requiert un effort coordonné. Cela implique une transformation structurelle de l'économie, c'est-à-dire un déplacement vers une productivité plus élevée et des activités à plus forte valeur ajoutée, en ayant recours à des politiques ciblées qui soutiennent le développement des secteurs et des activités stratégiques.<sup>41</sup>

## Les pays en développement requièrent des politiques spécifiques

Dans les pays en développement, la recherche du plein emploi requiert des approches différentes. Les politiques traditionnelles, telles que celles mentionnées plus haut, sont plus adaptées aux pays développés. Ces politiques ne contribuent en effet qu'en partie à réduire la vulnérabilité de l'emploi, en aidant une minorité d'individus dans le secteur formel moderne. L'objectif à long terme est donc d'assurer un changement structurel de sorte que la plupart de la main-d'œuvre intègre progressivement l'emploi formel moderne, comme cela s'est produit dans les pays développés et dans de nombreux pays émergents, comme la Chine et la République de Corée. Une telle transformation implique un déplacement de la main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie et les services, étayé par des investissements dans les infrastructures, l'éducation et la formation, comme en témoignent les économies qui y sont parvenues avec succès.<sup>42</sup>

Les politiques destinées à soutenir les transformations structurelles, augmenter l'emploi formel et réglementer les conditions de travail sont donc nécessaires pour réduire la vulnérabilité de l'emploi sur le moyen et le long terme. Elles sont toutefois insuffisantes pour s'attaquer aux vulnérabilités d'une majeure partie de la main-d'œuvre sur le court terme. Des politiques sont donc essentielles pour éliminer les vulnérabilités (et garantir les moyens de subsistance) de la majorité de la main-d'œuvre qui conserve des activités traditionnelles et informelles sur le court terme.

Tout d'abord, un large éventail d'initiatives peut contribuer à la transition à moyen et long terme. C'est notamment le cas des programmes de microcrédit, du soutien aux nouvelles technologies et à l'amélioration des technologies à petite échelle, des aides aux petits producteurs sur le plan de la technologie, du crédit et de l'accès aux marchés, et ainsi de suite. Les innovations sur le plan social et institutionnel peuvent étayer l'amélioration des conditions. Les coopératives de producteurs, les groupements forestiers de femmes et bien d'autres initiatives encore sont en mesure d'accroître la productivité et de renforcer le pouvoir de négociation de leurs membres et, par là-même, d'améliorer les revenus

## Politiques macroéconomiques pour le plein emploi

Au milieu du XXe siècle, l'Europe et l'Amérique du Nord avaient fait du plein emploi une priorité et ce dernier était presque devenu une réalité. Les pays d'Asie de l'Est ont connu des résultats similaires à l'époque de leur forte croissance dans les années 1970 et 1980. Un niveau d'épargne et un investissement global élevés (se situant tous deux au-dessus de 30 pour cent du PIB) ont donné lieu à une croissance inclusive qui a transformé la structure de leur économie et les a conduits au plein emploi.<sup>1</sup>

Toutefois, dans beaucoup d'autres pays en développement, la situation de l'emploi est encore aujourd'hui vulnérable et précaire. Les populations défavorisées, n'ayant pas ou peu accès à la protection sociale, ne peuvent pas se permettre d'être au chômage et doivent accepter toutes les opportunités de travail qui se présentent, qu'elles qu'en soient les conditions et bien souvent dans le secteur informel. L'objectif à suivre est le plein emploi et le travail décent : il s'agit d'avancer vers des formes d'emploi plus productives, à meilleure valeur ajoutée, de meilleure qualité et mieux rémunérées. Cela implique généralement le recul de l'agriculture au profit des autres secteurs de l'économie. Les politiques doivent donc se pencher sur la réforme agraire et sur l'insécurité de la main-d'œuvre qui quitte le secteur agricole. Le plein emploi a également une incidence directe sur la politique budgétaire. Par exemple, depuis le milieu des années 1990, l'augmentation de l'emploi urbain formel et la hausse des salaires en Chine ont été financés au détriment de l'aggravation du déficit budgétaire de l'administration provinciale.<sup>2</sup> De même, l'Inde utilise ses recettes fiscales pour financer son système de garantie d'emploi rural.

En période de ralentissement économique, des programmes de relance budgétaire contracyclique peuvent stimuler la demande globale. La politique macroéconomique devrait donc comprendre des objectifs multiples (non limités au seul taux d'inflation) et différents instruments (et pas seulement la politique monétaire), assortis d'une protection sociale universelle capable non seulement de réduire les vulnérabilités au sein de la population, mais aussi de

stabiliser l'économie face aux chocs. Dans certains pays en développement, toutefois, les politiques contracycliques ne devraient pas être utilisées en premier recours s'il existe des obstacles structurels à la création d'emploi.

Les pays développés ont quant à eux traditionnellement eu recours à trois approches stratégiques en vue de rétablir le plein emploi. Ce dernier doit être explicitement reconnu comme un objectif clé de la politique économique et il doit être intégré dans la politique macroéconomique, sur le plan à la fois budgétaire et monétaire. Tout d'abord, une approche keynésienne de la politique macroéconomique permettait la hausse des déficits budgétaires en période de récession, tandis que les politiques monétaires obéissaient à deux objectifs : l'emploi et la stabilité des prix. Face à la récession de ces dernières années, certains pays développés (les États-Unis et, au début, le Royaume-Uni) ainsi que plusieurs pays en développement à revenu intermédiaire ont adopté des politiques budgétaires keynésiennes.<sup>3</sup>

Deuxièmement, afin de faciliter le changement structurel et d'atténuer la vulnérabilité de l'emploi qui en découle, les politiques de recherche et de développement peuvent promouvoir l'innovation technologique en vue de créer de nouvelles sources d'emploi, améliorer l'instruction de la main-d'œuvre, sa formation et son recyclage, ainsi que mettre en place des allocations de chômage pour accompagner le changement de secteur d'activité.

Troisièmement, en mettant l'accent sur la modernisation des activités, on diminue la nécessité de mettre en place des réformes du marché du travail, qui entraînent généralement une érosion de la sécurité de l'emploi et une baisse des salaires. En fait, il convient plutôt d'augmenter le salaire minimum pour encourager le déplacement de la main-d'œuvre vers des secteurs à plus forte productivité.<sup>4</sup> En règle générale, les réformes du marché du travail obéissant au modèle néolibéral doivent être réexaminées avec soin en tenant compte de la réduction de la vulnérabilité de l'emploi. Prises ensemble, ces trois approches stratégiques contribueront à réduire la vulnérabilité de l'emploi dans les pays à revenu élevé et intermédiaire.

### Notes

1. Muqtada 2010. 2. Fang, Yang et Meiyan 2010. 3. Jolly et autres 2012. 4. Au Brésil, la hausse du salaire minimum, adoptée en réaction à la crise, a contribué à l'amélioration des salaires et de la répartition des revenus (Berg 2009).

et les termes de l'échange pour les producteurs les plus pauvres.<sup>43</sup>

Deuxièmement, les mesures prises face aux chocs à court terme sont susceptibles d'améliorer le soutien reçu par les individus qui réalisent des activités très faiblement rémunérées, de manière générale et dans les périodes difficiles en particulier. Cela comprend des prestations en espèces (sans et sous conditions), des pensions pour les personnes âgées (qui contribuent au bien-être de la famille), une aide à l'alimentation à travers des subventions et le soutien des écoles, des programmes communautaires de cuisine et d'alimentation et des régimes d'assurance maladie à faible coût. Les prestations en espèces gérées au niveau local, tout comme les soins de santé gratuits, permettent d'aider les foyers en cas de maladie des principaux soutiens financiers.

Troisièmement, les programmes de création directe d'emplois peuvent aider les individus

en situation de travail précaire. Certains de ces programmes proposent aux ménages pauvres un emploi fixe à bas salaire. D'autres sont temporaires et sont mis en place en période de récession ou dans des situations d'après-conflit en tant que solution à court terme pour contrecarrer la précarité particulièrement sévère de l'emploi. S'ils sont mis en œuvre à l'échelle voulue, ces deux types de programmes réduisent la vulnérabilité de l'emploi. En voici quelques exemples<sup>44</sup> :

- En Inde, le programme national « Rural Employment Guarantee Scheme » (garantie d'emploi rural) garantit à chaque ménage rural 100 jours de travail par an pour un salaire raisonnable.<sup>45</sup>
- En Argentine, l'initiative « Jefes y Jefas de Hogar Desocupados » (chefs de famille au chômage), lancée en 2001 suite à une crise économique, recensait déjà 2 millions de bénéficiaires à la fin 2003.<sup>46</sup>

- Au Bangladesh, les programmes « vivres-contre-travail » ont fortement réduit la pauvreté depuis 1975, en particulier chez les travailleurs ruraux en périodes creuses. Ils ont garanti chaque année 100 millions de jours de travail à 4 millions de personnes.<sup>47</sup>
- En Indonésie, le projet Padat Karya lancé en 1998–1999 suite à la crise financière a fourni du travail aux individus qui avaient perdu leur emploi.<sup>48</sup>
- Au Népal, le programme d'urgence en faveur de l'emploi, orienté vers les communautés marginales, a été mis à la portée d'environ 5 pour cent de la population pour déboucher sur des emplois et un dividende de la paix dans un contexte d'après-conflit.<sup>49</sup>

Certains groupes sont plus exposés que d'autres aux incertitudes et aux risques liés au marché du travail ; il est donc important d'investir dans leur éducation et dans le développement de leurs compétences.<sup>50</sup> Lutter contre la ségrégation résidentielle, améliorer le transport et réduire l'investissement nécessaire pour obtenir un travail plus décent, voilà qui se traduira par une meilleure intégration dans le marché du travail et une plus grande facilité d'accès aux possibilités d'emploi.<sup>51</sup> Les marchés du travail fonctionnent d'autant mieux qu'il existe un échange d'informations sur les possibilités existantes et que les personnes en quête d'un meilleur travail ont l'opportunité de postuler aux offres disponibles. Les personnes employées dans le secteur informel, qui sont souvent à leur compte, doivent pouvoir accéder plus facilement au crédit et aux marchés. Tout ceci requiert des investissements publics.

À mesure que le développement progresse, les travailleurs abandonnent leurs moyens

d'existence ruraux, peu productifs mais stables et variés, pour obtenir des formes de revenus moins prévisibles, comme les traitements et les salaires.<sup>52</sup> Au lieu d'aggraver l'insécurité à travers des politiques du marché du travail trop flexibles, les politiques publiques doivent en premier lieu s'efforcer de faciliter la transition des travailleurs vers des emplois décents avec une certaine autonomie. Cela permettra à ces derniers d'adopter, dans le cadre du changement structurel socioéconomique, un moyen d'existence en rapport avec leurs compétences et à leurs attentes en matière d'emploi, tel qu'il est advenu en Chine et en République de Corée.

Une couverture plus universelle en matière de sécurité sociale et de prévoyance sociale aide les populations qui abandonnent l'agriculture et leur mode de vie rural de subsistance à se préparer aux aléas économiques et à faire face à la précarité de l'emploi au cours du processus de développement. Les régimes de sécurité sociale doivent faire partie intégrante (et non pas être facultatifs) du processus de renforcement des capacités des individus et des compétences des sociétés au cours de la transition.<sup>53</sup>

Pour réaliser ce changement et créer des emplois productifs à grande échelle, des stratégies de développement économique plus efficaces doivent être mises en œuvre, notamment des investissements publics plus importants dans les infrastructures, le développement des capacités humaines, une promotion active de l'innovation et des politiques stratégiques pour le commerce, en particulier les exportations.

Certains pays d'Asie de l'Est ont connu une transition souple et rapide de l'agriculture vers les autres secteurs (encadré 4.2). En République

## ENCADRÉ 4.2

### Politiques réussies en Asie de l'Est

Les mesures politiques variées adoptées en Asie de l'Est n'entrent généralement pas dans le moule des réformes du marché du travail flexibles et ne correspondent pas aux approches purement centrées sur le marché pour résoudre les problèmes de l'emploi. Il s'agit davantage d'un développement industriel soutenu par l'intervention de l'État et assorti de mesures visant à améliorer les moyens d'existence ou la sécurité de l'emploi tout en évitant les troubles et la perturbation du tissu social (entre autres objectifs).

La politique industrielle menée par l'État a créé des conditions favorables à la transition de la main-d'œuvre agricole vers des emplois plus productifs, à plus forte valeur ajoutée et plus formels. Les politiques monétaires visant

à soutenir la demande globale pour le plein emploi impliquaient une certaine tolérance envers l'inflation modérée. Le fait que le système bancaire soit étatisé en République de Corée et, ultérieurement, en Chine a permis le financement de la politique industrielle et d'activités créatrices d'emplois telles que la construction d'infrastructures, ce qui n'est pas nécessairement rentable à court terme. Les politiques commerciales, macroéconomiques, financières et industrielles ont toutes accru la qualité et la quantité des emplois. Les politiques budgétaires ont elles aussi été axées sur la création d'emploi.

de Corée, la part de la main-d'œuvre employée dans le secteur primaire (agriculture, principalement) est passée de 30 pour cent en 1980 à 9 pour cent en 2006. En Malaisie, elle est passée de 55 pour cent dans les années 1960 à 16 pour cent en 2000. Et en Chine, elle est passée de près de 84 pour cent en 1952 à 81 pour cent en 1970, 69 pour cent en 1980, 60 pour cent en 1990, 50 pour cent en 2000 et 37 pour cent en 2010.<sup>54</sup> Ces transitions se sont déroulées à un rythme très soutenu.

Les transitions ont été moins rapides ailleurs, par exemple au Brésil, où la part de la main-d'œuvre dans le secteur primaire est passé de 29 pour cent à 20 pour cent entre 1980 et 2006, ou plus encore en Inde, où elle n'a presque pas baissé entre 1960 et 2005, en stagnant autour de 70 pour cent.<sup>55</sup> Il convient de remédier à l'incapacité de l'Inde à entamer sa transition vers l'industrie. L'externalisation des processus d'entreprise est une aubaine pour la balance des paiements, mais pas pour créer des emplois en masse.

Dans certains cas, le succès consiste simplement à éviter que le gros de la main-d'œuvre en transition ne soit happé par le secteur de l'emploi informel et précaire, comme dans la plupart de l'Amérique latine, où les travailleurs sont principalement regroupés dans le secteur informel en zone urbaine. Pour environ 1 milliard de personnes dans le monde,<sup>56</sup> la précarité des moyens d'existence reposant sur l'agriculture de subsistance et les activités externes au marché du travail ne peut être résolue sur le long terme qu'à travers l'expansion des emplois décents. À court terme, une protection sociale couvrant l'ensemble de la population est essentielle pour protéger les personnes dont les moyens d'existence sont mis en péril pendant la transition (voir ci-dessous).

## Sauvegarde de l'emploi

Plusieurs pays ont renforcé la sécurité de l'emploi chez les travailleurs les plus vulnérables par le biais d'interventions ciblées sur le marché du travail. Depuis les années 1980, Singapour a réduit provisoirement à plusieurs reprises les cotisations sociales obligatoires des employeurs afin de minimiser les pertes d'emploi en période de ralentissement économique.<sup>57</sup> En 2009, le gouvernement a lancé un programme de crédit à l'emploi sur un an qui a permis aux

entreprises de maintenir certains emplois pendant la récession. Dans son budget de 2013, il a inclus un programme de crédit au salaire afin d'accroître les salaires des travailleurs à plus faible revenu. Les employeurs ont donc eu une incitation à partager les gains de productivité avec tous leurs salariés.

La Chine a pratiqué dans une certaine mesure l'égalisation des salaires des fonctionnaires dans les zones urbaines et a augmenté les salaires réels à l'échelon national depuis 1990. On présume que cette initiative a également conduit à une hausse des salaires dans le secteur non public, à la fois dans les entreprises et dans le secteur informel. Les pays européens ont eux aussi lancé des subventions à l'embauche pour inciter les employeurs à engager des chômeurs. En 2003, l'Allemagne a subventionné environ 6 pour cent des transitions chez les personnes d'âge moyen qui ont quitté les rangs du chômage.<sup>58</sup> Le salaire des travailleurs subventionnés ne variait pas énormément par rapport à celui de leurs homologues non subventionnés. Cependant, étant donné que les travailleurs subventionnés avaient tendance à conserver leurs emplois, leurs gains cumulatifs étaient sensiblement plus élevés.<sup>59</sup> L'emploi subventionné a également généré plus de recettes fiscales et de revenus pour la sécurité sociale, tout en réduisant le coût des allocations de chômage.

Pourtant, certains groupes ont souvent des difficultés à trouver du travail même dans une économie saine, en particulier les jeunes et les chômeurs de longue durée. Pour résoudre ce problème, les États-Unis offrent aux travailleurs un crédit d'impôt sur les revenus du travail, qui leur garantit des prestations prolongées s'ils ont des enfants. En associant l'aide salariale et les transferts sociaux, ce système favorise grandement la lutte contre la pauvreté. En 1991, le Chili a mis au point un programme de subventions salariales favorables aux employeurs et liées à la formation. Dans le cadre du programme « Chile Joven », les employeurs qui ont embauché et formé de jeunes chômeurs ont reçu une subvention destinée à couvrir les frais de formation.<sup>60</sup> Les données indiquent que la moitié des participants conservaient leur emploi trois mois après avoir bénéficié de la formation, généralement à un poste lié à cette formation.

Au moins dix pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques

(OCDE) ont mis en place des politiques en faveur des travailleurs handicapés. En 1998, dans la lignée de sa politique sociale active, le Danemark a lancé le programme Flexjob, qui offre des subventions salariales aux employeurs pour leur permettre de maintenir à leur poste des travailleurs malades de longue durée ou handicapés. Bien que peu de recherches aient été effectuées sur l'efficacité de Flexjob, une étude a révélé que ce programme a eu un impact positif important sur l'emploi entre 1994 et 2001.<sup>61</sup>

## Renforcer la protection sociale

La protection sociale peut assurer la couverture des individus face au risque et à l'adversité tout au long de leur vie et en particulier à des stades critiques et de transition

La protection sociale<sup>62</sup> peut assurer la couverture des individus face au risque et à l'adversité tout au long de leur vie et en particulier à des stades critiques et de transition. En fournissant un échelon supplémentaire et prévisible de soutien, elle peut permettre aux ménages d'éviter d'avoir recours à des stratégies d'adaptation, qui entraînent l'abandon scolaire de leurs enfants, les contraignent à reporter des soins médicaux indispensables ou les obligent à vendre des biens, tout ceci étant nuisibles à leur bien-être à long terme. Les réseaux de distribution et les mécanismes de gestion des programmes de protection sociale peuvent conférer des avantages et un filet social en cas de catastrophe naturelle.

La protection sociale est non seulement réalisable à un stade précoce de développement, mais elle est également assortie d'autres avantages tels que la stimulation de la demande globale en cas de besoin et la réduction de la pauvreté. La protection sociale atténue les fluctuations en compensant la volatilité de la production par le biais de la compensation du revenu disponible (chapitre 2).

Les politiques de protection sociale universelle solides améliorent la résilience individuelle et renforcent la résilience de l'économie, tel qu'il a été démontré en Europe suite à la crise économique mondiale de 2008, lorsque le PIB par habitant a chuté de plus de 5 pour cent.<sup>63</sup> Les pays nordiques, qui disposent de politiques sociales plus globales, ont présenté de meilleurs résultats que le reste de l'Europe, avec une productivité plus élevée en 2010 et un taux d'emploi de 51 pour cent sur l'ensemble de la population. En comparaison,

la productivité du Royaume-Uni et de l'Irlande a chuté de 12 pour cent et l'emploi de 9 pour cent. Les taux d'emploi ont baissé partout en Europe, bien que le taux de productivité de la main-d'œuvre sur le continent était à la hauteur de celui des pays nordiques. En ce qui concerne le chômage, les pays nordiques ont également fait beaucoup mieux en moyenne que les autres pays de l'OCDE en Europe (figure 4.6). Seuls l'Autriche, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse ont enregistré des taux de chômage inférieurs à ceux des pays nordiques avant et après la crise.

## Les actions à court terme peuvent renforcer la résilience dans le cadre de la politique de développement humain à long terme

Ce chapitre est en grande partie consacré à la réduction des vulnérabilités et au renforcement de la résilience à long terme, c'est-à-dire aux politiques de développement humain qui encouragent une amélioration systémique. Toutefois, lorsque les crises surviennent, les gouvernements doivent réagir immédiatement. Comment faire dans ce cas pour ne pas nuire au développement humain à plus long terme ?

Une taxonomie utile, dans une étude de 2011,<sup>64</sup> divise les politiques d'après-crise en deux groupes : celles qui atténuent l'impact de la crise (comme la réduction des heures de travail pour maintenir l'emploi ou faciliter le crédit d'urgence) et celles qui favorisent la récupération à plus long terme (comme les investissements en éducation ou la modification des pratiques agricoles pour s'adapter aux changements climatiques). Dans certains cas, il peut y avoir un compromis : certaines mesures d'atténuation sont susceptibles de ralentir la reprise à long terme. L'une des rares critiques faites à l'encontre du système indien de garantie d'emploi rural est que la facilité de trouver du travail n'incite pas la main-d'œuvre à se déplacer vers des secteurs plus productifs de l'économie, ce qui nuit aux perspectives de croissance à long terme.<sup>65</sup> Une mention particulière doit être faite aux politiques de type « gagnant-gagnant » qui sont capables à la fois d'atténuer les impacts et de favoriser la relance.

Évidemment, trouver des politiques « gagnant-gagnant » n'est pas chose facile, et

le fait d'avoir déjà un plan en place n'est pas forcément un gage de réussite. Il est possible qu'on ne dispose pas des capacités nécessaires pour mettre un plan en œuvre. Pour déterminer quelles mesures peuvent effectivement être adoptées, il faut prendre en compte leur coût et la capacité des institutions. Comme le remarque cette étude, « quand les budgets publics sont restreints, comme cela arrive souvent en période de crise, il faut avant tout se demander quelles sont les politiques à préserver, au lieu de penser à en adopter de nouvelles ». <sup>66</sup> Les interventions doivent donc être à la fois faisables et flexibles. Elle souligne également que la préparation est la clé du succès et qu'elle demande beaucoup de temps. La mise en place d'institutions ou de nouvelles politiques, tels que des filets de sécurité, au cours d'une crise, est une tâche à la fois ardue et de longue durée.

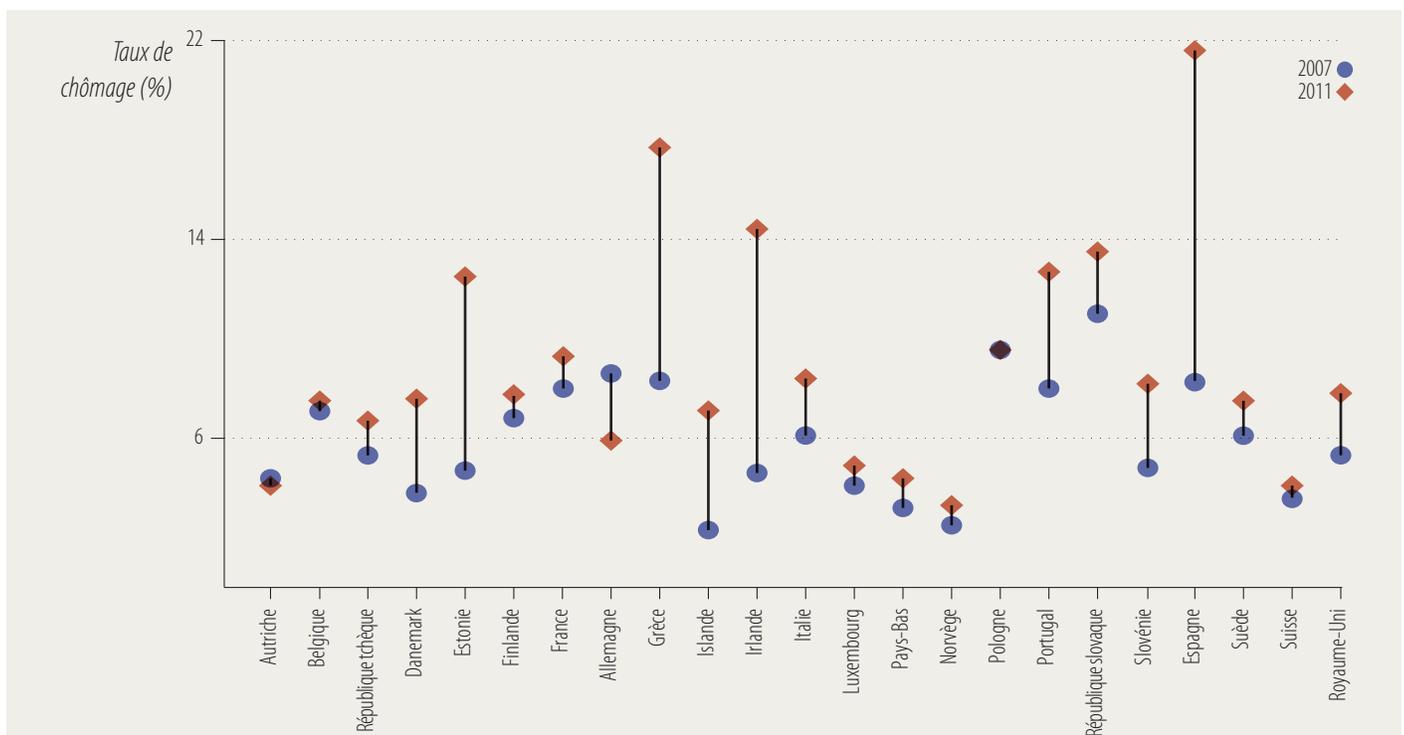
En situation de crise, il faut donner la priorité aux soins de santé, y compris ceux relevant de la santé reproductive, en raison de leurs conséquences intergénérationnelles sur le long terme. Ceci requiert souvent des décisions difficiles quand on manque à la fois

de ressources et de capacités. Il existe pour cette raison plusieurs seuils minimaux visant à guider les décideurs, comme le Dispositif minimum d'urgence en santé reproductive, bien que les études en dressent un bilan mitigé à cause de certaines lacunes, telles que l'insuffisance de formation. <sup>67</sup>

Les initiatives Bolsa Família au Brésil et Oportunidades au Mexique sont d'autres exemples de politiques « gagnant-gagnant ». Il est possible de tirer trois enseignements relatifs au resserrement du lien entre les mesures à court terme et les politiques à long terme visant à renforcer la résilience. Tout d'abord, il doit y avoir une infrastructure sociale suffisante pour pouvoir accéder facilement aux réseaux de distribution lorsqu'une crise survient. Deuxièmement, les programmes de transfert assortis de conditions peuvent s'avérer utiles pour préserver le niveau d'éducation et la santé de la population, en particulier chez les jeunes, et pour réduire les répercussions d'une génération à l'autre. Troisièmement, l'instauration d'une aide sociale commençant par protéger des groupes clés vulnérables

FIGURE 4.6

Après la crise économique mondiale de 2008, les pays nordiques présentaient un taux de chômage plus bas que le reste de l'Europe



Source : calculs du Bureau du Rapport mondial sur le développement humain selon l'OCDE (n. d.).

peut servir de base pour établir un socle de protection sociale plus complet à l'avenir.

L'infrastructure sociale représente un cadre opérationnel que les institutions publiques peuvent utiliser pour transférer des fonds aux personnes dans le besoin. Étant donné que les régimes officiels de protection sociale mettent du temps à se développer, l'infrastructure de base de programmes tels que Bolsa Família permet de transférer des ressources de manière rapide et efficace. Face à l'adversité et aux fluctuations, ces transferts de ressources servent à protéger les personnes pauvres et les autres groupes vulnérables.

Tandis que les chocs et les risques persistants requièrent l'établissement de politiques globales sur le long terme, les systèmes d'intervention d'urgence peuvent être conçus de sorte à faciliter l'adaptation à court terme aux événements indésirables sans pour autant nuire aux choix pris sur le long terme. Par exemple, le programme Bolsa Família a été adapté afin de répondre également aux situations d'urgence à court terme. Suite à la crise financière mondiale de 2008, l'augmentation des transferts assortis de conditions a permis de maintenir les niveaux basiques de consommation, tandis qu'à son tour le caractère conditionnel de ces transferts a préservé le développement de capacités à long terme, en évitant l'abandon scolaire et en surveillant l'état de santé des enfants.

À mesure que des régimes de protection sociale plus complets font leur apparition (voir ci-dessous), les programmes de transferts en espèces deviennent faisables à la fois en termes de budget et d'infrastructure sociale. Le succès de ces programmes repose en partie sur le fait qu'ils sont conçus pour préserver les capacités de chacun. En outre, ils peuvent être rapidement élargis pour atténuer les effets négatifs d'un choc à court terme, tel qu'une récession soudaine ou une flambée du prix des aliments, comme cela a été le cas au Brésil suite à la crise de 2008.

Des exemples similaires ne manquent pas ailleurs. En 2009, frappé par la grande récession mondiale, le PIB de la Thaïlande a chuté de 2,3 pour cent. Malgré tout, des études socioéconomiques menées entre 2007 et 2010 révèlent que la consommation réelle par habitant a augmenté par rapport à 2008 dans la plupart des groupes de population, notamment chez

les pauvres, les ménages urbains et ruraux, les hommes, les femmes et les enfants. Les grands perdants étaient des résidents de Bangkok qui travaillaient dans les secteurs exportateurs, en particulier dans la tranche d'âge des 20-29 ans, et ceux qui travaillaient dans le secteur commercial et des services. Pendant la récession, le taux de scolarisation n'a pas chuté, et les achats de biens durables ont même augmenté.

En 2008, le gouvernement thaïlandais a réduit les impôts de 40 milliards de baht, offert des prêts d'urgence (pour un total de 400 milliards de baht), réduit le prix de l'énergie et lancé des subventions au transport (à hauteur de 50 milliards de baht). Puis, en 2009, il a présenté un premier plan de relance qui a étendu l'ampleur des politiques précédentes et a dégagé un budget supplémentaire de 117 milliards de baht : des chèques d'un montant de 2 000 baht ont été envoyés aux ménages à faible revenu, des allocations de 500 baht ont été versées aux retraités et la gratuité de l'enseignement public a été étendue jusqu'à l'âge de 15 ans. La moitié des fonds correspondants avait été déboursée en mai 2009, et il semblerait que le résultat ait davantage profité aux pauvres.<sup>68</sup>

Ces manifestations de résilience sociétale au Brésil et en Thaïlande trouvent leur origine dans l'adoption de mesures à court terme pour compléter les politiques à long terme.

## Stabilisateurs automatiques

Les stabilisateurs automatiques et les politiques contracycliques sont capables de maintenir les niveaux de vie dans l'éventualité d'un recul économique. Tel est le cas en Europe depuis le début de la grande récession en 2008. Dans les pays nordiques, la part du RNB destinée au revenu disponible a augmenté, tandis que le RNB lui-même diminuait parce que les politiques contracycliques maintenaient les niveaux de vie. Cependant, dans d'autres pays européens, principalement ceux dans lesquels les dépenses sociales publiques étaient faibles en pourcentage du PIB<sup>69</sup>, le niveau de vie (mesuré par le revenu disponible) a diminué.<sup>70</sup>

Les dépenses sociales publiques peuvent amortir les fluctuations de la production. Comme il en ressort des recherches menées par l'OCDE, plusieurs pays européens ont été quelque peu protégés de l'impact de la crise

---

Tandis que les chocs et les risques persistants requièrent l'établissement de politiques globales sur le long terme, les systèmes d'intervention d'urgence peuvent être conçus de sorte à faciliter l'adaptation à court terme aux événements indésirables sans pour autant nuire aux choix pris sur le long terme

économique mondiale de 2008 par les effets modérateurs des transferts sociaux, des systèmes d'imposition et d'allocation et des politiques de relance budgétaire.<sup>71</sup> La Norvège et la Suède, par exemple, sont restés à l'abri de la plupart des effets négatifs de la baisse du revenu disponible. Leur récupération plus rapide trouve sa source dans une fourniture efficace et économique des services sociaux, une politique monétaire expansionniste, une bonne gestion des revenus tirés des ressources (en Norvège) et l'existence de stabilisateurs automatiques dans la politique budgétaire (en Suède). La Finlande se trouvant dans la zone euro, elle n'a pas pu recourir à une baisse des taux d'intérêt (à l'instar de la Suède) et a subi une hausse du chômage. En Norvège, qui connaissait un taux de croissance médiocre, le budget de l'État a été accru en 2013. La tendance à la baisse et à l'inégalité croissante des revenus a ici été atténuée par le système d'imposition et d'allocation ainsi que par les transferts sociaux, qui ont fait office de stabilisateurs automatiques (hausse des transferts sociaux et baisse de l'impôt sur le revenu pendant les récessions). Les effets néfastes de la crise sur la pauvreté dépendent du niveau de dépenses sociales. La protection sociale peut avoir un effet modérateur, comme en témoigne le fait que les pays ayant des dépenses élevées en santé et en éducation ont fait preuve d'une résilience plus forte face aux crises financières.<sup>72</sup> On peut en conclure que le coût humain de la récession a été plus faible dans les pays où la protection sociale est universelle.

Les politiques de protection sociale comprennent l'assurance-chômage, les régimes de retraite et les règles du marché du travail, telles que les lois sur le salaire minimum ou les normes relatives à la santé et la sécurité. Un argument en leur défaveur est qu'elles peuvent avoir des conséquences involontaires. Certains affirment que les lois sur le salaire minimum peuvent saper l'incitation à la création de nouveaux emplois et que l'assurance-chômage peut saper l'incitation à la reprise du travail.<sup>73</sup> La conception de la politique joue ici un rôle important. Mais selon toute évidence, les règles du marché du travail présentent des avantages indéniables et réduisent les inégalités.<sup>74</sup> De nombreuses protections sociales ont des effets multiplicateurs positifs. L'assurance chômage est le gage d'un meilleur fonctionnement des marchés du travail car il permet aux chômeurs

de choisir le travail le mieux adapté à leurs compétences et à leur expérience, plutôt que de les obliger à accepter le premier travail qui se présente.<sup>75</sup> L'aide au revenu pour les ménages stimule la participation au marché du travail, puisqu'elle fournit des ressources permettant aux personnes de rechercher de meilleures opportunités, et à certains membres du foyer d'émigrer pour trouver un emploi.<sup>76</sup>

Dans les pays développés, l'assurance sociale prévoit un revenu de remplacement à court terme et, dans certains cas, à moyen terme, voire à long terme. Le côté positif de ce revenu de remplacement est qu'il couvre les pertes d'emploi à court terme. Néanmoins, étant donné qu'il est de plus en plus probable que ces pertes soient plus durables que prévu et en tenant compte du fait que le chômage (et non pas la perte de salaire) fait généralement l'objet d'une assurance, ses avantages peuvent s'avérer insuffisants et trop courts.

Le principe consistant à associer le développement économique et les programmes d'assurance sociale a été éprouvé avec succès par les pays tardivement industrialisés d'Asie de l'Est. Ils sont parvenus avec beaucoup de succès à réduire rapidement le taux de fécondité tout en créant des emplois, ce qui leur a permis de bénéficier du dividende démographique. Comment ? Grâce à un savant mélange de politique industrielle volontariste et de politiques sociales universalistes dans le domaine de l'éducation et de la santé (mais non pas dans celui de la protection sociale, qui est restée minime jusque dans les années 1990, à l'opposé des États-providence européens). Un élément clé de la politique industrielle menée par l'État est qu'elle reposait sur des entreprises nationales, des comptes de capitaux réglementés et un double objectif de promotion de la compétitivité et de création d'emplois.

L'universalisation rapide de la santé et de l'éducation a contribué à créer des emplois et à soutenir l'industrialisation. Une vaste réforme agraire et l'expansion rapide du système éducatif au-delà du primaire ont également été deux objectifs clés dans le cadre de la stratégie de développement.

Suite à la crise économique mondiale de 2008, certains pays ont adopté des mesures spéciales pour renforcer l'emploi et la protection sociale, contribuant ainsi à stabiliser

---

La protection sociale peut avoir un effet modérateur, comme en témoigne le fait que les pays ayant un niveau de dépenses de santé et d'éducation élevé ont fait preuve d'une résilience plus forte face aux crises financières

la demande intérieure globale et à protéger les populations vulnérables. D'après l'Organisation internationale du travail, de telles mesures de protection sociale auraient permis de créer ou de maintenir de sept à onze millions d'emplois dans le Groupe des Vingt en 2009.<sup>77</sup>

### Protection sociale minimale

En 2009, l'Initiative pour un socle de protection sociale a établi un cadre mondial pour l'accès universel aux transferts sociaux et aux services sociaux élémentaires, tels que les soins de santé, l'enseignement primaire, la retraite, la protection contre le chômage et les soins aux enfants.<sup>78</sup> Cette initiative part du principe que quasiment tous les pays du monde, quel que soit leur stade de développement, sont en mesure de fournir un niveau minimal de transferts sociaux, notamment par le biais d'une meilleure coordination intersectorielle. Elle encourage par ailleurs les pays à élargir progressivement leur niveau de protection sociale dans la mesure où leur marge de manœuvre budgétaire le permet.<sup>79</sup> Un pays à plus faible revenu pourrait commencer par une éducation et des soins de santé de base pour ensuite offrir des transferts monétaires et une protection du travail de base. Un pays à revenu plus élevé, offrant une éducation de base bien établie, des soins de santé et des transferts monétaires assortis de conditions, pourrait étendre l'éligibilité à l'assurance-chômage aux populations traditionnellement exclues, telles que les travailleurs agricoles ou domestiques, ou bien élargir les politiques de congés parentaux pour y inclure les pères.

Les politiques de protection sociale minimale réduisent la pauvreté. En Tanzanie, l'établissement de pensions de vieillesse universelles et d'allocations familiales pour les enfants en âge scolaire permettrait de réduire le taux de pauvreté de 35 pour cent dans l'ensemble de la population et de 46 pour cent chez les ménages avec enfants et les personnes âgées, selon l'Organisation internationale du travail.<sup>80</sup>

L'approche adoptée par les gouvernements à l'endroit de la protection sociale dépend des circonstances du pays et des ressources dont il dispose. Elle varie aussi en fonction du niveau de développement. Des échelons supplémentaires de protection sociale, tels que

les transferts monétaires assortis de conditions en faveur des ménages défavorisés, impliquent un coût supplémentaire, bien que relativement bas, dans les programmes de protection sociale. Le fonds indien pour l'emploi garanti a coûté environ 0,3 pour cent du PIB en 2008.<sup>81</sup>

Fournir des prestations sociales de base aux pauvres du monde coûterait moins de 2 pour cent du PIB mondial.<sup>82</sup> D'après une estimation de l'Organisation internationale du travail réalisée en 2010, le coût d'une protection sociale minimale (pensions de vieillesse et d'invalidité universelles, prestations de base pour les enfants, accès universel aux soins de santé élémentaires, aide sociale et programme garantissant 100 jours de travail dans 12 pays d'Afrique et d'Asie à faible revenu) oscillait entre plus de 10 pour cent du PIB au Burkina Faso et moins de 4 pour cent du PIB en Inde.<sup>83</sup> Les ressources nationales actuelles couvraient moins de 5 pour cent (Pakistan) du total des dépenses estimées sur la protection sociale de base. Toutefois, si la protection sociale de base augmentait jusqu'à atteindre 20 pour cent des dépenses publiques, les ressources nationales couvriraient de 30 pour cent (Burkina Faso) à 100 pour cent du coût total (Inde, Pakistan et Viet Nam). Un pays à faible revenu peut se permettre un ensemble de prestations de protection sociale de base à condition de réaffecter ses fonds et d'accroître ses ressources nationales, tout en recevant le soutien de la communauté internationale des donateurs.<sup>84</sup>

### Lutte contre l'exclusion sociale

Face aux inégalités horizontales, il convient de prendre des mesures spécifiques pour atteindre l'ensemble de la population. On a déjà tenté de remédier aux inégalités horizontales à travers un large éventail de mesures : interventions directes (comme la discrimination positive), mesures indirectes (telles que les lois préventives et les sanctions) et inclusion plus large (en changeant les normes et l'éducation). Les institutions sociales renforcent la politique du gouvernement à travers une meilleure coordination et une plus grande redevabilité. Quand la société civile se mobilise pour exprimer les intérêts des citoyens, il y a un plus grand rapport entre les besoins de la population et les politiques publiques.

---

En 2009, l'Initiative pour un socle de protection sociale a établi un cadre mondial pour l'accès universel aux transferts sociaux et aux services sociaux élémentaires, tels que les soins de santé, l'enseignement primaire, la retraite, la protection contre le chômage et les soins aux enfants

### Réduire la vulnérabilité au moyen d'institutions réceptives

Bien souvent, un élément clé de la vulnérabilité des individus est leur incapacité à avoir une influence sur les décisions qui les concernent. En effet, ces décisions sont prises par des acteurs plus puissants, qui ne peuvent généralement ni comprendre la situation des personnes vulnérables, ni nécessairement avoir à cœur leurs intérêts.<sup>1</sup> Pour y remédier, il est nécessaire que les États puissent saisir les préoccupations des groupes vulnérables et prendre les mesures appropriées pour pallier ces problèmes. Cela nécessite, entre autres, de donner aux populations pauvres et marginalisées voix au chapitre dans la prise de décisions<sup>2</sup>, ainsi que de leur offrir des possibilités de recours en cas de discrimination ou de violation de leurs droits. Des recherches indiquent que les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'être confrontées à la négligence, à la petite corruption et au harcèlement dans leurs démarches auprès des institutions publiques.<sup>3</sup>

Il ne suffit pas de comprendre la cause technique d'une vulnérabilité pour élaborer des politiques vouées à la réduire. Il faut plutôt identifier les processus qui sont à l'origine même du risque. En outre, il doit exister une volonté et une motivation politiques réelles de remédier à la situation. Les libertés politiques sont un élément clé, comme l'ont souligné Drèze et Sen en étudiant le rôle des médias dans la responsabilisation des gouvernements pendant les périodes de famine.<sup>4</sup> La représentation directe, les mouvements sociaux, ainsi que les pressions exercées par les syndicats et la société civile modèlent eux aussi la politique et les processus politiques dans l'économie politique au sens large. Ils jouent un rôle important en représentant les intérêts des groupes vulnérables.

Il semblerait que les institutions publiques sont plus réceptives face aux besoins des populations pauvres<sup>5</sup> et vulnérables quand :

- Les administrations publiques mettent en œuvre de manière efficace des politiques transparentes, responsables et réceptives vis-à-vis des usagers. Ceci freine la corruption et le harcèlement, tandis que le pouvoir de l'État est utilisé de manière proactive pour affecter des ressources aux interventions publiques utiles pour les personnes pauvres. Parmi les exemples encourageants, il faut citer les réformes de la fonction publique entreprises au Botswana et en Afrique du Sud, où les réformes des ministères et la rationalisation des départements ont renforcé la prestation des services et leur efficacité.<sup>6</sup>
- Les systèmes juridiques sont favorables aux pauvres quand ils attribuent et défendent des droits et sont accessibles aux personnes défavorisées. Des démarches prometteuses en ce sens ont eu lieu au Cambodge, avec la création du Conseil d'arbitrage, un organisme national de contrôle en charge du règlement des conflits, et au Mozambique, avec la mise en œuvre d'un code foncier progressiste qui a contribué à améliorer l'accès des pauvres à la terre.<sup>7</sup>
- L'administration centrale et les autorités locales sont sur la même longueur d'onde quand il s'agit d'assurer la prestation des services publics pour tous et de minimiser les possibilités de détournement en faveur des élites ou des groupes dominants. Plusieurs pays ont entrepris des processus de décentralisation variés en vue de satisfaire les besoins et les intérêts de communautés exclues. Ainsi, les Philippines essaient depuis longtemps de tenir compte des droits des peuples autochtones à Palawan et de leurs revendications sur les ressources forestières. Le Code des collectivités locales de 1991 a été l'occasion pour eux d'interagir avec les institutions publiques et de prendre part à la gestion des forêts.<sup>8</sup>
- Les gouvernements suscitent un soutien politique à l'égard des interventions publiques de lutte contre la pauvreté en créant un climat favorable aux

mesures en faveur des pauvres, en facilitant le développement des associations de personnes pauvres et en renforçant les capacités politiques des pauvres. Ce type de mouvements sociaux et d'activisme politique a poussé le parti au pouvoir au Brésil à adopter des politiques pro-pauvres, et a aidé à établir la marche à suivre pour le leadership politique de l'Afrique du Sud après l'apartheid.<sup>9</sup>

- Les régimes politiques respectent l'état de droit, permettent l'expression des revendications politiques et facilitent la participation des personnes vulnérables aux processus politiques.<sup>10</sup> Prenons l'exemple de la Bolivie et de sa transition démocratique pacifique qui porta au pouvoir la majorité autochtone du pays après une longue période d'exclusion.

Néanmoins, l'établissement d'institutions réceptives présente de multiples enjeux, allant du manque de volonté politique à l'insuffisance de capacités et de financement des institutions publiques, y compris de la fonction publique et des tribunaux. L'amélioration de la reddition de comptes à travers l'établissement de mesures en faveur de la transparence, telles que la loi indienne sur le droit à l'information, peut exposer la corruption au grand jour et renforcer l'efficacité. L'augmentation des possibilités de participation, à travers des processus tels que l'élaboration participative du budget et une plus grande représentation au sein du gouvernement, peut donner aux populations exclues une plus grande voix au chapitre.

Trop souvent, en période de volatilité et de crises, les gouvernements réagissent aux pressions budgétaires en prenant des mesures d'austérité qui restreignent les dépenses sociales. Comme indiqué aux chapitres 1 et 2, ces mesures frappent surtout les populations les plus vulnérables, qui sont déjà sous pression. En revanche, pendant les périodes prospères, l'accumulation de revenu supplémentaire tiré d'un boom économique se traduit souvent par des réductions d'impôt, au lieu d'être employée pour constituer des réserves destinées à la protection sociale en vue de la prochaine récession ou d'être investie dans le renforcement des capacités des institutions et de la résilience systémique.

Cependant, les provisions budgétaires peuvent, à elles seules, s'avérer insuffisantes : les institutions elles-mêmes doivent être conçues pour répondre aux besoins de l'ensemble de la population, et pas seulement à ceux des groupes dominants de la société. Bien que les institutions nationales sont le fruit de l'histoire et de la politique d'un pays, les plus efficaces présentent certains points communs dans des contextes différents : elles permettent la participation et la responsabilisation<sup>11</sup>, elles sont capables de refléter la diversité de leur population<sup>12</sup>, elles sont ouvertes aux transitions de pouvoir pacifiques<sup>13</sup> et elles sont en mesure de conserver l'indépendance et l'intégrité des organes judiciaires<sup>14</sup> ainsi que le contrôle civil sur l'armée<sup>15</sup> à travers une séparation des pouvoirs et un système de freins et de contrepoids<sup>16</sup>. Toutes ces caractéristiques sont déjà importantes en période de stabilité, mais elles le sont encore davantage en période de crise pour garantir la protection des droits des personnes vulnérables.

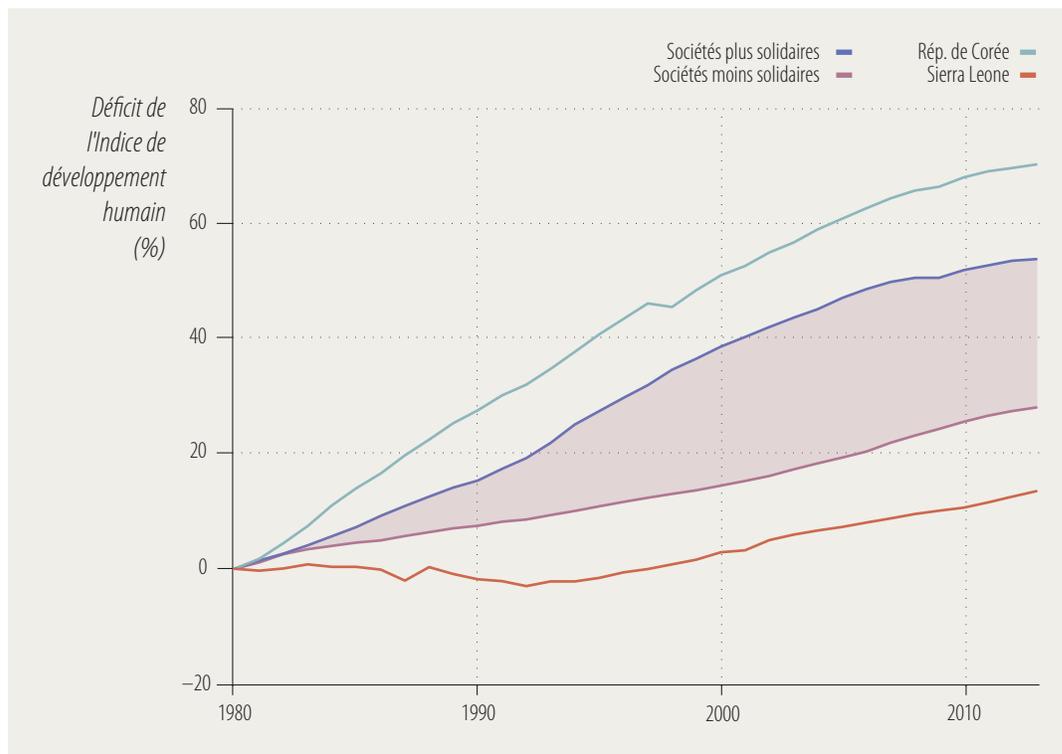
Pourtant, quelle que soit la forme adoptée par les institutions dans les différentes sociétés, la protection des droits des citoyens est encore perçue avant tout comme incombant à l'État-nation. Mais cela peut s'avérer insuffisant dans un monde de plus en plus globalisé, où des individus qui vivent dans une partie de la planète peuvent être menacés par des événements et des actions ayant lieu ailleurs. La création d'institutions réceptives au niveau national requiert un effort simultané au niveau international pour les soutenir et les renforcer.

#### Notes

1. ONU 2012a. 2. Mearns et Norton 2010. 3. PNUD 2012d. 4. Drèze et Sen 1989. 5. Banque mondiale 2000. 6. UNECA 2010. 7. Assemblée générale de l'ONU 2009. 8. Seitz 2013. 9. Heller 2014. 10. UNSSC 2010. 11. McGee et Gaventa 2011. 12. Temin 2008. 13. DFID 2010. 14. HCDH 2003. 15. Sulmasy et Yoo 2007. 16. Waldron 2013.

FIGURE 4.7

**Les sociétés solidaires tendent à obtenir de meilleurs résultats que les autres**



Source : estimations d'Easterly et Woolcock 2006 et du Bureau du Rapport mondial sur le développement humain.

La persistance de la vulnérabilité trouve sa source dans des processus d'exclusion historiques. Ainsi, les Noirs d'Afrique du Sud et des États-Unis, tout comme les Dalits en Inde, ont subi de graves injustices. D'autre part, dans les sociétés patriarcales, les femmes continuent d'être confrontées à la discrimination et à l'exclusion en raison de normes sociales et de pratiques culturelles de longue date. De nombreux pays ont tenté d'appliquer des politiques de discrimination positive ou des mesures spéciales.<sup>85</sup> Les normes et les lois établies en faveur des membres de ces groupes en vue d'améliorer l'égalité des chances peuvent rendre la société plus juste et plus inclusive.

Les sociétés solidaires tendent à obtenir de meilleurs résultats que les autres sur la plupart des aspects du développement humain (figure 4.7).<sup>86</sup> Comment les sociétés comblent-elles les grandes brèches dans la population et les exclusions profondément ancrées dans leur histoire ? En améliorant la mise à disposition des services sociaux de base, en renforçant les politiques de l'emploi et en élargissant la protection sociale. Toutefois, ces politiques

universelles peuvent omettre certaines exclusions spécifiques et inégalités horizontales des groupes marginalisés, en particulier lorsque les normes sociales et les lois ne protègent pas les droits de certains groupes victimes de discrimination dans l'espace public, y compris les normes des institutions politiques et des marchés.

Les sociétés réagissent de différentes façons face aux pressions, aux revers et aux catastrophes. Certaines font preuve d'une plus grande résilience et de davantage de ressources pour faire face à une crise et la surmonter. D'autres se retrouvent prises au piège dans un cercle vicieux qui aggrave et amplifie les répercussions de cette crise. Certains facteurs macroéconomiques peuvent avoir un impact majeur sur l'aptitude des sociétés à gérer ce genre de chocs et de pressions, notamment l'ampleur des inégalités économiques, le degré de fragmentation sociale et l'adéquation des institutions, trois aspects qui sont interconnectés. La cohésion sociale peut donc moduler la qualité et la compétence des institutions, ce qui détermine à son tour la possibilité et la manière de concevoir et de mettre en œuvre des politiques humanistes.<sup>87</sup>

## Mesures directes pour corriger les inégalités entre les groupes

Quand on évoque les mesures directes, on pense généralement à la discrimination positive, qui comprend des objectifs, des quotas et un traitement préférentiel visant à améliorer l'accès du groupe victime de discrimination à l'emploi, au capital, aux services, aux marchés publics et à la représentation politique. Ces politiques constituent un moyen immédiat mais parfois controversé de traiter les injustices historiques. Leur impact à long terme est ambigu : on les accuse quelquefois de perpétuer les clivages sociaux et d'accroître la stigmatisation, sans oublier leur risque de manipulation par les élites et la discrimination à rebours. Elles abordent certains symptômes de la discrimination, mais ne sont pas toujours capables de remédier aux facteurs structurels qui sont à l'origine de la persistance des inégalités. Ces mesures sont d'autant plus efficaces qu'elles sont mises en œuvre dans le cadre de politiques plus large en faveur des pauvres et qu'il existe des clauses de caducité pour prévenir la discrimination à rebours.

### *Brésil : amélioration des statistiques*

Le Brésil, un pays de 200 millions d'habitants, tente actuellement de réduire les inégalités raciales<sup>88</sup> dont sont victimes les afro-brésiliens et les métis, qui représentent plus de la moitié de la population, en mettant en œuvre des politiques de discrimination positive dans le domaine de l'éducation.<sup>89</sup> En août 2012, le Brésil a adopté une loi imposant des quotas pour favoriser l'entrée des étudiants afro-brésiliens et métis, proportionnels à leur poids dans la population locale (soit 80 pour cent dans l'État de Bahia au nord-est, par exemple, et 16 pour cent à Santa Catarina, au sud), dans les 59 universités fédérales et 38 écoles techniques fédérales du pays. En 1997, 2,2 pour cent des étudiants noirs ou métis âgés de 18 à 24 ans étaient inscrits à l'université ; en 2012, ce taux s'élevait à 11 pour cent.<sup>90</sup> Par ailleurs, dans les universités fédérales, le nombre de places réservées aux Brésiliens défavorisés a doublé dans le cadre de cette législation, passant de 30 000 à 60 000. Les établissements d'enseignement ont suivi des objectifs et des

quotas concernant les groupes sous-représentés, dont les femmes et les personnes de couleur, afin d'accroître la diversité et de créer des opportunités pour les groupes sous-représentés et vulnérables.

### *Afrique du Sud : difficile d'établir un lien direct*

Les politiques de l'emploi qui encouragent le recrutement de candidats de sexe féminins ou issus de minorités ont accru l'intégration de ces derniers sur le marché du travail en Afrique du Sud. Au terme de l'apartheid, la structure du marché du travail répondait à des critères raciaux, les travaux qualifiés étant réservés aux Blancs et les non qualifiés aux autres groupes, avec une discrimination systématique à l'égard des Noirs, des femmes et des personnes handicapées.<sup>91</sup>

Dans ce contexte, l'Afrique du Sud démocratique a mis au point des politiques de discrimination positive pour corriger les inégalités sur le marché du travail. La loi sur l'équité en matière d'emploi de 1998 a offert aux entreprises des incitations à l'embauche de personnes issues de groupes historiquement défavorisés, alors appelées à occuper des postes qualifiés. Une étude de 2009 révèle un succès avéré en matière de réduction des taux de chômage et de pauvreté dans les emplois qualifiés et semi-qualifiés.<sup>92</sup>

Toutefois, l'attribution de cette amélioration aux politiques de discrimination positive reste contestée. Les critiques font valoir que ces efforts directs n'ont eu qu'un impact marginal sur la diminution des écarts dans le domaine de l'emploi et des salaires. Elles soulignent que cette amélioration pourrait être liée à l'effort global réalisé en vue d'accroître l'accès à l'éducation et sa qualité pour les Africains, ainsi qu'à l'incidence d'une croissance économique rapide sur l'emploi.<sup>93</sup> Ce qui est indiscutable, en revanche, c'est que les efforts déployés à plus grande échelle et les initiatives plus spécifiques ont conjointement amélioré la capacité de l'Afrique du Sud à corriger les déséquilibres structurels de sa main-d'œuvre, tout en réduisant le sentiment d'injustice historique et en renforçant la participation des groupes historiquement exclus et défavorisés.

## Malaisie : des conséquences imprévues ?

Certains observateurs ont critiqué les mesures directes en les accusant d'être mal orientées et de ne pas correspondre aux problèmes structurels plus profonds à résoudre.<sup>94</sup> Par exemple, les politiques de discrimination positive en faveur des Malais ethniques, ou Bumiputras, par rapport à la population chinoise dominante et à la minorité indienne ont amélioré leur accès à l'éducation et à l'emploi, tout en leur permettant de réaliser leur potentiel économique. Cependant, suite à l'instauration d'un quota de 70 pour cent pour l'admission à l'université, les citoyens chinois et ceux de la minorité indienne de Malaisie se sont détournés en masse du système public et ont choisi d'aller étudier dans des écoles privées et à l'étranger, parfois pour ne plus revenir. En 2011, environ 1 million de Malaisiens avaient quitté le pays, sur une population totale de 29 millions d'habitants, la plupart d'origine chinoise, et dont un grand nombre jouissait d'une éducation de haut niveau.<sup>95</sup> Environ 60 pour cent des émigrés malaisiens qualifiés considéraient l'injustice sociale comme un motif important de leur départ.

### *Le contexte est crucial*

Bien qu'il n'existe pas de réponse univoque à la question de l'efficacité de la discrimination positive pour réduire les inégalités entre les groupes, les exemples montrent que des politiques proactives peuvent améliorer les conditions des groupes vulnérables dans certains contextes particuliers. Le fait est que ces mesures directes ne sont pas de simples interventions indépendantes du reste ; elles font partie intégrante d'un engagement global pour l'amélioration des conditions des personnes défavorisées, cherchant également à corriger les facteurs d'exclusion de certains groupes spécifiques. Le succès est plus facilement au rendez-vous dans des contextes de renfort mutuel, où les interventions des pouvoirs publics font partie d'efforts globaux accomplis en faveur des pauvres, soutenus par des incitations et des sanctions officielles, notamment des lois, et assortis d'une évolution de l'opinion publique et des normes sociales.

## Lois et normes : lutte contre la discrimination et influence sur les comportements

La discrimination historique est ancrée dans les interactions sociales relevant du domaine public, qui peut aussi bien favoriser le succès des mesures de discrimination positive que saper leur application.<sup>96</sup> La raison en est que les décisions privées et les politiques publiques sont modelées par des préférences personnelles et sociales, des incitations matérielles et autres incitations explicites (lois) ainsi que des sanctions ou des récompenses sociales (normes).<sup>97</sup>

La modification des lois et des normes peut elle aussi encourager certains comportements souhaitables. Par exemple, aux États-Unis, la défense des intérêts publics et les contraintes légales ont joué un rôle important dans l'évolution des normes et la diminution de la consommation de tabac. De même, la promotion de pratiques hygiéniques telles que le lavage des mains et l'utilisation de moustiquaires pour réduire la transmission du paludisme ont contribué à améliorer la santé publique. Les stratégies de marketing social axées sur l'évolution des comportements (appliquant les techniques du secteur privé dans les domaines de la publicité, du marketing et de la communication) ont donné lieu à de grandes victoires en matière de santé publique en faisant évoluer les comportements individuels et de groupe.

Les campagnes et les messages fondés sur les normes visent à modifier la perception des gens en ce qui concerne les comportements ou principes « acceptables » ou « souhaitables » aux yeux de leurs pairs.<sup>98</sup> Ils peuvent déterminer la légitimité et l'efficacité des interventions des pouvoirs publics, en les rendant crédibles et en renforçant leur assise, surtout quand ils cherchent à contester les hiérarchies en place et à changer les rapports de pouvoir.<sup>99</sup> Un ciblage correct des valeurs et des comportements de la population est le gage de l'efficacité et de la durabilité du changement social.

### *Régler les conflits violents en transformant les normes et en élargissant les efforts d'inclusion*

S'appuyant sur les enseignements tirés des pays en conflit, la communauté internationale a tenté

Bien qu'il n'existe pas de réponse univoque à la question de l'efficacité de la discrimination positive pour réduire les inégalités entre les groupes, les exemples montrent que des politiques proactives peuvent améliorer les conditions des groupes vulnérables dans certains contextes particuliers

Les campagnes et les messages fondés sur les normes visent à modifier la perception des gens en ce qui concerne les comportements ou principes « acceptables » ou « souhaitables »

de regrouper les interventions liées à la sécurité et celles associées au développement, c'est-à-dire de renforcer la sécurité de la communauté par le biais de la cohésion sociale. Un large éventail d'agents étatiques et d'acteurs de la société civile a mis au point de façon concertée des réponses coordonnées aux menaces au niveau de la communauté, tout en créant un environnement favorable au niveau national. Ces approches axées sur la cohésion sociale et la sécurité de la communauté encouragent l'engagement participatif, l'amélioration de la prestation des services, la réduction de l'exclusion sociale grâce au resserrement des liens entre les groupes sociaux et le renforcement de la gouvernance démocratique.<sup>100</sup>

Dans la municipalité de Santa Lucía, au Guatemala, un comité de sécurité des citoyens a coordonné un plan d'action visant à interdire le port d'armes dans les bars, contrôler la vente d'alcool, améliorer l'éclairage public, organiser le maintien de l'ordre au niveau communautaire, reconquérir les espaces publics et résoudre le problème du vagabondage. En deux ans, le taux d'homicides pour 100 000 habitants est passé de 80 à moins de 50. Au vu de ce succès, le pays a approuvé une nouvelle loi qui établit le Conseil de sécurité nationale appelé à coordonner la réforme du secteur de la sécurité. La loi impose en outre la mise au point de plans relatifs à la sécurité des citoyens dans chaque municipalité. De même, en Croatie, un projet intitulé « Créer des collectivités plus sûres » a expérimenté une approche selon laquelle le manque d'équipements de loisirs pour les jeunes était un facteur qui contribuait à l'insécurité. Une vieille aire de jeux a été rénovée et réaménagée en point de rencontre pour les jeunes, doté d'un parc de skateboard et d'une aire de loisirs. Dans une communauté fortement divisée entre Croates et Serbes suite à la guerre, cet endroit est devenu un lieu d'échange pour les jeunes des deux bords et a contribué à jeter des ponts entre deux clans opposés.<sup>101</sup>

### *Médiation entre la société civile, les États et les marchés*

Même lorsqu'ils sont confrontés à des défis insurmontables et à une inégalité profondément enracinée, les individus se mobilisent pour tenter d'améliorer leur situation et de rendre

les institutions sociales plus adaptées à leurs besoins. La société civile a su rendre efficacement les États politiquement redevables d'une stratégie de développement pro-pauvres. Mais cela est uniquement possible quand il existe des possibilités de participation selon des critères de transparence et de redevabilité. Une recherche empirique sur 96 pays indique que les régimes politiques participatifs sont plus à même de résoudre les conflits sociaux de manière efficace et d'encourager des groupes de citoyens au compromis. D'après cette recherche, « la démocratie nous rend moins égoïstes et plus dévoués à l'intérêt général ».<sup>102</sup> Une autre étude économétrique menée sur 82 pays développés et en développement a conclu que la capacité de l'État à prendre des mesures stratégiques efficaces n'est pas qu'une simple question de compétence technocratique et de volonté politique.<sup>103</sup> La marge de manœuvre politique disponible pour prendre des mesures publiques décisives est également fortement influencée par les clivages sociaux et les conflits. Ces clivages sociaux peuvent susciter différents degrés de confiance envers les institutions publiques et influencer leur performance.

Afin d'exercer une plus grande pression, les individus peuvent se mobiliser sous la forme de groupes (groupements de producteurs, associations de travailleurs ou mouvements sociaux). Ils peuvent ainsi mener une action collective et négocier plus efficacement, que ce soit sur les marchés, avec leurs employeurs ou avec l'État. Les groupes vulnérables sur le plan économique s'organisent souvent de manière collective (en tant qu'entreprises, petits exploitants agricoles, éleveurs ou pêcheurs). Ils peuvent promouvoir les produits issus du commerce équitable ou soutenir les mouvements coopératifs pour les producteurs locaux. De nouvelles formes d'action collective, répondant à un nouvel élan civique, sont désormais passées à l'échelon politique au niveau local : pour les processus de budgétisation participatifs à Porto Alegre, au Brésil, pour la loi sur le droit à l'information en Inde et pour les audits sociaux, qui ont accru la transparence et la redevabilité des autorités locales qui emploient des fonds publics pour des plans d'urgence.

L'un des aspects clés de l'interaction entre la société civile et l'État est la manière dont la

L'un des aspects clés de l'interaction entre la société civile et l'État est la manière dont la société civile a une incidence sur les politiques humanistes et leurs résultats

société civile a une incidence sur les politiques humanistes et leurs résultats. Le Brésil s'est lancé sur la voie du développement et de la consolidation de la démocratie sur un fond d'inégalité et de clivages raciaux et ethniques. Le gouvernement a adopté un cocktail de mesures visant à stimuler le marché du travail, en ciblant les dépenses publiques et les transferts de fonds, en élargissant l'enseignement primaire universel et en luttant contre les inégalités entre les sexes et les races. La mortalité infantile a diminué de près de moitié entre 1996 et 2006, et le taux de scolarisation des filles à l'école primaire est passé de 83 pour cent en 1991 à 95 pour cent en 2004. Les efforts déployés par le Brésil pour réduire les inégalités de longue date, en encourageant la redistribution des revenus et l'accès universel à l'éducation, aux soins de santé, à l'eau et à l'assainissement, ont également permis d'améliorer la nutrition des enfants, ce qui a entraîné une diminution importante des retards de croissance dans la tranche des 20 pour cent les plus pauvres de la population.<sup>104</sup>

Pendant le déploiement de ces efforts, la société civile brésilienne est restée autonome des partis politiques, étant donné qu'elle avait favorisé la création d'une série d'institutions et de processus participatifs ayant une incidence sur les politiques publiques et tenant l'appareil de l'État redevable des résultats à l'échelle locale. Au sein du mouvement brésilien des sans-terre (« Movimento dos Trabalhadores Sem Terra », ou MST), les coopératives ont organisé l'implantation d'environ un million de familles sur des terres expropriées, ainsi que la construction de centaines d'écoles permettant à des dizaines de milliers de personnes d'apprendre à lire et à écrire.<sup>105</sup> Le soutien du MST a contribué pour beaucoup à l'avènement au pouvoir du Parti des travailleurs en 2002, entraînant une augmentation des dépenses publiques sur les services de base, les transferts de fonds et l'accès à l'éducation. Entre 2001 et 2007, les six déciles les plus pauvres de la population, qui représentaient auparavant 18 pour cent du revenu, ont été à l'origine de 40 pour cent de la croissance du revenu total, tandis que le coefficient de Gini sur l'inégalité est passé de 0,59 en 2001 à 0,53 en 2007.<sup>106</sup>

Au Bangladesh, la société civile s'est développée au fil du temps pour donner

lieu à l'un des plus grands rassemblements d'organisations non gouvernementales au monde, créé sous l'impulsion des nombreux enjeux auxquels le pays est confronté, y compris les fréquentes catastrophes naturelles. Les organisations non gouvernementales ont en effet trouvé une niche, ménagée dans le fossé qui sépare la société et l'État, pour promouvoir le bien-être des populations grâce à des initiatives locales. Par ailleurs, elles sont autant de mécanismes importants pour la prestation de services et de partenaires de taille pour la mise en œuvre, en particulier en cas de catastrophe naturelle et de ravages environnementaux, pour des programmes allant du secours d'urgence à la reconstruction, en passant par les microcrédits et l'autonomisation des femmes. L'expansion de la société civile au Bangladesh reflète bien la situation sur le terrain. Cependant, elle soulève des questions quant au rapport entre la société politique et l'État. Les ressources investies dans la création d'institutions publiques plus efficaces et durables laissent encore à désirer. D'autre part, la société civile a évolué plus rapidement que les institutions officielles chargées de la fourniture et de l'acheminement des services, en faisant en outre preuve d'une plus grande capacité que ces dernières. Tant que ces institutions sont régénérées et dynamisées sur un pied d'égalité, le secteur des ONG au Bangladesh demeurera une ressource indispensable pour renforcer la résilience sociale.

Néanmoins, au-delà de la mobilisation à l'échelle locale et de la communauté, il convient d'étudier plus en profondeur l'impact global que la société civile et le militantisme peuvent avoir sur les institutions de gouvernance d'un pays et sur sa performance générale en termes de développement. Cela soulève d'importantes questions quant à la façon dont les expériences de mobilisation sociale au niveau local et micro peuvent être amplifiées en termes d'impacts, mais aussi quant à la manière dont elles se rapportent aux problèmes de nature macroéconomique.<sup>107</sup> Des études réalisées sur les expériences de mobilisation sociale mettent en évidence le décalage existant entre ces initiatives principalement locales et leur répercussion sur le développement dans son ensemble. Il convient donc d'examiner attentivement les obstacles à une montée en puissance de ces initiatives au niveau national, ainsi que de concevoir de

nouveaux modèles créatifs d'engagement civique et de mobilisation sociale, comme les entreprises sociales qui font intervenir les pauvres en tant qu'investisseurs et actionnaires.<sup>108</sup>

La société civile et la mobilisation sociale au sens large peuvent avoir une grande influence en revendiquant des droits intrinsèques et en promouvant des mesures actions et des politiques publiques progressistes. Leur résilience peut être favorisée par l'action des États si ceux-ci créent un environnement favorable et ménagent suffisamment d'espace pour une société civile dynamique et engagée. La société civile ne peut ni ne doit se substituer aux institutions de l'État. Toutefois, la symbiose et les relations positives entre ces deux acteurs contribuent grandement à les renforcer. La participation citoyenne, indispensable, est donc un élément central de la stimulation des institutions sociales formelles et informelles à répondre aux besoins et aux demandes de la population, car elle garantit une réponse équitable et efficace de ces institutions vis-à-vis de la vulnérabilité.

## Renforcer les capacités pour se préparer aux crises et les surmonter

Les milieux sociaux et matériels dans lesquels les communautés vivent et cherchent à prospérer sont tous complexes et imprévisibles. Malgré toutes les connaissances actuellement disponibles sur les failles de la Terre, la fréquence et l'intensité des risques géophysiques demeurent largement imprévisibles, tandis que, à cause des changements climatiques, plusieurs parties du monde auparavant considérées comme sûres sont aujourd'hui exposées aux effets destructeurs des aléas météorologiques. Les politiques ont beau être efficaces pour réduire les vulnérabilités intrinsèques de la population ; des dangers inopinés se produiront tôt ou tard, y compris des catastrophes peu probables mais lourdes de conséquences, comme le tremblement de terre de 2010 en Haïti. Comme l'a démontré le printemps arabe, une connaissance profonde des facteurs susceptibles de déclencher des troubles sociaux et des conflits violents dans une société donnée n'est pas suffisante pour garantir qu'il sera

toujours possible de prévoir et de prévenir les conflits violents. Des chocs comme ceux-ci sont susceptibles d'avoir des répercussions inévitables et potentiellement destructrices sur les progrès du développement humain ainsi que sur la résilience des pays, des communautés, des familles et des individus.

Les vulnérabilités sont mises en évidence par des chocs et par la situation de fond. S'il est naturel de répondre à une crise quand un choc survient, il est également nécessaire d'élaborer par la suite une solution plus complète en vue des crises futures. Les politiques de prévention, d'intervention et de récupération après les crises doivent faire partie intégrante des politiques et stratégies de développement humain, en particulier dans un contexte sans crise, plutôt que de reposer sur l'aide d'urgence au cas par cas dans les communautés touchées. Quand les politiques sont orientées vers une réponse d'urgence, l'atténuation est souvent négligée et les chocs peuvent réapparaître, avec des impacts et des coûts de protection ultérieurs potentiellement plus importants. L'effort déployé pour les interventions d'urgence est important et nécessaire, mais la réalisation d'un effort global pour permettre aux communautés de mieux se préparer et se rétablir face aux chocs et aux crises représente l'un des piliers de la résilience.

## Réduction des risques de catastrophes et mesures correctives

Les catastrophes naturelles révèlent et exacerbent les vulnérabilités, notamment la pauvreté, les inégalités, la dégradation de l'environnement et le déficit de gouvernance. Les pays et les communautés qui manquent de préparation, qui ne sont pas conscients des risques et qui disposent d'une capacité de prévention minimale souffrent davantage l'impact des catastrophes. Par ailleurs, la tendance veut que les pays pauvres subissent un impact disproportionné. Au cours des 20 dernières années, les catastrophes ont touché 4,4 milliards de personnes, dont 1,3 million a trouvé la mort. Leur coût pour l'économie mondiale s'est élevé à au moins 2 billions de dollars.<sup>109</sup> Toutefois, les pertes humaines liées aux catastrophes naturelles ont diminué grâce aux mécanismes d'alerte précoce et de réaction.

---

Les vulnérabilités sont mises en évidence par des chocs et par la situation de fond

Par exemple, au Bangladesh, un violent cyclone a fait près de 140 000 morts en 1991, tandis qu'un cyclone de même puissance a tué 4 234 personnes en 2007. La diminution des décès provoqués par les cyclones est principalement due à l'amélioration des systèmes d'alerte précoce, à la mise en place d'abri et de plans d'évacuation, à la construction de digues côtières, au maintien et à la consolidation de la forêt côtière et à la sensibilisation des communautés au niveau local.<sup>110</sup>

Des efforts plus importants devraient être déployés pour renforcer les systèmes d'alerte précoces tant au niveau national que local. La deuxième Conférence internationale sur les systèmes d'alerte précoce, qui s'est tenue en 2003, a cerné plusieurs domaines d'action prioritaire : une meilleure intégration de l'alerte précoce dans les processus de développement et les politiques publiques ; une plus grande disponibilité des données pour la recherche, la prévision et la gestion des risques sur plusieurs échelles de temps ; des systèmes d'alerte précoce renforcés et dotés de meilleures capacités, en particulier dans les pays en développement ; la mise au point de systèmes d'alerte précoce axés sur la population ; et des programmes d'intervention pour faire face aux chocs quand ils surviennent.<sup>111</sup> La coopération au niveau régional, notamment en matière d'alerte précoce, peut s'avérer très efficace, car les risques de catastrophes naturelles touchent souvent plusieurs pays à la fois. Les alertes précoces constituent un élément essentiel en matière de réduction des risques de catastrophe. Des vies peuvent être sauvées et les pertes matérielles et économiques atténuées. Le cadre d'action de Hyogo souligne l'importance de ces systèmes et s'engage clairement en faveur des mécanismes d'alerte précoce locaux, nationaux et régionaux capables d'avertir en temps réel et de façon compréhensible de l'existence d'un risque, en fournissant des orientations claires quant aux mesures d'intervention à prendre.

Quel que soit le degré de préparation d'un pays et l'efficacité de son cadre d'action politique, les chocs se produisent et ont souvent des conséquences inévitables et profondément destructrices. L'objectif clé consiste alors à reconstruire tout en augmentant la résilience sociale, matérielle et institutionnelle. Les réactions efficaces face à des conditions

climatiques extrêmes ont été entravées par des institutions faibles et des conflits en cours. Face à une crise, quelle qu'elle soit, les premières interventions sont évidemment d'ordre humanitaire. La manière dont l'aide humanitaire est fournie revêt une importance particulière, étant donné qu'elle jette les bases de la transition future vers la remise en état et la restauration. Une démarche de relèvement rapide doit réunir à la fois les principaux aspects des interventions humanitaires et ceux du développement, afin de veiller à ce que la stratégie d'intervention réponde aux premières nécessités sans compromettre pour autant les capacités et l'action de l'État à long terme.

La résilience d'un pays inclut sa capacité à se remettre vite et bien après une catastrophe. Cela implique une gestion des effets immédiats des catastrophes et la mise en œuvre de mesures spécifiques visant à éviter des conséquences socioéconomiques ultérieures. Les sociétés mal préparées à la gestion des chocs subissent des dommages et des pertes beaucoup plus importants et durables. Par exemple, le tremblement de terre en Haïti a coûté l'équivalent de 120 pour cent du PIB du pays, en lui faisant perdre tout le bénéfice de décennies d'investissement dans le développement.<sup>112</sup> Toutefois, même ces données frappantes ne reflètent pas toute l'ampleur du choc ni le temps nécessaire à une récupération complète. Lorsque les processus de récupération sont partiels et ne sont pas orientés vers l'amélioration de la résilience, la catastrophe peut avoir des répercussions de longue durée, touchant des générations entières.

La résilience consiste à transformer les structures et les systèmes qui pérennisent la fragilité et minent la résilience. Les chocs externes peuvent quelquefois inciter les pays à entreprendre cette transformation. Cela peut impliquer l'intégration des mesures de préparation et de récupération dans les lois, les politiques et les mécanismes institutionnels qui permettent à un pays ou à une communauté de fonctionner. Lorsque cette démarche est associée de budgets et de ressources en conséquence, elle permet d'inclure les aspects de la réduction des risques à tous les niveaux du processus de développement, de la communauté au gouvernement national. De cette façon, la réduction des risques de catastrophe ne constitue

Lorsque les processus de récupération sont partiels et ne sont pas orientés vers l'amélioration de la résilience, la catastrophe peut avoir des répercussions de longue durée, touchant des générations entières

pas une dépense supplémentaire ou d'appoint, mais bel et bien une composante essentielle du développement intégrée dès le départ.

## Prévention des conflits et relèvement

Une stratégie efficace pour améliorer la résilience dans les zones touchées par les conflits et pour prévenir ces conflits consiste à renforcer la cohésion sociale. Cependant, le développement de la cohésion sociale dans les pays exposés à des conflits ou au sein des communautés sortant d'un conflit est particulièrement difficile. La fragmentation sociale risque d'y être élevée et les moyens de subsistance menacés, tandis que les institutions sont souvent fragiles et ne disposent pas des outils nécessaires pour concevoir et mettre en œuvre des politiques susceptibles d'atténuer les frictions (voir encadré 4.4). Cela dit, des pays aussi divers que la Bolivie, le Kenya, le Népal, le Pérou, le Kirghizistan, le Timor-Leste et le Togo ont investi dans des mesures visant à instaurer la confiance et la coopération, ainsi qu'à promouvoir le dialogue à travers des intermédiaires crédibles et des « infrastructures pour la paix ». Ces mesures ont eu des résultats positifs, notamment des élections pacifiques, une diminution des conflits liés à la terre et aux ressources naturelles, et une atténuation des tensions entre les groupes.<sup>113</sup>

Les efforts déployés pour renforcer la cohésion sociale varient en fonction du contexte et des circonstances de chaque pays, mais il est possible de relever quatre points communs dans ces démarches :

- *Sensibilisation du public et accès à l'information.* Des efforts peuvent être accomplis pour accroître la sensibilisation du public en faveur de la paix, du développement et des politiques moins controversées. En 2006, le Guyana a connu ses premières élections nationales sans violence depuis son indépendance. Le programme de cohésion sociale mis en place en 2002 en réaction aux violences passées a été décisif en ce sens.<sup>114</sup> Le programme partait d'un débat national sur la gouvernance dirigé par le président et reposait sur des efforts systématiques déployés à l'échelle des communautés pour améliorer les relations interethniques, ainsi que sur une campagne publique à long terme

visant à renforcer le sens d'appartenance nationale dans un esprit pacifique. Par la suite, les élections organisées en 2011 se sont elles aussi déroulées sans heurts.

- *Intermédiaires et médiateurs internes crédibles.* L'existence d'organismes indépendants et objectifs peut instaurer une plus grande confiance entre les groupes ou les secteurs en conflit ou opposés, tout en favorisant le consensus sur certaines questions d'importance nationale. Les élections nationales de 2008 et 2012 au Ghana se sont toutes deux déroulées sous les auspices du Conseil national pour la paix, un organe créé en 2006 en tant que plateforme indépendante visant à faciliter le dialogue et à assurer une médiation en cas de conflits politiques et identitaires, ainsi qu'à promouvoir des élections pacifiques. Tous les dirigeants du pays ont accepté son rôle, tout comme le reste de la région à travers le WANEP, réseau ouest-africain pour l'instauration de la paix (« West Africa Network for Peacebuilding »).

Plus récemment, la Tunisie est confrontée à une période de transition faisant suite au printemps arabe. Les violences politiques sporadiques n'ont pas exacerbé les tensions ; les partis laïques et islamistes ont trouvé le moyen de travailler ensemble dans un contexte de pluralisme politique. Le syndicat de l'Union générale tunisienne du travail a joué un rôle d'intermédiaire important dans cette transition. Fondé en 1948 et profondément ancré dans tous les segments de la société tunisienne, le syndicat a utilisé son pouvoir pour calmer le discours politique et l'orienter vers les enjeux sociaux et économiques du pays.

- *Comités locaux et groupes de citoyens.* Les groupes communautaires peuvent renforcer la confiance au niveau local en aidant à prévenir les conflits. Au Guyana et en Tunisie, des groupes de citoyens ont offert des observateurs et des médiateurs qui ont contribué à instaurer la confiance et à désamorcer les tensions avant que les problèmes ne prennent de l'ampleur et entachent le processus politique. Au Ghana, la loi associe désormais officiellement le Conseil national pour la paix aux autres organismes similaires au niveau régional et

local. Au Yémen, des organisations pour la jeunesse ont mis en relation les jeunes tout en leur offrant un soutien social dans leur recherche d'emploi, en se chargeant des problèmes financiers et en organisant des activités communautaires. La participation a contribué à renforcer la cohésion sociale en inculquant à la population des habitudes de coopération, de solidarité et de civisme.<sup>115</sup>

- *Reconstruction des moyens d'existence.* L'expérience prouve que la cohésion sociale peut être renforcée grâce au renforcement des moyens d'existence et au soutien de la reprise économique. Lorsqu'ils reçoivent une aide pour soutenir leurs moyens d'existence, les communautés et les individus touchés peuvent se rétablir à court terme et devenir plus résilientes face aux défis soulevés par les crises futures. Les possibilités d'emploi peuvent créer un sentiment de confiance, dont les zones de conflit ont grand besoin. D'après une étude internationale menée en Europe et en Amérique latine, il semblerait que l'emploi contribue à instaurer la confiance envers les autres et envers les institutions.<sup>110</sup> Les communautés en situation de crise et de sortie de crise sont confrontées à de nombreux enjeux économiques et sociaux, y compris dans certains cas la réintégration à court terme des ex-combattants à la suite d'un conflit armé, des personnes déplacées et des réfugiés. Dans de tels cas, recréer des possibilités d'emploi et des moyens d'existence peut contribuer à stabiliser les communautés et à éviter qu'elles ne retombent dans la violence.

Les efforts de renforcement de la cohésion sociale ne sont pas suffisamment pris en compte dans la consolidation de la paix après un conflit. Le gros des investissements est en effet destiné aux élections et aux conditions matérielles nécessaires pour la reprise économique. Ces investissements sont évidemment cruciaux mais, pour résoudre de manière pacifique les différends et les crises à venir, il faut mettre en place des capacités systématiques de collaboration (et une nouvelle culture politique) au sein des groupes qui sont habitués à faire valoir leurs intérêts à travers les conflits et les impasses plutôt qu'à travers la négociation. En ce sens, l'importance croissante accordée aux processus de dialogue national est un changement appréciable. Cependant, pour préserver ces avancées initiales, des investissements considérables restent à faire en matière de cohésion sociale, assortie d'un suivi et d'une évaluation systématiques des impacts.

\* \* \*

À l'instar de la plupart de ses analyses et de ses données, les recommandations stratégiques contenues dans ce chapitre, pour importantes qu'elles soient, sont toutes formulées à l'attention des gouvernements nationaux. Toutefois, tel qu'il a été constaté à plusieurs reprises, les risques et les menaces ne connaissent généralement pas de frontières. L'heure est venue de garantir l'harmonisation des efforts nationaux et internationaux, en enjoignant les gouvernements et les organismes internationaux à mieux travailler ensemble et à s'engager solidairement pour la réduction des vulnérabilités.

---

Les possibilités  
d'emploi et les moyens  
d'existence peuvent  
contribuer à stabiliser  
les communautés et à  
éviter qu'elles ne tombent  
dans la violence



**« La différence entre ce que nous faisons et ce que nous sommes capables de faire suffirait à résoudre une grande partie des problèmes de ce monde. »**

**Mahatma Gandhi**

**« S'engager sur une nouvelle voie peut s'avérer difficile, mais rester dans une situation qui ne nourrit pas la femme toute entière peut l'être tout autant. »**

**Maya Angelou**

# 5.



## Consolidation des progrès : biens mondiaux et action collective

Le présent chapitre se penche sur les aspects généraux de la vulnérabilité et sur la manière dont ces derniers sont liés aux vulnérabilités individuelles, communautaires et nationales. Il soulève la question des manifestations de la vulnérabilité qui mènent à une interdépendance plus forte et plus profonde. Et il soutient le fait qu'il reste beaucoup à faire pour que la mondialisation soit efficace.

La mondialisation, telle que nous la connaissons, ne profite pas à suffisamment de gens et l'intégration entraîne parfois de nouvelles vulnérabilités. Il suffit d'examiner les disparités chroniques des dimensions du développement humain dans le monde, la forte proportion de personnes ayant un emploi précaire dans certaines régions et les chocs imprévisibles pouvant avoir un impact mondial, tels que les pandémies, les catastrophes naturelles, les conflits armés et l'instabilité financière. Il se peut que la mondialisation ait produit de bons résultats. Les relations internationales et les accords multilatéraux peuvent renforcer le partage des connaissances ainsi que l'assistance mutuelle et, dans de nombreux cas, améliorer la résilience. Le vaste réseau des institutions et des relations internationales, caractéristique du monde d'aujourd'hui, peut être utilisé pour améliorer la résilience. Mais tous n'ont pas eu le poids ou les ressources pour exercer une influence sur l'orientation du changement ou pour tirer parti de l'intégration mondiale et les actions multilatérales ont été lentes à répondre aux défis mondiaux croissants.

Aujourd'hui, le nombre croissant d'insécurité exige une action collective régionale et mondiale. Les systèmes financiers peuvent être mieux réglementés. Il est possible de débloquent les discussions commerciales. Les marchés peuvent être soumis à des codes et des normes. Le changement climatique peut être atténué. Des processus sont en cours pour renforcer la résilience des systèmes, mais il est possible d'améliorer la mise à disposition de biens publics importants et de développer les systèmes de gouvernance mondiaux.

Le chapitre examine comment l'intégration transnationale génère de nouvelles vulnérabilités, de la même manière qu'elle permet d'améliorer

le développement humain et la résilience. Il révèle les points communs des vulnérabilités émergentes, tels que la faible mise à disposition de biens publics (y compris une protection sociale universelle et un régime international efficace), et les faiblesses des architectures de la gouvernance mondiale représentant des menaces telles qu'une volatilité financière excessive. Il prend également en considération les initiatives mondiales existantes et participe aux débats concernant le programme pour l'après-2015 en suggérant les types de biens publics susceptibles d'améliorer la capacité des pays et des personnes à faire face aux événements indésirables, ainsi que les mécanismes de gouvernance à perfectionner en vue de réduire l'incidence et l'impact des chocs.

Tout cela est lié à la capacité des gouvernements nationaux à ouvrir un espace politique pour rendre leur pays et leur peuple plus résilient. Le message dominant c'est que l'amélioration de la résilience systémique passe nécessairement par l'engagement international de fournir des biens publics offrant plus de sécurité aux personnes, et ce en faisant appel à l'action collective des individus, des communautés et des États.

### Vulnérabilités transnationales et dénominateurs communs

L'intégration transnationale des systèmes commerciaux, financiers, migratoires et de communications a permis de faire des progrès importants en matière de développement humain, en offrant de nouvelles opportunités d'accéder aux marchés mondiaux, de stimuler l'innovation grâce au partage des connaissances et de la technologie et en permettant l'accès aux réseaux transnationaux. Relier les peuples et

mettre en commun les capacités et les ressources mondiales offre des possibilités énormes de renforcer la résilience des individus, des pays et du monde. Mais les risques transnationaux semblent s'intensifier. Les chapitres 1 et 2 mettent en garde contre les tendances mondiales menaçant de nuire aux progrès humains à long-terme, depuis les changements climatiques et l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles à la prolifération des conflits et des maladies transmissibles, en passant par la volatilité du prix des actifs financiers, du cours des matières premières et des flux de capitaux. Le chapitre 2 précise que la volatilité des prix des aliments et la volatilité financière nuisent aux moyens d'existence des populations et fragilisent la cohésion sociale.

Chacune de ces menaces est unique, mais elles présentent des points communs et les comprendre permet d'orienter l'action collective pour avancer vers des solutions efficaces. La portée et l'ampleur de la connectivité et des insécurités qui lui sont liées s'accroissent et représentent un risque de contagion mondiale. L'espace politique national consacré à l'amélioration des capacités de réaction est de plus en plus réduit. Et les systèmes mondiaux mettent en péril les capacités individuelles. Les causes sous-jacentes de la plupart des vulnérabilités transnationales sont la faible mise à disposition de biens publics et les défaillances de la gouvernance internationale. Les biens publics, mais aussi l'adéquation des politiques et des institutions, peuvent faire pencher la balance vers une plus grande résilience.

## Menaces croissantes

*Accélération des connections et des insécurités.* L'intégration transnationale et les menaces qui y sont liées ne sont pas nouvelles, mais elles connaissent dernièrement une accélération. Les êtres humains ont toujours été vulnérables à la prolifération des maladies. Au XIV<sup>e</sup> siècle, les caravanes de voyageurs et les navires de commerce propagèrent la peste noire dans tous les continents, entraînant d'énormes pertes humaines en Asie et en Europe. Aujourd'hui, la rapidité de transmission a augmenté de façon spectaculaire, avec des jumbo jets transportant la grippe aviaire à travers le globe en quelques heures.

Le monde, depuis toujours, se caractérise par ses connections sociales, politiques et économiques au niveau régional et mondial ; c'est ce que l'on appelle aujourd'hui la mondialisation. Mais cette connectivité mondiale s'est accélérée ces toutes dernières années. Entre 1999 et 2012, le ratio du commerce mondial par rapport au PIB a augmenté de 37 à 51 pour cent.<sup>1</sup> Entre 2000 et 2013, le nombre de migrants internationaux est passé de 175 à 232 millions.<sup>2</sup> Les flux financiers entre les pays sont passés de 31 pour cent en 1970, à plus de 180 pour cent en 2007.<sup>3</sup> Les marchés des changes opèrent 24h/24, cinq jours par semaine et le montant des opérations boursières s'est élevé à 5,3 billions de dollars par jour en avril 2013.<sup>4</sup> La production de nombreux biens et services s'étend à différents continents dans des chaînes de valeur mondiales. Les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter augmentent la possibilité d'élargir les espaces sociaux à de nouvelles régions.

Ces tendances se sont révélées particulièrement bénéfiques et ont ouvert de nouvelles possibilités pour de nombreuses personnes. Mais dans certains domaines, allant de la finance à la sécurité en passant par l'environnement, le rythme et l'ampleur de la connectivité ne sont pas allés de pair avec les mesures de réduction des vulnérabilités émergentes (en vue de prévenir les chocs, d'améliorer les capacités et de protéger les choix des personnes). Par exemple, l'intégration de la production dans les chaînes de valeur mondiales a créé des emplois précieux, mais la concurrence pour attirer les investisseurs peut également entraîner un risque de nivellement par le bas en ce qui concerne la réglementation du travail et de l'environnement (encadré 5.1).

*Risques de contagion.* Les chocs (notamment les changements politiques) d'un pays peuvent avoir une répercussion mondiale, avec une incidence directe sur les capacités et les choix des individus risquant de compromettre le progrès en matière de développement humain dans les communautés et les pays lointains. En 2008, la faillite d'une banque à New York provoque une crise financière mondiale. En 2010, un volcan en Islande perturbe le trafic aérien en Europe et entraîne la pourriture d'aliments frais en Amérique latine et en Afrique, causant au Kenya 5 000 pertes d'emplois dans l'agriculture et des pertes s'élevant à 1,3 million de dollars par jour, seulement dans

---

La portée et l'ampleur de la connectivité et des insécurités qui lui sont liées s'accroissent et représentent un risque de contagion mondiale. L'espace politique national consacré à l'amélioration des capacités de réaction est de plus en plus réduit

## Chaînes de valeur mondiales : avantages et inconvénients

Les processus de production se sont extrêmement dispersés et fragmentés au sein des chaînes de valeur mondiales. Pour de nombreux produits, la fourniture de matières premières, la fabrication des pièces, l'assemblage, le marketing et la livraison des produits finis ont lieu dans différents pays et souvent dans différentes régions du monde. Aujourd'hui, environ 60 pour cent du commerce mondial, c'est-à-dire 20 billions de dollars, concernent les échanges de biens et de services intermédiaires<sup>1</sup>. Les pays participants peuvent bénéficier d'emplois, d'exportation et d'investissements directs étrangers pouvant apporter les capitaux et la technologie dont ils ont besoin. Cette situation peut contribuer à renforcer la résilience, mais ces liens sont complexes et de nouvelles vulnérabilités peuvent apparaître.

### De beaux profits pour ceux qui y ont accès

Les chaînes de valeur mondiales peuvent présenter des problèmes de répartition au niveau des salaires, des profits et du nombre d'emplois. Une étude de la chaîne de valeur de l'iPod d'Apple a révélé que la plupart des emplois se trouvaient en Asie alors que la majorité des salaires étaient payés aux États-Unis. En 2006, la Chine représentait 30 pour cent des emplois liés à l'iPod, mais la part des revenus des employés chinois<sup>2</sup> liés à l'iPod ne représentait que 3 pour cent.

Le partage des profits et des coûts de production suit un modèle similaire en ce qui concerne l'iPhone. Il a été prouvé en 2010 qu'Apple était, de loin, le principal bénéficiaire de la production d'iPhone. La main d'œuvre chinoise, même si elle bénéficie de l'accès à l'emploi, n'obtient que 2 pour cent de la valeur de vente finale (voir figure).<sup>3</sup>

### Emplois dangereux faiblement rémunérés

Travailler dans des conditions précaires est une réalité pour de nombreux employés qui ne font pas partie des chaînes d'approvisionnement mondiales, mais les pressions concurrentielles des systèmes de production mondiaux peuvent aggraver les conditions précaires, surtout pour les travailleurs peu qualifiés. Bien que certains employés bénéficient d'emplois formels dans des multinationales, l'économie des chaînes de valeur a encouragé l'apparition de tiers sous-traitants fournissant une main-d'œuvre bon marché et flexible, parfois même par des moyens coercitifs. Dans le pire des cas, ces travailleurs sont victimes de servitude pour dettes et de trafic d'êtres humains.<sup>4</sup>

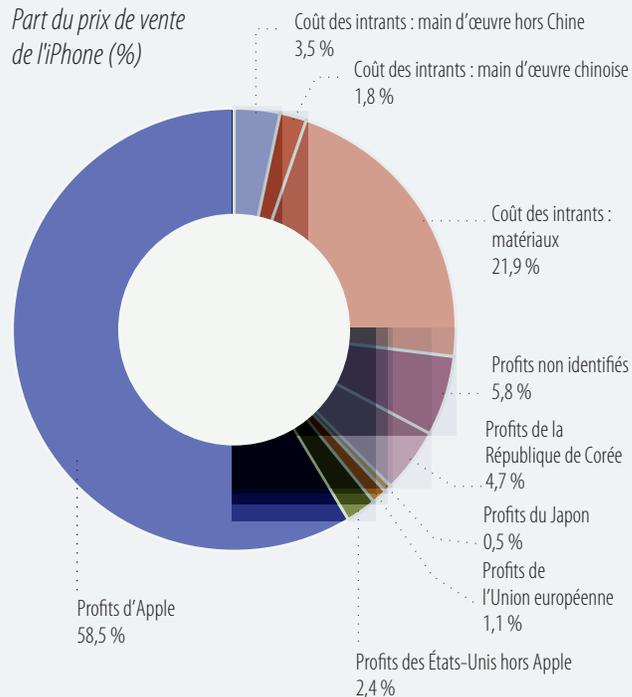
Les gouvernements souhaitent, à juste titre, encourager l'investissement privé et la création d'emplois, mais dans ce processus, ils ont eu tendance à donner carte blanche à l'industrie, par la déréglementation, la privatisation, les incitations financières et l'application laxiste des décrets publics. Les États peuvent ensuite se trouver dans une position difficile s'ils parviennent à attirer des investissements et à créer des emplois rien qu'en assouplissant les lois du travail et de l'environnement, car cela peut entraîner un nivellement par le bas à l'échelle mondiale. Il semble en effet que durant

les années 1980 et 1990, l'application du droit du travail dans les pays a diminué en réponse à la concurrence pour attirer des investissements directs étrangers.<sup>5</sup> De nombreuses sociétés multinationales ont des codes de conduite, mais ces derniers portent principalement sur leurs propres succursales et sociétés affiliées, mais ne concernent pas toujours les fournisseurs de deuxième rang ou d'autres types de fournisseurs.<sup>6</sup>

La position laxiste des gouvernements et des sociétés est aujourd'hui remise en question grâce au journalisme d'investigation, aux activités de plaidoyer de la société civile et à la réaction violente des consommateurs. Dans l'industrie de l'habillement, des groupes de la société civile et des syndicats ont réussi à mettre au défi le secteur des entreprises pour améliorer la gouvernance des chaînes d'approvisionnement : plus de 150 détaillants ont par exemple signé l'accord international sur la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments au Bangladesh (Accord on Fire and Building Safety in Bangladesh), juridiquement contraignant, publié en 2013.<sup>7</sup>

### À qui profite l'iPhone ?

Part du prix de vente de l'iPhone (%)



Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain basés sur des données de Kraemer, Linden et Dedrick (2011).

#### Notes

1. CNUCED 2013. 2. Calculé à partir des tableaux 2 et 3 de Linden, Kraemer and Dedrick (2011). 3. Calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain basés sur des données de Kraemer, Linden et Dedrick (2011). 4. Barrientos 2013. 5. Davies and Vadlamannati 2013. 6. CNUCED 2012a. 7. Bangladesh Accord Foundation 2013.

le secteur horticole.<sup>5</sup> En 2011, un tsunami au Japon coupe l'approvisionnement de composants automobiles aux fabricants de voiture américains, aggravant l'insécurité de l'emploi pour des milliers de travailleurs dans un contexte de récession.<sup>6</sup> En 2012, les conflits en République démocratique du Congo, au Mali, au Soudan du Sud, au Soudan et en République arabe syrienne contraignent

1,1 million de personnes à s'exiler dans les pays voisins.<sup>7</sup> En 2013, l'effondrement d'un bâtiment au Bangladesh déclenche des protestations civiles dans des grands magasins en Europe et en Amérique du Nord.

*Espace politique réduit.* L'intégration mondiale peut limiter l'espace politique national et

## Migration internationale

Les migrants sont parmi les plus vulnérables aux myriades de risques et d'obstacles. En 2013, 232 millions de personnes vivaient hors de leur pays d'origine<sup>1</sup>. Dans les pays développés comme dans les pays en développement les migrants, notamment les travailleurs sans papiers, se trouvent dans des situations vulnérables. Ils sont exclus des dispositifs traditionnels de protection des travailleurs et n'ont pas le droit d'adhérer à des syndicats. Ils n'ont pas accès aux programmes de protection sociale permettant de se prémunir contre les vicissitudes du marché du travail. Ils peuvent également être victimes de discrimination raciale, ethnique et religieuse ainsi que d'exclusion sociale.

Et la migration en elle-même suppose un risque énorme. Il suffit d'examiner le cas des 300 migrants érythréens qui ont trouvé la mort suite au naufrage du bateau qui les transportait près des îles italiennes de Lampedusa en octobre 2013, ou des demandeurs d'asile retenus dans des centres pour migrants en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Nauru la même année.<sup>2</sup> Les structures et les relations familiales peuvent également se voir affectées. Les répercussions de la migration sur les enfants sont un véritable sujet de préoccupation dans une perspective de cycle de vie : il existe un risque plus grand de souffrir de mauvais traitements, d'être impliqué dans des activités illégales, de développer une dépendance à la drogue et à l'alcool et d'avoir des troubles d'attention à l'école.<sup>3</sup>

Une catégorie de migrants renfermant des personnes particulièrement vulnérables est engendrée par les conflits armés qui conduisent les populations à fuir le danger et la persécution. Le nombre de personnes déplacées en raison d'un conflit a augmenté ces dernières années et il est le plus élevé depuis près de deux décennies.<sup>4</sup> D'autres groupes de réfugiés fuient les catastrophes naturelles et les chiffres vont très certainement augmenter en raison du changement climatique. Des débats ont eu lieu au sujet du destin des citoyens des petits États insulaires en développement dans le cas où une élévation du niveau de la mer rendait leur pays d'origine inhabitable et, dans de nombreux cas, le droit d'asile a été rejeté.<sup>5</sup> En plus

de la vulnérabilité des migrants sans papiers, les réfugiés doivent faire face au défi de ne pas pouvoir travailler dans la plupart des pays d'accueil et ils sont généralement hébergés dans des campements provisoires, offrant peu d'installations essentielles et des conditions de sécurité déplorables.

Une migration contrôlée peut réduire certains des risques auxquels sont exposés les migrants. Le Système de permis de travail de la République de Corée résout par exemple le problème de pénurie de main d'œuvre, tout en protégeant les droits des travailleurs migrants et en renforçant la transparence et la sécurité du processus de migration.<sup>6</sup> Mais les accords bilatéraux sont limités compte tenu de l'ampleur et de la portée de la migration. Et ce genre d'initiatives ciblent principalement les migrants en situation régulière plutôt que les migrants sans papiers, plus vulnérables.

La vulnérabilité liée à la migration doit être abordée de manière collective grâce à un régime international de migration. Les réglementations nationales sont insuffisantes pour faire face aux multiples catégories et risques que représentent les immigrants, les réfugiés, les personnes déplacées et les apatrides. Davantage d'efforts doivent être déployés pour développer un consensus sur la migration en tant que bien public mondial, pour atteindre des objectifs communs, notamment en ce qui concerne la protection des droits de l'homme, la réduction des coûts de la migration et des transferts de fonds, mais également pour améliorer la perception des immigrants et de la migration par l'opinion publique. Baisser les coûts des transferts de fonds permet aux pays d'accueil d'instaurer une meilleure stabilité macroéconomique.<sup>7</sup>

La société civile et les organisations non gouvernementales ont engagé un dialogue et une coopération avec les gouvernements sur des sujets particuliers (tels que le trafic des êtres humains). Une approche plus large permet de poursuivre sur cette voie et d'établir des normes et un régime international de migration. Le récent dialogue de l'ONU sur la migration est un premier pas prometteur et les efforts pour intégrer la migration au programme du développement pour l'après-2015 sont encouragés.<sup>8</sup>

## Notes

1. Division de statistique des Nations Unies 2013. 2. Centre d'actualités de l'ONU 2013a, 2013b. 3. UNICEF 2007. 4. Observatoire IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre) 2013. 5. Welford 2013. 6. OIT 2010b. 7. Bettin, Presbitero et Spatafora 2014. 8. ONU 2013a.

réduire les capacités nationales de lutte contre la vulnérabilité. Les pressions concurrentielles internationales peuvent limiter les choix des gouvernements, rendant encore plus difficile la création et la protection de l'emploi ou la garantie d'une éducation universelle, de services de santé et de protection sociale. Dans les années 1950 et 1960, les États privilégiaient le plein emploi, aujourd'hui ils limitent souvent leur ambition à l'assurance-chômage qui, même si elle est importante, n'offre pas la même stabilité sociale. Des accords collectifs portant sur l'emploi, les services sociaux et la protection sociale, intégrés au programme pour l'après-2015, pourraient élargir l'espace politique et permettre aux gouvernements d'adopter les politiques visant à réduire la vulnérabilité recommandées au chapitre 4.

*Exposition mondiale.* Les moyens d'existence, la sécurité personnelle et le bien-être des populations sont exposés non seulement aux changements des conditions locales, mais aussi aux structures et aux événements régionaux et mondiaux. La question des insécurités qui transcendent les frontières devient primordiale, qu'il s'agisse du risque de perdre un emploi en pleine récession mondiale, de l'incertitude de pouvoir accéder à une alimentation quotidienne lorsque les prix alimentaires mondiaux subissent des changements brusques, ou de la préoccupation concernant la sécurité personnelle dans un contexte de troubles et de conflits sociaux. Les populations sont également de plus en plus nombreuses à traverser les frontières nationales, ce qui les expose à de nouvelles insécurités et à des contextes sociaux méconnus (encadré 5.2).

De nombreuses menaces qui pèsent sur les vulnérabilités du cycle de vie, les vulnérabilités structurelles et les insécurités personnelles (chapitre 3) peuvent être imputées aux systèmes et aux événements mondiaux. Or la construction de la résilience exige non seulement la mise en œuvre des actions nationales recommandées au chapitre 4, mais aussi la mise en place d'une action et d'une coordination mondiale afin d'augmenter l'espace politique national et de réduire la menace des chocs mondiaux.

## Causes communes

Les vulnérabilités transnationales peuvent également être considérées comme des expressions différentes du même problème : la faible mise à disposition de biens publics pouvant renforcer les capacités de réaction et l'inadéquation entre l'ampleur de l'intégration mondiale et des défis mondiaux et la capacité des architectures de gouvernance pour prévenir ou minimiser les chocs. Un pays à lui seul fait preuve d'une capacité limitée pour réduire de manière indépendante cette vulnérabilité car les biens mondiaux, tels que la stabilité climatique, s'obtiennent plus facilement grâce à une action collective mondiale. Et pourtant, la politique nationale est la première voie que les États empruntent pour s'attaquer à la vulnérabilité. Et dans certains cas, la fourniture d'importants biens publics est tout bonnement laissée aux mains du marché.<sup>8</sup> L'orientation nationale de l'élaboration des politiques publiques est de plus en plus contradictoire avec la nature mondiale des défis politiques.

À l'heure où le système international de gouvernance est appelé à favoriser la stabilité climatique ou à réduire l'incidence d'une prochaine crise financière, la coopération est souvent ponctuelle, fragmentée et dispersée dans des cloisonnements de gouvernance organisés autour de problèmes particuliers. La communauté internationale se disperse face aux troubles économiques, aux conflits armés et aux désaccords entre les grandes puissances. Les organisations internationales sont freinées par un manque de financement et une demande d'aide humanitaire qui s'intensifie. Si les réponses aux catastrophes naturelles et aux crises humanitaires sont souvent rapides, ce n'est pas le cas en ce qui concerne les problèmes mondiaux à long terme. Or l'action collective offre une vision d'ensemble

qui s'étend au-delà des menaces et des chocs immédiats et s'attaque aux causes profondes et aux impacts à plus long terme.

*Faible mise à disposition des biens mondiaux.* Comment la communauté internationale peut-elle assurer la fourniture de biens pouvant améliorer la résilience ? De nombreux biens ont une valeur sociale et peuvent réduire la vulnérabilité (la recherche sur le paludisme, la réduction de la pollution ou les innovations agricoles destinées à aider les agriculteurs pauvres), mais sont sous-estimés par les marchés. La gestion et le contrôle de la volatilité des prix alimentaires, des récessions mondiales et du changement climatique sont également des biens publics essentiels que les marchés ne sont pas en mesure de fournir. La tendance récente est d'encourager les marchés à générer des biens privés qui permettent d'atteindre les objectifs mondiaux souhaités. Mais les biens privés ne sont pas en mesure de fournir les biens publics clés pour réduire la vulnérabilité.<sup>9</sup> Le marché peine particulièrement à s'adapter aux architectures de gouvernance mondiale pour réduire les chocs et renforcer la résilience. La garantie de certains biens essentiels universels exige une action collective des États, étant donné qu'aucun pays ou communauté ne peut résoudre seul les défaillances du marché mondial.

Le besoin de biens publics mondiaux est bien documenté.<sup>10</sup> La faible mise à disposition des biens publics mondiaux (tels que le contrôle des maladies transmissibles ou des meilleures règles du marché mondial) entraîne des chocs aux répercussions régionales et mondiales. Outre les biens publics traditionnels destinés à réduire la vulnérabilité, il existe un besoin de « biens tutélaires » ou de « biens communs universels », qui sont des biens essentiels à la stabilité sociale et à la poursuite des progrès.<sup>11</sup> Des niveaux minimum de protection sociale et des engagements en vue de fournir des services sociaux peuvent être envisagés comme biens tutélaires mondiaux, fournis universellement à un niveau national ou international pour améliorer l'équité et renforcer les valeurs universelles.<sup>12</sup> Ces types de biens offrent une protection aux groupes vulnérables et, lorsqu'ils sont associés à des biens publics mondiaux capables de réduire l'incidence des chocs, ils contribuent à renforcer la résilience au niveau mondial.

Il y a un décalage entre les mécanismes de gouvernance, d'une part, et la vulnérabilité et la complexité des processus mondiaux, d'autre part

Des efforts multilatéraux facilitent la coopération aux fins de fournir certains de ces biens, mais ils restent limités face à l'ampleur des défis et des vulnérabilités. Et ils sont limités face à la dynamique des marchés, au rythme de la marchandisation et au pouvoir des intérêts privés. Les biens publics mondiaux et les biens communs universels qui contribueraient à corriger ou à compléter les marchés, favorisant une croissance mieux partagée et plus durable, sont largement insuffisants.

Une action collective mondiale en vue de fournir des biens publics est clairement possible. C'est ce qu'a démontré l'élimination de la variole. En 1966, l'Organisation mondiale de la Santé a lancé un programme mondial de vaccination universelle, accompagné d'une surveillance vigilante des nouveaux cas et d'un contrôle des foyers sporadiques. Pour un coût assez faible, le programme parvint à éliminer la maladie en 1980.<sup>13</sup> Cet exemple a inspiré une action collective similaire en réponse à d'autres maladies et, grâce aux progrès de la médecine et à un effort mondial en matière de préparation sanitaire, les pays résistent mieux aux pandémies. À noter aussi les initiatives semi-publiques/semi-privées fructueuses, destinées à faire progresser la santé publique, telles que celles financées par la Fondation de Bill et Melinda Gates<sup>14</sup> et la mobilisation de ressources d'origine privée par Médecins Sans Frontières en vue de soutenir l'aide médicale humanitaire et de rendre les médicaments antirétroviraux plus accessibles et disponibles.<sup>15</sup>

Il est question maintenant d'étendre ce type de défense collective à d'autres risques transnationaux en reconfigurant les systèmes et les architectures de gouvernance au niveau mondial afin qu'ils continuent à assurer connectivité et efficacité et à soutenir la prestation de biens publics fondamentaux à l'échelle mondiale et nationale. Il est nécessaire d'engager un dialogue mondial afin de déterminer les biens et les populations qui sont lésés par les marchés et d'envisager les biens à prendre en compte pour aller vers une trajectoire de développement mondial plus résiliente.

*Faiblesses architecturales de la gouvernance mondiale.* Malgré les efforts pour agir et coopérer à l'échelle internationale, les faiblesses

structurelles en matière d'architecture de gouvernance destinée à faire face aux risques mondiaux et à sécuriser les personnes limitent le rythme des progrès (encadré 5.3). Il y a un décalage entre les mécanismes de gouvernance, d'une part, et la vulnérabilité et la complexité des processus mondiaux, d'autre part. Les institutions mondiales fragmentées d'aujourd'hui n'ont ni le mandat, ni la rapidité suffisante pour s'attaquer aux défis mondiaux.<sup>16</sup> Elles travaillent généralement de façon ponctuelle, ne disposant ni du savoir-faire ni des ressources pour lutter contre les menaces mondiales. Les institutions et les régulations visent également des problèmes particuliers, ce qui peut parfois avoir des répercussions dans divers domaines d'action politique. Les politiques commerciales, qui limitent l'accès à certains médicaments, peuvent par exemple avoir un impact dans le domaine de la santé ; et les politiques fiscales, qui exacerbent les inégalités, peuvent avoir un impact sur la sécurité.

À de nombreux égards, les faiblesses des architectures de gouvernance mondiale pour réduire la vulnérabilité découlent de profondes asymétries de pouvoir, d'expression et d'influence. De nombreuses institutions et structures de gouvernance internationale ont été conçues pour rétablir l'ordre après la Deuxième Guerre mondiale, et les réformes n'ont pas reflété le changement des rapports de force ou des types de défis. (encadré 5.4). Parallèlement, de nouveaux régimes, tels que les régimes mondiaux des droits de propriété intellectuelle, profitent souvent, et de manière disproportionnée, aux intérêts privés. Les besoins et les intérêts des pays les moins développés et des personnes les plus vulnérables, notamment les travailleurs non qualifiés, les travailleurs à domicile, les immigrants et les personnes âgées, sont souvent sous-représentés dans les programmes et les politiques. Les personnes les moins aptes à faire face aux chocs et à s'adapter à la vitesse des changements sont ceux qui participent le moins à la création des réglementations, des normes et des objectifs de gouvernance mondiale. Il en résulte que les règles et les normes internationales reflètent souvent des intérêts privés plutôt que d'offrir des biens publics et de défendre des intérêts sociaux.<sup>17</sup> Ceci relève de l'évidence en matière de gouvernance financière. Au Comité de Bâle, qui établit les normes financières, les intérêts

### Obstacles systémiques à l'action collective

Le décalage entre, d'une part, l'ampleur et l'urgence des problèmes mondiaux et, d'autre part, la capacité des architectures de gouvernance existantes à faire face à ces problèmes n'est pas propre à un seul domaine. L'impasse dans laquelle se trouve la gouvernance mondiale est un processus systémique et historiquement contingent, non pas un phénomène particulier propre à un problème spécifique. Mais les problèmes du monde sont souvent abordés en silos, comme si les obstacles aux actions collectives étaient propres à chaque problème. Cette perspective est susceptible de perturber la recherche de solutions car elle part du principe que les problèmes peuvent se résoudre de manière indépendante. En pratique, bien entendu, les politiques abordent les problèmes séparément. Pourtant, les difficultés de la gouvernance mondiale concernant les problèmes multiples, du progrès lent sur le changement climatique à l'impasse des négociations sur le cycle de Doha, peuvent se résumer en une multipolarité croissante, une inertie institutionnelle, des problèmes plus intenses et une fragmentation institutionnelle.

#### Multipolarité croissante

Le nombre d'États a augmenté au cours du demi-siècle passé, tout comme le nombre de ceux dont la coopération est essentielle pour résoudre un problème mondial. Les coûts liés à la gouvernance mondiale ont également augmenté. Lorsque les institutions de Bretton Woods se sont créées en 1945, les règles de l'économie mondiale étaient essentiellement rédigées par un petit groupe de puissances mondiales. Aujourd'hui, le Groupe des Vingt est devenu un important forum pour la gestion économique mondiale, car les problèmes ne peuvent pas se résoudre sans l'engagement d'un grand groupe de pays. L'intégration d'autres pays dans les processus décisionnels mondiaux doit être célébrée, mais les coûts des opérations de la gouvernance mondiale sont plus élevés.

#### Inertie institutionnelle

Lorsque furent désignés les principaux piliers de l'ordre de l'après-seconde guerre mondiale, notamment le Conseil de sécurité de l'ONU et les institutions de Bretton Woods, des privilèges spéciaux ont été accordés à certains pays, à l'époque riches et puissants. L'objectif était d'assurer la

participation de certains pays dans la gouvernance mondiale. Aujourd'hui, avec l'essor du Sud, les rapports de force se sont modifiés par rapport à l'ordre mondial de 1940, une plus large participation et une approche universelle seraient donc appropriées pour aborder la plupart des problèmes du monde. Mais du fait que peu d'institutions de gouvernance ont été désignées pour s'adapter naturellement aux fluctuations géopolitiques, les institutions auront des difficultés à s'adapter.

#### Problèmes plus intenses

Les problèmes exigeant une coopération transnationale sont plus importants, affectant un plus grand nombre de pays et d'individus. Ils sont aussi plus intenses et envahissent l'espace politique national et les interactions quotidiennes. Par exemple, les problèmes environnementaux qui, à l'origine, étaient des préoccupations principalement locales concernant la qualité de l'air et de l'eau, sont devenus des problèmes systémiques mondiaux marqués par une forte interdépendance, tels que le changement climatique ou la perte de la biodiversité. Des changements de ce type augmentent la complexité des incitations nécessaires en vue de progresser vers des accords mondiaux.

#### Fragmentation institutionnelle

Les efforts pour aborder les problèmes transnationaux ont lieu dans un système dense d'organisations multilatérales et transnationales. Bien que ceci n'est pas un problème en soi, cela peut donner lieu à des mandats institutionnels contradictoires, à des interventions manquant de coordination et à une concurrence autour de ressources limitées. Au vu de la situation, la prolifération d'institutions réduit la capacité des institutions multilatérales à fournir des biens publics. Quelques points principaux pourraient orienter la politique et contribuer à définir la nature et la forme de coopération.

Résoudre un problème au niveau mondial exige premièrement de reconnaître l'existence de ces défis, puis d'agir de manière collective pour les surmonter. Il est primordial de mener à bien une réflexion constructive et rigoureuse sur la question du renforcement de la coopération internationale dans ces conditions adverses.

Source : Hale 2014; Hale, Held et Young 2013.

privés ont un statut privilégié qui n'est encadré par aucun contre-pouvoir.<sup>18</sup>

Les systèmes de gouvernance sont non seulement défaillants en ce qui concerne la protection et l'amélioration des capacités, mais produisent également, dans certains cas, de nouvelles vulnérabilités. Dans le domaine de la finance, les politiques monétaires, se concentrant sur la dérégulation et la libéralisation, ont augmenté la fragilité du système financier. Et les politiques financières, telles que les rapports prêt-valeur rigides, ont encouragé les banques à nourrir les bulles immobilières, alors qu'un ajustement des prêts reflétant la situation de l'économie aurait pu apporter davantage de stabilité financière.<sup>19</sup> Les déficits architecturaux des systèmes de gouvernance entraînent un

manque de biens publics mondiaux, de biens tutélaires et de biens communs universels qui pourraient corriger ou compléter les systèmes existants pour créer une résilience plus inclusive et plus durable.<sup>20</sup>

L'inaction comporte des risques d'instabilité sociale, qu'elle soit la conséquence de crises financières, de catastrophes naturelles, du chômage massif ou de la pauvreté. En effet, des statistiques récentes révèlent que les manifestations locales et mondiales (843 enregistrées entre 2006 et 2013) sont d'une ampleur semblable aux vagues de révolte de 1848, 1917 et 1968.<sup>21</sup> Ces manifestations sont généralement locales et nationales, mais elles sont dirigées contre un phénomène mondial commun : l'augmentation de l'insécurité et des

### Impasse dans la gouvernance mondiale de la sécurité

La coopération internationale en matière de gestion de la violence et des conflits est freinée par une inadéquation entre, d'une part, le système mondial de conventions, d'institutions et de politiques relatives à la sécurité et, d'autre part, les défis les plus pressants du moment. Ces contraintes limitent la capacité de la communauté internationale à assurer la sécurité individuelle, à réduire l'émergence et la prolifération du conflit et à aider à sortir de la crise, tout cela étant essentiel à la réduction de la forte vulnérabilité des personnes dans des endroits tels que le Soudan du Sud, la République arabe syrienne, les pays du Sahel et la région des Grands Lacs en Afrique orientale, ainsi que dans les pays et les régions limitrophes.

Les dispositifs institutionnels pour la sécurité créés après la Seconde guerre mondiale et leur inadéquation aux menaces de sécurité d'aujourd'hui sont à l'origine du problème. Les Nations Unies ont été instituées pour maintenir la sécurité collective des États souverains. La protection contre l'invasion étrangère a été garantie à tous les États membres et le Conseil de sécurité a reçu pour mission, conformément au chapitre VII de la Charte de l'ONU de prendre des mesures, notamment par l'usage de la force, contre les pays menaçant la paix.

Ce système a permis de d'éviter la guerre entre les grandes puissances. Mais aujourd'hui, les défis de sécurité ont évolué, avec des conflits internes et des guerres civiles dans le Sud, concentrés dans les États arabes, l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne, où la majeure partie des conflits armés ont lieu en plus grand nombre que dans les années 1940 (voir figure 2.12 dans le chapitre 2). La structure dominante des forces armées, basée sur un modèle de dépenses militaires de l'État et de guerre entre États souverains, qui connaît un déclin depuis la deuxième moitié du siècle dernier, n'est pas en mesure d'être présente là où la sécurité est nécessaire de toute urgence aujourd'hui. La résolution des conflits et la reconstruction post-crise exigent coopération et collaboration entre les forces armées et la communauté internationale et il est primordial de se concentrer sur les causes du conflit interne.

Comme les menaces de sécurité, le concept traditionnel de souveraineté en tant qu'autonomie des États a évolué vers une notion beaucoup plus large, incluant des engagements pour maintenir les droits des citoyens en vertu d'un certain nombre de traités. En 2005, lors de la plus grande réunion des États membres de l'ONU, les pays ont convenu à l'unanimité d'approuver une « responsabilité de protéger » chaque être humain de la planète. Mais le consensus pour adopter ce principe a été rompu par des désaccords profonds sur la manière de le mettre en œuvre.

Le Conseil de sécurité reste l'organe clé pour le maintien de la sécurité humaine. Mais cette institution a été conçue pour maintenir la sécurité de l'État et elle a conservé une structure de gouvernance de 1945, se basant sur le consensus des grandes puissances ; les décisions sont donc inévitablement influencées par leurs intérêts nationaux. Lorsque les membres permanents sont en désaccord, il est probable qu'aucune action ne soit prise au niveau international. Même si le Conseil de sécurité peut prendre des décisions, il incombe aux armées nationales, ou aux organes régionaux comme l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'Union africaine, de mettre en œuvre le mandat du conseil, ce qui compromet là encore la mise en œuvre d'actions.

L'évolution des conflits interétatiques vers des conflits internes a changé la manière de prévenir les conflits et d'en sortir. Cette évolution, associée à l'émergence d'un nouveau régime des droits de l'homme, a radicalement modifié la nature de la souveraineté. Parallèlement, l'impasse dans laquelle se trouve la gouvernance mondiale de la sécurité, notamment la multipolarisation, la complexité des défis et l'inertie institutionnelle, bloque les nouvelles institutions ou les réformes qui pourraient réaliser l'objectif de la sécurité collective. Les insuffisances de la gouvernance qui en découlent limitent la capacité internationale à traiter les problèmes de sécurité pressants, en transmettant le fardeau aux populations se trouvant dans des situations de conflit.

Source : Hale 2014.

inégalités. Et elles reflètent l'opposition à la forme actuelle de la mondialisation et à la négligence envers les biens publics et la protection sociale.

Il est possible d'entreprendre une action collective pour restructurer les systèmes mondiaux de manière à doter les gens de nouvelles capacités au lieu de générer de nouvelles vulnérabilités et d'exacerber une insécurité existante. La coopération entre les États, les institutions internationales, le secteur privé et la société civile est possible, y compris une mission mondiale qui reconnaîtrait les éventuelles retombées dans les différents pays et dans les différents domaines d'action politique. Les systèmes de gouvernance mondiale peuvent rompre le lien entre la mondialisation et la vulnérabilité, mais cela est plus susceptible de se produire si les politiques mondiales et les prises de décision font l'objet d'un processus participatif, responsable et coordonné.

### Faire des personnes une priorité dans un contexte de mondialisation

L'amélioration des capacités et la protection des choix peuvent réduire la vulnérabilité aux menaces transnationales car les personnes sont plus aptes à faire face aux événements. Il en va de même pour réduire la fréquence, la sévérité et l'ampleur des chocs ou pour tous les éviter. Les moyens pour atteindre ces objectifs sont doubles. Premièrement, la fourniture de certains types de biens publics, considérés comme des éléments d'un contrat social mondial, permet d'ouvrir un espace politique national et aide les gens à faire face aux événements adverses. Deuxièmement, l'amélioration des systèmes de gouvernance mondiale contribue à la mise à disposition de

biens publics et réduit l'incidence et l'ampleur de chocs transnationaux.

## Éléments du contrat social mondial

Il est possible d'améliorer les capacités et de protéger les choix au niveau national grâce à la mise à disposition de services tels que l'éducation, les soins de santé, l'eau, l'électricité et grâce à une protection sociale universelle donnant aux individus davantage de ressources pour faire face aux chocs extérieurs (chapitre 4). Ces biens publics réduisent les pressions auxquelles les individus sont soumis concernant certaines prises de décision : Aucun parent ne devrait être amené à choisir quels enfants devront quitter l'école en cas de perte d'emploi et de dépenses trop élevées ; personne ne devrait être amené à effectuer des actions dégradantes et dangereuses telles que la prostitution ou la récupération des déchets pour payer la nourriture et le logement.

Les mesures nationales sont plus facilement adoptées lorsque des engagements mondiaux sont en place et qu'un soutien mondial est disponible. C'est pourquoi le programme pour l'après-2015 doit inclure des biens publics universels au niveau national, une protection sociale minimale et le plein emploi comme objectifs clés pour la communauté mondiale. Ces éléments d'un contrat social mondial peuvent équilibrer la balance en maximisant les avantages de l'intégration mondiale et en minimisant les coûts et les insécurités. Les engagements mondiaux en vue d'atteindre ces objectifs pourraient ouvrir un espace politique national afin que les États déterminent les approches adéquates pour créer des emplois et offrir la protection sociale et les services sociaux les plus efficaces en fonction de leurs situations respectives particulières. Mais les accords mondiaux sont essentiels car ils encouragent l'action et l'engagement tout en générant un soutien institutionnel et financier.

Les normes en matière de politique ont été clairement influencées par des croyances solidement ancrées concernant l'efficacité des marchés et le pouvoir de la privatisation. Les gouvernements du monde entier ont privatisé des entreprises publiques, réduit le contrôle sur les mouvements de capitaux, dérèglementé les marchés du travail et introduit de nouveaux régimes de propriété intellectuelle.<sup>22</sup> Des

idéologies similaires se sont imposées chez les individus. Il est répandu de glorifier l'individualisme, l'autosuffisance et l'esprit d'entreprise ; d'assimiler la poursuite des intérêts personnels à la liberté et d'associer l'intervention des gouvernements à l'inefficacité et la corruption.<sup>23</sup> Ces croyances dominent parmi les groupes vulnérables qui ont le plus besoin de biens publics et du soutien du gouvernement.

Un domaine public mondial assurant un meilleur équilibre entre les intérêts privés et publics permettrait d'ouvrir un espace politique national. Les normes en matière de politique qui décrivent le financement public d'une protection sociale comme des instruments positifs peuvent permettre aux États d'adopter et de mettre en œuvre des politiques et des programmes qui protègent les personnes sur leurs territoires. Ces normes peuvent inciter les États à s'engager à offrir une protection universelle en matière de droit du travail pour réduire les conditions de travail abusives et mettre en œuvre une protection sociale minimale pour les travailleurs et les personnes qui ne sont pas en mesure de travailler car elles sont entre deux emplois, elles sont invalides, handicapées, trop âgées ou il s'agit de femmes enceintes. Aujourd'hui, seuls 20 pour cent des personnes en âge de travailler à travers le monde ont une couverture de sécurité sociale appropriée, et la plupart ne bénéficie d'aucun type de sécurité sociale.<sup>24</sup> Une perception plus positive du domaine public ferait progresser la demande d'une protection sociale universelle et de services publics essentiels et améliorerait les capacités des personnes à faire face aux crises.

La nécessité de services sociaux et de protection sociale a déjà été établie dans les conventions et les accords internationaux, notamment dans la Déclaration du Millénaire.<sup>25</sup> Les articles 22, 25 et 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948)<sup>26</sup> reconnaissent le droit à la sécurité sociale, ainsi que l'article 9 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966).<sup>27</sup> Dans le Traité de Lisbonne de 2007, l'Union européenne a défini des mesures pour coordonner des politiques en matière d'inclusion sociale et de protection sociale.<sup>28</sup> En 2009, l'Initiative pour un socle de protection sociale a rassemblé 19 organismes des Nations Unies, plusieurs institutions financières internationales

---

Un domaine public mondial assurant un meilleur équilibre entre les intérêts privés et publics permettrait d'ouvrir un espace politique national

et 14 partenaires de développement, afin de promouvoir l'objectif de l'accès universel aux services essentiels tels que la santé, l'éducation, le logement, l'eau et l'assainissement, ainsi que les prestations sociales pour assurer les revenus, la sécurité alimentaire et une nutrition adéquate.<sup>29</sup> L'article 26 de la Convention relative aux droits de l'enfant (1989) reconnaît à tout enfant le droit de bénéficier de la sécurité sociale, y compris les assurances sociales.<sup>30</sup> La Convention de 1952 de l'Organisation mondiale du travail concernant la sécurité sociale (norme minimum) est l'une des premières initiatives à demander aux pays qui l'ont ratifiée d'assurer une série de prestations maladie, chômage, vieillesse, accidents, invalidité et maternité à leurs citoyens.<sup>31</sup>

Plus récemment, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui s'est tenue à Rio en 2012, a formulé le souhait d'établir un ensemble d'objectifs de développement durable.<sup>32</sup> Ces objectifs visent à assurer un domaine public plus stable en plaçant l'égalité et la durabilité au centre des efforts mondiaux pour le développement. Avec le programme pour l'après-2015, la création d'objectifs de développement durable présente une opportunité pour la communauté internationale et les États membres de faire avancer le principe d'universalité en matière de financement public de services sociaux, d'accès universel aux soins de santé et à l'éducation, de plein emploi et de protection sociale, éléments essentiels d'un développement humain plus durable et plus résilient.

*États fragiles et situations de conflit.* La manière de protéger le choix des personnes dans des états fragiles et des situations de conflit doit faire l'objet d'une attention particulière. Garantir l'accès à la protection sociale, aux services tels que la santé, l'éducation et l'emploi dans les états fragiles est particulièrement important et représente l'un des défis de développement les plus difficiles. L'inaction dans les États fragiles peut avoir des répercussions sur la prospérité, la stabilité et la sécurité au niveau national, régional et international.<sup>33</sup> Des contrats sociaux peuvent être instaurés dans les États fragiles tandis que des engagements mondiaux pour l'universalité et la protection sociale peuvent inciter un plus grand soutien à ces efforts de la part de la communauté internationale et un plus grand engagement des élites dans les États fragiles.<sup>34</sup>

Le New Deal pour les États fragiles, une initiative conjointe de 19 pays fragiles du G7+ et de la communauté des bailleurs de fonds, est une plateforme pour supporter les éléments des contrats sociaux dans les états fragiles.<sup>35</sup> Elle promeut des solutions basées sur l'appropriation nationale et une approche globale du développement et de la sécurité. En reconnaissant que le succès est basé sur des efforts combinés et un leadership efficace, les membres se sont engagés à entreprendre une action et une réforme collective pour mettre en place le New Deal. Depuis sa création en 2011, l'Afghanistan, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Liberia, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan du Sud et le Timor-Leste ont manifesté leur intérêt pour diriger le New Deal. La Sierra Leone est le premier pays à fournir une étude sur la fragilité, ce qui révèle à la fois des progrès importants mais également des défis en matière de ressources limitées et de capital humain.<sup>36</sup> Un soutien additionnel en vue d'élaborer et de mettre en place les contrats sociaux dans les États fragiles sera un point essentiel des engagements universels en matière de protection sociale, de services publics et d'emploi.

*Marge de manœuvre budgétaire.* D'où viendront les ressources pour financer une protection sociale universelle et des services sociaux essentiels ? Certaines proviendront de bailleurs de fonds traditionnels qui réussiront à tenir leurs engagements à l'égard des objectifs du Millénaire pour augmenter l'aide officielle au développement.<sup>37</sup> Plusieurs économies émergentes disposent également de vastes réserves internationales capables de financer des biens publics.<sup>38</sup> Les États peuvent réunir des fonds grâce à une taxation plus efficace des activités transfrontalières, ainsi qu'en réduisant les flux financiers illicites. Les gouvernements perdent des rentrées de devises lorsque les entreprises transfèrent leurs passifs d'impôt dans des juridictions où la fiscalité est légère, en exploitant légalement les disparités des réglementations nationales. En 2013, lors d'auditions publiques au Royaume-Uni et aux États-Unis, des législateurs ont déploré l'évasion fiscale des sociétés multinationales (telles qu'Apple, Amazon et Starbucks), qui exploitent légalement les différences entre les

---

L'inaction dans les États fragiles peut avoir des répercussions sur la prospérité, la stabilité et la sécurité au niveau national, régional et international

### Le principe de la Responsabilité de protéger peut-il être étendu ?

Un instrument clé pour responsabiliser la communauté internationale et les États vis-à-vis des personnes vulnérables est le principe de la Responsabilité de protéger. Celle-ci est un instrument essentiel, strictement conçu pour traiter un ensemble spécifique de vulnérabilités, responsabilisant les États pour le génocide, les crimes de guerre, l'épuration ethnique et les crimes contre l'humanité.

Même si de nombreuses critiques et préoccupations ont été formulées sur la manière dont le principe de la responsabilité de protéger a été interprété, il est néanmoins possible d'inclure à son champ d'application la protection des groupes vulnérables lors des crises. Son principe essentiel, à savoir que la souveraineté n'est pas un privilège mais une responsabilité, ne doit pas être limité aux atrocités de masse telles que les génocides, compte tenu de la multitude d'autres vulnérabilités généralisées auxquelles les populations sont confrontées, depuis les crises financières jusqu'aux catastrophes naturelles liées au climat. Le principe doit être étendu à la responsabilité des États de protéger les groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes âgées et les migrants.

En effet, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels stipule déjà qu'il appartient aux États de protéger les droits à la vie, à la sécurité, à l'intégrité physique, à la libre circulation et à la propriété.<sup>1</sup>

Le Fonds des Nations Unies pour la population a suggéré que le principe de la Responsabilité de protéger, du moins dans l'esprit, peut promouvoir des biens tels que les services de santé et d'éducation.<sup>2</sup> D'autres travaux sont menés pour responsabiliser les États en ce qui concerne les migrants, y compris, sans s'y limiter, ceux qui tentent d'échapper au conflit dans leur pays d'origine.<sup>3</sup> Le plus important en ce qui concerne l'élargissement du champ d'application du principe serait de s'engager à fixer des seuils pour l'intervention et d'établir des mécanismes d'intervention et d'aide.

Il s'agit d'une mesure ambitieuse, non sans controverse. Mais il existe un besoin urgent d'engagement solide et collectif visant à protéger les groupes vulnérables, au-delà des discours protecteurs et des normes de protection qui s'appliquent aux seuls cas d'atrocités massives commises dans la violence, pour s'intéresser aux situations d'insécurité plus répandues.

#### Notes

1. ONU 1966. 2. FNUAP 2010. 3. Davies et Glanville 2010.

règlementations nationales afin de minimiser les paiements aux gouvernements hôtes.<sup>39</sup> Les pays peuvent arriver à une série de normes communes pour éviter la concurrence en matière de capital en baissant les impôts des entreprises.<sup>40</sup> Cela permettrait à de nombreux pays en développement d'augmenter leur assiette fiscale et de laisser davantage de ressources pour les investissements publics.<sup>41</sup>

L'action internationale est également nécessaire pour lutter contre les flux financiers illicites. Pour les pays les moins avancés, les flux financiers illicites ont augmenté de 9,7 milliards de dollars en 1990, à 26,3 milliards de dollars, en 2008, dont 79 pour cent sont dus à une évaluation erronée des prix. Pour placer cet aspect dans son contexte, pour chaque dollar reçu par les pays les moins avancés à titre de l'aide officielle pour le développement, une moyenne de 60 cents fuyaient entre 1990 et 2008.<sup>42</sup> La perte de recettes fiscales des pays en développement en raison de flux financiers illicites représentait entre 98 et 106 milliards de dollars par an entre 2002 et 2006.<sup>43</sup> Entre 2008 et 2010, l'Afrique a perdu 38 milliards de dollars par an en raison d'une évaluation erronée des prix, ou de fausses factures, et 25 milliards de dollars en raison d'autres flux illicites de capitaux, plus que l'aide officielle au développement reçue par la région pour cette période.<sup>44</sup> L'idée de déployer des efforts en vue d'une meilleure

transparence a été avancée, mais une initiative mondiale pourrait encourager et soutenir une tarification transparente dans les différents pays.

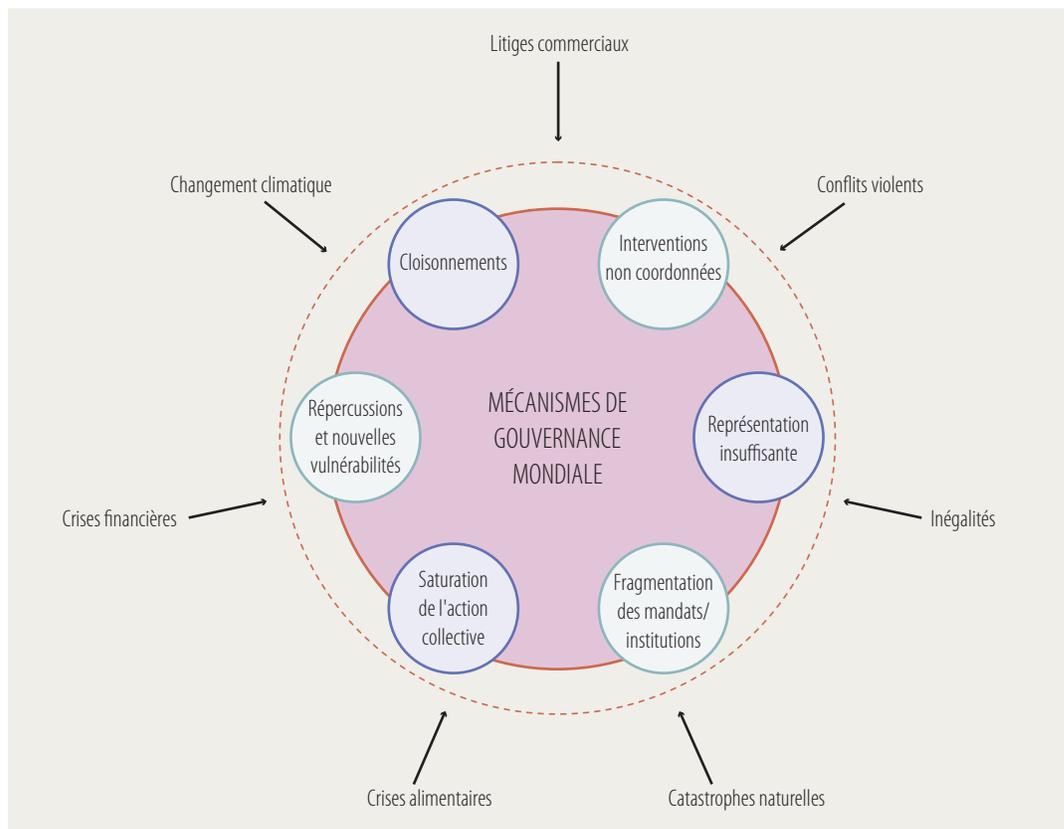
Parmi les pays du Groupe des Vingt, l'harmonisation commence à porter ses fruits en ce qui concerne la fraude et l'évasion fiscale.<sup>45</sup> D'autres propositions méritent considération, telles que celle de l'Africa Progress Panel pour lutter contre l'évasion fiscale des revenus des sociétés du secteur de l'exploitation minière, pétrolière et gazière. L'Organisation de coopération et de développement économiques encourage également le respect de la législation et la divulgation volontaire d'informations grâce au Groupe de travail du comité des affaires fiscales sur l'évasion et la fraude fiscales.<sup>46</sup> Un effort plus large et plus cohérent entre les États et les organisations en vue d'un régime d'investissement international général et des réglementations fiscales harmonisées pourrait être l'étape suivante. Cela pourrait s'inscrire dans le programme pour l'après-2015, si l'accent est mis sur un plus grand espace politique des États et sur la progression vers d'autres objectifs.

### Améliorer la gouvernance mondiale

Les services sociaux et la protection sociale ne réduiront pas la fréquence ou l'ampleur des menaces transnationales. Ceci exige de modifier l'architecture des systèmes mondiaux

FIGURE 5.1

**Il y a un décalage entre les défis mondiaux et les mécanismes de gouvernance mondiale**



Source : Bureau du Rapport sur le développement humain.

de manière à réduire les chocs et à maximiser les résultats sociaux positifs pour tous, plutôt que de promouvoir les profits ou le pouvoir pour un nombre restreint de personnes. Faire des personnes une priorité dans un contexte de mondialisation exige une action collective pour garantir que les systèmes de réglementation mondiaux et régionaux répondent aux insécurités et que les biens publics améliorent la capacité des personnes à lutter contre les chocs transnationaux.

Alors que la mondialisation s'accélère, les défis actuels sont nombreux et sont amenés à gagner en importance, que ce soit l'évolution climatique ou les conflits, les crises économiques ou les troubles sociaux. Par le passé, des époques de changement et d'incertitude ont donné lieu à de nouvelles institutions et de nouvelles normes internationales, régulant les interactions mondiales ; ce fut le cas lors de la montée du libéralisme et du libre-échange au XIXe siècle, d'un virage keynésien en matière de dépenses publiques suite à la Grande dépression

de 1930 et de l'établissement du système de Bretton Woods après la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui l'occasion se présente de reconfigurer l'organisation des marchés et les structures gouvernementales mondiales avec de grands changements institutionnels de ce type pour favoriser une mondialisation équilibrée entre une optimisation de l'efficacité du marché et la protection des personnes (figure 5.1).

La liste des défis mondiaux est longue et les présentes recommandations ne sont en aucun cas exhaustives, mais il est possible de mieux réguler les marchés, d'adapter les systèmes financiers et commerciaux et de réduire les menaces environnementales. Ces questions font l'objet d'attention mais la gouvernance de l'alimentation, de la migration, de la santé publique et d'autres domaines d'ordre mondial sont tout aussi importants. En effet, ces domaines ne s'excluent pas mutuellement, au contraire, ils se recoupent souvent. Par exemple, en adaptant la structure financière on peut réduire la volatilité des prix de

l'alimentation et en appliquant des changements aux régimes commerciaux on peut réduire la vulnérabilité des migrants.

*Principes de gouvernance.* Des adaptations sont possibles concernant l'ensemble des questions de portée mondiale, afin d'inciter les États à agir collectivement et à assurer une cohérence dans la gouvernance mondiale (voir encadré 5.3 pour un aperçu des problèmes systémiques de la gouvernance mondiale). Ces principes sont prioritaires et doivent être appliqués pour que des progrès soient faits sur le plan politique et institutionnel dans des domaines tels que la volatilité financière, les régimes commerciaux déséquilibrés ou le changement climatique.

Premièrement, il est impératif d'assurer une participation équitable des pays en développement dans la gouvernance mondiale, en réformant les structures de gouvernance post-Deuxième Guerre mondiale afin que les besoins des pays les plus vulnérables, particulièrement les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ne soient pas marginalisés.<sup>47</sup> Deuxièmement, la participation peut être étendue pour inclure des perspectives du secteur privé et de la société civile en vue d'assurer un soutien à l'action collective mondiale parmi les États. Troisièmement, puisque l'action collective est plus efficace lorsqu'elle est inclusive, les décisions doivent être prises au sein d'institutions représentatives, pas dans des groupes ad hoc tels que le Groupe des Vingt ou dans des réunions sélectives dans lesquelles la prise de décisions manque de transparence.<sup>48</sup> Quatrièmement, des efforts peuvent être déployés pour augmenter la coordination et la coopération entre les institutions de gouvernance mondiale sur différents sujets pour réduire les retombées et mieux atteindre les objectifs.

Adhérer à ces principes contribueraient à améliorer la coopération entre les pays hésitant à mettre en commun leur souveraineté pour le bien de tous, d'une part, et entre les institutions internationales dont les compétences, les politiques et les programmes se chevauchent, d'autre part.

*Finance.* Le système financier international n'est pas le plus adéquat pour minimiser les vulnérabilités et protéger les progrès en

matière de développement humain. L'impact de la crise économique mondiale de 2008 sur les populations et les pays en témoigne. La crise a été la conséquence de l'insuffisance de réglementation d'instruments complexes sur les premières places financières du monde.<sup>49</sup> Mais elle a eu des répercussions mondiales. En effet, les pays disposant de systèmes financiers plutôt sains ont souffert de fortes baisses de PIB et d'emplois. Il y a eu des pertes d'emplois et les travailleurs ont dû travailler plus pour des salaires plus bas. Rien que dans le secteur du textile et de l'habillement, on estime que la Chine a perdu 10 millions d'emplois, l'Inde 1 million, le Pakistan 200 000, l'Indonésie 100 000, le Mexique 80 000, le Cambodge 75 000 et le Viet Nam 30 000.<sup>50</sup> Au Bangladesh, au Cambodge, en Indonésie, en République démocratique populaire Lao, en Mongolie, en Thaïlande et au Viet Nam, les revenus des travailleurs ont diminué de 50 pour cent.<sup>51</sup> Dans de nombreux pays, c'est chez les jeunes, les travailleurs peu qualifiés et les travailleurs urbains que les pertes d'emploi ont été les plus importantes.<sup>52</sup>

Même si les chocs économiques touchent aussi bien les pays riches que les pays pauvres (les graves répercussions de la récession mondiale en Grèce et en Espagne en témoignent), les individus des pays en développement sont souvent les plus vulnérables. La chute de ventes de voitures aux États-Unis a entraîné des suppressions d'emplois au Liberia, qui fournit du caoutchouc pour les pneumatiques.<sup>53</sup> Les travailleurs américains du secteur automobile ont bénéficié d'une protection sociale après le ralentissement économique, mais des milliers d'exploitants du caoutchouc libériens, la plupart embauchés en contrats précaires, ont été licenciés sans avoir de moyens de subvenir à leurs besoins.<sup>54</sup> Les crises économiques peuvent également avoir des impacts durables sur le cycle de vie en ce qui concerne la capacité d'adaptation. De nombreuses familles dans la misère, ayant perdu leur moyens d'existence, décident de retirer leurs enfants de l'école ou de réduire leur consommation alimentaire.<sup>55</sup> Au Kazakhstan les familles ont réduit leur consommation de viande, de produits frais, de fruits et de légumes et ont reporté leurs soins de santé et actes médicaux.<sup>56</sup>

---

Le système financier international n'est pas le plus adéquat pour minimiser les vulnérabilités et protéger les progrès en matière de développement humain

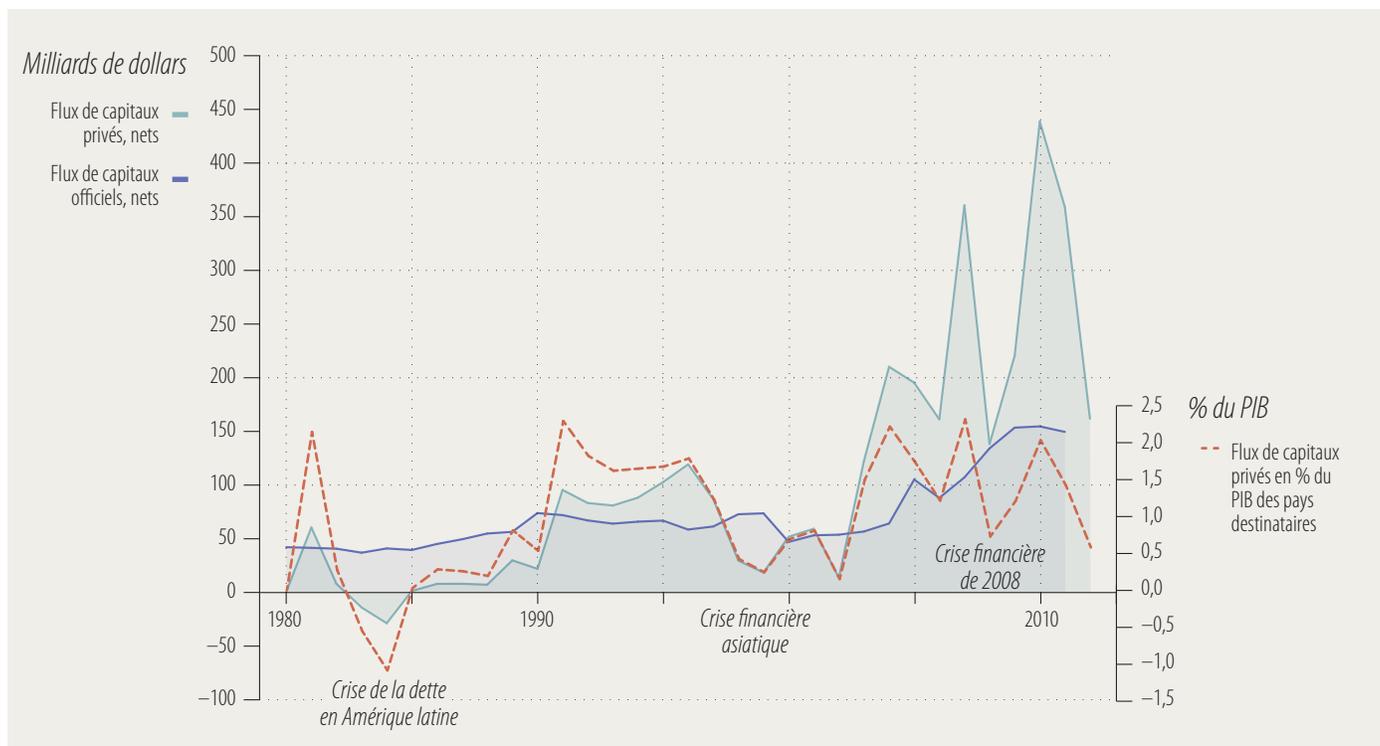
Les augmentations récentes de flux de capitaux privés dans les pays en développement, même si elle sont importantes pour le développement, rendent beaucoup d'économies et de personnes vulnérables. La vulnérabilité découle du caractère volatile et contracyclique des flux de capitaux (figure 5.2).<sup>57</sup> Le capital privé est attiré par la rentabilité et dissuadé par les risques, or les flux financiers transfrontaliers tendent à être procycliques. Lors de périodes de croissance, le capital afflue, mais il fuit lors de ralentissements économiques. Les flux procycliques peuvent également s'aggraver dans un contexte de perte de confiance dans les marchés, compromettant les taux de change et provoquant un repli économique et un phénomène de contagion dans les différents pays. C'est ce qui s'est passé en Asie de l'Est en juillet 1997. La confiance dans les marchés a été particulièrement influencée par les appréciations, plus basses que prévues, des agences de notation ; les baisses de notation ont déclenché la panique et déstabilisé les marchés.<sup>58</sup>

Au lieu d'avoir un système de gouvernance complet permettant une gestion des taux

de change et un contrôle des capitaux, les institutions financières mondiales sont trop ciblées et fragmentées. Les réseaux transgouvernementaux, institutions quasi-formelles rassemblant des fonctionnaires nationaux en vue d'une intervention politique coordonnée, traitent une partie du problème, en instaurant des normes bancaires et une réglementation de l'assurance et des valeurs mobilières. Mais en tant qu'institutions fondamentalement technocratiques, leurs mandats limités ne leur permettent pas d'exercer de larges fonctions de régulation ; celles-ci se centrent d'ailleurs davantage sur la facilitation des flux de capitaux que sur la gestion des dangers qu'ils présentent. En effet, elles n'ont que très rarement poussé les secteurs qu'elles contrôlent à adopter des changements de comportement, excepté lors du Comité de Bâle.<sup>59</sup> Certaines intègrent une représentation du secteur dans leur structure de gouvernance, tel que le Conseil international des normes comptables. Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est d'un système s'inspirant de

FIGURE 5.2

**Les augmentations de flux de capitaux privés dans les pays en développement entre 1980 et 2012 ont rendu beaucoup d'économies et de populations vulnérables**



Source : calculs du Bureau du Rapport mondial sur le développement humain à partir de la CNUCED (2014).

l'esprit de Bretton Woods, notamment des mécanismes financiers et des institutions assurant un accès à la liquidité, réduisant la volatilité des flux financiers et minimisant les risques de contagion.

- *Assurer l'accès à la liquidité.* L'accès aux réserves internationales et régionales lors de ralentissements économiques et de crises financières, lorsque la fuite de capitaux est probable, peut aider les pays à faire face à la volatilité financière. De nombreuses économies émergentes s'assurent et comptent sur leurs propres réserves de change. Mais cette approche suppose d'importants coûts d'opportunité en pertes de financement du développement.<sup>60</sup> Beaucoup d'autres pays en développement font face à d'importantes réductions de capital privé lors de crises financières (au moment où les ressources sont les plus nécessaires). Un soutien d'organisations multilatérales (y compris des institutions régionales) ainsi que d'agences bilatérales est crucial pour financer la dépense contracyclique et pour assurer un financement adéquat pour les programmes de protection sociale, les politiques de l'emploi et autres politiques nationales sociales. Les réglementations peuvent également encourager les gouvernements et les institutions financières à éviter des risques financiers excessifs lors de périodes de croissance.

Pour les individus et les communautés, faciliter les flux d'envoi de fonds peut stimuler l'épargne et améliorer la capacité de faire face à des ralentissements économiques. En 2013, les flux d'envoi de fonds dans les pays en développement ont été estimés à 414 milliards de dollars et pourraient atteindre 540 milliards de dollars en 2016.<sup>61</sup> Ces flux sont supérieurs aux réserves en devises dans au moins 14 pays en développement.<sup>62</sup> Les coûts de transaction pour envoyer de l'argent dans les pays d'origine demeurent toutefois élevés. Le coût moyen pour envoyer 200 dollars d'un pays à l'autre a atteint jusqu'à 27 pour cent du montant en 2013.<sup>63</sup> Réduire ce coût contribuerait à augmenter la liquidité et devrait être une priorité des réformes financières.

- *Réduire la volatilité des flux financiers.* Une structure réglementaire pour assurer la stabilité financière globale peut réduire la volatilité des flux de capitaux transfrontaliers. Le Fonds monétaire international n'a pas été

pleinement favorable à ces dispositions.<sup>64</sup> Et le Groupe des Vingt a encouragé une gestion des flux de capitaux contracycliques, laissant un espace pour les politiques nationales, en notant qu'il n'existe pas de mesures uniques en matière de gestion de flux de capitaux.<sup>65</sup> Les politiques peuvent dépendre de la taille des secteurs financiers nationaux et de la capacité réglementaire. Certains pays sont plus susceptibles d'influencer les autres grâce à des décisions de politique nationale et, lors de l'examen des options stratégiques, les éventuelles retombées peuvent être prises en compte. Il suffit de voir les menaces pesant sur les économies émergentes (cours du dollar élevé et flux de capitaux) à la lumière de l'imminent tapering par la Réserve fédérale des États-Unis.<sup>66</sup> Les émetteurs de monnaie peuvent avoir un impact sur les flux de capitaux avec leurs décisions de politique macro-économiques et peuvent empêcher des déséquilibres excessifs et de brusques revirements de politiques.

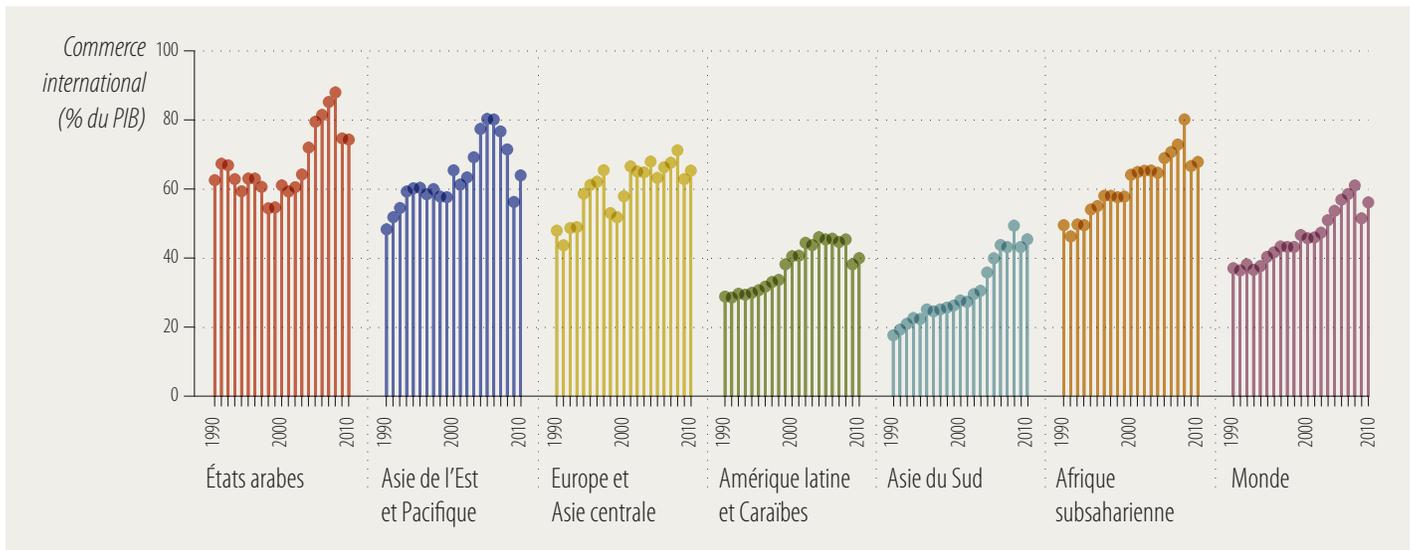
- *Fonds monétaire régionaux.* Les institutions financières peuvent réduire la transmission des chocs et diminuer les risques de contagion mondiale.<sup>67</sup> Elles peuvent également contribuer à stabiliser les taux de change bilatéraux réels et fournir une expertise régionale sur des questions de crises financières ainsi que des liquidités lors de crises avec des mécanismes de financement contracycliques.<sup>68</sup> Par ailleurs, elles peuvent donner plus de poids aux petits pays. Il est possible d'élargir l'espace politique national grâce à une coordination macroéconomique dans des régions où sont déjà en place des initiatives, notamment des accords régionaux d'échanges de devises et de mise en commun des ressources, tels que l'initiative Chiang Mai (Chiang Mai Initiative Multilateralization), la communauté de l'Afrique de l'Est, le Fonds latino-américain de réserve, le Fonds anticrise de la communauté économique eurasienne et le Fonds monétaire arabe.<sup>69</sup> La Banque de développement du groupe BRICS est une autre initiative prometteuse.<sup>70</sup> Le projet le plus ambitieux jusqu'à maintenant est l'initiative Chiang Mai et ses accords d'échange de devises entre les banques centrales des pays membres. Tirant profit des leçons de la crise financière asiatique de 1997,

---

Une structure réglementaire pour assurer la stabilité financière globale peut réduire la volatilité des flux de capitaux transfrontaliers

FIGURE 5.3

Ces dernières années, les pays de toutes les régions du monde sont devenus plus dépendants des importations et des exportations



Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain basés sur les données fournies par la Banque mondiale (2014b).

elle reconnaît l'importance du dialogue politique régional dans la prévention de la contagion et dans l'apport de liquidités face aux attaques spéculatives.<sup>71</sup>

Le temps est peut-être venu d'un Fonds monétaire asiatique et d'un Fonds monétaire d'Amérique latine à part entière en vue de mettre en commun les réserves, de stabiliser les taux de change, de fournir aux pays des fonds à court-terme et d'assurer une surveillance. En s'appuyant sur des structures existantes, d'autres régions suivront peut-être l'exemple. Si l'adhésion est partielle et la capacité de fournir des services financiers est faible, la participation des économies en développement ou émergentes peut néanmoins contribuer à créer un volume d'épargne et de réserves augmentant rapidement et à améliorer la solvabilité.<sup>72</sup> Les fonds monétaires régionaux peuvent compléter le travail des fonds mondiaux et un contexte de concurrence accrue peut contribuer à renforcer les services offerts par ces derniers.

*Commerce.* Ces dernières années, les pays sont devenus plus dépendants des importations et des exportations (figure 5.3). L'accès aux marchés mondiaux a été un moteur important du développement, particulièrement dans des pays qui ont beaucoup investi dans les capacités humaines.<sup>73</sup> Avec un environnement extérieur

favorable, les pays peuvent entrevoir un retour vers la croissance. Mais lorsque l'économie mondiale ralentit, les économies axées sur les exportations deviennent vulnérables aux fluctuations des prix des produits de base, des termes d'échange et de la demande extérieure. La crise financière de 2008 a eu des retombées sur le commerce, l'emploi et les salaires. Durant les trois premiers trimestre de 2009, les échanges mondiaux de marchandises ont chuté de 30 pour cent et les exportations vers toutes les régions du monde de 20 pour cent.<sup>74</sup> Les taux d'emploi ont également chuté dans le monde entier et la croissance moyenne des salaires réels pour un échantillon de 53 pays est tombée à 1,4 pour cent en 2008, contre 4,3 pour cent en 2007.<sup>75</sup>

S'adapter à un environnement international concurrentiel peut susciter un sentiment d'insécurité chez certains individus, entreprises et gouvernements. Pour les travailleurs d'un pays, les exportations croissantes peuvent être synonymes d'emplois, alors que dans d'autres pays les gens perdent leur travail en raison de la fermeture des entreprises ou de la délocalisation des activités. L'adaptation est particulièrement difficile pour les segments les plus vulnérables de la société, dont les positions de négociation sont déjà faibles.

Le vulnérabilité liée au commerce est partiellement traitée par les accords

commerciaux internationaux et les institutions établissant les règles telles que l'Organisation mondiale du commerce. Mais l'architecture du commerce international présente des faiblesses, depuis la manière dont les décisions sont prises, à l'évolution vers des accords commerciaux bilatéraux, en passant par les inégalités en matière de capacités de négociation en ce qui concerne la définition des politiques relatives à l'agriculture et les droit de propriété intellectuelle. L'accès au marché passe également avant les questions de développement. Ces faiblesses méritent notre attention si l'on souhaite que l'intégration commerciale se développe sans générer de nouveaux chocs ou de nouvelles vulnérabilités.

- *Règles commerciales flexibles.* La principale institution de gouvernance gérant le commerce international est l'Organisation mondiale du commerce et, malgré quelques lacunes, ses règles multilatérales offrent la flexibilité nécessaire à la protection de la volatilité du commerce. Les pays peuvent recourir à la clause de la nation la plus favorisée, ou aux mécanismes de règlement des litiges et des différends en matière de droits anti-dumping pour protéger leur économie. Ils peuvent également recourir à la clause d'habilitation, qui favorise les accords commerciaux sud-sud, qui sont limités dans leur portée, et prendre des mesures de protection temporaires contre les mouvements de prix soudains, tels que les flambées des prix des importations alimentaires. En outre, les pays les moins avancés bénéficient d'une protection spéciale ; ils disposent d'un traitement préférentiel et favorable, notamment un accès sans droit de douane et sans quota aux marchés et des délais de grâce pour honorer leurs engagements. Des mesures ont également été prises pour améliorer les possibilités de négociation des pays les moins avancés telles que l'assistance technique et l'Aide pour le commerce.<sup>76</sup> Ces protocoles sont apparus au fil des décennies, lorsque les pays réalisèrent que la réduction tarifaire à elle seule ne serait pas toujours à même de favoriser le commerce équitable.

Le récent glissement vers des accords commerciaux bilatéraux menace de réduire la capacité des pays en développement à faire face aux risques commerciaux et à la volatilité et peut contribuer à freiner le progrès multilatéral vers un commerce équitable. De

nombreux accords intègrent des dispositions qui ne sont pas directement liées au commerce, telles que celles relatives à la protection des brevets, à la libéralisation des investissements et aux marchés publics.<sup>77</sup> L'inégalité des pouvoirs de négociation dans les accords bilatéraux a même miné la capacité des pays en développement d'adopter des mesures pour gérer les flux de capitaux.<sup>78</sup> Si les pays doivent être bénéficiaires à long terme, la tendance vers une restriction de l'espace politique national dans les accords commerciaux doit s'inverser, soit en donnant la priorité aux accords multilatéraux sur les accords bilatéraux, soit en réduisant les inégalités dans les négociations d'accords bilatéraux.

- *Libéralisation de l'agriculture.* Malgré les protocoles qui permettent aux pays de recourir à des mesures de protection temporaires contre les brusques mouvements de prix, le système commercial mondial place encore les pays et les personnes en situation de vulnérabilité face aux variations de prix, de protection et de production. Le Programme de Doha pour le développement reconnaît la « particulière vulnérabilité des pays les moins avancés et les difficultés structurelles spéciales qu'ils rencontrent dans l'économie mondiale ».<sup>79</sup> Lors de la neuvième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, qui s'est tenue à Bali, en Indonésie, il a été conclu un accord qui pourrait donner aux pays en développement les moyens d'assurer une sécurité alimentaire et stimuler le commerce des pays les moins avancés.<sup>80</sup> Mais après une décennie de négociations, l'accord de 2013 offrit une faible protection aux pays les moins avancés ou aux travailleurs agricoles du Sud. Entre-temps, les flambées des prix des denrées alimentaires et d'autres produits de base aggravent la faim et la famine des populations pauvres et vulnérables.<sup>81</sup>

Le système de restrictions de subventions dans le secteur de l'agriculture présente des failles que les pays développés peuvent exploiter pour maintenir et même augmenter les subventions.<sup>82</sup> Les pays en développement se retrouvent donc en concurrence avec des produits subventionnés sur leurs propres marchés et perdent l'accès aux marchés tiers, ce qui limite leur croissance agricole et les rendent plus vulnérables aux chocs des prix

---

Malgré les protocoles qui permettent aux pays de recourir à des mesures de protection temporaires contre les brusques mouvements de prix, le système commercial mondial place encore les pays et les personnes en situation de vulnérabilité face aux variations de prix, de protection et de production

des produits alimentaires.<sup>83</sup> La libéralisation de l'agriculture doit effectuer un ciblage sélectif des biens principalement exportés par les pays en développement pour éviter d'augmenter les prix des denrées alimentaires des pays en développement.<sup>84</sup> Un processus de révision pourrait aider à assurer que les règles commerciales et les réformes proposées dans le secteur de l'agriculture renforcent la sécurité alimentaire des pays en développement et les moyens d'existence des agriculteurs.

- *Droits de propriété intellectuelle.* Le régime des droits de propriété intellectuelle favorise le droit de protéger la propriété intellectuelle plutôt que d'encourager le plus largement possible la diffusion et l'utilisation des connaissances et de la technologie.<sup>85</sup> Mais les pays et les populations pauvres peuvent ne pas être en mesure d'acheter des produits médicaux et pharmaceutiques. Cela présente un problème, non seulement dans le domaine du commerce, sinon dans le domaine de la santé publique mondiale, car le fardeau de certaines maladies peut rester élevé.<sup>86</sup> Le régime actuel freine également le mouvement vers une économie à faibles émissions de carbone, car il entrave la diffusion massive des innovations technologiques.<sup>87</sup> Pour aggraver la situation, il existe un manque de mesures d'incitation nationales et internationales dans le domaine de la recherche et du développement pour répondre aux besoins des pauvres et des groupes vulnérables.<sup>88</sup> Les réformes relatives aux réglementations en matière de droit de propriété intellectuelle pourraient encourager les investissements et permettre un accès plus large aux technologies qui renforcent la résilience.
- *Commerce des services.* Une révision des règles régissant le commerce des services est également approprié. L'Accord général sur le commerce des services offre des opportunités de favoriser la circulation des personnes (Mode 4), ce qui pourrait avoir des répercussions sur les migrants en libéralisant partiellement la migration. Mais ses engagements de libéraliser la circulation des personnes ont été minimes, largement limités à favoriser les transferts et la mobilité des cadres, des dirigeants et des travailleurs qualifiés. Les engagements pourraient être élargis en vue de réduire la vulnérabilité des migrants sans papiers.<sup>89</sup>

*Changement climatique.* Certains des effets attendus du changement climatique seront brusques, laissant très peu de temps pour s'adapter. C'est le cas de l'absence de la banquise arctique à la fin de l'été et de l'extinction des espèces marines et terrestres. La fréquence et la durée des vagues de chaleur et des précipitations abondantes vont très probablement augmenter. Et l'élévation extrême du niveau de la mer va probablement s'intensifier et s'aggraver au cours du XXI<sup>e</sup> siècle. Le niveau des mers à l'échelle mondiale peut augmenter de 80 centimètres par rapport au niveau actuel d'ici à 2100.<sup>90</sup> Aujourd'hui, plus de 6 pour cent de la population mondiale (environ un demi-milliard de personnes) vivent à moins de 5 mètres au-dessus du niveau de la mer.<sup>91</sup>

Des effets rétroactifs des modifications de la réflectivité de la surface de la terre et l'ampleur des puits de carbone pourraient également accélérer le changement climatique. La diminution du manteau neigeux et de la végétation réduit la quantité de chaleur qui peut être réfléchiée par la surface de la Terre, ce qui entraîne un accroissement du réchauffement qui n'est pas lié aux émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Un réchauffement climatique peut également accélérer la détérioration des puits de carbone marins et terrestres, ce qui entraînerait de grosses émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère.<sup>92</sup>

La vulnérabilité face aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux crises alimentaires représente une menace récurrente (encadré 5.6). Durant la première moitié de l'année 2012, le Niger a connu une grave crise alimentaire et nutritionnelle. Elle a été déclenchée par une sécheresse sévissant de la fin de l'année 2011 au début de l'année 2012. Le pays a connu une crise alimentaire similaire entre février et août 2010, également déclenchée par la sécheresse. Et elle a été précédée par une crise alimentaire encore plus sévère en 2005, suite à une sécheresse survenue en 2004. Ces sécheresses ont également touché les pays voisins et d'autres pays du Sahel.<sup>93</sup> Et des événements survenus dans d'autres pays ont eu une incidence sur la crise du Niger. Par exemple, la crise de 2012 a été aggravée par l'instabilité au Mali et l'afflux de dizaines de milliers de personnes fuyant le conflit de ce pays voisin.<sup>94</sup>

### Qui est vulnérable au changement climatique ?

Le changement climatique présente, sans aucun doute, un problème actuel et grandissant pour presque chaque personne de la planète ainsi que pour les générations à venir.<sup>1</sup> Mais le changement climatique est un phénomène complexe dont les effets varient selon les pays, les régions, les secteurs, les catégories de revenus, les groupes d'âge, les groupes ethniques et les sexes. Même au sein des ménages, le changement climatique touche chaque personne différemment. Les personnes ayant le plus à perdre du changement climatique sont celles qui sont déjà très affectées par cette dernière.

- *Les petits États insulaires.* Les 51 petits États insulaires en développement existant dans le monde et leur habitants font face à une menace existentielle. La plupart de ces derniers vivent à moins d'un mètre ou deux au-dessus du niveau de la mer et la montée du niveau de la mer peut rendre une partie, et dans certains cas la totalité, de leurs territoires inhabitables. Ces pays sont déjà touchés par des phénomènes climatiques extrême plus fréquents. De nombreux petits États insulaires sont exposés aux typhons du Pacifique ou aux ouragans de l'Atlantique, qui endommagent les maisons et les infrastructures et détournent les aides publiques du développement. Les phénomènes climatiques ont également perturbé le tourisme, qui est le moteur de l'économie de beaucoup de ces États insulaires, tandis que l'acidification des océans et le blanchissement des coraux ont bouleversé les modes de vie de ces lieux de pêche traditionnels.<sup>2</sup>

- *Les villes côtières.* Presque 45 pour cent de la population mondiale vit dans des régions côtières, la plupart dans des grandes villes.<sup>3</sup> Même dans les pays les plus développés, les tempêtes ravagent les villes côtières, affectant souvent les plus vulnérables. Les ouragans Katrina et Sandy ont coûté aux États-Unis 149 milliards de dollars, c'est-à-dire 50 pour cent de plus que le montant que le monde s'est engagé à dépenser pour le financement de l'action climatique dans les pays en développement.<sup>4</sup> L'impact dans les villes côtières des pays en développement sera plus grand, avec cependant des ressources moins élevées pour résoudre les problèmes.
- *Les petits exploitants agricoles.* Les changements concernant les précipitations et la température seront ressenties avec le plus d'acuité par les personnes dépendant des systèmes naturels pour la culture et l'élevage et par ceux qui en dépendent pour se nourrir. Les agriculteurs sans accès à l'irrigation ressentiront le plus immédiatement les impacts de l'imprévisibilité des précipitations. Les petits exploitants agricoles de l'Asie du Sud sont particulièrement vulnérables (l'Inde, à elle seule, compte 93 millions de petites exploitations agricoles).<sup>5</sup> Ces groupes sont déjà menacés par le manque d'eau. Certaines études prévoient une baisse de 30 pour cent du rendement agricole durant les prochaines décennies, alors que les pressions démographiques continuent à augmenter.<sup>6</sup>

#### Notes

1. GIEC 2007, 2012, 2013. 2. Banque mondiale 2013b. 3. Atlas des océans des Nations Unies 2013. 4. NOAA 2013. 5. FIDA 2013. 6. Banque mondiale 2013b.  
Source : Hale 2014.

Le rôle de la sécheresse dans la crise syrienne est moins bien connu. De 2006 à 2010, la République arabe syrienne a connu une sécheresse sans précédents, dévastant une grande partie du secteur rural.<sup>95</sup> Les agriculteurs démunis envahissent les bidonvilles des villes. Les experts ont estimé qu'entre 2 et 3 millions des 10 millions d'habitants des zones rurales du pays ont été plongés dans la pauvreté la plus totale.<sup>96</sup> Ces conditions défavorables, associées à un manque d'emplois et une réponse nationale et internationale inadéquate, ont rapidement éveillé un sentiment de ressentiment et une prise de conscience aiguë de l'inégalité des groupes, terrain fertile pour la guerre civile qui a éclaté en 2011.

Les appels humanitaires ainsi que l'aide alimentaire et les contributions en espèces peuvent rétablir le droit à la nourriture, mais ils n'apportent pas de solution au problème sous-jacent de la vulnérabilité. La Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel adopte une approche prenant en compte les multiples facettes des activités humanitaires, de développement et de sécurité.<sup>97</sup> Mais elle ne s'attaque pas directement à la cause sous-jacente du problème qui est le changement climatique. Des mesures urgentes sont nécessaires à

cet égard en vue de réduire la vulnérabilité liée au climat. Il existe des actions locales prometteuses, mais l'action multilatérale est la clé d'un avenir résilient pour tous.

- *Les réseaux de villes.* Les organismes gouvernementaux locaux peuvent être soutenus et encouragés. Les villes en particulier prennent de plus en plus de mesures pour atténuer le changement climatique et devenir plus résilientes. Les exemples vont du réseau C40 des 58 mégapoles, au réseau ICLEI de milliers de municipalités, en passant par les réseaux d'un secteur ou d'une région déterminés tels que le Réseau des villes asiatiques résilientes au changement climatique.<sup>98</sup> Ces municipalités mettent leurs connaissances en commun et partagent les meilleures pratiques sur la façon de développer des systèmes de transport à faibles émissions de carbone et des logements durables ainsi que sur le moyen de se protéger contre la montée du niveau des mers et des aléas climatiques. Les villes représentent un total de 70 pour cent des émissions totales,<sup>99</sup> ces initiatives ont donc un énorme potentiel d'atténuation, même dans les pays qui tardent à adopter les plans d'action nationaux. Aux États-Unis, l'action nationale a été bloquée

Les multiples questions qui se posent, et parfois se superposent, concernant l'architecture de la gouvernance mondiale, doivent être analysées de manière approfondie, afin de veiller à l'efficacité de la coopération mondiale et à son orientation vers les domaines les plus critiques

## Quatre programmes mondiaux essentiels

Quatre programmes mondiaux essentiels affrontent certains des plus grands défis du monde : catastrophes naturelles, crises humanitaires, changement climatique et développement durable. Mais ils ne provoqueront de changement durable que s'ils s'attaquent aux aspects architecturaux de la gouvernance mondiale, en assurant par exemple une participation plus équitable et plus inclusive, en incitant une coordination entre les institutions de gouvernance mondiale et en développant des normes internationales de coopération et de citoyenneté mondiale.

### Cadre d'action de Hyogo

Le Cadre d'action de Hyogo, adopté par 168 pays en 2005, a pour but de réduire les risques de catastrophe mondiale pour 2015.<sup>1</sup> Il préconise un ensemble complet de tâches et de mesures visant à renforcer la capacité des institutions locales et nationales, soutenir les systèmes d'alerte précoce, promouvoir une culture de la sécurité et de la résilience, réduire les facteurs de vulnérabilité et consolider la préparation et la réaction face aux catastrophes.

Le cadre a lancé une action collective pour la réduction des risques de catastrophes dans les programmes nationaux, régionaux et internationaux. Il reste néanmoins beaucoup à faire, et les avancées ont été inégales, selon les pays et les domaines d'action. Les défis qui restent à relever sont nombreux : élaborer et utiliser des indicateurs, établir des systèmes d'alerte précoce dans des environnements à risques multiples, renforcer les capacités des États à intégrer la réduction des risques de catastrophes à des politiques de développement durable et définir une planification à l'échelle nationale et internationale.

### Sommet mondial sur l'aide humanitaire

Le Sommet mondial sur l'aide humanitaire, prévu pour 2016, a pour objectif de rendre l'action humanitaire plus mondiale, plus efficace et inclusive, et plus représentative des besoins d'un monde en évolution constante.<sup>2</sup> Ce sera l'occasion pour les organisations humanitaires de s'entendre autour de questions relatives à la réduction de la vulnérabilité et à la gestion des risques.

Pour être en mesure de répondre au nombre croissant d'urgences humanitaires complexes, il faut commencer par identifier et mettre en œuvre des approches visant à réduire et à gérer les risques humanitaires. Le sommet permettra d'évaluer la façon dont les acteurs humanitaires et du développement peuvent adopter une approche plus systématique et cohérente pour planifier, établir les priorités et financer les programmes, mais aussi pour

améliorer la coordination des actions menées dans les divers domaines : économique, social et environnemental. Il stimulera la collaboration entre les pays affectés, les bailleurs de fonds et les organisations internationales, afin de développer des stratégies d'aide humanitaire et de développement.

### Changement climatique : le seuil de deux degrés

En 2009, dans le cadre de l'Accord de Copenhague, et en 2010, lors des Accords de Cancun, 195 parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont convenu de limiter la hausse des températures moyennes à moins de 2 degrés Celsius au-dessus des niveaux de l'ère préindustrielle.<sup>3</sup> Cet engagement s'appuie sur le consensus scientifique général selon lequel une hausse de 2 degrés est la limite admissible si l'on veut éviter des effets catastrophiques et dangereux.

Les promesses et les engagements de la communauté internationale sont néanmoins insuffisants pour atteindre cet objectif. Selon les prévisions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution climatique, la température mondiale augmentera probablement de plus d'1,5 degré d'ici à la fin du XXI<sup>e</sup> siècle et pourrait facilement dépasser 2 degrés si des mesures importantes en vue de réduire les émissions ne sont pas prises.<sup>4</sup> Atteindre cet objectif est encore possible, économiquement et techniquement, mais une volonté politique est nécessaire pour réduire l'écart entre les émissions actuelles et le niveau qui placera le monde sur une trajectoire de moins de 2 degrés d'ici à 2020.

### Programme pour l'après-2015 et objectifs de développement durable

À l'approche du programme pour l'après-2015 et des objectifs de développement durable, la communauté internationale a une occasion unique de faire de la réduction de la vulnérabilité un objectif prioritaire des cadres de développement internationaux. Les objectifs du Millénaire pour le développement ont contribué à réduire la pauvreté et à améliorer la vie de beaucoup de gens. Mais, les progrès constants ne sont garantis que si les chocs sont réduits et les capacités des personnes à y faire face améliorées. Dans le même ordre d'idées, l'appel à la pauvreté zéro devrait être étendu au maintien de la pauvreté zéro et les besoins de progrès doivent être durables dans d'autres domaines. Les plus vulnérables aux catastrophes naturelles, au changement climatique et aux crises financières doivent bénéficier d'une protection et d'une autonomisation spécifique. Placer la réduction de la vulnérabilité au centre des programmes de développement futur est le seul moyen d'assurer des progrès robustes et durables.

#### Notes

1. SIPC 2005. 2. UNOCHA 2014. 3. CCNUCC 2009, 2011. 4. GIEC 2013.

par le Congrès, mais les engagements pris au niveau régional et local couvrent la moitié des émissions américaines.<sup>100</sup>

- *Le secteur privé et la réduction volontaire des émissions.* Les acteurs non gouvernementaux prennent également des mesures pour réduire les émissions de carbone. Les entreprises et les investisseurs, souvent en partenariat avec la société civile, se penchent sur les risques liés au climat dans leurs chaînes d'approvisionnement et sur la maîtrise de leur empreinte carbone dans leur modèle d'entreprise. Le programme « Climate Savers », de WWF, aide les

grosses entreprises à développer des stratégies de réduction d'émissions.<sup>101</sup> Le « Carbon Disclosure Project » offre un instrument grâce auquel les entreprises peuvent déclarer leur empreinte carbone aux investisseurs (en 2013, le programme comptait 722 investisseurs qui géraient 87 milliards de dollars), qui peuvent ensuite faire pression sur les entreprises pour réduire leur risque lié au climat.<sup>102</sup> Les 500 entreprises les plus grandes du monde produisent 3,6 milliards de tonnes de gaz à effet de serre, la réduction de leurs émissions est donc d'une importance considérable.<sup>103</sup>

D'autres mesures peuvent être prises pour encourager et stimuler ces efforts volontaires, et des efforts peuvent être déployés pour recenser les initiatives existantes et évaluer leur potentiel de développement de leur ampleur et de leur ambition.

- *L'action multilatérale urgente.* Les efforts mondiaux sont cruciaux pour orienter l'action et offrir des incitations aux acteurs locaux et non étatiques (encadré 5.7). Les approches unilatérales en matière de changement climatique se concentrent souvent sur des sous-ensembles d'émetteurs principaux et n'offrent pas de possibilité d'un « grand compromis ». Elles sont néanmoins encore utiles, car chaque tonne de carbone en moins signifie qu'une adaptation est nécessaire dans une moindre mesure. Mais elles sont partielles et secondaires par nature. Elles sont également limitées à l'attention qu'elles accordent à l'adaptation, spécialement importante pour les groupes vulnérables et les nombreuses populations des pays les moins avancés.

Les organismes multilatéraux peuvent entreprendre de plus petites initiatives de ce type et les lier aux processus multilatéraux afin de renforcer la gouvernance mondiale de l'environnement plus généralement. Intégrer le dynamisme des actions ascendantes aux processus multilatéraux pourrait mener à des coalitions politiques visant à soutenir un traité mondial. En décembre 2011, dans le cadre du Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée, les pays ont convenu de négocier, d'ici à 2015, un nouveau traité juridiquement contraignant qui entrera en vigueur en 2020.<sup>104</sup> La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques peut coordonner et orienter les capacités des pays, des villes, des entreprises et des organisations de la société civile, grâce à des initiatives de coopération.<sup>105</sup> Le Fonds vert pour le climat, établi à Cancun au Mexique en 2010, pourrait soutenir financièrement ces efforts.<sup>106</sup>

## Action collective pour un monde plus sûr

Le système international se trouve dans une impasse, ce qui limite l'action

collective internationale entre les domaines problématiques.<sup>107</sup> En attendant, la vulnérabilité s'aggrave étant donné que les organismes internationaux ne s'accordent pas sur des mécanismes de réponse appropriés et ne parviennent pas à mettre en place les réglementations adéquates pour minimiser les risques et assurer que les systèmes mondiaux veillent au bien de tous. La réduction de la vulnérabilité face aux menaces transnationales, soit en établissant des architectures de gouvernance pour minimiser les chocs soit en prenant des mesures permettant aux personnes d'y faire face, demande un leadership plus fort et une coopération accrue entre les États et entre les organisations internationales. Elle demande également une approche plus cohérente permettant d'établir des priorités et de réduire la contagion, ainsi qu'un engagement plus systématique envers la société civile et le secteur privé.

## Coopération

L'absence de coordination, de coopération et de leadership à l'échelle internationale entrave les progrès réalisés pour relever les défis mondiaux et réduire les vulnérabilités. Cela n'est pas nouveau. Au fil des ans, différentes propositions ont été avancées en ce qui concerne la façon d'améliorer la coopération entre les États. En 2006, un Forum mondial des dirigeants, comprenant la moitié des membres du Conseil économique et social des Nations Unies, était proposé pour améliorer la coordination de la politique du conseil en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.<sup>108</sup> En 2009, la Commission Stiglitz proposa au Conseil mondial de coordination économique d'identifier les failles et les conséquences du système de coopération actuel et la manière de remédier à ces dernières.<sup>109</sup> Il a été proposé à plusieurs reprises de réformer le Conseil économique et social des Nations Unies.<sup>110</sup>

Avec une position prédominante dans la gouvernance mondiale, le Groupe des Vingt compte des puissances émergentes telles que le Brésil, la Chine, l'Inde et le Mexique. Mais le groupe a des airs de club et manque de structure, d'autorité et de responsabilité pour fournir des biens publics et restructurer les

---

Les efforts mondiaux sont cruciaux pour orienter l'action et offrir des incitations aux acteurs locaux et non étatiques

architectures de gouvernance mondiale. L'essor du Sud représente une opportunité de rendre la gouvernance mondiale plus représentative et plus efficace.<sup>111</sup> Mais, il faut pour cela une nouvelle volonté de coopération et de leadership internationaux. L'une des solutions consiste à tirer parti des propositions anciennes et d'établir un Forum mondial des dirigeants. Une assemblée régulière de ce type, réunissant un groupe représentatif de chefs d'État, pourrait, en vue de réduire la vulnérabilité, faciliter la coopération entre les États et le système des Nations Unies, notamment le Secrétariat, les fonds et les programmes de l'ONU ; le Fonds monétaire international ; l'Organisation internationale du travail ; le Groupe de la Banque mondiale ; l'Organisation mondiale de la Santé ; et finalement, l'Organisation internationale pour les migrations et l'Organisation mondiale du commerce.<sup>112</sup>

Le Forum politique de haut niveau pour le développement durable, créé lors de la Conférence Rio+20, en juin 2012, est plein de promesses en ce qui concerne le leadership politique et la capacité de direction en vue d'affronter les défis mondiaux cruciaux. Il a la légitimité de se tenir une fois par an sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies et tous les quatre ans sous l'égide de l'Assemblée générale des Nations Unies. À compter de 2016, le forum examinera les progrès accomplis en matière de développement durable dans les pays développés et en développement pour rendre compte de son action et pour encourager les efforts.<sup>113</sup>

## Cohérence

La gouvernance mondiale est généralement trop cloisonnée, avec des institutions séparées, dédiées à des questions comme le commerce, le climat, les finances et les migrations. Cela complique énormément l'adoption d'une perspective systémique sur les défis mondiaux, ou l'identification des contagions et des contradictions au niveau des actions des États et des organisations internationales.

Les multiples questions qui se posent, et parfois se superposent, concernant l'architecture de la gouvernance mondiale, doivent être analysées de manière approfondie, afin de veiller à l'efficacité de la coopération

mondiale et à son orientation vers les domaines les plus critiques. Ces analyses devraient être réalisées par un groupe d'experts indépendants et apolitiques, capables d'adopter un point de vue objectif systémique sur les problèmes mondiaux et de proposer des conseils et des recommandations aux organes de gouvernance. Un groupe d'experts indépendants pourrait établir des priorités en matière de coopération entre les États et les organisations internationales. Il pourrait identifier les retombées des politiques dans les différents organes spécialisés de l'ONU (par exemple, les répercussions des politiques commerciales sur la santé ou celles des politiques fiscales sur l'environnement) et proposer différentes façons de les aborder. Il pourrait également évaluer les tendances mondiales pour déterminer si les questions urgentes sont traitées et identifier les nouveaux défis qui devraient être intégrés aux programmes de politiques mondiales et nationales.

Ce groupe pourrait également réaliser des études détaillées de rentabilité montrant l'impact des politiques dans les pays et les groupes de population. Cela pourrait encourager l'action collective, étant donné que les pays ont tendance à fuir la coopération s'ils ne sont pas certains d'en tirer profit. Afin de refléter la diversité des opinions, il faudrait donner la parole aux experts des pays en développement, en particulier des pays vulnérables, y compris des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement.

Des commissions indépendantes peuvent avoir du succès. La Commission Brundtland a fait de la durabilité un objectif commun de développement et la Commission Stiglitz-Sen-Fittoussi a contribué à donner au bien-être une place importante au cœur des programmes de développement. Ces commissions sont néanmoins axées sur des problèmes spécifiques. Ce qui serait utile maintenant, c'est une sorte de conseil pour la bonne gestion mondiale chargé de relever un défi beaucoup plus large, celui de suivre les tendances mondiales pour vérifier si le monde est « en équilibre », de confirmer que les questions devant faire l'objet d'une attention particulière sont traitées et d'assurer que les préoccupations émergentes sont à l'ordre du jour des politiques mondiales.<sup>114</sup>

## Engagement

La gouvernance s'améliore lorsque les citoyens sont directement impliqués. Dans le cadre des relations étroites avec les citoyens, les gouvernements peuvent collecter des informations précises sur les vulnérabilités des personnes et examiner l'impact des interventions politiques. Un engagement de ce type se traduit par des interventions et des ressources efficaces de l'État.<sup>115</sup> Cela se produit lorsque les personnes disposent de la liberté, de la sécurité, des capacités et des moyens d'expression nécessaires pour influencer les décisions. Par ailleurs, ils doivent être convaincus de leurs possibilités de produire les effets souhaités par le biais de l'action collective.<sup>116</sup> Un exemple de participation citoyenne est celui du budget participatif au Brésil.<sup>117</sup>

La structure tripartite de l'Organisation internationale du travail indique les possibilités d'une coopération entre les acteurs étatiques et non-étatiques. Les gouvernements, les organisations de travailleurs et des représentants d'employeurs débattent, librement et ouvertement, de questions telles que les normes en matière de travail, afin que les politiques reflètent les opinions de toutes les parties. Cette structure diffère de celle d'autres organismes internationaux ne donnant pas autant de poids aux acteurs non-étatiques. Ils limitent généralement le statut consultatif à une sélection d'organisations non-gouvernementales, avec un accès allant d'un plus grand engagement envers le Conseil économique et social des Nations Unies à une représentation et un engagement beaucoup moins élevés au Fonds monétaire international.<sup>118</sup>

Des conventions et des conférences précédentes au niveau mondial ont soulevé les droits et la visibilité de groupes limités par une vulnérabilité structurelle. La Convention relative aux droits de l'enfant de l'ONU de 1990 a souligné la nécessité d'une prise en charge et d'une protection particulière des enfants.<sup>119</sup> Grâce à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui a eu lieu à Beijing en 1995, les États se sont engagés à adopter des actions spécifiques en vue de garantir le droit des femmes.<sup>120</sup> La Convention relative aux droits des personnes handicapées a demandé aux États de faire disparaître les barrières qui empêchent la pleine participation des personnes

handicapées à la société.<sup>121</sup> La Conférence mondiale des populations autochtones, prévue pour septembre 2014, vise à encourager la coopération internationale en vue de défendre les droits des populations autochtones.<sup>122</sup> Une fois les conventions ratifiées, les signataires acceptent d'adopter une législation pertinente et de rendre compte périodiquement des progrès accomplis à la communauté internationale. Même des conférences consultatives peuvent encourager une action étatique afin de réduire la vulnérabilité structurelle.

Il est plus probable que les personnes soutiennent la fourniture de biens publics mondiaux si elles se considèrent des citoyens du monde, c'est-à-dire comme parties intégrantes d'une communauté mondiale bénéficiant du contrôle de capitaux, des droits du travail et des droits des femmes.<sup>123</sup> En principe, cela est beaucoup plus faisable aujourd'hui, à l'heure où les populations traversent les frontières. Par exemple, des flux de migrants plus importants ont permis de créer de nouvelles formes de solidarité, regroupant dans les pays d'accueil des personnes de différentes nationalités ayant des vulnérabilités similaires.<sup>124</sup>

L'action collective repose sur des interactions personnelles et sur la confiance, mais les technologies de communication et les réseaux sociaux d'aujourd'hui sont également susceptibles d'étendre la portée des communautés sociales et politiques au-delà des frontières.<sup>125</sup> L'utilisation du téléphone portable est presque universelle, avec 6,8 milliards d'abonnements, et l'utilisation d'Internet est en hausse, avec une croissance annuelle moyenne de 27 pour cent en Afrique, en position de chef de file.<sup>126</sup> La technologie des communications peut aussi donner plus de poids aux personnes vulnérables, en encourageant la participation politique et sociale de groupes qui ont toujours été exclus du débat public (ou qui y ont été très peu représentés), notamment les pauvres, les femmes, les minorités et autres groupes vulnérables.

\* \* \*

L'objectif souvent postulé d'une croissance et d'un développement plus inclusifs, plus durables et plus résilients à l'échelle mondiale exige une vision positive du domaine public mondial et une reconnaissance du fait que le « monde

---

Il est plus probable que les personnes soutiennent la fourniture de biens publics mondiaux si elles se considèrent des citoyens du monde, c'est-à-dire comme parties intégrantes d'une communauté mondiale bénéficiant du contrôle de capitaux, des droits du travail et des droits des femmes

que nous voulons » dépend de la prestation réussie de biens publics naturels et réalisés par l'homme. Les marchés, malgré leur importance, ne sont pas en mesure de fournir des protections sociales et environnementales. Les États, de manière individuelle ou collective, doivent faire preuve d'une volonté affirmée et renouvelée de coopération, à travers l'harmonisation des politiques nationales ou l'action collective internationale. Les gouvernements doivent disposer d'un espace politique plus important pour apporter protection et emploi à leurs citoyens. La société civile peut générer une volonté politique, mais uniquement à condition que les citoyens reconnaissent la valeur de la collaboration transfrontalière et des biens publics pour l'individu.

Les progrès exigent des efforts. La plupart des objectifs du Millénaire pour le développement devraient être atteints en 2015 au niveau national, mais le succès n'est pas automatique et les bénéfices ne sont pas nécessairement permanents. Pour conduire le développement vers l'étape suivante, les accomplissements doivent être protégés contre la vulnérabilité et les chocs grâce à l'augmentation de la résilience et le renforcement des progrès. L'identification et le ciblage des groupes vulnérables, la réduction des inégalités et la lutte contre la vulnérabilité structurelle sont essentiels pour soutenir le développement tout au long d'une vie, et pour les générations futures.





# Notes

## Présentation

- 1 PNUD 2013a.
- 2 Stiglitz et Kaldor 2013a.
- 3 Voir par exemple, Banque mondiale (2013c).
- 4 Assemblée générale de l'ONU 2013b, p. 9.
- 5 Équipe de travail du système des Nations Unies sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 2012b.
- 6 FAO, FIDA et PAM 2013.
- 7 OIT 2013d.
- 8 ONU DAES 2009.
- 9 OMS 2011b.
- 10 CRED 2013.
- 11 PNUD 2011a.
- 12 Banque mondiale 2010.
- 13 PNUD 2013c.
- 14 Cornia et Stewart 1993.
- 15 Équipe de travail du système des Nations Unies sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 2012b.
- 16 OIT 2012b.
- 17 OIT 2010c.
- 18 Stiglitz et Kaldor 2013a.

## Chapitre 1

- 1 PNUD 1990.
- 2 Chambers 2006.
- 3 Choudhury 2013.
- 4 Initiative Global Pulse 2012 des Nations Unies ; Conceição, Mukherjee et Nayyar 2011.
- 5 Stewart 2013.
- 6 Les compétences sociales sont définies par ce que les institutions sociales peuvent faire ou font. En un sens, il s'agit des capacités des institutions, par rapport à celles des individus. Voir Stewart (2013).
- 7 PNUD 1994, p. 3.
- 8 PNUD 1994 ; Ogata et Sen 2003.
- 9 Macfarlane et Khong 2006.
- 10 Selon la résolution 66/290 de l'Assemblée générale des Nations Unies pour 2012, « la notion de sécurité humaine comprend les éléments suivants : (a) Le droit des êtres humains de vivre libres et dans la dignité, à l'abri de la pauvreté et du désespoir. Toutes les personnes, en particulier les plus vulnérables, ont le droit de vivre à l'abri de la peur et du besoin, et doivent avoir la possibilité de jouir de tous leurs droits et de développer pleinement leurs potentialités dans des conditions d'égalité ; (b) La sécurité humaine appelle des réponses axées sur l'être humain, globales, adaptées au contexte et centrées sur la prévention, qui renforcent la protection et la capacité d'action individuelle et collective. . . ».

- 11 Stiglitz et Kaldor 2013a.
- 12 Dutta, Foster et Mishra 2011, p. 1.
- 13 ONU 2012a.
- 14 Basé sur les données disponibles de 91 pays.
- 15 Sundaram 2013.
- 16 Basé sur les données disponibles de 104 pays pour 2000–2012, et représentant 5,4 milliards de personnes (calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain selon les données PovcalNet de la Banque mondiale (<http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/>, consulté le 15 février 2014).
- 17 Les données sont disponibles pour huit pays.
- 18 OIT 2010c.
- 19 Sundaram 2013.
- 20 Sundaram 2013.
- 21 Stiglitz et Kaldor 2013a.
- 22 GIEC 2013.
- 23 PNUD 2011a.
- 24 La Trobe 2002.
- 25 Assemblée générale de l'ONU 2013c.
- 26 Kaul 2014.
- 27 Stiglitz et Kaldor 2013a.
- 28 L'inégalité horizontale, c'est l'inégalité entre les groupes. Voir Stewart, Brown et Mancini (2005).
- 29 Projet Minorités à risque 2014.
- 30 Swiderska et autres 2009.
- 31 OMS 2011b.
- 32 ONU DAES 2009.
- 33 IPU 2013 ; Munyaneza 2013.
- 34 Voir Liem et Rayman (1982), Darity et Goldsmith (1996) et Muqtada (2010), entre autres.
- 35 Voir Burgard, Brand et House 2007 ; Sullivan et von Wachter 2009 ; Cutler et autres 2002 ; Brand, Levy et Gallo 2008.
- 36 Zaidi 2014 ; Hardgrove et autres 2014 ; Young 2014.
- 37 Nussbaum 2005.
- 38 Boudet et autres 2012.
- 39 OIT n. d.
- 40 FMI 2014.
- 41 FMI 2014 ; OIT 2013e.
- 42 O'Sullivan, Muggleston et Allison 2014.
- 43 Stiglitz et Kaldor 2013a.
- 44 Ismi 2013.
- 45 Østby 2008b ; Stewart 2008.
- 46 Stewart 2008.
- 47 Stewart 2013.
- 48 Kelly et autres 2008.
- 49 Fitoussi et Malik 2013.
- 50 Sen 1992.
- 51 Kant 1781.
- 52 Sen 1999, p. 8.
- 53 Sen, Stiglitz et Fitoussi 2009, p. 4.
- 54 Le *RDH* 1993 (PNUD 1993) définit la croissance sans emploi comme une augmentation de la production accompagnée d'un retard dans la création d'emploi.
- 55 Banque mondiale 2012.
- 56 HelpAge International 2013.

- 57 Neuvième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (2013), Site Web, <https://mc9.wto.org/fr>.
- 58 Revkin 2012.
- 59 Polanyi 1944.

## Chapitre 2

- 1 PNUD 2013a.
- 2 Sen, Stiglitz et Fitoussi 2009, p. 7.
- 3 Les pays développés ne sont pas inclus dans les agrégats régionaux mais le sont dans les agrégats de développement humain.
- 4 Quelques réserves : depuis que l'IDH est plafonné à 1, il peut être affecté par une réduction de l'amélioration marginale : du fait que la composante revenu (un flux) soit souvent plus volatile que les composantes santé et éducation (des stocks), les changements à court terme pourraient dépendre en grande partie des revenus (notamment lors d'une crise économique) ; et le manque de données récentes (notamment en matière d'éducation et pour les pays les plus pauvres) peut marquer l'ensemble des progrès accomplis. Toutefois, l'ampleur des changements et le fait que les conclusions demeurent valables indépendamment des différents points de référence (par exemple, 2005 au lieu de 2008) laissent penser que d'autres facteurs plus significatifs entrent en jeu.
- 5 L'échantillon plus restreint (en comparaison avec les 187 pays qui présentent une valeur de l'IDH pour 2013) s'explique par le manque de séries chronologiques suffisamment longues pour certains pays.
- 6 Par exemple, un meilleur accès à des soins prénatals de qualité et à la présence de personnel qualifié lors de l'accouchement a favorisé une réduction drastique de la mortalité maternelle au Népal. L'accès universel gratuit à l'éducation a renforcé le développement humain au Sri Lanka. Et les programmes de transfert monétaire mis en œuvre dans différents pays d'Amérique latine ont contribué à la réduction de la pauvreté. Consulter également le *RDH* 2013 (PNUD 2013a) pour les principaux moteurs du progrès.
- 7 PNUD 2010.
- 8 Dans certaines régions, cette tendance pourrait s'expliquer par la difficulté à poursuivre la scolarisation au-delà d'un certain niveau d'éducation, par exemple l'enseignement primaire en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.
- 9 PNUD 2013a.
- 10 Ces données ne peuvent être directement comparées à celles de la figure 2.4 car elles concernent des pays ayant connu

- une tendance spécifique en matière d'inégalités (au lieu de fournir une mesure des inégalités au niveau régional) et disposant d'un cadre temporel plus large.
- 11 ONU DAES 2013b.
  - 12 Lakner et Milanovic 2013. Les auteurs ont ajusté les précédentes estimations, qui révélaient une baisse récente des inégalités mondiales, afin de prendre en compte dans les études les revenus les plus élevés probablement sous-estimés.
  - 13 Milanovic 2012. Compte tenu de la difficulté à estimer leurs revenus, il est fort probable que la part du 1 pour cent des plus aisés de la planète soit largement sous-estimée.
  - 14 Fuentes-Nieva et Galasso 2014.
  - 15 Stiglitz 2012a.
  - 16 *The Economist* 2013b.
  - 17 Atkinson 2013.
  - 18 Ces données concernent 2000–2012 et sont exprimées en termes de parité de pouvoir d'achat de 2005 (sur la base de la Banque mondiale 2014).
  - 19 Ces données concernent 2005–2012 (sur la base des calculs du BRDH).
  - 20 PNUD 1993.
  - 21 Selon l'Organisation internationale du travail, si les tendances actuelles du marché du travail persistent, les taux de chômage des pays en développement retrouveront leur niveau d'avant la crise dès 2015, alors que dans les pays développés ils ne récupéreront ce niveau qu'après 2017 (OIT, 2013e).
  - 22 OIT 2013c.
  - 23 Sen 2013.
  - 24 PNUD 2011a, 2013. Le *RDH* 2011 a défini le développement humain durable comme « l'accroissement des libertés essentielles des personnes vivant aujourd'hui, accompagné d'efforts raisonnables pour éviter le risque de compromettre sérieusement celles des générations futures » (p. 18).
  - 25 ONU 2013b.
  - 26 Voir Rockström et autres (2009) et Fitoussi et Malik (2013).
  - 27 PNUD 2013a.
  - 28 Pineda 2013.
  - 29 CNUCED 2012b.
  - 30 OIT 2013a.
  - 31 Kim et Conceição 2010.
  - 32 Molina et autres 2014. Une baisse de l'IDH est définie comme un ralentissement de la croissance de l'IDH par rapport à sa tendance à long terme. L'étude révèle également que les composantes non liées au revenu du développement humain résistent davantage aux chocs que la composante revenu (peut-être car la composante revenu constitue un flux et non un stock).
  - 33 Des données laissent également penser que la libéralisation du compte de capital mène à une augmentation

durable des inégalités (voir Furceri et Loungani 2013).

34 Banque mondiale 2013c.

35 Cela dépend naturellement de la source et du type de croissance économique.

36 Stiglitz 2012a. Par exemple aux États-Unis, la stagnation des salaires réels des travailleurs se situant en bas de l'échelle sociale, associée à un accès facile au crédit, a favorisé la bulle immobilière du début des années 2000. Au niveau mondial, les déséquilibres macroéconomiques ont contribué à une plus grande instabilité économique qui a aussi joué un rôle important dans la crise économique mondiale.

37 Berg et Ostry 2011b.

38 Naylor et Falcon (2010) estiment que les variations des prix des produits de base dans les années 2000 étaient comparables à l'extrême volatilité observée dans les années 1970, et donc de bien plus grande envergure que dans les années 1980 et 1990. La politique macroéconomique, les taux de change et les prix du pétrole constituaient des déterminants clés de la variabilité des prix entre 2005–2010.

39 Selon la *RDH* 2011 (PNUD 2011a), le risque environnemental peut faire considérablement augmenter les inégalités au niveau mondial.

40 Cutter et autres 2009.

41 OMS 2011a.

42 GIEC 2013.

43 GIEC 2014.

44 PNUD 2013c.

45 Le Programme de collecte de données sur les conflits d'Uppsala/l'Institut international d'Oslo de recherches sur la paix définissent quatre types de conflits armés : les conflits interétatiques qui surviennent entre au moins deux États, les conflits internes qui surviennent entre le gouvernement d'un État et un ou plusieurs groupes d'opposition internes sans l'intervention d'autres États, les conflits internes internationalisés qui surviennent entre le gouvernement d'un État et un ou plusieurs groupes d'opposition internes avec l'intervention d'autres États (parties secondaires) de l'un ou des deux côtés, et les conflits extra-systémiques qui surviennent entre un État et un groupe non étatique en dehors des frontières dudit État. Les conflits extra-systémiques sont principalement associés à des guerres coloniales. Afin de réduire le nombre de catégories, les conflits extra-systémiques sont inclus dans les conflits interétatiques, et les conflits internes internationalisés sont inclus dans les conflits internes.

46 Au cours des trois dernières années, les inégalités de revenus sont arrivées en tête du classement établi par le Forum économique mondial en matière de risques (voir Forum économique mondial 2014).

47 OCDE 2012.

### Chapitre 3

1 Nous sommes tout particulièrement soucieux de la restriction potentielle des choix que les personnes ont des raisons de valoriser.

2 Voir Young (2014).

3 Fuentes-Nieva et Galasso 2014.

4 Stiglitz 2012b.

5 Pineda et Rodríguez 2006a ; Bénabou 2000 ; Alesina et autres 1996.

6 PNUD 2013a.

7 Schroder-Butterfill et Mariani 2006.

8 Les résultats dépendent également du type d'indicateur utilisé. Par exemple, l'éventualité d'un rattrapage après un retard de croissance précoce s'avère positif pour les valeurs de z-score liées à la taille, mais les preuves de rattrapage sont plus faibles pour la taille. Cela implique que dans certains cas la réversibilité est possible, mais les preuves sont peu claires et dépendent du contexte (voir Cameron, Preece et Cole 2005).

9 Shonkoff et Richter 2013.

10 L'Afrique subsaharienne est la seule région où la proportion d'enfants âgés de moins de 5 ans n'a pas baissé depuis 1970 (calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain basés sur Lutz et KC 2013).

11 Voir Young (2002).

12 Shonkoff et Phillips 2000 ; McCain, Mustard et McCuaig 2011 ; Shonkoff et autres 2012.

13 Hertzman et Boyce 2010.

14 Le développement humain précoce constitue une interaction intriquée et dynamique entre l'inné et l'acquis, c'est à dire entre les gènes et l'environnement. Les gènes « écoutent » l'environnement, et ce dernier « s'adapte » à l'empreinte génétique. L'environnement modifie l'expression des gènes (par exemple, les variantes génétiques, le phénotype) et peut activer ou désactiver des gènes tout au long du processus épigénétique. Dans le cadre de ce processus, les expériences vécues laissent une signature chimique, ou marque épigénétique, qui altère l'expression génétique sans modifier la séquence d'ADN. Certaines de ces modifications sont temporaires, mais d'autres semblent persister (voir McCain, Mustard et McCuaig 2011 et Young 2013).

15 Ces résultats ne sont pas déterministes, ils indiquent simplement que les difficultés précoces sont associées à une probabilité plus élevée d'effets indésirables à l'avenir (voir Anda et autres 2006, Felitti et autres 1998 et Hertzman et Boyce 2010 et Young 2014).

16 Bhutta 2002 ; Engle et autres 2007, 2011 ; Alderman et Engle 2008 ; Armecin et autres 2006.

17 McEwen 2008. L'exposition à un risque de développement augmente les probabilités de compromettre le développement, mais n'est pas déterministe. Elle implique

seulement que l'enfant a davantage de probabilités de devoir relever des défis de développement. L'expérience montre également qu'elle peut réduire l'impact de l'exposition de l'enfant à des facteurs protecteurs ou à des interventions visant à favoriser le développement de la petite enfance (voir Wachs et Rahman 2013).

18 Heckman 2006.

19 Young 2014.

20 De nombreux risques auxquels sont exposés les enfants qui grandissent dans la pauvreté dans des pays à faible ou moyen revenu sont également subis par les enfants pauvres qui grandissent dans les pays à revenu élevé, même si les risques sont réduits pour ces derniers (voir Wachs et Rahman 2013).

21 L'absence d'enregistrement des naissances peut limiter fortement le droit de l'enfant à la citoyenneté et l'empêcher de bénéficier de la plupart des formes de protection de l'enfance, notamment les soins de santé. La région où l'enregistrement des naissances est le plus problématique est l'Asie du Sud, où vivait la moitié des 51 millions d'enfants non enregistrés à la naissance dans le monde en 2007 (voir Engle, Rao et Petrovic 2013).

22 La nutrition constitue un facteur critique lors des premières étapes du développement. Tant la quantité que la qualité de la nutrition des nourrissons ont des effets importants sur leur croissance. Les pratiques alimentaires et le sevrage des nourrissons ont un impact sur leur poids, ainsi que sur leur morbidité et mortalité. Les études montrent que durant les 6 premiers mois de vie, un allaitement de qualité médiocre et non exclusif compte pour 10 pour cent de la charge de morbidité chez les enfants âgés de moins de 5 ans (Black et autres 2008).

23 Young 2014.

24 Brooks-Gunn et Duncan 1997.

25 Engle et autres 2007.

26 Hart et Risley 1995. Carneiro et Heckman (2003) ont également révélé des différences au niveau des compétences cognitives relevant de la catégorie socioéconomique dès l'âge de 6 ans.

27 Ardila et autres 2005. Certaines études menées dans des pays en développement parviennent à des conclusions similaires établissant un lien entre le statut socioéconomique et le développement cognitif (Nauadeau et autres 2011). Une étude réalisée en Équateur (Paxson et Schady 2007) montre que la richesse des ménages (et l'éducation des parents) est associée à des résultats élevés obtenus dans des tests de langage réceptif et que l'écart augmente chez les enfants plus âgés.

28 Les interactions incluent la communication bidirectionnelle avec les personnes qui s'occupent d'eux,

la vocalisation, la gestuelle, les expressions faciales et les mouvements corporels. Il peut s'agir d'expressions chaleureuses des mères, de contact physique et de jeux, d'échange de regards et de paroles, et aussi de réactions appropriées de la mère envers son nourrisson (Bornstein et autres 2008). Voir également Bornstein et Putnick (2012) sur les activités de soins positives pour le développement cognitif et socioémotionnel.

29 NICHD 2006.

30 Cependant, l'effet a été négatif et réduit, mais statistiquement non significatif pour les enfants âgés de 7 à 12 ans au moment de la crise (Stevens et Schaller 2011 ; Falkingham 2000 ; Frankenberg, Duncan et Beege 1999).

31 Falkingham 2000.

32 Le travail des enfants est également un produit de l'insécurité de revenu et de la vulnérabilité des adultes actifs sur le marché du travail. Le travail des enfants est un mécanisme d'adaptation des foyers pauvres, ceux qui sont les plus vulnérables aux bouleversements négatifs de leur moyens d'existence (Basu et Van 1998).

33 Young 2014.

34 Heckman 2013.

35 McCain, Mustard et Shanker 2007 ; Mustard 2006.

36 OMS 2002 ; Heise 1998 ; Abramsky et autres 2011 ; Abrahams et Jewkes 2005.

37 Certains auteurs pointent néanmoins que les problèmes liés à l'absence d'enregistrement peuvent rendre impossible l'obtention de preuves concluantes (Berliner et Elliot 1996).

38 Pereda et autres (2009), selon l'analyse de 65 études dans 22 pays.

39 Bos et autres 2009.

40 Pinheiro 2006 ; Plan International 2012.

41 L'Organisation mondiale du travail définit les jeunes comme les personnes âgées de 15 à 24 ans (OIT 2013b).

42 Calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain basés sur UN (2014b) et Lutz et KC (2013).

43 OIT 2013a.

44 Verick 2009 ; Ha et autres 2010.

45 OIT 2012a.

46 Verick 2009.

47 Assaad et Levison 2013.

48 Comme le montre le PNUD (2013a).

49 Selon les estimations, cette forte augmentation de la population jeune alimente le marché du travail de plus de 120 millions de nouveaux jeunes travailleurs chaque année, la plupart dans les pays en développement (voir le Forum économique mondial 2014).

50 La Banque mondiale estime que plus de 25 pour cent des jeunes du monde entier (près de 300 millions) ne réalise aucun travail productif (voir Newhouse 2013).

51 Cet état de fait ne répond pas uniquement à des considérations économiques, il résulte également de l'absence de confiance et de liens

- sociaux provoquée par l'exclusion des opportunités productives (voir Assaad et Levison 2013).
- 52 Dans le scénario de base, le chômage des jeunes devrait même être plus élevé en 2050 (14,3 pour cent).
- 53 Le fossé sera comblé en Asie du Sud, quoique lentement, car l'offre doit commencer à chuter vers 2035.
- 54 Boyden, Hardgrove et Knowles 2012.
- 55 Pells 2011.
- 56 Ames, Rojas et Portugal 2009 ; Woldehanna, Jones et Tefera 2008. Voir également Vennam et autres (2009).
- 57 Morrow 2013.
- 58 Rolleston et James 2011. Ces résultats ne sont pas déterminés par la fréquentation de l'école, car dans ces pays, les filles sont plus susceptibles d'être scolarisées à l'âge de 15 ans que les garçons (voir Hardgrove et autres 2014).
- 59 Y compris le risque de stigmatisation sociale des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et des jeunes en quête d'identité sexuelle dans toutes les sociétés.
- 60 Une autre vulnérabilité accompagnant l'expérience sexuelle est l'exposition aux risques liés aux maladies sexuellement transmissibles.
- 61 Hardgrove 2012.
- 62 Bunting et McAuley 2004.
- 63 Pinheiro 2006.
- 64 Kelly 2010.
- 65 PNUD 2013b.
- 66 Krug et autres 2002a.
- 67 L'emploi précaire est la somme des travailleurs familiaux non rémunérés et des travailleurs indépendants.
- 68 Selon les projections de l'Organisation mondiale du travail, en 2017 la part des travailleurs pauvres dans la population active totale devrait diminuer de 17 pour cent en Asie du Sud et de 32 pour cent en Afrique subsaharienne (OIT 2013a).
- 69 Banque mondiale 2012.
- 70 OIT 2013e.
- 71 Von Wachter 2014. Voir également Stephens (1997) ; Schmieder, von Wachter et Bender (2009) ; Eliason et Storrie (2009) ; et Morissette, Zhang et Frenette (2007).
- 72 Voir Kaplan, Martinez et Robertson (2005) pour le cas du Mexique.
- 73 Frankenberg, Duncan et Beege 1999 ; Smith et autres 2002 ; McKenzie 2003.
- 74 Burgard, Brand et House 2007 ; Sullivan et von Wachter 2009 ; Cutler et autres 2002.
- 75 Brand, Levy et Gallo 2008.
- 76 En ce qui concerne les femmes, la disparité salariale au moment de la vieillesse dépend essentiellement de l'âge (les tranches d'âge inférieures sont mieux loties), du niveau d'instruction (l'écart entre les sexes diminue lorsque le niveau d'instruction est plus élevé), du poste et du secteur professionnel (voir Bardasi et Jenkins 2002).
- 77 OIT 2012c.
- 78 Pour les pays de la catégorie 3, malgré une forte baisse du nombre d'emplois, ce sont ceux de piètre qualité qui ont d'abord été supprimés, ce qui a entraîné une augmentation de la qualité globale du travail. Pour les pays de la catégorie 2, les taux d'emploi ont augmenté depuis 2007, mais la qualité des emplois a baissé.
- 79 OIT 2012b.
- 80 Heintz 2012.
- 81 Bargain et Kwenda 2009 ; von Wachter 2014.
- 82 Ono et Sullivan 2013 ; Keizer 2008.
- 83 OIT 2013a.
- 84 Arriagada 1994 ; Cerrutti 2000 ; Casale 2003.
- 85 Bahçe et Memiş 2013 ; Berik et Kongar 2013.
- 86 Heath 2012.
- 87 Stevens et Schaller 2011 ; Falkingham 2000.
- 88 Mejia-Mantilla 2012 ; Falkingham 2000.
- 89 Banque mondiale 2012 ; Fischer 2013.
- 90 Banque mondiale 2012.
- 91 Kuhn, Lavile et Zweimuller 2009.
- 92 calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, selon Lutz et KC (2013).
- 93 Barrientos 2006.
- 94 Ceux qui ont cotisé à un régime de retraite pendant leur vie active disposeront d'un revenu et sont moins vulnérables que ceux ayant occupé des emplois à bas salaire, précaires ou informels (Zaidi 2013).
- 95 Kondkher, Knox-Vydanman et Vilela 2013.
- 96 Selon certaines études, les pensions de protection sociale, même relativement faibles, attribuées de façon régulière et de plein droit améliorent les conditions socioéconomiques des personnes âgées, leur permettant d'assumer leur rôle au sein de la famille en tant qu'acteurs de la prise de décisions (voir Beales 2012). Les effets positifs des pensions de protection sociale pourraient être étendus à d'autres membres de la famille, en particulier les enfants. Les enfants appartenant à des familles avec une personne âgée percevant une pension de protection sociale se révèlent comme également bénéficiaires, en termes de nutrition et d'éducation, de ces contributions relativement faibles au revenu familial (voir Duflo 2000).
- 97 Le veuvage et le début d'une invalidité constituent également d'importants facteurs déclencheurs dont l'impact est négatif sur le bien-être financier des personnes âgées (voir Burkhauser, Holden et Feaster 1988 ; Burkhauser, Butler et Holden 1991 ; Emmerson et Muriel 2008 ; Holden, Burkhauser et Myers 1986 ; et McLaughlin et Jensen 2000).
- 98 UNFPA et HelpAge International 2012.
- 99 OCDE 2011b.
- 100 CEPALC 2011.
- 101 OMS 2011b.
- 102 Masset et White 2004.
- 103 UNFPA et HelpAge International 2012.
- 104 De la même façon, l'Organisation mondiale de la santé (OMS 2007) a révélé que certains groupes de femmes âgées couraient un risque plus élevé dans tous les pays, notamment les veuves, divorcées ou vivant avec un handicap, ainsi que celles s'occupant de leurs petits-enfants et des orphelins du SIDA.
- 105 Selon les estimations du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF 2006), en Afrique du Sud et de l'Ouest, 40 à 60 pour cent des enfants sans parents et vulnérables sont à la charge de leurs grands-parents. Beegle et autres, 2009, indiquent également que les personnes âgées prennent soin de près de 81 pour cent des orphelins.
- 106 Stewart, Brown et Mancini 2005.
- 107 DFID 2001.
- 108 Chambers 1989.
- 109 UN Enable 2013.
- 110 Après le séisme, près de 1,5 million de personnes (sur 10 millions) ont perdu leur maison et ont trouvé refuge dans des camps. Compte tenu des capacités limitées de l'État et des services publics à assurer la reconstruction et la protection du pays, la vulnérabilité des foyers les plus pauvres a encore augmenté (en raison des épidémies, des inondations, etc.) et leurs conditions de vie ont empiré (voir Châtaigner 2014 et Herrera et autres 2014).
- 111 Rentschler 2013.
- 112 La base de données PovcalNet de la Banque mondiale estime la pauvreté de revenu d'après les enquêtes réalisées pendant la période 2000–2012 dans seulement 104 pays représentant 5,4 milliards de personnes. Le nombre de personne vivant avec moins de 1,25 \$ par jour s'élève à 1,2 milliard, soit 22 pour cent de la population de ces 104 pays. Les seuils de pauvreté internationaux sont également exprimés en termes de parité de pouvoir d'achat de 2005.
- 113 La population considérée comme proche de la pauvreté multidimensionnelle présente 20 à 33 pour cent de privations. Ce groupe peut être désigné sous le nom de « quasi-pauvres ». La population considérée quasi-pauvre en termes monétaires dispose d'un revenu équivalent à plus de 1,25 \$ par jour, mais inférieur à 2,50 \$.
- 114 Les personnes défavorisées socialement et géographiquement qui sont exposées à des inégalités persistantes, notamment les inégalités horizontales (par exemple, celles basées sur le genre, l'âge, la race, l'appartenance ethnique et le handicap) sont particulièrement affectées par le changement climatique et les dangers associés (voir GIEC 2014).
- 115 Banque mondiale 2013b.
- 116 Global Pulse de l'ONU 2012.
- 117 Stiglitz et Kaldor 2013a.
- 118 Frazer et Marlier 2012.
- 119 Hallegatte et autres 2010 ; Rentschler 2013.
- 120 Rentschler 2013.
- 121 Rentschler 2013.
- 122 Cela signifie tout simplement que les ménages les plus pauvres sont exposés à un nombre de chocs et d'événements négatifs plus important et de nature plus variée que les familles plus aisées (voir Boyden 2009 ; Woodhead, Dornan et Murray 2013).
- 123 Krutikova 2010.
- 124 PNUD 2011a.
- 125 Pays situés dans le quintile supérieur de l'indice Institutions sociales et égalité hommes-femmes de l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui mesure les ressorts de la discrimination à l'égard des femmes en collectant et en quantifiant les institutions sociales discriminatoires (voir OCDE 2010).
- 126 L'étude a utilisé un vaste ensemble de données concernant 59 pays et 1,5 million de naissances entre 1975 et 2004 (Conceição, Mukherjee et Nayyar 2011 ; Baird, Friedman et Schady 2007).
- 127 Friedman et Schady 2009.
- 128 Service de recherche du parlement européen 2013.
- 129 Ferris, Petz et Stark 2013.
- 130 Soutenues par Swayam Shikshan Prayog, une organisation non gouvernementale, et le Covenant Centre for Development, une organisation non gouvernementale de Tamil Nadu, les femmes ont visité 13 villages à Nagapattinam et Cuddalore, les deux districts les plus gravement touchés. Elles ont identifié des moyens de promouvoir des programmes de réhabilitation des logements et des moyens d'existence du village sur le long terme, et soutenu activement la population à travers des discussions avec les survivants, le partage des histoires et l'organisation de réunions avec des groupes de femmes, de jeunes et des coopératives de pêche (voir Gupta et Leung 2011).
- 131 ONU DAES 2009.
- 132 Compte tenu de la diversité des peuples autochtones, le système des Nations Unies n'a pas adopté de définition officielle du terme « autochtone ». En revanche, il a élaboré une compréhension moderne du terme fondée sur des critères comme l'auto-identification en tant que peuple autochtone, une continuité historique avec les sociétés précoloniales, des liens étroits avec les territoires et les ressources naturelles environnantes, des systèmes économiques, politiques et sociaux distincts, une langue, une culture et des croyances différentes, et la résolution de conserver et de perpétuer leurs milieux et leurs systèmes en tant que communautés et peuples distincts.

- 133 Vinding et Kampbel 2007.
- 134 Par exemple, pendant le mois d'août 2013, pendant une vague de chaleur qui a frappé la ville d'Ozd, en Hongrie, l'approvisionnement en eau a été coupé dans un grand nombre de robinets publics dont les Roms dépendaient. Ainsi, des milliers d'entre eux ont dû attendre pour obtenir de l'eau devant les robinets publics encore en fonctionnement (voir Dunai 2013).
- 135 Hughes et autres 2012.
- 136 Par exemple, les personnes en fauteuil roulant peuvent n'éprouver aucune difficulté liée aux informations de réduction des risques de catastrophe. En revanche, il sera extrêmement difficile pour ces mêmes personnes de se protéger pendant un séisme et l'évacuation qui s'ensuit.
- 137 Robinson, Scherrer et Gormally 2013.
- 138 Le handicap est également associé à de faibles niveaux d'instruction. Les données indiquent des probabilités majeures de souffrir d'un handicap pour des niveaux d'instruction plus faibles. Cela est vrai pour toutes les régions à un degré plus ou moins variable (voir KC et autres 2014).
- 139 OMS 2011b.
- 140 Un tiers environ des migrants provenant des pays en développement sont en situation irrégulière (PNUD 2009b).
- 141 En 2005, les femmes migrantes représentaient 49,6 pour cent des migrants dans le monde (FNUAP 2008).
- 142 FNUAP 2008.
- 143 PNUD 1994, p. 1.
- 144 Gasper et Gomez 2014.
- 145 OMS 2002.
- 146 Très concrètement, la violence représente un coût considérable pour la société. Selon une étude réalisée en 1992 aux États-Unis, les coûts annuels directs ou indirects des blessures par balle s'élevaient à 126 milliards de dollars et ceux des blessures par arme blanche à 51 milliards de dollars (OMS 2002). De plus, une étude conjointe de la Banque du développement et du Programme des Nations Unies pour le développement a révélé des coûts élevés liés aux crimes et à la violence en tant que pourcentage du PIB dans cinq pays d'Amérique latine en 2010 : de 3 pour cent au Chili et en Uruguay jusqu'à plus de 10 pour cent au Honduras (voir PNUD 2013b).
- 147 Gasper et Gomez 2014.
- 148 PNUD 2005, 2013b.
- 149 PNUD 2012b.
- 150 Stiglitz et Kaldor 2013a.
- 151 OCDE 2011a.
- 152 Stewart 2010.
- 153 Exclut par la société dominante de la participation pleine et entière à la vie économique, sociale et politique de leur société, la plupart du temps en raison des caractéristiques de certains groupes (par exemple, culturelles, religieuses ou raciales). Voir Stewart et autres (2006).
- 154 Zeitlyn 2004.
- 155 Stewart 2010.
- 156 Les chefs peuvent être motivés par l'absence de pouvoir politique, mais leurs partisans sont souvent plus concernés par les inégalités sociales et culturelles (voir Stewart 2008). Voir également OCDE (2011a) pour un débat sur les principaux moteurs socioéconomiques des inégalités dans les pays en développement, ainsi que leur interaction.
- 157 Østby's (2008a) a analysé 55 pays, de 1986 à 2003, et révélé une augmentation significative des probabilités de conflit dans des pays affichant des inégalités horizontales sociales et économiques profondes. Mancini (2008) signale que les conflits violents sont plus prévisibles dans les zones économiquement moins développées et plus polarisées religieusement. Il a également constaté que les mesures des inégalités de revenu (verticales) et d'autres indicateurs démographiques de la diversité ethnique n'affectent en rien les probabilités de la violence communautaire (voir également Stewart 2008, 2010 et Hoeffler 2012). D'autres études ont suggéré de considérer l'exclusion sociale comme des processus d'exclusion qui se produisent verticalement, ce qui permet une compréhension plus nuancée de la façon dont les dislocations sociales peuvent déboucher sur les conflits, et ainsi éviter la tendance consistant à reporter la faute des conflits induits par les inégalités sur les strates sociales les plus basses, sans tenir compte du rôle que jouent fréquemment les élites dans de nombreux conflits (voir Fischer 2008).
- 158 La corrélation entre l'exclusion sociale et les conflits peut s'illustrer par plusieurs exemples : les rébellions des musulmans aux Philippines et en Thaïlande, les mouvements séparatistes d'Aceh, du Timor-Leste et de Papouasie en Indonésie, et le séparatisme du Pakistan oriental et de l'Erythrée, parmi d'autres (voir Stewart 2010).
- 159 Certains de ses épisodes sont clairement liés à des périodes de réformes économiques (notamment des changements en matière de politique commerciale). Voir Kanbur (2007).
- 160 Marc et autres 2012.
- 161 Stewart et autres 2006. Voir également Stewart (2010) pour une typologie des différentes approches de la gestion des inégalités horizontales.
- 162 Parlow 2012.
- 163 CESAO 2007.
- 164 UNHCR 2012.
- 165 Sur ce total, 17,7 millions sont des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et 10,5 millions des réfugiés (2,3 millions de plus qu'en 2011). Le chiffre des réfugiés était proche de celui de 2011 (10,4 millions) et le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays a augmenté de 2,2 millions depuis fin 2011 (UNHCR 2012).
- 166 Les conflits, et en particulier les guerres civiles, s'avèrent liés aux faibles performances de l'indice de développement humain (des progrès très en dessous de ce qu'on peut espérer compte tenu des conditions de départ). En effet, 60 pour cent des pays qui ont connu ce type de conflit (28 des 46 pays de l'échantillon) ont affiché des résultats médiocres (voir PNUD 2010).
- 167 Calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, selon les données de l'Uppsala Conflict Data Program sur les morts au combat.
- 168 D'autres services importants susceptibles d'être gravement touchés par les conflits sont les services de santé reproductive. Par exemple, les couples risquent de ne plus avoir accès aux services de planification familiale, ce qui entraîne l'augmentation des grossesses non désirées et des avortements pratiqués dans de mauvaises conditions (voir OMS 2000).
- 169 Pour les enfants soudanais âgés de 7 à 12 ans qui vivent dans le nord de l'Ouganda et qui ont été exposés à la guerre, les probabilités de souffrir de troubles comportementaux, de symptômes de dépression et d'affections similaires aux troubles de stress post-traumatique sont plus élevées que chez les enfants ougandais qui n'ont pas été affectés par la guerre (Paardekooper, De Jong et Hermans 1999).
- 170 À l'aide de données collectées en Colombie, Engel et Ibanez (2007) montrent que les perceptions de la sécurité ont une influence décisive sur l'émigration.
- 171 De plus en plus de guerres et de conflits utilisent la violence de genre et sexuelle contre les femmes et les filles (notamment les viols en masse) comme une arme de guerre (voir OMS 2000).
- 172 Gagro 2010.
- 4 Assemblée générale de l'ONU 2013a, p. 11.
- 5 Deacon et Cohen 2011.
- 6 Korpi et Palme (1998, p. 661) définissent ce paradoxe : « Plus nous ciblons les prestations sur les pauvres et plus nous nous efforçons de favoriser l'égalité à travers des transferts publics égaux pour tous, moins nous avons de chances de réduire la pauvreté et les inégalités ».
- 7 Mkandawire 2001; Rothstein 2001.
- 8 Baldwin 1990.
- 9 Deacon et Cohen 2011.
- 10 Selon Heller (2005), la marge de manœuvre budgétaire est une marge au sein du budget d'un gouvernement qui lui permet de fournir des ressources pour un objectif donné sans pour autant mettre en péril la viabilité de sa situation financière ni la stabilité de son économie. Le modèle des pays nordiques a pu être financé précisément parce qu'il comportait également des dispositions visant à soutenir le plein emploi. Le plein emploi générerait en effet les recettes fiscales nécessaires au financement de ce modèle.
- 11 UNICEF 2008.
- 12 OIT et PNUD, 2011.
- 13 UNICEF 2008.
- 14 UNICEF 2008.
- 15 OIT 2011b.
- 16 Waters, Saadah et Pradhan 2003.
- 17 Waters, Saadah et Pradhan 2003.
- 18 Mok, Lawler et Hinsz 2009.
- 19 En parallèle, les réseaux traditionnels au niveau familial et communautaire ainsi que d'autres institutions sociales étaient demeurés relativement stables en Thaïlande, et les liens entre les milieux rural et urbain constituaient un filet de protection informel pour les plus démunis.
- 20 PNUD 2011c.
- 21 Ringen 1988.
- 22 Esping-Andersen 1999 ; Palme 2006.
- 23 OIT 2011b.
- 24 Esping-Andersen et Myles 2008.
- 25 Jäntti et Bradbury 2001.
- 26 Nelson (2004) a attribué la forte réduction de la pauvreté en Suède à la redistribution élevée au moyen de prestations sans condition de ressources, telles que les allocations universelles.
- 27 OIT et PNUD, 2011.
- 28 PNUD 2013a.
- 29 Le taux d'alphabétisation des femmes et les indicateurs de l'éducation relatifs aux femmes peuvent s'avérer être de meilleurs indicateurs de couverture en matière d'éducation, étant donné que les indicateurs agrégés répondent à des moyennes susceptibles de masquer les différences entre les sexes dans les progrès accomplis sur le plan de l'éducation. Cela vaut en particulier pour les sociétés patriarcales où il est possible que les femmes aient moins facilement accès que les hommes aux ressources éducatives et de santé.

## Chapitre 4

- 1 Bolsa Família s'est développé sur la base de l'initiative Bolsa Escola, en tant que programme de transfert monétaire assorti de conditions pour inciter les parents à scolariser leurs enfants et à les emmener régulièrement aux centres de soins. En 2006, on estimait que le coût de l'initiative Bolsa Família s'élevait à 0,5 pour cent du PIB du Brésil et à environ 2,5 pour cent des dépenses publiques totales, alors qu'environ 11,2 millions de familles, soit près de 44 millions de Brésiliens, en bénéficiaient.
- 2 Mkandawire 2001 ; Kumlin et Rothstein 2005.
- 3 Assemblée générale de l'ONU 2013b, p. 12.

- 30 Meng et Tang 2010.
- 31 Xinhua New Service 2013.
- 32 MacLeod et Urquiola 2012.
- 33 Young 2014.
- 34 Dalman et Bremberg 1999.
- 35 Les avantages tirés des interventions précoces efficaces sont d'autant plus soutenus que ces dernières sont suivies d'investissements réguliers dans une éducation de qualité. Sur le plan de l'éducation, le retour sur investissement est plus élevé chez les personnes ayant de plus grandes facultés cognitives, dont le développement cognitif a eu lieu dans les premières années de la vie.
- 36 Heckman 2005.
- 37 Bornstein et autres 2008.
- 38 Hackman, Farah et Meaney 2010; Nelson, Fox et Zeanah 2014.
- 39 Pour un aperçu des travaux sur le rapport entre le statut économique et le développement pendant la petite enfance, voir Young (2014).
- 40 OIT 2014.
- 41 Amsden 2001 ; Chang 1993.
- 42 OIT 2006a.
- 43 Heyer, Stewart et Thorp 1999 ; Thorp, Stewart et Heyer 2005.
- 44 Pour en savoir plus sur les programmes de travaux publics, se reporter à Devereux et Solomon (2006), ainsi qu'à Lal et autres (2010).
- 45 Zepeda et autres 2013.
- 46 Kostzer 2008.
- 47 Muqtada 1987 ; Ahmed et autres 1995.
- 48 Marshall et Butzbach 2003 ; Devereux et Solomon 2006.
- 49 Langer et autres 2012 ; Date-Bah 2003.
- 50 KC et autres 2014.
- 51 Hausmann 2013.
- 52 La compréhension des moyens d'existence ruraux diversifiés est l'une des idées génériques tirées des publications existantes traitant des moyens d'existence.
- 53 Dans certains cas, la transition vers le développement peut conduire à de nouveaux régimes de sécurité sociale, ou bien un effet de retour peut se produire entre la transition économique et la protection sociale.
- 54 Bureau national de statistique de la Chine 2011.
- 55 UNRISD 2010.
- 56 PNUD 2011a.
- 57 Hoon 2011.
- 58 Stephan 2009.
- 59 Il semblerait par ailleurs que les subventions salariales offertes pendant cette période aient eu des répercussions positives sur le plan fiscal. Pendant la période d'observation de trois ans et demi, il a été estimé que les recettes fiscales se sont élevées à 1 600–2 000 € pour les hommes en Allemagne de l'Est et à 500–1 000 € pour les hommes en Allemagne de l'Ouest et pour les femmes en Allemagne de l'Est. Il est essentiel d'apporter un soin particulier à la conception et à la mise en œuvre de ces subventions pour éviter d'octroyer des gains exceptionnels aux employeurs qui ne produisent pas de bénéfice net.
- 60 Burns, Edwards et Pauw 2010.
- 61 Gupta et Larssen 2010, p. 26. Concrètement, les chercheurs ont constaté « que pour les personnes situées dans la tranche d'âge de 18 à 49 ans qui ont une invalidité de longue durée entraînant une réduction de leur capacité de travail, la probabilité d'occuper un emploi a augmenté de 33 points de pourcentage après le lancement du programme par rapport à un taux d'emploi moyen de référence de 44 pour cent ».
- 62 D'après Bonilla García et Gruat (2003, p. 13), la protection sociale est « l'ensemble des mesures publiques que la société offre à ses membres pour lutter contre les difficultés économiques et sociales provoquées par une disparition ou une réduction importante des revenus (pour cause de maladie, maternité, accident du travail ou maladie professionnelle, chômage, invalidité, vieillesse et décès du soutien de famille), ainsi que la mise à disposition des soins médicaux et la fourniture d'allocations aux familles avec enfants ».
- 63 Roxburgh et Mischke 2011
- 64 Paci, Revenga et Rijkers 2011.
- 65 ODI 2008.
- 66 Paci, Revenga et Rijkers 2011, p. 13.
- 67 Onyango, Hixson et McNally 2013.
- 68 Haughton et Khandker 2012.
- 69 Les données relatives aux dépenses sociales proviennent de l'OCDE (n.d.). Les principaux champs d'action de la politique sociale sont la vieillesse, les survivants, les prestations liées à l'incapacité, la santé, la famille, les programmes actifs du marché du travail, le chômage, le logement et d'autres domaines sociaux. Ces champs d'action peuvent à leur tour être divisés par type de dépenses (prestations en espèces, avantages en nature), par type de programme (programme actif du marché du travail, programme lié à l'incapacité) et par source (privé facultatif, public).
- 70 Furceri 2009.
- 71 OCDE 2013b.
- 72 Assimaidou, Kiendrebeogo et Tall 2013.
- 73 Von Wachter 2014.
- 74 Banque mondiale 2012.
- 75 Fischer 2013.
- 76 Posel, Fairburn et Lund 2006.
- 77 OIT 2009.
- 78 OIT 2010c, 2011b.
- 79 OIT 2011a.
- 80 Gassmann et Behrendt 2006.
- 81 OIT 2010c.
- 82 OIT 2006b.
- 83 Burkina Faso, Cameroun, Éthiopie, Guinée, Kenya, Sénégal, République-Unie de Tanzanie, Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan et Viet Nam.
- 84 OIT 2008.
- 85 Easterly, Ritzen et Woolcock 2006.
- 86 Le classement des sociétés les moins solidaires et les plus solidaires est identique à celui d'Easterly, Ritzen et Woolcock (2006) et repose sur l'estimation de la fragmentation ethno-linguistique et sur la part de revenu de la classe moyenne (définie comme la tranche moyenne des 60 pour cent de répartition des revenus). Selon Easterly, Ritzen et Woolcock (2006), les sociétés les plus solidaires sont celles qui se trouvent dans la moitié inférieure de la fragmentation ethno-linguistique et dans la moitié supérieure de la part de revenu de la classe moyenne, tandis que les moins solidaires sont situées à l'inverse. Les sociétés plus solidaires ont progressé plus rapidement que les sociétés moins solidaires depuis 1980, mais cet écart est devenu beaucoup plus marqué après la récession des sociétés moins solidaires dans les années 1980 et après la crise mondiale de 2008.
- 87 *The Economist* 2013a.
- 88 Telles 2004.
- 89 Carneiro 2013.
- 90 Naidoo et Kongolo 2004.
- 91 Maisonnavé, Decaluwé et Chitiga 2009.
- 92 Burger et Jafta 2010.
- 93 Sander et Taylor 2012.
- 94 Banque mondiale 2011.
- 95 Pour favoriser un comportement donné, les économistes mettent l'accent sur les incitations matérielles prévues par les contrats, les marchés ou les politiques. Même si elles s'avèrent souvent très efficaces, on relève de nombreux cas déconcertants dans lesquels ces incitations n'ont pas eu les effets désirés (effet d'éviction) ou dans lesquels des incitations mineures ont eu un effet disproportionné (effet d'attraction, évolution des normes). Par ailleurs, les sociétés persistent quelquefois à appliquer des formes d'incitations qui peuvent être qualifiées d'inefficaces et coûteuses (prison plutôt qu'amende ou réparation) ou à renoncer à d'autres qui pourraient s'avérer peu onéreuses et efficaces (humiliation publique). Pour un examen plus détaillé de la question, se reporter à Benabou et Tirole (2011).
- 96 Young 2007.
- 97 Kinzig et autres 2013.
- 98 Benabou et Tirole 2011.
- 99 PNUD 2009a.
- 100 PNUD 2009a.
- 101 Rodrik 2000, p. 3.
- 102 Easterly et autres 2006.
- 103 Evans et Heller à venir.
- 104 Stewart 2013.
- 105 Centre international de politiques pour une croissance inclusive 2009.
- 106 PNUD 2003.
- 107 Sobhan 2014.
- 108 SIPC 2012b.
- 109 Haque et autres 2012.
- 110 SIPCNU n.d.
- 111 Équipe de travail du système des Nations Unies sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 2012a.
- 112 PNUD 2013d.
- 113 Lund et Myers 2007.
- 114 Marc et autres 2012.
- 115 Banque mondiale 2012.

## Chapitre 5

- 1 Banque mondiale 2014b.
- 2 Division de statistique des Nations Unies 2013.
- 3 Hale 2014.
- 4 Banque des règlements internationaux 2013.
- 5 Wadhams 2010.
- 6 Canis 2011.
- 7 UNHCR 2012.
- 8 Kaul 2014.
- 9 Kaul 2014.
- 10 Kaul et autres 2003; Kaul et Conceição 2006.
- 11 Les biens communs universels sont des biens et des services considérés par la société comme devant être garantis à tous, indépendamment de la capacité à payer et des règles que les citoyens doivent respecter dans leurs interactions avec les autres (tels que la non-discrimination et la protection des plus faibles de la société). Voir Ocampo (2013).
- 12 Voir Musgrave (1959) pour la théorisation originale des biens tutélaires. Pour une explication des biens tutélaires dans un contexte mondial, voir Sandler, Arce et Daniel (2002).
- 13 Fenner et autres 1988.
- 14 OMS 2013a.
- 15 Médecins Sans Frontières 2013.
- 16 Held et Young 2013.
- 17 Stiglitz et Kaldor 2013b.
- 18 Held et Young 2011.
- 19 Stiglitz 2013.
- 20 Voir Kaul (2013, 2014), Kaul et autres (2003) pour plus d'informations sur les biens publics. Voir Musgrave (1959) pour la théorisation originale des biens tutélaires. Pour une explication des biens tutélaires dans un contexte mondial, voir Sandler, Arce et Daniel (2002). Voir Ocampo (2013) pour une discussion sur les biens communs universels (biens dont l'objectif est de promouvoir des normes sociales et l'égalité parmi les individus).
- 21 Ortiz et autres 2013.
- 22 Crouch 2011.
- 23 Evans et Sewell 2013.
- 24 OIT 2010c.
- 25 ONU 2000.
- 26 ONU 1948.
- 27 ONU 1966.
- 28 UE 2007.
- 29 ONU 2009.
- 30 ONU 1989.
- 31 OIT 1952.

- 32 Voir la CDD de l'ONU (2012) pour plus de détails concernant la proposition de développement d'un processus intergouvernemental accessible et transparent sur les objectifs de développement durable, ouvert à tous les acteurs, en vue de définir des objectifs de développement durable mondiaux qui devront être approuvés par l'Assemblée générale de l'ONU.
- 33 Naudé, Santos-Paulino et McGillivray 2011.
- 34 PNUD 2012c.
- 35 Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État. 2011. Les membres du G7+ sont l'Afghanistan, le Burundi, la République centrafricaine, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, la Guinée, la Guinée-Bissau, Haïti, le Liberia, le Népal, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Sierra Leone, les Îles Salomon, la Somalie, le Soudan du Sud, le Timor-Leste et le Togo.
- 36 Sierra Leone 2013.
- 37 Les cibles 8.B et 8.C des objectifs du Millénaire pour le développement incitent l'augmentation de l'aide officielle au développement pour les pays en développement mais ne dressent pas une liste d'objectifs spécifiques. Cependant, en 2005, au sommet du Groupe des Huit de Gleneagles en Écosse, des pays donateurs se sont engagés à fournir une aide officielle au développement représentant 0,7 pour cent du revenu national brut d'ici 2015. En 2012, l'aide officielle au développement représentait moins de la moitié de cet objectif, soit 0,29 pour cent du RNB (ONU 2013c).
- 38 PNUD 2013a.
- 39 Hamdani 2014.
- 40 OCDE 2013a.
- 41 OCDE 2013a.
- 42 PNUD 2011b.
- 43 Hollingshead 2010.
- 44 Africa Progress Panel 2013.
- 45 G20 2013.
- 46 OCDE 2011c.
- 47 PNUD 2013a.
- 48 Ocampo 2010.
- 49 Stiglitz et Kaldor 2013b.
- 50 Cattaneo, Gereffi et Staritz 2010.
- 51 Global Pulse de l'ONU 2010.
- 52 Cho et Newhouse 2013.
- 53 Jansen et von Uexkull 2010.
- 54 Jansen et von Uexkull 2010.
- 55 Dureya et Morales 2011.
- 56 Gavrilovic et autres 2009.
- 57 Bluedorn et autres 2013.
- 58 Ferri, Liu et Stiglitz 1999.
- 59 Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a introduit des normes réglementaires très strictes, notamment l'augmentation des réserves de capitaux pour les périodes de tensions financières, des mesures pour améliorer la qualité des fonds propres et un ratio minimum mondial de dettes sur capitaux propres. Les Accords de Bâle III de 2010 se basent sur des engagements volontaires et ne sont donc pas encore pleinement mis en œuvre (voir Held et Young 2011).
- 60 PNUD 2013a.
- 61 Ratha et autres 2013.
- 62 Ratha et autres 2013.
- 63 Il s'agissait du coût d'une transaction entre le Ghana et le Nigeria (Banque mondiale 2013a).
- 64 FMI 2012.
- 65 G20 2011.
- 66 Kynge 2014.
- 67 Ocampo 2006 ; Machinea et Titelman 2007.
- 68 Ocampo et Griffith-Jones 2007.
- 69 Grabel 2012.
- 70 Les leaders du Brésil, de la Chine, de l'Inde, de la Fédération de Russie et de l'Afrique du Sud ont convenu de mettre leurs ressources en commun en vue d'établir une Banque de développement du groupe BRICS lors du Sommet BRICS, qui a eu lieu en Afrique du Sud en mars 2013.
- 71 Park 2006.
- 72 Culpeper 2006.
- 73 PNUD 2013a.
- 74 Hamdani 2014.
- 75 Jansen et von Uexkull 2010.
- 76 Hamdani 2014.
- 77 Thrasher et Gallagher 2008.
- 78 Gallagher, Griffith-Jones et Ocampo 2012.
- 79 OMC 2001 p. 1.
- 80 OMC 2013.
- 81 Von Braun et Tadesse 2012; Hoekman et Martin 2012.
- 82 Khor et Ocampo 2011.
- 83 Ghaem 2011.
- 84 Khor et Ocampo 2011.
- 85 Kennedy et Stiglitz 2013.
- 86 Odagir et autres 2012 ; Pollock 2006.
- 87 Abdel-Latif 2012.
- 88 Hogerzeil et autres 2013.
- 89 Khor et Ocampo 2011.
- 90 GIEC 2013.
- 91 Banque mondiale 2014b.
- 92 GIEC 2013.
- 93 PNUD 2012a.
- 94 Hirsch 2012.
- 95 Polk 2013.
- 96 Polk 2013.
- 97 Assemblée générale de l'ONU 2013c.
- 98 Hale 2014.
- 99 ONU-Habitat 2011.
- 100 Lutsey et Sperling 2008.
- 101 WWF 2007.
- 102 CDP 2013.
- 103 CDP 2013.
- 104 CCNUCC 2012.
- 105 Hale 2014.
- 106 CCNUCC 2011.
- 107 Hale, Held et Young 2013.
- 108 La proposition a été rejetée catégoriquement car elle risquait de fragiliser davantage le Conseil économique et social des Nations Unies, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et l'Assemblée générale des Nations Unies. En réponse à la proposition du Forum mondial des dirigeants et à un ensemble d'autres recommandations, les pays en développement ont suggéré qu'au lieu de reléguer le système des Nations Unies à un rôle secondaire ou de lui confier des problèmes spécifiques, il serait mieux de lui laisser affirmer son leadership sur la Banque mondiale et sur le Fonds monétaire international qu'ils estiment dominés par les pays développés (Müller 2010).
- 109 Ocampo et Stiglitz 2011.
- 110 Voir Chatterjee (2009), Weiss (2011), Abebe et autres (2012), et ONU (2013e).
- 111 PNUD 2013a.
- 112 Ce conseil serait similaire au Conseil mondial de coordination économique recommandé par Stiglitz et autres (2009).
- 113 ONU 2012b, 2013d.
- 114 Kaul 2013.
- 115 Evans et Heller à venir.
- 116 Bandura 2000.
- 117 Evans et Heller à venir.
- 118 Reinalda 2013.
- 119 ONU 1989.
- 120 ONU 1995.
- 121 ONU 2006.
- 122 ONU 2014a.
- 123 Sassen 2006.
- 124 Sassen 2006.
- 125 Tarrow 2013.
- 126 UIT 2013.

# Références

- Abdel-Latif, A. 2012.** « Intellectual Property Rights and Green Technologies from Rio to Rio: An Impossible Dialogue? » Policy Brief 14. Centre international de commerce et de développement durable, Genève.
- Abebe, H., R. Dugan, M. McShane, J. Mellin, T. Patel, et L. Patentas. 2012.** « The United Nations' Role in Global Economic Governance: A Research and Policy Brief for the Use of the NGO Committee on Financing for Development. » [www.ngosonffd.org/wp-content/uploads/2010/11/UN-Role-in-Global-Economic-Governance-2012.pdf](http://www.ngosonffd.org/wp-content/uploads/2010/11/UN-Role-in-Global-Economic-Governance-2012.pdf). Consulté le 27 mars 2014.
- Abrahams, N., et R. Jewkes. 2005.** « Effects of South African Men's Having Witnessed Abuse of Their Mothers during Childhood on Their Levels of Violence in Adulthood ». *American Journal of Public Health* 95(10): 1811–16. [www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC1449441/](http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC1449441/). Consulté le 20 mars 2014.
- Abramsky, T., C.H. Watts, C. Garcia-Moreno, K. Devries, L. Kiss, M. Ellsberg, H.A.F.M. Jansen, et L. Heise. 2011.** « What Factors Are Associated with Recent Intimate Partner Violence? Findings from the WHO Multi-Country Study on Women's Health and Domestic Violence ». *BMC Public Health* 11: 109. [www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3049145/pdf/1471-2458-11-109.pdf](http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3049145/pdf/1471-2458-11-109.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- Africa Progress Panel. 2013.** *Rapport 2013 sur les progrès en Afrique : Équité et industrie extractive : Pour une gestion au service de tous*. Genève. [www.africaprogesspanel.org/wp-content/uploads/2013/08/2013\\_APR\\_Equity\\_in\\_Extractives\\_25062013\\_ENG\\_HR.pdf](http://www.africaprogesspanel.org/wp-content/uploads/2013/08/2013_APR_Equity_in_Extractives_25062013_ENG_HR.pdf). Consulté le 24 mars 2014.
- Ahmed, A.U., S. Zohir, S.K. Kumar et O.H. Chowdury. 1995.** « Bangladesh's Food for Work Programme and Alternatives to Food Security. » In J. von Braun, ed., *Employment for Poverty Reduction and Food Security*. Washington, DC : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Alderman H., et P. Engle. 2008.** « The Synergy of Nutrition and ECD Interventions in Africa ». In M. Garcia, A. Pence, et J. Evans, éd., *Africa's Future, Africa's Challenge: Early Childhood Care and Development in Sub-Saharan Africa*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Alesina, A., S. Ozler, N. Roubini et P. Swagel. 1996.** « Political Instability and Economic Growth. » *Journal of Economic Growth* 1 (2) : 189–211.
- Alliance Development Works. 2012.** *Rapport mondial sur le risque 2012*. Berlin.
- Ames, P., V. Rojas, et T. Portugal. 2009.** « Starting School: Who is Prepared? Young Lives' Research on Children's Transition to First Grade in Peru ». Young Lives Working Paper 47. Université d'Oxford, département du développement international, Oxford, Royaume-Uni. [www.younglives.org.uk/files/working-papers/wp47-starting-school-who-is-prepared-young-lives-2019-research-on-children-2019s-transition-to-first-grade-in-peru](http://www.younglives.org.uk/files/working-papers/wp47-starting-school-who-is-prepared-young-lives-2019-research-on-children-2019s-transition-to-first-grade-in-peru). Consulté le 21 mars 2014.
- Amsden, A.H. 2001.** *The Rise of the 'Rest': Challenges to the West from Late Industrializing Economies*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Anand, S., et A. Sen. 2000.** « Human Development and Economic Sustainability ». *World Development* 28(12): 2029–49. [www2.econ.iastate.edu/classes/tsc220/hallam/Readings/AnandSenHumanDevelopmentEconomicSustainability.pdf](http://www2.econ.iastate.edu/classes/tsc220/hallam/Readings/AnandSenHumanDevelopmentEconomicSustainability.pdf). Consulté le 17 mars 2014.
- Anda R.F., V.J. Felitti, J. Walker, C.L. Whitfield, J.D. Bremner, B.D. Perry, S.R. Dube, et W.H. Giles. 2006.** « The Enduring Effects of Abuse and Related Adverse Experiences in Childhood: A Convergence of Evidence from Neurobiology and Epidemiology ». *European Archives of Psychiatry and Clinical Neuroscience* 56(3): 174–86.
- Ardila, A., M. Rosselli, E. Matute, et S. Guajardo. 2005.** « The Influence of the Parents' Educational Level on the Development of Executive Functions ». *Developmental Neuropsychology* 28(1): 539–60. [http://psy2.fau.edu/~rosselli/NeuroLab/pdfs/parents\\_effect\\_on\\_executive\\_function.pdf](http://psy2.fau.edu/~rosselli/NeuroLab/pdfs/parents_effect_on_executive_function.pdf). Consulté le 19 mars 2014.
- Armecin, G., J.R. Behrman, P. Duazo, S. Ghuman, S. Gultiano, E.M. King, et N. Lee. 2006.** « Early Childhood Development through an Integrated Program: Evidence from the Philippines ». Policy Research Working Paper 3922. Banque mondiale, Washington, DC.
- Arriagada, I. 1994.** « Changes in the Urban Female Labour Market ». *CEPAL Review* 53: 92–110.
- Assaad, R., et D. Levison. 2013.** « Employment for Youth—A Growing Challenge for the Global Economy ». Document d'information pour le Groupe de haut niveau chargé du programme de développement des objectifs du Millénaire pour l'après-2015. [www.post2015hlp.org/wp-content/uploads/2013/06/Assaad-Levison-Global-Youth-Employment-Challenge-Edited-June-5.pdf](http://www.post2015hlp.org/wp-content/uploads/2013/06/Assaad-Levison-Global-Youth-Employment-Challenge-Edited-June-5.pdf). Consulté le 21 mars 2014.
- Assemblée générale des Nations Unies. 2009.** « Démarginalisation des pauvres par le droit et élimination de la pauvreté. » Rapport du Secrétaire général. A/64/133. New York. [www.snap-undp.org/lepknowledgebank/Public%20Document%20Library/Legal%20empowerment%20of%20the%20poor%20and%20Eradication%20of%20Poverty.pdf](http://www.snap-undp.org/lepknowledgebank/Public%20Document%20Library/Legal%20empowerment%20of%20the%20poor%20and%20Eradication%20of%20Poverty.pdf). Consulté le 16 mai 2014.
- . **2013a.** « Projet de résolution renvoyé à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale par l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session. » A/65/L.1. [www.un.org/en/mdg/summit2010/pdf/mdg%20outcome%20document.pdf](http://www.un.org/en/mdg/summit2010/pdf/mdg%20outcome%20document.pdf). Consulté le 16 mai 2014.
- . **2013b.** « Une vie digne pour tous : accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et dans la définition du programme de développement des Nations Unies pour l'après 2015. » Rapport du Secrétaire général. A/68/202. New York.
- . **2013c.** « Report of the Secretary-General on the Situation in the Sahel Region. » New York.
- Assimaïdou, K., Y. Kiendrebeogo, et A. Tall. 2013.** « Social Protection for Poverty Reduction in Times of Crisis. » Études et Documents 11. Centre d'Études et de Recherches sur le Développement International, Clermont-Ferrand, France. <http://cerdi.org/uploads/ed/2013/2013.11.pdf>. Consulté le 15 mai 2014.
- Atkinson, A. 2013.** « Ensuring Social Inclusion in Changing Labour and Capital Markets. » *European Economy—Economic Papers* 481. Commission européenne, Direction générale des affaires économiques et financières, Bruxelles.
- Bahçe, S.A.K., et E. Memiş. 2013.** « Estimating the Impact of the 2008–09 Economic Crisis on Work Time in Turkey ». *Feminist Economics* 19(3): 181–207. <http://dx.doi.org/10.1080/13545701.2013.786182>. Consulté le 25 mars 2014.
- Baird, S., J. Friedman, et N. Schady. 2007.** « Aggregate Income Shocks and Infant Mortality in the Developing World ». Policy Research Working Paper 4346. Banque mondiale, Washington, DC. <http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-4346>. Consulté le 28 mars 2014.
- Baldwin, P. 1990.** *The Politics of Social Solidarity: Class Bases of the European Welfare State, 1875–1975*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Bandura, A. 2000.** « Exercise of Human Agency through Collective Efficacy. » *Current Directions in Psychological Science* 9(3): 75–78.
- Bangladesh Accord Foundation. 2013.** « Accord on Fire and Building Safety in Bangladesh. » [http://bangladeshaccord.org/wp-content/uploads/2013/10/the\\_accord.pdf](http://bangladeshaccord.org/wp-content/uploads/2013/10/the_accord.pdf). Consulté le 16 novembre 2013.
- Banque de règlements internationaux. 2013.** « Triennial Central Bank Survey: Foreign Exchange Turnover in April 2013: Preliminary Global Results. » Département monétaire et économique, Bâle, Suisse. [www.bis.org/publ/rpx13fx.pdf](http://www.bis.org/publ/rpx13fx.pdf). Consulté le 20 janvier 2014.
- Banque mondiale. 2000.** *Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001*. Washington, DC.
- . **2010.** *Rapport sur le développement mondial 2011 : Conflit, sécurité et développement*. Washington, DC.
- . **2011.** « Malaysia Economic Monitor: Brain Drain. » Bangkok.
- . **2012.** *Rapport sur le développement mondial 2013 : Emplois*. Washington, DC.
- . **2013a.** *Remittance Prices Worldwide Databank*. <http://remittanceprices.worldbank.org>. Consulté le 27 mars 2014.
- . **2013b.** *Turn Down the Heat: Climate Extremes, Regional Impacts, and the Case for Resilience*. Washington DC: Banque mondiale. [www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Full\\_Report\\_Vol\\_2\\_Turn\\_Down\\_The\\_Heat\\_%20Climate\\_Extremes\\_Regional\\_Impacts\\_Case\\_for\\_Resilience\\_Print%20version\\_FINAL.pdf](http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Full_Report_Vol_2_Turn_Down_The_Heat_%20Climate_Extremes_Regional_Impacts_Case_for_Resilience_Print%20version_FINAL.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- . **2013c.** *Rapport sur le développement mondial 2014 : risque et opportunité – Gérer le risque pour le développement*. Washington, DC.
- . **2014a.** Base de données en ligne PovcalNet. Washington, DC. <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/>. Consulté le 15 février 2014.
- . **2014b.** *DataBank. Indicateurs du développement dans le monde*. <http://databank.worldbank.org/data/views/variableSelection/selectvariables.aspx?source=world-development-indicators>. Consulté le 20 mars 2014.
- . **n.d.** « Workers in the Informal Economy. » <http://go.worldbank.org/1PVGLNWWY0>. Consulté le 28 avril 2014.

- Badasi, E., et S.P. Jenkins. 2002.** *Income in Later Life: Work History Matters*. Bristol, Royaume-Uni: The Policy Press. [www.jrf.org.uk/sites/files/jrf/jr111-income-later-life.pdf](http://www.jrf.org.uk/sites/files/jrf/jr111-income-later-life.pdf). Consulté le 25 mars 2014.
- Bargain, O., et P. Kwenda. 2009.** « The Informal Sector Wage Gap: New Evidence Using Quantile Estimations on Panel Data ». Document d'analyse 4286. Institut d'études du travail, Bonn, Allemagne. <http://d-nb.info/996172467/34>. Consulté le 25 mars 2014.
- Barrientos, A. 2006.** « Ageing, Poverty and Public Policy in Developing Countries: New Survey Evidence ». In P.A. Kemp, K. Van den Bosch, et L. Smith, éd., *Social Protection in an Ageing World*. International Studies on Social Security Vol. 13. Oxford, Royaume-Uni : Intersentia.
- Barrientos, S.W. 2013.** « Labour Chains: » « Analysing the Role of Labour Contractors in Global Production Networks. » *Journal of Development Studies* 49(8): 1058-71.
- Basu, K., et P.H. Van. 1998.** « The Economics of Child Labor ». *American Economic Review* 88 (3) : 412–27. [http://qed.econ.queensu.ca/pub/faculty/sumon/basu\\_childlabor.pdf](http://qed.econ.queensu.ca/pub/faculty/sumon/basu_childlabor.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- BCAH - ONU (Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies). 2014.** « World Humanitarian Summit 2016 Concept Note. » <https://docs.unocha.org/sites/dms/Documents/WHS%20Concept%20Note.pdf>. Consulté le 20 mars 2014.
- Beales, S. 2012.** « Empowerment and Older People: Enhancing Capabilities in an Ageing World ». Document préparé pour la Réunion du groupe d'experts sur la promotion de l'autonomisation des personnes pour l'élimination de la pauvreté, l'intégration sociale et un travail digne et productif pour tous, du 10 au 12 septembre, New York. [www.un.org/esa/socdev/egms/docs/2012/SylviaBeales.pdf](http://www.un.org/esa/socdev/egms/docs/2012/SylviaBeales.pdf). Consulté le 26 mars 2014.
- Beegle, K., D. Filmer, A. Stokes, et L. Tiererova. 2009.** « Orphanhood and the Living Arrangements of Children in Sub-Saharan Africa ». Policy Research Working Paper 4889. Washington, DC : Banque mondiale. [www.wds.worldbank.org/servert/WDSContentServer/WDSP/IB/2009/07/24/000112742\\_20090724110307/Rendered/PDF/WPS4889.pdf](http://www.wds.worldbank.org/servert/WDSContentServer/WDSP/IB/2009/07/24/000112742_20090724110307/Rendered/PDF/WPS4889.pdf). Consulté le 26 mars 2014.
- Bénabou, R. 2000.** « Unequal Societies: Income Distribution and the Social Contract. » *American Economic Review* 90 (1) : 96–129.
- Bénabou, R. et J. Tirole. 2011.** *Laws and Norms*. NBER Working Paper 17579. Cambridge, MA : National Bureau of Economic Research.
- Béné, C., R.G. Wood, A. Newsham et M. Davies. 2012.** « La résilience : Nouvelle utopie ou nouvelle tyrannie ? Réflexion sur les potentiels et les limites du concept de résilience lié aux programmes de réduction des vulnérabilités. » Working Paper 405. Institute of Development Studies, Brighton, Royaume-Uni.
- Berg, A., et J. Ostry. 2011a.** « Equality and Efficiency. » *Finance & Development* 48(3) : 12-15.
- . **2011b.** « Inequality and Unsustainable Growth: Two Sides of the Same Coin? » Note de discussion du personnel 11/08. Fonds monétaire international, Washington, DC.
- Berg, J. 2009.** « Brazil: The Minimum Wage as a Response to the Crisis. » ILO Notes on the Crisis. Organisation internationale du travail, Genève.
- Berik, G., et E. Kongar. 2013.** « Time Allocation of Married Mothers and Fathers in Hard Times: The 2007–09 U.S. Recession ». *Feminist Economics* 19(3): 208–37. <http://dx.doi.org/10.1080/13545701.2013.798425>. Consulté le 25 mars 2014.
- Berliner, L., et D.M. Elliott. 1996.** « Sexual Abuse of Children ». In J. Briere, L. Berliner, J.A. Bulkeley, C. Jenny, et T. Reid, éd., *The APSAC Handbook on Child Maltreatment*. Thousand Oaks, CA: Sage Publications.
- Bettin, G., A.F. Presbitero, et N. Spatafora. 2014.** « Remittances and Vulnerability in Developing Countries. » Dossier de travail WP/14/13. Fonds monétaire international, Washington, DC. [www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2014/wp1413.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2014/wp1413.pdf). Consulté le 27 mars 2014.
- Bhutta, Z.A. 2002.** « Children of War: The Real Casualties of the Afghan Conflict ». *British Medical Journal* 324(7333): 349-52.
- Black, R.E., L.H. Allen, Z.A. Bhutta, L.E. Caulfield, M. de Onis, M. Ezziati, C. Mathers, et J. Rivera. 2008.** « Maternal and Child Undernutrition Study Group. Maternal and Child Undernutrition: Global and Regional Exposures and Health Consequences ». *Lancet* 371(9608) : 243–60.
- Bluedorn, M.J.C., R. Duttgupta, J. Guajardo, et P. Topalova. 2013.** « Capital Flows are Fickle: Anytime, Anywhere. » Working Paper WP/13/183. Fonds monétaire international, Washington, DC. [www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2013/wp13183.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2013/wp13183.pdf). Consulté le 24 mars 2014.
- Bonilla García A. et J.V. Guat. 2003.** « Social Protection: A Life Cycle Continuum Investment for Social Justice, Poverty Reduction and Sustainable Development. » Organisation internationale du travail, Département de la protection sociale, Genève. [www.ilo.org/public/english/protection/download/lifecycl/lifecycle.pdf](http://www.ilo.org/public/english/protection/download/lifecycl/lifecycle.pdf). Consulté le 15 mai 2014.
- Bornstein, M.H., et D. Putnick. 2012.** « Cognitive and Socioemotional Caregiving in Developing Countries. » *Child Development* 83(1): 46–61.
- Bornstein, M.H., C.S. Tamis-Lemonda, C.S. Hahn, et O.M. Haynes. 2008.** « Maternal Responsiveness to Young Children at Three Ages: Longitudinal Analysis of a Multidimensional, Modular, and Specific Parenting Construct ». *Developmental Psychology* 44(3): 867-74.
- Bos, K.J., N. Fox, C.H. Zeanah, et C.A. Nelson. 2009.** « Effects of Early Psychosocial Deprivation on the Development of Memory and Executive Function ». *Frontiers in Behavioral Neuroscience* 3: 16.
- Boudet, A.M.M., P. Petesch, C. Turk et A. Thumala. 2012.** *On Norms and Agency: Conversations about Gender Equality with Women and Men in 20 Countries*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Boyden, J. 2009.** « Risk and Capability in the Context of Adversity: Children's Contributions to Household Livelihoods in Ethiopia ». *Children, Youth and Environments* 19(2): 111–137. [www.colorado.edu/journals/cye/19\\_2/19\\_2\\_07\\_Ethiopia.pdf](http://www.colorado.edu/journals/cye/19_2/19_2_07_Ethiopia.pdf). Consulté le 27 mars 2014.
- Boyden, J., A. Hardgrove, et C. Knowles. 2012.** « Continuity and Change in Poor Children's Lives: Evidence from Young Lives ». In A. Minujin et S. Nandy, éd., *Global Child Poverty and Well-being: Measurement, Concepts, Policy and Action*. Bristol, Royaume-Uni: Policy Press.
- Brand, J.E., B.R. Levy, et W.T. Gallo. 2008.** « Effects of Layoffs and Plant Closings on Depression among Older Workers ». *Research on Aging* 30(6): 701–21. [www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC2792935/](http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC2792935/). Consulté le 25 mars 2014.
- Brooks-Gunn, J., et G.J. Duncan. 1997.** « The Effects of Poverty on Children ». *The Future of Children* 7(2): 55-71.
- Bunting, L., et C. McAuley. 2004.** « Research Review: Teenage Pregnancy and Motherhood: The Contribution of Support ». *Child and Family Social Work* 9(2): 207-15.
- Bureau national de statistique de la Chine. 2011.** *Annuaire statistique de la Chine 2011*. Beijing.
- Burgard, S.A., J.E. Brand, et J.S. House. 2007.** « Toward a Better Estimation of the Effect of Job Loss on Health ». *Journal of Health and Social Behavior* 48(4): 369–84. <http://sarahburgard.com/pdf/Burgard%20Brand%20and%20House%202007%20JHSB.pdf>. Consulté le 25 mars 2014.
- Burger, R. et R. Jafta. 2010.** « Affirmative Action in South Africa: An Empirical Assessment of the Impact on Labour Market Outcomes. » Working Paper 76. Université d'Oxford, Centre de recherche sur les inégalités, Sécurité humaine et appartenance ethnique, Oxford, Royaume-Uni.
- Burkhauser, R.V., J.S. Butler, et K.C. Holden. 1991.** « How the Death of a Spouse Affects Economic Well-being after Retirement: A Hazard Model Approach ». *Social Science Quarterly* 72: 504-19.
- Burkhauser, R.V., K.C. Holden, et D. Feaster. 1988.** « Incidence, Timing and Events associated with Poverty: A Dynamic View of Poverty in Retirement ». *Journal of Gerontology* 43(2): S46–S52.
- Burns, J., L. Edwards et K. Pauw. 2010.** « Wage Subsidies to Combat Unemployment and Poverty: Assessing South Africa's Options. » Document d'analyse 00969. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington DC.
- Cameron, N., M.A. Preece, et T.J. Cole. 2005.** « Catch-up Growth or Regression to the Mean? Recovery from Stunting Revisited ». *American Journal of Human Biology* 17(4): 412-17.
- Canis, B. 2011.** « The Motor Vehicle Supply Chain: Effects of the Japanese Earthquake and Tsunami. » Congressional Research Service, Washington, DC. [www.fas.org/sgp/crs/misc/R41831.pdf](http://www.fas.org/sgp/crs/misc/R41831.pdf). Consulté le 19 mars 2014.
- Cannon, T. et D. Muller-Mahn. 2010.** « Vulnerability, Resilience and Development Discourses in Context of Climate Change. » *Natural Hazards* 55(3): 621–35.
- Carneiro, J. 2013.** « Brazil's Universities Take Affirmative Action. » BBC Brésil, 28 août. [www.bbc.co.uk/news/business-23862676](http://www.bbc.co.uk/news/business-23862676). Consulté le 15 mai 2014.
- Carneiro, P., et J. Heckman. 2003.** *Human Capital Policy*. NBER Working Paper 9495. Cambridge, MA : National Bureau of Economic Research. [www.nber.org/papers/w9495.pdf](http://www.nber.org/papers/w9495.pdf). Consulté le 19 mars 2014.
- Casale, D. 2003.** « The Rise in Female Labour Force Participation in South Africa: An Analysis of Household Survey Data, 1995-2001. » Thèse de doctorat. Université de KwaZulu-Natal, Faculté d'économie, Afrique du Sud.
- Cattaneo, O., G. Gereffi, et C. Staritz, éd. 2010.** *Global Value Chains in a Postcrisis World: A Development Perspective*. Washington, DC : Banque mondiale.
- CCNUCC (Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques). 2009.** « Accord de Copenhague. » FCCC/CP/2009/L.7. Bonn, Allemagne. <http://unfccc.int/resource/docs/2009/cop15/eng/07.pdf>. Consulté le 27 mars 2014.

- . 2011. « Rapport de la Conférence des Parties sur sa seizième session, tenue à Cancún du 29 novembre au 10 décembre 2010. » FCCC/CP/2010/7/Add.1. Bonn, Allemagne. <http://unfccc.int/resource/docs/2010/cop16/eng/07a01.pdf>. Consulté le 27 mars 2014.
- . 2012. « Rapport de la Conférence des Parties sur sa dix-septième session, tenue à Durban du 28 novembre au 11 décembre 2011. » FCCC/CP/2011/9/Add.1. Bonn, Allemagne. <http://unfccc.int/resource/docs/2011/cop17/eng/09a01.pdf>. Consulté le 27 mars 2014.
- CDP (Carbon Disclosure Project). 2013.** *Sector Insights: What Is Driving Climate Change Action in the World's Largest Companies? Global 500 Climate Change Report 2013*. Londres. <https://www.cdp.net/cdpreports/cdp-global-500-climate-change-report-2013.pdf>. Consulté le 24 mars 2014.
- CE (Commission européenne). 2013a.** Eurostat database: Déficit/Excédent public. <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=en&pcode=tec00127&plugin=1>. Consulté le 9 décembre 2013.
- . 2013b. Eurostat database: Dette publique brute. <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=en&pcode=tsdde410&plugin=1>. Consulté le 9 décembre 2013.
- CEA (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique). 2010.** *Innovations and Best Practices in Public Sector Reforms: The Case of Civil Service in Ghana, Kenya, Nigeria and South Africa*. Addis Ababa. [www.uneca.org/sites/default/files/publications/innovations\\_in\\_the\\_public\\_sector.pdf](http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/innovations_in_the_public_sector.pdf). Consulté le 16 mai 2014.
- Centre international de politiques pour une croissance inclusive. 2009.** « What Explains the Decline in Brazil's Inequality? » One Pager 89. Brasília.
- CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes). 2011.** « El Envejecimiento y las Personas de Edad. Indicadores para América Latina y el Caribe ». Santiago de Chile. [www.cepal.org/celade/noticias/documentosdetrabajo/3/39343/Separata\\_Indicadores\\_Envejecimiento.pdf](http://www.cepal.org/celade/noticias/documentosdetrabajo/3/39343/Separata_Indicadores_Envejecimiento.pdf). Consulté le 28 mars 2014.
- Cerrutti, M. 2000.** « Economic Reform, Structural Adjustment and Female Labor Force Participation in Buenos Aires, Argentina ». *World Development* 28(5): 879-91.
- Chalabi, M., et J. Holder. 2013.** « WHO Report into Violence against Women: Key Data ». *The Guardian*. Datablog, 20 juin. [www.theguardian.com/news/datablog/2013/jun/20/women-violence-worldwide-statistics-who](http://www.theguardian.com/news/datablog/2013/jun/20/women-violence-worldwide-statistics-who). Consulté le 28 mars 2014.
- Chambers, R. 1989.** « Editorial Introduction: Vulnerability, Coping and Policy. » *IDS Bulletin* 20(2): 1-7.
- . 2006. « Vulnerability, Coping and Policy (Editorial Introduction). » *IDS Bulletin* 37(4): 33-40.
- Chang, H. 1993.** *The Political Economy of Industrial Policy*. New York : Palgrave Macmillan.
- Châtaigner J.-M. 2014.** *Fragilités et résilience ; les nouvelles frontières de la mondialisation*. Paris : Karthala.
- Chatterjee, A. 2009.** « The UN at Sixty Three: Problems and Prospects of Reforming a Veteran. » *Journal of Management and Social Sciences* 5(1): 22–29. [http://biztek.edu.pk/downloads/research/jmsnv\\_v5\\_n1/3%20The%20UN%20at%20Sixty%20three.pdf?origin=publication\\_detail](http://biztek.edu.pk/downloads/research/jmsnv_v5_n1/3%20The%20UN%20at%20Sixty%20three.pdf?origin=publication_detail). Consulté le 27 mars 2014.
- Chen, S. et M. Ravallion. 2012.** « Absolute Poverty Measures for the Developing World. » In *Measuring the Real Size of the World Economy*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Cho, Y., et D. Newhouse. 2013.** « How Did the Great Recession Affect Different Types of Workers? Evidence from 17 Middle-Income Countries. » *World Development* 41: 31-50.
- Choudhury, C. 2013.** « India Weathers Cyclone Phailin. » Bloomberg, 16 octobre. [www.bloomberg.com/news/2013-10-16/india-weather-cyclone-phailin.html](http://www.bloomberg.com/news/2013-10-16/india-weather-cyclone-phailin.html). Consulté le 14 mai 2014.
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). 2012a.** *Corporate Social Responsibility in Global Value Chains: Evaluation and Monitoring Challenges for Small and Medium Sized Suppliers in Developing Countries*. New York et Genève. [http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/diaeed2012d3\\_en.pdf](http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/diaeed2012d3_en.pdf). Consulté le 19 mars 2014.
- . 2012b. *Development and Globalization: Facts and Figures 2012*. Genève.
- . 2013. *World Investment Report: Global Value Chains: Investment and Trade for Development*. New York et Genève. [http://unctad.org/en/publicationslibrary/wir2013\\_en.pdf](http://unctad.org/en/publicationslibrary/wir2013_en.pdf). Consulté le 19 mars 2014.
- . 2014. UNCTADstat. [http://unctadstat.unctad.org/ReportFolders/reportFolders.aspx?sCS\\_referer=&sCS\\_ChosenLang=en](http://unctadstat.unctad.org/ReportFolders/reportFolders.aspx?sCS_referer=&sCS_ChosenLang=en). Consulté le 20 mars 2014.
- CNUDD (Conférence des Nations Unies sur le développement durable). 2012.** « The Future We Want. » Rio de Janeiro, Brésil. [www.unctad.org/content/documents/727The%20Future%20We%20Want%2019%20June%201230pm.pdf](http://www.unctad.org/content/documents/727The%20Future%20We%20Want%2019%20June%201230pm.pdf). Consulté le 27 mars 2014.
- Conceição, P., S. Mukherjee et S. Nayyar. 2011.** « Impacts of the Economic Crisis on Human Development and the MDGs in Africa ». *Revue africaine de développement* 23(4) : 439–60.
- Cornia, G.A., et F. Stewart. 1993.** « Two Errors of Targeting. » *Journal of International Development* 5: 459-96.
- CRED (Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes). 2013.** EM-DAT : The International Disaster Database : Disaster trends. Université Catholique de Louvain, Belgique. [www.emdat.be/disaster-trends](http://www.emdat.be/disaster-trends). Consulté le 12 avril 2014.
- Crouch, C. 2011.** *The Strange Non-Death of Neo-Liberalism*. Cambridge, Royaume-Uni : Polity.
- Culpeper, R. 2006.** « Reforming the Global Financial Architecture: The Potential of Regional Institutions. » In J. A. Ocampo, ed., *Regional Financial Cooperation*. Washington DC: Brookings Institution Press.
- Cutler, D.M., F. Knaut, R. Lozano, O. Mendez, et B. Zurita. 2002.** « Financial Crisis, Health Outcomes, and Aging: Mexico in the 1980s and 1990s ». *Journal of Public Economics* 84 (2): 279-303.
- Cutter, S., C. Emrich, J. Webb et D. Morath. 2009.** « Social Vulnerability to Climate Variability Hazards: A Review of the Literature. » Rapport final soumis à Oxfam Amérique. University of South Carolina, Department of Geography, Hazards and Vulnerability Research Institute, Columbia, SC.
- Dalman, C., et S. Bremberg. 1999.** « How do we invest in the children? Child Welfare Measures in the County of Stockholm, Measured in SEK. » Centre for Child and Adolescent Health, Stockholm.
- Darity, W. et A. Goldsmith. 1996.** « Social Psychology, Unemployment and Macroeconomics. » *Journal of Economic Perspectives* 10(1) : 121–40.
- Date-Bah, E. 2003.** *Les emplois après la guerre – Un défi pour la paix et pour la reconstruction*. Genève : Bureau international du travail.
- Davidson, D.J. 2010.** « The Applicability of the Concept of Resilience to Social Systems: Some Sources of Optimism and Nagging Doubts. » *Society and Natural Resources* 23(12): 1135–49.
- Davies, R.B., et K.C. Vadlamannati. 2013.** « A Race to the Bottom in Labor Standards? An Empirical Investigation. » *Journal of Development Economics* 103: 1-14.
- Davies, S.E., et L. Glanville. 2010.** *Protecting the Displaced: Deepening the Responsibility to Protect*. Leiden, the Netherlands: Martinus Nijhoff Publishers.
- Deacon B. et S. Cohen. 2011.** « From the Global Politics of Poverty Alleviation to the Global Politics of Social Solidarity. » *Global Social Policy* 11(2–3): 233-249.
- Devereux, S., et C. Solomon. 2006.** « Employment Creation Programmes: The International Experience. » Issues in Employment and Poverty Document de réflexion 24. Organisation internationale du travail, Genève.
- Division de la Population des Nations Unies. 2013.** « Trends in International Migrant Stock: The 2013 Revision. » New York. <http://esa.un.org/unmigration/TIMSA2013/migrantstocks2013.htm>. Consulté le 21 novembre 2013.
- Drèze J., et A. Sen. 1989.** *Hunger and Public Action*. Oxford, Royaume-Uni : Clarendon Press.
- Dufló, E. 2000.** *Grandmothers and Granddaughters: Old Age Pension and Intra-Household Allocation in South Africa*. Working Paper 8061. Cambridge, MA : National Bureau of Economic Research. [www.nber.org/papers/w8061.pdf?new\\_window=1](http://www.nber.org/papers/w8061.pdf?new_window=1). Consulté le 26 mars 2014.
- Dunai, M. 2013.** « Hungarian Roma Queue for Water in Heatwave after pumps shut down ». Reuters, 9 août. [www.reuters.com/article/2013/08/09/us-hungary-roma-water-heat-idUSBRE9760Z120130809](http://www.reuters.com/article/2013/08/09/us-hungary-roma-water-heat-idUSBRE9760Z120130809). Consulté le 28 mars 2014.
- Duryea, S., et M. Morales. 2011.** « Effects of the Global Financial Crisis on Children's School and Employment Outcomes in El Salvador. » *Development Policy Review* 29(5): 527-46.
- Dutta, I., J. Foster et A. Mishra. 2011.** « On Measuring Vulnerability to Poverty. » *Social Choice and Welfare* 37(4): 743–61.
- Easterly, W., J. Ritzen, et M. Woolcock. 2006.** « Social Cohesion, Institutions, and Growth. » *Economics and Politics* 18(2): 103–20. <http://ssrn.com/abstract=909632> or <http://dx.doi.org/10.1111/j.1468-0343.2006.00165.x>. Consulté le 15 mai 2014.
- The Economist. 2013a.** « Affirmative Action in Brazil: Slavery's Legacy. » Americas View blog, 26 avril. [www.economist.com/blogs/americasview/2013/04/affirmative-action-brazil](http://www.economist.com/blogs/americasview/2013/04/affirmative-action-brazil). Consulté le 15 mai 2014.
- . 2013b. « Poverty: Not Always with Us. » 1 juin.
- Eliason, M., et D. Storrie. 2009.** « Does Job Loss Shorten Life? » *Journal of Human Resources* 44(2): 277-382.

- Emmerson, C., et A. Muriel. 2008.** « Financial Resources and Well-being ». In J. Banks, E. Breeze, C. Lessof, et J. Nazroo, éd., *Living in the 21st Century: Older People in England. The 2006 English Longitudinal Study of Ageing (Wave 3)*. Londres : Institut d'études fiscales.
- Engel, S. et A.M. Ibanez. 2007.** « Displacement Due to Violence in Colombia: A Household-Level Analysis ». *Economic Development and Cultural Change* 55(2): 335-65.
- Engle, P.L., M.M. Black, J.R. Behrman, M. Cabral de Mello, P.J. Gertler, L. Kapiriri, R. Martorell, et M.E. Young. 2007.** « Strategies to Avoid the Loss of Developmental Potential in More than 200 Million Children in the Developing World ». *Lancet* 369(9557) : 229-42.
- Engle, P.L. L.C. Fernald, H. Alderman, J. Behrman, C. O'Gara, A. Yousafzai, M. Cabral de Mello, M. Hidrobo, N. Ulker, I. Ertem, S. Itus, et le Groupe de pilotage du développement mondial. 2011.** « Strategies for Reducing Inequalities and Improving Developmental Outcomes for Young Children in Low-Income and Middle-Income Countries ». *Lancet* 378(9799) : 1339-53.
- Engle, P.L., N. Rao, et O. Petrovic. 2013.** « Situational Analysis of Young Children in a Changing World ». In P. Rebello Britto, P.L. Engle, et C.M. Super, éd., *Handbook of Early Childhood Development. Research and Its Impact on Global Policy*. New York : Oxford University Press.
- Equality Now. 2011.** *Discrimination against Women in Law*. New York. [www.equalitynow.org/sites/default/files/WG\\_Report\\_EN.pdf](http://www.equalitynow.org/sites/default/files/WG_Report_EN.pdf). Consulté le 28 mars 2014.
- Équipe de travail du système des Nations Unies sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015. 2012a.** *Disaster Risk and Resilience*. New York. [www.unisdr.org/files/27462\\_20120607unttpostmdgthinkpieceondrra.pdf](http://www.unisdr.org/files/27462_20120607unttpostmdgthinkpieceondrra.pdf). Consulté le 16 mai 2014.
- . **2012b.** *Social Protection: A Development Priority in the Post-2015 UN Development Agenda*. New York. [http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/Think%20Pieces/16\\_social\\_protection.pdf](http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/Think%20Pieces/16_social_protection.pdf). Consulté le 27 mars 2014.
- Esping-Andersen, G. 1999.** *Social Foundations of Postindustrial Economies*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Esping-Andersen, G., et J. Myles. 2008.** « The Welfare State and Redistribution. » Manuscrit inédit. [http://dcpis.upf.edu/~gosta-esping-andersen/materials/welfare\\_state.pdf](http://dcpis.upf.edu/~gosta-esping-andersen/materials/welfare_state.pdf). Consulté le 15 mai 2014.
- Evans, P., et P. Heller.** À venir. « Human Development, State Transformation and the Politics of the Developmental State. » In S. Leibfried, F. Nullmeier, E. Huber, M. Lange, J. Levy, et J.D. Stephens, éd., *The Oxford Handbook of Transformations of the State*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Evans, P., et W.H. Sewell. 2013.** « The Neo-Liberal Era: Ideology, Policy and Social Effect. » In P.A. Hall et M. Lamont, éd., *Social Resilience in the Neoliberal Era*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Falkingham, J. 2000.** « From Security to Uncertainty: The Impact of Economic Change on Child Welfare in Central Asia ». Working Paper 76. Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence, Italie. [www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp76.pdf](http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp76.pdf). Consulté le 25 mars 2014.
- Fang, C., D. Yang, et W. Meiyang. 2010.** « Employment and Inequality Outcomes in China. » Document présenté lors de la conférence conjointe de haut niveau entre l'Union européenne et l'Organisation de coopération et de développement économiques, 19 mai, Paris. [www.oecd.org/els/emp/42546043.pdf](http://www.oecd.org/els/emp/42546043.pdf). Consulté le 22 mai 2014.
- FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). 2013.** « FAO Food Price Index. » [www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/](http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/). Consulté le 18 février 2014.
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), FIDA (Fonds international du développement agricole) et WFP (Programme alimentaire mondial). 2013.** *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2013 : Les multiples dimensions de l'insécurité alimentaire*. Rome.
- Felitti, V.J., R.F. Anda, D. Nordenberg, D.F. Williamson, A.M. Spitz, V. Edwards, M.P. Koss, et J.S. Marks. 1998.** « The Relationship of Childhood Abuse and Household Dysfunction to Many of the Leading Causes of Death in Adults: The Adverse Childhood Experiences (ACE) Study ». *American Journal of Preventive Medicine* 14(4): 245-58.
- Fenner, F., D.A. Henderson, I. Arita, Z. Ježek, et I.D. Ladnyi. 1988.** *L'éradication de la variole*. Genève : Organisation mondiale de la santé.
- Ferri, G., L.G. Liu, et J. Stiglitz. 1999.** « The Procyclical Role of Rating Agencies: Evidence from the East Asian Crisis. » *Economic Notes* 28(3): 335-55.
- Ferris, E., D. Petz, et C. Stark. 2013.** « The Year of Recurring Disasters: A Review of Natural Disasters in 2012 ». Brookings Institution—London School of Economics, Project on Internal Displacement, Washington, DC. [www.brookings.edu/research/reports/2013/03/natural-disaster-review-ferris](http://www.brookings.edu/research/reports/2013/03/natural-disaster-review-ferris). Consulté le 28 mars 2014.
- FIDA (Fonds international de développement agricole). 2013.** « Climate Facts. » [www.ifad.org/climate/facts.htm](http://www.ifad.org/climate/facts.htm). Consulté le 7 novembre 2013.
- Fischer, A.M. 2008.** « Resolving the Theoretical Ambiguities of Social Exclusion with Reference to Polarisation and Conflict ». DESTIN Working Paper 08-90. London School of Economics and Political Science, Development Studies Institute, Londres. [www.lse.ac.uk/internationalDevelopment/pdf/WP/WP90.pdf](http://www.lse.ac.uk/internationalDevelopment/pdf/WP/WP90.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- . **2013.** « The Social Value of Employment and the Redistributive Imperative for Development ». Étude thématique. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Fitoussi, J.P. et K. Malik. 2013.** « Choices, Capabilities and Sustainability. » Étude thématique. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- FMI (Fonds monétaire international). 2012.** « The Liberalization and Management of Capital Flows : An Institutional View. » Washington, DC. [www.imf.org/external/np/pp/eng/2012/111412.pdf](http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2012/111412.pdf). Consulté le 24 mars 2014.
- . **2014.** *World Economic Outlook : Avril 2014*. Washington, DC.
- FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la population). 2008.** « Linking Population, Poverty and Development. Migration: A World on the Move ». [www.unfpa.org/pds/migration.html](http://www.unfpa.org/pds/migration.html). Consulté le 30 mars 2014.
- FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la population). 2010.** *État de la population mondiale 2010*. New York. [www.unfpa.org/webdav/site/global/shared/documents/publications/2010/EN\\_SOWP10.pdf](http://www.unfpa.org/webdav/site/global/shared/documents/publications/2010/EN_SOWP10.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la population) et HelpAge International. 2012.** *Ageing in the Twenty-First Century: A Celebration and a Challenge*. New York et Londres : FNUAP et HelpAge.
- Forum économique mondial. 2014.** *Global Risks 2014: Ninth Edition*. Genève. [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GlobalRisks\\_Report\\_2014.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalRisks_Report_2014.pdf). Consulté le 21 mars 2014.
- Frankenberg, E., T. Duncan, et K. Beege. 1999.** « The Real Cost of Indonesia's Economic Crisis: Preliminary Findings from the Indonesia Life Surveys ». Dossier de travail du programme relatif au programme et à la population 99-04. RAND, Santa Monica, CA. [www.rand.org/content/dam/rand/pubs/drafts/2008/DRU2064.pdf](http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/drafts/2008/DRU2064.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- Fraser, S., G. Leonard, I. Matsuo, et H. Murakami. 2012.** « Tsunami Evacuation: Lessons from the Great East Japan Earthquake and Tsunami of March 11th 2011 ». GNS Science Report 2012/17. Institute of Geological and Nuclear Sciences, Lower Hutt, Nouvelle-Zélande.
- Frazer, H., et E. Marlier. 2012.** *2011 Assessment of Social Inclusion Policy Developments in the EU: Main Findings and Suggestions on the Way Forward*. Commission européenne, Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, Bruxelles.
- Friedman, J. et N. Schady. 2009.** « How Many More Infants Are Likely to Die in Africa as a Result of the Global Financial Crisis? » Policy Research Working Paper 5023. Banque mondiale, Washington, DC. [http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&theSitePK=469372&piPK=64165421&menuPK=64166093&entityID=000158349\\_20090820140450&cid=decresearch%22](http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&theSitePK=469372&piPK=64165421&menuPK=64166093&entityID=000158349_20090820140450&cid=decresearch%22). Consulté le 28 mars 2014.
- Fuentes-Nieva, R. et N. Galasso. 2014.** « En finir avec les inégalités extrêmes : confiscation politique et inégalités économiques. » Briefing Paper 178. Oxfam, Oxford, Royaume-Uni. [www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp-working-for-few-political-capture-economic-inequality-200114-en.pdf](http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp-working-for-few-political-capture-economic-inequality-200114-en.pdf). Consulté le 17 mars 2014.
- Funk, A., J.L. Lang, et J. Osterhaus. 2005.** *Ending Violence against Women and Girls: Protecting Human Rights. Good Practices for Development Cooperation*. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, Planning and Development Department Governance and Democracy, Eschborn, Germany. <http://www2.gtz.de/dokumente/bib/05-1048.pdf>. Consulté le 26 mars 2014.
- Furceri, D. 2009.** « Les effets de stabilisation des dépenses sociales : étude empirique sur un échantillon de pays de l'OCDE. » Département des Affaires économiques, OCDE, document de travail n° 675. Organisation de coopération et de développement économiques, Paris.
- Furceri, D. et P. Loungani. 2013.** « Who Let the Gini Out? » *Finance & Development* 50(4) : 25-27.
- G20 (Groupe des Vingt). 2011.** « G20 Coherent Conclusions for the Management of Capital Flows Drawing on Country Experiences. » 15 octobre. [www.g20.utoronto.ca/2011/2011-finance-capital-flows-111015-en.pdf](http://www.g20.utoronto.ca/2011/2011-finance-capital-flows-111015-en.pdf). Consulté le 24 mars 2014.

- . 2013. « Tax Annex to the St. Petersburg G20 Leaders' Declaration. » <http://en.g20russia.ru/news/20130906/782776427.html>. Consulté le 20 mars 2014.
- Gagro, S. 2010.** « The Crime of Rape in the ICTY's and the ICTR's Case-Law ». *Zbornik PFZ* 60(3): 1309-34.
- Gallagher, K.P., S. Griffith-Jones, et J.A. Ocampo, éd. 2012.** *Regulating Global Capital Flows for Long-Run Development*. Pardee Center Task Force Report. Boston, MA : Boston University, Fredrick S. Pardee Center for the Study of the Longer Range Future. <http://stephanygj.net/papers/RegulatingGlobalCapitalFlowsForLongRunDevelopment2012.pdf>. Consulté le 24 mars 2014.
- Gallopin, G.C. 2006.** « Linkages between Vulnerability, Resilience, and Adaptive Capacity. » *Global Environmental Change* 16(3) : 293-303.
- Gallup. 2013.** Base de données Gallup World Poll. <http://worldview.gallup.com>. Consulté le 15 octobre 2013.
- Gasper, D., et O. Gomez. 2014.** « Evolution of Thinking and Research on Human Security and Personal Security 1994–2013 ». Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Gassmann, F., et C. Behrendt. 2006.** « Cash Benefits in Low-income Countries: Simulating the Effects on Poverty Reduction for Tanzania and Senegal. » Questions de protection sociale. Document de réflexion 15. Organisation internationale du travail, Département de la sécurité sociale, Genève. [www.gsdc.org/docs/open/SP21.pdf](http://www.gsdc.org/docs/open/SP21.pdf). Consulté le 15 mai 2014.
- Gavrilovic, M., C. Harper, N. Jones, R. Marcus, et P. Perezniato. 2009.** « Impact of the Economic Crisis and Food and Fuel Price Volatility on Children and Women in Kazakhstan. » Report for UNICEF Kazakhstan Office. Overseas Development Institute, London.
- Ghanem, H. 2011.** « How to Stop the Rise in Food Price Volatility. » 13 janvier. Carnegie Endowment for International Peace, Washington, DC. <http://carnegieendowment.org/2011/01/13/how-to-stop-rise-in-food-price-volatility/3bs>. Consulté le 24 mars 2014.
- GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). 2007.** *Climate Change 2007: Impacts, Adaptation, and Vulnerability*. Contribution du Groupe de travail II au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- . 2012. *Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation: Special Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- . 2013. *Climate Change 2013: The Physical Science Basis*. Contribution du Groupe de travail I au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press. <https://www.ipcc.ch/report/ar5/wg1/>. Consulté le 20 mars 2014.
- . 2014. *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability*. Contribution du Groupe de travail II au cinquième Rapport d'évaluation. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Global Footprint Network. 2014.** *National Footprint Accounts, 2014 Edition*. Oakland, CA.
- Global Pulse de l'ONU. 2010.** *Voices of the Vulnerable: Recovery from the Ground Up*. New York. [www.unglobalpulse.org/sites/default/files/reports/Voices-of-the-Vulnerable\\_0.pdf](http://www.unglobalpulse.org/sites/default/files/reports/Voices-of-the-Vulnerable_0.pdf). Consulté le 24 mars 2014.
- . 2012. « Monitoring Household Coping Strategies during Complex Crises ». [www.unglobalpulse.org/projects/rivaf-research-monitoring-household-coping-strategies-during-complex-crises](http://www.unglobalpulse.org/projects/rivaf-research-monitoring-household-coping-strategies-during-complex-crises). Consulté le 30 mars 2014.
- Grabel, I. 2012.** « Financial Architectures and Development: Resilience, Policy Space, and Human Development in the Global South. » Document de travail 281. University of Massachusetts Amherst, Political Economy Research Institute, Amherst, MA. [www.peri.umass.edu/fileadmin/pdf/working\\_papers/working\\_papers\\_251-300/WP281.pdf](http://www.peri.umass.edu/fileadmin/pdf/working_papers/working_papers_251-300/WP281.pdf). Consulté le 24 mars 2014.
- Gupta, N.D. et M. Larssen. 2010.** « Evaluating Labour Market Effects of Wage Subsidies for the Disabled—The Danish Flexjob Scheme. » Document de travail 07:2010. Danish National Centre for Social Research, Copenhagen. [http://pisa2012.dk/Files/Filer/SFI/Pdf/Working\\_papers/wp-07-2010.pdf](http://pisa2012.dk/Files/Filer/SFI/Pdf/Working_papers/wp-07-2010.pdf). Consulté le 15 mai 2014.
- Gupta, S., et I.S. Leung. 2011.** « Turning Good Practices into Institutional Mechanisms: Investing in Grassroots Women's Leadership to Scale Up Local Implementation of the Hyogo Framework for Action ». An In-depth Study for the HFA Mid-Term Review. Huairou Commission and GROOTS International, New York. [www.unisdr.org/files/18197\\_201guptaandleung.therolesofwomenasaf.pdf](http://www.unisdr.org/files/18197_201guptaandleung.therolesofwomenasaf.pdf). Consulté le 28 mars 2014.
- Ha, B., C. McInerney, S. Tobin, et R. Torres. 2010.** « Youth Employment in Crisis ». Document d'analyse DP/201/2010. Institut international d'études sociales, Genève. [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms\\_192840.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms_192840.pdf). Consulté le 21 mars 2014.
- Hackman, D.A., M.J. Farah, et M.J. Meaney. 2010.** « Socioeconomic Status and the Brain: Mechanistic Insights from Human and Animal Research. » *Nature Reviews Neuroscience* 11(9) : 651–59.
- Hale, T. 2014.** « Improving Global Collective Action in a Connected World. » Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Hale, T., D. Held, et K. Young. 2013.** *Gridlock: Why Global Cooperation Is Failing When We Need It Most*. Cambridge, Royaume-Uni : Polity.
- Hall, P.A. et M. Lamont. 2013.** *Social Resilience in the Neoliberal Era*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Hallegatte, S., F. Henriot, A. Patwardhan, K. Narayanan, S. Ghosh, S. Karmakar, U. Patnaik, A. Abhayankar, S. Pohit, J. Corfee-Morlot, C. Herweijer, N. Ranger, S. Bhattacharya, M. Bachu, S. Priya, K. Dhole, F. Rafique, P. Mathur, et N. Naville. 2010.** « Flood Risks, Climate Change Impacts and Adaptation Benefits in Mumbai: An Initial Assessment of Socio-Economic Consequences of Present and Climate Change Induced Flood Risks and of Possible Adaptation Options ». Environment Working Paper 27. Organisation de coopération et de développement économiques, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/5km4hv6wb434-en>. Consulté le 27 mars 2014.
- Hamdani, K. 2014.** Trans-border Vulnerabilities" Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Haque, U., M. Hashizume, K.N. Kolivras, H.J. Overgaard, B. Das, et T. Yamamoto. 2012.** « Les taux de mortalité liés au passage de cyclones sont en diminution au Bangladesh : quelles mesures supplémentaires envisager ? » *Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé* 90: 150–56.
- Hardgrove, A. 2012.** « Life after Guns: The Life Chances and Trajectories of Ex-combatant and Other Post-war Youth in Monrovia, Liberia ». Thèse de doctorat. Université d'Oxford, département de Développement international, Oxford, Royaume-Uni.
- Hardgrove, A., K. Pells, P. Dornan et J. Boyden. 2014.** « Life Course Vulnerabilities for Youth: The Trouble in Transitions. » Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Hart, B., et T.R. Risley. 1995.** « *Meaningful Differences in the Everyday Experience of Young American Children* ». Baltimore, MD : Paul H. Brookes Publishing.
- Harvard Law and Policy Review. 2013.** « India's Parliament Passes New Law on Sexual Offenses ». 2 avril. <http://www3.law.harvard.edu/journals/hlpr/2013/04/indias-parliament-passes-new-law-on-sexual-offenses/#more-16>. Consulté le 27 mars 2014.
- Haughton, J., et S.H. Khandker. 2012.** « The Surprising Effects of the Great Recession: Losers and Winners in Thailand in 2008-2009. » Policy Research Working Paper 6255. Banque mondiale, Washington, DC. <http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-6255>. Consulté le 15 mai 2014.
- Hausmann, R. 2013.** « The Logic of the Informal Economy. » Project Syndicate, 19 juin. [www.project-syndicate.org/commentary/the-logic-of-the-informal-economy-by-ricardo-hausmann](http://www.project-syndicate.org/commentary/the-logic-of-the-informal-economy-by-ricardo-hausmann). Consulté le 15 mai 2014.
- HCDH (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme). 2003.** « Human Rights in the Administration of Justice: A Manual on Human Rights for Judges, Prosecutors and Lawyers. » Genève. [www.ohchr.org/Documents/Publications/training9t15en.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Publications/training9t15en.pdf). Consulté le 16 mai 2014.
- Heath, R. 2012.** « Women's Access to Labour Market Opportunities, Control of Household Resources, and Domestic Violence ». Policy Research Working Paper 6149. Banque mondiale, Washington, DC. [http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&theSitePK=469372&piPK=64165421&menuPK=64166093&entityID=000158349\\_20120726090130](http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&theSitePK=469372&piPK=64165421&menuPK=64166093&entityID=000158349_20120726090130). Consulté le 25 mars 2014.
- Heckman, J. 2005.** « Skill Formation and the Economics of Investing in Disadvantaged Children ». *Science* 312(5782): 1900–02.
- . 2013. « The Economics of Inequality and Human Development ». Présentation lors de la réunion du Premier congrès national sur l'élaboration d'un cadre de travail pour les politiques publiques relatives à l'enfance, 16 avril, Brasília.
- Heintz, J. 2012.** « Informality, Inclusiveness, and Economic Growth: An Overview of Key Issues ». Supporting Inclusive Growth Working Paper 2012/2. Centre international de recherche sur le développement, Ottawa. [www.idrc.ca/EN/Documents/SIG-WP2-Informality.pdf](http://www.idrc.ca/EN/Documents/SIG-WP2-Informality.pdf). Consulté le 25 mars 2014.

- Heise, L.H. 1998.** « Violence against Women: An Integrated, Ecological Framework ». *Violence against Women* 4(3): 262-90.
- Held, D., et K. Young. 2011.** « Crises in Parallel Worlds: The Governance of Global Risks in Finance, Security and the Environment. » In C.J. Calhoun et G.M. Derluguian, éd., *The Deepening Crisis: Governance Challenges After Neoliberalism*. Vol. 2. New York : New York University Press.
- . **2013.** « Transforming Global Governance? Structural Deficits and Recent Developments in Security and Finance. » In J. Stiglitz et M. Kaldor, éd., *The Quest for Security: Protection Without Protectionism and the Challenge of Global Governance*. New York : Columbia University Press.
- Heller, P. 2005.** « Understanding Fiscal Space. » Document de réflexion PDP/05/4. Fonds monétaire international, Washington, DC. [www.imf.org/external/pubs/ft/pdp/2005/pdp04.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/pdp/2005/pdp04.pdf). Consulté le 21 avril 2014.
- . **2014.** « Challenges and opportunities : Civil society in a globalizing world. » Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- HelpAge International. 2013.** *Global AgeWatch Index 2013: Rapport Perspectives*. Londres.
- Herrera, J., D. Milbin, F. Roubaud, C. Saint-Macary, C. Torelli, et C. Zanuso. 2014.** *Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages Après Séisme ECVMAS-Haïti 2012*. Port au Prince : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique et Paris : Développement, institutions et mondialisation.
- Hertzman, C., et T. Boyce. 2010.** « How Experience Gets Under the Skin to Create Gradients in Developmental Health ». *Annual Review of Public Health* 31: 329-47.
- Heyer, J. F. Stewart et R. Thorp. 1999.** « Group Behaviour and Development » Document de recherche 161. United Nations University, World Institute for Development Economics Research, Helsinki. [http://wider.unu.edu/publications/working-papers/previous/en\\_GB/wp-161/\\_files/82530858921501417/default/wp161.pdf](http://wider.unu.edu/publications/working-papers/previous/en_GB/wp-161/_files/82530858921501417/default/wp161.pdf). Consulté le 15 mars 2014.
- Hirsch, A. 2012.** « Sahel Food Crisis Has Been Made Worse by the Widespread Unrest in Africa. » *The Guardian*, 29 mars.
- Hoeffler, A. 2012.** « On the Causes of Civil War ». In M.R. Garfinkel et S. Skaperdas, éd., *The Oxford Handbook of the Economics of Peace and Conflict*. New York : Oxford University Press.
- Hoekman, B., et W. Martin. 2012.** « Reducing Distortions in International Commodity Markets: An Agenda for Multilateral Cooperation. » Policy Research Working Paper 5928. Banque mondiale, Poverty Reduction and Economic Management Network, International Trade Department, and Development Research Group, Washington, DC. [www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2012/01/03/000158349\\_20120103113143/Rendered/PDF/WPS5928.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2012/01/03/000158349_20120103113143/Rendered/PDF/WPS5928.pdf). Consulté le 24 mars 2014.
- Hogerzeil, H.V., J. Liberman, V.J. Wirtz, S.P. Kishore, S. Selvaraj, R. Kiddell-Monroe, et T. von Schoen-Angerer. 2013.** « Promotion of Access to Essential Medicines for Non-Communicable Diseases: Practical Implications of the UN Political Declaration. » *Lancet* 381(9876) : 680-89.
- Holden, K.C., R.V. Burkhauser, et D.A. Myers. 1986.** « Income Transitions at Older Stages of Life: The Dynamics of Poverty ». *Gerontologist* 26(3): 292-97.
- Holling, C.S. 1973.** « Resilience and Stability of Ecological Systems. » *Annual Review of Ecology and Systematics* 4 : 1-23
- Hollingshead, A. 2010.** « The Implied Tax Revenue Loss from Trade Mispricing. » Global Financial Integrity, Washington, DC. [www.gfintegrity.org/storage/gfip/documents/reports/IMPLIED%20tax%20revenue%20loss%20report\\_final.pdf](http://www.gfintegrity.org/storage/gfip/documents/reports/IMPLIED%20tax%20revenue%20loss%20report_final.pdf). Consulté le 24 mars 2014.
- Hoon, H.T. 2011.** « Wage Subsidies in a Program for Economic Inclusion and Growth. » Singapore Management University, Research Collection School of Economics, Singapour. [http://ink.library.smu.edu.sg/cgi/viewcontent.cgi?article=2254&context=soe\\_research](http://ink.library.smu.edu.sg/cgi/viewcontent.cgi?article=2254&context=soe_research). Consulté le 22 avril 2014.
- Hornborg, A. 2009.** « Zero-Sum World Challenges in Conceptualizing Environmental Load Displacement and Ecologically Unequal Exchange in the World-System. » *International Journal of Comparative Sociology* 50(3-4): 237-62.
- Hughes, K., M.A. Bellis, L. Jones, S. Wood, G. Bates, L. Eckley, E. McCoy, C. Mikton, T. Shakespeare, et A. Officer. 2012.** « Prevalence and Risk of Violence against Adults with Disabilities: A Systematic Review and Meta-analysis of Observational Studies ». *Lancet* 379(9826): 1621-29.
- Initiative Global Pulse des Nations Unies. 2012.** « Monitoring Household Coping Strategies during Complex Crises ». [www.unglobalpulse.org/projects/rivaf-research-monitoring-household-coping-strategies-during-complex-crises](http://www.unglobalpulse.org/projects/rivaf-research-monitoring-household-coping-strategies-during-complex-crises). Consulté le 28 avril 2014.
- Ismi, Asad. 2013.** « Maoist Insurgency Spreads to Over 40% of India. Mass Poverty and Delhi's Embrace of Corporate Neoliberalism Fuels Social Uprising. » 20 décembre. Centre de Recherche sur la mondialisation, Montréal, Canada. [www.globalresearch.ca/maoist-insurgency-spreads-to-over-40-of-india-mass-poverty-and-delhi-embrace-of-corporate-neoliberalism-fuels-social-uprising/5362276](http://www.globalresearch.ca/maoist-insurgency-spreads-to-over-40-of-india-mass-poverty-and-delhi-embrace-of-corporate-neoliberalism-fuels-social-uprising/5362276). Consulté le 14 mai 2014.
- Jansen, M., et E. von Uexkuell. 2010.** *Trade and Employment in the Global Crisis*. Genève : Bureau international du travail. [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/@publ/documents/publication/wcms\\_141911.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/@publ/documents/publication/wcms_141911.pdf). Consulté le 24 mars 2014.
- Jäntti, M., et B. Bradbury. 2001.** « Child Poverty across Industrialized Countries. » *Journal of Population and Social Security* 1(Supplement): 385-410.
- Jolly, R., G.A. Cornia, D. Elson, C. Fortin, S. Griffith-Jones, G. Helleiner, R. van der Hoeven, R. Kaplinsky, R. Morgan, I. Ortiz, R. Pearson et F. Stewart. 2012.** « Be Outraged: There are Alternatives. » Sussex, Royaume-Uni : Richard Jolly. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/be-outraged-there-are-alternatives-224184>. Consulté le 16 mai 2014.
- Kabeer, N. 2014.** « Vulnerability, Capability and Citizenship: Ending Violence against Women and Girls ». Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Kabeer, N., K. Huda, S. Kaur, et N. Lamhaug. 2012.** « Productive Safety Nets for Women in Extreme Poverty: Lessons from Pilot Projects in India and Pakistan ». Document d'analyse 28/12. Université de Londres, School of Oriental and African Studies, Centre for Development Policy and Research, Londres. [www.soas.ac.uk/cdpr/publications/papers/file76193.pdf](http://www.soas.ac.uk/cdpr/publications/papers/file76193.pdf). Consulté le 28 mars 2014.
- Kabeer, N., K. Mumtaz, et A. Sayeed. 2010.** « Beyond Risk Management: Vulnerability, Social Protection and Citizenship in Pakistan ». *Journal of International Development* 22: 1-19. [www.researchcollective.org/Documents/Beyond\\_Risk\\_Management\\_Vulnerability\\_Social\\_Protection\\_and\\_Citizenship\\_in\\_Pakistan.PDF](http://www.researchcollective.org/Documents/Beyond_Risk_Management_Vulnerability_Social_Protection_and_Citizenship_in_Pakistan.PDF). Consulté le 28 mars 2014.
- Kanbur, R. 2007.** « Pauvreté et vulnérabilité: The Inequality Link ». Coping with Crisis Working Paper Series. International Peace Institute, New York. [www.isn.ethz.ch/Digital-Library/Publications/Detail/?id=126966](http://www.isn.ethz.ch/Digital-Library/Publications/Detail/?id=126966). Consulté le 21 mars 2014.
- Kant, E. 1781.** *Critique de la raison pure*. P. Guyer et A. Wood, traduction et édition, 1997. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Kaplan, D.S., G. Martinez, et R. Robertson. 2005.** « What Happens to Wages after Displacement? » *Economía* 5(2): 197-242.
- Karanikolos, M., P. Mladovsky, J. Cylus, S. Thomson, S. Basu, D. Stuckler, J. Mackenbach et M. McKee. 2013.** « Financial Crisis, Austerity, and Health in Europe. » *Lancet* 381(9874) : 1323-31.
- Karoly, L.A., S.S. Everingham, J. Hoube, R. Kilburn, C.P. Rydell, M. Sanders, et P.W. Greenwood. 1997.** « Benefits and Costs of Early-Childhood Interventions: A Documented Briefing. » RAND Corporation, Santa Monica, Californie.
- Kaul, I. 2013.** *Global Public Goods: A Concept for Framing the Post-2015 Agenda?* Bonn, Allemagne : Deutsche Institut für Entwicklungspolitik.
- . **2014.** « Fostering Sustainable Human Development: Managing the Macro-Risks of Vulnerability. » Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Kaul, I., et P. Conceição, éd. 2006.** *The New Public Finance: Responding to Global Challenges*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Kaul, I., P. Conceição, K. Le Goulven, et R.U. Mendoza. 2003.** *Fournir des biens publics mondiaux : gérer la mondialisation*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- KC, S., W. Lutz, E. Loichinger, R. Muttarak, et E. Striessnig. 2014.** « Reducing Vulnerability in Critical Life Course Phases through Empowerment ». Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Keizer, A.B. 2008.** « Non-regular Employment in Japan ». *Work, Employment, and Society* 22(3): 407-25. <http://wes.sagepub.com/content/22/3/407.résumé>. Consulté le 26 mars 2014.
- Kelly, S. 2010.** « The Psychological Consequences to Adolescents for Exposure to Gang Violence in the Community: An Integrated Review of the Literature ». *Journal of Child and Adolescent Psychiatric Nursing* 23(2):

- 61–73. [http://middleschoolgangsandcliques.wikispaces.com/file/view/The+Psychological+Consequences+to+Adolescents+of+Exposure+to+Gang+Violence+in+the+Community+An+Integrated+Review+of+the+Literature+ap\\_225.pdf](http://middleschoolgangsandcliques.wikispaces.com/file/view/The+Psychological+Consequences+to+Adolescents+of+Exposure+to+Gang+Violence+in+the+Community+An+Integrated+Review+of+the+Literature+ap_225.pdf). Consulté le 21 mars 2014.
- Kelly, T., W. Yang, C.S. Chen, K. Reynolds, et J. He. 2008.** « Global Burden of Obesity in 2005 and Projections to 2030. » *International Journal of Obesity* 32(9): 1431-37.
- Kennedy, D., et J. Stiglitz, éd. 2013.** *Law and Economics with Chinese Characteristics: Institutions for Promoting Development in the Twenty-First Century*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Khor, M., et J.A. Ocampo. 2011.** « The Unsettled Global Trade Architecture. » *Queries* 1(4): 68-88.
- Kim, N. et P. Conceição. 2010.** « The Economic Crisis, Violent Conflict, and Human Development. » *International Journal of Peace Studies* 15(1) : 29-43.
- Kinzig, A.P., P.R. Ehrlich, L.J. Alston, K. Arrow, S. Barrett, T.G. Buchman, G.C. Daily, B. Levin, S. Levin, M. Oppenheimer, E. Ostrom et D. Saari. 2013.** « Social Norms and Global Environmental Challenges: The Complex Interaction of Behaviors, Values, and Policy. » *Bioscience* 63(3) : 164–75.
- Kondkher, B.H., C. Knox-Vydanov, et A. Vilela. 2013.** « Old Age Social Protection Options for Bangladesh ». Université de Dhaka, Bureau de recherche économique et HelpAge International. [www.pension-watch.net/silo/files/old-age-sp-options-for-bangladesh.pdf](http://www.pension-watch.net/silo/files/old-age-sp-options-for-bangladesh.pdf). Consulté le 26 mars 2014.
- Korpi, W. et J. Palme. 1998.** « The Paradox of Redistribution and Strategies of Equality: Welfare State Institutions, Inequality, and Poverty in the Western Countries. » *American Sociological Review* 63(5): 661-87.
- Kostzer, D. 2008.** « Argentina: A Case study on the Plan Jefes y Jefas de Hogar Desocupados, or the Employment Road to Economic Recovery. » Working Paper 534. The Levy Economics Institute, Annandale-on-Hudson, NY. [www.levyinstitute.org/pubs/wp\\_534.pdf](http://www.levyinstitute.org/pubs/wp_534.pdf). Consulté le 21 avril 2014.
- Kraemer, K., G. Linden, and J. Dedrick. 2011.** « Capturing Value in Global Networks: Apple's iPad and iPhone. » Document de travail. Université de Californie, Irvine, Paul Merage School of Business, Personal Computing Industry Center, Irvine, CA. [http://pcic.merage.uci.edu/papers/2011/value\\_iPad\\_iPhone.pdf](http://pcic.merage.uci.edu/papers/2011/value_iPad_iPhone.pdf). Consulté en novembre 2013.
- Krug, E.G., L.L. Dahlberg, J.A. Mercy, A.B. Zwi, et R. Lozano, éd. 2002a.** *World Report on Violence and Health*. Genève : Organisation mondiale de la santé. [http://whqlibdoc.who.int/publications/2002/9241545615\\_eng.pdf?ua=1](http://whqlibdoc.who.int/publications/2002/9241545615_eng.pdf?ua=1). Consulté le 30 mars 2014.
- Krug, E.G., J. Mercy, L. Dahlberg, et A. Zwi. 2002b.** « The World Report on Violence and Health. » *Lancet* 360: 1083-88.
- Krutikova, S. 2010.** « Who Gets to Stay in School? Long-run Impact of Income Shocks on Schooling in Rural Tanzania ». Working Paper 36. Université d'Oxford, département d'économie, Centre for the Study of African Economies, Oxford, Royaume-Uni. [www.economics.ox.ac.uk/Centre-for-the-Study-of-African-Economies-Series/who-gets-to-stay-in-school-long-run-impact-of-income-shocks-on-schooling-in-rural-tanzania](http://www.economics.ox.ac.uk/Centre-for-the-Study-of-African-Economies-Series/who-gets-to-stay-in-school-long-run-impact-of-income-shocks-on-schooling-in-rural-tanzania). Consulté le 26 mars 2014.
- Kuhn, A., R. Lavile, et J. Zweimuller. 2009.** « The Public Health Cost of Job Loss ». *Journal of Health Economics* 28(6): 1099-1115.
- Kumhof, M. et R. Rancière. 2010.** « Leveraging Inequality. » *Finance & Development* 47(4) : 28-31.
- Kumlin, S. et B. Rothstein. 2005.** « Making and Breaking Social Capital: The Impact of Welfare-State Institutions. » *Comparative Political Studies* 38(4): 339-65.
- Kwak, S. et S. Smith. 2011.** « Multidimensional Poverty and Interlocking Poverty Traps: Framework and Application to Ethiopian Household Panel Data. » Working Paper 2011-04. George Washington University, Elliott School of International Affairs, Institute for International Economic Policy, Washington, DC.
- Kynge, J. 2014.** « Fragile Five' Falls Short As Tapering Leaves More Exposed » *Financial Times*, 15 janvier. [www.ft.com/intl/cms/s/0/a245c70e-7e0c-11e3-95dd-00144feabdc0.html#axzz2xBU9hUZg](http://www.ft.com/intl/cms/s/0/a245c70e-7e0c-11e3-95dd-00144feabdc0.html#axzz2xBU9hUZg). Consulté le 27 mars 2014.
- La Trobe, S. 2002.** « Climate Change and Poverty. » Discussion paper. Tearfund, Middlesex, Royaume-Uni.
- Lakner, C. et B. Milanovic. 2013.** « Global Income Distribution: From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession. » Policy Research Working Paper 6719. Banque mondiale, Washington, DC.
- Lal, R., S. Miller, M. Lieu-Kie-Song et D. Kostzer. 2010.** « Public Works and Employment Programmes: Towards a Long-Term Development Approach. » Working Paper 66. International Policy Centre for Inclusive Growth, Brasília, et Programme des Nations Unies pour le développement, New York. [www.ipc-undp.org/pub/IPCWorkingPaper66.pdf](http://www.ipc-undp.org/pub/IPCWorkingPaper66.pdf). Consulté le 21 avril 2014.
- Langer, A., F. Stewart, et R. Venugopal. 2012.** « In Brief: Have Post-conflict Development Policies Addressed Horizontal Inequalities? » Centre for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity, Oxford, Royaume-Uni. <http://www.qeh.ox.ac.uk/pdf/pdf-research/crise-ib9>. Consulté le 22 mai 2014.
- Leach, M. 2008.** « Re-Framing Resilience: A Symposium Report. » Brighton, Royaume-Uni : STEPS Centre.
- Le Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État. 2011.** *A New Deal for Engagement in Fragile States*. [www.newdeal4peace.org/wp-content/uploads/2013/01/new-deal-for-engagement-in-fragile-states-en.pdf](http://www.newdeal4peace.org/wp-content/uploads/2013/01/new-deal-for-engagement-in-fragile-states-en.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- Liem, R., et R. Rayman. 1982.** « Health and Social Costs of Unemployment: Research and Policy Considerations. » *American Psychologist* 37(10) : 1116–23.
- Linden, G., K. Kraemer, et J. Dedrick. 2011.** « Innovation and Job Creation in a Global Economy: The Case of Apple's iPod. » *Journal of International Commerce and Economics* 3: 223–39.
- Lund, M., et R. Myers. 2007.** « Can Fostering a Culture of Dialogue Change the Course of a Nation? An Evaluation of the United Nations Social Cohesion Programme in Guyana. » Programme des Nations Unies pour le développement, New York.
- Lutsey, N., et D. Sperling. 2008.** « America's Bottom-Up Climate Change Mitigation Policy. » *Energy Policy* 36(2): 673-85.
- Lutz, L., et S. KC. 2013.** « Égalité des sexes et développement humain: Education and Population Projections ». In K. Malik et M. Kugler, éd., *Human Progress and the Rising South*. New York : Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du rapport humain sur le développement.
- Macfarlane, S.N. et Y.F. Khong. 2006.** *Human Security and the UN: A Critical History*. Bloomington, IN : Indiana University Press.
- Machinea, J.L., et D. Titelman. 2007.** « Less Volatile Growth? The Role of Regional Financial Institutions. » *Cepal Review* 91: 7-28.
- MacLeod, W.B. et M. Urquiola. 2012.** *Anti-lemons: Reputation and Educational Quality*. NBER Working Paper 15112. Cambridge, MA : National Bureau of Economic Research.
- Maddison, A. 2010.** « Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 1-2008 AD. » Groningen Growth and Development Centre, Pays-Bas. [www.ggdnc.net/maddison/oriindex.htm](http://www.ggdnc.net/maddison/oriindex.htm). Consulté le 15 mars 2014.
- Maionnave, H., B. Decaluwé et M. Chitiga. 2009.** « Does South African Affirmative Action Policy Reduce Poverty? » Working Paper 09-36. Centre interuniversitaire sur le risque, les politiques économiques et l'emploi, Montréal, Canada.
- Mancini, L. 2008.** « Horizontal Inequality and Communal Violence: Evidence from Indonesian Districts ». In F. Stewart, éd., *Horizontal Inequalities and Conflict: Understanding Group Violence in Multiethnic Societies*. Basingstoke, Royaume-Uni : Palgrave Macmillan.
- Marc, A., A. Willman, G. Aslam, M. Rebosio et K. Balasuriya. 2013.** *Societal Dynamics and Fragility: Engaging Societies in Responding to Fragile Situations*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Marshall, K., et O. Butzbach, éd. 2003.** *New Social Policy Agendas for Europe and Asia: Challenges, Experience, and Lessons*. Washington, DC : Banque mondiale. [http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2003/02/07/000094946\\_03012804015776/Rendered/PDF/multi0page.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2003/02/07/000094946_03012804015776/Rendered/PDF/multi0page.pdf). Consulté le 22 mai 2014.
- Masset, E., et H. White. 2004.** « Are Chronically Poor People Being Left out of Progress towards the Millennium Development Goals? A Quantitative Analysis of Older People, Disabled People and Orphans ». *Journal of Human Development* 5(2): 279-97.
- McCain, M.N., J.F. Mustard, et K. McCuaig. 2011.** *Early Years Study 3: Making Decisions, Taking Action*. Toronto, Canada : Margaret & Wallace McCain Family Foundation. [www.misatoronto.ca/index.php/learning/exploring/resources/i\\_115\\_eyes3\\_en\\_2nd\\_072412.pdf](http://www.misatoronto.ca/index.php/learning/exploring/resources/i_115_eyes3_en_2nd_072412.pdf). Consulté le 18 mars 2014.
- McCain, M.N., J.F. Mustard, et D.S. Shanker. 2007.** *Early Years Study 2: Putting Science into Action*. Toronto, Canada : Council of Early Child Development. [http://earlylearning.ubc.ca/media/publications/early\\_years\\_study\\_2.pdf](http://earlylearning.ubc.ca/media/publications/early_years_study_2.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- McEwen, B.S. 2008.** « Understanding the Potency of Stressful Early Life Experiences on Brain and Body Function ». *Metabolism Clinical and Experimental* 57(2): S11–S15.
- McGee, R. et J. Gaventa. 2011.** « Shifting Power? Assessing the Impact of Transparency and Accountability Initiatives. » Working Paper 383. Institute of Development Studies, Brighton, Royaume-Uni. [http://r4d.dfid.gov.uk/PDF/Outputs/Mis\\_SPC/60827\\_Wp383McGeeGaventa.pdf](http://r4d.dfid.gov.uk/PDF/Outputs/Mis_SPC/60827_Wp383McGeeGaventa.pdf). Consulté le 24 avril 2014.

- McKenzie, D.J. 2003.** « How Do Households Cope with Aggregate Shocks? Evidence from the Mexican Peso Crisis ». *World Development* 31(7): 1179-99.
- McLaughlin, D.K., et L. Jensen. 2000.** « Work History and US Elders' Transitions into Poverty ». *Gerontologist* 40(4): 469-79.
- Mearns, R. et A. Norton, éd. 2010.** *Social Dimensions of Climate Change: Equity and Vulnerability in a Warming World*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Médecins Sans Frontières. 2013.** *Untangling the Web of Antiretroviral Price Reductions*. Genève. [http://d2pd3b5abq75bb.cloudfront.net/2013/09/11/10/25/44/896/MSF\\_Access\\_UTW\\_16th\\_Edition\\_2013.pdf](http://d2pd3b5abq75bb.cloudfront.net/2013/09/11/10/25/44/896/MSF_Access_UTW_16th_Edition_2013.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- Mejia-Mantilla, C. 2012.** « Mid-term and Long-term Effects of the 1998 Asian Crisis in Indonesia ». Université de Californie—Los Angeles.
- Meng, Q., et S. Tang. 2010.** « Universal Coverage of Health Care in China: Challenges and opportunities. » Document d'information 7 pour le *Rapport sur la santé dans le monde 2010*. Organisation mondiale de la santé, Genève.
- Milanovic, B. 2012.** « Global Income Inequality by the Numbers: In History and Now—An Overview. » Policy Research Working Paper 6259. Banque mondiale, Washington, DC.
- Miller, F. H. Osbahr, E. Boyd, F. Thomalla, S. Bharwani, G. Zeevogel, B. Walker, J. Birkmann, S. Van der Leeuw, J. Rockström, J. Hinkel, T. Downing, C. Folke et D. Nelson. 2010.** « Resilience and Vulnerability: Complementary or Conflicting Concepts? » *Ecology and Society* 15(3) : 11.
- Ministère britannique du développement international (DFID). 2001.** *Making Government Work for Poor People: Building State Capability*. Londres. [www.gsdrc.org/docs/open/tsp.pdf](http://www.gsdrc.org/docs/open/tsp.pdf). Consulté le 28 mars 2014.
- . 2010. « Building Peaceful States and Societies. » Rapport pratique du DFID. Londres. [www.gsdrc.org/docs/open/CON75.pdf](http://www.gsdrc.org/docs/open/CON75.pdf). Consulté le 15 mai 2014.
- Mkandawire, T. 2001.** « Social Policy in a Development Context. » Social Policy and Development Programme Paper 7. Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève.
- Mok, K., J. Lawler et S.B. Hinsz. 2009.** « Economic Shocks in Education: Analysis of the 1997 Asian Financial Crisis and Lessons for Today. » *Global Social Policy* 9(1 suppl) : 145–79.
- Molina, G., E. Ortiz, A. Reyes et P. Garcia. 2014.** « Human Development Outliers: Progress That is Resilient to Shocks. » Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Morissette, R., X. Zhang, et M. Frenette. 2007.** « Earnings Losses of Displaced Workers: Canadian Evidence from a Large Administrative Database on Firm Closures and Mass Lay-offs ». Analytical Studies Branch Research Paper. Catalogue n° 11F0019MIE – N° 291. Statistiques Canada, Ottawa. [www.statcan.gc.ca/pub/11f0019m/11f0019m2007291-eng.pdf](http://www.statcan.gc.ca/pub/11f0019m/11f0019m2007291-eng.pdf). Consulté le 24 mars 2014.
- Morrone, A., K. Scrivens, C. Smith et C. Balestra. 2011.** « Measuring Vulnerability and Resilience in OECD Countries. » Papier préparé pour la Conférence de l'ARIW-OCDE sur l'insécurité économique, 22-23 novembre, Paris.
- Morrow, V. 2013.** « Troubling Transitions? Young People's Experiences of Growing Up in Poverty in Rural Andhra Pradesh, India ». *Journal of Youth Studies* 16(1): 86-100.
- Müller, J. 2010.** « UN System Coordination: The Challenge of Working Together. » *Journal of International Organizations Studies* 1: 29–56.
- Munyaneza, J. 2013.** « Rwanda : Women Take 64 Percent Seats in Parliament. » *The New Times*, 19 septembre. <http://allafrica.com/stories/201309190110.html>. Consulté le 14 mai 2014.
- Muqtada, M. 1987.** « Special Employment Schemes in Rural Bangladesh: Issues and Perspective ». *Philippine Review of Economics* 24(3&4): 323-86.
- . 2010. « The Crisis of Orthodox Macroeconomic Policy: The Case for a Renewed Commitment to Full Employment. » Employment Working Paper 53. Organisation internationale du travail, Genève.
- Musgrave, R.A. 1959.** *Theory of Public Finance: A Study in Public Economy*. New York : McGraw-Hill.
- Mustard, J.F. 2006.** « Early Child Development and Experience-based Brain Development—The Scientific Underpinnings of the Importance of Early Child Development in a Globalized World ». Document préparé pour le Symposium international de la Banque mondiale : Early Child Development—A Priority for Sustained Economic Growth & Equity, 27-29 septembre, Washington, DC. [www.brookings.edu/views/papers/200602mustard.pdf](http://www.brookings.edu/views/papers/200602mustard.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- Naidoo, V. et M. Kongolo. 2004.** « Has Affirmative Action Reached South African Women? » *Journal of International Women's Studies* 6(1) : 124–36.
- Narayan, A., J. Saavedra-Chanduvi et S. Tiwari. 2013.** « Shared Prosperity: Links to Growth, Inequality and Inequality of Opportunity. » Policy Research Working Paper 6649. Banque mondiale, Washington, DC.
- Narayan, D. et P. Petesich, éd. 2007.** *Moving out of Poverty: Cross-Disciplinary Perspectives*. New York : Palgrave Macmillan.
- Narayan, D., R. Chambers, M.K. Shah et P. Petesich. 2000.** *Voices of the Poor: Crying Out for Change*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Naudé, W., A.U. Santos-Paulino, et M. McGillivray, éd. 2011.** *Fragile States: Causes, Costs, and Responses*. Oxford, Royaume-Uni: Oxford University Press.
- Naudeau, S., S. Martinez, P. Premand, et D. Filmer. 2011.** « Cognitive Development among Young Children in Low-Income Countries ». In H. Alderman, éd., *No Small Matter: The Impact of Poverty, Shocks and Human Capital Investments in Early Childhood Education*. Washington, DC : Banque mondiale. <http://siteresources.worldbank.org/EXTAFRREGTOPEDUCATION/Resources/444707-1291071725351/nosmallmatter.pdf>. Consulté le 19 mars 2014.
- Naylor, R. et W. Falcon. 2010.** « Food Security in an Era of Economic Volatility. » *Population and Development Review* 36(4) : 693-723.
- Nayyar, D. 2012.** « On Macroeconomics and Human Development. » *Journal of Human Development and Capabilities* 13(1) : 7–30.
- Nelson, C.A., N.A. Fox et C.H. Zeanah. 2014.** *Romania's Abandoned Children: Deprivation, Brain Development, and the Struggle for Recovery*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Nelson, K. 2004.** « Mechanisms of Poverty Alleviation: Anti-Poverty Effects of Non-Means-Tested and Means-Tested Benefits in Five Welfare States. » *Journal of European Social Policy* 14(4): 371-90.
- Newhouse, D. 2013.** « New Estimates of Youth Idleness and Employment Outcomes in Developing Countries ». Social Protection and Labor. Banque mondiale, Washington, DC.
- NICHD (Institut national de la santé de l'enfant et du développement humain) Early Child Care Research Network. 2006.** « Child-Care Effect Sizes for the NICHD Study of Early Child Care and Youth Development ». *American Psychologist* 61(2) : 99–116. [www.psy.miami.edu/faculty/dmessenger/c\\_c/rsrscs/rdgs/childcare/NICHD\\_EffectSizes\\_AmerPsy.2006.pdf](http://www.psy.miami.edu/faculty/dmessenger/c_c/rsrscs/rdgs/childcare/NICHD_EffectSizes_AmerPsy.2006.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- National Oceanic and Atmospheric Administration - NOAA - du Département américain du commerce. 2013.** « Hurricane Sandy Service Assessment. » Washington, DC. [www.nws.noaa.gov/os/assessments/pdfs/Sandy13.pdf](http://www.nws.noaa.gov/os/assessments/pdfs/Sandy13.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- Nussbaum, M.C. 2005.** « Women's Bodies: Violence, Security, Capabilities ». *Journal of Human Development* 6(2): 167–83. <https://www.amherst.edu/system/files/media/1556/Picq-%2520nussbaum-women%2527s%2520bodies.pdf>. Consulté le 28 mars 2014.
- O'Keefe, P., K. Westgate et B. Wisner. 1976.** « Taking the Naturalness out of Natural Disasters. » *Nature* 260(5552) : 566–67.
- O'Sullivan, R., K. Muggleston, et T. Allison. 2014.** « In This Together: The Hidden Cost of Young Adult Unemployment ». Policy Brief. Young Invincibles, Washington, DC.
- Observatoire IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre). 2013.** *Global Overview 2012: People Internally Displaced by Conflict and Violence*. Genève. [www.internal-displacement.org/publications/2013/global-overview-2012-people-internally-displaced-by-conflict-and-violence](http://www.internal-displacement.org/publications/2013/global-overview-2012-people-internally-displaced-by-conflict-and-violence). Consulté le 20 mars 2014.
- Ocampo, J.A., ed. 2006.** *Regional Financial Cooperation*. Washington, DC : Brookings Institution Press.
- . 2010. « Rethinking Global Economic and Social Governance. » *Journal of Globalization and Development* 1(1): 1-29.
- . 2013. « Global Economic and Social Governance and the United Nations System. » Initiative for Policy Dialogue Working Paper. New York. [http://policydialogue.org/files/publications/Global\\_Econ\\_and\\_UN\\_Ocampo\\_withCS.pdf](http://policydialogue.org/files/publications/Global_Econ_and_UN_Ocampo_withCS.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- Ocampo, J.A., et S. Griffith-Jones. 2007.** « A Counter-Cyclical Framework for a Development-Friendly International Financial Architecture. » Working Paper 39. Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, New York. [www.un.org/esa/desa/papers/2007/wp39\\_2007.pdf](http://www.un.org/esa/desa/papers/2007/wp39_2007.pdf). Consulté le 24 mars 2014.
- Ocampo, J.A., et J. Stiglitz. 2011.** « From the G-20 to a Global Economic Coordination Council. » *Journal of Globalization and Development* 2(2): 1-18.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2010.** « Gender Inequality and the MDGs: What are the Missing Dimensions? » Paris. [www.oecd.org/social/poverty/45987065.pdf](http://www.oecd.org/social/poverty/45987065.pdf). Consulté le 28 mars 2014.

- . **2011a.** « Growing Income Inequality in OECD Countries: What Drives It and How Can Policy Tackle It? » Forum de l'OCDE : Lutter contre les inégalités, 2 mai, Paris. [www.oecd.org/social/soc/47723414.pdf](http://www.oecd.org/social/soc/47723414.pdf). Consulté le 31 mars 2014.
- . **2011b.** *Pensions at a Glance 2011: Retirement Income Systems in OECD and G20 Countries*. Paris. [http://dx.doi.org/10.1787/pension\\_glance-2011-en](http://dx.doi.org/10.1787/pension_glance-2011-en). Consulté le 26 mars 2014.
- . **2011c.** *Transparence fiscale 2011: Rapport sur les progrès*. Paris. [www.oecd.org/tax/transparency/48981620.pdf](http://www.oecd.org/tax/transparency/48981620.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- . **2012.** « Think Global, Act Global: Confronting Global Factors that Influence Conflict and Fragility. » Résumé du Forum politique de Berlin du 15-16 novembre, Berlin.
- . **2013a.** *Plan d'action concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices*. Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264202719-en>. Consulté le 24 mars 2014.
- . **2013b.** « Crisis Squeezes Income and Puts Pressure on Inequality and Poverty: Results from the OECD Income Distribution Database (May 2013). » Paris. [www.oecd.org/els/soc/OECD2013-Inequality-and-Poverty-8p.pdf](http://www.oecd.org/els/soc/OECD2013-Inequality-and-Poverty-8p.pdf). Consulté le 15 mai 2014.
- . **2013c.** *Education at a Glance 2013: OECD Indicators*. Paris.
- . **2013d.** *Perspectives de l'emploi 2013*. Paris.
- . **2013e.** *Health at a Glance 2013: OECD Indicators*. Paris.
- . **2013f.** « Unemployment Set to Remain High in OECD Countries through 2014 – Youth and Low-skilled Hit Hardest. » [www.oecd.org/employment/unemployment-set-to-remain-high-in-oecd-countries-through-2014youth-and-low-skilled-hit-hardest.htm](http://www.oecd.org/employment/unemployment-set-to-remain-high-in-oecd-countries-through-2014youth-and-low-skilled-hit-hardest.htm). Consulté le 14 mai 2014.
- . **n.d.** Base de données sur les dépenses sociales. Paris. [www.oecd.org/social/expenditure.htm](http://www.oecd.org/social/expenditure.htm). Consulté le 20 mars 2014.
- Odagiri, H., A. Goto, A. Sunami, et R.R. Nelson. 2012.** *Intellectual Property Rights, Development, and Catch Up: An International Comparative Study*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- ODI (Institut pour le développement outre-mer). 2008.** « The Indian National Rural Employment Guarantee Act: Will It Reduce Poverty and Boost the Economy? » Note d'information sur le projet n°7. Londres.
- Ogata, S. et A. Sen. 2003.** *Human Security Now: Protecting and Empowering People*. New York : Commission sur la sécurité humaine.
- OIT (Organisation internationale du travail). 1952.** « Social Security (Minimum Standards) Convention. » [www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0:NO:12100:P12100\\_IL0\\_CODE:C102](http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0:NO:12100:P12100_IL0_CODE:C102). Consulté le 20 mars 2014.
- . **2006a.** Changements dans le monde du travail. Conférence internationale du travail. 95ème session. Genève. <http://www.ilo.org/public/english/standards/relm/ilc/ilc95/pdf/rep-i-c.pdf>. Consulté le 22 mai 2014
- . **2006b.** « La sécurité sociale pour tous : un investissement dans le développement social et économique mondial. Document de nature consultative. » Questions de protection sociale. Document de réflexion 16 Genève.
- . **2008.** « Est-ce que les pays à faible revenu peuvent prendre en charge un niveau de base de sécurité sociale ? » Campagne mondiale sur la sécurité sociale et la couverture pour tous. Document 3. Département de la sécurité sociale, Genève.
- . **2009.** « Protéger les personnes, promouvoir l'emploi : de la réponse à la crise à la reprise et à la croissance durable. » Communication du Directeur général du BIT aux dirigeants des pays du G20, Sommet de Pittsburgh, 24-25 septembre, Pittsburgh, PA.
- . **2010a.** *Constitution de l'Organisation internationale du travail et textes choisis*. Genève : Bureau international du travail. [www.ilo.org/public/english/bureau/leg/download/constitution.pdf](http://www.ilo.org/public/english/bureau/leg/download/constitution.pdf). Consulté le 25 mars 2014.
- . **2010b.** « Pioneering a System of Migration Management in Asia: The Republic of Korea's Employment Permit System Approach to Decent Work. » Genève. [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/publication/wcms\\_145630.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/publication/wcms_145630.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- . **2010c.** *World Social Security Report 2010/11*. Genève : Bureau international du travail. [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_146566.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_146566.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- . **2011a.** « Conclusions concernant la discussion récurrente sur la protection sociale (sécurité sociale). » Adoptées à la 100ème session de la Conférence internationale du travail, Genève.
- . **2011b.** *Socle de protection sociale pour une mondialisation juste et inclusive*. Rapport du Groupe consultatif présidé par Michelle Bachelet, convenu par l'OIT en partenariat avec l'OMS. Genève : Bureau international du travail.
- . **2012a.** *Global Employment Trends for Youth 2012*. Genève : Bureau international du travail. [www.ilo.org/w-mp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms\\_180976.pdf](http://www.ilo.org/w-mp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_180976.pdf). Consulté le 21 mars 2014.
- . **2012b.** « Mise à jour statistique sur l'emploi dans l'économie informelle. » Bureau international du travail, Genève. [http://laborsta.ilo.org/applv8/data/INFORMAL\\_ECONOMY/2012-06-Statistical%20update%20-%20v2.pdf](http://laborsta.ilo.org/applv8/data/INFORMAL_ECONOMY/2012-06-Statistical%20update%20-%20v2.pdf). Consulté le 15 mai 2014.
- . **2012c.** *World of Work Report 2012*. Genève : Bureau international du travail. [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_179453.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_179453.pdf). Consulté le 25 mars 2014.
- . **2013a.** *Global Employment Trends 2013: Recovering from a Second Jobs Dip*. Genève : Bureau international du travail. [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_202326.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_202326.pdf). Consulté le 21 mars 2014.
- . **2013b.** *Global Employment Trends for Youth 2013: A Generation at Risk*. Genève : Bureau international du travail. [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms\\_212423.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_212423.pdf). Consulté le 21 mars 2014.
- . **2013c.** *Global Wage Report 2012/2013: Wages and Equitable Growth*. Genève : Bureau international du travail.
- . **2013d.** *Key Indicators of the Labour Market*. 8ème éd. Genève : Bureau international du travail.
- . **2013e.** *World of Work Report 2013: Repairing the Economic and Social Fabric*. Genève : Bureau international du travail. [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms\\_214476.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_214476.pdf). Consulté le 24 mars 2014.
- . **2014.** *Global Employment Trends 2014: The Risk of a Jobless Recovery*. [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_233953.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_233953.pdf). Consulté le 21 avril 2014.
- . **n.d.** « Informal Economy. » [www.ilo.int/global/topics/employment-promotion/informal-economy/](http://www.ilo.int/global/topics/employment-promotion/informal-economy/). Consulté le 14 mai 2014.
- OIT (Organisation internationale du travail) et PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 2011.** « Inclusive and Resilient Development: The Role of Social Protection. » Document préparé pour le groupe de travail du G20 sur le développement. Genève.
- OMS (Organisation mondiale de la santé). 2000.** « Reproductive Health during Conflict and Displacement: A Guide for Programme Managers ». Genève. [http://whqlibdoc.who.int/hq/2001/WHO\\_RHR\\_00.13.pdf?ua=1](http://whqlibdoc.who.int/hq/2001/WHO_RHR_00.13.pdf?ua=1). Consulté le 20 mars 2014.
- . **2002.** *World Health Report 2002: Reducing Risks, Promoting Healthy Life*. Genève. [www.who.int/whr/2002/en/whr02\\_en.pdf](http://www.who.int/whr/2002/en/whr02_en.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- . **2007.** *Women, Ageing and Health: A Framework for Action*. Genève. [http://whqlibdoc.who.int/publications/2007/9789241563529\\_eng.pdf](http://whqlibdoc.who.int/publications/2007/9789241563529_eng.pdf). Consulté le 26 mars 2014.
- . **2010.** *Le fardeau mondial des maladies 2010*. Genève.
- . **2011a.** *Gender, Climate Change and Health*. Genève.
- . **2011b.** *World Report on Disability*. Genève. [http://whqlibdoc.who.int/publications/2011/9789240685215\\_eng.pdf](http://whqlibdoc.who.int/publications/2011/9789240685215_eng.pdf). Consulté le 30 mars 2014.
- . **2013a.** « Global Leaders Support New Six-year Plan to Deliver a Polio-free World by 2018. » Communiqué de presse. 25 avril. [www.who.int/mediacentre/news/releases/2013/polio\\_six\\_year\\_plan\\_20130425/en/](http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2013/polio_six_year_plan_20130425/en/). Consulté le 20 mars 2014.
- . **2013b.** « Global and Regional Estimates of Violence against Women: Prevalence and Health Effects of Intimate Partner Violence and Nonpartner Sexual Violence ». Genève. [http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/85239/1/9789241564625\\_eng.pdf](http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/85239/1/9789241564625_eng.pdf). Consulté le 28 mars 2014.
- OMT (Organisation mondiale du commerce). 2001.** « Déclaration ministérielle ». WT/MIN(01)/DEC/1. [www.wto.org/english/thewto\\_e/minist\\_e/min01\\_e/mindecl\\_e.pdf](http://www.wto.org/english/thewto_e/minist_e/min01_e/mindecl_e.pdf). Consulté le 13 mai 2014.
- . **2013.** Neuvième Conférence ministérielle. <https://mc9.wto.org>. Consulté le 24 mars 2014.
- Ono, Y., et D. Sullivan. 2013.** « Manufacturing Plants' Use of Temporary Workers: An Analysis Using Census Micro Data ». *Industrial Relations: A Journal of Economy and Society* 52(2): 419-43. [ftp://tigerline.census.gov/ces/wp/2008/CES-WP-08-40.pdf](http://tigerline.census.gov/ces/wp/2008/CES-WP-08-40.pdf). Consulté le 24 mars 2014.
- ONU (Organisation des Nations Unies). 1948.** Déclaration universelle des droits de l'homme G.A. Res. 217A(III), U.N. GAOR, 3ème Sess., U.N. Doc. A/810 (10 décembre 1948). [www.un.org/en/documents/udhr/](http://www.un.org/en/documents/udhr/). Consulté le 20 mars 2014.
- . **1966.** « Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. » G.A. res. 2200A (XXI), 21

- U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 49, U.N. Doc. A/6316 (1966). [www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx](http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx). Consulté le 20 mars 2014.
- . **1989.** « Convention relative aux droits de l'enfant. » GA res. 44/25, annexe, 44 UN GAOR Supp. (No. 49) at 167, U.N. Doc. A/44/49 (1989). [www.un.org/documents/ga/res/44/a44r025.htm](http://www.un.org/documents/ga/res/44/a44r025.htm). Consulté le 20 mars 2014.
- . **1995.** « Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes » 4–15 septembre, Beijing. [www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/Beijing%20full%20report%20E.pdf](http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/Beijing%20full%20report%20E.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- . **2000.** « Déclaration du Millénaire ». [www.un.org/millennium/declaration/ares552e.htm](http://www.un.org/millennium/declaration/ares552e.htm). Consulté le 20 mars 2014.
- . **2005.** *World Summit Outcome (A/60/L.1) 15 September, 2005*. New York. [www.un.org/womenwatch/ods/A-RES-60-1-E.pdf](http://www.un.org/womenwatch/ods/A-RES-60-1-E.pdf). Consulté le 25 mars 2014.
- . **2006.** « Convention relative aux droits des personnes handicapées. » [www.un.org/disabilities/default.asp?id=259](http://www.un.org/disabilities/default.asp?id=259). Consulté le 20 mars 2014.
- . **2009.** « The Social Protection Floor ». [www.un.org/ga/second/64/socialprotection.pdf](http://www.un.org/ga/second/64/socialprotection.pdf) Accessed 20 March 2014.
- . **2012a.** « Rapport du rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme. » A/67/278. New York.
- . **2012b.** « Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 27 juillet 2012 : Résolution 66 (288) : L'avenir que nous voulons. » Soixante-sixième session de l'Assemblée générale. New York. [www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/66/288&Lang=E](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/66/288&Lang=E). Consulté le 27 mars 2014.
- . **2013a.** « Déclaration du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement. » Soixante-huitième session de l'Assemblée Générale. New York. [www.iom.int/files/live/sites/iom/files/What-We-Do/docs/Final-Declaration-2013-En.pdf](http://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/What-We-Do/docs/Final-Declaration-2013-En.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- . **2013b.** *A New Global Partnership: Eradicate Poverty and Transform Economies through Sustainable Development. Rapport du Groupe de haut niveau d'éminentes personnalités pour l'agenda pour le développement post-2015*. New York.
- . **2013c.** « Le partenariat mondial pour le développement : les défis à relever ». Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement Rapport 2013. New York. [http://www.un.org/en/development/desa/policy/mdg\\_gap/mdg\\_gap2013/mdg\\_report\\_2013\\_fr.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/policy/mdg_gap/mdg_gap2013/mdg_report_2013_fr.pdf) Consulté le 20 mars 2014.
- . **2013d.** « Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 9 juillet 2013 : Résolution 67 (290) : Structure et modalités de fonctionnement du forum politique de haut niveau pour le développement durable. » Soixante-septième session de l'Assemblée générale. New York. [www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/67/290](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/67/290). Consulté le 27 mars 2014.
- . **2013e.** « Resolution Adopted by the General Assembly on 20 September 2013: Resolution 61/16 on 'Strengthening of the Economic and Social Council'. » Soixante-huitième session de l'Assemblée Générale. New York. [www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/61/16](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/61/16). Consulté le 27 mars 2014.
- . **2014a.** « Conférence Mondiale des Nations Unies sur les Peuples Autochtones. » <http://wvip2014.org/background>. Consulté le 20 mars 2014.
- . **2014b.** *World Population Prospects: The 2012 Revision*. New York. <http://esa.un.org/wpp/Excel-Data/population.htm>. Consulté le 18 février 2014.
- ONU (Organisation des Nations Unies) Centre des Nouvelles. 2013a.** « States Must Prioritize Migrants' Human Rights, UN Independent Experts Reiterate. » 7 octobre. [www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=46206&Cr=Italy&Cr1=&Kw1=lampedusa&Kw2=&Kw3=#.UOXDET\\_XI25](http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=46206&Cr=Italy&Cr1=&Kw1=lampedusa&Kw2=&Kw3=#.UOXDET_XI25). Consulté le 20 mars 2014.
- . **2013b.** « Australia's Transfer of Asylum-seekers to Pacific Islands Faulted in UN Reports. » 26 novembre. [www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=46596&Cr=asylum&Cr1](http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=46596&Cr=asylum&Cr1). Consulté le 20 mars 2014.
- ONU DAES (Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies). 2009.** *La situation des peuples autochtones dans le monde*. New York. [www.un.org/esa/socdev/unpfi/documents/SOWIP\\_web.pdf](http://www.un.org/esa/socdev/unpfi/documents/SOWIP_web.pdf). Consulté le 28 mars 2014.
- . **2013a.** « LDC Information: The Criteria for Identifying Least Developed Countries. » [www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/ldc/ldc\\_criteria.shtml](http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/ldc/ldc_criteria.shtml). Consulté le 14 mai 2014.
- . **2013b.** *Report on World Social Situation 2013: Inequality Matters*. New York.
- ONU Habitat (Programme des Nations Unies pour les établissements humains). 2011.** *Cities and Climate Change: Global Report on Human Settlements 2011*. Nairobi. <http://mirror.unhabitat.org/pmss/listItemDetails.aspx?publicationID=3086>. Consulté le 24 mars 2014.
- Onyango, M.A., B.L. Hixson, and S. McNally. 2013.** « Minimum Initial Service Package (MISP) for Reproductive Health during Emergencies: Time for a New Paradigm. » *Global Public Health* 8(3) : 342–56.
- Ortiz, I., S. Burke, M. Berrada, et H. Cortés. 2013.** « Les manifestations dans le monde 2006-2013. » Document de travail. Initiative for Policy Dialogue et Friedrich-Ebert-Stiftung, New York. [http://policydialogue.org/files/publications/World\\_Protests\\_2006-2013-Complete\\_and\\_Final\\_4282014.pdf](http://policydialogue.org/files/publications/World_Protests_2006-2013-Complete_and_Final_4282014.pdf). Consulté le 24 mars 2014.
- Østby, G. 2008a.** « Inequalities, the Political Environment and Civil Conflict: Evidence from 55 Developing Countries ». In F. Stewart, éd., *Horizontal Inequalities and Conflict: Understanding Group Violence in Multiethnic Societies*. Basingstoke, Royaume-Uni : Palgrave Macmillan.
- . **2008b.** « Polarization, Horizontal Inequalities and Violent Civil Conflict. » *Journal of Peace Research* 45(2) : 143–62.
- Paardekooper, B., J.T.V.M. De Jong, et J.M.A. Hermans. 1999.** « The Psychological Impact of War and the Refugee Situation on South Sudanese Children in Refugee Camps in Northern Uganda: An Exploratory Study ». *Journal of Child Psychology and Psychiatry* 40(4): 529-36.
- Paci, P., A. Revenga et B. Rijkers. 2011.** « Coping with Crises: Policies to Protect Employment and Earnings. » *Vox*, 19 avril. [www.voxeu.org/article/](http://www.voxeu.org/article/) coping-crises-policies-protect-employment-and-earnings. Consulté le 15 mai 2014.
- Palme, J. 2006.** « Welfare States and Inequality: Institutional Designs and Distributive Outcome. » *Research in Social Stratification and Mobility* 24(4): 387-403.
- Pardee Center for International Futures. 2013.** « Development-Oriented Policies and Alternative Human Development Paths ». In K. Malik et M. Kugler, éd., *Human Progress and the Rising South*. New York : Programme des Nations Unies pour le développement.
- Park, Y.C. 2006.** « Regional Financial Integration in East Asia: Challenges and Prospects. Regional Financial Cooperation. » In J.A. Ocampo, ed., *Regional Financial Cooperation*. Washington DC: Brookings Institution Press.
- Chambre haute du parlement de l'Inde. 2013.** *One Hundred and Sixty Seventh Report on the Criminal Law (Amendment) Bill, 2012*. New Delhi : Secrétariat du Rajya Sabha. [www.prsindia.org/uploads/media/Criminal%20Law/SCR%20Criminal%20Law%20Bill.pdf](http://www.prsindia.org/uploads/media/Criminal%20Law/SCR%20Criminal%20Law%20Bill.pdf). Consulté le 28 mars 2014.
- Parlow, A. 2012.** « Armed Conflict and Children's Health – Exploring New Directions: The Case of Kashmir ». MPRA Paper 38033. Munich Personal RePEc Archive, Munich, Allemagne. [http://mpra.ub.uni-muenchen.de/38033/1/MPRA\\_paper\\_38033.pdf](http://mpra.ub.uni-muenchen.de/38033/1/MPRA_paper_38033.pdf). Consulté le 28 mars 2014.
- Paxson, C., et N. Schady. 2007.** « Cognitive Development among Young Children in Ecuador: The roles of Wealth, Health and Parenting ». Policy Research Working Paper 3605. Banque mondiale, Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/8929>. Consulté le 19 mars 2014.
- Pells, K. 2011.** « Poverty and Gender Inequalities: Evidence from Young Lives ». Young Lives Policy Paper 3. Université d'Oxford, département de Développement international, Oxford, Royaume-Uni.
- Pereda, N., G. Guilera, M. Fornes, et J. Gómez-Benito. 2009.** « The Prevalence of Child Sexual Abuse in Community and Student Samples: A Meta-analysis ». *Clinical Psychology Review* 29(4): 328–38.
- Pick, S., et J. Sirkin. 2010.** *Breaking the Poverty Cycle: The Human Basis for Sustainable Development*. New York : Oxford University Press.
- Pineda, J. 2013.** « Sustainability and Human Development: A Proposal for a Sustainability Adjusted Human Development Index. » *Theoretical and Practical Research in Economic Fields* 3(2) : 71-98.
- Pineda, J., et F. Rodríguez. 2006a.** « The Political Economy of Investment in Human Capital ». *Economics of Governance* 7: 167-93.
- . **2006b.** « L'investissement public dans l'infrastructure et croissance de la productivité : Données du secteur de la fabrication du Venezuela. » Wesleyan Economics Working Paper 2006-010. Wesleyan University, Middletown, CT.
- Pinheiro, P.S. 2006.** *World Report on Violence against Children*. Secrétariat des Nations Unies - Étude générale sur la violence envers les enfants. New York : Nations Unies. [www.unicef.org/lac/full\\_text\(3\).pdf](http://www.unicef.org/lac/full_text(3).pdf). Consulté le 21 mars 2014.
- Plan International. 2012.** *State of the World's Girls 2012: Learning for Life*. Rapport élaboré pour la campagne « Because I Am a Girl ». Woking, Royaume-Uni. <http://plan-international.org/girls/pdfs/2012-report/>

The-State-of-the-World-s-Girls-Learning-for-Life-Plan-International-2012.pdf. Consulté le 21 mars 2014.

**PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 1990.** *Rapport sur le développement humain 1990*. New York.

———. **1993.** *Rapport sur le développement humain 1993 : La participation populaire*. New York

———. **1994.** *Rapport sur le développement humain 1994 : Nouvelles dimensions de la sécurité humaine*. New York.

———. **2003.** *Assessment of Micro-Macro Linkages in Poverty Alleviation: South Asia*. Bureau de l'évaluation du PNUD, New York.

———. **2005.** *Costa Rica National Human Development Report: Overcoming Fear: Citizen (In)security and Human Development in Costa Rica*. New York. [http://hdr.undp.org/sites/default/files/costa\\_rica\\_2005\\_en.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/costa_rica_2005_en.pdf). Consulté le 31 mars 2014.

———. **2009a.** *Community Security and Social Cohesion: Towards a UNDP Approach*. Genève.

———. **2009b.** *Rapport sur le développement humain 2009 : Lever les barrières : mobilité et développement humains*. New York : Palgrave Macmillian. [http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/269/hdr\\_2009\\_en\\_complete.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/269/hdr_2009_en_complete.pdf). Consulté le 31 mars 2014.

———. **2010.** *Rapport sur le développement humain 2010 : La vraie richesse des nations : les chemins du développement humain*. New York.

———. **2011a.** *Rapport sur le développement humain 2011 : Durabilité et équité : un meilleur avenir pour tous*. New York.

———. **2011b.** « Illicit Financial Flows from the Least Developed Countries 1990-2008. » Discussion Paper. New York. [http://www.ginbot7.org/pdf/IFFs\\_from\\_LDCs\\_web.pdf](http://www.ginbot7.org/pdf/IFFs_from_LDCs_web.pdf). Consulté le 24 mars 2014.

———. **2011c.** *Construire des socles de protection sociale : partage d'expériences novatrices*. New York.

———. **2011d.** *Vers une plus grande résilience : soutenir les progrès des OMD en période d'incertitude économique*. New York.

———. **2012a.** *Rapport sur le développement humain en Afrique 2012 : Vers une sécurité alimentaire durable*. [www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/Africa%20HDR/UNDP-Africa%20HDR-2012-EN.pdf](http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/Africa%20HDR/UNDP-Africa%20HDR-2012-EN.pdf). Consulté le 20 mars 2014.

———. **2012b.** *Caribbean Human Development Report 2012: Human Development and the Shift to Better Citizen Security*. New York. [www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/Latin%20America%20and%20Caribbean%20HDR/C\\_bean\\_HDR\\_Jan25\\_2012\\_3MB.pdf](http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/Latin%20America%20and%20Caribbean%20HDR/C_bean_HDR_Jan25_2012_3MB.pdf). Consulté le 31 mars 2014.

———. **2012c.** *Governance for Peace: Securing the Social Contract*. New York. [www.undp.org/content/dam/undp/library/crisis%20prevention/governance-for-peace\\_2011-12-15\\_web.pdf](http://www.undp.org/content/dam/undp/library/crisis%20prevention/governance-for-peace_2011-12-15_web.pdf). Consulté le 24 mars 2014.

———. **2012d.** *Seeing Beyond the State: Grassroots Women's Perspectives on Corruption and Anti-corruption*. New York.

———. **2012e.** *Somalia National Human Development Report: Empowering Youth for Peace and Development*. New York. [www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/Arab%20States/HDR-Somalia-2012-E.pdf](http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/Arab%20States/HDR-Somalia-2012-E.pdf). Consulté le 21 mars 2014.

———. **2013a.** *Rapport sur le développement humain 2013 : L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié*. New York.

———. **2013b.** *Informe Regional de Desarrollo Humano 2013-2014: Seguridad Ciudadana con Rostro Humano: Diagnóstico y Propuestas para América Latina*. New York. [www.undp.org/content/dam/rblac/img/IDH/IDH-AL%20Informe%20completo.pdf](http://www.undp.org/content/dam/rblac/img/IDH/IDH-AL%20Informe%20completo.pdf). Consulté le 21 mars 2014.

———. **2013c.** *Le rapport des objectifs du Millénaire pour le développement 2013*. New York.

———. **2013d.** *Preventing Crisis, Enabling Recovery: A Review of UNDP's Work in Conflict and Disaster-Affected Countries: 2012*. New York. [www.undp.org/content/dam/undp/library/crisis%20prevention/BCPR\\_isuu-sm.pdf](http://www.undp.org/content/dam/undp/library/crisis%20prevention/BCPR_isuu-sm.pdf). Consulté le 15 mai 2014.

———. **2014.** *L'humanité divisée : Combattre les inégalités dans les pays en développement*. New York.

**PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), Banque mondiale, et CE (Commission Européenne). 2011.** « Roma Data. » [www.eurasia.undp.org/content/rbec/en/home/ourwork/povertyreduction/roma-in-central-and-southeast-europe/roma-data/](http://www.eurasia.undp.org/content/rbec/en/home/ourwork/povertyreduction/roma-in-central-and-southeast-europe/roma-data/). Consulté le 28 mars 2014.

**Polanyi, K. 1944.** *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*. Boston, MA : Beacon Press.

**Polk, W.R. 2013.** *Humpty Dumpty: The Fate of Regime Change*. Stone, Royaume-Uni : Panda Press.

**Pollock, R. 2006.** *The Value of the Public Domain*. Londres : Institute for Public Policy Research. [http://rufuspollock.org/papers/value\\_of\\_public\\_domain.ippr.pdf](http://rufuspollock.org/papers/value_of_public_domain.ippr.pdf). Consulté le 27 mars 2014.

**Posel, D., J.A. Fairburn et F. Lund. 2006.** « Labour Migration and Households: A Reconsideration of the Effects of the Social Pension on Labour Supply in South Africa. » *Economic Modelling* 23(5) : 836-53.

**Projet Minorités à risque. 2014.** Base de données. Université du Maryland, Center for International Development and Conflict Management. College, Park, MD. [www.cidcm.umd.edu/mar/data.asp](http://www.cidcm.umd.edu/mar/data.asp). Consulté le 28 avril 2014.

**Raman, A.V. et J.W. Björkman. 2008.** « Public-Private Partnership in Health Care Services in India. » *Health Administrator* 21(1-2) : 62-77.

**Ratha, D., C. Eigen-Zucchi, S. Plaza, H. Wyss, et S. Yi. 2013.** « Migration and Remittance Flows: Recent Trends and Outlook, 2013-2016. » Migration and Development Brief 21. Banque mondiale, Washington, DC. <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1288990760745/MigrationandDevelopmentBrief21.pdf>. Consulté le 24 mars 2014.

**Reinalda, B., ed. 2013.** *Routledge Handbook of International Organization*. Londres : Routledge.

**Reinhart, C. 2012.** *A Series of Unfortunate Events: Common Sequencing Patterns in Financial Crises*. Working Paper 17941. Cambridge, MA : National Bureau of Economic Research.

**Reinschler, J.E. 2013.** « Why Resilience Matters: The Poverty Impacts of Disasters ». Policy Research Working Paper 6699. Banque mondiale, Washington, DC. <http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-6699>. Consulté le 26 mars 2014.

**Revin, A. 2012.** « Beyond Rio: Pursuing 'Ecological Citizenship.' » *New York Times*, 25 Juin.

**Ringen, S. 1988.** « Direct and Indirect Measures of Poverty. » *Journal of Social Policy* 17(3) : 351-65.

**Robinson, A., V. Scherrer, et A. Gormally. 2013.** « Disability and Vulnerability: A Primer ». Disability-inclusive DRR Network for Asia and the Pacific partners. [www.didrrn.net/home/files/3613/8614/3327/DiDRRN\\_GP\\_vulnerability\\_primer\\_v.fin.pdf](http://www.didrrn.net/home/files/3613/8614/3327/DiDRRN_GP_vulnerability_primer_v.fin.pdf). Consulté le 24 mars 2014.

**Rockström, J., W. Steffen, K. Noone, Å. Persson, F. Chapin, E. Lambin, T. Lenton, M. Scheffer, C. Folke, H. Schellnhuber, B. Nykvist, C. De Wit, T. Hughes, S. van der Leeuw, H. Rodhe, S. Sörlin, P. Snyder, R. Costanza, U. Svedin, M. Falkenmark, L. Karlberg, R. Corell, V. Fabry, J. Hansen, B. Walker, D. Liverman, K. Richardson, P. Crutzen et J. Foley. 2009.** « Planetary Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for Humanity. » *Ecology and Society* 14(2) : 32.

**Rodrik, D. 2000.** « Participatory Politics, Social Cooperation, and Economic Stability. » *American Economic Review* 90 (2) : 140-44. <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.298.5443&rep=rep1&type=pdf>. Consulté le 15 mai 2014.

**Roemer, J.E. 1993.** « A Pragmatic Approach to Responsibility for the Egalitarian Planner. » *Philosophy and Public Affairs* 22(2) : 146-66.

**Rolleston, C., et Z. James. 2011.** « The Role of Schooling in Skill Development: Evidence from Young Lives in Ethiopia, India, Peru and Vietnam ». Document commandé pour le *Education for All Global Monitoring Report 2012*. [www.younglives.org.uk/files/policy-papers/role-of-schooling-in-skill-development](http://www.younglives.org.uk/files/policy-papers/role-of-schooling-in-skill-development). Consulté le 21 mars 2014.

**Rothstein, B. 2001.** « Social Capital in the Social Democratic Welfare State. » *Politics and Society* 29(2) : 207-41.

**Roxburgh, C. et J. Mischke. 2011.** « *European Growth and Renewal: The Path from Crisis to Recovery*. » McKinsey Global Institute. [www.mckinsey.com/insights/europe/european\\_growth\\_and\\_renewal\\_path\\_to\\_recovery](http://www.mckinsey.com/insights/europe/european_growth_and_renewal_path_to_recovery). Consulté le 22 avril 2014.

**Sander, R. et S. Taylor Jr. 2012.** *Mismatch: How Affirmative Action Hurts Students It's Intended to Help, and Why Universities Won't Admit It*. New York : Basic Books.

**Sandler, T., M. Arce, et G. Daniel. 2002.** « Cadre conceptuel pour une meilleure compréhension des biens publics mondiaux et transnationaux pour la santé. » *Études fiscales* 23(2) : 195-222.

**Sassen, S. 2006.** *Territory, Authority, Rights: From Medieval to Global Assemblages*. Vol. 7. Princeton, NJ : Princeton University Press.

**Schmieder, J.F., T.M. von Wachter, et S. Bender. 2009.** « The Effects of Unemployment Insurance on Labour Supply and Search Outcomes: Regression Discontinuity Estimates from Germany ». Document d'analyse 0910-08. Université de Columbia, département d'économie, New York. <http://doku.iab.de/discussionpapers/2010/dp0410.pdf>. Consulté le 24 mars 2014.

**Schroder-Butterfill, E., et R. Marianti. 2006.** « A Framework for Understanding Old-age Vulnerabilities ». *Ageing & Society* 26(1) : 9-35. <http://journals.cambridge.org/action/displayFulltext?type=1&fid=371433&jid=ASO&volumeId=26&issueId=01&aid=371432&bodyId=&membershipNumber=&societyETOCSession>. Consulté le 17 mars 2014.

- Sebastian, H. 2009.** « The Culture of Fear and Control in Costa Rica: Crime Statistics and Law Enforcement. » Working Paper 104. Institut allemand des affaires internationales, Hambourg, Allemagne.
- Seitz, S. 2013.** « Indigenous Peoples and the Process of Decentralization: Conflicting Interests Regarding Upland Resource Management in Palawan Province/Philippines. » Rapport occasionnel 13. Université de Freiburg, Allemagne. [https://areastudies.uni-freiburg.de/Content/files/occasional-paper-series/op13\\_seitz.pdf/at\\_download/file](https://areastudies.uni-freiburg.de/Content/files/occasional-paper-series/op13_seitz.pdf/at_download/file). Consulté le 16 mai 2014.
- Sen, A. 1992.** *Repenser l'inégalité*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- . **1999.** « Democracy as a Universal Value. » *Journal of Democracy* 10(3) : 3-17.
- . **2013.** « The Ends and Means of Sustainability. » *Journal of Human Development and Capabilities* 14(1) : 6-20.
- Sen, A., J. Stiglitz et J. Fitoussi. 2009.** *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*. Paris.
- Sen, P. 1998.** « Violence against Women. » *Gender and Development* 6(3) : 7-16.
- Service de recherche du parlement européen. 2013.** « Women in Politics: Background Notes on 12 Countries ». Bruxelles. [www.europarl.europa.eu/eplibrary/EPRS-Background-Notes.pdf](http://www.europarl.europa.eu/eplibrary/EPRS-Background-Notes.pdf). Consulté le 28 mars 2014.
- Shonkoff, J.P., et D.A. Phillips. 2000.** *From Neurons to Neighborhoods: The Science of Early Childhood Development*. Washington DC: National Academy Press.
- Shonkoff, J.P., et L. Richter. 2013.** « The Powerful Reach of Early Childhood Development ». In P. Rebello Britto, P.L. Engle, et C.M. Super, éd., *Handbook of Early Childhood Development. Research and Its Impact on Global Policy*. New York : Oxford University Press.
- Shonkoff, J.P., L. Richter, J. van der Gaag, et Z.A. Bhutta. 2012.** « The Biology of Adversity: Building an Integrated Science of Child Survival, Early Childhood Development, and Human Capital Formation ». *Pediatrics* 129(2) : 1-13.
- Sierra Leone, Ministère des Finances et du Développement économique, Bureau de coordination de l'aide au développement. 2013.** *Republic of Sierra Leone Fragility Assessment*. Freetown. [www.newdeal4peace.org/wp-content/uploads/2013/05/Fragility-Assessment-SierraLeone-border-180313.pdf](http://www.newdeal4peace.org/wp-content/uploads/2013/05/Fragility-Assessment-SierraLeone-border-180313.pdf). Consulté le 24 mars 2014.
- Sinclair, A.R.E., et J.M. Fryxell. 1985.** « The Sahel of Africa: Ecology of a Disaster. » *Canadian Journal of Zoology* 63 : 987-94.
- Smith, J.P., G. Teruel, T. Duncan, K. Beegle, et E. Frankenberg. 2002.** « Wages, Employment and Economic Shocks: Evidence from Indonesia ». *Journal of Population Economics* 15(1) : 161-93. [http://scholar.google.com/scholar\\_url?hl=it&q=http://www.dtic.mil/cgi-bin/GetTRDoc%3FAD%3DADA385386&sa=X&scisig=AAGBfm327yptkIH6W6JPHV92yhl2HFA&oi=scholar](http://scholar.google.com/scholar_url?hl=it&q=http://www.dtic.mil/cgi-bin/GetTRDoc%3FAD%3DADA385386&sa=X&scisig=AAGBfm327yptkIH6W6JPHV92yhl2HFA&oi=scholar). Consulté le 24 mars 2014.
- Sobhan, R. 2014.** « Vulnerability Traps and Their Effects on Human Development. » Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Somavia, J. 2013.** *The Meaning of Decent Work*. Genève : Bureau international du travail.
- Stephan, G. 2009.** « Employer Wage Subsidies and Wages in Germany: Some Evidence from Individual Data. » Document d'analyse 9/2009. Agence fédérale pour l'emploi, Institut de recherche sur le marché du travail, Nuremberg, Allemagne.
- Stephens, A.H. 1997.** « Persistent Effects of Job Displacement: The Importance of Multiple Job Losses ». *Journal of Labour Economics* 15(1) : 165-88. [www.jstor.org/stable/2535319?seq=1](http://www.jstor.org/stable/2535319?seq=1). Consulté le 24 mars 2014.
- Stevens, A.H., et J. Schaller. 2011.** « Short-run Effects of Parental Job Loss on Children's Academic Achievement ». *Economics of Education Review* 30(2) : 289-99.
- Stewart, F., éd. 2008.** *Horizontal Inequalities and Conflict. Understanding Group Violence in Multiethnic Societies*. New York : Palgrave Macmillan.
- . **2010.** « Horizontal Inequalities as a Cause of Conflict: A Review of CRISE Findings ». Document d'information sur le Rapport sur le développement dans le monde 2011. Banque mondiale, Washington, DC.
- . **2013.** « Capabilities and Human Development: Beyond the Individual—The Critical Role of Social Institutions and Social Competencies. » In K. Malik et M. Kugler, éd., *Human Progress and the Rising South*. New York : Programme des Nations Unies pour le développement.
- Stewart, F., M. Barrón, G. Brown, et M. Hartwell. 2006.** « Social Exclusion and Conflict: Analysis and Policy Implications ». Document de politique. Université d'Oxford, Centre de recherche sur les inégalités, Sécurité humaine et appartenance ethnique, Oxford, Royaume-Uni. [www.qeh.ox.ac.uk/pdf/pdf-research/crise-pp1](http://www.qeh.ox.ac.uk/pdf/pdf-research/crise-pp1). Consulté le 26 mars 2014.
- Stewart, F., G. Brown et L. Mancini. 2005.** « Why Horizontal Inequalities Matter: Some Implications for Measurement. » Working Paper 19. Université d'Oxford, Centre de recherche sur les inégalités, Sécurité humaine et appartenance ethnique, Oxford, Royaume-Uni. <http://r4d.dfid.gov.uk/pdf/outputs/inequality/wp19.pdf>. Consulté le 26 mars 2014.
- Stiglitz, J. 2012a.** « Macroeconomic Fluctuations, Inequality, and Human Development. » *Journal of Human Development and Capabilities* 13(1) : 31-58.
- . **2012b.** *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers Our Future*. New York : W. W. Norton & Company.
- . **2013.** « Social Protection without Protectionism. » In J. Stiglitz et M. Kaldor, éd., *The Quest for Security: Protection Without Protectionism and the Challenge of Global Governance*. New York : Columbia University Press.
- Stiglitz, J. et M. Kaldor, éd. 2013a.** *The Quest for Security: Protection Without Protectionism and the Challenge of Global Governance*. New York : Columbia University Press.
- . **2013b.** Introduction In J. Stiglitz, et M. Kaldor, éd., *The Quest for Security: Protection Without Protectionism and the Challenge of Global Governance*. New York : Columbia University Press.
- Stiglitz, J., A. Bougrov, Y. Boutros-Ghali, J.P. Fitoussi, C.A. Goodhart, et R. Johnson. 2009.** « Rapport de la Commission d'experts par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les réformes du système monétaire et financier international. » Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement 24-26 juin, New York. [www.un.org/ga/president/63/interactive/financialcrisis/PreliminaryReport210509.pdf](http://www.un.org/ga/president/63/interactive/financialcrisis/PreliminaryReport210509.pdf). Consulté le 24 mars 2014.
- Stiglitz, J., A. Sen et J. Fitoussi. 2010.** *Mismeasuring Our Lives: Why GDP Doesn't Add Up*. New York : New Press.
- Sullivan, D., et T. von Wachter. 2009.** « Job Displacement and Mortality: An Analysis Using Administrative Data ». *Quarterly Journal of Economics* 124(3) : 1265-1306. <http://qje.oxfordjournals.org/content/124/3/1265.abstract>. Consulté le 24 mars 2014.
- Sulmasy, G. et J. Yoo. 2007.** « Challenges to Civilian Control of the Military: A Rational Choice Approach to the War on Terror. » *UCLA Law Review* 54. [http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=1030761](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1030761). Consulté le 16 mai 2014.
- Sundaram, J. 2013.** « A World of Vulnerability. » Project Syndicate, 13 July. [www.project-syndicate.org/commentary/poverty-vulnerability-and-social-protection-by-jomo-kwame-sundaram](http://www.project-syndicate.org/commentary/poverty-vulnerability-and-social-protection-by-jomo-kwame-sundaram). Consulté le 28 avril 2014.
- Swiderska, K. A. Argumedo, Y. Song, J. Li, R. Pant, H. Herrera, D. Mutta, P. Munyi et S. Vedavathy. 2009.** *Protecting Community Rights over Traditional Knowledge: Implications of Customary Laws and Practices: Key Findings and Recommendations 2005-2009*. Londres : International Institute for Environment and Development.
- Tarrow, S. 2013.** *The Language of Contention: Revolutions in Words, 1688-2012*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Telles, E.E. 2004.** *Race in Another America: The Significance of Skin Color in Brazil*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- Temin, M. 2008.** « Expanding Social Protection for Vulnerable Children and Families: Learning from an Institutional Perspective. » Document de travail. Équipe de travail interinstitutions pour les enfants sur le VIH et le SIDA : Working Group on Social Protection, New York. [www.unicef.org/aids/files/Expanding\\_Social\\_Protection.MTemin.May2008.pdf](http://www.unicef.org/aids/files/Expanding_Social_Protection.MTemin.May2008.pdf). Consulté le 16 mai 2014.
- Thorp, R., F. Stewart, et A. Heyer. 2005.** « When and how far is group formation a route out of chronic poverty? » *World Development* 33(6) : 907-20.
- Thrasher, R., et K. Gallagher. 2008.** *21st Century Trade Agreements: Implications for Long-Run Development Policy*. Pardee Paper 2. Boston, MA : Boston University, Frederick S. Pardee Center for the Study of the Longer Range Future. <http://ase.tufts.edu/gdae/Pubs/rp/KGPardeePolSpaceSep08.pdf>. Consulté le 24 mars 2014.
- Tshimpanga, J.M., E. Enfors, R. Biggs et G. Peterson. 2011.** « Maradi Agro-ecosystem. » Regime Shifts Database. [www.regimeshifts.org/component/k2/item/57-maradi-agro-ecosystem#](http://www.regimeshifts.org/component/k2/item/57-maradi-agro-ecosystem#). Consulté le 28 avril 2014.
- UCDP (Programme de collecte de données sur les conflits d'Uppsala). 2013.** UCDP Non-State Conflict Dataset v. 2.5-2013, 1989-2012. Suède. [www.pcr.uu.se/research/ucdp/datasets/ucdp\\_non-state\\_conflict\\_dataset/](http://www.pcr.uu.se/research/ucdp/datasets/ucdp_non-state_conflict_dataset/). Consulté le 18 février 2014.
- UCDP (Programme de collecte de données sur les conflits d'Uppsala) et PRIO (Institut international d'Oslo de recherches sur la paix). 2013.** UCDP/PRIOD Armed Conflict Dataset v.4-2013, 1946-2012. Suède et Oslo. [www.pcr.uu.se/research/ucdp/datasets/ucdp\\_non-state\\_conflict\\_dataset/](http://www.pcr.uu.se/research/ucdp/datasets/ucdp_non-state_conflict_dataset/). Consulté le 18 février 2014.

- UE (Union européenne). 2007.** Traité de Lisbonne [http://ec.europa.eu/archives/lisbon\\_treaty/full\\_text/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/archives/lisbon_treaty/full_text/index_fr.htm). Consulté le 20 mars 2014.
- UIP (Union interparlementaire). 2013.** *Women in Parliament in 2013*. Genève.
- UIT (Union internationale des télécommunications). 2013.** « Le monde en 2013 : Données et chiffres concernant les TIC. » Genève. [www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/facts/ICTFactsFigures2013-e.pdf](http://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/facts/ICTFactsFigures2013-e.pdf). Consulté le 24 mars 2014.
- UN Atlas of the Oceans. 2013.** « Human Settlement on the Coasts. » [www.oceansatlas.org/servlet/CDSServlet?status=ND0xODc3JyY9ZW4mMzM9K1YzNz1rb3M~](http://www.oceansatlas.org/servlet/CDSServlet?status=ND0xODc3JyY9ZW4mMzM9K1YzNz1rb3M~). Consulté le 20 mars 2014.
- UN Enable. 2013.** « Disability, Natural Disasters and Emergency Situations ». [www.un.org/disabilities/default.asp?id=1546](http://www.un.org/disabilities/default.asp?id=1546). Consulté le 30 mars 2014.
- UNESCSA (Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale). 2007.** *The Impact of Armed Conflict on Women*. Beyrouth.
- UNHCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés). 2012.** *UNHCR Global Trends 2012: Displacement. The New 21st Century Challenge*. Genève. [http://unhcr.org/globaltrends/june2013/UNHCR%20GLOBAL%20TRENDS%202012\\_V08\\_web.pdf](http://unhcr.org/globaltrends/june2013/UNHCR%20GLOBAL%20TRENDS%202012_V08_web.pdf). Consulté le 19 mars 2014.
- UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance). 2006.** *State of the World's Children Report 2007: Women and Children: The Double Dividend of Gender Equality*. New York.
- . **2007.** *The Impact of International Migration: Children Left Behind in Selected Countries of Latin America and the Caribbean*. New York. [www.unicef.org/videoaudio/PDFs/The\\_Impact\\_of\\_International\\_Migration\\_LAC.pdf](http://www.unicef.org/videoaudio/PDFs/The_Impact_of_International_Migration_LAC.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- . **2008.** *La situation des enfants en Asie / Pacifique*. New York. [www.unicef.org/pacificislands/SAPC\\_Full\\_Report.pdf](http://www.unicef.org/pacificislands/SAPC_Full_Report.pdf). Consulté le 22 mai 2014.
- UNISDR (stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies). 2005.** « Hyogo Framework for Action 2005-2015: « Building the Resilience of Nations and Communities to Disasters. » Genève. [www.unisdr.org/2005/wcdr/intergover/official-doc/L-docs/Hyogo-framework-for-action-english.pdf](http://www.unisdr.org/2005/wcdr/intergover/official-doc/L-docs/Hyogo-framework-for-action-english.pdf). Consulté le 20 mars 2014.
- . **2012a.** « Japan's Success in Risk Reduction Highlighted on March 11 Anniversary. » Communiqué de presse, 9 mars. Genève.
- . **2012b.** « L'UNISDR calcule le coût de 20 années d'inaction en matière de changement climatique et de réduction des risques. » Communiqué de presse, 13 juin. Genève.
- . **n.d.** Domaines d'action prioritaires. [www.unisdr.org/2006/ppew/iewp/iewp-introduction.htm](http://www.unisdr.org/2006/ppew/iewp/iewp-introduction.htm). Consulté le 16 mai 2014.
- UNRISD (Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social). 2010.** *Combating Poverty and Inequality: Structural Change, Social Policy and Politics*. Genève. [www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9%2F%28httpAuxPages%29%2F92B1D5057F43149CC125779600434441%2F](http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9%2F%28httpAuxPages%29%2F92B1D5057F43149CC125779600434441%2F). Consulté le 16 mai 2014.
- UNSSC (École des cadres du système des Nations Unies). 2010.** *Indigenous Peoples and Peacebuilding: A Compilation of Best Practices*. Turin, Italie.
- Välilä, T. et A. Mehrotra. 2005.** « Evolution and Determinants of Public Investment in Europe. » Rapport économique et financier 2005/01. Banque européenne d'investissement, Luxembourg.
- Van de Gaer, D. 1993.** « Equality of Opportunity and Investment in Human Capital. » Thèse de doctorat. Université Catholique de Louvain, Belgique.
- Vennam, U., A. Komanduri, E. Cooper, G. Crivello, et M. Woodhead. 2009.** « Early Childhood Education Trajectories and Transitions: A Study of the Experiences and Perspectives of Parents and Children in Andhra Pradesh, India ». Young Lives Working Paper 52. Université d'Oxford, département du développement international, Oxford, Royaume-Uni. [www.younglives.org.uk/files/working-papers/wp52-early-childhood-education-trajectories-and-transitions-a-study-of-the-experiences-and-perspectives-of-parents-and-children-in-andhra-pradesh-india](http://www.younglives.org.uk/files/working-papers/wp52-early-childhood-education-trajectories-and-transitions-a-study-of-the-experiences-and-perspectives-of-parents-and-children-in-andhra-pradesh-india). Consulté le 21 mars 2014.
- Verick, S. 2009.** « Who Is Hit Hardest during a Financial Crisis? The Vulnerability of Young Men and Women to Unemployment in an Economic Downturn ». Document d'analyse 4359. Institut d'études du travail, Bonn. <http://ftp.iza.org/dp4359.pdf>. Consulté le 21 mars 2014.
- Vinding, D., et E.R. Kampbel. 2007.** « Indigenous Women Workers with Case Studies from Bangladesh, Nepal and the Americas ». Document de travail. Bureau international du travail, Genève. [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms\\_173293.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_173293.pdf). Consulté le 28 mars 2014.
- Von Braun, J., et G. Tadesse. 2012.** « Global Food Price Volatility and Spikes: An Overview of Costs, Causes, and Solutions. » Discussion Paper on Development Policy 161. Université de Bonn, Center for Development Research, Bonn, Allemagne. <http://ageconsearch.umn.edu/bitstream/120021/3/DP161Rev.pdf>. Consulté le 24 mars 2014.
- Von Wachter, T. 2014.** « The Effect of Labour-market Related Shocks on Worker and Family Outcomes in Developed and Developing Countries ». Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Wachs, T.D., et A. Rahman. 2013.** « The Nature and Impact of Risk and Protective Influences on Children's Development in Low-Income Countries ». In P.R. Britto, P. Engle, et C. Super, éd., *Handbook of Early Childhood Development Research and Its Impact on Global Policy*. New York : Oxford University Press.
- Wadhams, N. 2010.** « Iceland Volcano: Kenya's Farmers Losing \$1.3m a Day in Flights Chaos ». *The Guardian*, 18 avril. [www.theguardian.com/world/2010/apr/18/iceland-volcano-kenya-farmers](http://www.theguardian.com/world/2010/apr/18/iceland-volcano-kenya-farmers). Consulté le 19 mars 2014.
- Waldron, J. 2013.** « Separation of Powers in Thought and Practice? » *Boston College Law Review* 54 : 433–68. [www.bc.edu/content/dam/files/centers/clough/pdf/01\\_waldron.pdf](http://www.bc.edu/content/dam/files/centers/clough/pdf/01_waldron.pdf). Consulté le 16 mai 2014.
- Waters, H., F. Saadah et M. Pradhan. 2003.** « The Impact of the 1997–98 East Asian Economic Crisis on Health and Health Care in Indonesia in Health Policy Plan. » *Health Policy and Planning* 18(2) : 172–81.
- Weiss, T.G. 2011.** « ECOSOC and the MDGs: What Can Be Done? » In R. Wilkinson, et D. Humle, éd., *The Millennium Development Goals and Beyond: Global Development after 2015*. New York : Routledge. [www.povertydialogue.org/wp-content/uploads/2011/01/26\\_ECOSOC\\_and\\_the\\_MDGs\\_What\\_can\\_be\\_Done\\_ThomasGWeiss.pdf](http://www.povertydialogue.org/wp-content/uploads/2011/01/26_ECOSOC_and_the_MDGs_What_can_be_Done_ThomasGWeiss.pdf). Consulté le 27 mars 2014.
- Welford, R. 2013.** « Climate Change Refugees. » *CSR Asia Weekly*. <http://csr-asia.com/csr-asia-weekly-news-detail.php?id=12312>. Consulté le 20 mars 2014.
- Wisner, B., P. Blaikie, T. Cannon et I. Davis. 2004.** *At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters*. 2ème édition. Londres : Routledge.
- Woldehanna, T., N. Jones, et B. Tefera. 2008.** « The Invisibility of Children's Paid and Unpaid Work: Implications for Ethiopia's National Poverty Reduction Policy ». *Childhood* 15: 177–201.
- Woodhead, M., P. Dornan, et H. Murray. 2013.** *What Inequality Means for Children, Evidence from Young Lives*. Oxford, Royaume-Uni : Young Lives. [www.younglives.org.uk/files/policy-papers/what-inequality-means-for-children-evidence-from-young-lives](http://www.younglives.org.uk/files/policy-papers/what-inequality-means-for-children-evidence-from-young-lives). Consulté le 27 mars 2014.
- WWF (World Wildlife Fund). 2007.** « Climate Savers. » [http://wwf.panda.org/what\\_we\\_do/how\\_we\\_work/businesses/climate/climate\\_savers/](http://wwf.panda.org/what_we_do/how_we_work/businesses/climate/climate_savers/). Consulté le 20 mars 2014.
- Xinhua New Service . 2013.** « China Achieves 99% Rural Healthcare Coverage. » 23 août. [www.china.org.cn/china/2013-08/23/content\\_29808818.htm](http://www.china.org.cn/china/2013-08/23/content_29808818.htm). Consulté le 16 mai 2014.
- Young, H.P. 2007.** « Social Norms and Public Policy. » Brookings Institution, Washington, DC.
- Young, I.M. 1990.** *Justice and the Politics of Difference*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- Young, M.E. 2002.** *From Early Child Development to Human Development: Investing in Our Children's Future*. Washington, DC : Banque mondiale.
- . **2014.** « Addressing and Mitigating Vulnerability across the Life Cycle: The Case for Investing in Early Childhood ». Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Zaidi, A. 2014.** « Vulnerabilities in Old Age: A Review. » Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Zeitlyn, S. 2004.** « Social Exclusion in Asia – Some Initial Ideas ». Ministère du développement international Royaume-Uni, Londres.
- Zepeda, E., S. McDonald, M. Panda, et G. Kumar. 2013.** « Employing India: Guaranteeing Jobs for the Rural Poor. » Carnegie Endowment for International Peace, Washington, DC. [www.un.org/en/development/desa/policy/publications/seminars/india\\_rural\\_employment.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/policy/publications/seminars/india_rural_employment.pdf). Consulté le 22 mai 2014.



# Annexe statistique

---

<b>Guide du lecteur</b>	<b>173</b>
<b>Légendes des pays et des classements IDH, 2013</b>	<b>179</b>
<b>Tableaux statistiques</b>	
<b>Indices de développement humain</b>	
1 Indice de développement humain et ses composantes	180
2 Évolution de l'indice de développement humain, 1980-2013	184
3 Indice de développement humain ajusté aux inégalités	188
4 Indice d'inégalité de genre	192
5 Indice de développement de genre	196
6 Indice de pauvreté multidimensionnelle	200
6A Indice de pauvreté multidimensionnelle : évolution dans le temps pour certains pays	202
<b>Indicateurs du développement humain</b>	
7 Santé : enfants et adolescents	204
8 Santé de l'adulte et dépenses de santé	208
9 Éducation	212
10 Contrôle et affectation des ressources	216
11 Compétences sociales	220
12 Insécurité personnelle	224
13 Intégration internationale	228
14 Environnement	232
15 Évolution de la population	236
16 Indicateurs supplémentaires : perceptions du bien-être	240
<b>Régions</b>	<b>244</b>
<b>Références statistiques</b>	<b>245</b>

---



# Guide du lecteur

Les 17 tableaux statistiques de la présente annexe offrent un aperçu des principaux aspects du développement humain. Les six premiers tableaux présentent la famille des indices composites de développement humain et leurs composantes estimés par le Bureau du Rapport sur le développement humain (BRDH). Les tableaux suivants présentent une large gamme d'indicateurs, liés au développement humain.

Sauf indication contraire dans les notes, les tableaux utilisent les données dont disposait le BRDH au 15 novembre 2013. Tous les indices et indicateurs, ainsi que les notes techniques relatives au calcul des indices composites et les sources d'information supplémentaires, sont disponibles à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/data>.

Les pays et les régions sont classés en fonction de la valeur de leur indice de développement humain (IDH) en 2013. Une analyse de robustesse et de fiabilité a montré que pour la plupart des pays, l'IDH n'est pas significatif en termes statistiques après la quatrième décimale.<sup>1</sup> C'est la raison pour laquelle les pays avec la même valeur d'IDH à la troisième décimale sont classés ex-æquo.

## Source et définitions

Sauf indication contraire, le BRDH utilise des données fournies par des organismes statistiques internationaux dotés du savoir-faire, des ressources et de l'expertise nécessaires à la collecte de données nationales relatives à des indicateurs spécifiques.

La définition des indicateurs et les sources des composantes originales des données sont indiquées à la suite de chaque tableau, et les références complètes sont précisées dans les *Références statistiques*.

## Revenu national brut par habitant en termes de parité de pouvoir d'achat

Pour la comparaison des niveaux de vie entre les pays en fonction des revenus, la composante revenu de l'IDH utilise le revenu national brut (RNB) par habitant converti en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) pour éliminer les différences en matière de prix au niveau national.

L'enquête du Programme de comparaison internationale (PCI) est l'initiative statistique la plus importante au monde pour la production de niveaux de prix comparables à l'échelle internationale, agrégats économiques en termes réels, et estimations de la PPA. Les estimations des enquêtes du PCI réalisées en 2011 et concernant 180 pays ont été rendues publiques le 7 mai 2014 et utilisées pour le calcul de l'IDH 2013.

## Mises à jour méthodologiques

Au cours des trois dernières années, le BRDH a mené des consultations intensives avec d'importants spécialistes universitaires et des décideurs politiques. Ces discussions avaient pour but d'examiner les différentes façons de mesurer le développement, notamment la famille des indices composites du Rapport. Les participants à ces débats sont d'accord sur un point essentiel, à savoir que les indices composites doivent être facilement et intuitivement compréhensibles pour les décideurs politiques, les médias, les dirigeants de la société civile et le grand public. Ce n'est qu'à cette condition qu'ils pourront continuer à être utilisés pour l'orientation politique et l'action de plaidoyer en matière de développement humain, ce pour quoi ils ont été conçus à l'origine.

Une politique formelle de modification des indices de développement humain est en cours d'élaboration. Par ailleurs, le site Web du BRDH (<http://hdr.undp.org/en>) permet d'accéder pour la première fois aux logiciels propriétaires utilisés pour calculer les différents indices du présent Rapport.

Le Rapport 2014 maintient l'indice de développement humain, l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM), l'indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI) et l'indice d'inégalité de genre (IIG), avec quelques légères modifications apportées aux deux premiers. L'IDH comprend désormais une fourchette de variation maximum définie que nous espérons pouvoir conserver pendant au moins cinq ans. Pour en savoir plus sur la fourchette de variation de l'IDH, consulter la *Note technique 1* sur <http://hdr.undp.org>. Pour en savoir plus sur les modifications apportées à l'IPM, consulter la *Note technique 5* sur <http://hdr.undp.org>.

## Comparaisons temporelles et entre les éditions du Rapport

Dans la mesure où les organismes statistiques nationaux et internationaux améliorent en permanence leurs séries de données, les données présentées dans ce Rapport, y compris les valeurs de l'IDH et les classements, ne peuvent être comparées à celles publiées dans les éditions précédentes. Pour comparer l'IDH sur plusieurs années et différents pays, consulter le tableau 2. Il présente les évolutions à l'aide de données cohérentes calculées à des intervalles de cinq ans entre 1980 et 2013.

## Différences entre les estimations nationales et internationales

Les organismes internationaux harmonisent les données nationales au moyen d'une méthodologie uniforme afin de faciliter la comparaison entre les pays, et réalisent des estimations de données absentes, ce qui peut donner lieu à des différences entre les données nationales et internationales. Il arrive aussi que les organismes internationaux n'aient pas accès aux données nationales les plus récentes. Lorsque le BRDH découvre des divergences, il les porte à la connaissance des autorités statistiques nationales et internationales.

## Groupes de pays et agrégats

Les tableaux présentent des agrégats pondérés pour plusieurs groupes de pays. En règle générale, un agrégat n'est fourni que lorsque des données sont disponibles pour plus de la moitié des pays et qu'elles représentent au moins les deux tiers de la population considérée dans cette rubrique. Les agrégats indiqués pour chaque catégorie représentent uniquement des pays pour lesquels des données sont disponibles.

## Classement en fonction du niveau de développement humain

Les classements en fonction de l'IDH sont basés sur des seuils fixes de ce dernier, lesquels dépendent des quartiles de répartition des indicateurs du composant. Les seuils sont les suivants : IDH inférieur à 0,550 pour un développement humain faible ; IDH entre 0,550 et 0,699 pour un développement humain moyen ; IDH entre 0,700 et 0,799 pour un développement humain élevé, et IDH de 0,800 ou plus pour un développement humain très élevé.

## Classifications des régions

Les régions sont classées par groupes en fonction du classement régional du Programme des Nations Unies pour le développement. Les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement sont classés selon des classifications des Nations Unies (consulter [www.unohrrls.org](http://www.unohrrls.org)).

## Remarques sur les pays

Les données relatives à la Chine ne tiennent pas compte des régions administratives spéciales de Hong Kong et Macao ni de la province chinoise de Taïwan.

Les données concernant le Soudan englobent le Soudan du Sud, sauf indication contraire.

## Symboles

Un tiret entre deux dates, comme dans 2005 – 2013, indique que les données sont celles de l'année la plus récente pour la période spécifiée. Une barre oblique entre deux années, comme dans 2005/2013, indique qu'il s'agit d'une moyenne pour les années mentionnées. Les taux de croissance correspondent habituellement aux taux de croissance annuels moyens entre la première et la dernière année de la période considérée.

Les symboles suivants sont utilisés dans les tableaux :

..	Non disponible
0 ou 0,0	Zéro ou négligeable
—	Non pertinent

## Remerciements concernant les statistiques

Les indices composites et les ressources statistiques du présent Rapport s'appuient sur diverses sources internationales parmi les plus respectées dans leurs domaines de spécialité. Le BRDH tient à remercier tout particulièrement le Centre de recherches sur l'épidémiologie des catastrophes, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Eurostat, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Gallup, ICF Macro, le Centre de surveillance des déplacements internes, l'Organisation internationale du travail, le Fonds monétaire international, l'Union internationale des télécommunications, l'Union interparlementaire, le Luxembourg Income Study, l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Oxford Poverty and Human Development Initiative, le Fonds des Nations Unies pour

l'enfance, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale, l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Organisation mondiale du tourisme, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé. La base de données mondiale sur l'éducation tenue par Robert Barro (Université de Harvard) et Jong-Wha Lee (Université de Corée) est également une source inestimable pour le calcul des indices du Rapport.

## Tableaux statistiques

Les sept premiers tableaux sont liés aux cinq indices composites du développement humain et leurs composantes.

Depuis le Rapport sur le développement humain 2010, quatre indices composites du développement humain ont été calculés : IDH, IDHI, IIG et IPM. Cette année, le Rapport introduit l'indice de développement de genre qui compare l>IDH calculé séparément pour les femmes et les hommes.

Les autres tableaux présentent une large gamme d'indicateurs liés au développement humain et fournissent un aperçu plus complet du développement humain à l'échelle d'un pays.

**Le Tableau 1**, « Indice de développement humain et ses composantes », classe les pays selon la valeur de l>IDH pour 2013 et donne le détail des trois composantes de l>IDH : longévité, éducation (avec deux indicateurs) et revenu. Il présente également les valeurs de l>IDH 2012, basées sur les données les plus récentes disponibles pour cette année, ainsi que les changements au classement entre 2012 et 2013.

**Le Tableau 2**, « Tendances de l'indice de développement humain, 1980-2013 » présente les valeurs de l>IDH selon une série temporelle qui nous permet de comparer les valeurs de l>IDH pour l'année 2013 avec les années précédentes. Le tableau a recouru aux données historiques révisées les plus récentes disponibles en 2013 et à la même méthode employée pour le calcul de l>IDH pour 2013. Outre ces valeurs historiques de l>IDH, le tableau comprend le changement au niveau du classement à l>IDH au cours des cinq dernières années, ainsi que les taux de croissance annuels moyens de l>IDH pour trois périodes temporelles.

**Le Tableau 3**, « Indice de développement humain ajusté aux inégalités » comprend deux mesures des inégalités connexes : l>IDHI et la perte subie par l>IDH en raison des inégalités. L>IDHI va au-delà du niveau de développement humain atteint dans un pays en termes de santé, d'éducation

et de revenus pour montrer la répartition des réalisations entre la population. L>IDHI peut être interprété comme le niveau du développement humain, compte tenu des inégalités. La différence relative entre l>IDHI et l>IDH est la perte subie en raison des inégalités au niveau de la répartition de l>IDH dans le pays. Le tableau présente également une nouvelle mesure : le coefficient d'inégalité humaine, une moyenne non pondérée des inégalités dans trois dimensions. De plus, il indique pour chaque pays la différence dans le classement à l>IDH et à l>IDHI. Une valeur négative indique que la prise en compte des inégalités est susceptible de faire reculer un pays dans le classement à l>IDH. Le tableau présente également trois mesures standards des inégalités de revenu : le ratio des quintiles inférieur et supérieur, le ratio de Palma (le rapport entre le revenu des 10 pour cent supérieurs et celui des 40 pour cent inférieurs) et le coefficient de Gini.

**Le Tableau 4**, « Indice d'inégalité de genre » présente une mesure composite de l'inégalité de genre dans trois dimensions : santé reproductive, autonomisation et participation au marché du travail. La santé reproductive est mesurée par deux indicateurs : le taux de mortalité maternelle et le taux de natalité parmi les adolescentes. L'autonomisation est mesurée en termes de proportion de sièges parlementaires occupés par des femmes et de part de la population ayant atteint un niveau d'éducation secondaire. Enfin, le marché du travail est mesuré par la participation à la population active. Une faible valeur de l>IIG indique une faible inégalité entre les hommes et les femmes, et vice-versa.

**Le Tableau 5**, « Indice de développement de genre », mesure les disparités en termes d>IDH entre les sexes. Il contient les valeurs de l>IDH estimées séparément pour les hommes et les femmes, dont le ratio est l'ISDH. Plus le ratio est proche de 1, plus l'écart entre les hommes et les femmes est faible. Les valeurs des trois composantes de l>IDH (longévité, éducation - avec deux indicateurs - et revenu) sont également présentées en fonction du sexe.

**Le Tableau 6**, « Indice de pauvreté multidimensionnelle » détermine les multiples privations auxquelles les personnes sont confrontées dans les domaines de l'éducation, de la santé et des niveaux de vie. L'IPM montre l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle non monétaire (dénombrement de ceux en situation de pauvreté multidimensionnelle) et son intensité (nombre relatif de privations subies simultanément par ces personnes). Selon les seuils d'intensité, les personnes sont classées comme exposées à la pauvreté multidimensionnelle, vivant dans une pauvreté multidimensionnelle ou en situation d'extrême pauvreté. La part des privations à chaque dimension dans la pauvreté globale est également incluse. Le tableau présente également des mesures relatives à la pauvreté de revenu : la population vivant avec moins de 1,25 \$ par jour en PPA et

celle vivant sous le seuil de pauvreté nationale. Cette année des modifications ont été apportées à la gamme des 10 indicateurs originaux de l'IPM : la taille par rapport à l'âge remplace le poids par rapport à l'âge pour les enfants de moins de cinq ans, car le retard de croissance est un meilleur indicateur de la malnutrition chronique. Un décès d'enfant est uniquement considéré comme une privation de santé s'il survient dans les 5 ans avant l'enquête. Le seuil minimum pour la privation d'éducation est passé de cinq à six ans de scolarisation, afin de refléter la définition standard de l'éducation primaire adoptée dans les objectifs du Millénaire pour le développement et les mesures internationales relatives à l'alphabetisation fonctionnelle, et les indicateurs pour les ressources des ménages ont été étendus pour englober tant les ménages ruraux qu'urbains. Le tableau présente également les estimations pour l'IPM obtenues selon les spécifications antérieures à des fins de comparaison.

**Tableau 6A**, « Indice de pauvreté multidimensionnelle » : évolution au cours du temps pour certains pays, présente les estimations pour l'IPM et ses composants à deux moments distincts ou plus, pour les pays dont on disposait de données cohérentes en 2013. Estimation basée sur la méthodologie révisée.

**Le Tableau 7**, « Santé : enfants et adolescents », présente des indicateurs sur la santé des nourrissons (pourcentage des enfants exclusivement nourris au sein pendant les 6 premiers mois, pourcentage des enfants qui ne sont pas immunisés contre la DCT et la rougeole et taux de mortalité infantile), la santé des enfants (pourcentage des enfants de moins de 5 ans qui accusent un retard de croissance, pourcentage des enfants en surpoids et taux de mortalité infantile), et prévalence et prévention du VIH (nombre d'enfants de 0 à 14 ans vivant avec le VIH, taux de prévalence du VIH chez les adolescents, utilisation du préservatif parmi les adolescents et pourcentage de femmes enceintes vivant avec le VIH mais ne recevant aucun traitement destiné à prévenir la transmission mère-enfant). Le tableau inclut également des données sur la couverture prénatale.

**Le Tableau 8**, « Santé de l'adulte et dépenses de santé », comprend des indicateurs sur la mortalité des adultes par sexe, les taux de mortalité standardisés liés à la consommation d'alcool et de drogue, et les taux d'obésité et de prévalence du VIH standardisés selon l'âge parmi les adultes. Il présente également deux indicateurs sur l'espérance de vie : espérance de vie à 60 ans et espérance de vie à la naissance ajustée à la santé, et trois indicateurs sur la qualité des soins de santé : nombre de médecins pour 10 000 personnes, dépenses de santé en part du PIB et dépenses directes de santé.

**Le Tableau 9**, « Éducation » présente d'une part des indicateurs standards sur l'éducation et d'autre part, des indicateurs sur la qualité de l'éducation, notamment les résultats des tests réalisés par des élèves de 15 ans en lecture,

mathématiques et sciences. Le tableau présente des indicateurs de niveau d'instruction : taux d'alphabetisation des adultes et des jeunes, et la proportion de la population adulte ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur. Les taux bruts de scolarisation pour chaque niveau d'enseignement sont complétés par le taux d'échec scolaire dans l'enseignement primaire. Le tableau inclut également deux indicateurs sur la qualité de l'éducation : enseignants de l'école primaire ayant suivi une formation pédagogique et rapport élèves-enseignants, et un indicateur sur les dépenses de santé en pourcentage du PIB.

**Le Tableau 10**, « Contrôle et affectation des ressources » associe plusieurs indicateurs macroéconomiques, comme le produit intérieur brut (PIB), la formation brute de capital fixe, les impôts sur les revenus, les bénéfices et les revenus des capitaux exprimés en pourcentage du total des recettes fiscales, la part de l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche dans le PIB et l'indice des prix à la consommation. La formation brute de capital fixe est un indicateur approximatif du revenu national qui est investi plutôt que consommé. Pendant les périodes d'incertitude ou de récession économique, la formation brute de capital fixe tend à décliner. L'indice des prix à la consommation est présenté comme une mesure de l'inflation. Les indicateurs des dépenses publiques sont les dépenses de consommation finales des administrations publiques (taux de croissance et en part du PIB) et les dépenses publiques en matière de recherche et de développement. Le tableau présente également trois indicateurs sur la dette : crédit intérieur accordé par les banques, dette extérieure totale et total du service de la dette (tous mesurés en pourcentage du PIB), et deux indicateurs liés au prix des produits alimentaires : indice des prix et indice de la volatilité des prix.

**Le Tableau 11**, « Compétences sociales », comprend des indicateurs sur trois composants : vulnérabilités d'emploi et associées, protection sociale et taux de suicide en fonction du sexe. Parmi les indicateurs sur les vulnérabilités se trouvent l'emploi vulnérable, le chômage des jeunes et le chômage total, le travail des enfants et les travailleurs pauvres, ainsi que la durée du congé payé de maternité obligatoire. La protection sociale est représentée par le pourcentage d'enfants âgés de moins de 5 ans enregistrés à la naissance et le pourcentage de la population en âge de départ à la retraite percevant effectivement une retraite.

**Le Tableau 12**, « Insécurité personnelle » reflète à quel point la population vit dans l'insécurité. Il présente le nombre de réfugiés par pays d'origine et le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de ce dernier. Il montre les taux de chômage de longue durée, les taux d'homicide et le nombre de sans-abri, de détenus et d'orphelins. Il comprend également la gravité du déficit alimentaire et un indicateur basé sur la perception selon le sexe des justifications pour battre son épouse.

**Le Tableau 13**, « Intégration internationale », présente des indicateurs concernant divers aspects de la mondialisation. Le commerce international est déterminé par la mesure de l'éloignement par rapport aux marchés mondiaux et du commerce international en tant que part du PIB. Les flux de capitaux sont représentés par les flux nets des investissements directs étrangers et de capitaux privés, l'aide publique au développement et les transferts d'argent entrants. La mobilité humaine est définie par le taux net de migration, les effectifs d'immigrants et le tourisme récepteur international. Les communications internationales sont représentées par la proportion de la population qui utilise l'Internet ainsi que par le trafic téléphonique international entrant et sortant.

**Le Tableau 14**, « Environnement » traite de la vulnérabilité de l'environnement et des effets des menaces environnementales. Il montre la part des combustibles fossiles et des énergies renouvelables dans la fourniture d'énergie primaire par pays, présente l'augmentation et les niveaux par habitant des émissions de dioxyde de carbone ainsi que des mesures concernant la préservation des écosystèmes et des ressources naturelles, notamment l'épuisement des ressources naturelles en pourcentage du RNB, les surfaces forestières et leur évolution, et enfin, les prélèvements d'eau douce. Le tableau présente les taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans dus à la pollution intérieure et extérieure, ainsi qu'à la pollution de l'eau, à des installations sanitaires défectueuses et à une hygiène inadéquate. Il présente également des indicateurs concernant les impacts directs des catastrophes naturelles : nombre de décès et population affectée.

**Le Tableau 15**, « Tendances démographiques », présente des indicateurs majeurs sur la population totale, l'âge médian, les taux de dépendance et de fertilité, lesquels permettent d'évaluer les charges pesant sur la main-d'œuvre dans un pays donné. Les divergences par rapport au ratio de masculinité naturel à la naissance ont des implications sur les taux de reproduction et signalent les questions liées à la discrimination sexuelle et les problèmes sociaux et économiques à venir.

**Le Tableau 16**, « Indicateurs supplémentaires : perceptions du bien-être » inclut des indicateurs qui reflètent les opinions des individus et les perceptions personnelles sur des dimensions pertinentes du développement humain : la qualité de l'éducation, la qualité des soins de santé, le niveau de vie et le marché du travail, la sécurité des personnes, et la satisfaction globale à l'égard de la liberté de choix et de mode de vie. Il contient également des indicateurs concernant la confiance entre personnes et la satisfaction à l'égard de la communauté, de même qu'une large gamme d'indicateurs reflétant les perceptions concernant les politiques publiques sur la réduction de la pauvreté et la préservation de l'environnement, ainsi que la confiance globale à l'égard des gouvernements nationaux.

---

## Note

1. Aguna et Kovacevic (2011), et Høyland, Moene et Willumsen (2011).



# Légendes des pays et des classements IDH, 2013

Afghanistan	169	France	20	Nigeria	152
Afrique du Sud	118	Gabon	112	Norvège	1
Albanie	95	Gambie	172	Oman	56
Algérie	93	Géorgie	79	Ouganda	164
Allemagne	6	Ghana	138	Ouzbékistan	116
Andorre	37	Grèce	29	Pays-Bas	4
Angola	149	Grenade	79	Pakistan	146
Antigua-et-Barbuda	61	Guatemala	125	Palaos	60
Arabie saoudite	34	Guinée	179	Palestine (État de)	107
Argentine	49	Guinée-Bissau	177	Panama	65
Arménie	87	Guinée équatoriale	144	Papouasie-Nouvelle-Guinée	157
Australie	2	Guyana	121	Paraguay	111
Autriche	21	Haïti	168	Pérou	82
Azerbaïdjan	76	Honduras	129	Philippines	117
Bahamas	51	Hong Kong, Chine (RAS)	15	Pologne	35
Bahréïn	44	Hongrie	43	Portugal	41
Bangladesh	142	Îles Salomon	157	Qatar	31
Barbade	59	Inde	135	République arabe syrienne	118
Biélorussie	53	Indonésie	108	République centrafricaine	185
Belgique	21	Iran (République islamique d')	75	Rép. démocratique populaire lao	139
Belize	84	Iraq	120	République dominicaine	102
Bénin	165	Irlande	11	République tchèque	28
Bhoutan	136	Islande	13	Roumanie	54
Bolivie (État plurinational de)	113	Israël	19	Royaume-Uni	14
Bosnie-Herzégovine	86	Italie	26	Rwanda	151
Botswana	109	Jamaïque	96	Saint-Kitts-et-Nevis	73
Brésil	79	Japon	17	Sainte-Lucie	97
Brunéï Darussalam	30	Jordanie	77	Saint-Vincent-et-les Grenadines	91
Bulgarie	58	Kazakhstan	70	Salvador	115
Burkina Faso	181	Kenya	147	Samoa	106
Burundi	180	Kiribati	133	Sao Tomé-et-Principe	142
Cambodge	136	Koweït	46	Sénégal	163
Cameroun	152	Kirghizistan	125	Serbie	77
Canada	8	Lettonie	48	Seychelles	71
Cap-Vert	123	Liban	65	Sierra Leone	183
Chili	41	Lesotho	162	Singapour	9
Chine	91	Libéria	175	Slovaquie	37
Chypre	32	Libye	55	Slovénie	25
Colombie	98	Liechtenstein	18	Soudan	166
Comores	159	Lituanie	35	Sri Lanka	73
Congo	140	Luxembourg	21	Suriname	100
Congo (République démocratique du)	186	Madagascar	155	Suède	12
Corée (République de)	15	Malawi	174	Suisse	3
Costa Rica	68	Malaisie	62	Swaziland	148
Côte d'Ivoire	171	Maldives	103	Tadjikistan	133
Croatie	47	Mali	176	Tanzanie (République-Unie de)	159
Cuba	44	Malte	39	Tchad	184
Danemark	10	Mauritanie	161	Thaïlande	89
Djibouti	170	Maurice	63	Timor-Leste	128
Dominique	93	Mexique	71	Togo	166
Égypte	110	Micronésie (États fédérés de)	124	Tonga	100
Émirats arabes unis	40	Moldova (République de)	114	Trinité-et-Tobago	64
Équateur	98	Mongolie	103	Tunisie	90
Érythrée	182	Monténégro	51	Turquie	69
Espagne	27	Maroc	129	Turkménistan	103
Estonie	33	Mozambique	178	Ukraine	83
États-Unis	5	Myanmar	150	Uruguay	50
Éthiopie	173	Namibie	127	Vanuatu	131
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	84	Népal	145	Venezuela (Rép. bolivarienne du)	67
Fédération de Russie	57	Nouvelle-Zélande	7	Viet Nam	121
Fidji	88	Nicaragua	132	Yémen	154
Finlande	24	Niger	187	Zambie	141
				Zimbabwe	156

## Indice de développement humain et ses composantes

Classement à l'IDH	Indice de développement humain (IDH)	Espérance de vie à la naissance	Durée moyenne de scolarisation	Durée attendue de scolarisation	Revenu national brut (RNB) par habitant	Indice de développement humain (IDH)	Changement dans le classement	
	Valeur	(années)	(années)	(années)	(PPA \$ 2011)	Valeur		
	2013	2013	2012 <sup>a</sup>	2012 <sup>a</sup>	2013	2012	2012-2013	
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ</b>								
1	Norvège	0,944	81,5	12,6	17,6	63 909	0,943	0
2	Australie	0,933	82,5	12,8	19,9	41 524	0,931	0
3	Suisse	0,917	82,6	12,2	15,7	53 762	0,916	0
4	Pays-Bas	0,915	81,0	11,9	17,9	42 397	0,915	0
5	États-Unis	0,914	78,9	12,9	16,5	52 308	0,912	0
6	Allemagne	0,911	80,7	12,9	16,3	43 049	0,911	0
7	Nouvelle-Zélande	0,910	81,1	12,5	19,4	32 569	0,908	0
8	Canada	0,902	81,5	12,3	15,9	41 887	0,901	0
9	Singapour	0,901	82,3	10,2 <sup>b</sup>	15,4 <sup>c</sup>	72 371	0,899	3
10	Danemark	0,900	79,4	12,1	16,9	42 880	0,900	0
11	Irlande	0,899	80,7	11,6	18,6	33 414	0,901	-3
12	Suède	0,898	81,8	11,7 <sup>b</sup>	15,8	43 201	0,897	-1
13	Islande	0,895	82,1	10,4	18,7	35 116	0,893	0
14	Royaume-Uni	0,892	80,5	12,3	16,2	35 002	0,890	0
15	Hong Kong, Chine (RAS)	0,891	83,4	10,0	15,6	52 383	0,889	0
15	Corée (République de)	0,891	81,5	11,8	17,0	30 345	0,888	1
17	Japon	0,890	83,6	11,5	15,3	36 747	0,888	-1
18	Liechtenstein	0,889	79,9 <sup>d</sup>	10,3 <sup>e</sup>	15,1	87 085 <sup>f,g</sup>	0,888	-2
19	Israël	0,888	81,8	12,5	15,7	29 966	0,886	0
20	France	0,884	81,8	11,1	16,0	36 629	0,884	0
21	Autriche	0,881	81,1	10,8 <sup>b</sup>	15,6	42 930	0,880	0
21	Belgique	0,881	80,5	10,9 <sup>b</sup>	16,2	39 471	0,880	0
21	Luxembourg	0,881	80,5	11,3	13,9	58 695	0,880	0
24	Finlande	0,879	80,5	10,3	17,0	37 366	0,879	0
25	Slovénie	0,874	79,6	11,9	16,8	26 809	0,874	0
26	Italie	0,872	82,4	10,1 <sup>b</sup>	16,3	32 669	0,872	0
27	Espagne	0,869	82,1	9,6	17,1	30 561	0,869	0
28	République tchèque	0,861	77,7	12,3	16,4	24 535	0,861	0
29	Grèce	0,853	80,8	10,2	16,5	24 658	0,854	0
30	Brunéi Darussalam	0,852	78,5	8,7	14,5	70 883 <sup>h</sup>	0,852	0
31	Qatar	0,851	78,4	9,1	13,8	119 029 <sup>g</sup>	0,850	0
32	Chypre	0,845	79,8	11,6	14,0	26 771	0,848	0
33	Estonie	0,840	74,4	12,0	16,5	23 387	0,839	0
34	Arabie saoudite	0,836	75,5	8,7	15,6	52 109	0,833	0
35	Lituanie	0,834	72,1	12,4	16,7	23 740	0,831	1
35	Pologne	0,834	76,4	11,8	15,5	21 487	0,833	-1
37	Andorre	0,830	81,2 <sup>d</sup>	10,4 <sup>i</sup>	11,7	40 597 <sup>j</sup>	0,830	0
37	Slovaquie	0,830	75,4	11,6	15,0	25 336	0,829	1
39	Malte	0,829	79,8	9,9	14,5	27 022	0,827	0
40	Émirats arabes unis	0,827	76,8	9,1	13,3 <sup>k</sup>	58 068	0,825	0
41	Chili	0,822	80,0	9,8	15,1	20 804	0,819	1
41	Portugal	0,822	79,9	8,2	16,3	24 130	0,822	0
43	Hongrie	0,818	74,6	11,3 <sup>b</sup>	15,4	21 239	0,817	0
44	Bahreïn	0,815	76,6	9,4	14,4 <sup>l</sup>	32 072 <sup>h</sup>	0,813	0
44	Cuba	0,815	79,3	10,2	14,5	19 844 <sup>m</sup>	0,813	0
46	Koweït	0,814	74,3	7,2	14,6	85 820 <sup>g</sup>	0,813	-2
47	Croatie	0,812	77,0	11,0	14,5	19 025	0,812	0
48	Lettonie	0,810	72,2	11,5 <sup>b</sup>	15,5	22 186	0,808	0
49	Argentine	0,808	76,3	9,8	16,4	17 297 <sup>h</sup>	0,806	0
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ</b>								
50	Uruguay	0,790	77,2	8,5	15,5	18 108	0,787	2
51	Bahamas	0,789	75,2	10,9	12,6 <sup>n</sup>	21 414	0,788	0
51	Monténégro	0,789	74,8	10,5 <sup>o</sup>	15,2	14 710	0,787	1
53	Biélorussie	0,786	69,9	11,5 <sup>o</sup>	15,7	16 403	0,785	1
54	Roumanie	0,785	73,8	10,7	14,1	17 433	0,782	1
55	Libye	0,784	75,3	7,5	16,1	21 666 <sup>h</sup>	0,789	-5
56	Oman	0,783	76,6	6,8	13,6	42 191 <sup>h</sup>	0,781	0
57	Fédération de Russie	0,778	68,0	11,7	14,0	22 617	0,777	0
58	Bulgarie	0,777	73,5	10,6 <sup>b</sup>	14,3	15 402	0,776	0
59	Barbade	0,776	75,4	9,4	15,4	13 604	0,776	-1
60	Palaos	0,775	72,4 <sup>d</sup>	12,2 <sup>p</sup>	13,7	12 823	0,773	0

Classement à l'IDH	Indice de développement humain (IDH)	Espérance de vie à la naissance	Durée moyenne de scolarisation	Durée attendue de scolarisation	Revenu national brut (RNB) par habitant	Indice de développement humain (IDH)	Changement dans le classement	
	Valeur	(années)	(années)	(années)	(PPA \$ 2011)	Valeur	2012-2013	
	2013	2013	2012 <sup>a</sup>	2012 <sup>a</sup>	2013	2012		
61	Antigua-et-Barbuda	0,774	76,0	8,9 <sup>a</sup>	13,8	18 800	0,773	-1
62	Malaisie	0,773	75,0	9,5	12,7	21 824	0,770	0
63	Maurice	0,771	73,6	8,5	15,6	16 777	0,769	0
64	Trinité-et-Tobago	0,766	69,9	10,8	12,3	25 325	0,765	0
65	Liban	0,765	80,0	7,9 <sup>a</sup>	13,2	16 263	0,764	0
65	Panama	0,765	77,6	9,4	12,4	16 379	0,761	2
67	Venezuela (Rép. bolivarienne du)	0,764	74,6	8,6	14,2	17 067	0,763	-1
68	Costa Rica	0,763	79,9	8,4	13,5	13 012	0,761	-1
69	Turquie	0,759	75,3	7,6	14,4	18 391	0,756	0
70	Kazakhstan	0,757	66,5	10,4	15,0	19 441	0,755	0
71	Mexique	0,756	77,5	8,5	12,8	15 854	0,755	-1
71	Seychelles	0,756	73,2	9,4 <sup>a</sup>	11,6	24 632	0,755	-1
73	Saint-Kitts-et-Nevis	0,750	73,6 <sup>d</sup>	8,4 <sup>p</sup>	12,9	20 150	0,749	0
73	Sri Lanka	0,750	74,3	10,8	13,6	9 250	0,745	2
75	Iran (République islamique d')	0,749	74,0	7,8	15,2	13 451 <sup>h</sup>	0,749	-2
76	Azerbaïdjan	0,747	70,8	11,2 <sup>a</sup>	11,8	15 725	0,745	-1
77	Jordanie	0,745	73,9	9,9	13,3	11 337	0,744	0
77	Serbie	0,745	74,1	9,5	13,6	11 301	0,743	1
79	Brésil	0,744	73,9	7,2	15,2 <sup>q</sup>	14 275	0,742	1
79	Géorgie	0,744	74,3	12,1 <sup>r</sup>	13,2	6 890	0,741	2
79	Grenade	0,744	72,8	8,6 <sup>p</sup>	15,8	10 339	0,743	-1
82	Pérou	0,737	74,8	9,0	13,1	11 280	0,734	0
83	Ukraine	0,734	68,5	11,3	15,1	8 215	0,733	0
84	Belize	0,732	73,9	9,3	13,7	9 364	0,731	0
84	Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	0,732	75,2	8,2 <sup>r</sup>	13,3	11 745	0,730	1
86	Bosnie-Herzégovine	0,731	76,4	8,3 <sup>a</sup>	13,6	9 431	0,729	0
87	Arménie	0,730	74,6	10,8	12,3	7 952	0,728	0
88	Fidji	0,724	69,8	9,9	15,7	7 214	0,722	0
89	Thaïlande	0,722	74,4	7,3	13,1	13 364	0,720	0
90	Tunisie	0,721	75,9	6,5	14,6	10 440	0,719	0
91	Chine	0,719	75,3	7,5	12,9	11 477	0,715	2
91	Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,719	72,5	8,6 <sup>p</sup>	13,3	10 339	0,717	0
93	Algérie	0,717	71,0	7,6	14,0	12 555	0,715	0
93	Dominique	0,717	77,7 <sup>d</sup>	7,7 <sup>p</sup>	12,7 <sup>n</sup>	9 235	0,716	-1
95	Albanie	0,716	77,4	9,3	10,8	9 225	0,714	2
96	Jamaïque	0,715	73,5	9,6	12,5	8 170	0,715	-3
97	Sainte-Lucie	0,714	74,8	8,3 <sup>p</sup>	12,8	9 251	0,715	-4
98	Colombie	0,711	74,0	7,1	13,2	11 527	0,708	0
98	Équateur	0,711	76,5	7,6	12,3 <sup>n</sup>	9 998	0,708	0
100	Suriname	0,705	71,0	7,7	12,0	15 113	0,702	1
100	Tonga	0,705	72,7	9,4 <sup>b</sup>	14,7	5 316	0,704	0
102	République dominicaine	0,700	73,4	7,5	12,3 <sup>l</sup>	10 844	0,698	0
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN</b>								
103	Maldives	0,698	77,9	5,8 <sup>b</sup>	12,7	10 074	0,695	0
103	Mongolie	0,698	67,5	8,3	15,0	8 466	0,692	3
103	Turkménistan	0,698	65,5	9,9 <sup>s</sup>	12,6 <sup>p</sup>	11 533	0,693	1
106	Samoa	0,694	73,2	10,3	12,9 <sup>t</sup>	4 708	0,693	-2
107	Palestine (État de)	0,686	73,2	8,9 <sup>a</sup>	13,2	5 168 <sup>h,u</sup>	0,683	0
108	Indonésie	0,684	70,8	7,5	12,7	8 970	0,681	0
109	Botswana	0,683	64,4 <sup>v</sup>	8,8	11,7	14 792	0,681	-1
110	Égypte	0,682	71,2	6,4	13,0	10 400	0,681	-2
111	Paraguay	0,676	72,3	7,7	11,9	7 580	0,670	0
112	Gabon	0,674	63,5	7,4	12,3	16 977	0,670	-1
113	Bolivie (État plurinational de)	0,667	67,3	9,2	13,2	5 552	0,663	0
114	Moldova (République de)	0,663	68,9	9,8	11,8	5 041	0,657	2
115	Salvador	0,662	72,6	6,5	12,1	7 240	0,660	0
116	Ouzbékistan	0,661	68,2	10,0 <sup>r</sup>	11,5	5 227	0,657	0
117	Philippines	0,660	68,7	8,9 <sup>b</sup>	11,3	6 381	0,656	1
118	Afrique du Sud	0,658	56,9	9,9	13,1 <sup>p</sup>	11 788	0,654	1
118	République arabe syrienne	0,658	74,6	6,6	12,0	5 771 <sup>h,u</sup>	0,662	-4
120	Iraq	0,642	69,4	5,6	10,1	14 007	0,641	0
121	Guyana	0,638	66,3	8,5	10,7	6 341	0,635	0

**TABLEAU 1 INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SES COMPOSANTES**

	Indice de développement humain (IDH)	Espérance de vie à la naissance	Durée moyenne de scolarisation	Durée attendue de scolarisation	Revenu national brut (RNB) par habitant	Indice de développement humain (IDH)	Changement dans le classement
	Valeur	(années)	(années)	(années)	(PPA \$ 2011)	Valeur	
<b>Classement à l'IDH</b>	2013	2013	2012 <sup>a</sup>	2012 <sup>a</sup>	2013	2012	2012-2013
121 Viet Nam	0,638	75,9	5,5	11,9 <sup>n</sup>	4 892	0,635	0
123 Cap-Vert	0,636	75,1	3,5 <sup>p</sup>	13,2	6 365	0,635	-2
124 Micronésie (États fédérés de)	0,630	69,0	8,8 <sup>s</sup>	11,4 <sup>p</sup>	3 662	0,629	0
125 Guatemala	0,628	72,1	5,6	10,7	6 866	0,626	0
125 Kirghizistan	0,628	67,5	9,3	12,5	3 021	0,621	1
127 Namibie	0,624	64,5	6,2	11,3	9 185	0,620	0
128 Timor-Leste	0,620	67,5	4,4 <sup>w</sup>	11,7	9 674	0,616	1
129 Honduras	0,617	73,8	5,5	11,6	4 138	0,616	0
129 Maroc	0,617	70,9	4,4	11,6	6 905	0,614	2
131 Vanuatu	0,616	71,6	9,0 <sup>o</sup>	10,6	2 652	0,617	-3
132 Nicaragua	0,614	74,8	5,8	10,5	4 266	0,611	0
133 Kiribati	0,607	68,9	7,8 <sup>p</sup>	12,3	2 645	0,606	0
133 Tadjikistan	0,607	67,2	9,9	11,2	2 424	0,603	1
135 Inde	0,586	66,4	4,4	11,7	5 150	0,583	0
136 Bhoutan	0,584	68,3	2,3 <sup>w</sup>	12,4	6 775	0,580	0
136 Cambodge	0,584	71,9	5,8	10,9	2 805	0,579	1
138 Ghana	0,573	61,1	7,0	11,5	3 532	0,571	0
139 Rép. démocratique populaire lao	0,569	68,3	4,6	10,2	4 351	0,565	0
140 Congo	0,564	58,8	6,1	11,1	4 909	0,561	0
141 Zambie	0,561	58,1	6,5	13,5	2 898	0,554	2
142 Bangladesh	0,558	70,7	5,1	10,0	2 713	0,554	1
142 Sao Tomé-et-Principe	0,558	66,3	4,7 <sup>w</sup>	11,3	3 111	0,556	-1
144 Guinée équatoriale	0,556	53,1	5,4 <sup>p</sup>	8,5	21 972	0,556	-3
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE</b>							
145 Népal	0,540	68,4	3,2	12,4	2 194	0,537	0
146 Pakistan	0,537	66,6	4,7	7,7	4 652	0,535	0
147 Kenya	0,535	61,7	6,3	11,0	2 158	0,531	0
148 Swaziland	0,530	49,0	7,1	11,3	5 536	0,529	0
149 Angola	0,526	51,9	4,7 <sup>w</sup>	11,4	6 323	0,524	0
150 Myanmar	0,524	65,2	4,0	8,6	3 998 <sup>h</sup>	0,520	0
151 Rwanda	0,506	64,1	3,3	13,2	1 403	0,502	0
152 Cameroun	0,504	55,1	5,9	10,4	2 557	0,501	0
152 Nigéria	0,504	52,5	5,2 <sup>w</sup>	9,0	5 353	0,500	1
154 Yémen	0,500	63,1	2,5	9,2	3 945	0,499	0
155 Madagascar	0,498	64,7	5,2 <sup>p</sup>	10,3	1 333	0,496	0
156 Zimbabwe	0,492	59,9	7,2	9,3	1 307	0,484	4
157 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,491	62,4	3,9	8,9 <sup>p</sup>	2 453	0,490	-1
157 Îles Salomon	0,491	67,7	4,5 <sup>p</sup>	9,2	1 385	0,489	0
159 Comores	0,488	60,9	2,8	12,8	1 505	0,486	-1
159 Tanzanie (République-Unie de)	0,488	61,5	5,1	9,2	1 702	0,484	1
161 Mauritanie	0,487	61,6	3,7	8,2	2 988	0,485	-2
162 Lesotho	0,486	49,4	5,9 <sup>b</sup>	11,1	2 798	0,481	1
163 Sénégal	0,485	63,5	4,5	7,9	2 169	0,484	-3
164 Ouganda	0,484	59,2	5,4	10,8	1 335	0,480	0
165 Bénin	0,476	59,3	3,2	11,0	1 726	0,473	0
166 Soudan	0,473	62,1	3,1	7,3 <sup>p</sup>	3 428	0,472	0
166 Togo	0,473	56,5	5,3	12,2	1 129	0,470	1
168 Haïti	0,471	63,1	4,9	7,6 <sup>p</sup>	1 636	0,469	0
169 Afghanistan	0,468	60,9	3,2	9,3	1 904	0,466	0
170 Djibouti	0,467	61,8	3,8 <sup>f</sup>	6,4	3 109 <sup>h</sup>	0,465	0
171 Côte d'Ivoire	0,452	50,7	4,3	8,9 <sup>p</sup>	2 774	0,448	0
172 Gambie	0,441	58,8	2,8	9,1	1 557	0,438	0
173 Éthiopie	0,435	63,6	2,4 <sup>w</sup>	8,5	1 303	0,429	0
174 Malawi	0,414	55,3	4,2	10,8	715	0,411	0
175 Libéria	0,412	60,6	3,9	8,5 <sup>p</sup>	752	0,407	0
176 Mali	0,407	55,0	2,0 <sup>b</sup>	8,6	1 499	0,406	0
177 Guinée-Bissau	0,396	54,3	2,3 <sup>f</sup>	9,0	1 090	0,396	0
178 Mozambique	0,393	50,3	3,2 <sup>w</sup>	9,5	1 011	0,389	1
179 Guinée	0,392	56,1	1,6 <sup>w</sup>	8,7	1 142	0,391	-1
180 Burundi	0,389	54,1	2,7	10,1	749	0,386	0
181 Burkina Faso	0,388	56,3	1,3 <sup>f</sup>	7,5	1 602	0,385	0
182 Érythrée	0,381	62,9	3,4 <sup>p</sup>	4,1	1 147	0,380	0

	Indice de développement humain (IDH)	Espérance de vie à la naissance	Durée moyenne de scolarisation	Durée attendue de scolarisation	Revenu national brut (RNB) par habitant	Indice de développement humain (IDH)	Changement dans le classement
	Valeur	(années)	(années)	(années)	(PPA \$ 2011)	Valeur	2012-2013
<b>Classement à l'IDH</b>	2013	2013	2012 <sup>a</sup>	2012 <sup>a</sup>	2013	2012	2012-2013
183 Sierra Leone	0,374	45,6	2,9	7,5 <sup>p</sup>	1 815	0,368	1
184 Tchad	0,372	51,2	1,5 <sup>s</sup>	7,4	1 622	0,370	-1
185 République centrafricaine	0,341	50,2	3,5	7,2	588	0,365	0
186 Congo (République démocratique du)	0,338	50,0	3,1	9,7	444	0,333	1
187 Niger	0,337	58,4	1,4	5,4	873	0,335	-1
<b>AUTRES PAYS OU TERRITOIRES</b>							
Corée, Rép. populaire démocratique de	..	70,0	..	..	..	..	..
Îles Marshall	..	72,6	..	..	4 206	..	..
Monaco	..	..	..	..	..	..	..
Nauru	..	..	..	9,3	..	..	..
Saint-Marin	..	..	..	15,3	..	..	..
Somalie	..	55,1	..	..	..	..	..
Soudan du Sud	..	55,3	..	..	1 450	..	..
Tuvalu	..	..	..	10,8	5 151	..	..
<b>Groupes d'indice de développement humain</b>							
Développement humain très élevé	0,890	80,2	11,7	16,3	40 046	0,889	—
Développement humain élevé	0,735	74,5	8,1	13,4	13 231	0,733	—
Développement humain moyen	0,614	67,9	5,5	11,7	5 960	0,612	—
Développement humain faible	0,493	59,4	4,2	9,0	2 904	0,490	—
<b>Régions</b>							
États arabes	0,682	70,2	6,3	11,8	15 817	0,681	—
Asie de l'Est et Pacifique	0,703	74,0	7,4	12,5	10 499	0,699	—
Europe et Asie centrale	0,738	71,3	9,6	13,6	12 415	0,735	—
Amérique latine et Caraïbes	0,740	74,9	7,9	13,7	13 767	0,739	—
Asie du Sud	0,588	67,2	4,7	11,2	5 195	0,586	—
Afrique subsaharienne	0,502	56,8	4,8	9,7	3 152	0,499	—
<b>Pays moins développés</b>	0,487	61,5	3,9	9,4	2 126	0,484	—
<b>Petits États insulaires en développement</b>	0,665	70,0	7,5	11,0	9 471	0,663	—
<b>Monde</b>	<b>0,702</b>	<b>70,8</b>	<b>7,7</b>	<b>12,2</b>	<b>13 723</b>	<b>0,700</b>	<b>—</b>

#### NOTES

- a** Données relatives à l'année 2012 ou à l'année la plus récente disponible.
- b** Données mises à jour par le BRDH d'après l'Institut de statistique de l'UNESCO (2013b).
- c** Calcul réalisé par le ministère de l'Éducation de Singapour.
- d** Valeur fournie par l'ONU DAES (2011).
- e** Selon une durée moyenne de scolarisation des adultes identique à celle de la Suisse avant la dernière mise à jour.
- f** Estimation basée sur la parité de pouvoir d'achat (PPA) et sur le taux de croissance prévu pour la Suisse.
- g** Pour le calcul de l'IDH, le RNB par habitant est plafonné à 75 000 \$.
- h** Basé sur les taux de conversion en PPA du PIB de la Banque mondiale (2014) ainsi que sur les déflateurs du PIB et le RNB par habitant en devise nationale selon la Division de statistiques des Nations Unies (2014).
- i** Selon une durée moyenne de scolarisation des adultes identique à celle de l'Espagne avant la dernière mise à jour.
- j** Estimation basée sur la PPA et sur le taux de croissance prévu pour l'Espagne.
- k** Calculs basés sur les données fournies par l'Institut de statistique de l'UNESCO (2011).

- l** Calculs basés sur les données relatives à la durée de scolarisation attendue de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2013a).
- m** Taux de croissance projetée selon l'ECLAC (2013).
- n** Calculs basés sur les données relatives à la durée de scolarisation attendue de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2012).
- o** Selon les estimations de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2013b) concernant la répartition du niveau d'éducation.
- p** Calcul basé sur la régression entre les pays.
- q** Calculs du BRDH basés sur les données de l'Institut national des études et des recherches en éducation du Brésil (2013).
- r** Données basées sur les enquêtes en grappes à indicateurs multiples du Fonds des Nations Unies pour l'enfance 2005-2012.
- s** Données issues d'enquêtes réalisées auprès des ménages de la base de données sur la répartition internationale des revenus de la Banque mondiale.
- t** Calculs du BRDH basés sur les données du Bureau des statistiques de Samoa (n.d.).
- u** Données basées sur les taux de croissance de la CESAO (2013).
- v** Estimations provisoires non publiées issues d'une note d'information de la Division de la population des Nations Unies, octobre 2013.

- w** Calculs basés sur les enquêtes démographiques et sanitaires réalisées par ICF Macro.

#### DÉFINITIONS

**Indice de développement humain (IDH) :** indice composite mesurant le niveau moyen atteint dans trois dimensions essentielles du développement humain : santé et longévité, accès à l'éducation et niveau de vie décent. Consulter la *Fiche technique n°7* sur <http://hdr.undp.org> pour connaître les modalités de calcul de l'IDH.

**Espérance de vie à la naissance :** nombre d'années qu'un nouveau-né peut espérer vivre si les taux de mortalité par âge ayant prévalu au moment de sa naissance demeurent inchangés tout au long de sa vie.

**Durée moyenne de scolarisation :** nombre moyen d'années d'éducation dispensées aux personnes âgées de 25 ans et plus, d'après les niveaux d'éducation de la population convertis en années de scolarisation sur la base des durées théoriques de chaque niveau d'enseignement suivi.

**Durée attendue de scolarisation :** nombre d'années de scolarisation dont un enfant en âge d'entrer à l'école peut espérer bénéficier si les taux de scolarisation par âge devaient rester inchangés tout au long de la vie de l'enfant.

**Revenu national brut (RNB) par habitant :** revenu total d'une économie généré par sa

production et les facteurs de production qu'elle détient, soustraction faite du revenu versé pour l'utilisation des facteurs de production détenus par le reste du monde, converti en dollars internationaux à l'aide des taux de PPA et divisé par la population en milieu d'année.

#### PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

**Colonnes 1 et 6 :** calculs du BRDH basés sur les données de l'ONU DAES (2013a), de Barro et Lee (2013), de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2013b), de la Division de statistique des Nations Unies (2014), de la Banque mondiale (2014) et du FMI (2014).

**Colonne 2 :** ONU DAES 2013a.

**Colonne 3 :** estimations de Barro et Lee (2013), de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2013b) et du BRDH sur la base des chiffres de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2013b) concernant le niveau d'éducation et de la méthodologie de Barro et Lee (2013).

**Colonne 4 :** Institut de statistique de l'UNESCO 2013b.

**Colonne 5 :** calculs du BRDH basés sur les données de la Banque mondiale (2014), du FMI (2014) et de la Division de statistiques des Nations Unies (2014).

**Colonne 7 :** calculs basés sur les données des colonnes 1 et 6.

## Évolution de l'indice de développement humain, 1980-2013

Classement à l'IDH	Indice de développement humain (IDH)									Classement à l'IDH	Croissance annuelle moyenne de l'IDH				
	Valeur										Évolution	(%)			
	1980	1990	2000	2005	2008	2010	2011	2012	2013			2008-2013*	1980-1990	1990-2000	2000-2013
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ</b>															
1	Norvège	0,793	0,841	0,910	0,935	0,937	0,939	0,941	0,943	0,944	1	0	0,59	0,80	0,28
2	Australie	0,841	0,866	0,898	0,912	0,922	0,926	0,928	0,931	0,933	2	0	0,29	0,37	0,29
3	Suisse	0,806	0,829	0,886	0,901	0,903	0,915	0,914	0,916	0,917	3	1	0,29	0,66	0,27
4	Pays-Bas	0,783	0,826	0,874	0,888	0,901	0,904	0,914	0,915	0,915	4	3	0,53	0,57	0,35
5	États-Unis	0,825	0,858	0,883	0,897	0,905	0,908	0,911	0,912	0,914	5	-2	0,39	0,29	0,26
6	Allemagne	0,739	0,782	0,854	0,887	0,902	0,904	0,908	0,911	0,911	6	-1	0,57	0,89	0,51
7	Nouvelle-Zélande	0,793	0,821	0,873	0,894	0,899	0,903	0,904	0,908	0,910	7	1	0,35	0,62	0,32
8	Canada	0,809	0,848	0,867	0,892	0,896	0,896	0,900	0,901	0,902	8	1	0,48	0,21	0,31
9	Singapour	..	0,744	0,800	0,840	0,868	0,894	0,896	0,899	0,901	12	14	..	0,72	0,92
10	Danemark	0,781	0,806	0,859	0,891	0,896	0,898	0,899	0,900	0,900	10	-1	0,31	0,63	0,37
11	Irlande	0,734	0,775	0,862	0,890	0,902	0,899	0,900	0,901	0,899	8	-6	0,54	1,08	0,32
12	Suède	0,776	0,807	0,889	0,887	0,891	0,895	0,896	0,897	0,898	11	-1	0,38	0,98	0,08
13	Islande	0,754	0,800	0,858	0,888	0,886	0,886	0,890	0,893	0,895	13	0	0,59	0,70	0,32
14	Royaume-Uni	0,735	0,768	0,863	0,888	0,890	0,895	0,891	0,890	0,892	14	-2	0,45	1,18	0,25
15	Hong Kong, Chine (RAS)	0,698	0,775	0,810	0,839	0,877	0,882	0,886	0,889	0,891	15	2	1,06	0,43	0,74
15	Corée (République de)	0,628	0,731	0,819	0,856	0,874	0,882	0,886	0,888	0,891	16	5	1,52	1,14	0,65
17	Japon	0,772	0,817	0,858	0,873	0,881	0,884	0,887	0,888	0,890	16	-2	0,57	0,48	0,28
18	Liechtenstein	..	..	..	..	..	0,882	0,887	0,888	0,889	16	..	..	..	..
19	Israël	0,749	0,785	0,849	0,869	0,877	0,881	0,885	0,886	0,888	16	-1	0,48	0,78	0,34
20	France	0,722	0,779	0,848	0,867	0,875	0,879	0,882	0,884	0,884	20	0	0,76	0,85	0,33
21	Autriche	0,736	0,786	0,835	0,851	0,868	0,877	0,879	0,880	0,881	21	3	0,67	0,61	0,41
21	Belgique	0,753	0,805	0,873	0,865	0,873	0,877	0,880	0,880	0,881	21	1	0,68	0,81	0,07
21	Luxembourg	0,729	0,786	0,866	0,876	0,882	0,881	0,881	0,880	0,881	21	-6	0,75	0,98	0,13
24	Finlande	0,752	0,792	0,841	0,869	0,878	0,877	0,879	0,879	0,879	24	-7	0,52	0,60	0,34
25	Slovénie	..	0,769	0,821	0,855	0,871	0,873	0,874	0,874	0,874	25	-2	..	0,66	0,48
26	Italie	0,718	0,763	0,825	0,858	0,868	0,869	0,872	0,872	0,872	26	-2	0,60	0,78	0,43
27	Espagne	0,702	0,755	0,826	0,844	0,857	0,864	0,868	0,869	0,869	27	1	0,74	0,90	0,39
28	République tchèque	..	0,762	0,806	0,845	0,856	0,858	0,861	0,861	0,861	28	1	..	0,56	0,52
29	Grèce	0,713	0,749	0,798	0,853	0,858	0,856	0,854	0,854	0,853	29	-2	0,49	0,64	0,51
30	Brunéi Darussalam	0,740	0,786	0,822	0,838	0,843	0,844	0,846	0,852	0,852	30	2	0,60	0,46	0,27
31	Qatar	0,729	0,756	0,811	0,840	0,855	0,847	0,843	0,850	0,851	31	-1	0,35	0,71	0,37
32	Chypre	0,661	0,726	0,800	0,828	0,844	0,848	0,850	0,848	0,845	32	-1	0,95	0,96	0,43
33	Estonie	..	0,730	0,776	0,821	0,832	0,830	0,836	0,839	0,840	33	0	..	0,61	0,61
34	Arabie saoudite	0,583	0,662	0,744	0,773	0,791	0,815	0,825	0,833	0,836	34	13	1,28	1,17	0,90
35	Lituanie	..	0,737	0,757	0,806	0,827	0,829	0,828	0,831	0,834	36	1	..	0,28	0,75
35	Pologne	0,687	0,714	0,784	0,803	0,817	0,826	0,830	0,833	0,834	34	3	0,38	0,94	0,48
37	Andorre	..	..	..	..	..	0,832	0,831	0,830	0,830	37	..	..	..	..
37	Slovaquie	..	0,747	0,776	0,803	0,824	0,826	0,827	0,829	0,830	38	0	..	0,39	0,51
39	Malte	0,704	0,730	0,770	0,801	0,809	0,821	0,823	0,827	0,829	39	4	0,36	0,53	0,57
40	Émirats arabes unis	0,640	0,725	0,797	0,823	0,832	0,824	0,824	0,825	0,827	40	-5	1,25	0,95	0,28
41	Chili	0,640	0,704	0,753	0,785	0,805	0,808	0,815	0,819	0,822	42	3	0,96	0,67	0,68
41	Portugal	0,643	0,708	0,780	0,790	0,805	0,816	0,819	0,822	0,822	41	3	0,96	0,97	0,41
43	Hongrie	0,696	0,701	0,774	0,805	0,814	0,817	0,817	0,817	0,818	43	-3	0,08	0,99	0,43
44	Bahreïn	0,677	0,729	0,784	0,811	0,810	0,812	0,812	0,813	0,815	44	-2	0,75	0,72	0,30
44	Cuba	0,681	0,729	0,742	0,786	0,830	0,824	0,819	0,813	0,815	44	-9	0,68	0,17	0,73
46	Koweït	0,702	0,723	0,804	0,795	0,800	0,807	0,810	0,813	0,814	44	1	0,29	1,08	0,09
47	Croatie	..	0,689	0,748	0,781	0,801	0,806	0,812	0,812	0,812	47	-1	..	0,82	0,64
48	Lettonie	..	0,710	0,729	0,786	0,813	0,809	0,804	0,808	0,810	48	-7	..	0,26	0,82
49	Argentine	0,665	0,694	0,753	0,758	0,777	0,799	0,804	0,806	0,808	49	4	0,43	0,81	0,55
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ</b>															
50	Uruguay	0,658	0,691	0,740	0,755	0,773	0,779	0,783	0,787	0,790	52	5	0,49	0,69	0,50
51	Bahamas	..	..	0,766	0,787	0,791	0,788	0,789	0,788	0,789	51	-3	..	..	0,23
51	Monténégro	..	..	..	0,750	0,780	0,784	0,787	0,787	0,789	52	1	..	..	..
53	Biélorussie	..	..	..	0,725	0,764	0,779	0,784	0,785	0,786	54	7	..	..	..
54	Roumanie	0,685	0,703	0,706	0,750	0,781	0,779	0,782	0,782	0,785	55	-3	0,25	0,05	0,82
55	Libye	0,641	0,684	0,745	0,772	0,789	0,799	0,753	0,789	0,784	50	-5	0,65	0,85	0,40
56	Oman	..	..	..	0,733	0,714	0,780	0,781	0,781	0,783	56	6	..	..	..
57	Fédération de Russie	..	0,729	0,717	0,750	0,770	0,773	0,775	0,777	0,778	57	0	..	-0,17	0,64
58	Bulgarie	0,658	0,696	0,714	0,749	0,766	0,773	0,774	0,776	0,777	58	0	0,57	0,25	0,66
59	Barbade	0,658	0,706	0,745	0,761	0,776	0,779	0,780	0,776	0,776	58	-5	0,71	0,54	0,31
60	Palaos	..	..	0,741	0,771	0,772	0,768	0,770	0,773	0,775	60	-4	..	..	0,34

Classement à l'IDH	Indice de développement humain (IDH)										Classement à l'IDH		Croissance annuelle moyenne de l'IDH		
	Valeur										2012	Évolution 2008-2013 <sup>a</sup>	(%)		
	1980	1990	2000	2005	2008	2010	2011	2012	2013	1980-1990			1990-2000	2000-2013	
61 Antigua-et-Barbuda	..	..	..	..	..	0,778	0,772	0,773	0,774	60	..	..	..	..	
62 Malaisie	0,577	0,641	0,717	0,747	0,760	0,766	0,768	0,770	0,773	62	1	1,05	1,12	0,58	
63 Maurice	0,558	0,621	0,686	0,722	0,741	0,753	0,759	0,769	0,771	63	9	1,07	1,01	0,90	
64 Trinité-et-Tobago	0,658	0,658	0,697	0,745	0,764	0,764	0,764	0,765	0,766	64	-3	0,00	0,58	0,73	
65 Liban	..	..	..	0,741	0,750	0,759	0,764	0,764	0,765	65	2	..	..	..	
65 Panama	0,627	0,651	0,709	0,728	0,752	0,759	0,757	0,761	0,765	67	1	0,38	0,85	0,59	
67 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	0,639	0,644	0,677	0,716	0,758	0,759	0,761	0,763	0,764	66	-2	0,08	0,50	0,93	
68 Costa Rica	0,605	0,652	0,705	0,721	0,744	0,750	0,758	0,761	0,763	67	1	0,76	0,79	0,60	
69 Turquie	0,496	0,576	0,653	0,687	0,710	0,738	0,752	0,756	0,759	69	16	1,50	1,27	1,16	
70 Kazakhstan	..	0,686	0,679	0,734	0,744	0,747	0,750	0,755	0,757	70	-1	..	-0,09	0,84	
71 Mexique	0,595	0,647	0,699	0,724	0,739	0,748	0,752	0,755	0,756	70	2	0,84	0,78	0,60	
71 Seychelles	..	..	0,743	0,757	0,766	0,763	0,749	0,755	0,756	70	-12	..	..	0,14	
73 Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	..	..	..	0,747	0,745	0,749	0,750	73	..	..	..	..	
73 Sri Lanka	0,569	0,620	0,679	0,710	0,725	0,736	0,740	0,745	0,750	75	5	0,87	0,91	0,77	
75 Iran (République islamique d')	0,490	0,552	0,652	0,681	0,711	0,725	0,733	0,749	0,749	73	10	1,19	1,69	1,07	
76 Azerbaïdjan	..	..	0,639	0,686	0,724	0,743	0,743	0,745	0,747	75	4	..	..	1,21	
77 Jordanie	0,587	0,622	0,705	0,733	0,746	0,744	0,744	0,744	0,745	77	-8	0,58	1,26	0,43	
77 Serbie	..	0,726	0,713	0,732	0,743	0,743	0,744	0,743	0,745	78	-5	..	-0,19	0,34	
79 Brésil	0,545	0,612	0,682	0,705	0,731	0,739	0,740	0,742	0,744	80	-4	1,16	1,10	0,67	
79 Géorgie	..	..	..	0,710	0,730	0,733	0,736	0,741	0,744	81	-3	..	..	..	
79 Grenade	..	..	..	..	..	0,746	0,747	0,743	0,744	78	..	..	..	..	
82 Pérou	0,595	0,615	0,682	0,694	0,707	0,722	0,727	0,734	0,737	82	8	0,34	1,03	0,60	
83 Ukraine	..	0,705	0,668	0,713	0,729	0,726	0,730	0,733	0,734	83	-5	..	-0,54	0,73	
84 Belize	0,619	0,640	0,675	0,710	0,710	0,714	0,717	0,731	0,732	84	3	0,33	0,53	0,63	
84 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	..	..	..	0,699	0,724	0,728	0,730	0,730	0,732	85	-3	..	..	..	
86 Bosnie-Herzégovine	..	..	..	0,716	0,727	0,726	0,729	0,729	0,731	86	-7	..	..	..	
87 Arménie	..	0,632	0,648	0,693	0,722	0,720	0,724	0,728	0,730	87	-4	..	0,26	0,92	
88 Fidji	0,587	0,619	0,674	0,694	0,712	0,721	0,722	0,722	0,724	88	-4	0,53	0,86	0,55	
89 Thaïlande	0,503	0,572	0,649	0,685	0,704	0,715	0,716	0,720	0,722	89	3	1,28	1,27	0,83	
90 Tunisie	0,484	0,567	0,653	0,687	0,706	0,715	0,716	0,719	0,721	90	1	1,60	1,42	0,77	
91 Chine	0,423	0,502	0,591	0,645	0,682	0,701	0,710	0,715	0,719	93	10	1,72	1,66	1,52	
91 Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	..	..	..	0,717	0,715	0,717	0,719	91	..	..	..	..	
93 Algérie	0,509	0,576	0,634	0,675	0,695	0,709	0,715	0,715	0,717	93	5	1,25	0,96	0,95	
93 Dominique	..	..	0,691	0,708	0,712	0,717	0,718	0,716	0,717	92	-8	..	..	0,29	
95 Albanie	0,603	0,609	0,655	0,689	0,703	0,708	0,714	0,714	0,716	97	-1	0,10	0,74	0,69	
96 Jamaïque	0,614	0,638	0,671	0,700	0,710	0,712	0,714	0,715	0,715	93	-8	0,38	0,51	0,49	
97 Sainte-Lucie	..	..	..	..	..	0,717	0,718	0,715	0,714	93	..	..	..	..	
98 Colombie	0,557	0,596	0,655	0,680	0,700	0,706	0,710	0,708	0,711	98	-2	0,68	0,94	0,63	
98 Équateur	0,605	0,643	0,658	0,687	0,697	0,701	0,705	0,708	0,711	98	-1	0,61	0,24	0,59	
100 Suriname	..	..	..	0,672	0,694	0,698	0,701	0,702	0,705	101	0	..	..	..	
100 Tonga	0,602	0,631	0,672	0,695	0,696	0,701	0,702	0,704	0,705	100	-2	0,49	0,62	0,37	
102 République dominicaine	0,527	0,589	0,645	0,668	0,684	0,691	0,695	0,698	0,700	102	-1	1,12	0,91	0,63	
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN</b>															
103 Maldives	..	..	0,599	0,659	0,675	0,688	0,692	0,695	0,698	103	1	..	..	1,19	
103 Mongolie	0,515	0,552	0,580	0,637	0,665	0,671	0,682	0,692	0,698	106	3	0,71	0,50	1,43	
103 Turkménistan	..	..	..	..	..	0,687	0,690	0,693	0,698	104	..	..	..	..	
106 Samoa	..	..	0,654	0,681	0,683	0,688	0,690	0,693	0,694	104	-3	..	..	0,45	
107 Palestine (État de)	..	..	..	0,649	0,672	0,671	0,679	0,683	0,686	107	1	..	..	..	
108 Indonésie	0,471	0,528	0,609	0,640	0,654	0,671	0,678	0,681	0,684	108	4	1,16	1,44	0,90	
109 Botswana	0,470	0,583	0,560	0,610	0,656	0,672	0,678	0,681	0,683	108	2	2,18	-0,40	1,54	
110 Égypte	0,452	0,546	0,621	0,645	0,667	0,678	0,679	0,681	0,682	108	-4	1,91	1,30	0,72	
111 Paraguay	0,550	0,581	0,625	0,648	0,661	0,669	0,672	0,670	0,676	111	-3	0,55	0,73	0,61	
112 Gabon	0,540	0,619	0,632	0,644	0,654	0,662	0,666	0,670	0,674	111	0	1,37	0,21	0,50	
113 Bolivie (État plurinational de)	0,494	0,554	0,615	0,636	0,649	0,658	0,661	0,663	0,667	113	2	1,17	1,04	0,63	
114 Moldova (République de)	..	0,645	0,598	0,639	0,652	0,652	0,656	0,657	0,663	116	0	..	-0,76	0,80	
115 Salvador	0,517	0,529	0,607	0,640	0,648	0,652	0,657	0,660	0,662	115	1	0,22	1,38	0,67	
116 Ouzbékistan	..	..	..	0,626	0,643	0,648	0,653	0,657	0,661	116	2	..	..	..	
117 Philippines	0,566	0,591	0,619	0,638	0,648	0,651	0,652	0,656	0,660	118	-1	0,45	0,46	0,49	
118 Afrique du Sud	0,569	0,619	0,628	0,608	0,623	0,638	0,646	0,654	0,658	119	2	0,86	0,14	0,36	
118 République arabe syrienne	0,528	0,570	0,605	0,653	0,658	0,662	0,662	0,662	0,658	114	-8	0,76	0,60	0,65	
120 Iraq	0,500	0,508	0,606	0,621	0,632	0,638	0,639	0,641	0,642	120	-1	0,17	1,77	0,45	
121 Guyana	0,516	0,505	0,570	0,584	0,621	0,626	0,632	0,635	0,638	121	0	-0,22	1,22	0,87	

**TABLEAU 2 ÉVOLUTION DE L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN, 1980-2013**

Classement à l'IDH	Indice de développement humain (IDH)									Classement à l'IDH	Croissance annuelle moyenne de l'IDH			
	Valeur										Évolution	(%)		
	1980	1990	2000	2005	2008	2010	2011	2012	2013			2008-2013*	1980-1990	1990-2000
121 Viet Nam	0,463	0,476	0,563	0,598	0,617	0,629	0,632	0,635	0,638	121	2	0,28	1,70	0,96
123 Cap-Vert	..	..	0,573	0,589	0,613	0,622	0,631	0,635	0,636	121	1	..	..	0,81
124 Micronésie (États fédérés de)	..	..	..	..	..	0,627	0,627	0,629	0,630	124	..	..	..	..
125 Guatemala	0,445	0,483	0,551	0,576	0,601	0,613	0,620	0,626	0,628	125	3	0,82	1,34	1,01
125 Kirghizistan	..	0,607	0,586	0,605	0,617	0,614	0,618	0,621	0,628	126	-2	..	-0,34	0,52
127 Namibie	0,550	0,577	0,556	0,570	0,598	0,610	0,616	0,620	0,624	127	3	0,48	-0,36	0,89
128 Timor-Leste	..	..	0,465	0,505	0,579	0,606	0,606	0,616	0,620	129	5	..	..	2,25
129 Honduras	0,461	0,507	0,558	0,584	0,604	0,612	0,615	0,616	0,617	129	-2	0,95	0,96	0,78
129 Maroc	0,399	0,459	0,526	0,569	0,588	0,603	0,612	0,614	0,617	131	3	1,41	1,37	1,23
131 Vanuatu	..	..	..	..	0,608	0,617	0,618	0,617	0,616	128	-5	..	..	..
132 Nicaragua	0,483	0,491	0,554	0,585	0,599	0,604	0,608	0,611	0,614	132	-3	0,17	1,22	0,79
133 Kiribati	..	..	..	..	..	0,599	0,599	0,606	0,607	133	..	..	..	..
133 Tadjikistan	..	0,610	0,529	0,572	0,591	0,596	0,600	0,603	0,607	134	-2	..	-1,42	1,07
135 Inde	0,369	0,431	0,483	0,527	0,554	0,570	0,581	0,583	0,586	135	1	1,58	1,15	1,49
136 Bhoutan	..	..	..	..	..	0,569	0,579	0,580	0,584	136	..	..	..	..
136 Cambodge	0,251	0,403	0,466	0,536	0,564	0,571	0,575	0,579	0,584	137	-1	4,83	1,47	1,75
138 Ghana	0,423	0,502	0,487	0,511	0,544	0,556	0,566	0,571	0,573	138	1	1,73	-0,30	1,26
139 Rép. démocratique populaire lao	0,340	0,395	0,473	0,511	0,533	0,549	0,560	0,565	0,569	139	3	1,51	1,83	1,44
140 Congo	0,542	0,553	0,501	0,525	0,548	0,565	0,549	0,561	0,564	140	-2	0,19	-0,98	0,92
141 Zambie	0,422	0,407	0,423	0,471	0,505	0,530	0,543	0,554	0,561	143	7	-0,37	0,39	2,19
142 Bangladesh	0,336	0,382	0,453	0,494	0,515	0,539	0,549	0,554	0,558	143	2	1,29	1,71	1,62
142 Sao Tomé-et-Principe	..	..	0,495	0,520	0,537	0,543	0,548	0,556	0,558	141	-1	..	..	0,92
144 Guinée équatoriale	..	..	0,476	0,517	0,543	0,559	0,553	0,556	0,556	141	-4	..	..	1,21
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE</b>														
145 Népal	0,286	0,388	0,449	0,477	0,501	0,527	0,533	0,537	0,540	145	4	3,09	1,47	1,42
146 Pakistan	0,356	0,402	0,454	0,504	0,536	0,526	0,531	0,535	0,537	146	-1	1,22	1,21	1,30
147 Kenya	0,446	0,471	0,455	0,479	0,508	0,522	0,527	0,531	0,535	147	-1	0,55	-0,34	1,25
148 Swaziland	0,477	0,538	0,498	0,498	0,518	0,527	0,530	0,529	0,530	148	-5	1,20	-0,77	0,48
149 Angola	..	..	0,377	0,446	0,490	0,504	0,521	0,524	0,526	149	2	..	..	2,60
150 Myanmar	0,328	0,347	0,421	0,472	0,500	0,514	0,517	0,520	0,524	150	0	0,59	1,94	1,69
151 Rwanda	0,291	0,238	0,329	0,391	0,432	0,453	0,463	0,502	0,506	151	17	-2,01	3,31	3,35
152 Cameroun	0,391	0,440	0,433	0,457	0,477	0,493	0,498	0,501	0,504	152	2	1,19	-0,15	1,18
152 Nigéria	..	..	..	0,466	0,483	0,492	0,496	0,500	0,504	153	1	..	..	..
154 Yémen	..	0,390	0,427	0,462	0,471	0,484	0,497	0,499	0,500	154	2	..	0,90	1,22
155 Madagascar	..	..	0,453	0,470	0,487	0,494	0,495	0,496	0,498	155	-3	..	..	0,73
156 Zimbabwe	0,437	0,488	0,428	0,412	0,422	0,459	0,473	0,484	0,492	160	16	1,12	-1,30	1,08
157 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,323	0,363	0,423	0,441	0,467	0,479	0,484	0,490	0,491	156	1	1,19	1,53	1,17
157 Îles Salomon	..	..	0,475	0,483	0,506	0,489	0,494	0,489	0,491	157	-10	..	..	0,25
159 Comores	..	..	..	0,464	0,474	0,479	0,483	0,486	0,488	158	-4	..	..	..
159 Tanzanie (République-Unie de)	0,377	0,354	0,376	0,419	0,451	0,464	0,478	0,484	0,488	160	5	-0,64	0,59	2,04
161 Mauritanie	0,347	0,367	0,433	0,455	0,466	0,475	0,475	0,485	0,487	159	-2	0,55	1,67	0,91
162 Lesotho	0,443	0,493	0,443	0,437	0,456	0,472	0,476	0,481	0,486	163	0	1,06	-1,06	0,72
163 Sénégal	0,333	0,384	0,413	0,451	0,474	0,483	0,483	0,484	0,485	160	-6	1,44	0,72	1,25
164 Ouganda	0,293	0,310	0,392	0,429	0,458	0,472	0,477	0,480	0,484	164	-4	0,55	2,38	1,63
165 Bénin	0,287	0,342	0,391	0,432	0,454	0,467	0,471	0,473	0,476	165	-2	1,78	1,33	1,52
166 Soudan	0,331	0,342	0,385	0,423	0,447	0,463	0,468	0,472	0,473	166	-1	0,33	1,20	1,59
166 Togo	0,405	0,404	0,430	0,442	0,447	0,460	0,467	0,470	0,473	167	-1	-0,03	0,63	0,74
168 Haïti	0,352	0,413	0,433	0,447	0,458	0,462	0,466	0,469	0,471	168	-8	1,61	0,46	0,66
169 Afghanistan	0,230	0,296	0,341	0,396	0,430	0,453	0,458	0,466	0,468	169	1	2,56	1,42	2,46
170 Djibouti	..	..	..	0,412	0,438	0,452	0,461	0,465	0,467	170	-3	..	..	..
171 Côte d'Ivoire	0,377	0,380	0,393	0,407	0,427	0,439	0,443	0,448	0,452	171	0	0,10	0,33	1,08
172 Gambie	0,300	0,334	0,383	0,414	0,432	0,440	0,436	0,438	0,441	172	-4	1,08	1,37	1,08
173 Éthiopie	..	..	0,284	0,339	0,394	0,409	0,422	0,429	0,435	173	2	..	..	3,35
174 Malawi	0,270	0,283	0,341	0,368	0,395	0,406	0,411	0,411	0,414	174	0	0,46	1,88	1,50
175 Libéria	..	..	0,339	0,335	0,374	0,393	0,402	0,407	0,412	175	3	..	..	1,52
176 Mali	0,208	0,232	0,309	0,359	0,385	0,398	0,405	0,406	0,407	176	0	1,14	2,89	2,13
177 Guinée-Bissau	..	..	..	0,387	0,397	0,401	0,402	0,396	0,396	177	-4	..	..	..
178 Mozambique	0,246	0,216	0,285	0,343	0,366	0,380	0,384	0,389	0,393	179	1	-1,31	2,84	2,49
179 Guinée	..	..	..	0,366	0,377	0,380	0,387	0,391	0,392	178	-2	..	..	..
180 Burundi	0,230	0,291	0,290	0,319	0,362	0,381	0,384	0,386	0,389	180	0	2,37	-0,03	2,29
181 Burkina Faso	..	..	..	0,321	0,349	0,367	0,376	0,385	0,388	181	0	..	..	..
182 Érythrée	..	..	..	..	..	0,373	0,377	0,380	0,381	182	..	..	..	..

Classement à l'IDH	Indice de développement humain (IDH)									Classement à l'IDH		Croissance annuelle moyenne de l'IDH		
	Valeur									Évolution	(%)			
	1980	1990	2000	2005	2010	2011	2012	2013	2012		2008-2013 <sup>a</sup>	1980-1990	1990-2000	2000-2013
183 Sierra Leone	0,276	0,263	0,297	0,329	0,346	0,353	0,360	0,368	0,374	184	0	-0,49	1,23	1,79
184 Tchad	..	..	0,301	0,324	0,338	0,349	0,365	0,370	0,372	183	1	..	..	1,66
185 République centrafricaine	0,295	0,310	0,314	0,327	0,344	0,355	0,361	0,365	0,341	185	-1	0,50	0,13	0,61
186 Congo (République démocratique du)	0,336	0,319	0,274	0,292	0,307	0,319	0,323	0,333	0,338	187	1	-0,53	-1,52	1,64
187 Niger	0,191	0,218	0,262	0,293	0,309	0,323	0,328	0,335	0,337	186	-1	1,34	1,86	1,95
<b>AUTRES PAYS OU TERRITOIRES</b>														
Corée, Rép. populaire démocratique de	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Îles Marshall	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Groupes d'indice de développement humain</b>														
Développement humain très élevé	0,757	0,798	0,849	0,870	0,879	0,885	0,887	0,889	0,890	—	—	0,52	0,62	0,37
Développement humain élevé	0,534	0,593	0,643	0,682	0,710	0,723	0,729	0,733	0,735	—	—	1,04	0,81	1,04
Développement humain moyen	0,420	0,474	0,528	0,565	0,587	0,601	0,609	0,612	0,614	—	—	1,22	1,09	1,17
Développement humain faible	0,345	0,367	0,403	0,444	0,471	0,479	0,486	0,490	0,493	—	—	0,64	0,95	1,56
<b>Régions</b>														
États arabes	0,492	0,551	0,611	0,644	0,664	0,675	0,678	0,681	0,682	—	—	1,14	1,05	0,85
Asie de l'Est et Pacifique	0,457	0,517	0,595	0,641	0,671	0,688	0,695	0,699	0,703	—	—	1,23	1,42	1,29
Europe et Asie centrale	..	0,651	0,665	0,700	0,716	0,726	0,733	0,735	0,738	—	—	..	0,21	0,80
Amérique latine et Caraïbes	0,579	0,627	0,683	0,705	0,726	0,734	0,737	0,739	0,740	—	—	0,79	0,87	0,62
Asie du Sud	0,382	0,438	0,491	0,533	0,560	0,573	0,582	0,586	0,588	—	—	1,37	1,16	1,39
Afrique subsaharienne	0,382	0,399	0,421	0,452	0,477	0,488	0,495	0,499	0,502	—	—	0,44	0,52	1,37
<b>Pays moins développés</b>	<b>0,319</b>	<b>0,345</b>	<b>0,391</b>	<b>0,429</b>	<b>0,457</b>	<b>0,472</b>	<b>0,480</b>	<b>0,484</b>	<b>0,487</b>	—	—	<b>0,79</b>	<b>1,26</b>	<b>1,70</b>
<b>Petits États insulaires en développement</b>	<b>0,545</b>	<b>0,587</b>	<b>0,613</b>	<b>0,637</b>	<b>0,658</b>	<b>0,662</b>	<b>0,663</b>	<b>0,663</b>	<b>0,665</b>	—	—	<b>0,75</b>	<b>0,43</b>	<b>0,62</b>
<b>Monde</b>	<b>0,559</b>	<b>0,597</b>	<b>0,639</b>	<b>0,667</b>	<b>0,685</b>	<b>0,693</b>	<b>0,698</b>	<b>0,700</b>	<b>0,702</b>	—	—	<b>0,66</b>	<b>0,67</b>	<b>0,73</b>

#### NOTES

a Une valeur positive indique une amélioration du classement.

#### DÉFINITIONS

**Indice de développement humain (IDH) :** indice composite mesurant le niveau moyen atteint dans trois dimensions essentielles du développement humain : santé et longévité, accès à l'éducation et niveau de vie décent. Consulter la *Fiche technique n°1* sur <http://hdr.undp.org> pour connaître les modalités de calcul de l'IDH.

**Croissance annuelle moyenne de l'IDH :** une croissance annualisée régulière de l'IDH sur une période donnée calculée comme le taux de croissance annuel moyen.

#### PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

**Colonnes 1-9 :** calculs du BRDH basés sur les données de l'ONU DAES (2013a), de Barro et Lee

(2013), de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2013b), de la Division de statistique des Nations Unies (2014), de la Banque mondiale (2014) et du FMI (2014).

**Colonnes 10-14 :** calculs basés sur les données des colonnes 1-9.

## Indice de développement humain ajusté aux inégalités

Classement à l'IDH	Indice de développement humain (IDH)		IDH ajusté aux inégalités (IDHI)		Coefficient d'inégalité entre les personnes		Inégalités en matière d'espérance de vie		Indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités		Inégalités en matière d'éducation <sup>a</sup>		Indice d'éducation ajusté aux inégalités		Inégalité en matière de revenu <sup>a</sup>		Indice de revenu ajusté aux inégalités		
	Valeur	Valeur	Perte globale (%)	Évolution du classement IDH <sup>b</sup>	Valeur	(%)	Valeur	(%)	Valeur	(%)	Valeur	(%)	Valeur	(%)	Valeur	Rapport des quintiles	Ratio de Palma	Indice de Gini	
	2013	2013	2013	2013	2013	2013	2013	2013 <sup>c</sup>	2013	2013 <sup>c</sup>	2013	2013 <sup>c</sup>	2013	2013 <sup>c</sup>	2013	2003-2012	2003-2012	2003-2012	
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ</b>																			
1	Norvège	0,944	0,891	5,6	0	5,5	3,4	0,914	2,4	0,888	10,7	0,871	..	..	25,8				
2	Australie	0,933	0,860	7,8	0	7,5	4,2	0,921	1,8	0,910	16,6	0,760	..	..	..				
3	Suisse	0,917	0,847	7,7	-1	7,6	3,9	0,926	5,8	0,795	13,2	0,824	..	..	33,7				
4	Pays-Bas	0,915	0,854	6,7	1	6,6	3,9	0,902	4,1	0,857	11,8	0,806	5,1	..	30,9				
5	États-Unis	0,914	0,755	17,4	-23	16,2	6,2	0,851	6,7	0,830	35,6	0,609	..	..	40,8				
6	Allemagne	0,911	0,846	7,1	1	7,0	3,7	0,900	2,4	0,863	14,8	0,781	..	..	28,3				
7	Nouvelle-Zélande	0,910	..	..	..	..	..	0,895	..	..	..	..	..	..	..				
8	Canada	0,902	0,833	7,6	-2	7,5	4,6	0,902	4,0	0,816	13,9	0,785	..	..	32,6				
9	Singapour	0,901	..	..	..	..	..	0,932	..	..	..	..	..	..	..				
10	Danemark	0,900	0,838	6,9	0	6,8	4,0	0,877	3,1	0,846	13,3	0,794	..	..	..				
11	Irlande	0,899	0,832	7,5	-1	7,4	3,7	0,899	5,2	0,841	13,3	0,761	..	..	34,3				
12	Suède	0,898	0,840	6,5	3	6,4	3,1	0,922	3,6	0,800	12,4	0,803	..	..	25,0				
13	Islande	0,895	0,843	5,7	5	5,6	2,8	0,928	2,5	0,826	11,6	0,783	..	..	..				
14	Royaume-Uni	0,892	0,812	8,9	-4	8,6	4,5	0,890	2,6	0,838	18,8	0,719	7,2	..	36,0				
15	Hong Kong, Chine (RAS)	0,891	..	..	..	..	..	0,948	..	..	..	..	..	..	..				
15	Corée (République de)	0,891	0,736	17,4	-20	16,8	3,9	0,910	28,1	0,622	18,4	0,704	..	..	..				
17	Japon	0,890	0,779	12,4	-6	12,2	3,2	0,947	19,8	0,648	13,5	0,772	..	..	..				
18	Liechtenstein	0,889	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..				
19	Israël	0,888	0,793	10,7	-4	10,4	3,8	0,915	7,9	0,786	19,6	0,693	..	..	39,2				
20	France	0,884	0,804	9,0	-2	8,9	4,0	0,913	8,6	0,745	14,2	0,765	..	..	..				
21	Autriche	0,881	0,818	7,2	4	7,1	3,7	0,906	3,7	0,765	13,8	0,789	..	..	29,2				
21	Belgique	0,881	0,806	8,5	0	8,5	3,9	0,895	9,2	0,738	12,3	0,792	..	..	33,0				
21	Luxembourg	0,881	0,814	7,6	3	7,5	3,3	0,901	6,0	0,716	13,1	0,837	..	..	30,8				
24	Finlande	0,879	0,830	5,5	9	5,5	3,5	0,899	2,1	0,798	10,8	0,798	..	..	26,9				
25	Slovénie	0,874	0,824	5,8	9	5,7	3,8	0,882	2,7	0,840	10,6	0,755	4,8	..	31,2				
26	Italie	0,872	0,768	11,9	-1	11,6	3,4	0,927	11,7	0,697	19,8	0,701	..	..	36,0				
27	Espagne	0,869	0,775	10,9	1	10,5	3,9	0,918	5,4	0,751	22,1	0,673	..	..	34,7				
28	République tchèque	0,861	0,813	5,6	9	5,5	3,7	0,855	1,4	0,854	11,3	0,737	..	..	..				
29	Grèce	0,853	0,762	10,6	0	10,5	4,0	0,898	11,3	0,707	16,2	0,697	..	..	34,3				
30	Brunéi Darussalam	0,852	..	..	..	..	..	0,861	..	..	..	..	..	..	..				
31	Qatar	0,851	..	..	..	..	..	0,844	..	..	..	..	..	13,3	..	41,1			
32	Chypre	0,845	0,752	11,0	-3	10,9	3,7	0,887	14,0	0,668	14,9	0,719	..	..	..				
33	Estonie	0,840	0,767	8,7	3	8,5	5,6	0,791	2,5	0,837	17,4	0,681	6,4	..	36,0				
34	Arabie saoudite	0,836	..	..	..	..	..	0,779	..	..	..	..	..	..	..				
35	Lituanie	0,834	0,746	10,6	-3	10,4	6,6	0,749	6,1	0,823	18,6	0,673	6,7	1,6	37,6				
35	Pologne	0,834	0,751	9,9	-2	9,7	5,7	0,818	5,6	0,779	17,9	0,666	5,2	1,3	32,7				
37	Andorre	0,830	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..				
37	Slovaquie	0,830	0,778	6,3	9	6,2	5,6	0,805	1,5	0,790	11,5	0,740	3,6	0,9	26,0				
39	Malte	0,829	0,760	8,3	5	8,2	4,8	0,875	5,7	0,691	14,1	0,727	..	..	..				
40	Émirats arabes unis	0,827	..	..	..	..	..	0,826	..	..	..	..	..	..	..				
41	Chili	0,822	0,661	19,6	-16	18,5	5,9	0,868	13,7	0,644	36,0	0,516	13,5	3,5	52,1				
41	Portugal	0,822	0,739	10,1	0	9,8	3,9	0,886	5,7	0,686	19,9	0,664	..	..	..				
43	Hongrie	0,818	0,757	7,4	7	7,3	5,4	0,795	3,5	0,777	13,1	0,703	4,8	1,2	31,2				
44	Bahreïn	0,815	..	..	..	..	..	0,816	..	..	..	..	..	..	..				
44	Cuba	0,815	..	..	..	..	..	0,865	11,0	0,661	..	..	..	..	..				
46	Koweït	0,814	..	..	..	..	..	0,775	..	..	..	..	..	..	..				
47	Croatie	0,812	0,721	11,2	-2	11,1	5,2	0,832	10,4	0,690	17,6	0,653	5,2	1,4	33,7				
48	Lettonie	0,810	0,725	10,6	0	10,3	7,6	0,741	3,6	0,784	19,8	0,654	6,0	1,4	34,8				
49	Argentine	0,808	0,680	15,8	-4	15,3	9,3	0,786	8,6	0,716	28,1	0,560	11,3	2,4	44,5				
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ</b>																			
50	Uruguay	0,790	0,662	16,1	-8	15,7	9,2	0,799	10,9	0,635	27,1	0,573	10,3	2,5	45,3				
51	Bahamas	0,789	0,676	14,3	-3	14,0	9,4	0,770	8,0	0,657	24,5	0,612	..	..	..				
51	Monténégro	0,789	0,733	7,2	5	7,1	7,6	0,779	2,5	0,754	11,3	0,669	4,3	1,0	28,6				
53	Biélorussie	0,786	0,726	7,6	6	7,5	6,8	0,716	4,8	0,781	11,1	0,685	3,8	0,9	26,5				
54	Roumanie	0,785	0,702	10,5	4	10,4	8,8	0,755	5,0	0,710	17,3	0,645	4,1	1,0	27,4				
55	Libye	0,784	..	..	..	..	..	0,765	..	..	..	..	..	..	..				
56	Oman	0,783	..	..	..	..	..	0,809	..	..	..	..	..	..	..				
57	Fédération de Russie	0,778	0,685	12,0	3	11,6	9,8	0,666	2,1	0,764	22,9	0,631	7,3	1,9	40,1				
58	Bulgarie	0,777	0,692	11,0	5	10,8	7,9	0,759	5,8	0,706	18,8	0,618	4,3	1,0	28,2				

Classement à l'IDH	IDH ajusté aux inégalités (IDHI)				Coefficient d'inégalité entre les personnes		Inégalités en matière d'espérance de vie		Indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités		Inégalités en matière d'éducation <sup>a</sup>		Indice d'éducation ajusté aux inégalités		Inégalité en matière de revenu <sup>a</sup>		Indice de revenu ajusté aux inégalités		
	Valeur		Perte globale (%)		Évolution du classement IDH <sup>b</sup>		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Inégalités de revenu		
	2013	2013	2013	2013	2013	2013	2013	2013	2013	2013 <sup>c</sup>	2013	2013 <sup>c</sup>	2013	2013 <sup>c</sup>	2013	2013	Rapport des quintiles	Ratio de Palma	Indice de Gini
59 Barbade	0,776	..	..	..	..	8,1	0,783	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
60 Palaos	0,775	..	..	..	..	..	..	..	12,0	0,692	23,0	0,565	..	..	..	..	..	..	..
61 Antigua-et-Barbuda	0,774	..	..	..	..	8,0	0,792	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
62 Malaisie	0,773	..	..	..	..	4,9	0,805	..	..	..	..	..	..	11,3	2,6	46,2	..	..	..
63 Maurice	0,771	0,662	14,2	-2	14,1	9,2	0,749	13,2	0,623	19,8	0,621	..	..	..	..	..	..	..	..
64 Trinité-et-Tobago	0,766	0,649	15,2	-6	15,0	16,4	0,641	6,6	0,654	21,9	0,653	..	..	..	..	..	..	..	..
65 Liban	0,765	0,606	20,8	-17	20,3	6,7	0,861	24,1	0,479	30,0	0,538	..	..	..	..	..	..	..	..
65 Panama	0,765	0,596	22,1	-18	21,4	12,1	0,778	16,3	0,550	35,8	0,494	17,1	3,6	51,9	..	..	..	..	..
67 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	0,764	0,613	19,7	-10	19,4	12,2	0,738	17,6	0,562	28,4	0,556	11,5	2,4	44,8	..	..	..	..	..
68 Costa Rica	0,763	0,611	19,9	-11	19,1	7,3	0,855	15,7	0,551	34,3	0,483	14,5	3,3	50,7	..	..	..	..	..
69 Turquie	0,759	0,639	15,8	-3	15,6	11,0	0,757	14,1	0,560	21,8	0,616	8,3	1,9	40,0	..	..	..	..	..
70 Kazakhstan	0,757	0,667	11,9	9	11,8	16,7	0,596	5,9	0,717	12,7	0,695	4,2	1,1	29,0	..	..	..	..	..
71 Mexique	0,756	0,583	22,9	-13	22,3	10,9	0,788	21,4	0,501	34,6	0,500	10,7	2,7	47,2	..	..	..	..	..
71 Seychelles	0,756	..	..	..	..	7,9	0,754	..	..	..	..	18,8	6,4	65,8	..	..	..	..	..
73 Saint-Kitts-et-Nevis	0,750	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
73 Sri Lanka	0,750	0,643	14,3	1	14,2	8,3	0,766	14,6	0,630	19,6	0,550	5,8	1,6	36,4	..	..	..	..	..
75 Iran (République islamique d')	0,749	0,498	33,6	-34	32,1	12,5	0,728	37,3	0,429	46,6	0,395	7,0	1,7	38,3	..	..	..	..	..
76 Azerbaïdjan	0,747	0,659	11,8	7	11,5	21,7	0,611	8,3	0,642	4,5	0,730	5,3	1,4	33,7	..	..	..	..	..
77 Jordanie	0,745	0,607	18,6	-5	18,5	11,9	0,730	22,4	0,543	21,1	0,564	5,7	1,5	35,4	..	..	..	..	..
77 Serbie	0,745	0,663	10,9	12	10,9	8,5	0,761	10,7	0,621	13,5	0,618	4,6	1,1	29,6	..	..	..	..	..
79 Brésil	0,744	0,542	27,0	-16	26,3	14,5	0,709	24,7	0,498	39,7	0,452	20,6	4,3	54,7	..	..	..	..	..
79 Géorgie	0,744	0,636	14,5	4	14,0	12,9	0,728	3,3	0,745	25,9	0,474	9,5	2,1	42,1	..	..	..	..	..
79 Grenade	0,744	..	..	..	..	8,4	0,744	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
82 Pérou	0,737	0,562	23,7	-9	23,4	13,9	0,726	25,6	0,494	30,6	0,495	13,5	2,9	48,1	..	..	..	..	..
83 Ukraine	0,734	0,667	9,2	18	9,1	10,4	0,669	6,1	0,747	10,9	0,593	3,6	0,9	25,6	..	..	..	..	..
84 Belize	0,732	..	..	..	..	11,4	0,734	..	..	37,9	0,426	17,6	..	53,1	..	..	..	..	..
84 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	0,732	0,633	13,6	7	13,3	7,6	0,785	10,6	0,574	21,8	0,563	10,0	2,3	43,6	..	..	..	..	..
86 Bosnie-Herzégovine	0,731	0,653	10,6	13	10,4	6,7	0,809	5,2	0,621	19,2	0,555	6,5	1,5	36,2	..	..	..	..	..
87 Arménie	0,730	0,655	10,4	15	10,2	12,7	0,733	3,7	0,675	14,3	0,567	4,6	1,2	31,3	..	..	..	..	..
88 Fidji	0,724	0,613	15,3	6	15,1	12,3	0,672	10,5	0,686	22,6	0,500	8,0	2,2	42,8	..	..	..	..	..
89 Thaïlande	0,722	0,573	20,7	-2	20,0	9,8	0,755	16,1	0,510	34,0	0,488	6,9	1,8	39,4	..	..	..	..	..
90 Tunisie	0,721	..	..	..	..	10,6	0,768	..	..	..	..	6,4	1,5	36,1	..	..	..	..	..
91 Chine	0,719	..	..	..	..	9,8	0,768	..	..	29,5	0,505	10,1	2,1	42,1	..	..	..	..	..
91 Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,719	..	..	..	..	12,9	0,703	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
93 Algérie	0,717	..	..	..	..	16,7	0,654	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
93 Dominique	0,717	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
95 Albanie	0,716	0,620	13,4	11	13,4	9,9	0,796	11,9	0,536	18,3	0,558	5,3	1,4	34,5	..	..	..	..	..
96 Jamaïque	0,715	0,579	19,0	1	18,6	15,0	0,700	10,6	0,598	30,1	0,465	9,6	..	45,5	..	..	..	..	..
97 Sainte-Lucie	0,714	..	..	..	..	9,9	0,760	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
98 Colombie	0,711	0,521	26,7	-10	25,7	13,5	0,719	22,1	0,469	41,5	0,420	20,1	4,5	55,9	..	..	..	..	..
98 Équateur	0,711	0,549	22,7	-3	22,4	13,4	0,752	21,6	0,466	32,1	0,472	12,5	3,1	49,3	..	..	..	..	..
100 Suriname	0,705	0,534	24,2	-6	23,5	13,6	0,678	19,5	0,474	37,3	0,475	17,9	..	52,9	..	..	..	..	..
100 Tonga	0,705	..	..	..	..	13,7	0,699	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
102 République dominicaine	0,700	0,535	23,6	-4	23,4	16,9	0,683	24,0	0,449	29,3	0,500	11,3	2,7	47,2	..	..	..	..	..
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN</b>																			
103 Maldives	0,698	0,521	25,4	-7	24,2	8,1	0,819	41,2	0,322	23,2	0,535	6,8	..	37,4	..	..	..	..	..
103 Mongolie	0,698	0,618	11,5	16	11,4	16,6	0,610	5,2	0,658	12,3	0,588	6,2	1,6	36,5	..	..	..	..	..
103 Turkménistan	0,698	..	..	..	..	26,0	0,517	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
106 Samoa	0,694	..	..	..	..	13,3	0,709	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
107 Palestine (État de)	0,686	0,606	11,7	13	11,7	13,1	0,711	6,9	0,617	15,0	0,507	5,8	1,5	35,5	..	..	..	..	..
108 Indonésie	0,684	0,553	19,2	5	19,1	16,4	0,654	23,2	0,463	17,7	0,559	6,3	1,7	38,1	..	..	..	..	..
109 Botswana	0,683	0,422	38,2	-21	36,5	21,9	0,533	32,1	0,420	55,5	0,336	..	..	..	..	..	..	..	..
110 Égypte	0,682	0,518	24,0	-5	22,8	13,4	0,682	40,9	0,339	14,2	0,602	4,4	1,2	30,8	..	..	..	..	..
111 Paraguay	0,676	0,513	24,1	-5	23,7	19,2	0,650	17,2	0,486	34,6	0,428	17,3	3,7	52,4	..	..	..	..	..
112 Gabon	0,674	0,512	24,0	-5	24,0	28,0	0,482	23,5	0,451	20,4	0,617	7,8	2,0	41,5	..	..	..	..	..
113 Bolivie (État plurinational de)	0,667	0,470	29,6	-10	29,4	24,5	0,549	27,6	0,488	36,1	0,388	27,8	4,8	56,3	..	..	..	..	..
114 Moldova (République de)	0,663	0,582	12,2	16	12,0	11,0	0,670	6,1	0,614	18,9	0,480	5,3	1,3	33,0	..	..	..	..	..
115 Salvador	0,662	0,485	26,7	-7	26,2	14,5	0,692	30,2	0,386	34,0	0,427	14,3	3,0	48,3	..	..	..	..	..
116 Ouzbékistan	0,661	0,556	15,8	14	15,3	24,3	0,562	1,4	0,642	20,1	0,478	6,2	1,6	36,7	..	..	..	..	..
117 Philippines	0,660	0,540	18,1	10	18,0	15,2	0,635	13,5	0,528	25,2	0,470	8,3	2,2	43,0	..	..	..	..	..

**TABLEAU 3 INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN AJUSTÉ AUX INÉGALITÉS**

Classement à l'IDH	Indice de développement humain (IDH)		IDH ajusté aux inégalités (IDHI)		Coefficient d'inégalité entre les personnes		Inégalités en matière d'espérance de vie		Indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités		Inégalités en matière d'éducation <sup>a</sup>		Indice d'éducation ajusté aux inégalités		Inégalité en matière de revenu <sup>a</sup>		Indice de revenu ajusté aux inégalités		
	Valeur	Valeur	Perte globale (%)	Évolution du classement IDH <sup>b</sup>	Valeur	(%)	Valeur	(%)	Valeur	(%)	Valeur	(%)	Valeur	(%)	Valeur	Rapport des quintiles	Ratio de Palma	Indice de Gini	
	2013	2013	2013	2013	2013	2013	2013	2013 <sup>c</sup>	2013	2013 <sup>c</sup>	2013	2013 <sup>c</sup>	2013	2013 <sup>c</sup>	2013	2003-2012	2003-2012	2003-2012	
118 Afrique du Sud	0,658	..	..	..	..	25,7	0,422	18,1	0,569	..	..	25,3	7,1	63,1	..	..	..	..	
118 République arabe syrienne	0,658	0,518	21,2	4	20,8	12,6	0,734	31,5	0,379	18,3	0,500	5,7	..	35,8	..	..	..	..	
120 Iraq	0,642	0,505	21,4	0	21,2	17,6	0,626	29,8	0,328	16,1	0,626	4,6	1,2	30,9	..	..	..	..	
121 Guyana	0,638	0,522	18,2	10	18,0	19,2	0,575	10,5	0,521	24,4	0,474	..	..	..	..	..	..	..	
121 Viet Nam	0,638	0,543	14,9	15	14,9	12,1	0,757	18,0	0,421	14,6	0,502	5,9	1,5	35,6	..	..	..	..	
123 Cap-Vert	0,636	0,511	19,7	4	19,4	12,0	0,746	18,2	0,395	28,0	0,452	..	..	50,5	..	..	..	..	
124 Micronésie (États fédérés de)	0,630	..	..	..	..	19,8	0,604	..	..	63,1	0,201	..	..	61,1	..	..	..	..	
125 Guatemala	0,628	0,422	32,8	-8	32,0	17,4	0,662	36,1	0,309	42,5	0,367	19,6	4,5	55,9	..	..	..	..	
125 Kirghizistan	0,628	0,519	17,2	10	16,9	20,0	0,585	6,6	0,613	24,1	0,391	5,4	1,3	33,4	..	..	..	..	
127 Namibie	0,624	0,352	43,6	-22	39,3	21,7	0,536	27,8	0,376	68,3	0,216	21,8	..	63,9	..	..	..	..	
128 Timor-Leste	0,620	0,430	30,7	-3	29,4	22,8	0,565	47,6	0,248	17,8	0,568	..	..	..	..	..	..	..	
129 Honduras	0,617	0,418	32,2	-6	31,1	17,0	0,687	29,6	0,356	46,8	0,299	29,7	5,2	57,0	..	..	..	..	
129 Maroc	0,617	0,433	29,7	0	28,5	16,8	0,652	45,8	0,254	23,0	0,493	7,3	2,0	40,9	..	..	..	..	
131 Vanuatu	0,616	..	..	..	..	15,4	0,672	..	..	18,5	0,404	..	..	..	..	..	..	..	
132 Nicaragua	0,614	0,452	26,4	4	25,8	13,2	0,732	33,3	0,323	31,0	0,391	7,6	1,9	40,5	..	..	..	..	
133 Kiribati	0,607	0,416	31,5	-4	30,1	20,6	0,597	21,4	0,473	48,4	0,255	..	..	..	..	..	..	..	
133 Tadjikistan	0,607	0,491	19,2	9	18,8	29,3	0,514	12,2	0,561	15,0	0,409	4,7	1,2	30,8	..	..	..	..	
135 Inde	0,586	0,418	28,6	0	27,7	25,0	0,536	42,1	0,274	16,1	0,500	5,0	1,4	33,9	..	..	..	..	
136 Bhoutan	0,584	0,465	20,4	9	20,2	22,2	0,578	13,3	0,365	25,1	0,477	6,8	1,7	38,1	..	..	..	..	
136 Cambodge	0,584	0,440	24,7	7	24,6	25,3	0,597	28,3	0,355	20,3	0,401	5,6	1,5	36,0	..	..	..	..	
138 Ghana	0,573	0,394	31,3	-1	31,2	30,8	0,438	35,6	0,356	27,2	0,392	9,3	2,2	42,8	..	..	..	..	
139 Rép. démocratique populaire lao	0,569	0,430	24,5	8	24,1	21,5	0,583	34,1	0,287	16,8	0,474	5,9	1,6	36,7	..	..	..	..	
140 Congo	0,564	0,391	30,7	0	30,6	36,0	0,382	25,4	0,381	30,3	0,410	10,7	2,8	47,3	..	..	..	..	
141 Zambie	0,561	0,365	35,0	-4	34,5	37,2	0,368	23,8	0,451	42,6	0,292	17,4	4,8	57,5	..	..	..	..	
142 Bangladesh	0,558	0,396	29,1	4	28,7	20,1	0,623	37,8	0,278	28,3	0,357	4,7	1,3	32,1	..	..	..	..	
142 Sao Tomé-et-Principe	0,558	0,384	31,2	0	30,4	26,9	0,521	20,0	0,375	44,2	0,290	..	..	50,8	..	..	..	..	
144 Guinée équatoriale	0,556	..	..	..	..	44,4	0,283	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE</b>																			
145 Népal	0,540	0,384	28,8	3	27,8	21,1	0,588	44,0	0,253	18,3	0,381	5,0	1,3	32,8	..	..	..	..	
146 Pakistan	0,537	0,375	30,1	2	28,7	29,9	0,502	45,2	0,204	11,0	0,516	4,2	1,2	30,0	..	..	..	..	
147 Kenya	0,535	0,360	32,8	0	32,7	31,5	0,440	30,7	0,357	36,0	0,297	11,0	2,8	47,7	..	..	..	..	
148 Swaziland	0,530	0,354	33,3	-2	33,1	35,0	0,290	26,8	0,404	37,6	0,378	14,0	3,5	51,5	..	..	..	..	
149 Angola	0,526	0,295	44,0	-17	43,6	46,2	0,264	34,6	0,310	50,0	0,313	9,0	2,2	42,7	..	..	..	..	
150 Myanmar	0,524	..	..	..	..	27,1	0,507	19,4	0,299	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
151 Rwanda	0,506	0,338	33,2	-4	33,1	30,2	0,473	29,4	0,338	39,6	0,241	11,0	3,2	50,8	..	..	..	..	
152 Cameroun	0,504	0,339	32,8	-2	32,4	39,4	0,327	34,8	0,317	23,1	0,377	6,9	1,8	38,9	..	..	..	..	
152 Nigéria	0,504	0,300	40,3	-14	40,2	40,8	0,296	45,2	0,233	34,5	0,394	12,2	3,0	48,8	..	..	..	..	
154 Yémen	0,500	0,336	32,8	-2	31,7	30,3	0,462	47,2	0,179	17,6	0,457	6,3	1,7	37,7	..	..	..	..	
155 Madagascar	0,498	0,346	30,5	2	30,3	24,8	0,517	30,1	0,320	36,1	0,250	9,3	2,3	44,1	..	..	..	..	
156 Zimbabwe	0,492	0,358	27,2	7	26,8	26,8	0,449	17,8	0,411	35,8	0,249	..	..	..	..	..	..	..	
157 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,491	..	..	..	..	26,5	0,480	11,5	0,333	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
157 Îles Salomon	0,491	0,374	23,8	11	23,8	22,3	0,570	22,8	0,313	26,3	0,293	..	..	..	..	..	..	..	
159 Comores	0,488	..	..	..	..	34,2	0,414	47,4	0,237	..	..	26,7	..	64,3	..	..	..	..	
159 Tanzanie (République-Unie de)	0,488	0,356	27,1	8	26,9	30,4	0,445	29,5	0,300	20,9	0,339	6,6	1,7	37,6	..	..	..	..	
161 Mauritanie	0,487	0,315	35,3	-2	34,6	36,6	0,405	45,9	0,191	21,2	0,404	7,8	1,9	40,5	..	..	..	..	
162 Lesotho	0,486	0,313	35,6	-2	34,9	33,5	0,301	24,3	0,382	47,0	0,267	19,0	3,9	52,5	..	..	..	..	
163 Sénégal	0,485	0,326	32,9	3	32,3	29,5	0,471	44,6	0,204	22,7	0,359	7,7	1,9	40,3	..	..	..	..	
164 Ouganda	0,484	0,335	30,8	5	30,8	33,8	0,399	31,2	0,329	27,3	0,285	8,7	2,3	44,3	..	..	..	..	
165 Bénin	0,476	0,311	34,6	0	34,2	37,0	0,381	42,0	0,240	23,6	0,329	6,6	1,8	38,6	..	..	..	..	
166 Soudan	0,473	..	..	..	..	32,8	0,435	..	..	..	..	6,2	1,4	35,3	..	..	..	..	
166 Togo	0,473	0,317	32,9	4	32,6	36,8	0,355	37,6	0,321	23,5	0,280	7,6	1,8	39,3	..	..	..	..	
168 Haïti	0,471	0,285	39,5	-3	38,9	27,9	0,478	40,4	0,223	48,4	0,218	..	..	59,2	..	..	..	..	
169 Afghanistan	0,468	0,321	31,4	7	30,0	34,3	0,414	45,0	0,201	10,8	0,397	4,0	1,0	27,8	..	..	..	..	
170 Djibouti	0,467	0,306	34,6	2	33,7	32,5	0,434	47,0	0,162	21,7	0,406	..	..	40,0	..	..	..	..	
171 Côte d'Ivoire	0,452	0,279	38,3	-2	37,9	40,2	0,283	45,4	0,213	28,1	0,361	8,5	2,0	41,5	..	..	..	..	
172 Gambie	0,441	..	..	..	..	34,8	0,389	..	..	26,9	0,303	11,0	2,8	47,3	..	..	..	..	
173 Éthiopie	0,435	0,307	29,4	5	28,0	30,2	0,469	44,3	0,176	9,5	0,351	5,3	1,4	33,6	..	..	..	..	
174 Malawi	0,414	0,282	31,9	1	31,6	40,0	0,326	30,2	0,307	24,6	0,224	8,9	2,3	43,9	..	..	..	..	
175 Libéria	0,412	0,273	33,8	-1	32,8	33,1	0,417	46,4	0,197	19,0	0,247	7,0	1,7	38,2	..	..	..	..	
176 Mali	0,407	..	..	..	..	45,6	0,293	36,9	0,193	..	..	5,2	1,3	33,0	..	..	..	..	

Classement à l'IDH	IDH ajusté aux inégalités (IDHI)				Coefficient d'inégalité entre les personnes	Inégalités en matière d'espérance de vie	Indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités	Inégalités en matière d'éducation <sup>a</sup>	Indice d'éducation ajusté aux inégalités	Inégalité en matière de revenu <sup>a</sup>	Indice de revenu ajusté aux inégalités	Inégalités de revenu								
	Valeur	Valeur	Perte globale (%)	Évolution du classement IDH <sup>b</sup>								Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Rapport des quintiles	Ratio de Palma	Indice de Gini
																		2003-2012	2003-2012	2003-2012
<b>Classement à l'IDH</b>	2013	2013	2013	2013	2013	2013	2013 <sup>c</sup>	2013	2013 <sup>c</sup>	2013	2013	2003-2012	2003-2012	2003-2012						
177 Guinée-Bissau	0,396	0,239	39,6	-4	39,4	45,3	0,289	40,3	0,194	32,5	0,244	..	..	35,5						
178 Mozambique	0,393	0,277	29,5	2	28,9	40,2	0,278	18,2	0,304	28,4	0,250	9,8	2,5	45,7						
179 Guinée	0,392	0,243	38,0	-1	37,8	40,3	0,332	42,0	0,171	31,1	0,253	7,3	1,8	39,4						
180 Burundi	0,389	0,257	33,9	2	32,6	43,6	0,296	41,0	0,218	13,2	0,264	4,8	1,3	33,3						
181 Burkina Faso	0,388	0,252	35,0	2	34,6	41,1	0,329	38,5	0,154	24,2	0,318	7,0	1,9	39,8						
182 Érythrée	0,381	..	..	..	..	24,7	0,496	..	..	..	..	..	..	..						
183 Sierra Leone	0,374	0,208	44,3	-3	43,6	51,2	0,192	48,7	0,156	31,0	0,302	5,6	1,5	35,4						
184 Tchad	0,372	0,232	37,8	1	36,8	46,1	0,259	43,4	0,145	21,0	0,332	7,4	1,8	39,8						
185 République centrafricaine	0,341	0,203	40,4	-2	39,9	45,7	0,252	45,9	0,172	28,1	0,192	18,0	4,5	56,3						
186 Congo (République démocratique du)	0,338	0,211	37,6	1	36,8	49,9	0,231	29,4	0,262	31,2	0,155	9,3	2,4	44,4						
187 Niger	0,337	0,228	32,4	3	31,8	37,9	0,367	39,5	0,120	17,9	0,269	5,3	1,4	34,6						
<b>AUTRES PAYS OU TERRITOIRES</b>																				
Corée, Rép. populaire démocratique de	..	..	..	..	..	15,4	0,651	..	..	..	..	..	..	..						
Îles Marshall	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	70,0	..	..						
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..						
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..						
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..						
Somalie	..	..	..	..	..	42,1	0,312	..	..	..	..	..	..	..						
Soudan du Sud	..	..	..	..	..	40,8	0,321	..	..	..	..	..	..	45,5						
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	10,5	..	..	..	..	..	..						
<b>Groupes d'indice de développement humain</b>																				
Développement humain très élevé	0,890	0,780	12,3	—	12,0	4,9	0,881	8,7	0,769	22,4	0,702	—	—	—						
Développement humain élevé	0,735	0,590	19,7	—	19,3	10,7	0,749	17,4	0,531	29,9	0,517	—	—	—						
Développement humain moyen	0,614	0,457	25,6	—	25,2	21,9	0,575	35,1	0,331	18,6	0,502	—	—	—						
Développement humain faible	0,493	0,332	32,6	—	32,4	35,0	0,394	38,2	0,241	23,9	0,387	—	—	—						
<b>Régions</b>																				
États arabes	0,682	0,512	24,9	—	24,2	17,4	0,639	38,0	0,334	17,3	0,629	—	—	—						
Asie de l'Est et Pacifique	0,703	0,564	19,7	—	19,5	11,7	0,734	19,7	0,477	27,0	0,513	—	—	—						
Europe et Asie centrale	0,738	0,639	13,3	—	13,2	14,2	0,676	8,6	0,639	16,9	0,605	—	—	—						
Amérique latine et Caraïbes	0,740	0,559	24,5	—	23,9	13,2	0,733	22,2	0,502	36,3	0,474	—	—	—						
Asie du Sud	0,588	0,419	28,7	—	28,0	24,4	0,549	41,6	0,274	18,0	0,489	—	—	—						
Afrique subsaharienne	0,502	0,334	33,6	—	33,5	36,6	0,359	35,7	0,276	28,1	0,375	—	—	—						
<b>Pays moins développés</b>	0,487	0,336	31,0	—	30,9	32,3	0,433	35,6	0,253	24,7	0,348	—	—	—						
<b>Petits États insulaires en développement</b>	0,665	0,497	25,3	—	24,9	18,5	0,626	22,1	0,433	34,2	0,452	—	—	—						
<b>Monde</b>	<b>0,702</b>	<b>0,541</b>	<b>22,9</b>	—	<b>22,8</b>	<b>17,3</b>	<b>0,647</b>	<b>27,0</b>	<b>0,433</b>	<b>24,1</b>	<b>0,564</b>	—	—	—						

**NOTES**

- a Rendez-vous à l'adresse <http://hdr.undp.org> pour consulter la liste des enquêtes utilisées pour l'estimation des inégalités.
- b Basé sur les pays pour lesquels l'indice de développement humain ajusté aux inégalités est calculé.
- c Données relatives à l'année 2013 ou à l'année la plus récente disponible.

**DÉFINITIONS**

**Indice de développement humain (IDH) :** indice composite mesurant le niveau moyen atteint dans trois dimensions essentielles du développement humain : santé et longévité, accès à l'éducation et niveau de vie décent. Consulter la *Fiche technique n°1* sur <http://hdr.undp.org> pour connaître les modalités de calcul de l'IDH.

**IDH ajusté aux inégalités (IDHI) :** valeur de l'IDH ajusté aux inégalités dans les trois dimensions essentielles du développement humain. Consulter la *Fiche technique n°2* sur <http://hdr.undp.org> pour connaître les modalités de calcul de l'IDH.

**Perte globale :** Différence de pourcentage entre l'IDHI et l'IDH.

**Évolution du classement à l'IDH :** Différence dans les classements à l'IDHI et l'IDH calculée uniquement pour les pays dont l'IDHI est calculé.

**Coefficient d'inégalité entre les personnes :** Inégalité moyenne dans les trois dimensions essentielles du développement humain. Consulter la *Fiche technique n°2* sur <http://hdr.undp.org>.

**Inégalités en matière d'espérance de vie :** estimation des inégalités dans la répartition de la durée de vie attendue, sur la base des données des tableaux de mortalité au moyen de l'indice d'inégalité d'Atkinson.

**Indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités :** indice d'espérance de vie de l'IDH ajusté aux inégalités dans la répartition de la durée de vie attendue, sur la base des données des tables de mortalité répertoriées dans la section *Principales sources de données*.

**Inégalités en matière d'éducation :** estimation des inégalités dans la répartition de la durée de scolarisation, sur la base des données des enquêtes auprès des ménages au moyen de l'indice d'inégalité d'Atkinson.

**Indice d'éducation ajusté aux inégalités :** indice d'éducation de l'IDH ajusté aux inégalités dans la répartition de la durée de scolarisation, sur la base des données des enquêtes auprès des ménages répertoriées dans la section *Principales sources de données*.

**Inégalités en matière de revenu :** estimation des inégalités dans la répartition des revenus, sur la base des données des enquêtes auprès des ménages au moyen de l'indice d'inégalité d'Atkinson.

**Indice de revenu ajusté aux inégalités :** indice de revenu de l'IDH ajusté aux inégalités, sur la base des données des enquêtes auprès des ménages répertoriées dans la section *Principales sources de données*.

**Rapport des quintiles :** rapport entre le revenu moyen des 20 pour cent les plus riches de la population et le revenu moyen des 20 pour cent les plus pauvres de la population.

**Ratio de Palma :** rapport entre la part du revenu national brut (RNB) aux mains des 10 pour cent les plus riches de la population et celle des 40 pour cent les plus pauvres. Il est basé sur les travaux de Palma (2011), qui a démontré que les revenus de la classe moyenne représentaient presque toujours près de la moitié du RNB, l'autre moitié étant répartie entre les 10 pour cent les plus riches et les 40 pour cent les plus pauvres. Cependant, les parts de ces deux groupes varient considérablement en fonction des pays.

**Indice de Gini :** mesure de l'écart entre la répartition des revenus entre les personnes ou les ménages observée au sein d'un pays et une répartition parfaitement équitable. Une valeur nulle indique une égalité absolue, une valeur égale à 100 une inégalité absolue.

**PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES**

**Colonne 1 :** calculs du BRDH basés sur les données de l'ONU DAES (2013a), de Barro et Lee (2013), de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2013b), de la Division de statistique des Nations Unies (2014), de la Banque mondiale (2014) et du FMI (2014).

**Colonne 2 :** moyenne géométrique des valeurs des colonnes 7, 9 et 11 calculée selon la méthodologie de la *Fiche technique n°2* (disponible sur <http://hdr.undp.org>).

**Colonne 3 :** calculs basés sur les données des colonnes 1 et 2.

**Colonne 4 :** calculs basés sur les données de la colonne 2 et les classements à l'IDH recalculés pour les pays dont l'IDH est calculé.

**Colonne 5 :** moyenne arithmétique des valeurs des colonnes 6, 8 et 10 calculée selon la méthodologie de la *Fiche technique n°2* (disponible sur <http://hdr.undp.org>).

**Colonne 6 :** calculs basés sur les tables de mortalité abrégées fournies par l'ONU DAES (2013a).

**Colonne 7 :** calculs basés sur les données de la colonne 6 et l'indice d'espérance de vie non ajusté.

**Colonnes 8 et 10 :** calculs basés sur les données de la base de données de l'étude sur le revenu du Luxembourg, les statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie d'Eurostat, la base de données de la Banque mondiale sur la répartition des revenus à l'échelle mondiale, les enquêtes en grappes à indices multiples du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et les enquêtes démographiques et sanitaires d'ICF Macro selon la méthodologie de la *Fiche technique n°2* (disponible sur <http://hdr.undp.org>).

**Colonne 9 :** calculs basés sur les données de la colonne 8 et l'indice d'éducation non ajusté.

**Colonne 11 :** calculs basés sur les données de la colonne 10 et l'indice de revenu non ajusté.

**Colonnes 12 et 13 :** calculs du BRDH basés sur les données fournies par la Banque mondiale (2013a).

**Colonne 14 :** Banque mondiale 2013a.

# Indice d'inégalité de genre

Classement à l'IDH	Indice d'inégalité de genre		Taux de mortalité maternelle	Taux de fertilité des adolescentes	Sièges au parlement national	Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur		Taux d'activité de la population active		
	Valeur	Classement	(décès pour 100 000 naissances vivantes)	(naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans)	(% de femmes)	(% 25 ans et plus)		(% 15 ans et plus)		
			2010	2010/2015 <sup>a</sup>		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
	2013	2013			2013	2005-2012 <sup>a</sup>	2005-2012 <sup>b</sup>	2012	2012	
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ</b>										
1	Norvège	0,068	9	7	7,8	39,6	97,4	96,7	61,5	69,5
2	Australie	0,113	19	7	12,1	29,2	94,3 <sup>c</sup>	94,6 <sup>c</sup>	58,8	71,9
3	Suisse	0,030	2	8	1,9	27,2	95,0	96,6	61,2	75,3
4	Pays-Bas	0,057	7	6	6,2	37,8	87,7	90,5	79,9	87,3
5	États-Unis	0,262	47	21	31,0	18,2	95,1	94,8	56,8	69,3
6	Allemagne	0,046	3	7	3,8	32,4	96,3	97,0	53,5	66,4
7	Nouvelle-Zélande	0,185	34	15	25,3	32,2	95,0	95,3	62,1	73,9
8	Canada	0,136	23	12	14,5	28,0	100,0	100,0	61,6	71,2
9	Singapour	0,090	15	3	6,0	24,2	74,1	81,0	59,0	77,5
10	Danemark	0,056	5	12	5,1	39,1	95,5 <sup>d</sup>	96,6 <sup>d</sup>	59,1	67,5
11	Irlande	0,115	20	6	8,2	19,5	80,5	78,6	52,7	67,9
12	Suède	0,054	4	4	6,5	44,7	86,5	87,3	60,2	68,1
13	Islande	0,088	14	5	11,5	39,7	91,0	91,6	70,6	77,3
14	Royaume-Uni	0,193	35	12	25,8	22,6	99,8	99,9	55,7	68,8
15	Hong Kong, Chine (RAS)	..	..	..	3,3	..	72,2	79,2	51,6	68,0
15	Corée (République de)	0,101	17	16	2,2	15,7	77,0 <sup>e</sup>	89,1 <sup>e</sup>	49,9	72,0
17	Japon	0,138	25	5	5,4	10,8	87,0	85,8	48,1	70,4
18	Liechtenstein	..	..	..	..	20,0	..	..	..	..
19	Israël	0,101	17	7	7,8	22,5	84,4	87,3	58,1	69,5
20	France	0,080	12	8	5,7	25,1	78,0	83,2	50,9	61,8
21	Autriche	0,056	5	4	4,1	28,7	100,0	100,0	54,6	67,7
21	Belgique	0,068	9	8	6,7	38,9	77,5	82,9	46,9	59,4
21	Luxembourg	0,154	29	20	8,3	21,7	100,0 <sup>d</sup>	100,0 <sup>d</sup>	50,7	64,9
24	Finlande	0,075	11	5	9,2	42,5	100,0	100,0	56,0	64,3
25	Slovénie	0,021	1	12	0,6	24,6	95,8	98,0	52,3	63,5
26	Italie	0,067	8	4	4,0	30,6	71,2	80,5	39,4	59,4
27	Espagne	0,100	16	6	10,6	35,2	66,8	73,1	52,6	66,5
28	République tchèque	0,087	13	5	4,9	20,6	99,9	99,7	50,1	67,8
29	Grèce	0,146	27	3	11,9	21,0	59,5	67,0	44,2	62,6
30	Brunéi Darussalam	..	..	24	23,0	..	66,6 <sup>e</sup>	61,2 <sup>e</sup>	52,9	75,6
31	Qatar	0,524	113	7	9,5	0,1 <sup>f</sup>	66,7	59,0	50,8	95,6
32	Chypre	0,136	23	10	5,5	10,7	72,2	79,6	55,8	70,8
33	Estonie	0,154	29	2	16,8	20,8	100,0 <sup>d</sup>	100,0 <sup>d</sup>	56,0	68,7
34	Arabie saoudite	0,321	56	24	10,2	19,9	60,5	70,3	18,2	75,5
35	Lituanie	0,116	21	8	10,6	24,1	89,1	94,3	55,8	66,3
35	Pologne	0,139	26	5	12,2	21,8	79,4	85,5	48,9	64,8
37	Andorre	..	..	..	..	50,0	49,5	49,3	..	..
37	Slovaquie	0,164	32	6	15,9	18,7	99,1	99,5	51,0	68,7
39	Malte	0,220	41	8	18,2	14,3	68,6	78,2	38,0	66,5
40	Émirats arabes unis	0,244	43	12	27,6	17,5	73,1	61,3	46,6	91,0
41	Chili	0,355	68	25	55,3	13,9	73,3	76,4	49,0	74,6
41	Portugal	0,116	21	8	12,6	28,7	47,7	48,2	55,4	67,2
43	Hongrie	0,247	45	21	12,1	8,8	97,9 <sup>d</sup>	98,7 <sup>d</sup>	44,7	59,9
44	Bahreïn	0,253	46	20	13,8	18,8	74,4 <sup>e</sup>	80,4 <sup>e</sup>	39,4	87,2
44	Cuba	0,350	66	73	43,1	48,9	73,9 <sup>e</sup>	80,4 <sup>e</sup>	43,3	70,1
46	Koweït	0,288	50	14	14,5	6,2	55,6	56,3	43,4	82,8
47	Croatie	0,172	33	17	12,7	23,8	85,0	93,6	44,8	58,5
48	Lettonie	0,222	42	34	13,5	23,0	98,9	99,0	54,5	67,1
49	Argentine	0,381	74	77	54,4	37,7	57,0 <sup>e</sup>	54,9 <sup>e</sup>	47,3	75,0
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ</b>										
50	Uruguay	0,364	70	29	58,3	12,3	54,4	50,3	55,5	76,8
51	Bahamas	0,316	53	47	28,5	16,7	91,2 <sup>e</sup>	87,6 <sup>e</sup>	69,3	79,3
51	Monténégro	..	..	8	15,2	17,3	84,2	94,7	..	..
53	Biélorussie	0,152	28	4	20,6	29,5	87,0	92,2	49,9	62,7
54	Roumanie	0,320	54	27	31,0	11,6	86,1	92,0	48,5	64,7
55	Libye	0,215	40	58	2,5	16,5	55,6 <sup>e</sup>	44,0 <sup>e</sup>	30,0	76,4
56	Oman	0,348	64	32	10,6	9,6	47,2	57,1	28,6	81,8
57	Fédération de Russie	0,314	52	34	25,7	12,1	89,6	92,5	57,0	71,4
58	Bulgarie	0,207	38	11	35,9	24,6	93,0	95,7	47,8	58,8
59	Barbade	0,350	66	51	48,4	21,6	89,5 <sup>e</sup>	87,6 <sup>e</sup>	65,9	76,7
60	Palaos	..	..	..	..	10,3	..	..	..	..

	Indice d'inégalité de genre		Taux de mortalité maternelle	Taux de fertilité des adolescentes	Sièges au parlement national	Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur		Taux d'activité de la population active	
	Valeur	Classement	(décès pour 100 000 naissances vivantes)	(naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans)	(% de femmes)	(% 25 ans et plus)		(% 15 ans et plus)	
						Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Classement à l'IDH	2013	2013	2010	2010/2015 <sup>a</sup>	2013	2005-2012 <sup>b</sup>	2005-2012 <sup>b</sup>	2012	2012
61 Antigua-et-Barbuda	..	..	..	49,3	19,4	..	..	..	..
62 Malaisie	0,210	39	29	5,7	13,9	66,0 <sup>e</sup>	72,8 <sup>e</sup>	44,3	75,3
63 Maurice	0,375	72	60	30,9	18,8	49,4	58,0	43,5	74,3
64 Trinité-et-Tobago	0,321	56	46	34,8	26,0	59,4	59,2	52,9	75,5
65 Liban	0,413	80	25	12,0	3,1	38,8	38,9	22,8	70,5
65 Panama	0,506	107	92	78,5	8,5	63,5 <sup>e</sup>	60,7 <sup>e</sup>	49,0	81,9
67 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	0,464	96	92	83,2	17,0	56,5	50,8	50,9	79,2
68 Costa Rica	0,344	63	40	60,8	38,6	54,5 <sup>e</sup>	52,8 <sup>e</sup>	46,4	79,0
69 Turquie	0,360	69	20	30,9	14,2	39,0	60,0	29,4	70,8
70 Kazakhstan	0,323	59	51	29,9	18,2	99,3	99,4	67,5	77,5
71 Mexique	0,376	73	50	63,4	36,0	55,7	60,6	45,0	80,0
71 Seychelles	..	..	..	56,3	43,8	66,9	66,6	..	..
73 Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	..	..	6,7	..	..	..	..
73 Sri Lanka	0,383	75	35	16,9	5,8	72,7	75,5	35,0	76,4
75 Iran (République islamique d')	0,510	109	21	31,6	3,1	62,2	67,6	16,4	73,1
76 Azerbaïdjan	0,340	62	43	40,0	16,0	93,7	97,4	62,5	68,9
77 Jordanie	0,488	101	63	26,5	12,0	69,5	78,5	15,3	66,2
77 Serbie	..	..	12	16,9	33,2	58,4	73,6	..	..
79 Brésil	0,441	85	56	70,8	9,6	51,9	49,0	59,5	80,9
79 Géorgie	..	..	67	46,8	12,0	..	..	56,2	74,7
79 Grenade	..	..	24	35,4	25,0	..	..	..	..
82 Pérou	0,387	77	67	50,7	21,5	56,3	66,1	68,0	84,4
83 Ukraine	0,326	61	32	25,7	9,4	91,5 <sup>e</sup>	96,1 <sup>e</sup>	53,0	66,6
84 Belize	0,435	84	53	71,4	13,3	35,2 <sup>e</sup>	32,8 <sup>e</sup>	49,1	82,3
84 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	0,162	31	10	18,3	34,1	40,2	55,6	42,9	67,3
86 Bosnie-Herzégovine	0,201	36	8	15,1	19,3	44,8	70,0	34,1	57,2
87 Arménie	0,325	60	30	27,1	10,7	94,1 <sup>e</sup>	94,8 <sup>e</sup>	51,6	73,4
88 Fidji	..	..	26	42,8	..	57,5	58,1	37,5	72,0
89 Thaïlande	0,364	70	48	41,0	15,7	35,7	40,8	64,4	80,8
90 Tunisie	0,265	48	56	4,6	26,7	32,8	46,1	25,1	70,6
91 Chine	0,202	37	37	8,6	23,4	58,7	71,9	63,8	78,1
91 Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	48	54,5	13,0	..	..	55,7	78,2
93 Algérie	0,425	81	97	10,0	25,8	20,9	27,3	15,0	71,9
93 Dominique	..	..	..	..	12,5	29,7	23,2	..	..
95 Albanie	0,245	44	27	15,3	17,9	81,8	87,9	45,0	65,4
96 Jamaïque	0,457	88	110	70,1	15,5	74,0 <sup>e</sup>	71,1 <sup>e</sup>	56,1	71,0
97 Sainte-Lucie	..	..	35	56,3	17,2	..	..	62,6	76,0
98 Colombie	0,460	92	92	68,5	13,6	56,9	55,6	55,7	79,7
98 Équateur	0,429	82	110	77,0	38,7	40,1	39,4	54,4	82,6
100 Suriname	0,463	95	130	35,2	11,8	44,6	47,1	40,4	68,8
100 Tonga	0,458	90	110	18,1	3,6	87,5	88,3	53,5	74,8
102 République dominicaine	0,505	105	150	99,6	19,1	55,6	53,1	51,2	78,7
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN</b>									
103 Maldives	0,283	49	60	4,2	6,5	13,3	16,6	55,9	77,1
103 Mongolie	0,320	54	63	18,7	14,9	85,3 <sup>e</sup>	84,1 <sup>e</sup>	56,1	68,8
103 Turkménistan	..	..	67	18,0	16,8	..	..	46,7	76,5
106 Samoa	0,517	111	100	28,3	4,1	64,3	60,0	23,4	58,4
107 Palestine (État de)	..	..	64	45,8	..	31,5	32,2	15,2	66,3
108 Indonésie	0,500	103	220	48,3	18,6	39,9	49,2	51,3	84,4
109 Botswana	0,486	100	160	44,2	7,9	73,6 <sup>e</sup>	77,3 <sup>e</sup>	71,8	81,5
110 Égypte	0,580	130	66	43,0	2,8	43,4 <sup>e</sup>	59,3 <sup>e</sup>	23,6	74,6
111 Paraguay	0,457	88	99	67,0	18,4	36,8	40,8	55,4	84,8
112 Gabon	0,508	108	230	103,0	16,7	53,8 <sup>e</sup>	34,7 <sup>e</sup>	56,0	65,1
113 Bolivie (État plurinational de)	0,472	97	190	71,9	30,1	47,6	59,1	64,1	80,9
114 Moldova (République de)	0,302	51	41	29,3	19,8	93,6	96,6	37,0	43,3
115 Salvador	0,441	85	81	76,0	26,2	36,8	43,6	47,6	79,0
116 Ouzbékistan	..	..	28	38,8	19,2	..	..	47,9	75,2
117 Philippines	0,406	78	99	46,8	26,9	65,9	63,8	51,0	79,7
118 Afrique du Sud	0,461	94	300	50,9	41,1 <sup>g</sup>	72,7	75,9	44,2	60,0
118 République arabe syrienne	0,556	125	70	41,6	12,0	29,0	38,9	13,4	72,7
120 Iraq	0,542	120	63	68,7	25,2	22,0 <sup>e</sup>	42,7 <sup>e</sup>	14,7	69,7
121 Guyana	0,524	113	280	88,5	31,3	61,5 <sup>e</sup>	48,8 <sup>e</sup>	42,3	80,9

TABLEAU  
4

**TABLEAU 4 INDICE D'INÉGALITÉ DE GENRE**

Classement à l'IDH	Indice d'inégalité de genre		Taux de mortalité maternelle	Taux de fertilité des adolescentes	Sièges au parlement national	Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur		Taux d'activité de la population active	
	Valeur	Classement	(décès pour 100 000 naissances vivantes)	(naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans)	(% de femmes)	(% 25 ans et plus)		(% 15 ans et plus)	
			2010	2010/2015 <sup>a</sup>		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
	2013	2013	2010	2010/2015 <sup>a</sup>	2013	2005-2012 <sup>a</sup>	2005-2012 <sup>b</sup>	2012	2012
121 Viet Nam	0,322	58	59	29,0	24,4	59,4	71,2	72,8	81,9
123 Cap-Vert	..	..	79	70,6	20,8	..	..	51,1	83,5
124 Micronésie (États fédérés de)	..	..	100	18,6	0,1	..	..	..	..
125 Guatemala	0,523	112	120	97,2	13,3	21,9	23,2	49,1	88,2
125 Kirghizistan	0,348	64	71	29,3	23,3	94,5	96,8	55,7	79,0
127 Namibie	0,450	87	200	54,9	25,0	33,0 <sup>e</sup>	34,0 <sup>e</sup>	75,2	82,2
128 Timor-Leste	..	..	300	52,2	38,5	..	..	24,7	51,1
129 Honduras	0,482	99	100	84,0	19,5	28,0	25,8	42,5	82,9
129 Maroc	0,460	92	100	35,8	11,0	20,1 <sup>e</sup>	36,3 <sup>e</sup>	43,0	57,4
131 Vanuatu	..	..	110	44,8	0,1	..	..	61,5	80,3
132 Nicaragua	0,458	90	95	100,8	40,2	30,8 <sup>e</sup>	44,7 <sup>e</sup>	47,0	80,1
133 Kiribati	..	..	..	16,6	8,7	..	..	..	..
133 Tadjikistan	0,383	75	65	42,8	17,5	89,9	95,0	58,7	76,9
135 Inde	0,563	127	200	32,8	10,9	26,6 <sup>e</sup>	50,4 <sup>e</sup>	28,8	80,9
136 Bhoutan	0,495	102	180	40,9	6,9	34,0	34,5	66,4	76,9
136 Cambodge	0,505	105	250	44,3	18,1 <sup>h</sup>	9,9	22,2	78,9	86,5
138 Ghana	0,549	123	350	58,4	10,9	45,2	64,7	67,2	71,2
139 Rép. démocratique populaire lao	0,534	118	470	65,0	25,0	22,9 <sup>e</sup>	36,8 <sup>e</sup>	76,3	78,9
140 Congo	0,617	135	560	126,7	9,6	43,8 <sup>e</sup>	48,7 <sup>e</sup>	68,4	72,9
141 Zambie	0,617	135	440	125,4	11,5	25,7 <sup>e</sup>	44,2 <sup>e</sup>	73,2	85,7
142 Bangladesh	0,529	115	240	80,6	19,7	30,8 <sup>e</sup>	39,3 <sup>e</sup>	57,3	84,1
142 Sao Tomé-et-Principe	..	..	70	65,1	18,2	..	..	44,9	77,5
144 Guinée équatoriale	..	..	240	112,6	18,8	..	..	80,6	92,3
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE</b>									
145 Népal	0,479	98	170	73,7	33,2	17,9 <sup>e</sup>	39,9 <sup>e</sup>	54,3	63,2
146 Pakistan	0,563	127	260	27,3	19,7	19,3	46,1	24,4	82,9
147 Kenya	0,548	122	360	93,6	19,9	25,3	31,4	62,0	72,2
148 Swaziland	0,529	115	320	72,0	21,9	49,9 <sup>e</sup>	46,1 <sup>e</sup>	43,8	71,3
149 Angola	..	..	450	170,2	34,1	..	..	63,1	76,9
150 Myanmar	0,430	83	200	12,1	4,6	18,0 <sup>e</sup>	17,6 <sup>e</sup>	85,7	82,9
151 Rwanda	0,410	79	340	33,6	51,9	7,4 <sup>e</sup>	8,0 <sup>e</sup>	86,5	85,5
152 Cameroun	0,622	138	690	115,8	16,1	21,1 <sup>e</sup>	34,9 <sup>e</sup>	63,6	76,7
152 Nigéria	..	..	630	119,6	6,6	..	..	48,1	63,5
154 Yémen	0,733	152	200	47,0	0,7	7,6 <sup>e</sup>	24,4 <sup>e</sup>	25,2	71,8
155 Madagascar	..	..	240	122,8	15,8	..	..	86,8	90,6
156 Zimbabwe	0,516	110	570	60,3	35,1	48,8	62,0	83,2	89,7
157 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,617	135	230	62,1	2,7	6,8 <sup>e</sup>	14,1 <sup>e</sup>	70,5	74,0
157 Îles Salomon	..	..	93	64,9	2,0	..	..	53,4	79,1
159 Comores	..	..	280	51,1	3,0	..	..	35,0	80,2
159 Tanzanie (République-Unie de)	0,553	124	460	122,7	36,0	5,6 <sup>e</sup>	9,2 <sup>e</sup>	88,1	90,2
161 Mauritanie	0,644	142	510	73,3	19,2	8,0 <sup>e</sup>	20,8 <sup>e</sup>	28,6	79,0
162 Lesotho	0,557	126	620	89,4	26,8	21,9	19,8	58,8	73,3
163 Sénégal	0,537	119	370	94,4	42,7	7,2	15,4	65,9	88,0
164 Ouganda	0,529	115	310	126,6	35,0	22,9	33,5	75,9	79,3
165 Bénin	0,614	134	350	90,2	8,4	11,2 <sup>e</sup>	25,6 <sup>e</sup>	67,5	78,3
166 Soudan	0,628	140	730	84,0	24,1	12,8 <sup>e</sup>	18,2 <sup>e</sup>	31,2	76,0
166 Togo	0,579	129	300	91,5	15,4	15,3 <sup>e</sup>	45,1 <sup>e</sup>	80,7	81,2
168 Haïti	0,599	132	350	42,0	3,5	22,5 <sup>e</sup>	36,3 <sup>e</sup>	60,6	70,8
169 Afghanistan	0,705	150	460	86,8	27,6	5,8 <sup>e</sup>	34,0 <sup>e</sup>	15,7	79,7
170 Djibouti	..	..	200	18,6	12,7	..	..	36,1	67,3
171 Côte d'Ivoire	0,645	143	400	130,3	10,4	13,7 <sup>e</sup>	29,9 <sup>e</sup>	52,2	81,5
172 Gambie	0,624	139	360	115,8	7,5	16,9 <sup>e</sup>	31,4 <sup>e</sup>	72,2	83,0
173 Éthiopie	0,547	121	350	78,4	25,5	7,8	18,2	78,2	89,4
174 Malawi	0,591	131	460	144,8	22,3	10,4	20,4	84,7	81,3
175 Libéria	0,655	145	770	117,4	11,7	15,7 <sup>e</sup>	39,2 <sup>e</sup>	58,2	64,7
176 Mali	0,673	148	540	175,6	10,2	7,7	15,1	50,6	81,4
177 Guinée-Bissau	..	..	790	99,3	14,0	..	..	68,1	78,5
178 Mozambique	0,657	146	490	137,8	39,2	1,5 <sup>e</sup>	6,0 <sup>e</sup>	26,3	75,8
179 Guinée	..	..	610	131,0	..	..	..	65,5	78,3
180 Burundi	0,501	104	800	30,3	34,9	5,2 <sup>e</sup>	9,3 <sup>e</sup>	83,2	81,8
181 Burkina Faso	0,607	133	300	115,4	15,7	0,9	3,2	77,1	90,1
182 Érythrée	..	..	240	65,3	22,0	..	..	79,9	89,8

	Indice d'inégalité de genre		Taux de mortalité maternelle	Taux de fertilité des adolescentes	Sièges au parlement national	Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur		Taux d'activité de la population active	
	Valeur	Classement	(décès pour 100 000 naissances vivantes)	(naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans)	(% de femmes)	(% 25 ans et plus)		(% 15 ans et plus)	
						Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Classement à l'IDH	2013	2013	2010	2010/2015 <sup>a</sup>	2013	2005-2012 <sup>b</sup>	2005-2012 <sup>b</sup>	2012	2012
183 Sierra Leone	0,643	141	890	100,7	12,4	9,5 <sup>e</sup>	20,4 <sup>e</sup>	65,7	68,9
184 Tchad	0,707	151	1 100	152,0	14,9	1,7	9,9	64,0	79,2
185 République centrafricaine	0,654	144	890	98,3	12,5 <sup>i</sup>	10,3 <sup>e</sup>	26,2 <sup>e</sup>	72,5	85,1
186 Congo (République démocratique du)	0,669	147	540	135,3	8,3	10,7 <sup>e</sup>	36,2 <sup>e</sup>	70,7	73,2
187 Niger	0,674	149	590	204,8	13,3	44,5	49,5	39,9	89,8
<b>AUTRES PAYS OU TERRITOIRES</b>									
Corée, Rép. populaire démocratique de	..	..	81	0,6	15,6	..	..	72,3	84,2
Îles Marshall	..	..	..	..	3,0	..	..	..	..
Monaco	..	..	..	..	20,8	..	..	..	..
Nauru	..	..	..	..	5,3	..	..	..	..
Saint-Marin	..	..	..	..	18,3	..	..	..	..
Somalie	..	..	1 000	110,4	13,8	..	..	37,2	75,6
Soudan du Sud	..	..	..	75,3	24,3	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	6,7	..	..	..	..
<b>Groupes d'indice de développement humain</b>									
Développement humain très élevé	0,197	—	16	19,2	26,7	86,1	87,7	52,3	69,0
Développement humain élevé	0,315	—	42	28,8	18,8	60,2	69,1	57,1	77,1
Développement humain moyen	0,513	—	186	43,4	17,5	34,2	51,4	38,7	80,0
Développement humain faible	0,587	—	427	92,3	20,0	14,9	29,6	55,7	78,4
<b>Régions</b>									
États arabes	0,546	—	164	45,4	13,8	32,9	46,4	24,7	73,2
Asie de l'Est et Pacifique	0,331	—	72	21,2	18,7	54,6	66,4	62,8	79,3
Europe et Asie centrale	0,317	—	31	30,8	18,2	70,4	80,6	45,5	70,2
Amérique latine et Caraïbes	0,416	—	74	68,3	25,3	53,3	53,9	53,7	79,8
Asie du Sud	0,539	—	202	38,7	17,8	28,4	49,9	30,7	80,7
Afrique subsaharienne	0,578	—	474	109,7	21,7	22,9	32,9	63,6	76,3
<b>Pays moins développés</b>	0,570	—	389	97,0	20,3	16,5	27,2	64,0	81,6
<b>Petits États insulaires en développement</b>	0,478	—	195	61,5	23,0	50,4	55,2	52,8	73,3
<b>Monde</b>	<b>0,451</b>	<b>—</b>	<b>145</b>	<b>47,4</b>	<b>21,1</b>	<b>54,2</b>	<b>64,2</b>	<b>50,6</b>	<b>76,7</b>

TABLEAU  
4

#### NOTES

- a Les données utilisées sont la moyenne annuelle des valeurs projetées pour la période 2010-2015.
- b Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.
- c Concerne la population âgée de 25 à 64 ans.
- d Concerne la population âgée de 25 à 74 ans.
- e Estimations de Barro et Lee (2013) pour 2010, selon les données de l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
- f Pour calculer l'indice d'inégalité de genre, une valeur de 0,1 pour cent a été utilisée.
- g Les 36 délégués spéciaux nommés ponctuellement ne sont pas inclus.
- h Concerne 2012.
- i Concerne une année antérieure à celle qui est mentionnée.

#### DÉFINITIONS

**Indice d'inégalité de genre** : indice composite mesurant le déficit de progrès dans trois dimensions du développement humain : santé reproductive, autonomisation et marché du travail, résultant d'inégalités de genre. Consulter la *Fiche technique n°3* sur <http://hdr.undp.org> pour connaître les modalités de calcul de l'indice d'inégalité de genre.

**Taux de mortalité maternelle** : nombre de décès pour des raisons dues à la grossesse, exprimé pour 100 000 naissances vivantes.

**Taux de fertilité des adolescentes** : nombre de naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans.

**Sièges au parlement national** : proportion de sièges occupés par des femmes au sein du parlement national, exprimée en pourcentage de

nombre total de sièges. Pour les pays dotés d'un système législatif bicaméral, la répartition des sièges est calculée en tenant compte des deux chambres.

**Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur** : pourcentage de la population âgée de 25 ans et plus ayant suivi (mais pas nécessairement achevé) un enseignement secondaire ou supérieur.

**Taux d'activité de la population active** : proportion de la population en âge de travailler (15 ans et plus) d'un pays qui joue un rôle actif sur le marché du travail, soit en travaillant, soit en recherchant activement un emploi, exprimée en pourcentage de la population active totale.

#### PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

**Colonne 1** : calculs du BRDH basés sur les données du Groupe des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité maternelle (2013), de l'ONU DAES (2013a), de l'UIP (2013), de Barro et Lee (2013), de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2013b) et de l'OIT (2013a).

**Colonne 2** : calculs basés sur les données de la colonne 1.

**Colonne 3** : Groupe des Nations Unies sur l'estimation de la mortalité maternelle 2013.

**Colonne 4** : ONU DAES 2013a.

**Colonne 5** : UIP 2013.

**Colonnes 6 et 7** : Institut de statistique de l'UNESCO 2013b.

**Colonnes 8 et 9** : OIT 2013a.

# Indice de développement de genre

Classement à l'IDH	Indice de développement de genre		Indice de développement humain (IDH)		Espérance de vie à la naissance		Durée moyenne de scolarisation		Durée attendue de scolarisation		Estimation du revenu national brut par habitant <sup>a</sup>		
	Rapport hommes femmes de l'IDH		Valeur		(années)		(années)		(années)		(PPA \$ 2011)		
	Classement <sup>b</sup>		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
	2013	2013	2013	2013	2013	2013	2002-2012 <sup>c</sup>	2002-2012 <sup>c</sup>	2000-2012 <sup>c</sup>	2000-2012 <sup>c</sup>	2013	2013	
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ</b>													
1	Norvège	0,997	5	0,940	0,943	83,6	79,4	12,7	12,6	18,2	16,9	56 994	70 807
2	Australie	0,975	40	0,920	0,944	84,8	80,3	12,5	13,1	20,3	19,4	35 551	47 553
3	Suisse	0,953	76	0,895	0,939	84,9	80,2	11,5	13,1	15,6	15,8	42 561	65 278
4	Pays-Bas	0,968	51	0,899	0,929	82,9	79,1	11,6	12,2	18,0	17,8	34 497	50 432
5	États-Unis	0,995	7	0,911	0,915	81,3	76,5	13,0	12,9	17,4	15,7	41 792	63 163
6	Allemagne	0,962	61	0,892	0,928	83,1	78,3	12,6	13,3	16,2	16,4	33 028	53 445
7	Nouvelle-Zélande	0,971	47	0,896	0,923	83,0	79,2	12,5	12,6	20,2	18,5	26 695	38 656
8	Canada	0,986	24	0,893	0,906	83,6	79,3	12,3	12,2	16,2	15,4	34 612	49 272
9	Singapour	0,967	52	0,878	0,908	84,7	79,8	9,7 <sup>d</sup>	10,7 <sup>d</sup>	15,5 <sup>e</sup>	15,3 <sup>e</sup>	50 001	95 329 <sup>f</sup>
10	Danemark	0,989	17	0,895	0,906	81,5	77,3	11,9	12,3	17,6	16,3	37 106	48 742
11	Irlande	0,965	56	0,881	0,913	82,9	78,6	11,7	11,5	18,5	18,7	23 872	43 092
12	Suède	1,004	6	0,898	0,894	83,9	79,7	11,8 <sup>d</sup>	11,4 <sup>d</sup>	16,6	15,1	38 071	48 365
13	Islande	0,982	30	0,883	0,899	83,9	80,3	10,8	10,0	19,9	17,6	27 612	42 520
14	Royaume-Uni	0,993	13	0,887	0,894	82,5	78,6	12,8	11,8	16,7	15,8	27 589	42 632
15	Hong Kong, Chine (RAS)	0,969	49	0,874	0,902	86,4	80,4	9,8	10,3	15,3	15,4	40 051	66 417
15	Corée (République de)	0,940	85	0,860	0,915	84,8	78,1	11,1	12,5	16,1	17,8	21 795	38 990
17	Japon	0,951	79	0,863	0,907	87,0	80,1	11,2	11,8	15,1	15,4	22 384	51 906
18	Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	..	..	13,8	16,4	..	..
19	Israël	0,984	29	0,879	0,893	83,6	79,9	12,6	12,5	16,1	15,2	24 636	35 402
20	France	0,989	17	0,878	0,888	85,2	78,3	10,9	11,4	16,3	15,6	29 580	44 139
21	Autriche	0,935	91	0,834	0,892	83,6	78,5	8,9	10,6	15,9	15,3	25 170	61 543
21	Belgique	0,977	38	0,866	0,887	83,1	78,0	10,5 <sup>d</sup>	10,7 <sup>d</sup>	16,5	16,0	30 213	49 077
21	Luxembourg	0,961	66	0,861	0,896	83,0	78,0	10,9	11,7	14,0	13,8	41 351	76 196 <sup>f</sup>
24	Finlande	1,006	8	0,881	0,876	83,7	77,4	10,3	10,2	17,6	16,4	32 123	42 795
25	Slovénie	1,006	8	0,876	0,871	82,8	76,4	11,8	12,0	17,9	15,8	21 762	31 916
26	Italie	0,962	61	0,852	0,886	85,0	79,6	9,7	10,6	16,8	15,8	22 303	43 640
27	Espagne	0,985	25	0,861	0,874	85,3	78,9	9,5	9,7	17,5	16,8	23 487	37 804
28	République tchèque	0,969	49	0,844	0,871	80,7	74,6	12,1	12,5	16,9	15,9	16 233	33 098
29	Grèce	0,959	69	0,833	0,868	83,1	78,4	9,9	10,4	16,6	16,4	17 791	31 707
30	Brunéi Darussalam	0,981	31	0,839	0,856	80,5	76,7	8,6	8,8	14,9	14,2	52 831	88 468
31	Qatar	0,979	32	0,838	0,856	79,5	77,8	10,1	8,7	14,0	13,9	45 863	141 468 <sup>f</sup>
32	Chypre	0,940	85	0,817	0,869	81,8	77,9	10,7	12,6	14,0	13,9	19 787	33 461
33	Estonie	1,042	70	0,856	0,821	79,6	69,1	12,3	11,7	17,5	15,5	19 410	27 985
34	Arabie saoudite	0,897	112	0,773	0,861	77,6	73,9	8,0	9,2	15,9	15,4	16 197	78 689
35	Lituanie	1,036	58	0,848	0,818	78,2	66,0	12,3	12,4	17,3	16,0	19 588	28 607
35	Pologne	1,010	14	0,837	0,828	80,5	72,3	11,9	11,7	16,3	14,7	16 462	26 871
37	Andorre	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
37	Slovaquie	1,000	1	0,829	0,829	79,2	71,5	11,6 <sup>g</sup>	11,5 <sup>g</sup>	15,6	14,5	19 450	31 554
39	Malte	0,954	75	0,807	0,846	82,0	77,5	9,5	10,3	14,7	14,3	18 832	35 217
40	Émirats arabes unis	0,958	70	0,800	0,835	78,2	76,1	10,2	8,7	13,9 <sup>g</sup>	12,9 <sup>g</sup>	23 903	72 659
41	Chili	0,962	61	0,803	0,835	82,7	77,1	9,6	9,9	15,3	15,0	14 339	27 410
41	Portugal	0,970	48	0,808	0,833	82,9	76,9	8,0	8,5	16,5	16,1	17 846	30 817
43	Hongrie	0,998	4	0,816	0,818	78,6	70,5	11,2 <sup>d</sup>	11,4 <sup>d</sup>	15,7	15,1	17 233	25 663
44	Bahreïn	0,961	66	0,798	0,831	77,5	75,9	9,1	9,6	15,1 <sup>h</sup>	13,7 <sup>h</sup>	24 531	36 660
44	Cuba	0,962	61	0,796	0,827	81,3	77,3	10,1 <sup>g</sup>	10,3 <sup>g</sup>	15,1	13,9	13 302	26 319
46	Koweït	0,987	22	0,801	0,812	75,5	73,5	7,9	6,8	15,2	14,2	43 134	114 532 <sup>f</sup>
47	Croatie	0,987	22	0,807	0,818	80,4	73,7	10,5	11,6	15,2	13,9	15 777	22 509
48	Lettonie	1,033	52	0,823	0,797	77,5	66,7	11,5 <sup>d</sup>	11,5 <sup>d</sup>	16,3	14,8	18 624	26 415
49	Argentine	1,001	2	0,806	0,805	79,9	72,6	10,0	9,6	17,5	15,4	11 975	22 849
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ</b>													
50	Uruguay	1,015	25	0,793	0,781	80,6	73,7	8,7	8,2	16,6	14,4	13 789	22 730
51	Bahamas	..	..	..	..	78,2	72,1	11,1	11,1	..	..	17 934	25 047
51	Monténégro	..	..	..	..	77,2	72,5	9,9 <sup>i</sup>	11,2 <sup>i</sup>	15,5	14,8	..	..
53	Biélorussie	1,021	32	0,793	0,777	75,8	64,2	11,4 <sup>i</sup>	11,7 <sup>i</sup>	16,3	15,2	12 655	20 730
54	Roumanie	0,973	43	0,771	0,793	77,5	70,3	10,4	11,0	14,5	13,7	12 005	23 148
55	Libye	0,931	93	0,749	0,805	77,3	73,5	7,5	7,5	16,4	15,9	10 649	32 678
56	Oman	..	..	..	..	79,0	74,8	..	..	13,9	13,4	17 346	56 424
57	Fédération de Russie	1,038	61	0,792	0,763	74,4	61,8	11,7	11,8	14,5	13,5	18 228	27 741
58	Bulgarie	0,994	8	0,775	0,779	77,3	70,0	10,6 <sup>d</sup>	10,5 <sup>d</sup>	14,5	14,1	12 539	18 430
59	Barbade	1,021	32	0,784	0,767	77,8	73,0	9,5	9,2	17,2	13,8	11 165	16 054

	Indice de développement de genre		Indice de développement humain (IDH)		Espérance de vie à la naissance		Durée moyenne de scolarisation		Durée attendue de scolarisation		Estimation du revenu national brut par habitant <sup>a</sup>	
	Rapport hommes femmes de l'IDH		Valeur		(années)		(années)		(années)		(PPA \$ 2011)	
	Classement <sup>b</sup>		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
<b>Classement à l'IDH</b>	2013	2013	2013	2013	2013	2013	2002-2012 <sup>c</sup>	2002-2012 <sup>c</sup>	2000-2012 <sup>c</sup>	2000-2012 <sup>c</sup>	2013	2013
60 Palaos	..	..	..	..	..	..	12,2	12,6	14,6	12,9	..	..
61 Antigua-et-Barbuda	..	..	..	..	78,3	73,5	..	..	13,7	13,8	..	..
62 Malaisie	0,935	91	0,743	0,794	77,4	72,7	9,2	9,9	12,7	12,7	13 187	30 984
63 Maurice	0,957	72	0,750	0,784	77,1	70,3	8,0	9,1	15,9	15,2	10 980	22 726
64 Trinité-et-Tobago	0,994	8	0,763	0,767	73,6	66,4	10,9	10,6	12,5	12,1	19 079	31 713
65 Liban	0,900	110	0,715	0,794	82,3	78,1	7,6 <sup>i</sup>	8,2 <sup>i</sup>	13,0	13,3	7 199	25 038
65 Panama	0,978	36	0,753	0,770	80,5	74,8	9,6 <sup>g</sup>	9,2 <sup>g</sup>	12,9	11,9	10 798	21 850
67 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	0,999	2	0,759	0,760	77,7	71,7	8,7	8,4	15,3	13,1	11 924	22 180
68 Costa Rica	0,973	43	0,751	0,772	82,2	77,8	8,4	8,3	13,9	13,2	9 719	16 204
69 Turquie	0,884	118	0,704	0,796	78,7	71,8	6,4	8,7	13,8	15,0	8 813	28 318
70 Kazakhstan	1,015	25	0,762	0,751	72,3	61,0	10,2 <sup>g</sup>	10,5 <sup>g</sup>	15,4	14,7	14 369	24 902
71 Mexique	0,940	85	0,728	0,775	79,8	75,1	8,1	8,8	12,9	12,6	10 060	22 020
71 Seychelles	..	..	..	..	78,1	69,0	9,4 <sup>i</sup>	9,4 <sup>i</sup>	12,1	11,1	..	..
73 Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	..	..	..	..	..	..	13,4	12,4	..	..
73 Sri Lanka	0,961	66	0,720	0,749	77,4	71,2	10,7 <sup>g</sup>	9,4 <sup>g</sup>	13,9	13,4	5 078	13 616
75 Iran (République islamique d')	0,847	128	0,672	0,793	76,1	72,2	7,1	8,6	15,0	15,3	4 159	22 631
76 Azerbaïdjan	0,952	77	0,723	0,759	73,9	67,6	10,5 <sup>i</sup>	11,2 <sup>i</sup>	11,6	11,9	10 968	20 541
77 Jordanie	0,842	130	0,658	0,781	75,6	72,3	9,4	10,4	13,5	13,1	2 875	19 459
77 Serbie	..	..	..	..	76,9	71,3	9,2 <sup>g</sup>	9,9 <sup>g</sup>	14,1	13,2	..	..
79 Brésil	..	..	..	..	77,6	70,4	7,3 <sup>g</sup>	7,2 <sup>g</sup>	..	..	10 851	17 813
79 Géorgie	0,941	84	0,713	0,758	77,8	70,5	11,9 <sup>i</sup>	12,4 <sup>i</sup>	12,8	12,8	4 231	9 871
79 Grenade	..	..	..	..	75,3	70,3	..	..	16,3	15,3	..	..
82 Pérou	0,957	72	0,720	0,753	77,6	72,2	8,5	9,6	13,2	13,1	8 942	13 607
83 Ukraine	1,012	21	0,738	0,729	74,4	62,8	11,2	11,4	15,3	14,9	6 450	10 279
84 Belize	0,963	60	0,714	0,742	77,1	70,9	9,2 <sup>g</sup>	9,3 <sup>g</sup>	14,1	13,3	6 163	12 571
84 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	0,944	83	0,708	0,750	77,5	72,9	7,9 <sup>i</sup>	8,5 <sup>i</sup>	13,4	13,2	7 913	15 563
86 Bosnie-Herzégovine	..	..	..	..	78,9	73,8	7,2 <sup>i</sup>	9,5 <sup>i</sup>	..	..	6 381	12 628
87 Arménie	0,994	8	0,725	0,729	78,0	71,3	10,8 <sup>g</sup>	10,8 <sup>g</sup>	13,6	11,2	5 486	10 282
88 Fidji	0,937	89	0,679	0,725	73,0	67,0	9,8	10,0	14,1	13,7	4 100	10 214
89 Thaïlande	0,990	14	0,718	0,725	77,8	71,1	7,0	7,7	13,4	12,7	11 728	15 069
90 Tunisie	0,891	116	0,669	0,751	78,3	73,6	5,5	7,5	15,0	14,0	4 751	16 226
91 Chine	0,939	88	0,696	0,740	76,7	74,1	6,9	8,2	13,0	12,8	9 288	13 512
91 Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	..	..	74,7	70,4	..	..	13,4	13,1	7 541	13 085
93 Algérie	0,843	129	0,629	0,746	72,7	69,4	5,9	7,8	14,2	13,8	3 695	21 219
93 Dominique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
95 Albanie	0,957	72	0,694	0,725	80,6	74,6	9,1	9,5	10,3	10,3	6 704	11 734
96 Jamaïque	0,989	17	0,703	0,711	76,1	71,0	9,8	9,2	12,4	11,5	6 406	9 990
97 Sainte-Lucie	..	..	..	..	77,5	72,2	..	..	12,5	11,8	7 597	10 966
98 Colombie	0,972	46	0,697	0,718	77,7	70,4	7,0	7,1	13,5	12,9	7 698	15 485
98 Équateur	..	..	..	..	79,4	73,7	7,4	7,8 <sup>g</sup>	..	..	7 045	12 951
100 Suriname	0,974	41	0,693	0,711	74,3	67,9	7,3	8,0	12,9	11,2	9 874	20 329
100 Tonga	0,966	54	0,682	0,706	75,7	69,8	9,2 <sup>d</sup>	9,5 <sup>d</sup>	14,0	13,4	3 983	6 642
102 République dominicaine	..	..	..	..	76,7	70,4	7,7	7,2	..	..	7 514	14 172
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN</b>												
103 Maldives	0,936	90	0,673	0,718	79,0	76,9	5,4 <sup>d</sup>	6,2 <sup>d</sup>	12,8	12,5	7 504	12 608
103 Mongolie	1,021	32	0,705	0,691	71,6	63,7	8,5	8,2	15,6	14,4	7 299	9 654
103 Turkménistan	..	..	..	..	69,8	61,4	..	..	..	..	7 714	15 479
106 Samoa	0,948	81	0,670	0,707	76,5	70,2	10,3	10,3	13,3 <sup>k</sup>	12,5 <sup>k</sup>	2 868	6 436
107 Palestine (État de)	0,974	41	0,612	0,628	75,0	71,5	8,4 <sup>i</sup>	9,3 <sup>i</sup>	14,0	12,5	1 651	8 580
108 Indonésie	0,923	98	0,654	0,709	72,9	68,8	6,9	8,1	12,8	12,7	5 873	12 030
109 Botswana	0,964	58	0,669	0,694	66,8	62,1	8,7	9,0	11,7	11,6	11 491	18 054
110 Égypte	0,855	125	0,617	0,722	73,6	68,8	5,3	7,5	12,7	13,3	4 225	16 522
111 Paraguay	0,966	54	0,664	0,687	74,6	70,1	7,5	7,9	12,2	11,7	5 984	9 150
112 Gabon	..	..	..	..	64,5	62,4	8,4	6,4	..	..	14 003	19 919
113 Bolivie (État plurinational de)	0,931	93	0,642	0,690	69,5	65,1	8,4 <sup>g</sup>	10,0 <sup>g</sup>	12,9	13,4	4 406	6 701
114 Moldova (République de)	0,990	14	0,659	0,666	72,8	65,0	9,6 <sup>g</sup>	10,0 <sup>g</sup>	12,1	11,6	4 196	5 979
115 Salvador	0,965	56	0,648	0,672	77,1	67,8	6,1	6,9	12,0	12,3	5 383	9 302
116 Ouzbékistan	0,945	82	0,637	0,674	71,7	65,0	9,5 <sup>i</sup>	9,9 <sup>i</sup>	11,3	11,7	3 579	6 893
117 Philippines	0,989	17	0,652	0,659	72,2	65,4	8,8 <sup>d</sup>	8,5 <sup>d</sup>	11,5	11,1	4 987	7 771
118 Afrique du Sud	..	..	..	..	58,8	54,7	9,8	10,1	..	..	8 539	15 233
118 République arabe syrienne	0,851	127	0,588	0,691	77,8	71,8	6,1	7,1	12,0	12,1	1 922	9 478

**TABLEAU 5 INDICE DE DÉVELOPPEMENT DE GENRE**

	Indice de développement de genre		Indice de développement humain (IDH)		Espérance de vie à la naissance		Durée moyenne de scolarisation		Durée attendue de scolarisation		Estimation du revenu national brut par habitant <sup>a</sup>	
	Rapport hommes femmes de l'IDH		Valeur		(années)		(années)		(années)		(PPA \$ 2011)	
	Classement <sup>b</sup>		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
<b>Classement à l'IDH</b>	2013	2013	2013	2013	2013	2013	2002-2012 <sup>c</sup>	2002-2012 <sup>c</sup>	2000-2012 <sup>c</sup>	2000-2012 <sup>c</sup>	2013	2013
120 Iraq	0,802	137	0,556	0,693	73,2	65,9	4,4	6,7	8,7	11,4	4 246	23 555
121 Guyana	0,985	25	0,629	0,638	68,9	63,6	9,0 <sup>g</sup>	8,1 <sup>g</sup>	11,7	9,9	3 993	8 613
121 Viet Nam	..	..	..	..	80,5	71,3	5,2	5,7	..	..	4 147	5 655
123 Cap-Vert	..	..	..	..	78,8	71,1	..	..	13,6	12,9	4 266	8 480
124 Micronésie (États fédérés de)	..	..	..	..	69,9	68,0	5,6	9,2	..	..	..	..
125 Guatemala	0,910	104	0,596	0,655	75,6	68,5	5,0	6,4	10,3	11,1	4 456	9 397
125 Kirghizistan	0,976	39	0,618	0,633	71,9	63,4	9,3 <sup>g</sup>	9,3 <sup>g</sup>	12,7	12,3	2 228	3 837
127 Namibie	0,978	36	0,616	0,631	67,1	61,7	6,3	6,1	11,4	11,3	7 288	11 196
128 Timor-Leste	0,875	122	0,574	0,656	69,1	66,0	3,6 <sup>l</sup>	5,3 <sup>l</sup>	11,3	12,0	5 634	13 582
129 Honduras	0,929	95	0,590	0,634	76,2	71,5	5,3	5,7	12,1	11,2	2 474	5 800
129 Maroc	0,828	132	0,545	0,658	72,7	69,1	3,2	5,6	10,6	11,6	3 215	10 692
131 Vanuatu	0,900	110	0,581	0,646	73,8	69,7	8,0	10,0	10,2	10,9	2 022	3 264
132 Nicaragua	0,912	102	0,583	0,639	77,9	71,8	4,8	6,7	10,8	10,3	2 821	5 743
133 Kiribati	..	..	..	..	71,8	66,1	..	..	12,7	11,9	..	..
133 Tadjikistan	0,952	77	0,591	0,621	70,8	64,1	10,0 <sup>g</sup>	9,7 <sup>g</sup>	10,4	12,0	1 939	2 906
135 Inde	0,828	132	0,519	0,627	68,3	64,7	3,2	5,6	11,3	11,8	2 277	7 833
136 Bhoutan	..	..	..	..	68,7	68,0	..	..	12,5	12,3	5 419	7 942
136 Cambodge	0,909	105	0,533	0,587	74,5	69,1	3,2 <sup>g</sup>	5,0 <sup>g</sup>	10,3	11,5	2 410	3 220
138 Ghana	0,884	118	0,537	0,607	62,1	60,2	5,9	8,1	10,9	12,1	2 937	4 138
139 Rép. démocratique populaire lao	0,897	112	0,537	0,599	69,7	66,9	3,8	5,4	9,5	10,8	3 806	4 902
140 Congo	0,928	96	0,543	0,585	60,2	57,4	5,5	6,7	10,9	11,3	4 222	5 597
141 Zambie	0,913	101	0,534	0,585	60,0	56,3	5,8	7,2	13,0	13,9	2 344	3 455
142 Bangladesh	0,908	107	0,528	0,582	71,5	69,9	4,6	5,6	10,3	9,7	1 928	3 480
142 Sao Tomé-et-Principe	0,894	115	0,524	0,586	68,3	64,3	4,0 <sup>l</sup>	5,5 <sup>l</sup>	11,4	11,2	2 001	4 248
144 Guinée équatoriale	..	..	..	..	54,6	51,7	..	..	6,9	10,0	17 769	25 977
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE</b>												
145 Népal	0,912	102	0,514	0,564	69,6	67,3	2,4	4,2	12,5	12,2	1 857	2 554
146 Pakistan	0,750	145	0,447	0,596	67,5	65,7	3,3	6,1	6,9	8,4	1 707	7 439
147 Kenya	0,908	107	0,508	0,560	63,6	59,8	5,4 <sup>g</sup>	7,1 <sup>g</sup>	10,7	11,3	1 763	2 554
148 Swaziland	0,877	121	0,493	0,562	48,3	49,6	7,4	6,8	10,9	11,8	3 738	7 384
149 Angola	..	..	..	..	53,4	50,4	..	..	8,7	14,0	5 080	7 587
150 Myanmar	..	..	..	..	67,2	63,1	4,1	3,8	..	..	3 362	4 673
151 Rwanda	0,950	80	0,463	0,487	65,7	62,4	3,1	3,6	10,3	10,2	1 263	1 550
152 Cameroun	0,872	123	0,468	0,537	56,2	53,9	5,1	6,7	9,5	11,2	2 062	3 052
152 Nigéria	0,839	131	0,458	0,546	52,8	52,2	4,2 <sup>l</sup>	6,3 <sup>l</sup>	8,2	9,8	4 068	6 594
154 Yémen	0,738	146	0,415	0,562	64,5	61,8	1,2	3,8	7,7	10,6	1 775	6 080
155 Madagascar	0,917	99	0,476	0,519	66,2	63,2	4,8 <sup>k</sup>	5,6 <sup>k</sup>	10,2	10,5	1 102	1 566
156 Zimbabwe	0,909	105	0,468	0,515	60,8	58,8	6,7 <sup>g</sup>	7,8 <sup>g</sup>	9,1	9,5	1 124	1 496
157 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	..	..	..	64,6	60,4	3,2	8,4	..	..	2 140	2 754
157 Îles Salomon	..	..	..	..	69,2	66,3	..	..	8,8	9,7	940	1 816
159 Comores	..	..	..	..	62,3	59,5	..	..	12,3	13,2	798	2 201
159 Tanzanie (République-Unie de)	0,916	100	0,466	0,509	62,9	60,2	4,5	5,8	9,0	9,3	1 501	1 903
161 Mauritanie	0,801	138	0,425	0,530	63,1	60,0	2,6	4,9	8,1	8,3	1 362	4 592
162 Lesotho	0,973	43	0,474	0,488	49,5	49,2	6,8 <sup>d</sup>	4,6 <sup>d</sup>	11,6	10,6	2 217	3 395
163 Sénégal	0,864	124	0,449	0,520	64,9	61,9	3,4 <sup>g</sup>	5,6 <sup>g</sup>	7,8	8,1	1 642	2 717
164 Ouganda	0,896	114	0,456	0,509	60,4	58,0	4,3	6,4	10,6	10,9	1 167	1 502
165 Bénin	0,822	134	0,428	0,520	60,7	57,9	2,0	4,4	9,4	12,7	1 455	1 999
166 Soudan	..	..	..	..	63,9	60,3	2,5	3,8	..	..	1 692	5 153
166 Togo	0,803	136	0,401	0,499	57,4	55,6	3,3	6,7	8,5	11,9	998	1 263
168 Haïti	..	..	..	..	65,0	61,2	3,2	6,7	..	..	1 349	1 930
169 Afghanistan	0,602	148	0,330	0,549	62,2	59,7	1,2	5,1	7,2	11,3	503	3 265
170 Djibouti	..	..	..	..	63,4	60,2	..	..	5,9	6,9	1 907	4 300
171 Côte d'Ivoire	..	..	..	..	51,6	50,0	3,1	5,4	..	..	1 866	3 648
172 Gambie	..	..	..	..	60,2	57,5	2,0	3,6	..	..	1 309	1 811
173 Éthiopie	0,853	126	0,401	0,470	65,3	62,0	1,4 <sup>l</sup>	3,6 <sup>l</sup>	8,0	9,0	1 090	1 515
174 Malawi	0,891	116	0,389	0,437	55,4	55,1	3,4 <sup>g</sup>	5,1 <sup>g</sup>	10,8	10,7	652	777
175 Libéria	0,786	140	0,379	0,482	61,5	59,6	2,3	5,6	8,9	12,4	634	868
176 Mali	0,771	143	0,350	0,455	54,9	55,1	1,4 <sup>d</sup>	2,6 <sup>d</sup>	7,6	9,6	914	2 076
177 Guinée-Bissau	..	..	..	..	55,8	52,8	1,4 <sup>j</sup>	3,4 <sup>j</sup>	..	..	907	1 275

	Indice de développement de genre		Indice de développement humain (IDH)		Espérance de vie à la naissance		Durée moyenne de scolarisation		Durée attendue de scolarisation		Estimation du revenu national brut par habitant <sup>a</sup>	
	Rapport hommes femmes de l'IDH		Valeur		(années)		(années)		(années)		(PPA \$ 2011)	
	Classement <sup>b</sup>		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
<b>Classement à l'IDH</b>	2013	2013	2013	2013	2013	2013	2002-2012 <sup>c</sup>	2002-2012 <sup>c</sup>	2000-2012 <sup>c</sup>	2000-2012 <sup>c</sup>	2013	2013
178 Mozambique	0,879	120	0,343	0,391	51,0	49,3	0,8 <sup>i</sup>	1,7 <sup>i</sup>	8,9	10,1	939	1 086
179 Guinée	0,785	141	0,344	0,439	56,9	55,3	0,8 <sup>i</sup>	2,6 <sup>i</sup>	7,4	10,1	913	1 370
180 Burundi	0,904	109	0,370	0,410	56,1	52,2	2,2	3,3	9,6	10,7	685	815
181 Burkina Faso	0,924	97	0,376	0,407	56,9	55,7	1,9 <sup>i</sup>	1,1 <sup>j</sup>	7,0	8,0	1 335	1 871
182 Érythrée	..	..	..	..	65,2	60,5	..	..	3,7	4,6	986	1 309
183 Sierra Leone	0,799	139	0,329	0,412	45,8	45,3	2,0	3,8	6,1	8,4	1 617	2 016
184 Tchad	0,762	144	0,319	0,419	52,1	50,3	0,6	2,3	5,9	8,9	1 289	1 953
185 République centrafricaine	0,776	142	0,296	0,382	52,1	48,3	2,3	4,9	5,9	8,6	482	698
186 Congo (République démocratique du)	0,822	134	0,304	0,369	51,8	48,2	2,1	4,1	8,4	10,9	390	499
187 Niger	0,714	147	0,275	0,385	58,6	58,3	0,8	2,1	4,8	6,1	471	1 268
<b>AUTRES PAYS OU TERRITOIRES</b>												
Corée, Rép. populaire démocratique de	..	..	..	..	73,4	66,4	..	..	..	..	..	..
Îles Marshall	..	..	..	..	..	..	..	..	12,0	11,4	..	..
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	9,9	8,9	..	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	..	15,9	14,7	..	..
Somalie	..	..	..	..	56,7	53,4	..	..	..	..	..	..
Soudan du Sud	..	..	..	..	56,3	54,2	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	11,4	10,3	..	..
<b>Groupes d'indice de développement humain</b>												
Développement humain très élevé	0,975	—	0,874	0,896	83,0	77,4	11,6	11,8	16,7	15,8	26 677	53 683
Développement humain élevé	0,946	—	0,710	0,750	76,8	72,3	7,5	8,5	13,4	13,1	9 426	16 966
Développement humain moyen	0,875	—	0,565	0,646	70,0	65,9	4,7	6,4	11,4	11,8	3 199	8 619
Développement humain faible	0,834	—	0,446	0,535	60,5	58,2	3,1	5,1	8,3	9,8	2 011	3 789
<b>Régions</b>												
États arabes	0,866	—	0,626	0,722	72,2	68,4	4,9	6,7	12,1	12,8	6 991	23 169
Asie de l'Est et Pacifique	0,943	—	0,682	0,724	75,8	72,3	6,8	7,9	12,8	12,6	8 154	12 488
Europe et Asie centrale	0,938	—	0,705	0,752	75,4	67,3	8,8	9,8	13,4	13,8	7 287	17 867
Amérique latine et Caraïbes	0,963	—	0,716	0,744	78,0	71,8	7,7	8,0	13,6	13,0	8 962	18 732
Asie du Sud	0,830	—	0,522	0,629	68,9	65,7	3,5	5,8	10,8	11,4	2 384	7 852
Afrique subsaharienne	0,867	—	0,460	0,531	58,0	55,6	3,7	5,4	8,8	10,1	2 492	3 812
<b>Pays moins développés</b>	0,859	—	0,447	0,520	62,8	60,3	2,9	4,5	9,0	10,1	1 576	2 629
<b>Petits États insulaires en développement</b>	..	—	..	..	72,4	67,7	..	..	13,5	12,8	6 993	12 017
<b>Monde</b>	<b>0,920</b>	<b>—</b>	<b>0,655</b>	<b>0,712</b>	<b>73,0</b>	<b>68,8</b>	<b>6,0</b>	<b>7,4</b>	<b>12,0</b>	<b>12,3</b>	<b>8 956</b>	<b>18 277</b>

**NOTES**

- a Les données sur la répartition des revenus n'étant pas disponibles, les estimations sont approximatives. Consulter les *Définitions* et la *Fiche technique n°4* sur <http://hdr.undp.org> pour en savoir plus sur la méthodologie.
- b Les pays sont classés par l'écart absolu par rapport à la parité des sexes dans les valeurs de l'IDH.
- c Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.
- d Mise à jour du BRDH, sur la base des chiffres de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2013b) concernant le niveau d'éducation et la méthodologie de Barro et Lee (2013).
- e Calcul réalisé par le ministère de l'Éducation de Singapour.
- f Pour le calcul de l'IDH des hommes, le revenu du travail estimé est plafonné à 75 000 \$.
- g Calculs basés sur l'Institut de statistique de l'UNESCO (2011).
- h Calculs basés sur les données relatives à la durée de scolarisation attendue de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2013a).

- i Selon les estimations de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2013a) concernant la répartition du niveau d'éducation.
- j Calculs du BRDH basés sur des données récentes issues d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples.
- k Calculs du BRDH basés sur les données du recensement de la population de 2011 du Bureau des statistiques de Samoa (n. d.).
- l Estimations du BRDH selon les données des enquêtes de démographie et de santé les plus récentes du pays.

**DÉFINITIONS**

**Indice de développement de genre** : mesure composite reflétant les disparités entre les hommes et les femmes en matière de développement humain, dans trois dimensions : santé, éducation et niveau de vie. Consulter la *Fiche technique n°4* sur <http://hdr.undp.org> pour connaître les modalités de calcul de l'indice de développement de genre.

**Rapport hommes femmes de l'IDH** : Rapport hommes femmes des valeurs de l'IDH.

**Indice de développement humain (IDH)** : indice composite mesurant le niveau moyen atteint dans

trois dimensions essentielles du développement humain : santé et longévité, accès à l'éducation et niveau de vie décent. Consulter la *Fiche technique n°1* sur <http://hdr.undp.org> pour connaître les modalités de calcul de l'IDH

**Espérance de vie à la naissance** : nombre d'années qu'un nouveau-né peut espérer vivre si les taux de mortalité par âge ayant prévalu au moment de sa naissance demeurent inchangés tout au long de sa vie.

**Durée moyenne de scolarisation** : nombre moyen d'années d'éducation dispensées aux personnes âgées de 25 ans et plus, d'après les niveaux d'éducation de la population convertis en années de scolarisation sur la base des durées théoriques de chaque niveau d'enseignement suivi.

**Durée attendue de scolarisation** : nombre d'années de scolarisation dont un enfant en âge d'entrer à l'école peut espérer bénéficier si les taux de scolarisation par âge devaient rester inchangés tout au long de la vie de l'enfant.

**Revenu national brut (RNB) estimé, par habitant** : calculé sur la base du rapport des salaires des hommes par rapport aux femmes, du pourcentage d'hommes et de femmes dans la population active, et du RNB (en termes de PPA

en 2011). Consulter la *Fiche technique n°4* sur <http://hdr.undp.org/> pour en savoir plus.

**PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES**

**Colonnes 1 et 2** : calculs basés sur les données des colonnes 3 et 4.

**Colonnes 3 et 4** : calculs du BRDH basés sur les données de l'ONU DAES (2013a), de Barro et Lee (2013), de la Division de statistique des Nations Unies (2014), de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2013), de la Banque mondiale (2013a) et du FMI (2014).

**Colonnes 5 et 6** : ONU DAES 2013a.

**Colonnes 7 et 8** : estimations de Barro et Lee (2013), de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2013b) et du BRDH sur la base des chiffres de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2013b) concernant le niveau d'éducation et de la méthodologie de Barro et Lee (2013).

**Colonnes 9 et 10** : Institut de statistique de l'UNESCO 2013.

**Colonnes 11 et 12** : calculs du BRDH selon les données de l'OIT (2013a), l'ONU DAES (2013a) et la Banque mondiale (2014).

# Indice de pauvreté multidimensionnelle

	Année et enquête <sup>a</sup>	Indice de pauvreté multidimensionnelle <sup>b</sup>											Population dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté	
		Spécifications révisées <sup>c</sup>		Spécifications 2010 <sup>d</sup>		Population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle <sup>e</sup>		Population en quasi-pauvreté multidimensionnelle <sup>f</sup>	Population vivant dans une extrême pauvreté <sup>g</sup>	Part des privations dans la dimension de la pauvreté globale			( $\%$ )	
		Indice	Incidence	Indice	Incidence	Incidence	Degré de privation			Éducation	Santé	Niveaux de vie	1,25 \$ par jour (PPA)	Seuil de pauvreté national
		Valeur	( $\%$ )	Valeur	( $\%$ )	(milliers)	( $\%$ )	( $\%$ )	( $\%$ )	( $\%$ )	( $\%$ )	2002-2012 <sup>h</sup>	2002-2012 <sup>i</sup>	
Afghanistan	2010/2011 M	0,293 <sup>g</sup>	58,8 <sup>g</sup>	0,353 <sup>g</sup>	66,2 <sup>g</sup>	17 116 <sup>g</sup>	49,9 <sup>g</sup>	16,0 <sup>g</sup>	29,8 <sup>g</sup>	45,6 <sup>g</sup>	19,2 <sup>g</sup>	35,2 <sup>g</sup>	..	36
Afrique du Sud	2012 N	0,041	10,3	0,044	11,1	5 400	39,6	17,1	1,3	8,4	61,4	30,2	13,77	23
Albanie	2008/2009 D	0,005	1,2	0,005	1,4	38	38,3	7,2	0,1	22,4	47,1	30,5	0,62	12,4
Argentine	2005 N	0,015 <sup>h</sup>	3,7 <sup>h</sup>	0,011 <sup>h</sup>	2,9 <sup>h</sup>	1 438 <sup>h</sup>	39,1 <sup>h</sup>	5,2 <sup>h</sup>	0,5 <sup>h</sup>	38,2 <sup>h</sup>	27,8 <sup>h</sup>	34,0 <sup>h</sup>	0,92	..
Arménie	2010 D	0,002	0,6	0,001	0,3	18	37,0	3,0	0,1	3,4	87,8	8,7	2,47	35,8
Azerbaïdjan	2006 D	0,009	2,4	0,021	5,3	210	38,2	11,5	0,2	20,0	50,7	29,3	0,43	6
Bangladesh	2011 D	0,237	49,5	0,253	51,2	75 610	47,8	18,8	21,0	28,4	26,6	44,9	43,25	31,51
Biélorussie	2005 M	0,001	0,4	0,000	0,0	41	34,5	1,1	0,0	2,6	89,7	7,7	0,07	6,3
Belize	2011 M	0,030	7,4	0,018	4,6	23	41,2	6,4	1,5	36,2	34,8	29,0	..	..
Bénin	2006 D	0,401 <sup>i</sup>	69,8 <sup>i</sup>	0,412 <sup>i</sup>	71,8 <sup>i</sup>	5 897 <sup>i</sup>	57,4 <sup>i</sup>	18,8 <sup>i</sup>	45,7 <sup>i</sup>	35,0 <sup>i</sup>	24,9 <sup>i</sup>	40,1 <sup>i</sup>	47,33	36,2
Bhoutan	2010 M	0,128	29,4	0,119	27,2	211	43,5	18,0	8,8	40,3	26,3	33,4	1,66	12
Bolivie (État plurinational de)	2008 D	0,097	20,6	0,089	20,5	2 022	47,0	17,3	7,8	21,9	27,9	50,2	15,61	51,3
Bosnie-Herzégovine	2011/2012 M	0,006 <sup>j</sup>	1,7 <sup>j</sup>	0,002 <sup>j</sup>	0,5 <sup>j</sup>	65 <sup>j</sup>	37,3 <sup>j</sup>	3,2 <sup>j</sup>	0,0 <sup>j</sup>	7,8 <sup>j</sup>	79,5 <sup>j</sup>	12,7 <sup>j</sup>	0,04	14
Brsil	2012 N	0,012 <sup>gk</sup>	3,1 <sup>gk</sup>	..	..	6 083 <sup>gk</sup>	40,8 <sup>gk</sup>	7,4 <sup>gk</sup>	0,5 <sup>gk</sup>	27,7 <sup>gk</sup>	38,4 <sup>gk</sup>	33,9 <sup>gk</sup>	6,14	21,4
Burkina Faso	2010 D	0,508	82,8	0,535	84,0	12 875	61,3	7,6	63,8	39,0	22,5	38,5	44,6	46,7
Burundi	2010 D	0,442	81,8	0,454	80,8	7 553	54,0	12,0	48,2	25,0	26,3	48,8	81,32	66,9
Cambodge	2010 D	0,211	46,8	0,212	45,9	6 721	45,1	20,4	16,4	25,9	27,7	46,4	18,6	20,5
Cameroun	2011 D	0,260	48,2	0,248	46,0	10 187	54,1	17,8	27,1	24,5	31,3	44,2	9,56	39,9
Chine	2009 N	0,026 <sup>kl</sup>	6,0 <sup>kl</sup>	..	..	80 784 <sup>kl</sup>	43,4 <sup>kl</sup>	19,0 <sup>kl</sup>	1,3 <sup>kl</sup>	21,0 <sup>kl</sup>	44,4 <sup>kl</sup>	34,6 <sup>kl</sup>	11,8	..
Colombie	2010 D	0,032	7,6	0,022	5,4	3 534	42,2	10,2	1,8	34,3	24,7	41,0	8,16	32,7
Congo	2011/2012 D	0,192	43,0	0,181	39,7	1 866	44,7	26,2	12,2	10,6	32,8	56,6	54,1	46,5
Congo (République démocratique du)	2010 M	0,399	74,4	0,392	74,0	46 278	53,7	15,5	46,2	18,5	25,5	55,9	87,72	71,3
Côte d'Ivoire	2011/2012 D	0,307	59,3	0,310	58,7	11 772	51,7	17,9	32,4	36,5	25,8	37,7	23,75	42,7
Djibouti	2006 M	0,127	26,9	0,139	29,3	212	47,3	16,0	11,1	36,1	22,7	41,2	18,84	..
Égypte	2008 D	0,036 <sup>m</sup>	8,9 <sup>m</sup>	0,024 <sup>m</sup>	6,0 <sup>m</sup>	6 740 <sup>m</sup>	40,3 <sup>m</sup>	8,6 <sup>m</sup>	1,5 <sup>m</sup>	41,8 <sup>m</sup>	45,6 <sup>m</sup>	12,6 <sup>m</sup>	1,69	25,2
Éthiopie	2011 D	0,537	88,2	0,564	87,3	78 887	60,9	6,7	67,0	27,4	25,2	47,4	30,65	29,6
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	2011 M	0,007 <sup>j</sup>	1,7 <sup>j</sup>	0,002 <sup>j</sup>	0,7 <sup>j</sup>	36 <sup>j</sup>	38,4 <sup>j</sup>	2,4 <sup>j</sup>	0,1 <sup>j</sup>	18,5 <sup>j</sup>	57,2 <sup>j</sup>	24,3 <sup>j</sup>	0,6	19
Gabon	2012 D	0,073	16,7	0,070	16,5	273	43,4	19,9	4,4	15,2	43,8	40,9	4,84	32,7
Gambie	2005/2006 M	0,329	60,8	0,324	60,4	901	54,1	15,7	35,9	34,0	30,5	35,5	33,63	48,4
Géorgie	2005 M	0,008	2,2	0,003	0,8	99	37,6	4,1	0,1	7,4	67,4	25,2	17,99	24,7
Ghana	2011 M	0,144	30,5	0,139	30,4	7 559	47,3	18,7	12,1	27,7	27,1	45,2	28,59	28,5
Guinée	2005 D	0,548	86,5	0,506	82,5	8 283	63,4	7,7	68,6	34,4	22,3	43,3	43,34	55,2
Guinée-Bissau	2006 M	0,495	80,4	0,462	77,5	1 168	61,6	10,5	58,4	30,5	27,9	41,6	48,9	69,3
Guyana	2009 D	0,031	7,8	0,030	7,7	61	40,0	18,8	1,2	16,8	51,2	32,0	..	..
Haïti	2012 D	0,242	50,2	0,248	49,4	5 104	48,1	22,2	20,1	24,8	23,4	51,8	..	..
Honduras	2011/2012 D	0,098 <sup>i</sup>	20,7 <sup>i</sup>	0,072 <sup>i</sup>	15,8 <sup>i</sup>	1 642 <sup>i</sup>	47,4 <sup>i</sup>	28,6 <sup>i</sup>	7,2 <sup>i</sup>	36,6 <sup>i</sup>	23,1 <sup>i</sup>	40,3 <sup>i</sup>	17,92	60
Inde	2005/2006 D	0,282	55,3	0,283	53,7	631 999	51,1	18,2	27,8	22,7	32,5	44,8	32,68	21,9
Indonésie	2012 D	0,024 <sup>g</sup>	5,9 <sup>g</sup>	0,066 <sup>g</sup>	15,5 <sup>g</sup>	14 574 <sup>g</sup>	41,3 <sup>g</sup>	8,1 <sup>g</sup>	1,1 <sup>g</sup>	24,7 <sup>g</sup>	35,1 <sup>g</sup>	40,2 <sup>g</sup>	16,20	12
Iraq	2011 M	0,052	13,3	0,045	11,6	4 236	39,4	7,4	2,5	50,1	38,6	11,3	2,82	22,9
Jordanie	2009 D	0,004	1,0	0,008	2,4	64	36,8	4,1	0,1	33,7	56,3	10,0	0,12	13,3
Kazakhstan	2010/2011 M	0,004	1,1	0,001	0,2	173	36,4	2,3	0,0	4,3	83,9	11,8	0,11	3,8
Kenya	2008/2009 D	0,226	48,2	0,229	47,8	19 190	47,0	29,1	15,7	11,2	32,4	56,4	43,37	45,9
Kirghizistan	2005/2006 M	0,013	3,4	0,019	4,9	173	37,9	10,1	0,3	5,0	63,9	31,2	5,03	38
Lesotho	2009 D	0,227	49,5	0,156	35,3	984	45,9	20,4	18,2	14,8	33,8	51,4	43,41	56,6
Libéria	2007 D	0,459	81,9	0,485	83,9	2 883	56,1	12,9	52,8	30,4	21,8	47,8	83,76	63,8
Madagascar	2008/2009 D	0,420	77,0	0,357	66,9	15 774	54,6	11,7	48,0	31,6	24,5	43,9	81,29	75,3
Malawi	2010 D	0,332	66,7	0,334	66,7	10 012	49,8	24,5	29,8	18,9	27,7	53,4	61,64	50,7
Maldives	2009 D	0,008	2,0	0,018	5,2	6	37,5	8,5	0,1	27,8	60,2	11,9	1,48	..
Mali	2006 D	0,533	85,6	0,558	86,6	10 545	62,4	7,8	66,8	37,4	22,6	40,1	50,43	43,6
Mauritanie	2007 M	0,362	66,0	0,352	61,7	2 197	54,9	12,8	42,3	33,5	18,2	48,3	23,43	42
Mexique	2012 N	0,024	6,0	0,011	2,8	7 272	39,9	10,1	1,1	31,4	25,6	43,0	0,72	52,3
Moldova (République de)	2005 D	0,005	1,3	0,007	1,9	49	38,8	5,2	0,2	17,7	46,6	35,6	0,39	16,6
Mongolie	2005 M	0,077	18,3	0,065	15,8	462	42,0	19,0	4,2	13,5	35,7	50,8	..	27,4
Monténégro	2005/2006 M	0,012 <sup>j</sup>	3,0 <sup>j</sup>	0,006 <sup>j</sup>	1,5 <sup>j</sup>	19 <sup>j</sup>	40,1 <sup>j</sup>	1,3 <sup>j</sup>	0,5 <sup>j</sup>	21,0 <sup>j</sup>	63,8 <sup>j</sup>	15,3 <sup>j</sup>	0,12	9,3
Mozambique	2011 D	0,390	70,2	0,389	69,6	17 246	55,6	14,8	44,1	30,4	22,3	47,3	59,58	54,7
Namibie	2006/2007 D	0,200	42,1	0,187	39,6	876	47,5	22,6	15,7	14,8	33,4	51,8	31,91	28,7
Népal	2011 D	0,197	41,4	0,217	44,2	11 255	47,4	18,1	18,6	27,3	28,2	44,5	24,82	25,2
Nicaragua	2011/2012 D	0,088	19,4	0,072	16,1	1 146	45,6	14,8	6,9	37,8	12,6	49,6	..	..
Niger	2012 D	0,584	89,8	0,605	89,3	15 408	65,0	5,9	73,5	35,9	24,0	40,0	43,62	59,5
Nigéria	2011 M	0,239	43,3	0,240	43,3	71 014	55,2	17,0	25,7	26,9	32,6	40,4	67,98	46

	Année et enquête <sup>a</sup>	Indice de pauvreté multidimensionnelle <sup>b</sup>				Population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle <sup>c</sup>		Population en quasi-pauvreté multidimensionnelle <sup>e</sup>	Population vivant dans une extrême pauvreté <sup>e</sup>	Part des privations dans la dimension de la pauvreté globale			Population dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté	
		Spécifications révisées <sup>d</sup>		Spécifications 2010 <sup>d</sup>		Incidence	Degré de privation			Part des privations dans la dimension de la pauvreté globale			Population dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté	
		Indice	Incidence	Indice	Incidence					Éducation	Santé	Niveaux de vie	2002-2012 <sup>f</sup>	Seuil de pauvreté national
		Valeur	(%)	Valeur	(%)	(milliers)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	2002-2012 <sup>f</sup>	2002-2012 <sup>f</sup>	
Ouganda	2011 D	0,359	70,3	0,367	69,9	24 712	51,1	20,6	33,3	18,0	30,2	51,9	38,01	24,5
Ouzbékistan	2006 M	0,013	3,5	0,008	2,3	935	36,6	6,2	0,1	3,7	83,4	12,8	..	..
Pakistan	2012/2013 D	0,237	45,6	0,230	44,2	83 045	52,0	14,9	26,5	36,2	32,3	31,6	21,04	22,3
Palestine (État de)	2006/2007 N	0,007	2,0	0,005	1,4	74	36,9	7,4	0,1	16,6	72,3	11,1	0,04	21,9
Pérou	2012 D	0,043	10,4	0,043	10,5	3 132	41,4	12,3	2,1	19,4	29,8	50,8	4,91	25,8
Philippines	2008 D	0,038 <sup>g,n</sup>	7,3 <sup>g,n</sup>	0,064 <sup>g,n</sup>	13,4 <sup>g,n</sup>	6 559 <sup>g,n</sup>	51,9 <sup>g,n</sup>	12,2 <sup>g,n</sup>	5,0 <sup>g,n</sup>	37,1 <sup>g,n</sup>	25,7 <sup>g,n</sup>	37,2 <sup>g,n</sup>	18,42	26,5
République arabe syrienne	2006 M	0,024	6,4	0,021	5,5	1 197	38,0	7,7	0,9	44,4	43,1	12,5	1,71	..
République centrafricaine	2010 M	0,424	76,3	0,430	77,6	3 320	55,6	15,7	48,5	23,8	26,2	50,0	..	..
Rép. démocratique populaire lao	2011/2012 M	0,186	36,8	0,174	34,1	2 447	50,5	18,5	18,8	37,7	25,4	36,9	33,88	27,6
République dominicaine	2007 D	0,026	6,2	0,018	4,6	599	41,9	10,8	1,4	36,2	30,4	33,3	2,24	40,9
Rwanda	2010 D	0,352	70,8	0,350	69,0	7 669	49,7	17,9	34,6	23,8	27,2	49,0	63,17	44,9
Sao Tomé-et-Principe	2008/2009 D	0,217	47,5	0,154	34,5	82	45,5	21,5	16,4	29,1	26,5	44,4	..	61,7
Sénégal	2010/2011 D	0,390	69,4	0,439	74,4	9 247	56,2	14,4	45,1	36,7	33,1	30,2	29,61	46,7
Serbie	2010 M	0,001	0,3	0,000	0,1	25	39,9	3,1	0,0	24,7	48,6	26,7	0,21	9,2
Sierra Leone	2010 M	0,405	72,7	0,388	72,5	4 180	55,8	16,7	46,4	24,2	28,3	47,4	51,71	52,9
Somalie	2006 M	0,500	81,8	0,514	81,2	7 104	61,1	8,3	63,6	33,7	18,8	47,5	..	..
Suriname	2010 M	0,033 <sup>j</sup>	7,6 <sup>j</sup>	0,024 <sup>j</sup>	5,9 <sup>j</sup>	40 <sup>j</sup>	43,1 <sup>j</sup>	4,7 <sup>j</sup>	2,0 <sup>j</sup>	31,0 <sup>j</sup>	37,2 <sup>j</sup>	31,8 <sup>j</sup>	..	..
Swaziland	2010 M	0,113	25,9	0,086	20,4	309	43,5	20,5	7,4	13,7	41,0	45,3	40,63	63
Tadjikistan	2012 D	0,031	7,9	0,054	13,2	629	39,0	23,4	1,2	13,4	52,6	34,0	6,56	46,7
Tanzanie (République-Unie de)	2010 D	0,335	66,4	0,332	65,6	29 842	50,4	21,5	32,1	16,9	28,2	54,9	67,87	28,2
Thaïlande	2005/2006 M	0,004	1,0	0,006	1,6	664	38,8	4,4	0,1	19,4	51,3	29,4	0,38	13,2
Timor-Leste	2009/2010 D	0,322	64,3	0,360	68,1	694	50,1	21,4	31,5	20,0	30,4	49,6	..	49,9
Togo	2010 M	0,260	50,9	0,250	49,8	3 207	51,2	20,3	26,4	28,9	25,0	46,1	28,22	58,7
Trinité-et-Tobago	2006 M	0,007 <sup>g</sup>	1,7 <sup>g</sup>	0,020 <sup>g</sup>	5,6 <sup>g</sup>	23 <sup>g</sup>	38,0 <sup>g</sup>	0,5 <sup>g</sup>	0,2 <sup>g</sup>	2,2 <sup>g</sup>	86,1 <sup>g</sup>	11,7 <sup>g</sup>	..	..
Tunisie	2011/2012 M	0,006	1,5	0,004	1,2	161	39,3	3,2	0,2	33,7	48,2	18,1	..	..
Ukraine	2007 D	0,002 <sup>g</sup>	0,6 <sup>g</sup>	0,008 <sup>g</sup>	2,2 <sup>g</sup>	264 <sup>g</sup>	34,3 <sup>g</sup>	0,2 <sup>g</sup>	0,0 <sup>g</sup>	1,0 <sup>g</sup>	95,1 <sup>g</sup>	3,8 <sup>g</sup>	0,02	2,9
Vanuatu	2007 M	0,135	31,2	0,129	30,1	69	43,1	32,6	7,3	24,4	24,1	51,6	..	..
Viet Nam	2010/2011 M	0,026	6,4	0,017	4,2	5 796	40,7	8,7	1,3	35,9	25,7	38,4	16,85	20,7
Yémen	2006 M	0,191 <sup>g</sup>	37,5 <sup>g</sup>	0,283 <sup>g</sup>	52,5 <sup>g</sup>	7 741 <sup>g</sup>	50,9 <sup>g</sup>	16,7 <sup>g</sup>	18,4 <sup>g</sup>	33,4 <sup>g</sup>	21,3 <sup>g</sup>	45,3 <sup>g</sup>	17,53	34,8
Zambie	2007 D	0,318	62,8	0,328	64,2	7 600	50,7	18,7	31,3	16,3	29,4	54,3	74,45	60,5
Zimbabwe	2010/2011 D	0,181	41,0	0,172	39,1	5 482	44,1	24,9	12,2	7,8	37,9	54,3	..	72,3

**NOTES**

- a** La lettre D indique que les données sont issues d'enquêtes démographiques et sanitaires, la lettre M indique que les données sont issues d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples et la lettre N indique que les données sont issues d'enquêtes nationales (consulter le site <http://hdr.undp.org> pour la liste des enquêtes nationales).
- b** Tous les indicateurs ne sont pas disponibles pour tous les pays. Les comparaisons transnationales doivent donc être abordées avec prudence. En l'absence de certaines données, les indicateurs sont pondérés sur un total de 100 pour cent.
- c** Les spécifications révisées se rapportent à des modifications apportées aux définitions des privations liées à certains indicateurs, par rapport aux spécifications de 2010. Consulter la *Fiche technique n°5* sur <http://hdr.undp.org> pour en savoir plus.
- d** Les spécifications 2010 sont basées sur une méthodologie tirée d'Alkire et Santos (2010).
- e** Selon les spécifications révisées de la *Fiche technique n°5* (disponible sur <http://hdr.undp.org>).
- f** Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.

- g** Absence d'indicateurs sur la nutrition.
- h** Estimation concernant uniquement les zones urbaines du pays.
- i** Absence d'indicateur sur l'électricité.
- j** Absence d'indicateur sur la mortalité infantile.
- k** Absence d'indicateur sur le type de sol.
- l** Estimations concernant uniquement une partie du pays (neuf provinces).
- m** Absence d'indicateur sur le combustible pour la cuisine.
- n** Absence d'indicateur sur le taux de scolarisation.

**DÉFINITIONS**

**Indice de pauvreté multidimensionnelle :** pourcentage de la population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle, ajusté au degré de privation. Consulter la *Fiche technique n°4* sur <http://hdr.undp.org> pour connaître les modalités de calcul de l'indice de pauvreté multidimensionnelle.

**Incidence de la pauvreté multidimensionnelle :** population présentant un degré de privation pondérée de 33 pour cent ou plus.

**Degré de privation de la population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle :** degré moyen de privation subi par les personnes vivant dans une pauvreté multidimensionnelle.

**Population exposée à la pauvreté multidimensionnelle :** pourcentage de la population exposée au risque de privations multiples, à savoir les personnes dont le degré de privation atteint 20 à 33 pour cent.

**Population vivant dans une extrême pauvreté :** pourcentage de la population vivant dans une extrême pauvreté multidimensionnelle, à savoir les personnes dont le degré de privation atteint ou dépasse 50 pour cent.

**Part des privations dans la pauvreté globale :** pourcentage de l'Indice de pauvreté multidimensionnelle attribué aux privations dans chaque dimension.

**Population vivant avec moins de 1,25 \$ par jour (PPA) :** pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté internationale de 1,25 \$ par jour (en parité de pouvoir d'achat).

**Population dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté :** pourcentage de la population vivant

sous le seuil de pauvreté national jugé adapté à un pays par ses autorités. Les estimations nationales sont basées sur des estimations des sous-groupes pondérés (population) à partir d'enquêtes auprès des ménages.

**PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES**

**Colonne 1 :** calculs basés sur différentes enquêtes auprès des ménages, notamment les enquêtes démographiques et sanitaires d'ICF Macro, les enquêtes en grappes à indicateurs multiples du fonds des Nations Unies pour l'enfance et plusieurs enquêtes nationales auprès des ménages réalisées entre 2005 et 2012.

**Colonnes 2, 3 et 6-12 :** calculs du BRDH basés sur les données concernant les privations des ménages en matière d'éducation, de santé et de niveaux de vie à partir de plusieurs enquêtes sur les ménages présentées dans la colonne 1 et la méthodologie révisée décrite dans la *Fiche technique n°5* (disponible sur <http://hdr.undp.org>).

**Colonnes 4 et 5 :** Alkire, Conconi et Seth 2014.

**Colonnes 13 et 14 :** Banque mondiale 2013a.

# Indice de pauvreté multidimensionnelle : évolution dans le temps pour certains pays

	Année et enquête <sup>a</sup>	Indice de pauvreté multidimensionnelle <sup>b</sup>	Population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle <sup>c</sup>			Population en quasi-pauvreté multidimensionnelle	Population vivant dans une extrême pauvreté	Part des privations dans la pauvreté globale		
			Valeur	Incidence				Éducation	Santé	Niveaux de vie
				(%)	(milliers)					
Afrique du Sud	2012 N	0,041	10,3	5 400	39,6	17,1	1,3	8,4	61,4	30,2
Afrique du Sud	2008 N	0,039 <sup>f</sup>	9,4 <sup>f</sup>	4 701 <sup>f</sup>	41,5 <sup>f</sup>	21,4 <sup>f</sup>	1,4 <sup>f</sup>	13,4 <sup>f</sup>	45,6 <sup>f</sup>	41,1 <sup>f</sup>
Bangladesh	2011 D	0,237	49,5	75 610	47,8	18,8	21,0	28,4	26,6	44,9
Bangladesh	2007 D	0,294	59,5	87 185	49,3	18,7	27,2	26,0	26,5	47,5
Belize	2011 M	0,030	7,4	23	41,2	6,4	1,5	36,2	34,8	29,0
Belize	2006 M	0,028	6,9	19	40,8	6,5	1,2	13,8	52,6	33,6
Bosnie-Herzégovine	2011/2012 M	0,006 <sup>d</sup>	1,7 <sup>d</sup>	65 <sup>d</sup>	37,3 <sup>d</sup>	3,2 <sup>d</sup>	0,0 <sup>d</sup>	7,8 <sup>d</sup>	79,5 <sup>d</sup>	12,7 <sup>d</sup>
Bosnie-Herzégovine	2006 M	0,013 <sup>d</sup>	3,5 <sup>d</sup>	134 <sup>d</sup>	38,1 <sup>d</sup>	5,3 <sup>d</sup>	0,1 <sup>d</sup>	7,9 <sup>d</sup>	76,3 <sup>d</sup>	15,8 <sup>d</sup>
Brésil	2012 N	0,012 <sup>e,f</sup>	3,1 <sup>e,f</sup>	6 083 <sup>e,f</sup>	40,8 <sup>e,f</sup>	7,4 <sup>e,f</sup>	0,5 <sup>e,f</sup>	27,7 <sup>e,f</sup>	38,4 <sup>e,f</sup>	33,9 <sup>e,f</sup>
Brésil	2006 N	0,017 <sup>g</sup>	4,0 <sup>g</sup>	7 578 <sup>g</sup>	41,4 <sup>g</sup>	11,2 <sup>g</sup>	0,7 <sup>g</sup>	41,4 <sup>g</sup>	20,4 <sup>g</sup>	38,2 <sup>g</sup>
Burkina Faso	2010 D	0,508	82,8	12 875	61,3	7,6	63,8	39,0	22,5	38,5
Burkina Faso	2006 M	0,538	85,2	11 775	63,2	6,9	67,1	38,0	22,3	39,6
Burundi	2010 D	0,442	81,8	7 553	54,0	12,0	48,2	25,0	26,3	48,8
Burundi	2005 M	0,485 <sup>e</sup>	87,9 <sup>e</sup>	6 833 <sup>e</sup>	55,2 <sup>e</sup>	8,5 <sup>e</sup>	53,5 <sup>e</sup>	37,8 <sup>e</sup>	11,1 <sup>e</sup>	51,1 <sup>e</sup>
Cambodge	2010 D	0,211	46,8	6 721	45,1	20,4	16,4	25,9	27,7	46,4
Cambodge	2005 D	0,282	58,0	7 746	48,7	17,5	26,4	29,0	26,3	44,7
Cameroun	2011 D	0,260	48,2	10 187	54,1	17,8	27,1	24,5	31,3	44,2
Cameroun	2006 M	0,304 <sup>d</sup>	51,8 <sup>d</sup>	9 644 <sup>d</sup>	58,7 <sup>d</sup>	14,0 <sup>d</sup>	35,9 <sup>d</sup>	24,8 <sup>d</sup>	31,7 <sup>d</sup>	43,5 <sup>d</sup>
Congo	2011/2012 D	0,192	43,0	1 866	44,7	26,2	12,2	10,6	32,8	56,6
Congo	2009 D	0,154 <sup>e</sup>	32,7 <sup>e</sup>	1 308 <sup>e</sup>	47,1 <sup>e</sup>	29,9 <sup>e</sup>	15,1 <sup>e</sup>	16,2 <sup>e</sup>	25,6 <sup>e</sup>	58,2 <sup>e</sup>
Côte d'Ivoire	2011/2012 D	0,307	59,3	11 772	51,7	17,9	32,4	36,5	25,8	37,7
Côte d'Ivoire	2005 D	0,269 <sup>e,g</sup>	50,0 <sup>e,g</sup>	8 693 <sup>e,g</sup>	53,9 <sup>e,g</sup>	22,7 <sup>e,g</sup>	26,7 <sup>e,g</sup>	42,8 <sup>e,g</sup>	20,8 <sup>e,g</sup>	36,5 <sup>e,g</sup>
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	2011 M	0,007 <sup>d</sup>	1,7 <sup>d</sup>	36 <sup>d</sup>	38,4 <sup>d</sup>	2,4 <sup>d</sup>	0,1 <sup>d</sup>	18,5 <sup>d</sup>	57,2 <sup>d</sup>	24,3 <sup>d</sup>
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	2005 M	0,013	3,0	64	42,2	7,1	0,7	50,7	22,3	27,0
Ghana	2011 M	0,144	30,5	7 559	47,3	18,7	12,1	27,7	27,1	45,2
Ghana	2008 D	0,186	39,2	9 057	47,4	20,3	15,4	26,5	28,5	45,0
Guyana	2009 D	0,031	7,8	61	40,0	18,8	1,2	16,8	51,2	32,0
Guyana	2007 M	0,032	7,9	61	40,1	10,7	1,5	16,9	44,8	39,3
Haïti	2012 D	0,242	50,2	5 104	48,1	22,2	20,1	24,8	23,4	51,8
Haïti	2005/2006 D	0,315	59,3	5 566	53,2	18,1	32,8	28,8	22,8	48,5
Honduras	2011/2012 D	0,098 <sup>h</sup>	20,7 <sup>h</sup>	1 642 <sup>h</sup>	47,4 <sup>h</sup>	28,6 <sup>h</sup>	7,2 <sup>h</sup>	36,6 <sup>h</sup>	23,1 <sup>h</sup>	40,3 <sup>h</sup>
Honduras	2005/2006 D	0,156 <sup>h</sup>	31,5 <sup>h</sup>	2 214 <sup>h</sup>	49,6 <sup>h</sup>	26,6 <sup>h</sup>	13,3 <sup>h</sup>	38,4 <sup>h</sup>	22,6 <sup>h</sup>	39,0 <sup>h</sup>
Indonésie	2012 D	0,024 <sup>e</sup>	5,9 <sup>e</sup>	14 574 <sup>e</sup>	41,3 <sup>e</sup>	8,1 <sup>e</sup>	1,1 <sup>e</sup>	24,7 <sup>e</sup>	35,1 <sup>e</sup>	40,2 <sup>e</sup>
Indonésie	2007 D	0,043 <sup>e</sup>	10,1 <sup>e</sup>	23 432 <sup>e</sup>	42,4 <sup>e</sup>	15,4 <sup>e</sup>	2,3 <sup>e</sup>	30,4 <sup>e</sup>	21,0 <sup>e</sup>	48,7 <sup>e</sup>
Iraq	2011 M	0,052	13,3	4 236	39,4	7,4	2,5	50,1	38,6	11,3
Iraq	2006 M	0,077	18,5	5 182	41,8	15,0	4,3	45,7	33,9	20,4
Kazakhstan	2010/2011 M	0,004	1,1	173	36,4	2,3	0,0	4,3	83,9	11,8
Kazakhstan	2006 M	0,007	1,8	277	38,5	4,7	0,2	5,5	73,4	21,2
Mexique	2012 N	0,024	6,0	7 272	39,9	10,1	1,1	31,4	25,6	43,0
Mexique	2006 N	0,028	6,9	7 779	40,9	10,7	1,6	32,0	29,0	39,0
Mozambique	2011 D	0,390	70,2	17 246	56,6	14,8	44,1	30,4	22,3	47,3
Mozambique	2009 D	0,395 <sup>e</sup>	70,0 <sup>e</sup>	16 343 <sup>e</sup>	56,5 <sup>e</sup>	14,7 <sup>e</sup>	43,2 <sup>e</sup>	31,3 <sup>e</sup>	20,3 <sup>e</sup>	48,4 <sup>e</sup>
Népal	2011 D	0,197	41,4	11 255	47,4	18,1	18,6	27,3	28,2	44,5
Népal	2006 D	0,314	62,1	15 910	50,6	15,5	31,6	26,0	28,0	46,0
Nicaragua	2011/2012 D	0,088	19,4	1 146	45,6	14,8	6,9	37,8	12,6	49,6
Nicaragua	2006/2007 D	0,137	27,9	1 561	49,2	15,3	12,9	38,1	12,3	49,7
Niger	2012 D	0,584	89,8	15 408	65,0	5,9	73,5	35,9	24,0	40,0
Niger	2006 D	0,677	93,4	12 774	72,5	3,4	86,1	35,2	24,5	40,3
Nigéria	2011 M	0,239	43,3	71 014	55,2	17,0	25,7	26,9	32,6	40,4
Nigéria	2008 D	0,294	53,8	81 357	54,7	18,2	31,4	27,2	30,8	42,0
Ouganda	2011 D	0,359	70,3	24 712	51,1	20,6	33,3	18,0	30,2	51,9
Ouganda	2006 D	0,399	74,5	22 131	53,6	18,2	41,5	17,1	30,4	52,5
Pakistan	2012/2013 D	0,237	45,6	83 045	52,0	14,9	26,5	36,2	32,3	31,6
Pakistan	2006/2007 D	0,218 <sup>e</sup>	43,5 <sup>e</sup>	71 378 <sup>e</sup>	50,0 <sup>e</sup>	13,2 <sup>e</sup>	21,7 <sup>e</sup>	43,0 <sup>e</sup>	19,7 <sup>e</sup>	37,3 <sup>e</sup>
Pérou	2012 D	0,043	10,4	3 132	41,4	12,3	2,1	19,4	29,8	50,8
Pérou	2011 D	0,051	12,2	3 607	42,2	12,3	2,8	20,2	29,0	50,8
Pérou	2010 D	0,056	13,2	3 859	42,1	14,3	3,1	18,3	30,3	51,4
Pérou	2008 D	0,069	16,1	4 605	42,7	53,8	15,1	17,9	29,1	53,0
République centrafricaine	2010 M	0,424	76,3	3 320	55,6	15,7	48,5	23,8	26,2	50,0
République centrafricaine	2006 M	0,464	80,5	3 245	57,7	12,1	54,5	30,2	24,3	45,6
Rép. démocratique populaire lao	2011/2012 M	0,186	36,8	2 447	50,5	18,5	18,8	37,7	25,4	36,9
Rép. démocratique populaire lao	2006 M	0,320 <sup>d</sup>	55,0 <sup>d</sup>	3 242 <sup>d</sup>	58,3 <sup>d</sup>	11,1 <sup>d</sup>	35,2 <sup>d</sup>	32,3 <sup>d</sup>	32,6 <sup>d</sup>	35,2 <sup>d</sup>

	Année et enquête <sup>a</sup>	Indice de pauvreté multidimensionnelle <sup>b</sup>	Population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle <sup>c</sup>		Population en quasi-pauvreté multidimensionnelle	Population vivant dans une extrême pauvreté	Part des privations dans la pauvreté globale				
			Valeur	Incidence (%)			Degré de privation (milliers)	Degré de privation (%)	Part des privations dans la pauvreté globale (%)		
									Éducation	Santé	Niveaux de vie
Rwanda	2010 D	0,352	70,8	7 669	49,7	17,9	34,6	23,8	27,2	49,0	
Rwanda	2005 D	0,481	86,5	8 155	55,6	9,7	60,4	23,3	22,3	54,4	
Sénégal	2010/2011 D	0,390	69,4	9 247	56,2	14,4	45,1	36,7	33,1	30,2	
Sénégal	2005 D	0,436	71,1	8 018	61,3	11,7	51,6	38,4	26,1	35,5	
Serbie	2010 M	0,001	0,3	25	39,9	3,1	0,0	24,7	48,6	26,7	
Serbie	2005/2006 M	0,011 <sup>d</sup>	3,0 <sup>d</sup>	296 <sup>d</sup>	38,3 <sup>d</sup>	3,8 <sup>d</sup>	0,3 <sup>d</sup>	18,1 <sup>d</sup>	60,1 <sup>d</sup>	21,8 <sup>d</sup>	
Sierra Leone	2010 M	0,405	72,7	4 180	55,8	16,7	46,4	24,2	28,3	47,4	
Sierra Leone	2008 D	0,451	79,7	4 409	56,6	12,5	51,7	32,0	22,7	45,3	
Suriname	2010 M	0,033 <sup>d</sup>	7,6 <sup>d</sup>	40 <sup>d</sup>	43,1 <sup>d</sup>	4,7 <sup>d</sup>	2,0 <sup>d</sup>	31,0 <sup>d</sup>	37,2 <sup>d</sup>	31,8 <sup>d</sup>	
Suriname	2006 M	0,044	9,2	46	47,4	6,3	3,6	36,7	21,1	42,2	
Tadjikistan	2012 D	0,031	7,9	629	39,0	23,4	1,2	13,4	52,6	34,0	
Tadjikistan	2005 M	0,059	14,7	1 002	39,8	18,6	2,3	11,0	57,3	31,7	
Togo	2010 M	0,260	50,9	3 207	51,2	20,3	26,4	28,9	25,0	46,1	
Togo	2006 M	0,277	53,1	3 021	52,2	20,3	28,8	31,4	23,2	45,4	
Zimbabwe	2010/2011 D	0,181	41,0	5 482	44,1	24,9	12,2	7,8	37,9	54,3	
Zimbabwe	2006 D	0,193	42,4	5 399	45,4	22,8	15,7	11,5	29,6	58,9	

#### NOTES

- a** La lettre D indique que les données sont issues d'enquêtes démographiques et sanitaires, la lettre M indique que les données sont issues d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples et la lettre N indique que les données sont issues d'enquêtes nationales (consulter le site <http://hdr.undp.org> pour la liste des enquêtes nationales).
- b** Tous les indicateurs ne sont pas disponibles pour tous les pays. Les comparaisons transnationales doivent donc être abordées avec prudence. En l'absence de certaines données, les indicateurs sont pondérés sur un total de 100 pour cent.
- c** Selon des définitions de privations révisées pour certains indicateurs, par rapport aux spécifications 2010 décrites dans la *Fiche technique n°5* sur <http://hdr.undp.org>.
- d** Absence d'indicateur sur la mortalité infantile.

- e** Absence d'indicateurs sur la nutrition.
- f** Absence d'indicateur sur le type de sol.
- g** Absence d'indicateur sur le combustible pour la cuisine.
- h** Absence d'indicateur sur l'électricité.

#### DÉFINITIONS

**Indice de pauvreté multidimensionnelle :** pourcentage de la population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle, ajusté au degré de privation. Consulter la *Fiche technique n°4* sur <http://hdr.undp.org> pour connaître les modalités de calcul de l'indice de pauvreté multidimensionnelle.

**Incidence de la pauvreté multidimensionnelle :** population présentant un degré de privation pondérée de 33 pour cent ou plus.

**Degré de privation de la population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle :** degré moyen de privation subi par les personnes vivant dans une pauvreté multidimensionnelle.

**Population exposée à la pauvreté multidimensionnelle :** pourcentage de la population exposée au risque de privations multiples, à savoir les personnes dont le degré de privation atteint 20 à 33 pour cent.

**Population vivant dans une extrême pauvreté :** pourcentage de la population vivant dans une extrême pauvreté multidimensionnelle, à savoir les personnes dont le degré de privation atteint ou dépasse 50 pour cent.

**Part des privations dans la pauvreté globale :** pourcentage de l'Indice de pauvreté

multidimensionnelle attribué aux privations dans chaque dimension.

#### PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

**Colonnes 1 et 2 :** calculs basés sur différentes enquêtes auprès des ménages, notamment les enquêtes démographiques et sanitaires d'ICF Macro, les enquêtes en grappes à indicateurs multiples du fonds des Nations Unies pour l'enfance et plusieurs enquêtes nationales auprès des ménages réalisées entre 2005 et 2012.

**Colonnes 3-10 :** calculs du BRDH basés sur les données concernant les privations des ménages en matière d'éducation, de santé et de niveaux de vie à partir de plusieurs enquêtes sur les ménages présentées dans la colonne 1 et la méthodologie révisée décrite dans la *Fiche technique n°5* (disponible sur <http://hdr.undp.org>).

# Santé : enfants et adolescents

Classement à l'IDH	Enfants allaités exclusivement	Enfants non vaccinés				Taux de mortalité		Couverture prénatale	Malnutrition infantile		Prévalence du VIH			Prévention du VIH		
		Enfants non vaccinés				Taux de mortalité			Malnutrition infantile		Jeunes			Utilisation d'un préservatif parmi les jeunes ayant des partenaires multiples		Femmes enceintes vivant avec le VIH et ne recevant pas de traitement de prévention de la transmission mère-enfant <sup>a</sup>
		(% âgés de 1 an)				(pour 1 000 naissances vivantes)			(% moins de 5 ans)		Enfant (0-14 ans)			(% 15-24 ans)		(% 15-24 ans)
		(% 0-5 mois)	DCT	Rougeole	Nourrisson	Moins de cinq ans	(% de naissances vivantes)		Retard de croissance (modéré ou sévère)	Surpoids (modéré ou sévère)	(milliers)	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	(%)
2008-2012 <sup>b</sup>	2012	2012	2012	2012	2008-2012 <sup>b</sup>	2008-2012 <sup>b</sup>	2008-2012 <sup>b</sup>	2012	2012	2012	2008-2012 <sup>b</sup>	2008-2012 <sup>b</sup>	2011			
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ</b>																
1 Norvège	..	1	6	2	3	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
2 Australie	..	8	6	4	5	98,3	..	..	..	..	..	..	..	..		
3 Suisse	..	5	8	4	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
4 Pays-Bas	..	1	4	3	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
5 États-Unis	..	2	8	6	7	..	3,3 <sup>c</sup>	7,0 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..		
6 Allemagne	..	3	3	3	4	100,0 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
7 Nouvelle-Zélande	..	6	8	5	6	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
8 Canada	..	2	2	5	5	100,0 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
9 Singapour	..	2	5	2	3	..	4,4 <sup>c</sup>	2,6 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..		
10 Danemark	..	3	10	3	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
11 Irlande	..	2	8	3	4	99,5 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
12 Suède	..	1	3	2	3	100,0 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
13 Islande	..	3	10	2	2	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
14 Royaume-Uni	..	1	7	4	5	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
15 Hong Kong, Chine (RAS)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
15 Corée (République de)	..	1	1	3	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
17 Japon	..	1	4	2	3	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
18 Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
19 Israël	..	4	4	3	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
20 France	..	1	11	3	4	99,8 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
21 Autriche	..	7	24	3	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
21 Belgique	..	1	4	3	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
21 Luxembourg	..	1	4	2	2	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
24 Finlande	..	1	3	2	3	99,8 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
25 Slovaquie	..	2	5	3	3	99,5 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
26 Italie	..	1	10	3	4	99,0 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
27 Espagne	..	1	3	4	5	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
28 République tchèque	..	1	2	3	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
29 Grèce	..	1	1	4	5	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
30 Brunéi Darussalam	..	4	1	7	8	99,0	..	..	..	..	..	..	..	..		
31 Qatar	..	6	3	6	7	100,0	..	..	..	..	..	..	..	..		
32 Chypre	..	1	14	3	3	99,2 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
33 Estonie	..	4	6	3	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
34 Arabie saoudite	..	2	2	7	9	97,0	..	..	..	..	..	..	..	..		
35 Lituanie	..	3	7	4	5	100,0 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	5,0		
35 Pologne	..	1	2	4	5	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
37 Andorre	..	1	2	3	3	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
37 Slovaquie	..	1	1	6	8	96,9 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
39 Malte	..	1	7	6	7	100,0 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
40 Émirats arabes unis	..	6	6	7	8	100,0 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
41 Chili	63,0	10	10	8	9	..	..	..	0,1	0,2	..	..	..	5,0 <sup>d</sup>		
41 Portugal	..	1	3	3	4	100,0 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
43 Hongrie	..	1	1	5	6	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
44 Bahreïn	..	1	1	8	10	100,0 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
44 Cuba	48,6	4	1	4	6	100,0	..	..	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>e</sup>	66,4	..	..	5,0 <sup>d</sup>		
46 Koweït	..	1	1	10	11	100,0	..	..	..	..	..	..	..	..		
47 Croatie	..	3	5	4	5	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
48 Lettonie	..	5	10	8	9	91,8 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	5,0 <sup>d</sup>		
49 Argentine	54,0	6	6	13	14	99,2 <sup>c</sup>	8,2 <sup>c</sup>	9,9 <sup>c</sup>	..	0,1	0,2	..	..	5,0		
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ</b>																
50 Uruguay	65,2	2	4	6	7	96,2 <sup>c</sup>	14,7 <sup>c</sup>	10,0 <sup>c</sup>	..	0,2	0,5	..	..	5,0		
51 Bahamas	..	1	9	14	17	98,0 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
51 Monténégro	19,0 <sup>c</sup>	2	10	6	6	97,4 <sup>c</sup>	7,0 <sup>c</sup>	15,6 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..		
53 Biélorussie	9,0 <sup>c</sup>	2	2	4	5	99,4	4,0 <sup>c</sup>	9,7 <sup>c</sup>	..	0,2	0,3	..	..	..		
54 Roumanie	16,0 <sup>c</sup>	4	6	11	12	93,5 <sup>c</sup>	13,0 <sup>c</sup>	8,3 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	5,0		
55 Libye	..	1	2	13	15	93,0 <sup>c</sup>	21,0 <sup>c</sup>	22,4 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..		
56 Oman	..	1	1	10	12	99,0	9,8	1,7	..	..	..	..	..	..		

Classement à l'IDH	Enfants allaités exclusivement	Enfants non vaccinés				Taux de mortalité		Couverture prénatale		Malnutrition infantile		Prévalence du VIH			Prévention du VIH	
		Enfants non vaccinés		Taux de mortalité		Couverture prénatale		Malnutrition infantile		Prévalence du VIH			Prévention du VIH			
		(% âgés de 1 an)		(pour 1 000 naissances vivantes)		(% de naissances vivantes)		(% moins de 5 ans)		Jeunes			Utilisation d'un préservatif parmi les jeunes ayant des partenaires multiples		Femmes enceintes vivant avec le VIH et ne recevant pas de traitement de prévention de la transmission mère-enfant <sup>a</sup>	
		(% 0-5 mois)	DCT	Rougeole	Nourrisson	Moins de cinq ans	(% de naissances vivantes)	Retard de croissance (modéré ou sévère)	Surpoids (modéré ou sévère)	Enfant (0-14 ans)	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	(%)	
2008-2012 <sup>b</sup>	2012	2012	2012	2012	2008-2012 <sup>b</sup>	2008-2012 <sup>b</sup>	2008-2012 <sup>b</sup>	2012	2012	2012	2008-2012 <sup>b</sup>	2008-2012 <sup>b</sup>	2011			
57 Fédération de Russie	..	3	2	9	10	..	..	..	..	..	..	..	..	5,0 <sup>d</sup>		
58 Bulgarie	..	4	6	11	12	..	..	..	..	..	..	..	..	65,4		
59 Barbade	..	7	10	17	18	100,0 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
60 Palaos	..	1	9	15	21	90,3	..	..	..	..	..	..	..	..		
61 Antigua-et-Barbuda	..	1	2	9	10	100,0	..	..	..	..	..	..	..	..		
62 Malaisie	..	1	5	7	9	90,7	16,6 <sup>c</sup>	5,1	..	0,1	0,1	..	..	5,0 <sup>d</sup>		
63 Maurice	21,0	1	1	13	15	..	..	..	..	0,3	0,3	..	..	5,0 <sup>d</sup>		
64 Trinité-et-Tobago	13,0 <sup>c</sup>	3	15	18	21	95,7 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	67,1 <sup>c</sup>	..	..		
65 Liban	14,8	16	20	8	9	95,6 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
65 Panama	..	1	2	16	19	95,8	19,0	..	..	0,3	0,4	..	..	5,0 <sup>d</sup>		
67 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	..	10	13	13	15	94,1 <sup>c</sup>	15,6 <sup>c</sup>	6,1 <sup>c</sup>	..	0,3	0,3	..	..	33,4		
68 Costa Rica	18,7 <sup>c</sup>	8	10	9	10	89,9	5,6	8,1	..	0,2	0,1	..	..	..		
69 Turquie	41,6	2	2	12	14	92,0	12,3	..	..	..	..	..	..	..		
70 Kazakhstan	31,8	1	4	17	19	99,9	13,1	0,6	..	..	..	73,5	76,2	5,0 <sup>d</sup>		
71 Mexique	18,6	1	1	14	16	95,8	13,6 <sup>c</sup>	9,7 <sup>c</sup>	..	0,1	0,1	..	..	30,8		
71 Seychelles	..	2	2	11	13	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
73 Saint-Kitts-et-Nevis	..	1	5	7	9	100,0 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
73 Sri Lanka	76,0 <sup>c</sup>	1	1	8	10	99,4 <sup>c</sup>	17,0 <sup>c</sup>	0,8	..	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>e</sup>	..	..	86,3		
75 Iran (République islamique d')	23,0 <sup>c</sup>	1	2	15	18	98,3	..	..	..	0,1	0,1	..	..	75,4		
76 Azerbaïdjan	12,0 <sup>c</sup>	19	34	31	35	76,6	25,0 <sup>c</sup>	12,9 <sup>c</sup>	..	0,1	0,2	..	28,6	5,0 <sup>d</sup>		
77 Jordanie	22,7	2	2	16	19	98,8	7,7	4,4	..	..	..	..	..	..		
77 Serbie	13,7	9	13	6	7	99,0	6,6	15,6	..	..	..	64,5 <sup>f</sup>	63,3	66,7		
79 Brésil	41,0	1	1	13	14	98,2	7,0 <sup>c</sup>	7,3 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	5,0 <sup>d</sup>		
79 Géorgie	54,8	6	7	18	20	97,6	11,3	19,9	..	0,1	0,3	..	..	5,0 <sup>d</sup>		
79 Grenade	..	1	6	11	14	100,0 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
82 Pérou	70,6	1	6	14	18	95,4	19,5	9,8	..	0,2	0,2	38,0 <sup>c,f</sup>	..	5,0 <sup>d</sup>		
83 Ukraine	18,0 <sup>c</sup>	24	21	9	11	98,5 <sup>c</sup>	..	..	..	0,5	0,4	62,7 <sup>c</sup>	63,7 <sup>c</sup>	5,0 <sup>d</sup>		
84 Belize	14,7	1	4	16	18	94,0	19,3	7,9	..	0,6	0,5	25,5 <sup>c,d</sup>	..	16,7		
84 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	23,0	3	3	7	7	98,6	4,9	12,4	..	..	..	..	..	..		
86 Bosnie-Herzégovine	18,5	5	6	6	7	98,9	8,9 <sup>c</sup>	17,4 <sup>c</sup>	..	..	..	..	67,4	..		
87 Arménie	34,6	2	3	15	16	99,1	19,3	15,3	..	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>e</sup>	..	..	25,0		
88 Fidji	39,8 <sup>c</sup>	1	1	19	22	100,0	..	..	..	0,1	0,1	..	..	..		
89 Thaïlande	15,1	1	2	11	13	99,1	16,0 <sup>c</sup>	8,0 <sup>c</sup>	..	0,3	0,3	..	..	5,0 <sup>f</sup>		
90 Tunisie	6,0	1	4	14	16	96,0	10,1	14,3	..	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>e</sup>	..	..	18,2		
91 Chine	27,6	1	1	12	14	94,1	9,9	6,6	..	..	..	..	..	33,9		
91 Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	2	6	21	23	99,5	..	..	..	..	..	..	..	..		
93 Algérie	7,0	1	5	17	20	89,4 <sup>c</sup>	15,0 <sup>c</sup>	12,9 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	24,7		
93 Dominique	..	2	1	12	13	100,0	..	..	..	..	..	..	..	..		
95 Albanie	38,6 <sup>c</sup>	1	1	15	17	97,3	19,0 <sup>c</sup>	21,7 <sup>c</sup>	..	..	..	..	54,9	..		
96 Jamaïque	15,0 <sup>c</sup>	1	7	14	17	99,0	4,8	4,0	..	0,5	0,9	49,4	75,5	8,7		
97 Sainte-Lucie	..	1	1	15	18	99,2 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..		
98 Colombie	42,8	8	6	15	18	97,0	13,2	4,8	..	0,2	0,3	38,8	..	22,4		
98 Équateur	40,0 <sup>c</sup>	1	6	20	23	84,2 <sup>c</sup>	29,0 <sup>c</sup>	5,1 <sup>c</sup>	..	0,2	0,4	..	..	5,0		
100 Suriname	2,8	6	27	19	21	89,9	8,8 <sup>c</sup>	4,0 <sup>c</sup>	..	0,7	0,4	39,3 <sup>c</sup>	..	5,0		
100 Tonga	..	5	5	11	13	97,9	..	..	..	..	..	..	..	..		
102 République dominicaine	7,8 <sup>c</sup>	8	21	23	27	98,9 <sup>c</sup>	9,8 <sup>c</sup>	8,3	..	0,2	0,1	33,9 <sup>c</sup>	61,8 <sup>c</sup>	5,0		
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN</b>																
103 Maldives	47,8	1	2	9	11	99,1	18,9	6,5	..	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>e</sup>	..	..	..		
103 Mongolie	65,7	1	1	23	28	99,0	15,3	10,9 <sup>c</sup>	..	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>e</sup>	..	68,9	84,2		
103 Turkménistan	11,0 <sup>c</sup>	2	1	45	53	99,1 <sup>c</sup>	19,0 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	..		
106 Samoa	51,3	1	15	15	18	93,0	..	..	..	..	..	..	..	..		
107 Palestine (État de)	27,0 <sup>c</sup>	2	2	19	23	98,8	10,9	..	..	..	..	..	..	..		
108 Indonésie	41,5	9	20	26	31	92,7	35,6	12,3	..	0,5	0,4	..	..	76,6		
109 Botswana	20,0 <sup>c</sup>	2	6	41	53	94,1 <sup>c</sup>	31,4 <sup>c</sup>	11,2 <sup>c</sup>	11,0	6,7	3,7	..	..	5,0		
110 Égypte	53,2	6	7	18	21	73,6	28,9	20,5	..	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>e</sup>	..	..	85,7		
111 Paraguay	24,4	4	9	19	22	96,3	17,5 <sup>c</sup>	7,1 <sup>c</sup>	..	0,3	0,2	51,3	..	12,9		
112 Gabon	6,0	14	29	42	62	94,4	16,5	7,4	3,6	1,6	0,4	55,7	76,5	27,1		
113 Bolivie (État plurinational de)	60,4	15	16	33	41	85,8	27,1	8,5	..	0,1	0,1	..	40,7	5,0		

TABLEAU 7

**TABLEAU 7 SANTÉ : ENFANTS ET ADOLESCENTS**

Classement à l'IDH	Enfants allaités exclusivement	Enfants non vaccinés				Taux de mortalité		Couverture prénatale		Malnutrition infantile			Prévalence du VIH			Prévention du VIH	
		Enfants non vaccinés		Taux de mortalité		Couverture prénatale		Malnutrition infantile			Prévalence du VIH			Prévention du VIH			
		(% âgés de 1 an)		(pour 1 000 naissances vivantes)		(% de naissances vivantes)		(% moins de 5 ans)			Jeunes			Utilisation d'un préservatif parmi les jeunes ayant des partenaires multiples		Femmes enceintes vivant avec le VIH et ne recevant pas de traitement de prévention de la transmission mère-enfant <sup>a</sup>	
		(% 0-5 mois)	DCT	Rougeole	Nourrisson	Moins de cinq ans	(% de naissances vivantes)	Retard de croissance (modéré ou sévère)	Surpoids (modéré ou sévère)	Enfant (0-14 ans)	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	(%)		
2008-2012 <sup>a</sup>	2012	2012	2012	2012	2008-2012 <sup>b</sup>	2008-2012 <sup>b</sup>	2008-2012 <sup>b</sup>	2012	2012	2012	2008-2012 <sup>b</sup>	2008-2012 <sup>b</sup>	2011				
114	Moldova (République de)	46,0 <sup>c</sup>	3	9	15	18	98,0 <sup>c</sup>	10,0 <sup>c</sup>	9,1 <sup>c</sup>	..	0,2	0,2	..	..	23,9		
115	Salvador	31,4	8	7	14	16	94,0	19,2	6,0	..	0,2	0,3	..	..	26,7		
116	Ouzbékistan	26,0 <sup>c</sup>	1	1	34	40	99,0 <sup>c</sup>	19,0 <sup>c</sup>	12,8 <sup>c</sup>	..	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>e</sup>	..	..	5,0		
117	Philippines	34,0	10	15	24	30	91,1	32,0	4,3	..	0,1 <sup>d</sup>	0,1 <sup>d</sup>	..	..	92,1		
118	Afrique du Sud	8,0 <sup>c</sup>	30	21	33	45	97,1	33,0 <sup>c</sup>	19,2 <sup>c</sup>	410,0	13,9	3,9	..	..	5,0		
118	République arabe syrienne	42,6	32	39	12	15	87,7	27,5	17,9	..	..	..	..	..	..		
120	Iraq	19,6	13	31	28	34	83,8	22,6	11,8	..	..	..	..	..	..		
121	Guyana	33,2	1	1	29	35	92,1	18,2	6,2	..	0,8	0,5	..	76,1	5,0		
121	Viet Nam	17,0	1	4	18	23	93,7	22,7	4,4	..	0,1	0,2	..	..	58,1		
123	Cap-Vert	60,0 <sup>c</sup>	1	4	19	22	97,6 <sup>c</sup>	..	..	..	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>e</sup>	..	..	..		
124	Micronésie (États fédérés de)	..	3	9	31	39	80,0	..	..	..	..	..	..	..	..		
125	Guatemala	49,6	2	7	27	32	93,2	48,0	4,9	..	0,2	0,3	27,3 <sup>f</sup>	74,3	5,0		
125	Kirghizistan	32,0 <sup>c</sup>	4	2	24	27	96,9	22,6	4,4	..	0,1	0,2	..	75,7	65,7		
127	Namibie	24,0 <sup>c</sup>	11	24	28	39	94,6 <sup>c</sup>	29,0 <sup>c</sup>	4,6 <sup>c</sup>	18,0	4,1	2,2	73,7	82,2	5,0		
128	Timor-Leste	51,5	31	38	48	57	84,4	58,1	4,7	..	..	..	..	..	..		
129	Honduras	31,2	12	7	19	23	91,7	22,6 <sup>c</sup>	5,1 <sup>c</sup>	..	0,2	0,2	38,0 <sup>c</sup>	59,0	34,6		
129	Maroc	31,0 <sup>c</sup>	1	1	27	31	77,1	14,9	10,7	..	0,1	0,1	..	..	70,0		
131	Vanuatu	40,0 <sup>c</sup>	22	48	15	18	84,3 <sup>c</sup>	26,3 <sup>c</sup>	4,5 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..		
132	Nicaragua	30,6 <sup>c</sup>	1	1	21	24	90,2 <sup>c</sup>	22,0 <sup>c</sup>	6,2 <sup>c</sup>	..	0,2	0,3	..	..	42,9		
133	Kiribati	69,0	6	9	46	60	88,4	..	..	..	..	..	2,4 <sup>f</sup>	29,6	..		
133	Tadjikistan	25,0 <sup>c</sup>	4	6	49	58	88,8	26,2	5,9	..	0,1	0,1	..	..	51,9		
135	Inde	46,4 <sup>c</sup>	12	26	44	56	74,2 <sup>c</sup>	48,0 <sup>c</sup>	1,9 <sup>c</sup>	..	0,1	0,1	17,1 <sup>c,f</sup>	32,4 <sup>c</sup>	..		
136	Bhoutan	48,7	3	5	36	45	97,3	33,5	7,6	..	0,1	0,1	..	..	61,5		
136	Cambodge	73,5	3	7	34	40	89,1	39,9	1,6	..	0,2	0,2	..	..	14,4		
138	Ghana	45,7	8	12	49	72	96,4	22,7	2,6	28,0	0,5	0,3	27,2	39,3	9,8		
139	Rép. démocratique populaire lao	26,0 <sup>c</sup>	13	28	54	72	35,1	44,2	2,0	..	0,2	0,2	..	..	73,7		
140	Congo	19,0 <sup>c</sup>	10	20	62	96	93,0	30,0 <sup>c</sup>	3,3	13,0	1,3	0,8	44,0	55,0	93,0		
141	Zambie	61,0 <sup>c</sup>	14	17	56	89	93,7 <sup>c</sup>	45,4 <sup>c</sup>	7,9 <sup>c</sup>	160,0	4,6	3,5	41,5 <sup>c,f</sup>	43,1 <sup>c</sup>	5,0		
142	Bangladesh	64,1	1	4	33	41	54,6	41,3	1,5	..	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>e</sup>	..	..	25,0		
142	Sao Tomé-et-Principe	51,4	2	8	38	53	97,9	29,3	10,5	..	0,4	0,3	..	59,1	..		
144	Guinée équatoriale	24,0 <sup>c</sup>	35	49	72	100	86,1 <sup>c</sup>	35,0 <sup>c</sup>	8,3 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..		
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE</b>																	
145	Népal	69,6	10	14	34	42	58,3	40,5	1,5	..	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>e</sup>	..	45,1	71,2		
146	Pakistan	37,0 <sup>c</sup>	12	17	69	86	60,9 <sup>c</sup>	43,7	6,4	..	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>e</sup>	..	..	95,5		
147	Kenya	32,0	11	7	49	73	91,5	35,3	4,7	200,0	3,6	1,8	37,1	67,3	25,0		
148	Swaziland	44,1	3	12	56	80	96,8	30,9	10,7	22,0	20	10,3	68,6	84,5	5,0		
149	Angola	11,0 <sup>c</sup>	1	3	100	164	79,8 <sup>c</sup>	29,0 <sup>c</sup>	..	30,0	1,2	0,6	..	..	76,4		
150	Myanmar	23,6	11	16	41	52	83,1	35,1	2,6	..	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>e</sup>	..	..	5,0		
151	Rwanda	84,9	1	3	39	55	98,0	44,2	7,1	27,0	1,3	1	..	..	34,1		
152	Cameroun	20,0	6	18	61	95	84,7	32,5	6,5	59,0	1,8	1,0	46,5	66,5	38,4		
152	Nigéria	15,1	53	58	78	124	57,7	35,8	3,0	430,0	1,3	0,7	46,6	..	79,1		
154	Yémen	12,0 <sup>c</sup>	11	29	46	60	47,0 <sup>c</sup>	57,7 <sup>c</sup>	5,0 <sup>c</sup>	..	0,1	0,1	..	..	97,8		
155	Madagascar	50,7	4	31	41	58	86,3	50,1	..	..	0,3	0,3	6,6	8,8	83,7		
156	Zimbabwe	31,4	5	10	56	90	89,8	32,0	5,5	180,0	6,3	3,9	38,5 <sup>f</sup>	50,5	38,2		
157	Papouasie-Nouvelle-Guinée	56,0 <sup>c</sup>	15	33	48	63	78,8 <sup>c</sup>	43,6 <sup>c</sup>	4,4 <sup>c</sup>	3,1	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>e</sup>	..	..	74,9		
157	Îles Salomon	74,0 <sup>c</sup>	6	15	26	31	73,9 <sup>c</sup>	32,8 <sup>c</sup>	2,5 <sup>c</sup>	..	..	..	18,0 <sup>c</sup>	39,1	..		
159	Comores	..	9	15	58	78	75,0	30,1	9,3	..	1,6	2,8	..	52,3	..		
159	Tanzanie (République-Unie de)	49,8	1	3	38	54	87,8	42,0	5,0	230,0	3,6	1,8	33,9	40,6	15,3		
161	Mauritanie	45,9	5	25	65	84	75,4	22,5	1,2	..	0,2	0,1	..	..	95,7		
162	Lesotho	53,5	7	15	74	100	91,8	39,0	7,3	38,0	10,7	5,8	44,9	60,3	30,0		
163	Sénégal	39,0	3	16	45	60	93,3	26,5	2,5	..	0,3	0,1	..	..	60,8		
164	Ouganda	63,2	11	18	45	69	93,3	33,4	3,4	190,0	4	2,3	..	47,3	43,3		
165	Bénin	32,5	12	28	59	90	85,8	44,6	17,9	9,1	0,4	0,2	34,6	43,8	63,9		
166	Soudan	41,0	1	15	49	73	55,9	35,0	..	..	..	..	..	..	..		
166	Togo	62,4	6	28	62	96	71,6	29,7	1,6	17,0	0,9	0,5	39,2	54,4	21,0		
168	Haïti	39,7	19	42	57	76	84,5	21,9 <sup>c</sup>	3,6 <sup>c</sup>	12,0	0,9	0,6	51,6 <sup>c</sup>	61,8 <sup>c</sup>	5,0		
169	Afghanistan	..	14	32	71	99	47,9	59,0 <sup>c</sup>	4,6 <sup>c</sup>	..	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>e</sup>	..	..	99,0 <sup>g</sup>		
170	Djibouti	1,0 <sup>c</sup>	15	17	66	81	92,3 <sup>c</sup>	30,8	8,1	1,2	0,3	0,2	..	..	80,1		

Classement à l'IDH	Enfants allaités exclusivement (% âgés de 1 an)	Enfants non vaccinés		Taux de mortalité (pour 1 000 naissances vivantes)		Couverture prénatale			Prévalence du VIH Jeunes			Prévention du VIH		Femmes enceintes vivant avec le VIH et ne recevant pas de traitement de prévention de la transmission mère-enfant <sup>a</sup>	
		Enfants non vaccinés		Taux de mortalité		Couverture prénatale			Prévalence du VIH			Prévention du VIH			
		Enfants non vaccinés		Taux de mortalité		Couverture prénatale			Prévalence du VIH			Prévention du VIH			
		Enfants non vaccinés		Taux de mortalité		Couverture prénatale			Prévalence du VIH			Prévention du VIH			
	(% âgés de 1 an)														
	(% 0-5 mois)	DCT	Rougeole	Nourrisson	Moins de cinq ans	(% de naissances vivantes)	Retard de croissance (modéré ou sévère)	Surpoids (modéré ou sévère)	Enfant (0-14 ans)	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	(%)	
	2008-2012 <sup>b</sup>	2012	2012	2012	2012	2008-2012 <sup>b</sup>	2008-2012 <sup>b</sup>	2008-2012 <sup>b</sup>	2012	2012	2012	2008-2012 <sup>b</sup>	2008-2012 <sup>b</sup>	2011	
171 Côte d'Ivoire	12,1	2	15	76	108	90,6	29,8	3,0	63,0	1,2	0,7	34,2	56,5	18,6	
172 Gambie	33,5	1	5	49	73	98,1	23,4	1,9	..	0,5	0,2	49,3 <sup>f</sup>	..	5,0	
173 Éthiopie	52,0	20	34	47	68	42,5	44,4	1,7	170,0	0,5	0,3	..	47,2	72,3	
174 Malawi	71,4	1	<sup>10</sup>	46	71	94,7	47,1	8,3	180,0	4,5	2,7	31,4	40,5	39,4	
175 Libéria	29,0 <sup>c</sup>	14	20	56	75	79,3 <sup>c</sup>	41,8	4,6	3,7	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>e</sup>	16,2	27,8	23,1	
176 Mali	20,4	15	41	80	128	70,4	27,8 <sup>c</sup>	1,0	..	0,3	0,2	7,9 <sup>f</sup>	38,0	57,9	
177 Guinée-Bissau	38,3	8	31	81	129	92,6	32,2	3,2	5,9	1,7	0,9	50,0	..	59,5	
178 Mozambique	42,8	9	18	63	90	92,3	42,6	7,4	180,0	6,6	2,8	38,3	40,8	39,0	
179 Guinée	48,0	14	42	65	101	88,4	34,5	3,6	14,0	0,8	0,4	37,0	54,0	44,9	
180 Burundi	69,3	1	7	67	104	98,9	57,7	2,7	17,0	0,6	0,4	..	..	38,0	
181 Burkina Faso	38,2	6	13	66	102	94,3	32,9	2,4	21,0	0,5	0,4	65,3	74,7	45,8	
182 Érythrée	52,0	1	1	37	52	70,3 <sup>c</sup>	44,0 <sup>c</sup>	1,6 <sup>c</sup>	3,1	0,2	0,2	..	..	..	
183 Sierra Leone	31,6	6	20	117	182	93,0	44,4	9,6	5,8	1	0,3	12,4	..	5,0	
184 Tchad	3,4	36	36	89	150	53,1	38,7	2,8	34,0	1,1	0,6	57,1 <sup>f</sup>	..	86,0	
185 République centrafricaine	34,3	31	51	91	129	68,3	40,7	1,8	..	..	..	34,0 <sup>c</sup>	46,5 <sup>c</sup>	25,5	
186 Congo (République démocratique du)	37,0	14	27	100	146	88,8	43,4	4,9	88,0	0,8	0,4	15,9	..	..	
187 Niger	23,3	20	<sup>27</sup>	63	114	46,1	43,9	2,4	..	0,1 <sup>e</sup>	0,1 <sup>d</sup>	..	..	57,6	
<b>AUTRES PAYS OU TERRITOIRES</b>															
Corée, Rép. populaire démocratique de	65,0	3	1	23	29	100,0	27,9	..	..	..	..	..	..	..	
Îles Marshall	31,0 <sup>c</sup>	3	22	31	38	81,2 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	8,8 <sup>f</sup>	22,6	..	
Monaco	..	1	1	3	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Nauru	67,0 <sup>c</sup>	2	4	30	37	94,5 <sup>c</sup>	24,0 <sup>c</sup>	2,8 <sup>c</sup>	..	..	..	8,2	16,7	..	
Saint-Marin	..	2	13	3	3	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Somalie	9,0 <sup>c</sup>	48	54	91	147	26,1 <sup>c</sup>	42,0 <sup>c</sup>	4,7	..	0,2	0,2	..	..	94,0	
Soudan du Sud	45,1	21	38	67	104	40,3	31,1	5,4	19,0	1,2	0,6	7,3	..	90,0	
Tuvalu	35,0 <sup>c</sup>	1	2	25	30	97,4 <sup>c</sup>	10,0 <sup>c</sup>	6,3 <sup>c</sup>	..	..	..	..	..	..	
<b>Groupes d'indice de développement humain</b>															
Développement humain très élevé	..	2	6	5	6	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Développement humain élevé	..	2	3	13	15	94,9	..	..	..	..	..	..	..	..	
Développement humain moyen	..	10	20	37	46	78,7	40,3	5,3	..	..	..	..	..	8,3	
Développement humain faible	..	18	27	64	94	70,5	39,8	4,2	..	..	..	..	..	46,1	
<b>Régions</b>															
États arabes	..	8	15	28	37	78,1	27,7	..	..	..	..	..	..	..	
Asie de l'Est et Pacifique	..	4	6	17	21	93,4	18,4	7,0	..	..	..	..	..	..	
Europe et Asie centrale	..	6	7	20	23	95,2	15,5	9,7	..	..	..	..	..	..	
Amérique latine et Caraïbes	..	4	5	16	19	96,1	14,6	..	..	..	..	..	..	11,9	
Asie du Sud	..	11	22	45	57	71,8	46,7	2,5	..	..	..	..	..	..	
Afrique subsaharienne	..	20	28	64	97	76,9	37,8	4,6	200,8	..	..	..	..	34,8	
<b>Pays moins développés</b>	..	<b>10</b>	<b>20</b>	<b>57</b>	<b>84</b>	<b>69,1</b>	<b>41,1</b>	<b>3,8</b>	..	..	..	..	..	<b>33,7</b>	
<b>Petits États insulaires en développement</b>	..	<b>11</b>	<b>25</b>	<b>37</b>	<b>49</b>	<b>92,1</b>	..	..	..	..	..	..	..	..	
<b>Monde</b>	..	<b>9</b>	<b>16</b>	<b>35</b>	<b>47</b>	<b>84,8</b>	..	..	..	..	..	..	..	..	

TABLEAU 7

**NOTES**

- a Les estimations sont des limites supérieures.
- b Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.
- c Concerne une année antérieure à celle qui est mentionnée.
- d 5 ou moins.
- e 0,1 ou moins.
- f Calculs basés sur un petit dénominateur (en général, 25-49 cas non pondérés).
- g 99 ou plus.

**DÉFINITIONS**

**Enfants exclusivement allaités** : pourcentage d'enfants de 0 à 5 mois exclusivement nourris au sein dans les 24 heures précédant l'enquête.

**Enfants non vaccinés contre la DCT** : pourcentage d'enfants survivants n'ayant pas reçu

leur première dose de vaccin contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos.

**Enfants non vaccinés contre la rougeole** : pourcentage d'enfants survivants n'ayant pas reçu leur première dose de vaccin contre la rougeole.

**Taux de mortalité infantile** : probabilité de décès entre la naissance et le jour exact du premier anniversaire, exprimé pour 1 000 naissances vivantes.

**Taux de mortalité des moins de cinq ans** : probabilité de décès entre la naissance et le cinquième anniversaire, exprimé pour 1 000 naissances vivantes.

**Couverture prénatale** : proportion de femmes qui ont été examinées au moins une fois au cours de leur grossesse par un agent de santé qualifié, en pourcentage de naissances vivantes.

**Retard de croissance** : pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois dont la taille est supérieure

de plus de deux écarts types à la taille moyenne pour leur âge tel qu'il est défini dans les Normes de croissance de l'enfant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

**Surpoids** : pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois dont le poids est supérieur de plus de deux écarts types au poids médian pour leur taille tel qu'il est défini dans les Normes de croissance de l'enfant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

**Enfants vivants avec le VIH** : nombre estimatif d'enfants (entre 0 et 14 ans) vivant avec le VIH.

**Prévalence du VIH, jeunesse** : pourcentage de la population âgée de 15 à 24 ans vivant avec le VIH.

**Utilisation d'un préservatif parmi les jeunes ayant des partenaires multiples** : proportion des 15-24 ans qui déclarent avoir eu plus d'un rapport sexuel au cours des 12 derniers mois et utilisé un préservatif lors de leur dernier rapport sexuel,

exprimé en pourcentage par rapport à tous les jeunes ayant des partenaires multiples.

**Femmes enceintes vivant avec le VIH et ne recevant pas de traitement de prévention de la transmission mère-enfant** : proportion des femmes enceintes vivant avec le VIH, mais ne recevant aucun traitement antirétroviral destiné à prévenir la transmission mère-enfant, exprimée en pourcentage par rapport à toutes les femmes enceintes vivant avec le VIH.

**PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES**

**Colonnes 1, 6-13** : UNICEF 2014.

**Colonnes 2 et 3** : calculs du BRDH basés sur des données de l'UNICEF (2014).

**Colonnes 4 et 5** : Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité juvénile 2013.

**Colonne 14** : OMS 2013a.

# Santé de l'adulte et dépenses de santé

Classement à l'IDH	Taux de mortalité des adultes (pour 1 000 personnes)		Taux de mortalité normalisés selon l'âge (pour 100 000 personnes)		Taux d'obésité selon l'âge, adultes	Taux de prévalence du VIH chez les adultes	Espérance de vie			Dépenses de santé			
	Femmes	Hommes	Par consommation d'alcool	Par consommation de drogue	(‰ de la population âgée de 20 ans et plus)	(% 15-49 ans)	À 60 ans	Ajustée à la santé		Médecins (pour 10 000 personnes)	Total	Directes	
							(années)	(années)			(% du PIB)	(% du total des dépenses de santé)	
								Femmes	Hommes				
	2011	2011	2008	2008	2008	2012	2010/2015 <sup>a</sup>	2010	2010	2003-2012 <sup>b</sup>	2011	2011	
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ</b>													
1	Norvège	49	77	2,9	0,9	19,8	..	24,0	69,7	66,3	..	9,1	13,6
2	Australie	46	80	1,0	0,5	25,1	..	25,1	71,8	68,4	38,5	9,0	19,8
3	Suisse	41	69	2,3	3,0	14,9	..	25,0	72,4	69,1	40,8	10,9	25,0
4	Pays-Bas	55	72	0,9	0,1	16,2	..	23,5	70,2	67,9	..	12,0	5,1
5	États-Unis	77	131	2,1	1,6	31,8	..	23,2	69,5	66,2	24,2	17,9	11,3
6	Allemagne	51	96	4,3	0,9	21,3	..	23,5	70,9	67,1	36,9	11,1	12,4
7	Nouvelle-Zélande	55	85	0,4	0,3	27,0	..	24,1	70,7	67,7	27,4	10,1	10,5
8	Canada	53	84	1,6	1,2	24,3	..	24,4	70,9	68,3	20,7	11,2	14,4
9	Singapour	41	72	..	..	6,4	..	24,5	72,6	69,6	19,2	4,6	60,4
10	Danemark	62	103	6,9	0,5	16,2	..	22,4	69,5	66,3	..	11,2	13,2
11	Irlande	51	85	1,6	2,2	24,5	..	23,4	70,5	67,2	..	9,4	14,5
12	Suède	44	71	2,8	1,5	16,6	..	24,1	71,2	68,0	38,7	9,4	16,9
13	Islande	38	64	0,9	0,3	21,9	..	24,3	69,9	66,9	34,6	9,1	18,2
14	Royaume-Uni	57	91	1,4	1,8	24,9	..	23,5	70,1	67,1	27,7	9,3	9,2
15	Hong Kong, Chine (RAS)	..	..	..	..	..	..	25,4	..	..	..	..	..
15	Corée (République de)	42	102	2,2	0,2	7,3	..	24,0	72,6	67,9	20,2	7,2	32,9
17	Japon	46	84	0,3	0,0	4,5	..	26,1	75,5	70,6	21,4	9,3	16,4
18	Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
19	Israël	44	75	0,8	1,4	25,5	..	24,3	70,9	68,3	31,1	7,7	21,4
20	France	53	113	4,2	0,5	15,6	..	25,1	71,9	67,0	33,8	11,6	7,5
21	Autriche	49	94	3,2	2,6	18,3	..	23,9	71,2	67,0	48,6	10,6	16,3
21	Belgique	59	102	1,7	0,4	19,1	..	23,6	70,6	66,5	37,8	10,6	19,1
21	Luxembourg	52	84	3,7	1,0	23,4	..	23,4	69,9	66,9	27,8	7,7	11,4
24	Finlande	51	116	3,5	0,7	19,9	..	23,8	69,6	65,0	..	8,9	19,2
25	Slovénie	51	118	4,1	0,3	27,0	..	22,8	70,7	65,7	25,4	9,1	13,0
26	Italie	40	73	0,2	0,7	17,2	..	24,7	71,9	68,3	38,0	9,5	19,9
27	Espagne	41	91	0,6	1,4	24,1	..	24,8	73,0	68,8	39,6	9,4	20,1
28	République tchèque	60	132	1,3	0,3	28,7	..	21,1	69,6	64,8	37,1	7,4	15,1
29	Grèce	43	102	0,1	..	17,5	..	23,5	70,4	67,0	..	10,8	36,7
30	Brunéi Darussalam	71	105	..	0,5	7,9	..	21,4	68,6	66,2	13,6	2,5	14,8
31	Qatar	52	74	..	0,0	33,1	..	21,2	67,4	66,2	27,6	1,9	13,6
32	Chypre	38	79	0,0	0,1	23,4	..	22,0	70,6	67,1	27,5	7,4	49,4
33	Estonie	69	207	8,8	0,6	18,9	..	20,2	69,3	61,7	33,4	6,0	18,6
34	Arabie saoudite	52	71	0,4	0,2	35,2	..	19,2	66,6	63,9	9,4	3,7	18,0
35	Lituanie	92	267	0,7	0,4	24,7	..	19,1	68,4	60,0	36,4	6,6	27,9
35	Pologne	72	191	3,7	0,1	23,2	..	21,1	69,3	62,8	20,7	6,7	22,9
37	Andorre	44	93	0,4	1,2	24,2	..	..	72,2	68,3	39,1	7,2	19,6
37	Slovaquie	70	170	0,0	1,5	24,6	..	19,8	68,3	62,4	30,0	8,7	26,2
39	Malte	42	77	0,2	..	26,6	..	22,3	70,6	66,7	32,3	8,7	33,9
40	Émirats arabes unis	64	85	1,1	0,3	33,7	..	19,8	66,2	64,7	19,3	3,3	16,2
41	Chili	58	113	3,0	0,8	29,1	0,4	23,6	71,0	66,2	10,3	7,5	37,2
41	Portugal	50	117	0,9	1,5	21,6	..	23,2	70,7	66,4	..	10,4	27,3
43	Hongrie	93	208	3,3	1,5	24,8	..	19,9	67,3	61,1	34,1	7,7	26,2
44	Bahreïn	51	69	0,5	0,5	32,6	..	19,5	65,2	64,3	14,9	3,8	16,6
44	Cuba	75	119	2,1	0,0	20,5	0,1 <sup>c</sup>	22,9	66,9	63,5	67,2	10,0	5,3
46	Koweït	44	61	0,1	..	42,8	..	17,6	67,0	65,3	17,9	2,7	16,1
47	Croatie	60	140	2,9	1,6	21,3	..	20,6	68,3	63,6	27,2	7,8	14,6
48	Lettonie	89	237	1,9	1,5	22,0	..	19,1	67,2	60,0	29,0	6,2	39,6
49	Argentine	85	154	1,7	0,9	29,4	0,4	21,4	68,7	63,5	31,6	8,1	24,7
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ</b>													
50	Uruguay	80	152	1,2	0,3	23,6	0,7	21,8	70,0	64,0	37,4	8,0	13,1
51	Bahamas	116	190	4,9	0,2	35,0	..	22,3	66,9	59,4	28,2	7,7	28,7
51	Monténégro	81	154	..	..	21,8	..	19,2	66,1	63,3	20,3	9,3	30,0
53	Biélorussie	103	307	3,1	2,3	23,4	0,4	17,1	65,6	56,4	37,6	5,3	26,7
54	Roumanie	84	209	2,9	0,0	17,7	..	19,4	67,3	61,4	23,9	5,8	19,4
55	Libye	134	411	0,0	6,9	30,8	..	19,7	63,6	62,2	19,0	4,4	31,2
56	Oman	78	157	0,4	0,2	22,0	..	20,5	66,4	63,6	20,5	2,3	11,4
57	Fédération de Russie	131	351	3,5	4,5	24,9	..	17,5	64,5	55,4	43,1	6,2	35,4
58	Bulgarie	86	194	0,8	0,1	21,4	..	18,8	66,8	61,5	37,6	7,3	43,2

Classement à l'IDH	Taux de mortalité des adultes (pour 1 000 personnes)		Taux de mortalité normalisés selon l'âge (pour 100 000 personnes)		Taux d'obésité selon l'âge, adultes (% de la population âgée de 20 ans et plus)	Taux de prévalence du VIH chez les adultes (% 15-49 ans)	Espérance de vie			Dépenses de santé		
	Femmes	Hommes	Par consommation d'alcool	Par consommation de drogue	2008	2012	À 60 ans (années)	Ajustée à la santé (années)		Médecins (pour 10 000 personnes)	Total (% du PIB)	Directes (% du total des dépenses de santé)
								Femmes	Hommes			
	2011	2011	2008	2008	2008	2012	2010/2015 <sup>a</sup>	2010	2010	2003-2012 <sup>b</sup>	2011	2011
59 Barbade	70	122	0,7	..	33,4	..	19,5	64,7	61,9	18,1	7,7	29,0
60 Palaos	109	231	0,1	0,0	50,7	..	..	..	..	13,8	10,6	11,6
61 Antigua-et-Barbuda	164	203	5,5	..	25,8	..	21,5	65,5	61,2	..	5,9	28,2
62 Malaisie	90	174	0,9	0,4	14,1	0,4	19,0	66,4	62,6	12,0	3,6	41,7
63 Maurice	94	208	4,1	0,5	18,2	1,2	19,3	66,8	61,2	10,6	5,9	53,0
64 Trinité-et-Tobago	104	222	0,8	0,4	30,0	..	17,8	63,3	55,7	11,8	5,7	38,5
65 Liban	99	148	2,0	4,6	28,2	..	22,7	67,5	65,9	35,4	6,3	56,5
65 Panama	82	148	0,3	0,8	25,8	0,7	23,9	69,0	64,3	..	8,2	26,8
67 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	90	198	0,6	0,8	30,8	0,6	21,1	68,5	61,7	..	5,2	57,0
68 Costa Rica	66	114	1,3	0,4	24,6	0,3	23,8	70,5	67,3	..	10,9	27,2
69 Turquie	68	123	..	0,2	29,3	..	20,9	66,0	61,8	17,1	6,7	16,1
70 Kazakhstan	152	337	3,1	4,0	24,4	..	16,5	62,4	53,9	38,4	3,9	41,5
71 Mexique	95	177	1,1	0,2	32,8	0,2	22,7	69,1	64,7	19,6	6,2	46,5
71 Seychelles	101	220	4,5	0,5	24,6	..	19,4	62,7	54,2	15,1	3,8	5,4
73 Saint-Kitts-et-Nevis	83	170	4,4	..	40,9	..	..	..	..	..	4,4	41,8
73 Sri Lanka	77	191	5,2	0,4	5,0	0,1	19,6	68,6	62,3	4,9	3,4	45,9
75 Iran (République islamique d')	85	154	1,2	11,1	21,6	0,2	19,9	65,3	61,5	8,9	6,0	58,5
76 Azerbaïdjan	85	175	1,7	0,5	24,7	0,2	18,3	65,1	59,9	33,8	5,2	70,1
77 Jordanie	99	146	0,7	1,7	34,3	..	19,0	63,2	64,8	25,6	8,4	24,7
77 Serbie	86	175	..	..	23,0	..	18,7	68,0	64,0	21,1	10,4	36,2
79 Brésil	100	202	4,8	0,5	19,5	..	21,8	66,6	61,1	17,6	8,9	31,3
79 Géorgie	88	227	0,2	3,7	21,2	0,3	19,8	66,9	59,3	42,4	9,9	69,5
79 Grenade	122	196	3,7	0,9	24,0	..	18,5	61,7	57,4	6,6	6,2	50,5
82 Pérou	93	119	1,0	1,0	16,5	0,4	21,5	66,6	64,8	9,2	4,8	38,4
83 Ukraine	120	310	3,6	2,3	20,1	0,9	17,4	64,9	56,6	35,2	7,2	45,2
84 Belize	139	210	2,0	0,3	34,9	1,4	21,5	61,5	57,3	8,3	5,7	23,4
84 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	74	137	1,8	1,0	20,3	..	19,1	66,4	63,2	26,2	6,6	38,3
86 Bosnie-Herzégovine	66	141	0,2	2,8	24,2	..	20,2	68,1	64,4	16,9	10,2	31,3
87 Arménie	94	228	1,3	0,6	23,4	0,2	20,0	67,2	59,9	28,5	4,3	57,4
88 Fidji	153	244	0,2	..	31,9	0,2	17,0	59,0	57,1	4,3	3,8	21,0
89 Thaïlande	102	207	1,9	0,9	8,5	1,1	21,4	67,8	62,7	3,0	4,1	13,7
90 Tunisie	72	134	1,6	4,6	23,8	0,1 <sup>c</sup>	20,2	67,5	64,6	12,2	6,2	39,5
91 Chine	81	112	0,9	0,0	5,6	..	19,5	70,4	65,5	14,6	5,2	34,8
91 Saint-Vincent-et-les Grenadines	115	176	4,1	0,7	25,1	..	19,7	62,5	58,1	..	4,9	18,3
93 Algérie	100	123	0,5	0,2	17,5	..	17,9	64,6	63,8	12,1	3,9	18,2
93 Dominique	118	222	1,9	0,7	25,0	..	..	65,0	58,3	..	5,9	23,6
95 Albanie	87	123	0,1	0,7	21,1	..	21,1	67,0	62,5	11,1	6,3	55,0
96 Jamaïque	103	188	0,1	0,0	24,6	1,7	21,3	64,6	61,0	4,1	4,9	32,5
97 Sainte-Lucie	88	180	1,9	..	22,3	..	21,0	64,1	59,0	..	7,2	51,1
98 Colombie	76	154	0,0	1,2	18,1	0,5	21,3	67,1	62,4	14,7	6,1	17,0
98 Équateur	89	162	3,7	1,2	22,0	0,6	23,6	68,5	64,4	16,9	7,3	49,4
100 Suriname	111	194	0,7	0,2	25,8	1,1	18,5	63,0	58,5	9,1	5,3	11,0
100 Tonga	242	123	0,0	0,2	59,6	..	18,6	63,2	58,9	5,6	5,3	11,1
102 République dominicaine	148	165	1,8	0,1	21,9	0,7	21,9	64,5	60,1	..	5,4	40,0
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN</b>												
103 Maldives	61	91	3,6	1,5	16,1	0,1 <sup>c</sup>	21,0	68,9	67,3	16,0	8,5	49,1
103 Mongolie	147	309	0,8	0,0	16,4	0,1 <sup>c</sup>	16,3	60,3	53,0	27,6	5,3	39,7
103 Turkménistan	201	375	5,9	0,5	14,3	..	17,0	63,0	57,1	..	2,7	39,2
106 Samoa	105	177	0,1	0,2	55,5	..	18,9	63,2	59,8	4,8	7,0	7,1
107 Palestine (État de)	..	..	..	..	..	..	18,7	64,0	60,5	..	..	..
108 Indonésie	166	200	1,0	1,0	4,7	0,4	17,8	62,5	59,3	2,0	2,7	49,9
109 Botswana	238	301	0,6	0,3	13,5	23,0	16,4	61,3	57,1	3,4	5,1	5,0
110 Égypte	85	141	0,4	13,5	34,6	0,1 <sup>c</sup>	17,5	60,8	57,5	28,3	4,9	58,2
111 Paraguay	97	176	3,2	0,3	19,2	0,3	20,8	64,4	61,3	..	9,7	56,1
112 Gabon	266	300	0,7	0,3	15,0	4,0	18,2	52,8	47,4	2,9	3,2	46,6
113 Bolivie (État plurinational de)	165	222	1,5	1,2	18,9	0,3	18,6	61,5	60,1	..	4,9	25,8
114 Moldova (République de)	109	269	2,8	0,2	20,4	0,7	16,2	64,6	57,5	36,4	11,4	44,9
115 Salvador	138	294	22,8	0,1	26,9	0,6	22,0	67,0	60,5	16,0	6,8	32,3
116 Ouzbékistan	132	213	0,3	1,0	17,3	0,1	18,3	61,7	57,1	25,4	5,4	43,9
117 Philippines	137	256	0,9	0,3	6,4	0,1 <sup>c</sup>	17,0	63,2	57,4	11,5	4,1	55,9

**TABLEAU 8 SANTÉ DE L'ADULTE ET DÉPENSES DE SANTÉ**

	Taux de mortalité des adultes		Taux de mortalité normalisés selon l'âge		Taux d'obésité selon l'âge, adultes	Taux de prévalence du VIH chez les adultes	Espérance de vie			Dépenses de santé			
	(pour 1 000 personnes)		(pour 100 000 personnes)		(pour 100 000 personnes)	(% de la population âgée de 20 ans et plus)	(% 15-49 ans)	À 60 ans	Ajustée à la santé		Médecins	Total	Directes
	Femmes	Hommes	Par consommation d'alcool	Par consommation de drogue				(années)	(années)		(pour 10 000 personnes)	(% du PIB)	(% du total des dépenses de santé)
	2011	2011	2008	2008	2008	2012	2010/2015 <sup>a</sup>	2010	2010	2003-2012 <sup>b</sup>	2011	2011	
<b>Classement à l'IDH</b>	2011	2011	2008	2008	2008	2012	2010/2015 <sup>a</sup>	2010	2010	2003-2012 <sup>b</sup>	2011	2011	
118 Afrique du Sud	407	474	0,9	0,4	33,5	17,9	16,0	52,7	49,1	7,6	8,5	7,2	
118 République arabe syrienne	75	132	0,6	2,9	31,6	..	19,9	67,5	64,6	15,0	3,7	51,0	
120 Iraq	116	207	0,3	6,9	29,4	..	17,5	60,9	60,8	6,1	8,3	19,3	
121 Guyana	258	379	1,1	0,6	16,9	1,3	16,6	57,6	52,5	2,1	5,9	18,0	
121 Viet Nam	87	128	0,9	1,7	1,6	0,4	22,4	69,1	62,6	12,2	6,8	55,7	
123 Cap-Vert	103	269	0,5	0,4	11,5	0,2	19,9	66,4	60,8	3,0	4,8	23,4	
124 Micronésie (États fédérés de)	152	177	0,1	0,2	42,0	..	17,3	58,6	55,2	1,8	13,4	9,0	
125 Guatemala	155	282	14,7	9,4	20,7	0,7	21,5	63,8	58,1	9,3	6,7	53,4	
125 Kirghizistan	135	279	1,7	1,3	17,2	0,3	16,8	61,4	54,1	24,7	6,5	34,4	
127 Namibie	242	282	0,5	0,3	10,9	13,3	17,3	55,1	50,0	3,7	5,3	7,7	
128 Timor-Leste	224	259	0,9	1,0	2,9	..	16,9	59,2	56,9	1,0	5,1	4,0	
129 Honduras	114	163	13,7	0,3	19,8	0,5	22,1	62,2	61,0	3,7	8,6	47,9	
129 Maroc	89	141	0,8	8,0	17,3	0,1	17,9	61,9	60,3	6,2	6,0	58,0	
131 Vanuatu	117	166	0,1	0,3	29,8	..	18,0	57,4	54,3	1,2	4,1	6,9	
132 Nicaragua	119	204	10,5	0,3	24,2	0,3	22,2	66,3	61,9	3,7	10,1	42,2	
133 Kiribati	164	340	..	0,1	45,8	..	17,4	54,7	49,6	3,8	10,1	1,3	
133 Tadjikistan	156	180	0,5	3,4	9,9	0,3	18,2	61,0	56,5	19,0	5,8	60,1	
135 Inde	159	247	1,2	1,9	1,9	0,3	17,0	57,7	54,9	6,5	3,9	59,4	
136 Bhoutan	157	210	1,1	2,2	5,5	0,2	19,5	61,5	58,2	0,7	4,1	15,3	
136 Cambodge	220	260	1,2	7,1	2,3	0,8	23,8	60,0	55,9	2,3	5,7	56,9	
138 Ghana	217	252	1,8	2,1	8,0	1,4	15,5	56,1	54,5	0,9	4,8	29,1	
139 Rép. démocratique populaire lao	164	204	1,2	8,9	3,0	0,3	17,1	57,8	54,1	1,9	2,8	39,7	
140 Congo	287	332	0,7	0,2	5,3	2,8	17,1	51,6	48,4	1,0	2,5	31,5	
141 Zambie	377	426	0,8	0,3	4,2	12,7	17,0	48,7	46,8	0,7	6,1	27,0	
142 Bangladesh	136	163	1,0	2,3	1,1	0,1 <sup>c</sup>	18,4	59,8	57,1	3,6	3,7	61,3	
142 Sao Tomé-et-Principe	189	234	1,8	0,4	11,3	1,0	18,2	60,6	58,5	4,9	7,7	56,9	
144 Guinée équatoriale	331	369	1,0	0,3	11,5	..	15,9	51,1	46,7	3,0	4,0	31,6	
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE</b>													
145 Népal	157	183	1,0	1,2	1,5	0,3	17,1	59,9	57,6	2,1	5,4	54,8	
146 Pakistan	152	186	0,4	6,0	5,9	0,1 <sup>c</sup>	17,4	58,0	55,2	8,1	2,5	63,0	
147 Kenya	294	346	0,7	0,2	4,7	6,1	17,8	56,8	54,2	1,8	4,5	46,4	
148 Swaziland	504	558	0,7	0,3	23,4	26,5	16,3	43,3	40,4	1,7	8,0	13,1	
149 Angola	331	383	1,3	0,3	7,2	2,3	15,7	54,0	49,7	1,7	3,5	27,3	
150 Myanmar	181	231	1,1	3,8	4,1	0,6	16,6	58,3	53,2	5,0	2,0	80,7	
151 Rwanda	291	344	0,9	0,0	4,3	2,9	17,8	56,4	53,2	0,6	10,8	21,4	
152 Cameroun	372	415	0,8	0,3	11,1	4,5	16,4	51,4	49,0	0,8	5,2	65,1	
152 Nigéria	360	393	0,9	1,7	7,1	3,1	13,7	50,8	50,0	4,0	5,3	60,4	
154 Yémen	185	234	0,5	13,1	16,7	0,1	16,2	55,3	55,3	2,0	5,5	78,1	
155 Madagascar	167	213	0,8	0,4	1,7	0,5	16,9	54,7	53,0	1,6	4,1	25,2	
156 Zimbabwe	473	501	0,8	0,1	8,6	14,7	18,8	46,1	43,3	0,6	..	..	
157 Papouasie-Nouvelle-Guinée	235	312	1,1	1,0	15,9	0,5	14,9	51,5	49,6	0,5	4,3	11,7	
157 Îles Salomon	159	201	0,1	0,2	32,1	..	16,9	55,3	53,0	2,2	8,8	3,0	
159 Comores	229	275	0,6	0,3	4,4	2,1	15,9	54,6	53,4	1,5	5,3	42,2	
159 Tanzanie (République-Unie de)	322	363	0,8	0,0	5,4	5,1	17,9	52,6	51,8	0,1	7,3	31,7	
161 Mauritanie	218	287	0,8	0,3	14,0	0,4	16,4	55,0	53,5	1,3	5,4	37,3	
162 Lesotho	541	583	0,5	0,4	16,9	23,1	15,5	42,6	37,7	0,5	12,8	17,9	
163 Sénégal	239	293	0,8	0,0	8,0	0,5	16,2	56,5	54,8	0,6	6,0	32,7	
164 Ouganda	363	410	0,8	0,1	4,6	7,2	17,5	52,8	50,1	1,2	9,5	47,8	
165 Bénin	270	326	0,8	0,2	6,5	1,1	15,6	55,1	52,2	0,6	4,6	42,6	
166 Soudan	216	279	1,3	3,5	6,6	..	17,4	58,1	55,9	2,8	8,4	69,1	
166 Togo	313	359	0,8	0,2	4,6	2,9	14,5	52,0	50,0	0,5	8,0	40,4	
168 Haïti	223	258	9,2	0,3	8,4	2,1	17,2	37,1	27,8	..	7,9	22,1	
169 Afghanistan	245	289	0,7	33,1	2,4	0,1 <sup>c</sup>	15,9	46,2	48,5	1,9	9,6	79,4	
170 Djibouti	308	352	0,1	14,9	10,4	1,2	17,5	54,1	52,9	2,3	7,9	31,6	
171 Côte d'Ivoire	310	348	1,1	0,3	6,7	3,2	13,9	50,6	45,4	1,4	6,8	64,3	
172 Gambie	237	295	0,8	0,3	8,5	1,3	15,2	54,2	52,3	1,1	4,4	22,3	
173 Éthiopie	265	306	0,7	0,0	1,2	1,3	17,8	53,5	51,4	0,3	4,7	33,8	
174 Malawi	347	384	0,8	0,3	4,5	10,8	17,0	46,4	43,7	0,2	8,4	14,2	
175 Libéria	292	331	0,9	0,3	5,5	0,9	15,4	47,9	47,6	0,1	19,5	17,7	
176 Mali	304	369	0,9	0,3	4,8	0,9	15,4	48,4	48,8	0,8	6,8	54,3	

Classement à l'IDH	Taux de mortalité des adultes		Taux de mortalité normalisés selon l'âge		Taux d'obésité selon l'âge, adultes	Taux de prévalence du VIH chez les adultes	Espérance de vie			Dépenses de santé		
	(pour 1 000 personnes)		(pour 100 000 personnes)		(% de la population âgée de 20 ans et plus)	(% 15-49 ans)	À 60 ans	Ajustée à la santé		Médecins	Total	Directes
	Femmes	Hommes	Par consommation d'alcool	Par consommation de drogue				(années)				
							(années)	Femmes	Hommes	(pour 10 000 personnes)	(% du PIB)	(% du total des dépenses de santé)
	2011	2011	2008	2008	2008	2012	2010/2015 <sup>a</sup>	2010	2010	2003-2012 <sup>b</sup>	2011	2011
177 Guinée-Bissau	352	405	0,9	0,3	5,4	3,9	14,9	49,5	46,7	0,7	6,3	41,3
178 Mozambique	421	457	0,7	0,3	5,4	11,1	16,8	46,1	42,9	0,3	6,6	9,0
179 Guinée	294	348	0,9	0,3	4,7	1,7	14,8	50,6	49,8	1,0	6,0	67,4
180 Burundi	321	370	0,9	0,2	3,3	1,3	16,0	46,8	45,5	0,3	8,7	43,6
181 Burkina Faso	236	298	0,9	0,3	2,4	1,0	15,1	48,8	45,4	0,5	6,5	36,6
182 Érythrée	259	347	0,6	0,2	1,8	0,7	15,1	52,0	50,3	0,5	2,6	51,2
183 Sierra Leone	438	459	1,2	0,0	7,0	1,5	12,5	50,7	47,6	0,2	18,8	74,9
184 Tchad	311	373	1,0	0,3	3,1	2,7	15,6	48,6	45,1	0,4	4,3	70,5
185 République centrafricaine	420	466	0,9	0,2	3,7	..	15,9	41,7	37,7	0,5	3,8	43,4
186 Congo (République démocratique du)	358	411	0,9	0,2	1,9	1,1	15,2	48,1	44,7	1,1	8,5	43,5
187 Niger	272	312	1,1	0,3	2,5	0,5	15,5	49,4	48,5	0,2	5,3	37,6
<b>AUTRES PAYS OU TERRITOIRES</b>												
Corée, Rép. populaire démocratique de	131	203	0,8	0,6	3,8	..	16,8	64,4	60,3	32,9	..	..
Îles Marshall	392	433	0,2	0,2	46,5	..	..	55,8	53,1	4,4	16,5	12,6
Monaco	51	110	2,0	..	..	..	..	..	..	70,6	4,4	7,0
Nauru	57	105	0,9	..	71,1	..	..	..	..	7,1	..	8,0
Saint-Marin	46	56	..	..	..	..	..	..	..	48,8	7,2	14,7
Somalie	316	399	2,1	6,4	5,3	0,5	16,1	48,2	46,8	0,4	..	..
Soudan du Sud	344	378	..	..	..	2,7	16,4	..	..	..	1,6	55,4
Tuvalu	283	251	0,2	0,1	..	..	..	..	..	10,9	17,3	0,1
<b>Groupes d'indice de développement humain</b>												
Développement humain très élevé	59	109	1,9	1,0	22,0	..	23,0	70,9	66,9	27,8	12,2	13,7
Développement humain élevé	89	152	1,6	0,9	12,5	..	19,9	68,6	63,6	17,2	6,0	33,8
Développement humain moyen	157	230	1,3	2,3	5,9	..	18,5	59,5	56,3	7,4	4,6	44,7
Développement humain faible	270	313	0,9	2,9	5,4	..	16,2	53,0	50,7	2,8	5,2	52,7
<b>Régions</b>												
États arabes	111	160	0,7	6,6	25,5	..	19,0	61,8	60,0	13,7	4,3	31,1
Asie de l'Est et Pacifique	99	137	1,0	0,4	5,6	..	18,5	68,2	63,5	12,1	4,8	35,9
Europe et Asie centrale	104	216	2,3	1,4	23,1	..	18,7	64,8	58,9	26,2	6,3	28,5
Amérique latine et Caraïbes	98	181	3,4	0,8	23,6	..	21,2	66,8	62,0	..	7,6	34,4
Asie du Sud	153	228	1,1	3,2	3,2	..	18,6	58,3	55,5	6,3	4,2	59,7
Afrique subsaharienne	327	372	0,9	0,6	7,6	..	16,6	51,6	49,4	1,8	6,3	27,6
<b>Pays moins développés</b>	246	289	1,0	2,7	3,6	..	16,8	53,7	51,3	1,7	5,6	48,2
<b>Petits États insulaires en développement</b>	155	206	3,0	0,3	18,6	..	19,3	57,1	52,5	25,5	5,6	33,6
<b>Monde</b>	<b>127</b>	<b>188</b>	<b>1,4</b>	<b>1,7</b>	<b>11,6</b>	<b>..</b>	<b>20,7</b>	<b>63,7</b>	<b>59,8</b>	<b>13,4</b>	<b>10,1</b>	<b>17,8</b>

TABLEAU  
8

#### NOTES

- a Les données utilisées sont la moyenne annuelle des valeurs projetées pour la période 2010-2015.  
b Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.  
c 0,1 ou moins.

#### DÉFINITIONS

**Taux de mortalité des adultes** : probabilité qu'une personne de 15 ans décède avant d'atteindre l'âge de 60 ans, exprimée pour 1 000 personnes.

**Taux de décès par abus d'alcool normalisé selon l'âge** : moyenne pondérée des taux de mortalité par âge par consommation d'alcool pour 100 000 personnes, les pondérations correspondant aux proportions de personnes appartenant aux groupes d'âge correspondants d'une population type selon l'Organisation mondiale de la santé.

**Taux de décès par abus de drogues normalisé selon l'âge** : moyenne pondérée des taux de mortalité par âge par consommation de drogues pour 100 000 personnes, les pondérations correspondant aux proportions de personnes appartenant aux groupes d'âge correspondants d'une population type selon l'OMS.

**Taux d'obésité selon l'âge, adultes** : moyenne pondérée des taux d'obésité selon l'âge (l'obésité est définie par un indice de masse corporelle de 30 kg par mètre carré ou supérieure) chez les adultes âgés de 20 ans et plus, exprimé en pourcentage de la population âgée de 20 et plus.

**Taux de prévalence du VIH chez les adultes** : pourcentage de la population âgée de 15 à 49 ans vivant avec le VIH.

**Espérance de vie à 60 ans** : nombre d'années supplémentaires que les personnes âgées de 60 ans

peuvent s'attendre à vivre si les taux de mortalité par âge devaient rester inchangés pendant le reste de leur vie.

**Espérance de vie ajustée à la santé** : moyenne du nombre d'années qu'une personne peut espérer vivre en « bonne santé », compte tenu des années vécues en moins bonne santé par suite de maladie et de traumatismes.

**Médecins pour 10 000 personnes** : nombre de médecins, tant généralistes que spécialistes, exprimé pour 10 000 personnes.

**Dépenses de santé, total** : dépenses de santé courantes et en capital des budgets des gouvernements (centraux et locaux), prêts externes et subventions (y-compris les donations d'organismes internationaux et d'organisations non gouvernementales), et de fonds sociaux

d'assurance santé (ou obligatoires), exprimé en pourcentage du PIB.

**Dépenses directes de santé** : paiements directs des ménages versés à des fournisseurs de services de soins de santé publics ou privés, institutions à but non lucratif, et partage des coûts non remboursables, notamment les franchises, les tickets modérateurs et les frais pour des services, exprimés en pourcentage du total des dépenses de santé.

#### PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

**Colonnes 1-6 et 10** : OMS 2013a.

**Colonne 7** : ONU DAES 2013a.

**Colonnes 8 et 9** : Salomon et autres 2012.

**Colonne 11** : Banque mondiale 2013a.

**Colonne 12** : OMS 2013b.

Classement à l'IDH	Taux d'alphabétisation			Taux brut de scolarisation					Qualité de l'éducation						
	Adultes	Jeunes	Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur	Pré-scolaire	Primaire	Secondaire	Supérieur	Taux de décrochage dans l'enseignement primaire	Enseignants de l'école primaire ayant suivi une formation pédagogique	Résultats des élèves de 15 ans			Rapport élèves-enseignants	Dépenses en éducation	
										Mathématique <sup>a</sup>					Lecture <sup>b</sup>
	(% 15 ans et plus)	(% 15-24 ans)	(% 25 ans et plus)	(% d'enfants en âge préscolaire)	(% de la population en âge de fréquenter l'école primaire)	(% de la population en âge de fréquenter l'école secondaire)	(% de la population en âge de fréquenter l'enseignement supérieur)	(% du groupe d'élèves du primaire)	(%)	2012	2012	2012	(nombre d'élèves par enseignant)	(% du PIB)	
2005-2012 <sup>d</sup>	2005-2012 <sup>d</sup>	2005-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2012	2012	2012	2003-2012 <sup>d</sup>	2005-2012 <sup>d</sup>	
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ</b>															
1	Norvège	..	..	97,1	99	99	113	73	0,7	..	489	504	495	..	6,9
2	Australie	..	..	94,4 <sup>e</sup>	95	104	133	83	..	..	504	512	521	..	5,1
3	Suisse	..	..	95,7	100	103	96	54	..	..	531	509	515	..	5,4
4	Pays-Bas	..	..	89,0	90	108	128	76	..	..	523	511	522	..	6,0
5	États-Unis	..	..	95,0	73	99	94	95	6,9	..	481	498	497	14	5,6
6	Allemagne	..	..	96,6	112	101	102	57	3,4	..	514	508	524	12	5,1
7	Nouvelle-Zélande	..	..	95,2	93	100	120	81	..	..	500	512	516	15	7,2
8	Canada	..	..	100,0	71	99	102	..	..	..	518	523	525	..	5,5
9	Singapour	95,9	99,8	77,4	..	..	..	..	1,3	94	573	542	551	17	3,3
10	Danemark	..	..	96,1 <sup>f</sup>	100	100	120	74	1,1	..	500	496	498	..	8,7
11	Irlande	..	..	79,6	67	105	118	73	..	..	501	523	522	16	6,5
12	Suède	..	..	86,9	95	101	97	74	4,4	..	478	483	485	9	7,0
13	Islande	..	..	91,3	97	99	109	81	2,9	..	493	483	478	10	7,8
14	Royaume-Uni	..	..	99,9	85	107	97	61	..	..	494	499	514	17	5,6
15	Hong Kong, Chine (RAS)	..	..	75,4	101	101	106	60	1,0	96	561	545	555	14	3,4
15	Corée (République de)	..	..	82,9 <sup>g</sup>	118	104	97	101	1,0	..	554	536	538	19	5,0
17	Japon	..	..	86,4	87	103	102	60	0,1	..	536	538	547	17	3,8
18	Liechtenstein	..	..	..	95	105	111	44	20,6	..	535	516	525	8	2,1
19	Israël	..	..	85,8	97	104	102	62	1,1	..	466	486	470	13	6,0
20	France	..	..	80,5	110	108	110	57	..	..	495	505	499	18	5,9
21	Autriche	..	..	100,0	101	100	98	71	0,6	..	506	490	506	11	6,0
21	Belgique	..	..	80,1	119	104	106	69	6,7	..	515	509	505	11	6,6
21	Luxembourg	..	..	100,0 <sup>f</sup>	89	97	101	18	..	..	490	488	491	9	..
24	Finlande	..	..	100,0	70	99	107	96	0,4	..	519	524	545	14	6,8
25	Slovénie	99,7	99,9	96,9	91	98	98	85	1,4	..	501	481	514	17	5,7
26	Italie	99,0	99,9	75,7	98	100	101	64	0,5	..	485	490	494	10	4,5
27	Espagne	97,7	99,6	69,9	127	104	129	83	2,2	..	484	488	496	12	5,0
28	République tchèque	..	..	99,8	103	102	96	65	0,8	..	499	493	508	19	4,2
29	Grèce	97,3	99,4	63,1	76	103	111	91	2,6	..	453	477	467	10	4,1
30	Brunéi Darussalam	95,4	99,7	63,8 <sup>g</sup>	92	95	108	24	3,6	88	..	..	..	11	3,3
31	Qatar	96,3	96,8	60,5	73	103	112	12	6,4	49	376	388	384	10	2,5
32	Chypre	98,7	99,8	78,7	79	101	93	47	4,7	..	440	449	438	13	7,3
33	Estonie	99,8	99,8	100,0 <sup>f</sup>	90	98	109	72	2,5	..	521	516	541	12	5,7
34	Arabie saoudite	87,2	98,0	66,5	13	103	114	51	1,3	91	..	..	..	11	5,6
35	Lituanie	99,7	99,8	91,4	77	99	107	77	3,6	..	479	477	496	12	5,4
35	Pologne	99,7	100,0	82,3	74	99	97	74	1,5	..	518	518	526	10	5,2
37	Andorre	..	..	49,4	112	..	..	..	35,4	100	..	..	..	10	3,0
37	Slovaquie	..	..	99,3	90	102	94	55	1,9	..	482	463	471	15	4,2
39	Malte	92,4	98,3	73,3	114	96	95	39	3,7	..	..	..	..	13	5,4
40	Émirats arabes unis	90,0	95,0	62,7	71	108	..	..	15,6	100	434	442	448	18	..
41	Chili	98,6	98,9	74,8	112	102	90	71	2,1	..	423	441	445	22	4,1
41	Portugal	95,4	99,7	48,0	83	112	110	66	..	..	487	488	489	11	5,8
43	Hongrie	99,0	98,9	98,3 <sup>e</sup>	87	101	101	60	1,9	..	477	488	494	11	4,9
44	Bahreïn	94,6	98,2	78,0 <sup>g</sup>	50	..	96	33	2,2	82	..	..	..	12	2,9
44	Cuba	99,8	100,0	77,1 <sup>g</sup>	109	99	90	62	3,5	100	..	..	..	9	12,9
46	Koweït	93,9	98,6	56,0	81	106	100	22	5,9	78	..	..	..	9	3,8
47	Croatie	98,9	99,6	89,1 <sup>g</sup>	64	94	98	59	0,7	100	471	485	491	14	4,3
48	Lettonie	99,8	99,7	98,9	90	105	99	67	6,9	..	491	489	502	11	5,0
49	Argentine	97,9	99,2	56,3 <sup>g</sup>	75	118	90	75	4,7	..	388	396	406	16	5,8
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ</b>															
50	Uruguay	98,1	98,8	52,5	89	112	90	63	5,3	..	409	411	416	14	2,9
51	Bahamas	..	..	89,6	..	108	93	..	10,5	92	..	..	..	14	..
51	Monténégro	98,5	99,3	89,2 <sup>g</sup>	61	101	91	56	19,5	..	410	422	410	8	..
53	Biélorussie	99,6	99,8	89,3	103	99	106	91	0,9	100	..	..	..	15	5,2
54	Roumanie	97,7	97,2	88,9	78	96	96	52	5,2	..	445	438	439	17	4,2
55	Libye	89,5	99,9	49,6 <sup>g</sup>	10	114	104	61	..	..	..	..	..	..	..
56	Oman	86,9	97,7	53,9	55	109	94	16	6,4	..	..	..	..	20	4,3
57	Fédération de Russie	99,7	99,7	90,9	90	99	85	75	3,9	..	482	475	486	18	4,1

	Taux d'alphabétisation		Taux brut de scolarisation							Qualité de l'éducation					Dépenses en éducation (% du PIB)
	Adultes	Jeunes	Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur	Pré-scolaire	Primaire	Secondaire	Supérieur	Taux de décrochage dans l'enseignement primaire	Enseignants de l'école primaire ayant suivi une formation pédagogique	Résultats des élèves de 15 ans			Rapport élèves-enseignants		
										Mathématique <sup>a</sup>	Lecture <sup>b</sup>	Sciences <sup>c</sup>			
	(% 15 ans et plus)	(% 15-24 ans)	(% 25 ans et plus)	(% d'enfants en âge préscolaire)	(% de la population en âge de fréquenter l'école primaire)	(% de la population en âge de fréquenter l'école secondaire)	(% de la population en âge de fréquenter l'enseignement supérieur)	(% du groupe d'élèves du primaire)	(%)	2012	2012	2012	(nombre d'élèves par enseignant)		
2005-2012 <sup>d</sup>	2005-2012 <sup>d</sup>	2005-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2012	2012	2012	2003-2012 <sup>d</sup>	2005-2012 <sup>d</sup>		
<b>Classement à l'IDH</b>															
58	Bulgarie	98,4	97,9	94,3	85	101	93	60	3,4	..	439	436	446	17	4,1
59	Barbade	..	..	88,6 <sup>g</sup>	79	105	105	61	6,6	55	..	..	..	13	7,5
60	Palaos	..	..	..	..	101	96	..	..	..	..	..	..	..	..
61	Antigua-et-Barbuda	99,0	..	..	83	101	106	14	8,7	65	..	..	..	15	2,5
62	Malaisie	93,1	98,4	69,4 <sup>g</sup>	78	101	67	37	0,8	..	421	398	420	13	5,1
63	Maurice	88,8	96,8	53,6	120	108	96	40	2,7	100	..	..	..	21	3,7
64	Trinité-et-Tobago	98,8	99,6	59,3	83	106	86	12	10,6	88	..	..	..	18	..
65	Liban	89,6	98,7	54,2	91	107	74	46	6,7	10	..	..	..	14	1,6
65	Panama	94,1	97,6	62,1 <sup>g</sup>	65	100	84	42	8,4	90	..	..	..	23	4,1
67	Venezuela (Rép. bolivarienne du)	95,5	98,5	53,7	72	102	85	78	6,1	..	..	..	..	..	3,6
68	Costa Rica	96,3	98,3	53,6 <sup>g</sup>	73	107	101	47	9,0	91	407	441	429	17	6,3
69	Turquie	94,1	98,7	49,4	29	102	89	61	5,0	..	448	475	463	..	2,9
70	Kazakhstan	99,7	99,8	99,3	54	105	98	45	0,7	..	432	393	425	16	3,1
71	Mexique	93,5	98,5	58,0	99	104	84	28	5,0	96	413	424	415	28	5,3
71	Seychelles	91,8	99,1	66,8	110	107	101	1	6,0	99	..	..	..	13	4,8
73	Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	..	96	88	79	18	26,5	61	..	..	..	16	4,2
73	Sri Lanka	91,2	98,2	74,0	87	99	99	14	2,7	82	..	..	..	24	2,0
75	Iran (République islamique d')	85,0	98,7	65,1	35	106	86	55	3,8	98	..	..	..	20	4,7
76	Azerbaïdjan	99,8	100,0	95,5	27	96	100	20	1,8	100	..	..	..	12	2,8
77	Jordanie	95,9	99,1	74,1	34	99	89	40	2,1	..	386	399	409	20	..
77	Serbie	98,0	99,3	65,6	56	93	92	52	1,6	56	449	446	445	16	4,7
79	Bésil	90,4	97,5	53,6	..	..	..	..	..	..	391	410	405	..	5,8
79	Géorgie	99,7	99,8	92,0	58	106	87	28	6,9	95	..	..	..	6	2,7
79	Grenade	..	..	..	99	103	108	53	..	65	..	..	..	16	..
82	Pérou	89,6	97,4	61,1	77	105	91	43	18,5	..	368	384	373	20	2,6
83	Ukraine	99,7	99,8	93,5 <sup>g</sup>	101	106	98	80	1,9	100	..	..	..	16	5,3
84	Belize	..	..	76,1 <sup>g</sup>	47	121	84	26	9,1	54	..	..	..	22	6,6
84	Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	97,4	98,7	47,8	26	90	82	41	2,5	..	..	..	..	16	..
86	Bosnie-Herzégovine	98,0	99,7	56,8	16	..	..	38	16,7	..	..	..	..	..	..
87	Arménie	99,6	99,8	94,4 <sup>g</sup>	51	102	96	46	4,4	77	..	..	..	19	3,1
88	Fidji	..	..	57,8	18	105	90	62	9,1	100	..	..	..	31	4,1
89	Thaïlande	93,5	98,1	38,1	112	97	87	51	..	..	427	441	444	16	5,8
90	Tunisie	79,1	97,2	39,3	..	110	91	35	5,3	100	388	404	398	17	6,2
91	Chine	95,1	99,6	65,3 <sup>g</sup>	62	128	87	24	..	..	613	570	580	17	..
91	Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	..	80	105	101	..	31,4	85	..	..	..	16	5,1
93	Algérie	72,6	91,8	24,1	79	117	98	31	7,2	99	..	..	..	23	4,3
93	Dominique	..	..	26,5	95	119	97	..	12,2	61	..	..	..	16	3,5
95	Albanie	96,8	98,8	84,8	69	..	82	55	1,2	..	394	394	397	19	3,3
96	Jamaïque	87,0	95,6	72,6 <sup>g</sup>	113	..	93	26	4,8	..	..	..	..	28	6,4
97	Sainte-Lucie	..	..	..	61	87	91	10	10,4	88	..	..	..	17	4,4
98	Colombie	93,6	98,2	56,3	49	107	93	45	15,3	100	376	403	399	25	4,5
98	Équateur	91,6	98,7	39,8	150	114	87	39	8,6	84	..	..	..	18	5,2
100	Suriname	94,7	98,4	45,9	88	114	85	..	9,7	100	..	..	..	15	..
100	Tonga	99,0	99,4	87,9	35	110	91	6	9,6	..	..	..	..	21	..
102	République dominicaine	90,1	97,0	54,4	37	105	75	33	25,2	85	..	..	..	25	2,2
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN</b>															
103	Maldives	98,4	99,3	14,9	95	98	72	13	..	81	..	..	..	12	7,2
103	Mongolie	97,4	95,7	84,7 <sup>g</sup>	86	117	103	61	7,0	99	..	..	..	29	5,5
103	Turkménistan	99,6	99,8	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
106	Samoa	98,8	99,5	62,1	34	105	86	..	10,0	..	..	..	..	30	5,8
107	Palestine (État de)	95,3	99,3	56,7	42	94	83	49	0,7	100	..	..	..	24	..
108	Indonésie	92,8	98,8	44,5	42	109	81	27	12,0	..	375	396	382	16	2,8
109	Botswana	85,1	95,2	75,5 <sup>g</sup>	18	106	82	7	7,0	100	..	..	..	25	7,8
110	Égypte	73,9	89,3	51,2 <sup>g</sup>	27	109	76	29	1,1	..	..	..	..	28	3,8
111	Paraguay	93,9	98,6	38,8	35	97	68	35	17,4	..	..	..	..	28	4,1
112	Gabon	89,0	97,9	24,0 <sup>g</sup>	35	165	..	..	..	100	..	..	..	25	..
113	Bolivie (État plurinational de)	91,2	99,4	53,1	51	94	77	38	13,8	..	..	..	..	24	7,6
114	Moldova (République de)	99,0	100,0	95,0	80	94	75	38	4,2	..	..	..	..	16	8,6
115	Salvador	84,5	96,0	39,8	63	114	67	25	16,0	96	..	..	..	29	3,4

**TABLEAU 9 ÉDUCATION**

Classement à l'IDH	Taux d'alphabétisation			Taux brut de scolarisation					Qualité de l'éducation					Dépenses en éducation (% du PIB)
	Taux d'alphabétisation		Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur	Pré-scolaire	Primaire	Secondaire	Supérieur	Taux de décrochage dans l'enseignement primaire	Enseignants de l'école primaire ayant suivi une formation pédagogique	Résultats des élèves de 15 ans			Rapport élèves-enseignants	
	Adultes	Jeunes								Mathématique <sup>a</sup>	Lecture <sup>b</sup>	Sciences <sup>c</sup>		
	(% 15 ans et plus)	(% 15-24 ans)	(% 25 ans et plus)	(% d'enfants en âge préscolaire)	(% de la population en âge de fréquenter l'école primaire)	(% de la population en âge de fréquenter l'école secondaire)	(% de la population en âge de fréquenter l'enseignement supérieur)	(% du groupe d'élèves du primaire)	(%)	2012	2012	2012	(nombre d'élèves par enseignant)	2005-2012 <sup>d</sup>
<b>116 Ouzbékistan</b>	99,4	99,9	..	25	93	105	9	1,9	100	..	..	..	16	..
117 Philippines	95,4	97,8	64,8 <sup>g</sup>	51	106	85	28	24,2	..	..	..	..	31	2,7
118 Afrique du Sud	93,0	98,8	74,3	77	102	102	..	..	87	..	..	..	30	6,0
118 République arabe syrienne	84,1	95,3	34,1	11	122	74	26	6,8	..	..	..	..	..	5,1
120 Iraq	78,5	82,4	32,4 <sup>g</sup>	7	107	53	16	..	100	..	..	..	17	..
121 Guyana	85,0	93,1	31,2 <sup>g</sup>	63	80	105	13	16,5	68	..	..	..	25	3,6
121 Viet Nam	93,4	97,1	65,0	77	105	..	25	2,5	100	511	508	528	19	6,6
123 Cap-Vert	84,9	98,4	..	75	112	93	21	10,7	95	..	..	..	23	5,6
124 Micronésie (États fédérés de)	..	..	..	..	112	83	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Guatemala	75,9	87,4	22,6	64	114	65	18	29,1	..	..	..	..	26	2,8
125 Kirghizistan	99,2	99,8	95,6 <sup>g</sup>	25	106	88	41	2,9	72	..	..	..	24	5,8
127 Namibie	76,5	87,1	33,5 <sup>g</sup>	30	109	65	9	15,5	98	..	..	..	41	8,4
128 Timor-Leste	58,3	79,5	..	10	125	57	18	16,4	..	..	..	..	31	10,1
129 Honduras	85,1	95,9	27,0	42	109	73	21	30,4	36	..	..	..	34	..
129 Maroc	67,1	81,5	28,0	59	116	69	16	8,4	100	..	..	..	26	5,4
131 Vanuatu	83,2	94,6	..	61	122	60	5	28,5	100	..	..	..	22	5,2
132 Nicaragua	78,0	87,0	37,6 <sup>g</sup>	55	117	69	18	51,6	75	..	..	..	30	4,7
133 Kiribati	..	..	..	..	116	86	..	..	85	..	..	..	25	..
133 Tadjikistan	99,7	99,9	92,4	9	100	86	22	2,0	94	..	..	..	23	3,9
135 Inde	62,8	81,1	38,7 <sup>g</sup>	58	113	69	23	..	..	..	..	..	35	3,3
136 Bhoutan	52,8	74,4	34,4	9	112	74	9	5,1	91	..	..	..	24	4,7
136 Cambodge	73,9	87,1	15,5	15	124	45	16	34,1	100	..	..	..	46	2,6
138 Ghana	71,5	85,7	54,3 <sup>g</sup>	114	110	58	12	27,8	52	..	..	..	33	8,2
139 Rép. démocratique populaire lao	72,7	83,9	29,7 <sup>g</sup>	24	123	47	17	30,1	97	..	..	..	27	3,3
140 Congo	..	..	46,2	14	109	54	10	29,7	80	..	..	..	44	6,2
141 Zambie	61,4	64,0	35,0 <sup>g</sup>	..	114	101	..	46,9	..	..	..	..	49	1,3
142 Bangladesh	57,7	78,7	26,7 <sup>g</sup>	26	114	51	13	33,8	58	..	..	..	40	2,2
142 Sao Tomé-et-Principe	69,5	80,2	..	50	118	71	8	33,9	48	..	..	..	29	..
144 Guinée équatoriale	94,2	98,1	..	73	91	..	..	27,9	49	..	..	..	26	..
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE</b>														
145 Népal	57,4	82,4	28,3 <sup>g</sup>	82	139	66	14	38,3	93	..	..	..	28	4,7
146 Pakistan	54,9	70,7	33,2	49	93	37	10	39,0	84	..	..	..	41	2,4
147 Kenya	72,2	82,4	28,6	51	112	60	4	..	97	..	..	..	47	6,7
148 Swaziland	87,8	93,7	48,1 <sup>g</sup>	25	115	60	6	32,7	78	..	..	..	29	7,8
149 Angola	70,4	73,0	..	87	140	32	7	68,1	..	..	..	..	46	3,5
150 Myanmar	92,7	96,1	17,8 <sup>g</sup>	9	114	50	14	25,2	100	..	..	..	28	0,8
151 Rwanda	65,9	77,3	7,7 <sup>g</sup>	13	134	32	7	64,4	96	..	..	..	59	4,8
152 Cameroun	71,3	80,6	27,9	30	111	50	12	30,2	79	..	..	..	46	3,2
152 Nigéria	51,1	66,4	..	13	81	44	10	20,1	66	..	..	..	36	..
154 Yémen	65,3	86,4	16,0 <sup>g</sup>	2	97	47	10	..	..	..	..	..	30	5,2
155 Madagascar	64,5	64,9	..	9	145	38	4	59,3	95	..	..	..	43	2,8
156 Zimbabwe	83,6	90,9	55,4 <sup>g</sup>	..	..	38	6	..	..	..	..	..	39	2,5
157 Papouasie-Nouvelle-Guinée	62,4	70,8	10,5 <sup>g</sup>	100	60	..	..	..	..	..	..	..	36	..
157 Îles Salomon	..	..	..	43	141	48	..	36,6	54	..	..	..	24	7,3
159 Comores	75,5	86,0	..	24	117	73	11	..	55	..	..	..	28	7,6
159 Tanzanie (République-Unie de)	67,8	74,6	7,4 <sup>g</sup>	34	93	35	4	18,6	97	..	..	..	46	6,2
161 Mauritanie	58,6	69,0	14,2 <sup>g</sup>	..	97	27	5	18,8	100	..	..	..	40	3,7
162 Lesotho	75,8	83,2	20,9	36	111	52	11	36,8	68	..	..	..	34	13,0
163 Sénégal	49,7	65,0	10,8	14	84	41	8	38,6	65	..	..	..	32	5,6
164 Ouganda	73,2	87,4	28,8	14	110	28	9	75,2	95	..	..	..	48	3,3
165 Bénin	28,7	42,4	18,4 <sup>g</sup>	19	123	48	12	40,7	47	..	..	..	44	5,3
166 Soudan	71,9	87,3	15,5 <sup>g</sup>	..	..	..	..	9,1	60	..	..	..	38	..
166 Togo	60,4	79,9	29,8 <sup>g</sup>	11	133	55	10	48,3	83	..	..	..	42	4,6
168 Haïti	48,7	72,3	29,1 <sup>g</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
169 Afghanistan	..	..	20,3 <sup>g</sup>	..	97	52	4	..	..	..	..	..	44	..
170 Djibouti	..	..	..	4	70	44	5	..	100	..	..	..	35	8,4
171 Côte d'Ivoire	56,9	67,5	22,1 <sup>g</sup>	5	94	..	8	17,8	99	..	..	..	42	4,6
172 Gambie	51,1	68,1	24,0 <sup>g</sup>	30	85	57	4	17,2	63	..	..	..	34	3,9
173 Éthiopie	39,0	55,0	12,5	18	95	37	8	63,4	57	..	..	..	54	4,7

	Taux d'alphabétisation			Taux brut de scolarisation						Qualité de l'éducation					Dépenses en éducation (% du PIB)
	Adultes	Jeunes	Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur	Pré-scolaire	Primaire	Secondaire	Supérieur	Taux de décrochage dans l'enseignement primaire	Enseignants de l'école primaire ayant suivi une formation pédagogique	Résultats des élèves de 15 ans			Rapport élèves-enseignants		
										Mathématique <sup>a</sup>	Lecture <sup>b</sup>	Sciences <sup>c</sup>			
	(% 15 ans et plus)	(% 15-24 ans)	(% 25 ans et plus)	(% d'enfants en âge préscolaire)	(% de la population en âge de fréquenter l'école primaire)	(% de la population en âge de fréquenter l'école secondaire)	(% de la population en âge de fréquenter l'enseignement supérieur)	(% du groupe d'élèves du primaire)	(%)	2012	2012	2012	(nombre d'élèves par enseignant)		
2005-2012 <sup>d</sup>	2005-2012 <sup>d</sup>	2005-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2003-2012 <sup>d</sup>	2012	2012	2012	2003-2012 <sup>d</sup>	2005-2012 <sup>d</sup>		
<b>Classement à l'IDH</b>															
174 Malawi	61,3	72,1	8,6 <sup>a</sup>	..	141	34	1	50,9	78	..	..	..	74	5,4	
175 Libéria	42,9	49,1	27,3 <sup>a</sup>	..	102	45	..	32,2	56	..	..	..	27	1,9	
176 Mali	33,4	46,9	10,9	4	88	51	7	38,4	52	..	..	..	48	4,7	
177 Guinée-Bissau	55,3	73,2	..	7	116	34	3	..	39	..	..	..	52	..	
178 Mozambique	50,6	67,1	3,6 <sup>a</sup>	..	105	26	5	69,4	84	..	..	..	55	5,0	
179 Guinée	25,3	31,4	..	16	91	39	9	41,4	75	..	..	..	44	3,1	
180 Burundi	86,9	88,9	7,1 <sup>a</sup>	5	137	28	3	56,2	95	..	..	..	47	6,1	
181 Burkina Faso	28,7	39,3	2,0	4	85	26	5	31,0	95	..	..	..	48	3,4	
182 Érythrée	68,9	90,1	..	13	42	30	2	31,0	90	..	..	..	41	2,1	
183 Sierra Leone	43,3	61,0	14,8 <sup>a</sup>	9	131	..	..	..	55	..	..	..	33	2,7	
184 Tchad	35,4	47,9	5,5	1	95	23	2	61,9	62	..	..	..	61	2,6	
185 République centrafricaine	56,6	65,6	17,9 <sup>a</sup>	6	95	18	3	53,4	58	..	..	..	80	1,2	
186 Congo (République démocratique du)	61,2	65,8	16,5 <sup>a</sup>	4	111	43	8	29,3	94	..	..	..	35	2,5	
187 Niger	28,7	36,5	48,3	6	71	16	2	30,7	97	..	..	..	39	4,5	
<b>AUTRES PAYS OU TERRITOIRES</b>															
Corée, Rép. populaire démocratique de	100,0	100,0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Îles Marshall	..	..	..	48	105	103	43	16,5	..	..	..	..	..	..	
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1,6	
Nauru	..	..	..	94	93	63	..	..	74	..	..	..	22	..	
Saint-Marin	..	..	..	108	92	95	64	3,8	..	..	..	..	6	..	
Somalie	..	..	..	..	29	7	..	..	..	..	..	..	36	..	
Soudan du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
Tuvalu	..	..	..	105	100	..	..	..	..	..	..	..	19	..	
<b>Groupes d'indice de développement humain</b>															
Développement humain très élevé	..	..	86,9	85	103	101	76	3,6	..	—	—	—	..	5,3	
Développement humain élevé	94,2	98,9	64,9	67	118	87	35	8,1	..	—	—	—	..	4,6	
Développement humain moyen	71,7	85,9	47,5	51	111	70	23	18,3	..	—	—	—	..	3,7	
Développement humain faible	58,2	70,2	22,1	24	98	39	8	42,7	..	—	—	—	..	3,7	
<b>Régions</b>															
États arabes	77,0	89,9	41,1	32	105	76	28	5,8	..	—	—	—	..	..	
Asie de l'Est et Pacifique	94,4	98,8	..	58	120	84	..	..	..	—	—	—	..	..	
Europe et Asie centrale	97,7	99,4	75,6	43	101	95	50	4,1	..	—	—	—	..	3,4	
Amérique latine et Caraïbes	91,5	97,1	54,7	79	106	85	44	14,6	..	—	—	—	..	5,2	
Asie du Sud	62,9	80,6	38,4	54	110	64	22	21,2	..	—	—	—	..	3,4	
Afrique subsaharienne	58,9	69,2	28,1	24	100	43	8	37,7	..	—	—	—	..	5,2	
<b>Pays moins développés</b>	59,3	71,5	..	20	105	42	9	39,9	..	—	—	—	..	3,7	
<b>Petits États insulaires en développement</b>	..	..	..	67	96	79	..	15,8	..	—	—	—	..	..	
<b>Monde</b>	<b>81,2</b>	<b>87,9</b>	<b>63,6</b>	<b>52</b>	<b>108</b>	<b>74</b>	<b>31</b>	<b>17,1</b>	<b>..</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>..</b>	<b>5,0</b>	

TABLEAU 9

**NOTES**

- a La moyenne pour les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est de 49,4.
- b La moyenne pour les pays de l'OCDE est de 49,6.
- c La moyenne pour les pays de l'OCDE est de 50,1.
- d Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.
- e Concerne la population âgée de 25 à 64 ans.
- f Concerne la population âgée de 25 à 74 ans.
- g Estimations de Barro et Lee (2013) pour 2010, selon les données de l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

**DÉFINITIONS**

**Taux d'alphabétisation des adultes :** pourcentage des personnes âgées de 15 ans et plus sachant lire et écrire une phrase simple de leur vie quotidienne et la comprenant.

**Taux d'alphabétisation des jeunes :** pourcentage des personnes âgées de 15 à 24 ans et plus sachant lire et écrire une phrase simple de leur vie quotidienne et la comprenant.

**Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur :** pourcentage de la population âgée de 25 ans et plus ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur.

**Taux brut de scolarisation :** nombre d'élèves inscrits à un niveau spécifique d'enseignement (maternelle, primaire, secondaire ou supérieur), quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de

la population totale d'âge légal d'entrée au même niveau d'enseignement.

**Taux d'abandon dans l'enseignement primaire :** pourcentage d'élèves d'un groupe donné inscrits à l'école primaire, mais ayant abandonné avant la dernière année. Il est calculé en soustrayant de 100 le taux de survie à l'entrée en dernière année d'école primaire et en supposant que les flux constatés ne changent pas au long de la vie du groupe et que les élèves qui ont abandonné ne reviennent pas à l'école.

**Enseignants de l'école primaire ayant suivi une formation pédagogique :** pourcentage d'enseignants du primaire ayant bénéficié de la formation structurée minimale (initiale ou continue) nécessaire pour enseigner en primaire.

**Résultat des élèves de 15 ans en lecture, mathématiques et sciences :** résultats obtenus

par des étudiants de 15 ans, lors d'évaluations des connaissances dans ces domaines essentiels pour leur intégration à la société.

**Rapport élèves-enseignants :** nombre moyen d'élèves par enseignant du primaire pendant une année scolaire donnée.

**Dépenses en éducation :** dépenses publiques totales (courante et en capital) en matière d'éducation, en pourcentage du PIB.

**PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES**

**Colonnes 1-9 et 13 :** Institut de statistique de l'UNESCO 2013.

**Colonnes 10-12 :** OCDE 2013.

**Colonne 14 :** Banque mondiale 2013a.

# Contrôle et affectation des ressources

Classement à l'IDH	PIB		Formation brute de capital fixe (% du PIB)	Dépenses de consommation finales des administrations publiques		Impôts sur les revenus, les bénéfices et les plus-values (% du total de l'impôt sur le revenu)	Dépenses en recherche et développement (% du PIB)	Parts de l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche (% du PIB)	DETTES			PRIX		
	(PPA milliards \$ 2011)	(PPA \$ 2011)		Total (% du PIB)	Croissance annuelle moyenne (%)				Crédit intérieur accordé par les banques (% du PIB)	Dette extérieure (% du RNB)	Total du service de la dette (% du RNB)	Indice des prix à la consommation (2005=100)	Prix des produits alimentaires dans le pays	Indice de volatilité
	2012	2012	2005-2012 <sup>a</sup>	2005-2012 <sup>a</sup>	2005-2012	2005-2012 <sup>a</sup>	2005-2012 <sup>a</sup>	2012	2012	2005-2012 <sup>a</sup>	2012	2012	2013	2013
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ</b>														
1 Norvège	315,5	62 858	20,6	21,3	1,8	33,0	1,7	1,2	87,0 <sup>b</sup>	..	..	114	1,2	6,8
2 Australie	960,6	42 278	27,9	17,9	3,4	63,6	2,4	2,4	154,4	..	..	122	1,2 <sup>b</sup>	12,7
3 Suisse	410,2	51 293	20,4	11,1	2,0	24,2	3,0	0,7	192,6	..	..	104	1,1 <sup>b</sup>	9,2
4 Pays-Bas	711,3	42 453	16,8	28,4	0,0	25,2	1,8	1,7	216,0	..	..	113	0,9 <sup>b</sup>	4,2
5 États-Unis	15 965,5	50 859	14,7	17,3	-2,6	54,9	2,9	1,1	231,6	..	..	118	1,0 <sup>b</sup>	..
6 Allemagne	3 375,2	41 966	17,6	19,5	1,2	15,4	2,8	0,9	123,6	..	..	113	1,1	13,8
7 Nouvelle-Zélande	143,5	32 360	18,8	20,1	0,3	45,8	1,3	6,3	157,8 <sup>b</sup>	..	..	121	1,3 <sup>b</sup>	13,0
8 Canada	1 410,6	40 588	22,0	20,9	0,8	53,3	1,8	1,5	177,6 <sup>b</sup>	..	..	114	1,3 <sup>b</sup>	9,4
9 Singapour	379,7	71 475	24,1	9,7	-3,6	34,4	2,4	0,0	99,5	..	..	125	1,3	15,8
10 Danemark	232,2	41 524	17,6	28,6	0,2	38,9	3,1	1,5	206,6	..	..	117	1,1 <sup>b</sup>	20,9
11 Irlande	196,9	42 919	10,0	17,6	-3,4	36,0	1,8	1,6	202,1	..	..	112	1,0 <sup>b</sup>	4,2
12 Suède	398,3	41 840	18,8	26,9	0,7	11,2	3,4	1,6	144,8	..	..	112	1,1 <sup>b</sup>	10,0
13 Islande	12,4	38 553	14,4	25,5	-0,2	28,5	2,6	7,8	143,2	..	..	163	1,1 <sup>b</sup>	39,2
14 Royaume-Uni	2 207,0	34 694	14,2	22,1	2,2	35,6	1,8	0,7	210,1	..	..	123	1,2	22,9
15 Hong Kong, Chine (RAS)	359,8	50 291	26,4	9,1	3,7	38,7	0,8	..	200,6	..	..	122	..	..
15 Corée (République de)	1 474,9	29 495	26,7	15,8	3,9	30,3	3,7	2,6	168,7	..	..	123	2,0 <sup>b</sup>	41,7
17 Japon	4 465,4	35 006	20,6	20,4	1,5	42,9	3,4	1,2	346,2	..	..	99	1,9	10,0
18 Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	..	0,7	..	..	..	..	..	..
19 Israël	242,1	30 600	20,4	22,9	3,2	27,6	4,4	2,0	85,9 <sup>b</sup>	..	..	120	1,3 <sup>b</sup>	33,0
20 France	2 369,9	36 074	19,8	24,7	1,4	23,7	2,3	2,0	136,4	..	..	112	1,1 <sup>b</sup>	8,8
21 Autriche	363,7	43 139	21,4	18,8	0,4	23,3	2,8	1,6	133,4	..	..	116	1,2	15,9
21 Belgique	439,5	39 498	20,7	24,9	0,4	35,4	2,0	0,8	116,6	..	..	118	1,1 <sup>b</sup>	8,4
21 Luxembourg	46,0	86 587	20,2	16,9	5,0	29,8	1,6	0,3	167,7	..	..	118	1,1	..
24 Finlande	206,3	38 104	19,4	24,8	0,8	15,6	3,9	2,8	104,1	..	..	117	1,2	23,4
25 Slovénie	56,4	27 394	17,8	20,8	-1,3	11,2	2,1	2,7	93,8	..	..	120	1,4	20,2
26 Italie	2 004,6	33 668	18,2	20,1	-2,9	32,3	1,3	2,0	167,6	..	..	116	1,2 <sup>b</sup>	9,1
27 Espagne	1 458,9	31 198	19,1	20,1	-0,5	21,7	1,4	2,5	221,5	..	..	119	1,1 <sup>b</sup>	19,8
28 République tchèque	281,0	26 733	23,6	20,8	-1,2	14,5	1,6	2,4	68,7	..	..	121	1,2	46,0
29 Grèce	281,7	25 391	13,1	17,8	-4,2	17,0	0,6	3,4	135,5	..	..	123	1,1 <sup>b</sup>	14,4
30 Brunéi Darussalam	29,3	71 080	13,4	17,3	2,0	..	..	0,7	13,5	..	..	107	1,6 <sup>b</sup>	11,7
31 Qatar	274,2	133 713	33,8	12,3	..	40,2	..	0,1	77,5	..	..	141	0,8	52,1
32 Chypre	25,9	29 698	18,4	19,7	0,5	28,4	0,5	2,5	344,1	..	..	119	1,3 <sup>b</sup>	10,7
33 Estonie	32,2	24 195	25,0	19,6	4,0	8,0	1,6	4,1	79,0	..	..	138	1,5 <sup>b</sup>	39,5
34 Arabie saoudite	1 436,8	50 791	22,2	20,4	..	..	0,1	1,9	-10,5	..	..	141	1,2 <sup>b</sup>	34,7
35 Lituanie	70,4	23 554	16,7	17,6	0,7	7,4	0,8	4,0	52,3	72,6	16,35	138	1,8 <sup>b</sup>	128,1
35 Pologne	853,3	22 143	19,4	17,9	0,1	13,1	0,7	3,9	63,8	..	..	125	1,3 <sup>b</sup>	7,5
37 Andorre	..	..	..	..	..	..	..	0,6	..	..	..	..	..	..
37 Slovaquie	138,1	25 537	21,5	17,6	-0,7	9,6	0,6	3,1	54,1 <sup>b</sup>	..	..	124	1,4	32,5
39 Malte	11,9	28 398	14,6	20,5	0,9	31,8	0,6	1,6	154,1	..	..	118	1,5	15,0
40 Émirats arabes unis	525,1	57 045	21,9	6,9	3,6	..	..	0,7	76,5	..	..	116	..	..
41 Chili	368,5	21 099	24,1	12,1	3,9	27,2	0,4	3,6	74,3	41,0	6,52	108	1,6	23,1
41 Portugal	263,9	25 096	15,8	18,3	-4,4	21,7	1,6	2,3	198,7	..	..	116	1,1 <sup>b</sup>	15,4
43 Hongrie	219,7	22 146	17,2	20,3	-2,5	12,5	1,2	4,7	68,2	..	..	143	1,5 <sup>b</sup>	37,0
44 Bahreïn	53,6	40 658	19,5	14,6	..	0,5	..	0,3	73,1	..	..	117	1,2 <sup>b</sup>	17,2
44 Cuba	..	..	9,9	37,9	2,4	..	..	0,6	5,0	..	..	..	..	..
46 Koweït	273,7 <sup>b</sup>	84 188 <sup>b</sup>	15,6	14,8	..	0,6	0,1	0,3	54,8 <sup>b</sup>	..	..	140	0,9	25,3
47 Croatie	85,1	19 946	18,8	19,9	-1,9	7,8	0,7	5,0	96,3	..	..	123	1,5	36,3
48 Lettonie	43,2	21 229	23,7	15,3	-0,2	8,1	0,6	5,0	63,0	134,4	28,50	148	1,4	97,0
49 Argentine	..	..	21,8	16,6	5,2	..	0,6	9,0	37,3	26,3	3,57	111 <sup>b</sup>	1,3	29,3
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ</b>														
50 Uruguay	61,0	17 966	20,6	12,2	5,4	18,0	0,4	7,7	32,0	31,6	3,26	166	1,4	28,2
51 Bahamas	8,4	22 705	28,1	14,8	3,5	..	..	2,0	105,0	..	..	119	..	..
51 Monténégro	8,7	14 040	18,4	22,1	..	..	1,1	8,8	57,9	45,6	5,00	126 <sup>b</sup>	..	..
53 Biélorussie	159,6	16 868	32,8	14,6	-1,2	3,3	0,6	9,5	32,2	54,6	3,33	396	1,8 <sup>b</sup>	62,4
54 Roumanie	346,0	17 234	26,7	6,6	2,3	17,6	0,5	6,0	54,3	72,3	10,20	148	1,4 <sup>b</sup>	24,2
55 Libye	..	..	27,9	9,3	..	..	..	2,3	-65,9 <sup>b</sup>	..	..	154	..	..
56 Oman	..	..	..	17,2	..	2,5	..	1,1	35,4	..	..	141	1,1 <sup>b</sup>	39,4
57 Fédération de Russie	3 327,7	23 184	22,0	18,6	-0,2	1,7	1,2	3,9	41,1	31,1	3,50	185	1,6 <sup>b</sup>	24,2

Classement à l'IDH	PIB		Formation brute de capital fixe (% du PIB)	Dépenses de consommation finales des administrations publiques		Impôts sur les revenus, les bénéfices et les plus-values (% du total de l'impôt sur le revenu)	Dépenses en recherche et développement (% du PIB)	Parts de l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche (% du PIB)	DETTES		PRIX			
	(PPA milliards \$ 2011)	(PPA \$ 2011)		Total (% du PIB)	Croissance annuelle moyenne (%)				Crédit intérieur accordé par les banques (% du PIB)	Dette extérieure (% du RNB)	Total du service de la dette (% du RNB)	Indice des prix à la consommation (2005=100)	Prix des produits alimentaires dans le pays	Indice de volatilité
	2012	2012	2005-2012 <sup>a</sup>	2005-2012 <sup>a</sup>	2005-2012	2005-2012 <sup>a</sup>	2005-2012 <sup>a</sup>	2012	2012	2005-2012 <sup>a</sup>	2012	2012	2013	2013
58 Bulgarie	115,0	15 738	21,4	7,8	-0,4	15,5	0,6	6,4	71,0	77,9	8,75	148	1,3 <sup>b</sup>	39,3
59 Barbade	4,3 <sup>b</sup>	15 299 <sup>b</sup>	14,6	20,3	..	31,6	..	1,6	136,3 <sup>b</sup>	..	..	151	..	..
60 Palaos	0,3	14 411	..	..	..	..	..	6,1	..	..	..	..	..	..
61 Antigua-et-Barbuda	1,8	19 714	29,3	17,8	..	..	..	2,1	94,5	..	..	120	..	..
62 Malaisie	640,3	21 897	25,6	13,5	5,0	52,0	0,6	10,2	134,5	34,8	3,87	120	1,6	7,6
63 Maurice	20,9	16 194	24,0	13,5	2,3	18,2	0,4	3,5	113,6	12,5	1,43	152	1,8 <sup>b</sup>	71,4
64 Trinité-et-Tobago	38,9	29 086	9,7	9,5	-0,6	47,5	0,1	0,4	36,5	..	..	178	..	..
65 Liban	73,1	16 509	31,2	14,5	6,9	17,2	..	5,0	176,4	61,7	13,36	118	..	..
65 Panama	63,3	16 655	27,7	11,2	18,1	..	0,2	3,5	89,0	43,7	2,80	137	..	..
67 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	528,5	17 642	20,3	12,2	6,3	21,5	..	5,7	42,0	21,8	2,00	249	2,3	82,1
68 Costa Rica	62,9	13 091	20,2	17,9	1,7	15,5	0,5	5,9	53,3	25,7	3,98	173	..	..
69 Turquie	1 344,3	18 167	20,3	14,8	5,7	25,5	0,8	8,9	71,9	40,1	7,36	178	1,9	81,7
70 Kazakhstan	361,1	21 506	20,6	11,6	11,3	36,5	0,2	4,5	41,8	77,9	20,49	184	..	15,0
71 Mexique	1 950,9	16 144	20,7	11,5	1,5	..	0,4	3,5	47,1	25,2	3,69	134	1,3	6,7
71 Seychelles	2,0	23 152	..	..	..	31,5	0,3	2,6	38,8	184,4	3,43	203	..	..
73 Saint-Kitts-et-Nevis	1,1	20 895	29,9	10,4	..	6,8	..	1,6	108,2	..	..	133	..	..
73 Sri Lanka	180,1	8 862	27,1	14,8	6,3	16,6	0,1	11,1	48,4	41,0	2,24	196	1,8 <sup>b</sup>	33,9
75 Iran (République islamique d')	1 181,6 <sup>b</sup>	15 461 <sup>b</sup>	25,8	11,2	-4,3	19,3	0,8	9,3	18,0 <sup>b</sup>	..	0,74	316	2,6 <sup>b</sup>	58,6
76 Azerbaïdjan	147,7	15 888	22,5	10,3	10,2	18,1	0,2	5,5	24,7	14,9	3,32	179	1,9 <sup>b</sup>	66,4
77 Jordanie	71,6	11 340	25,2	16,5	-13,5	12,3	0,4	3,0	113,4	61,5	3,25	147	1,3	20,5
77 Serbie	83,7	11 587	26,3	18,9	-2,2	8,8	0,9	10,2	62,4	71,8	12,34	183	..	..
79 Brésil	2 840,9	14 301	18,1	21,5	3,2	28,4	1,2	5,2	110,5	16,6	2,43	141	1,3 <sup>b</sup>	25,2
79 Géorgie	30,0	6 691	21,8	17,7	..	35,2	0,2	8,3	35,0	79,1	11,46	154	..	7,2
79 Grenade	1,2	11 786	21,9	17,1	..	15,2	..	5,6	92,4	73,8	3,41	127	..	..
82 Pérou	347,9	11 603	26,6	10,3	9,4	34,5	..	7,0	17,8	25,8	2,03	123	1,7	9,1
83 Ukraine	379,9	8 332	18,9	19,4	2,4	12,8	0,9	8,9	80,2	83,3	17,02	212	1,2 <sup>b</sup>	70,6
84 Belize	2,7 <sup>b</sup>	8 438 <sup>b</sup>	25,4	15,8	5,1	29,8	..	12,4	66,9 <sup>b</sup>	96,0	9,99	116	..	..
84 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	24,7	11 708	20,6	18,3	-2,8	12,7	0,2	10,3	48,8	62,8	9,24	124	1,6 <sup>b</sup>	38,8
86 Bosnie-Herzégovine	35,2	9 184	21,9	23,0	1,7	6,6	0,0	8,4	67,0	58,6	4,71	125	1,7 <sup>b</sup>	17,5
87 Arménie	21,6	7 291	31,3	11,9	14,2	19,4	0,3	20,9	44,4	68,3	8,66	145	1,9	51,0
88 Fidji	6,6	7 552	20,7	14,8	..	32,5	..	12,2	117,1	23,6	5,19	144	1,4 <sup>b</sup>	19,3
89 Thaïlande	907,3	13 586	28,5	13,6	7,5	38,0	0,2	10,4	168,9	24,0	3,14	124	1,9	16,4
90 Tunisie	114,4	10 612	22,7	13,8	3,3	29,0	1,1	8,9	82,2	50,4	6,03	134	1,8	19,3
91 Chine	14 548,6	10 771	46,1	13,5	9,7	23,1	1,7	10,1	152,7	9,4	1,07	125	2,0 <sup>b</sup>	65,9
91 Saint-Vincent-et-les Grenadines	1,1	10 271	25,2	16,2	..	23,6	..	7,1	56,8	42,1	4,47	131	..	..
93 Algérie	491,7	12 779	38,3	14,2	6,6	60,2	0,1	8,8	-2,1	3,4	0,35	139	..	..
93 Dominique	0,7	9 629	22,8	17,6	..	..	..	14,6	63,4	59,9	3,63	121	..	..
95 Albanie	29,2	9 243	25,3	8,2	7,6	..	0,2	20,4	67,0	46,0	2,97	122	1,7	22,8
96 Jamaïque	22,8 <sup>b</sup>	8 421 <sup>b</sup>	20,8	16,0	..	31,4	..	6,4	51,5	98,8	11,87	205	..	..
97 Sainte-Lucie	1,9	10 242	35,7	16,6	..	..	..	2,9	134,7	37,6	3,76	123	..	..
98 Colombie	557,5	11 687	23,6	16,1	770,6	22,0	0,2	6,5	69,6	24,3	3,15	134	1,7	30,3
98 Équateur	153,4	9 900	26,6	13,5	7,7	..	0,3	9,4	24,3 <sup>b</sup>	25,1	3,15	137	1,6	13,1
100 Suriname	8,1	15 174	24,9	23,3	..	..	..	9,1	26,9	..	..	179	..	..
100 Tonga	0,5	5 127	30,7	17,1	..	..	..	18,8	27,2	43,5	1,34	141	..	..
102 République dominicaine	113,2	11 016	16,3	8,1	11,5	18,7	..	5,9	46,4	28,8	2,80	153	..	..
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN</b>														
103 Maldives	3,8	11 270	40,4	16,8	..	3,1	..	4,1	70,3	50,2	5,12	174	1,7 <sup>b</sup>	55,4
103 Mongolie	23,2	8 288	51,7	14,1	9,4	15,3	0,2	17,1	30,8	32,7	1,44	211	1,8 <sup>b</sup>	59,0
103 Turkménistan	64,5	12 460	54,1	9,5	..	..	..	13,8	..	2,0	0,49	..	..	..
106 Samoa	0,9	4 935	..	..	..	..	..	9,8	45,7	58,5	1,95	141	..	..
107 Palestine (État de)	..	..	25,7	32,6	8,5	2,1	..	5,6	..	..	..	119 <sup>b</sup>	..	..
108 Indonésie	2 186,3	8 856	33,1	8,9	2,3	35,6	0,1	14,4	42,6	26,0	3,80	160	2,0	23,5
109 Botswana	28,9	14 443	36,1	19,3	2,2	28,5	0,5	3,0	14,9	13,8	0,46	181	2,0	64,6
110 Égypte	862,5	10 685	16,0	11,6	3,1	29,7	0,2	14,8	79,3	15,7	1,51	204	2,0	102,7
111 Paraguay	48,3	7 215	14,7	12,2	21,0	13,8	0,1	20,9	37,2	25,7	1,83	157	1,7	66,7
112 Gabon	29,4	17 997	25,9	8,9	13,6	..	0,6	2,7	13,0	19,7	2,48	117	2,5 <sup>b</sup>	19,7
113 Bolivie (État plurinational de)	59,3	5 650	18,2	13,5	4,9	9,6	0,2	12,3	48,7	27,6	2,00	157	1,6 <sup>b</sup>	35,9
114 Moldova (République de)	14,8	4 146	23,4	20,6	11,1	1,0	0,5	12,8	42,2	72,0	6,18	173	1,5	46,8
115 Salvador	46,9	7 445	14,2	11,2	2,5	24,3	0,1	11,4	66,1	53,5	5,52	127	..	..

**TABLEAU 10 CONTRÔLE ET AFFECTATION DES RESSOURCES**

Classement à l'IDH	PIB		Formation brute de capital fixe (% du PIB)	Dépenses de consommation finales des administrations publiques		Impôts sur les revenus, les bénéfices et les plus-values (% du total de l'impôt sur le revenu)	Dépenses en recherche et développement (% du PIB)	Parts de l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche (% du PIB)	DETTES			PRIX		
	(PPA milliards \$ 2011)	(PPA \$ 2011)		Total (% du PIB)	Croissance annuelle moyenne (%)				Crédit intérieur accordé par les banques (% du PIB)	Dette extérieure (% du RNB)	Total du service de la dette (% du RNB)	Indice des prix à la consommation (2005=100)	Prix des produits alimentaires dans le pays	
	2012	2012	2005-2012 <sup>a</sup>	2005-2012 <sup>a</sup>	2005-2012	2005-2012 <sup>a</sup>	2005-2012 <sup>a</sup>	2012	2012	2005-2012 <sup>a</sup>	2012	2012	2013	2013
116 Ouzbékistan	140,1	4 705	23,5	22,7	..	..	..	19,8	..	17,8	1,32	..	..	..
117 Philippines	580,7	6 005	19,4	10,5	12,2	42,1	0,1	11,8	50,9	33,6	4,85	137	1,6	26,4
118 Afrique du Sud	626,7	11 989	19,2	22,4	4,2	50,2	0,9	2,6	187,2	28,4	1,66	155	1,5 <sup>b</sup>	35,6
118 République arabe syrienne	..	..	18,8	10,1	8,5	..	..	21,0	47,7 <sup>b</sup>	..	1,09	204	1,5 <sup>b</sup>	44,0
120 Iraq	473,3	14 527	..	..	..	..	..	4,1	-1,9	..	..	181 <sup>b</sup>	1,6	47,2
121 Guyana	4,8	6 054	23,9	15,4	..	..	..	18,0	50,6	..	1,78	146	..	..
121 Viet Nam	436,1	4 912	27,7	5,4	4,8	..	..	19,7	115,4	49,1	2,88	216	1,7 <sup>b</sup>	28,7
123 Cap-Vert	3,1	6 311	36,5	20,7	7,7	18,2	..	9,4	76,8	55,5	2,15	130	1,5	9,1
124 Micronésie (États fédérés de)	0,4	3 428	..	..	..	..	..	..	-19,0	..	..	..	..	..
125 Guatemala	105,4	6 990	14,7	10,7	6,8	29,6	0,1	11,5	39,2	35,9	4,54	148	..	..
125 Kirghizistan	16,0	2 847	24,0	18,2	2,2	20,3	0,2	19,5	14,0 <sup>b</sup>	..	7,24	200	..	0,0
127 Namibie	20,6	9 136	21,9	25,2	7,9	28,3	..	7,6	49,5	..	..	157	1,8	38,9
128 Timor-Leste	2,2	1 815	..	..	..	..	..	4,4	-52,7	..	..	171	..	..
129 Honduras	35,1	4 423	24,3	16,1	1,3	22,7	..	14,0	55,9	28,5	6,12	156	..	..
129 Maroc	227,5	6 878	31,4	19,2	7,9	25,4	0,6	13,7	115,4	29,4	3,36	114	1,6	19,8
131 Vanuatu	0,7	2 894	26,2	18,1	..	..	..	21,9	68,2 <sup>b</sup>	25,4	0,83	122	..	..
132 Nicaragua	25,5	4 254	25,2	6,9	4,5	29,6	..	20,0	44,0	101,0	7,02	184	..	..
133 Kiribati	0,2	1 772	..	..	..	..	..	25,7	..	..	..	..	..	..
133 Tadjikistan	18,6	2 320	18,7	9,9	1,2	..	0,1	23,1	13,1	51,6	8,99	202	..	..
135 Inde	6 245,4	5 050	29,6	11,8	3,9	49,5	0,8	17,4	76,6	18,3	1,57	181	1,6 <sup>b</sup>	35,0
136 Bhoutan	5,6	7 490	56,1	20,8	-2,1	15,9	..	18,1	50,4	65,0	4,90	161	1,8 <sup>b</sup>	28,2
136 Cambodge	41,5	2 789	16,0	6,0	7,8	12,1	..	35,6	33,8	35,3	0,63	160	1,2	101,3
138 Ghana	92,3	3 638	29,0	13,6	5,1	24,7	0,2	22,7	32,3	29,8	0,91	224	1,7	44,8
139 Rép. démocratique populaire lao	29,2	4 388	27,7	9,9	11,8	15,8	..	31,7	26,5 <sup>b</sup>	80,3	3,63	143	2,2 <sup>b</sup>	25,9
140 Congo	24,4	5 631	25,1	10,0	2,8	4,9	..	3,6	-8,9	23,1	0,96	137	2,5 <sup>b</sup>	10,4
141 Zambie	42,1	2 990	23,4	20,6	38,8	44,0	0,3	18,2	18,5	24,7	1,05	189	1,4	19,0
142 Bangladesh	365,7	2 364	25,4	5,7	5,6	22,4	..	17,3	69,2	22,6	1,22	174	1,6 <sup>b</sup>	20,3
142 Sao Tomé-et-Principe	0,5	2 837	..	..	..	..	..	20,5	35,1	92,2	0,67	321	2,4 <sup>b</sup>	39,0
144 Guinée équatoriale	27,6	37 479	40,0	3,7	3,4	..	..	2,0	-3,5	..	..	147	..	0,0
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE</b>														
145 Népal	58,5	2 131	19,6	10,3	12,5	19,2	..	35,7	67,0	20,8	1,06	186	1,6 <sup>b</sup>	35,1
146 Pakistan	781,2	4 360	10,9	8,3	8,2	28,8	0,5	24,4	44,5	27,3	1,34	222	2,1	46,5
147 Kenya	91,1	2 109	20,4	17,2	9,3	42,5	0,4	29,6	52,3	30,4	1,27	225	2,4 <sup>b</sup>	57,3
148 Swaziland	7,3	5 912	9,6	15,3	-5,8	..	..	7,3	21,1	15,5	1,16	167	..	22,6
149 Angola	152,9	7 346	11,4	19,5	..	..	..	9,4	15,9	23,4	3,12	233	2,4 <sup>b</sup>	133,7
150 Myanmar	..	..	..	..	..	25,2	..	36,4	..	..	..	239	..	..
151 Rwanda	15,8	1 379	22,8	8,2	15,2	..	..	35,1	8,0 <sup>b</sup>	17,5	0,31	174	1,8 <sup>b</sup>	30,3
152 Cameroun	55,4	2 551	19,8	14,9	9,8	..	..	23,3	15,2	12,2	1,28	124	2,0 <sup>b</sup>	11,2
152 Nigéria	918,4	5 440	..	..	..	0,6	0,2	33,1	35,3	6,1	0,19	201	2,4 <sup>b</sup>	38,6
154 Yémen	95,3	3 996	11,7	11,8	-14,1	..	..	14,6	26,9	20,5	0,93	228	1,6 <sup>b</sup>	49,6
155 Madagascar	30,7	1 378	32,6	10,0	3,9	11,8	0,1	27,5	12,9	28,4	0,43	185	2,0	32,6
156 Zimbabwe	18,4	1 337	12,4	23,8	..	..	..	17,5	75,5 <sup>b</sup>	64,8	12,45	1 197 <sup>b</sup>	2,1	54,0
157 Papouasie-Nouvelle-Guinée	17,1	2 382	..	..	..	..	..	29,1	38,3	101,2	9,86	144	..	..
157 Îles Salomon	1,1	1 964	13,4	39,2	..	..	..	28,9	12,0	37,9	2,27	167	..	..
159 Comores	1,1	1 493	12,4	15,3	..	..	..	50,9	21,6	45,6	0,65	123	..	..
159 Tanzanie (République-Unie de)	76,8	1 654	36,1	16,4	14,2	..	0,4	28,3 <sup>c</sup>	24,8	42,6	0,64	197	2,4	67,6
161 Mauritanie	11,2	2 938	38,9	15,2	6,4	..	..	23,6	36,8	70,8	2,72	147	2,2 <sup>b</sup>	20,7
162 Lesotho	4,9	2 368	31,8	38,1	17,6	17,4	0,0	8,2	3,1	27,1	1,40	157	1,8 <sup>b</sup>	55,7
163 Sénégal	29,8	2 174	30,3	8,7	4,8	..	0,4	17,0	31,0	30,6	2,50	120	2,0 <sup>b</sup>	31,7
164 Ouganda	48,5	1 334	24,4	11,3	3,3	39,1	0,4	24,2	16,4	23,5	0,44	203	1,9	78,5
165 Bénin	17,0	1 687	17,6	11,9	2,9	17,1	..	35,3	19,7	19,5	0,53	130	2,0	54,0
166 Soudan	125,4	3 370	19,2	10,9	20,9	..	..	41,8 <sup>d</sup>	24,5	..	0,91	280	..	..
166 Togo	8,5	1 286	18,6	9,8	15,8	10,3	..	47,1	37,6	18,1	0,46	125	2,2 <sup>b</sup>	284,3
168 Haïti	16,0	1 575	..	9,1	..	..	..	18,8	19,6	10,6	0,07	173	..	..
169 Afghanistan	56,4 <sup>b</sup>	1 892 <sup>b</sup>	16,6	16,0	..	2,7	..	30,3	-3,0 <sup>b</sup>	..	0,06	164	..	..
170 Djibouti	..	..	37,5	25,1	8,0	..	..	3,7	26,5 <sup>b</sup>	..	..	145	..	..
171 Côte d'Ivoire	54,5	2 747	10,1	8,6	0,4	..	..	30,0	27,3	52,1	2,36	121	2,1 <sup>b</sup>	51,9
172 Gambie	2,8	1 565	19,2	9,6	-3,4	..	0,0	23,0	43,9	43,6	2,82	129 <sup>b</sup>	2,8 <sup>b</sup>	23,7
173 Éthiopie	111,8	1 218	25,5	8,1	-0,8	16,0	0,2	48,4	37,1 <sup>b</sup>	27,2	1,12	365	1,9	100,6

Classement à l'IDH	PIB		Formation brute de capital fixe (% du PIB)	Dépenses de consommation finales des administrations publiques		Impôts sur les revenus, les bénéfices et les plus-values (% du total de l'impôt sur le revenu)	Dépenses en recherche et développement (% du PIB)	Parts de l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche (% du PIB)	DETTES		PRIX			
	(PPA milliards \$ 2011)	(PPA \$ 2011)		Total (% du PIB)	Croissance annuelle moyenne (%)				Crédit intérieur accordé par les banques (% du PIB)	Dette extérieure (% du RNB)	Total du service de la dette (% du RNB)	Indice des prix à la consommation (2005=100)	Prix des produits alimentaires dans le pays	Indice de volatilité
	2012	2012	2005-2012 <sup>a</sup>	2005-2012 <sup>a</sup>	2005-2012	2005-2012 <sup>a</sup>	2005-2012 <sup>a</sup>	2012	2012	2005-2012 <sup>a</sup>	2012	2012	2013	2013
174 Malawi	11,8	739	13,5	19,9	10,0	..	..	32,0	35,6	22,3	0,39	203	1,9 <sup>b</sup>	67,0
175 Libéria	3,3	782	25,0	15,2	2,9	25,5	..	70,7	33,3	42,9	0,24	188	..	..
176 Mali	23,9	1 607	22,2	17,1	3,8	21,8	0,2	42,3	19,9	29,1	0,67	126	2,0	24,0
177 Guinée-Bissau	1,9	1 164	..	..	..	..	..	46,4	18,6	29,2	0,53	127	2,0 <sup>b</sup>	11,7
178 Mozambique	24,5	971	24,7	14,0	14,7	..	0,2	30,0	28,1	32,1	0,46	175	2,1 <sup>b</sup>	23,5
179 Guinée	13,9	1 216	17,6	10,6	69,2	..	..	25,9	32,2 <sup>b</sup>	65,6	3,67	331	2,9 <sup>b</sup>	66,7
180 Burundi	7,3	737	20,0	28,0	2,3	..	..	39,7	26,1	26,9	0,36	211	..	0,0
181 Burkina Faso	25,1	1 528	16,7	19,3	9,5	19,2	0,2	35,0	19,8	23,8	0,68	123	2,1	34,8
182 Érythrée	7,2	1 180	10,0	21,1	-9,5	..	..	16,9	104,0 <sup>b</sup>	40,8	0,86	..	..	..
183 Sierra Leone	9,5	1 586	40,3	10,1	2,0	21,8	..	45,8	14,0	48,2	0,71	214	2,4 <sup>b</sup>	108,9
184 Tchad	24,9	2 003	31,8	13,2	-0,9	..	..	18,7	6,2	21,4	0,81	122	2,7 <sup>b</sup>	60,6
185 République centrafricaine	4,4	964	12,5	8,1	-2,2	..	..	54,3	26,8	26,5	0,03	132	..	11,2
186 Congo (République démocratique du)	29,6	451	20,5	13,2	6,9	11,9	0,5	41,6	10,7	37,9	1,76	2 378 <sup>b</sup>	..	..
187 Niger	15,2	884	36,8	14,4	..	11,6	..	40,4	13,6	23,7	0,58	117	2,5 <sup>b</sup>	31,9
<b>AUTRES PAYS OU TERRITOIRES</b>														
Corée, Rép. populaire démocratique de	..	..	..	..	..	..	..	21,2	..	..	..	..	..	..
Îles Marshall	0,2	3 526	..	..	..	..	..	14,1	..	..	..	..	..	..
Monaco	..	..	..	..	..	..	0,0	..	..	..	..	..	..	..
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	5,1	..	..	..	..	..	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	16,9	..	0,1	..	..	..	120	..	..
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	60,2	..	..	..	..	..	..
Soudan du Sud	19,4	1 790	10,5	17,1	16,8	..	..	9,7	..	..	..	149 <sup>b</sup>	..	..
Tuvalu	0,0	3 489	..	..	..	..	..	22,8	..	..	..	..	..	..
<b>Groupes d'indice de développement humain</b>														
Développement humain très élevé	45 473,5	40 397	18,2	19,2	0,7	37,2	2,5	1,5	203,4	..	..	—	—	—
Développement humain élevé	31 426,4	12 920	33,0	14,9	21,9	23,5	..	7,8	109,5	20,7	2,74	—	—	—
Développement humain moyen	12 959,8	5 875	27,4	12,0	6,3	..	..	14,4	72,5	23,8	2,17	—	—	—
Développement humain faible	3 010,1	2 830	17,1	12,6	6,3	..	..	28,1	32,8	23,4	1,17	—	—	—
<b>Régions</b>														
États arabes	5 098,0	16 367	23,7	14,5	..	..	..	8,1	24,8	..	..	—	—	—
Asie de l'Est et Pacifique	19 423,3	10 151	..	..	..	..	..	10,7	139,8	..	..	—	—	—
Europe et Asie centrale	2 879,7	12 453	22,0	15,0	4,5	23,8	0,7	9,0	62,8	50,0	9,19	—	—	—
Amérique latine et Caraïbes	7 482,5	13 554	20,1	16,6	37,0	..	..	5,6	73,0	22,7	3,18	—	—	—
Asie du Sud	8 878,4	5 147	27,0	11,3	1,2	41,9	..	18,1	72,1	20,0	1,43	—	—	—
Afrique subsaharienne	2 797,2	3 237	21,0	17,8	5,8	..	..	18,4	77,2	24,0	1,24	—	—	—
<b>Pays moins développés</b>	1 602,4	1 971	21,6	12,4	6,1	..	..	24,6	31,5	27,4	1,22	—	—	—
<b>Petits États insulaires en développement</b>	286,4	6 736	..	..	..	..	..	8,7	52,5	..	..	—	—	—
<b>Monde</b>	<b>92 889,4</b>	<b>13 599</b>	<b>22,6</b>	<b>17,6</b>	<b>5,8</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>4,4</b>	<b>168,0</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

**NOTES**

- a Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.
- b Données relatives à l'année antérieure à celle qui est mentionnée.
- c Tanzanie continentale uniquement.
- d Sauf le Soudan du Sud.

**DÉFINITIONS**

**Produit intérieur brut (PIB) :** somme de la valeur ajoutée par tous les producteurs résidant dans une économie, majorée de toutes les taxes sur les produits (déduction faite des subventions) non incluses dans la valorisation de la production, exprimée en dollars internationaux de 2005 sur la base des taux de parité de pouvoir d'achat.

**PIB par habitant :** PIB pendant une période donnée divisé par la population totale sur la même période.

**Formation brute de capital fixe :** valeur des acquisitions d'immobilisations existantes ou nouvelles par les entreprises, les gouvernements et les ménages (hors entreprises non constituées en sociétés) moins les cessions d'actifs fixes, exprimée en pourcentage

du PIB. Aucun ajustement n'est effectué pour l'amortissement des actifs immobilisés.

**Dépenses de consommation finales des administrations publiques :** toutes les dépenses publiques courantes concernant l'achat de biens et de services (notamment la rémunération des salariés et la plupart des dépenses liées à la défense et à la sécurité nationales, mais hors dépenses militaires publiques qui font partie de la formation de capital des administrations publiques), exprimées en pourcentage du PIB.

**Impôts sur les revenus, les bénéfices et les plus-values :** impôts prélevés sur le revenu net réel ou présumé des personnes, sur les bénéfices des entreprises et sur les revenus du capital, matérialisés ou pas, sur les terrains, titres et autres actifs.

**Dépenses en recherche et développement :** dépenses courantes et en capital (tant publiques que privées) consacrées au travail de création entrepris de manière systématique pour accroître les connaissances et les utiliser pour concevoir de nouvelles applications exprimées en pourcentage du PIB. Cela inclut les recherches fondamentale et appliquée, et le développement expérimental.

**Parts de l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche :** valeur ajoutée brute dans les secteurs de l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche, exprimée en pourcentage du PIB.

**Crédit intérieur accordé par les banques :** crédit accordé à divers secteurs sur une base brute, à l'exception du crédit accordé au gouvernement central, lequel est net, exprimé en pourcentage du PIB.

**Dette extérieure en pourcentage du RNB :** dettes dues à des non-résidents remboursables en devises étrangères, biens ou services, exprimées en pourcentage du revenu national brut.

**Total du service de la dette :** somme des remboursements du principal et des intérêts effectivement payés en devise étrangère, en biens ou services pour ce qui est de la dette à long terme, ou des intérêts payés sur la dette à court terme, ainsi que des remboursements (rachats et frais) auprès du Fonds monétaire international, exprimée en pourcentage du RNB.

**Indice des prix à la consommation :** indice qui rend compte des variations du prix d'achat des biens et services pour le consommateur moyen. Il peut

être défini ou modifié à intervalles fixes, notamment à l'année.

**Indice interne des prix des produits alimentaires :** parité de pouvoir d'achat (PPP) alimentaire divisée par la PPA générale. L'indice fournit le prix des produits alimentaires dans un pays par rapport au prix du panier de consommation générique.

**Indice interne de la volatilité des prix des produits alimentaires :** une mesure de la variation de l'indice interne des prix des produits alimentaires, calculée comme l'écart-type des écarts à partir de l'évolution des cinq années précédentes.

**PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES**

- Colonnes 1 et 2 :** Banque mondiale 2014.
- Colonnes 3-7 et 9-12 :** Banque mondiale 2013a.
- Colonne 8 :** Division de statistique des Nations Unies 2013a.
- Colonnes 13 et 14 :** FAO 2013a.

# Compétences sociales

Classement à l'IDH	Emploi et vulnérabilité								Bénéficiaires de la pension de vieillesse <sup>a</sup>			Taux de suicide	
	Ratio emploi/population	Emplois précaires	Chômage des jeunes	Taux de chômage	Travail des enfants	Proportion de travailleurs pauvres (2 \$ par jour PPA)	Congé payé de maternité obligatoire	Enregistrement des naissances	(% de la population en âge légal de départ à la retraite)			(pour 100 000)	
	(% 25 ans et plus)	(% de l'emploi total)	(% 15-24 ans)	(% 15 ans et plus)	(% 5-14 ans)	(% de l'emploi total)	(jours)	(% moins de 5 ans)	Total	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
	2012	2003-2012 <sup>b</sup>	2008-2012 <sup>b</sup>	2004-2013 <sup>b</sup>	2005-2012	2003-2010 <sup>b</sup>	2013	2005-2012 <sup>b</sup>	2004-2013 <sup>b</sup>	2004-2013 <sup>b</sup>	2004-2013 <sup>b</sup>	2003-2009 <sup>b</sup>	2003-2009 <sup>b</sup>
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ</b>													
1 Norvège	65,5	..	8,6	3,1	..	..	..	100,0	100,0	100,0	100,0	6,5	17,3
2 Australie	62,3	9,0	11,7	5,2	..	..	..	100,0	83,0	87,6	77,5	3,6	12,8
3 Suisse	65,9	9,1	8,4	4,2	..	..	98	100,0	100,0	100,0	100,0	11,4	24,8
4 Pays-Bas	61,0	11,5	9,5	5,3	..	..	112	100,0	100,0	100,0	100,0	5,5	13,1
5 États-Unis	61,0	..	16,2	7,4	..	..	..	100,0	92,5	..	..	4,5	17,7
6 Allemagne	58,0	6,8	8,1	5,5	..	..	98	100,0	100,0	100,0	100,0	6,0	17,9
7 Nouvelle-Zélande	66,2	12,1	17,7	6,9	..	..	98	100,0	98,0	96,5	99,8	5,5	18,1
8 Canada	62,9	..	14,3	7,2	..	..	105	100,0	97,7	..	..	5,4	17,3
9 Singapour	72,5	9,3	6,7	3,1	..	..	112	..	..	..	..	7,7	12,9
10 Danemark	59,2	..	14,1	7,5	..	..	126	100,0	100,0	100,0	100,0	6,4	17,5
11 Irlande	55,6	11,7	30,4	14,7	..	..	182	100,0	90,5	66,3	100,0	4,7	19,0
12 Suède	62,7	..	23,7	8,0	..	..	..	100,0	100,0	100,0	100,0	6,8	18,7
13 Islande	71,2	..	13,6	6,0	..	..	90	100,0	100,0	100,0	100,0	7,0	16,5
14 Royaume-Uni	59,1	..	21,0	7,9	..	..	273	100,0	99,5	99,2	100,0	3,0	10,9
15 Hong Kong, Chine (RAS)	60,9	7,4	9,3	3,3	..	..	70	..	72,9	..	..	10,7	19,0
15 Corée (République de)	65,4	24,8	9,0	3,2	..	..	90	..	77,6	..	..	22,1	39,9
17 Japon	58,5	10,5	7,9	4,3	..	..	98	100,0	80,3	..	..	13,2	36,2
18 Liechtenstein	..	..	..	2,5 <sup>c</sup>	..	..	..	100,0	..	..	..	..	..
19 Israël	63,4	7,2	12,1	6,8	..	..	98	100,0	73,6	..	..	1,5	7,0
20 France	54,4	7,1	23,8	9,9	..	..	112	100,0	100,0	100,0	100,0	8,5	24,7
21 Autriche	58,9	8,6	8,7	4,3	..	..	112	100,0	100,0	93,7	77,5	7,1	23,8
21 Belgique	53,0	10,3	19,8	7,5	..	..	105	100,0	84,6	67,8	100,0	10,3	28,8
21 Luxembourg	60,5	5,7	18,8	5,1	..	..	..	100,0	90,0	56,4	100,0	3,2	16,1
24 Finlande	57,6	..	17,7	7,7	..	..	147	100,0	100,0	100,0	100,0	10,0	29,0
25 Slovaquie	56,4	12,8	20,6	8,8	..	..	105	100,0	95,1	85,9	100,0	9,4	34,6
26 Italie	47,1	18,2	35,3	10,7	..	..	150	100,0	81,1	69,2	100,0	2,8	10,0
27 Espagne	47,9	..	53,2	25,0	..	..	112	100,0	68,2	46,6	97,4	3,4	11,9
28 République tchèque	59,3	15,0	19,5	7,0	..	..	196	100,0	100,0	100,0	100,0	4,4	23,9
29 Grèce	43,8	29,7	55,3	24,2	..	..	119	100,0	77,4	54,6	100,0	1,0	6,0
30 Brunéi Darussalam	68,1	..	..	1,7	..	..	..	..	81,7	..	..	..	..
31 Qatar	89,8	0,4	1,3	0,4	..	..	..	..	7,9	..	..	..	..
32 Chypre	62,4	12,5	27,8	11,8	..	..	..	100,0	85,2	57,2	100,0	1,7	7,4
33 Estonie	59,4	..	20,9	10,2	..	..	140	100,0	98,0	97,5	98,5	7,3	30,6
34 Arabie saoudite	60,4	..	28,3	5,6	..	..	70	..	..	..	..	..	..
35 Lituanie	58,5	8,9	26,4	13,2	..	..	126	100,0	100,0	100,0	100,0	10,4	61,3
35 Pologne	55,5	18,2	26,5	10,1	..	..	182	100,0	96,5	94,9	100,0	4,1	26,4
37 Andorre	..	..	..	..	..	..	..	100,0	..	..	..	..	..
37 Slovaquie	57,0	12,4	34,0	14,0	..	..	238	100,0	100,0	100,0	100,0	3,4	22,3
39 Malte	49,9	8,9	14,2	6,4	..	..	..	100,0	60,5	32,0	97,5	1,0	5,9
40 Émirats arabes unis	84,4	1,0	12,1	4,2	..	..	45	100,0	..	..	..	..	..
41 Chili	64,8	24,4	16,3	6,0	2,9	0,0	126	99,8 <sup>d</sup>	74,5	73,4	76,4	4,2	18,2
41 Portugal	55,5	16,7	37,6	15,7	3,4 <sup>d,e</sup>	..	..	100,0	100,0	100,0	100,0	4,0	15,6
43 Hongrie	50,7	..	28,1	10,9	..	..	168	100,0	91,4	87,6	97,7	10,6	40,0
44 Bahreïn	72,5	2,0	5,0	1,1	4,6	..	..	..	40,1	..	..	3,5	4,0
44 Cuba	58,4	..	3,1	3,2	..	..	..	100,0 <sup>d</sup>	..	..	..	5,5	19,0
46 Koweït	76,3	2,2	..	3,6	..	..	70	..	27,3	..	..	1,7	1,9
47 Croatie	47,4	16,5	43,1	15,8	..	0,0	208	..	57,6	44,2	85,1	7,5	28,9
48 Lettonie	55,0	..	28,4	14,9	..	..	112	100,0	100,0	100,0	100,0	8,2	40,0
49 Argentine	62,5	19,0	18,3	7,3	6,5 <sup>d</sup>	1,8	90	99,0 <sup>d,e</sup>	90,7	93,3	86,8	3,0	12,6
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ</b>													
50 Uruguay	65,3	..	18,5	6,4	7,9 <sup>d</sup>	0,0	84	100,0	68,2	64,4	73,6	6,3	26,0
51 Bahamas	70,8	..	30,8	14,7	..	..	..	..	84,2	..	..	0,6	1,9
51 Monténégro	44,9	..	41,1	19,7	9,9	..	45	99,0	52,3	..	..	..	..
53 Biélorussie	53,9	2,1	12,5	0,7	1,4	0,0	126	100,0	93,6	..	..	8,8	48,7
54 Roumanie	57,3	31,5	22,7	7,0	0,9 <sup>e</sup>	..	126	..	98,0	88,0	100,0	3,5	21,0
55 Libye	55,4	..	..	..	..	..	..	..	43,3	..	..	..	..
56 Oman	67,6	..	..	..	..	..	42	..	24,7	..	..	..	..
57 Fédération de Russie	65,0	..	14,8	5,5	..	0,0	140	100,0	100,0	100,0	100,0	9,5	53,9

Classement à l'IDH	Emploi et vulnérabilité								Bénéficiaires de la pension de vieillesse <sup>a</sup>			Taux de suicide	
	Ratio emploi/ population (% 25 ans et plus)	Emplois précaires (% de l'emploi total)	Chômage des jeunes (% 15-24 ans)	Taux de chômage (% 15 ans et plus)	Travail des enfants (% 5-14 ans)	Proportion de travailleurs pauvres (2 \$ par jour PPA) (% de l'emploi total)	Congé payé de maternité obligatoire (jours)	Enregistrement des naissances (% moins de 5 ans)	(% de la population en âge légal de départ à la retraite)			(pour 100 000)	
									Total	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
	2012	2003-2012 <sup>b</sup>	2008-2012 <sup>b</sup>	2004-2013 <sup>b</sup>	2005-2012	2003-2010 <sup>b</sup>	2013	2005-2012 <sup>b</sup>	2004-2013 <sup>b</sup>	2004-2013 <sup>b</sup>	2004-2013 <sup>b</sup>	2003-2009 <sup>b</sup>	2003-2009 <sup>b</sup>
58 Bulgarie	50,3	8,0	28,1	12,3	..	..	410	100,0	96,9	95,5	99,4	6,2	18,8
59 Barbade	67,5	14,0	..	11,6	..	..	..	..	68,3	..	..	0,0	7,3
60 Palaos	..	..	..	..	..	..	..	..	48,0	..	..	..	..
61 Antigua-et-Barbuda	..	..	..	..	..	..	..	..	69,7	..	..	..	..
62 Malaisie	65,5	..	10,3	3,0	..	1,9	60	..	19,8	..	..	..	..
63 Maurice	59,3	16,2	23,7	8,1	..	..	84	..	100,0	100,0	100,0	1,9	11,8
64 Trinité-et-Tobago	64,5	15,6	10,5	5,0 <sup>f</sup>	0,7	..	..	97,0	98,7	..	..	3,8	17,9
65 Liban	50,0	33,9	16,8	9,0	1,9	..	49	99,5	0,0	..	..	..	..
65 Panama	68,8	29,2	10,3	6,5	5,6 <sup>d</sup>	6,8	98	..	37,3	28,9	49,4	1,9	9,0
67 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	68,2	31,8	17,1	7,5	7,7 <sup>e</sup>	8,2	182	81,0 <sup>d,e</sup>	59,4	50,2	70,0	1,2	5,3
68 Costa Rica	64,0	20,2	18,4	7,8	4,7	4,2	120	..	55,8	48,8	65,4	1,9	10,2
69 Turquie	48,5	32,1	17,5	8,1	2,6 <sup>d</sup>	6,4	112	93,7	88,1	..	..	..	..
70 Kazakhstan	75,2	29,2	3,9	5,8	2,2	1,1	126	99,7	95,9	..	..	9,4	43,0
71 Mexique	63,9	..	9,4	4,8	6,3	6,5	84	93,4	25,2	17,2	34,6	1,5	7,0
71 Seychelles	..	..	..	..	..	..	..	..	100,0	..	..	0,0	8,9
73 Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	..	..	..	..	..	..	44,7	39,7	51,6	..	..
73 Sri Lanka	57,9	..	17,3	5,0	..	26,0	84	97,2	17,1	..	..	..	..
75 Iran (République islamique d')	44,7	..	23,0	13,5	11,4	6,2	90	98,6	26,4	..	..	..	..
76 Azerbaïdjan	73,0	54,7	14,2	5,2	6,5 <sup>d</sup>	6,1	126	93,6	81,7	79,0	82,6	0,3	1,0
77 Jordanie	44,3	9,7	29,3	12,2	1,9 <sup>d</sup>	2,8	70	99,1	42,2	11,8	82,3	0,0	0,2
77 Serbie	47,2	26,4	51,1	23,9	4,4	..	135	98,9	46,1	44,8	48,4	10,0	28,1
79 Brésil	68,4	..	15,4	6,2	8,6 <sup>d</sup>	5,9	120	93,4 <sup>d</sup>	86,3	83,0	90,6	2,0	7,7
79 Géorgie	62,4	60,6	33,3	15,0	18,4	26,8	126	98,5	89,8	..	..	1,7	7,1
79 Grenade	..	..	..	..	..	..	..	..	34,0	..	..	0,0	0,0
82 Pérou	78,9	46,3	9,5	6,8 <sup>g</sup>	33,5 <sup>d</sup>	13,5	90	96,0	33,2	26,1	41,4	1,0	1,9
83 Ukraine	58,2	..	17,3	7,5	7,3	0,0	126	99,8	95,0	..	..	7,0	37,8
84 Belize	66,9	..	..	14,4	5,8	..	..	95,2	64,6	..	..	0,7	6,6
84 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	42,9	22,1	53,9	31,0	12,5	3,4	270	99,7	52,2	..	..	4,0	9,5
86 Bosnie-Herzégovine	36,4	27,4	62,8	28,0	5,3	0,0	365	99,5	29,6	..	..	..	..
87 Arménie	58,6	..	39,2	28,6	3,9 <sup>d</sup>	9,0	140	99,6	80,0	..	..	1,1	2,8
88 Fidji	56,3	38,8	..	4,6	..	49,7	84	..	10,6	..	..	..	..
89 Thaïlande	77,0	53,5	2,8	0,6	8,3	10,1	45	100,0	81,7	84,6	77,9	3,8	12,0
90 Tunisie	47,1	28,8	42,3	17,6	2,1	..	30	99,2	68,8	..	..	..	..
91 Chine	72,2	..	..	4,1 <sup>h</sup>	..	..	98	..	74,4	..	..	..	..
91 Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	8,0	33,8	..	..	..	..	..	76,6	..	..	1,9	5,4
93 Algérie	45,4	29,5	22,4	9,8	4,7 <sup>d</sup>	..	98	99,3	63,6	..	..	..	..
93 Dominique	..	..	..	..	..	..	..	..	38,5	..	..	..	..
95 Albanie	53,3	..	22,5	13,8	12,0	3,4	365	98,6	77,0	60,8	100,0	3,3	4,7
96 Jamaïque	65,3	..	34,0	13,9	6,1	4,6	56	97,8	55,5	..	..	..	..
97 Sainte-Lucie	..	..	..	21,0	..	..	..	..	26,5	8,3	10,3	0,0	4,9
98 Colombie	68,2	..	21,9	11,8	13,0 <sup>d</sup>	22,6	98	96,5	23,0	18,4	28,3	2,0	7,9
98 Équateur	72,2	..	11,1	5,0	7,5	12,1	84	90,0	53,0	50,8	55,5	3,6	10,5
100 Suriname	56,3	..	..	9,5	4,1	..	..	98,9	..	..	..	4,8	23,9
100 Tonga	..	55,2	..	1,1	..	..	..	..	1,0	..	..	..	..
102 République dominicaine	63,2	..	29,4	14,7	12,9	10,7	84	82,4	11,1	6,2	16,5	0,7	3,9
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN</b>													
103 Maldives	67,4	29,6	..	11,7	..	11,2	..	92,5	99,7	..	..	0,0	0,7
103 Mongolie	69,3	54,9	11,9	9,9	10,4	..	120	99,0	100,0	..	..	..	..
103 Turkménistan	62,1	..	..	4,0	..	..	..	95,5	..	..	..	..	..
106 Samoa	..	38,1	16,1	..	..	..	..	47,7	49,5	..	..	..	..
107 Palestine (État de)	40,3	26,7	38,8	22,9	5,7	..	70	99,3 <sup>d</sup>	8,0	..	..	..	..
108 Indonésie	70,7	57,2	22,2	6,2	6,9 <sup>d</sup>	52,0	90	67,0	8,1	..	..	..	..
109 Botswana	74,5	..	..	17,6	9,0 <sup>d</sup>	..	84	72,2	100,0	100,0	100,0	..	..
110 Égypte	51,2	23,1	24,8	9,0	9,3	14,4	90	99,0	32,7	8,0	61,7	0,0	0,1
111 Paraguay	71,5	..	11,2	5,7	14,6	11,0	63	76,0	22,2	20,0	24,9	2,0	5,1
112 Gabon	63,2	52,9	..	20,4	13,4	14,2	98	89,6 <sup>e</sup>	38,8	..	..	..	..
113 Bolivie (État plurinational de)	78,5	..	6,2	5,2	26,4 <sup>d</sup>	23,4	84	75,8 <sup>d</sup>	100,0	100,0	100,0	..	..
114 Moldova (République de)	42,7	28,6	13,1	5,6	16,3	10,9	126	100,0 <sup>e</sup>	72,8	77,0	63,7	5,6	30,1
115 Salvador	64,5	..	12,4	6,4	10,4 <sup>d</sup>	12,1	84	98,6	18,1	10,3	31,6	3,6	12,9

**TABLEAU 11 COMPÉTENCES SOCIALES**

Classement à l'IDH	Emploi et vulnérabilité								Bénéficiaires de la pension de vieillesse <sup>a</sup>			Taux de suicide	
	Ratio emploi/population	Emplois précaires	Chômage des jeunes	Taux de chômage	Travail des enfants	Proportion de travailleurs pauvres (2 \$ par jour PPA)	Congé payé de maternité obligatoire	Enregistrement des naissances	(% de la population en âge légal de départ à la retraite)			(pour 100 000)	
	(% 25 ans et plus)	(% de l'emploi total)	(% 15-24 ans)	(% 15 ans et plus)	(% 5-14 ans)	(% de l'emploi total)	(jours)	(% moins de 5 ans)	Total	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
	2012	2003-2012 <sup>b</sup>	2008-2012 <sup>b</sup>	2004-2013 <sup>b</sup>	2005-2012	2003-2010 <sup>b</sup>	2013	2005-2012 <sup>b</sup>	2004-2013 <sup>b</sup>	2004-2013 <sup>b</sup>	2004-2013 <sup>b</sup>	2003-2009 <sup>b</sup>	2003-2009 <sup>b</sup>
116 Ouzbékistan	62,6	..	..	0,4 <sup>c</sup>	..	66,5	126	99,9	98,1	..	..	2,3	7,0
117 Philippines	69,3	39,8	16,3	7,3	..	40,9	60	90,0 <sup>e</sup>	28,5	..	..	..	..
118 Afrique du Sud	48,6	10,1	51,5	25,1 <sup>e</sup>	..	19,7	120	95,0 <sup>e</sup>	92,6	..	..	0,4	1,4
118 République arabe syrienne	47,0	32,9	19,2	8,6	4,0	12,9	120	96,0	16,7	..	..	..	..
120 Iraq	44,0	..	..	8,0 <sup>i</sup>	4,7	16,6	..	99,2	56,0	..	..	..	..
121 Guyana	56,2	..	..	..	16,4	..	..	87,9	100,0	..	..	13,4	39,0
121 Viet Nam	80,9	62,5	5,5	1,8	6,9	37,3	180	95,0	34,5	..	..	..	..
123 Cap-Vert	66,8	..	..	..	3,2 <sup>d,e</sup>	..	..	91,4	55,7	52,8	59,8	..	..
124 Micronésie (États fédérés de)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Guatemala	69,1	..	7,5	2,9	25,8 <sup>d</sup>	..	84	96,7	14,1	10,3	18,2	1,7	5,6
125 Kirghizistan	70,7	47,3	..	8,4	3,6	25,5	126	96,0	100,0	100,0	100,0	3,6	14,1
127 Namibie	63,5	32,7	34,3	16,7	..	..	84	78,0	98,4	..	..	..	..
128 Timor-Leste	54,0	69,6	14,8	..	4,2	68,2	..	55,2	100,0	..	..	..	..
129 Honduras	66,6	..	8,0	4,3	15,6	29,6	84	93,6	8,4	5,8	13,8	..	..
129 Maroc	51,5	50,7	18,6	9,0	8,3	13,0	98	94,0 <sup>d,e</sup>	39,8	..	..	..	..
131 Vanuatu	..	70,0	..	5,5	..	..	..	43,0	3,5	..	..	..	..
132 Nicaragua	65,5	..	11,9	7,8	14,5 <sup>e</sup>	27,4	84	85,0 <sup>d</sup>	23,7	16,2	42,3	2,6	9,0
133 Kiribati	..	..	..	30,6	..	..	..	93,5	..	..	..	..	..
133 Tadjikistan	71,1	..	16,7	11,5	10,0	48,3	140	88,3	80,2	72,1	95,6	2,3	2,9
135 Inde	60,8	80,8	10,7	9,3	11,8	74,5	84	41,1	24,1	..	..	7,8	13,0
136 Bhoutan	81,0	53,1	7,2	2,0	2,9	50,8	..	99,9	3,2	..	..	..	..
136 Cambodge	85,8	..	3,4	7,1 <sup>i</sup>	36,1 <sup>d</sup>	53,1	90	62,1	5,0	..	..	..	..
138 Ghana	81,6	76,8	..	5,3 <sup>e</sup>	33,9	48,3	84	62,5	7,6	..	..	..	..
139 Rép. démocratique populaire lao	85,0	..	..	1,4	10,1	64,0	90	74,8	5,6	..	..	..	..
140 Congo	78,6	75,1	..	10,0 <sup>j</sup>	24,7	72,9	105	91,0 <sup>d</sup>	22,1	4,7	42,4	..	..
141 Zambie	79,9	81,0	..	13,2 <sup>k</sup>	40,6 <sup>d</sup>	76,1	84	14,0	7,7	..	..	..	..
142 Bangladesh	73,4	85,0	..	4,5	12,8	80,1	112	30,5	39,5	..	..	..	..
142 Sao Tomé-et-Principe	..	..	..	16,6	7,5	..	..	75,1	41,8	..	..	..	..
144 Guinée équatoriale	86,5	..	..	..	27,8 <sup>e</sup>	14,0	..	37,0 <sup>e</sup>	..	..	..	..	..
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE</b>													
145 Népal	85,2	..	..	..	33,9 <sup>d</sup>	74,1	52	42,3	62,5	..	..	..	..
146 Pakistan	56,3	..	7,7	5,5	..	57,0	84	26,5	2,3	..	..	..	..
147 Kenya	75,6	..	..	..	25,9 <sup>e</sup>	33,6	90	60,0	7,9	..	..	..	..
148 Swaziland	56,1	..	..	28,2	7,3	..	..	49,5	86,0	..	..	..	..
149 Angola	75,5	..	..	..	23,5 <sup>e</sup>	..	90	36,0 <sup>e</sup>	14,5	..	..	..	..
150 Myanmar	83,1	..	..	..	..	60,8	..	72,4	..	..	..	..	..
151 Rwanda	92,6	..	..	..	28,5	87,4	84	63,2	4,7	..	..	..	..
152 Cameroun	80,5	..	..	3,8	41,7	..	98	61,4	12,5	5,9	20,2	..	..
152 Nigéria	61,7	..	..	23,9 <sup>l</sup>	24,7	79,2	84	41,5	..	..	..	..	..
154 Yémen	50,0	..	33,7	16,2	22,7 <sup>e</sup>	33,5	70	17,0	8,5	..	..	..	..
155 Madagascar	91,4	..	..	3,8	28,1 <sup>d</sup>	88,1	98	79,7	4,6	..	..	..	..
156 Zimbabwe	88,6	..	..	5,4	..	87,1	98	48,8	6,2	..	..	..	..
157 Papouasie-Nouvelle-Guinée	77,9	..	..	..	..	..	..	..	0,9	..	..	..	..
157 Îles Salomon	72,8	..	..	..	..	44,2	..	..	13,1	..	..	..	..
159 Comores	62,4	..	..	..	27,1 <sup>e</sup>	61,2	..	88,0 <sup>e</sup>	..	..	..	..	..
159 Tanzanie (République-Unie de)	91,9	87,7	7,1	4,3	21,1 <sup>d</sup>	84,7	84	16,3	3,2	..	..	..	..
161 Mauritanie	44,5	..	..	10,1 <sup>e</sup>	14,6	..	98	58,8	9,3 <sup>d</sup>	..	..	..	..
162 Lesotho	59,9	..	34,4	24,4	22,9 <sup>e</sup>	51,2	84	45,1	100,0	100,0	100,0	..	..
163 Sénégal	75,5	..	..	10,4	16,5 <sup>d</sup>	61,1	98	74,6	23,5	..	..	..	..
164 Ouganda	86,8	..	5,4	9,1 <sup>g</sup>	25,4 <sup>d</sup>	61,7	60	29,9	6,6	..	..	..	..
165 Bénin	80,8	89,9	..	..	45,6	71,3	98	80,2	9,7	..	..	..	..
166 Soudan	55,1	..	22,9	19,8	..	..	56	59,3	4,6	..	..	..	..
166 Togo	83,9	89,1	..	..	28,3	66,7	98	77,9	10,9	..	..	..	..
168 Haïti	75,5	..	..	..	24,4	..	42	79,7	1,0	..	..	0,0	0,0
169 Afghanistan	52,2	..	..	8,5	10,3	73,6	..	37,4	10,7	..	..	..	..
170 Djibouti	..	..	..	..	7,7	..	..	92,0	12,0 <sup>d</sup>	..	..	..	..
171 Côte d'Ivoire	73,1	..	..	..	26,0	45,5	98	65,0	7,7	..	..	..	..
172 Gambie	80,4	..	..	..	19,2	54,5	..	52,5	10,8	..	..	..	..
173 Éthiopie	84,1	..	..	17,5 <sup>e,j</sup>	27,4 <sup>e</sup>	73,1	90	6,6	9,0	..	..	..	..

	Emploi et vulnérabilité								Bénéficiaires de la pension de vieillesse <sup>a</sup>			Taux de suicide	
	Ratio emploi/ population (% 25 ans et plus)	Emplois précaires (% de l'emploi total)	Chômage des jeunes (% 15-24 ans)	Taux de chômage (% 15 ans et plus)	Travail des enfants (% 5-14 ans)	Proportion de travailleurs pauvres (2 \$ par jour PPA) (% de l'emploi total)	Congé payé de maternité obligatoire (jours)	Enregistre- ment des naissances (% moins de 5 ans)	(% de la population en âge légal de départ à la retraite)			(pour 100 000)	
									Total	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
<b>Classement à l'IDH</b>	2012	2003-2012 <sup>b</sup>	2008-2012 <sup>b</sup>	2004-2013 <sup>b</sup>	2005- 2012	2003-2010 <sup>b</sup>	2013	2005-2012 <sup>b</sup>	2004-2013 <sup>b</sup>	2004-2013 <sup>b</sup>	2004-2013 <sup>b</sup>	2003- 2009 <sup>b</sup>	2003- 2009 <sup>b</sup>
174 Malawi	91,8	..	..	..	25,7	89,3	56	..	4,1	..	..	..	..
175 Libéria	72,0	78,7	5,1	3,7	20,8	94,4	90	3,6 <sup>d</sup>	..	..	..	..	..
176 Mali	65,5	82,9	..	7,3	21,4	77,7	98	80,8	5,7	3,7	8,5	..	..
177 Guinée-Bissau	77,8	..	..	..	38,0	..	..	24,1	6,2	..	..	..	..
178 Mozambique	89,4	87,8	..	22,5	22,2	81,1	60	47,9	17,3	15,9	20,0	..	..
179 Guinée	79,0	..	..	1,7	40,1	70,2	98	43,2	8,8	..	..	..	..
180 Burundi	87,8	94,6	..	..	26,3	89,8	84	75,2	4,0	2,0	6,8	..	..
181 Burkina Faso	85,5	89,6	..	2,3	39,2	81,1	98	76,9	3,2	0,5	7,1	..	..
182 Érythrée	83,9	..	..	..	..	73,1	..	..	..	..	..	..	..
183 Sierra Leone	76,7	..	..	2,8	26,0	78,2	84	78,0	0,9	..	..	..	..
184 Tchad	76,7	..	..	..	26,1	80,4	98	15,7	1,6	..	..	..	..
185 République centrafricaine	82,3	..	..	..	28,5	77,5	..	61,0	..	..	..	..	..
186 Congo (République démocratique du)	82,2	..	..	..	15,0	82,2	98	27,8	15,0	..	..	..	..
187 Niger	66,0	84,8	..	..	42,8	73,7	98	31,8 <sup>d</sup>	6,1	..	..	..	..
<b>AUTRES PAYS OU TERRITOIRES</b>													
Corée, Rép. populaire démocratique de	79,1	..	..	..	..	60,8	..	100,0	..	..	..	..	..
Îles Marshall	..	..	..	..	..	..	..	95,9	64,2	..	..	..	..
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	100,0	..	..	..	..	..
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	82,6	56,5	..	..	..	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	100,0	..	..	..	..	..
Somalie	59,2	..	..	..	49,0	74,5	..	3,0	..	..	..	..	..
Soudan du Sud	..	..	..	..	..	..	..	35,4	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	49,9	19,5	..	..	..	..
<b>Groupes d'indice de développement humain</b>													
Développement humain très élevé	58,7	..	18,3	7,9	..	..	—	99,9	..	87,5	97,5	6,6	20,5
Développement humain élevé	68,1	..	16,2	5,4	..	..	—	..	..	..	..	..	..
Développement humain moyen	63,7	..	..	8,3	11,8	60,5	—	57,2	..	..	..	..	..
Développement humain faible	72,2	..	..	..	25,2	74,9	—	40,3	..	..	..	..	..
<b>Régions</b>													
États arabes	52,7	..	24,6	10,4	..	..	—	80,8	..	..	..	..	..
Asie de l'Est et Pacifique	72,8	..	..	..	..	..	—	79,0	..	..	..	..	..
Europe et Asie centrale	56,5	..	19,2	8,3	4,7	19,7	—	96,5	..	..	..	5,5	23,9
Amérique latine et Caraïbes	67,3	..	14,0	6,6	11,1	..	—	92,5	..	..	..	2,0	8,1
Asie du Sud	60,9	..	..	8,6	12,3	74,2	—	41,3	..	..	..	..	..
Afrique subsaharienne	75,0	..	..	..	26,2	71,1	—	43,5	..	..	..	..	..
<b>Pays moins développés</b>	77,8	..	..	..	23,5	77,8	—	38,1	..	..	..	..	..
<b>Petits États insulaires en développement</b>	65,7	..	..	..	..	..	—	..	..	..	..	..	..
<b>Monde</b>	<b>65,4</b>	..	..	<b>7,5</b>	..	..	—	<b>62,3</b>	..	..	..	..	..

**NOTES**

- a Les données étant basées sur l'âge légal de départ à la retraite, lequel diffère selon les pays, les comparaisons doivent être abordées avec prudence.
- b Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.
- c Chômeurs inscrits uniquement.
- d Concerne une année antérieure à la période mentionnée.
- e Les données ne correspondent pas à la définition type ou ne concernent qu'une partie du pays.
- f N'inclut pas les personnes à la recherche d'un premier emploi.
- g Uniquement les grandes villes et les aires métropolitaines.
- h Chômeurs inscrits dans les villes uniquement.
- i Inclut les types de congés non conventionnels.
- j Comprend les jeunes de 12 à 14 ans.
- k Zones urbaines uniquement.
- l Inclut ceux travaillant moins de 40 heures par semaine.

**DÉFINITIONS**

**Ratio emploi/population :** Pourcentage de la population âgée de 25 ans ou plus qui a un travail.

**Emplois précaires :** pourcentage des personnes employées en tant qu'aides familiales non rémunérées et les travailleurs indépendants.

**Chômage des jeunes :** pourcentage de la population active âgée de 15 à 24 ans qui n'occupe pas d'emploi rémunéré ou indépendant, mais qui est disponible pour travailler et a entrepris les démarches visant à trouver un emploi rémunéré ou indépendant.

**Taux de chômage :** pourcentage de la population active âgée de 15 ans et plus qui n'occupe pas d'emploi rémunéré ou indépendant, mais qui est disponible pour travailler et a entrepris les démarches visant à trouver un emploi rémunéré ou indépendant.

**Travail des enfants :** pourcentage des enfants âgés de 5 à 11 ans qui, au cours de la semaine de

référence, ont eu au moins une heure d'activité économique ou au moins 28 heures de tâches domestiques, ou des enfants âgés de 12 à 14 ans qui ont eu, au cours de la semaine de référence, au moins 14 heures d'activité économique ou au moins 28 heures de tâches ménagères.

**Proportion de travailleurs pauvres :** employés vivant avec moins de 2 \$ par jour (en termes de parité de pouvoir d'achat), exprimée en pourcentage de la population totale qui travaille et qui est âgée de 15 ans et plus.

**Congé payé de maternité obligatoire :** durée de la période de congé payé à laquelle une femme qui travaille a droit pour s'occuper de son nouveau-né.

**Enregistrement des naissances :** pourcentage des enfants de moins de 5 ans qui étaient enregistrés au moment de l'enquête. Inclut les enfants dont le certificat de naissance a été vu par l'enquêteur et ceux dont la mère ou le tuteur déclare que la naissance a été enregistrée.

**Bénéficiaire de la pension de vieillesse :** personnes plus âgées que l'âge de départ légal à la retraite qui reçoivent une pension de vieillesse (contributive, non contributive, ou les deux), exprimées en pourcentage de la population éligible.

**Taux de suicide :** nombre total de décès résultant de lésions auto-infligées, sur la population totale ou dans une classe d'âge ou de sexe donnée, divisé par le total de la population de référence, exprimée pour 100 000 personnes.

**PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES**

**Colonnes 1, 2, 3 et 6 :** OIT 2013a.

**Colonne 4 :** OIT 2014b.

**Colonnes 5 et 8 :** UNICEF 2014.

**Colonne 7 :** Banque mondiale 2013b.

**Colonnes 9-11 :** OIT 2014a.

**Colonnes 12 et 13 :** OMS 2013c.

# Insécurité personnelle

Classement à l'IDH	Groupes vulnérables							Attitudes			
	Réfugiés par pays d'origine <sup>a</sup>	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays <sup>b</sup>	Personnes sans abri	Orphelins	Population carcérale	Taux de chômage de longue durée	Grave déficit alimentaire	Taux d'homicide	Justifications pour battre son épouse		
	(milliers)	(milliers)	(% de la population)	(milliers)	(pour 100 000 personnes)	(% de la main-d'œuvre)	(kilocalories par personne par jour)	(pour 100 000)	(% de femmes de 15 à 49 ans)	(% d'hommes de 15 à 49 ans)	
	2012	2012	2009	2012	2002-2013 <sup>c</sup>	2005-2012 <sup>c</sup>	2011/2013	2008-2011	2005-2012 <sup>c</sup>	2005-2012 <sup>c</sup>	
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ</b>											
1	Norvège	0,0	..	..	..	72	0,3	..	2,3	..	..
2	Australie	0,0	..	..	..	130	1,1	..	1,1	..	..
3	Suisse	0,0	..	..	..	82	1,5	..	0,6	..	..
4	Pays-Bas	0,1	..	..	..	82	1,7	..	0,9	..	..
5	États-Unis	4,5 <sup>d</sup>	..	..	..	716	2,4	..	4,7	..	..
6	Allemagne	0,2	..	..	..	79	2,5	..	0,8	..	..
7	Nouvelle-Zélande	0,0	..	..	..	192	0,8	..	0,9	..	..
8	Canada	0,1	..	..	..	118	0,9	..	1,5	..	..
9	Singapour	0,1	..	0,0	..	230	0,6	..	0,3	..	..
10	Danemark	0,0	..	..	..	73	4,7	..	0,8	..	..
11	Irlande	0,0	..	..	..	88	9,0	..	0,9	..	..
12	Suède	0,0	..	..	..	67	1,3	..	0,9	..	..
13	Islande	0,0	..	..	..	47	1,5	..	0,9	..	..
14	Royaume-Uni	0,2	..	..	..	148	2,7	..	1,2	..	..
15	Hong Kong, Chine (RAS)	0,0	..	..	..	128	..	..	0,2	..	..
15	Corée (République de)	0,6	..	0,4	..	99	0,0	6	2,6	..	..
17	Japon	0,2	..	..	..	51	1,6	..	0,3	..	..
18	Liechtenstein	..	..	..	..	24	..	..	0,0	..	..
19	Israël	1,3	..	0,0	..	223	0,8	..	2,0	..	..
20	France	0,1	..	..	..	98 <sup>e</sup>	3,9	..	1,2	..	..
21	Autriche	0,0	..	..	..	98	1,1	..	0,8	..	..
21	Belgique	0,1	..	..	..	108	3,4	..	1,8	..	..
21	Luxembourg	..	..	..	..	122	1,6	..	0,8	..	..
24	Finlande	0,0	..	..	..	58	1,6	..	2,2	..	..
25	Slovénie	0,0	..	..	..	66	4,2	..	0,8	..	..
26	Italie	0,1	..	..	..	106	5,6	..	0,9	..	..
27	Espagne	0,1	..	..	..	147	11,1	..	0,8	..	..
28	République tchèque	0,6	..	..	..	154	3,0	..	0,8	..	..
29	Grèce	0,1	..	..	..	111	14,4	..	1,6	..	..
30	Brunéi Darussalam	0,0	..	0,0	..	122	..	2	..	..	..
31	Qatar	0,1	..	0,0	..	60	0,1	..	0,9	..	..
32	Chypre	0,0	208 <sup>f</sup>	..	..	106 <sup>g</sup>	3,6	..	0,8	..	..
33	Estonie	0,5	..	..	..	238	5,5	..	4,8	..	..
34	Arabie saoudite	0,8	..	0,0	..	162	..	12	..	..	..
35	Lituanie	0,5	..	..	..	329	6,5	..	6,4	..	..
35	Pologne	1,6	..	..	..	217	3,5	..	1,2	..	..
37	Andorre	0,0	..	..	..	38	..	..	1,2	..	..
37	Slovaquie	0,2	..	..	..	187	8,9	..	1,8	..	..
39	Malte	0,0	..	..	..	145	3,0	..	0,7	..	..
40	Émirats arabes unis	0,6	..	0,0	..	238	..	25	..	..	..
41	Chili	1,2	..	0,6	..	266	..	23	3,7	..	..
41	Portugal	0,0	..	..	..	136	7,6	..	1,1	..	..
43	Hongrie	1,1	..	..	..	186	5,1	..	1,4	..	..
44	Bahreïn	0,3	..	0,0	..	275	..	..	0,5	..	..
44	Cuba	6,7	..	1,9	..	510	..	4	5,0	..	..
46	Koweït	1,2	..	..	..	137	..	11	2,2	..	..
47	Croatie	62,6	0	..	..	108	10,2	..	1,1	..	..
48	Lettonie	0,7	..	..	..	304	7,7	..	3,1	..	..
49	Argentine	0,4	..	0,4	..	147	2,0	23	5,5	..	..
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ</b>											
50	Uruguay	0,2	..	0,4	..	281	..	42	5,9	..	..
51	Bahamas	0,2	..	0,6	..	444	7,1	40	36,6	..	..
51	Monténégro	4,1	..	..	..	208	15,8	..	3,6	10,9	..
53	Biélorussie	6,2	..	..	..	335	..	..	4,9	4,1	4,2
54	Roumanie	2,8	..	..	..	155	3,2	..	1,6	..	..
55	Libye	5,3	50 <sup>h</sup>	0,0	..	81	..	8	2,9	..	..
56	Oman	0,1	..	0,0	..	61	..	..	0,7	..	..
57	Fédération de Russie	110,7	9,9 <sup>i</sup>	..	..	475	1,7	..	9,7	..	..
58	Bulgarie	2,1	..	..	..	151	6,8	..	1,7	..	..
59	Barbade	0,1	..	1,0	..	521	2,3	23	11,3	..	..
60	Palaos	..	..	..	..	295	..	..	0,0	..	..

Classement à l'IDH	Groupes vulnérables							Attitudes		
	Réfugiés par pays d'origine <sup>a</sup>	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays <sup>b</sup>	Personnes sans abri	Orphelins	Population carcérale	Taux de chômage de longue durée	Grave déficit alimentaire	Taux d'homicide	Justifications pour battre son épouse	
	(milliers)	(milliers)	(% de la population)	(milliers)	(pour 100 000 personnes)	(% de la main-d'œuvre)	(kilocalories par personne par jour)	(pour 100 000)	(% de femmes de 15 à 49 ans)	(% d'hommes de 15 à 49 ans)
	2012	2012	2009	2012	2002-2013 <sup>c</sup>	2005-2012 <sup>c</sup>	2011/2013	2008-2011	2005-2012 <sup>c</sup>	2005-2012 <sup>c</sup>
61 Antigua-et-Barbuda	0,0	..	9,4	..	403	..	100	6,8	..	..
62 Malaisie	0,5	..	0,3	..	132	..	23	..	..	..
63 Maurice	0,1	..	0,3	..	202	2,0	37	3,4	..	..
64 Trinité-et-Tobago	0,3	..	0,0	..	281	..	53	26,1	7,6	..
65 Liban	15,1	44,6	0,1	..	118	..	20	2,2	9,7 <sup>i</sup>	..
65 Panama	0,1	..	0,5	..	411	..	57	21,3	..	..
67 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	8,2	..	0,7	..	161	..	14	45,1	.. <sup>j</sup>	.. <sup>j</sup>
68 Costa Rica	0,3	..	1,4	..	314	..	57	10,0	..	..
69 Turquie	135,4	954-1,201 <sup>j</sup>	1,6	..	179	2,3	5	3,3	24,7	..
70 Kazakhstan	3,6	..	..	..	295	..	3	8,8	12,2	16,7
71 Mexique	8,4	..	0,7	..	210	0,1	2	23,7	..	..
71 Seychelles	0,0	..	0,2	..	709	..	49	..	..	..
73 Saint-Kitts-et-Nevis	0,0	..	0,2	..	714	..	72	38,2	..	..
73 Sri Lanka	132,8	90	12,1	..	132	1,5	200	3,6	53,2 <sup>j</sup>	..
75 Iran (République islamique d')	75,6	..	0,5	..	284	..	29	3,0	..	..
76 Azerbaïdjan	15,9	600 <sup>k</sup>	..	..	413	..	9	2,2	49,0	58,3
77 Jordanie	2,4	..	0,0	..	95	..	20	..	90,0 <sup>j</sup>	..
77 Serbie	157,9	225	..	..	142	18,7	..	1,3	2,9	6,6 <sup>j</sup>
79 Brésil	1,1	..	0,3	..	274	9,8	56	21,8	..	..
79 Géorgie	9,3	280 <sup>l</sup>	..	..	225 <sup>m</sup>	..	..	2,5	6,9	..
79 Grenade	0,3	..	0,0	..	424	..	138	11,5	..	..
82 Pérou	5,2	150	2,5	..	202	..	76	10,3	..	..
83 Ukraine	25,3	..	..	..	305	2,1	..	4,3	3,6	11,1
84 Belize	0,0	..	0,0	..	476	..	39	39,0	8,6	..
84 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	7,6	..	..	..	122	25,4	..	1,5	14,5	..
86 Bosnie-Herzégovine	51,9	113	..	..	80	25,4	..	1,3	4,8	6,0
87 Arménie	16,1	8,4	..	..	164	9,7	16	1,4	9,3	19,9
88 Fidji	1,3	..	1,9	..	174	2,6	18	..	..	..
89 Thaïlande	0,4	..	0,4	..	398	0,1	40	4,8	..	..
90 Tunisie	1,9	..	0,0	..	199	..	6	1,1	30,3	..
91 Chine	193,3	..	4,5	..	121 <sup>n</sup>	..	76	1,0	..	..
91 Saint-Vincent-et-les Grenadines	1,3	..	0,0	..	376	16,9	38	19,2	..	..
93 Algérie	5,7	..	0,8	..	162	7,1	15	0,8	67,9	..
93 Dominique	0,1	..	7,4	..	391	..	14	22,1	..	..
95 Albanie	12,6	..	..	..	158	10,6	..	4,4	29,8	36,4
96 Jamaïque	1,4	..	0,1	..	152	..	60	41,2	2,9 <sup>j</sup>	21,5 <sup>j</sup>
97 Sainte-Lucie	0,6	..	0,2	..	317	..	88	25,2	..	..
98 Colombie	111,8	4 900-5 500	1,7	..	245	..	70	33,2	..	..
98 Équateur	0,8	..	0,9	..	149	..	106	18,2	..	..
100 Suriname	0,0	..	0,0	..	186	..	70	4,6	12,5	..
100 Tonga	0,0	..	3,6	..	150	..	..	1,0	..	..
102 République dominicaine	0,3	..	1,5	..	240	..	107	25,0	4,1	..
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN</b>										
103 Maldives	0,0	..	13,9	..	307 <sup>o</sup>	..	35	1,6	30,8 <sup>j</sup>	14,3 <sup>j</sup>
103 Mongolie	2,1	..	0,0	..	287	3,4	188	9,5	10,1	8,8 <sup>j</sup>
103 Turkménistan	0,7	..	..	..	224	..	15	..	37,7 <sup>j</sup>	..
106 Samoa	0,0	..	16,0	..	228	..	23	1,1	60,8	45,7
107 Palestine (État de)	5 366,7 <sup>p</sup>	144,5	..	..	..	..	211	..	..	..
108 Indonésie	10,1	170	0,8	..	59	..	64	0,6	35,0 <sup>j</sup>	17,0 <sup>j</sup>
109 Botswana	0,1	..	2,0	160	205	10,4	187	14,5	..	..
110 Égypte	10,0	..	0,1	..	80	7,7	8	3,3	39,3	..
111 Paraguay	0,1	..	0,2	..	118	..	157	11,4	..	..
112 Gabon	0,2	..	0,0	61	196	..	35	13,8	50,2	39,7
113 Bolivie (État plurinational de)	0,6	..	0,8	..	140	1,3	140	7,7	16,1	..
114 Moldova (République de)	6,1	..	..	..	188 <sup>q</sup>	1,7	..	8,6	20,8	21,7 <sup>j</sup>
115 Salvador	8,2	..	0,0	..	422	..	78	70,2	..	..
116 Ouzbékistan	7,1	3,4	..	..	152	..	38	3,1	69,6	59,4 <sup>j</sup>
117 Philippines	1,0	72 <sup>r</sup>	3,3	..	111	0,1	100	5,4	14,1	..
118 Afrique du Sud	0,4	..	0,1	4 000	294	8,1	13	30,9	..	..
118 République arabe syrienne	728,2	6500	0,0	..	58	..	38	2,3	..	..
120 Iraq	746,4 <sup>s</sup>	2 100	0,0	..	110	..	217	2,0	51,2	..
121 Guyana	0,8	..	1,4	..	260	..	33	17,2	16,3	19,3

**TABLEAU 12 INSÉCURITÉ PERSONNELLE**

Classement à l'IDH	Groupes vulnérables							Attitudes		
	Réfugiés par pays d'origine <sup>a</sup>	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays <sup>b</sup>	Personnes sans abri	Orphelins	Population carcérale	Taux de chômage de longue durée	Grave déficit alimentaire	Taux d'homicide	Justifications pour battre son épouse	
	(milliers)	(milliers)	(% de la population)	(milliers)	(pour 100 000 personnes)	(% de la main-d'œuvre)	(kilocalories par personne par jour)	(pour 100 000)	(% de femmes de 15 à 49 ans)	(% d'hommes de 15 à 49 ans)
	2012	2012	2009	2012	2002-2013 <sup>c</sup>	2005-2012 <sup>e</sup>	2011/2013	2008-2011	2005-2012 <sup>e</sup>	2005-2012 <sup>e</sup>
121 Viet Nam	336,9 <sup>1</sup>	..	2,0	..	145 <sup>o</sup>	..	63	1,6	35,8	..
123 Cap-Vert	0,0	..	1,1	..	267	..	66	..	17,3	16,3 <sup>j</sup>
124 Micronésie (États fédérés de)	..	..	..	..	80	..	..	0,9	..	..
125 Guatemala	6,4	..	0,0	..	105	..	201	38,5	..	..
125 Kirghizistan	3,5	67	..	..	181	..	39	6,5	37,7	..
127 Namibie	1,1	..	0,0	130	191	30,9	212	..	35,2	40,8
128 Timor-Leste	0,0	..	0,2	..	25	0,4	254	6,9	86,2	80,7
129 Honduras	2,6	..	0,9	..	153	..	46	91,6	12,4	9,9
129 Maroc	2,4	..	0,0	..	220	5,8	31	1,4	63,9	..
131 Vanuatu	0,0	..	5,0	..	76	..	48	0,9	60,0	..
132 Nicaragua	1,5	..	0,4	..	153	..	144	12,6	13,7	..
133 Kiribati	0,0	..	4,8	..	114	..	48	7,3	75,6	59,7
133 Tadjikistan	0,7	..	..	..	130	..	249	2,1	74,4 <sup>j</sup>	..
135 Inde	14,3	540	1,0	..	30	1,4	121	3,5	54,4	51,0
136 Bhoutan	41,6	..	0,2	..	135	..	..	1,0	68,4	..
136 Cambodge	14,0	..	2,2	..	106	..	102	..	45,7 <sup>j</sup>	22,4 <sup>j</sup>
138 Ghana	24,3	..	1,2	1 000	54	..	18	15,7	44,1	25,7 <sup>j</sup>
139 Rép. démocratique populaire lao	8,0	..	19,7	..	69	..	195	4,6	58,2	49,1
140 Congo	12,2	7,8	2,1	220	31	..	234	30,8	75,7	..
141 Zambie	0,2	..	0,1	1 400	119	..	306	1,8	61,9	49,3
142 Bangladesh	10,2	..	2,1	..	42	..	118	2,7	32,5	..
142 Sao Tomé-et-Principe	0,0	..	0,0	..	128	..	45	3,6	19,5	21,7
144 Guinée équatoriale	0,2	..	0,0	..	95	..	..	20,7	..	..
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE</b>										
145 Népal	7,6	..	0,9	..	48	1,0	112	2,8	23,2	21,5
146 Pakistan	33,6	758 <sup>u</sup>	6,2	..	39	1,1	131	7,8	..	..
147 Kenya	8,9	412 <sup>v</sup>	0,0	2 600	121	..	166	6,3	52,6	44,0
148 Swaziland	0,1	..	0,0	120	284	..	262	..	27,6	23,1 <sup>j</sup>
149 Angola	20,2	..	0,2	1 100	105	..	153	19,0	..	..
150 Myanmar	215,3	498	0,3	..	120	..	..	10,2	..	..
151 Rwanda	97,5	..	0,1	590	492 <sup>w</sup>	..	201	17,1	56,2	25,1
152 Cameroun	13,4	..	0,1	1 300	119	..	85	..	46,5	38,7
152 Nigéria	18,0	..	0,5	11 500	32	..	42	12,2	45,6	..
154 Yémen	2,6	307	1,2	..	55 <sup>x</sup>	4,0	188	4,2	..	..
155 Madagascar	0,3	..	3,8	..	87	..	176	8,1	32,3	30,1
156 Zimbabwe	22,1	..	0,5	1 200	129	..	226	7,7	39,6	33,7
157 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,2	..	3,7	320	48	..	..	13,0	..	..
157 Îles Salomon	0,1	..	0,3	..	55	..	81	3,7	68,8	65,1
159 Comores	0,5	..	0,1	..	16	..	655	12,2	..	..
159 Tanzanie (République-Unie de)	1,1	..	0,2	3 100	78	..	221	24,5	53,5	38,1
161 Mauritanie	33,8	..	2,2	..	45	..	46	14,7	37,9	..
162 Lesotho	0,0	..	0,1	220	121	15,6	102	35,2	37,1	48,4
163 Sénégal	18,7	10-40	0,6	..	64	..	142	8,7	60,0	24,7
164 Ouganda	5,6	30	1,4	2 700	97	..	192	10,9	58,3	43,7
165 Bénin	0,5	..	0,9	450	75	..	34	15,1	46,6	13,5
166 Soudan	558,5 <sup>y</sup>	2900	1,3	..	56	..	..	24,2	47,0	..
166 Togo	15,7	..	1,8	360	64	..	98	10,9	43,0	..
168 Haïti	38,6	360	1,6	430	96	..	431	6,9	16,7	14,9
169 Afghanistan	2 585,6	493	0,7	..	76	..	..	2,4	90,2	..
170 Djibouti	0,6	..	3,1	43	83	..	143	3,4	..	..
171 Côte d'Ivoire	100,7	40-80 <sup>z</sup>	0,4	1 300	34 <sup>aa</sup>	..	133	56,9	47,9	42,0
172 Gambie	3,1	..	0,4	..	56	..	102	10,8	74,5	..
173 Éthiopie	74,9	..	0,2	4 500	136	1,3	314	25,5	68,4	44,9
174 Malawi	0,3	..	1,9	1 300	76	..	119	36,0	12,6	12,9
175 Libéria	23,5	..	0,2	190	46	..	201	10,1	59,3	30,2
176 Mali	149,9	353,4	0,7	..	36	..	39	8,0	87,2	..
177 Guinée-Bissau	1,2	..	0,1	120	..	..	61	20,2	40,2	..
178 Mozambique	0,2	..	3,0	2 000	65	5,9	269	3,3	22,9	19,9
179 Guinée	14,2	..	0,0	670	25	..	91	22,5	85,6	..
180 Burundi	73,6	78,8	1,0	680	72	..	581	4,1	72,9	44,3
181 Burkina Faso	1,5	..	0,4	980	28	..	178	18,0	43,5	34,1
182 Érythrée	247,8	10	0,4	160	..	..	488	17,8	70,7	..

Classement à l'IDH	Groupes vulnérables					Attitudes				
	Réfugiés par pays d'origine <sup>a</sup>	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays <sup>b</sup>	Personnes sans abri	Orphelins	Population carcérale	Taux de chômage de longue durée	Grave déficit alimentaire	Taux d'homicide	Justifications pour battre son épouse	
	(milliers)	(milliers)	(% de la population)	(milliers)	(pour 100 000 personnes)	(% de la main-d'œuvre)	(kilocalories par personne par jour)	(pour 100 000)	(% de femmes de 15 à 49 ans)	(% d'hommes de 15 à 49 ans)
	2012	2012	2009	2012	2002-2013 <sup>c</sup>	2005-2012 <sup>c</sup>	2011/2013	2008-2011	2005-2012 <sup>c</sup>	2005-2012 <sup>c</sup>
183 Sierra Leone	7,4	..	0,4	370	52	..	209	14,9	73,3	..
184 Tchad	15,8	90	1,1	960	41	..	216	15,8	62,3	..
185 République centrafricaine	162,4	533 <sup>ab</sup>	2,2	..	19	..	196	29,3	79,6	80,3 <sup>i</sup>
186 Congo (République démocratique du)	509,2	2 770	0,4	5 100	33	..	..	21,7	75,9	..
187 Niger	0,8	..	1,3	..	42	..	77	3,8	70,1	..
<b>AUTRES PAYS OU TERRITOIRES</b>										
Corée, Rép. populaire démocratique de	1,1	..	5,3	..	..	..	238	15,2	..	..
Îles Marshall	0,0	..	..	..	58	..	..	..	55,9	57,6
Monaco	0,0	..	..	..	73	..	..	0,0	..	..
Nauru	..	..	..	..	277	..	..	9,8	..	..
Saint-Marin	0,0	..	..	..	6	..	..	..	..	..
Somalie	1 136,1	1 133	6,8	..	..	..	..	1,5	75,7 <sup>ac</sup>	..
Soudan du Sud	86,9 <sup>ad</sup>	430	..	470	65	..	..	..	78,5	..
Tuvalu	0,0	..	5,5	..	120	..	..	..	70,0	73,1
<b>Groupes d'indice de développement humain</b>										
Développement humain très élevé	86,9	—	..	..	283	3,1	..	2,3	..	..
Développement humain élevé	1 136,6	—	3,2	..	186	..	62	6,4	..	..
Développement humain moyen	7 369,0	—	1,1	..	63	..	104	4,7	46,8	..
Développement humain faible	5 085,4	—	1,6	..	71	..	157	14,1	53,8	..
<b>Régions</b>										
États arabes	8 585,0	—	0,5	..	116	..	56	4,9	..	..
Asie de l'Est et Pacifique	784,3	—	3,6	..	123	..	76	1,8	..	..
Europe et Asie centrale	463,9	—	..	..	220	..	..	3,8	26,8	..
Amérique latine et Caraïbes	207,9	—	0,7	..	230	..	57	22,7	..	..
Asie du Sud	2 901,2	—	1,7	..	46	..	119	3,8	51,9	..
Afrique subsaharienne	1 768,7	—	0,7	4 535	91	..	149	17,4	54,7	..
<b>Pays moins développés</b>	6 185,7	—	1,3	..	77	..	187	12,8	52,0	..
<b>Petits États insulaires en développement</b>	54,1	—	1,8	..	231	..	152	14,2	..	..
<b>Monde</b>	<b>14 902,2</b>	<b>—</b>	<b>2,1</b>	<b>..</b>	<b>145</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>6,5</b>	<b>..</b>	<b>..</b>

**NOTES**

- a** Les données concernent ceux reconnus selon la Convention des Nations Unies de 1951, le protocole de l'ONU de 1967 et la convention de l'Organisation de l'unité africaine de 1969. En l'absence de chiffres officiels, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) a estimé la population de réfugiés dans 25 pays industrialisés, en se basant sur 10 ans de reconnaissance du statut de réfugié.
- b** Pour obtenir des commentaires détaillés sur les estimations, rendez-vous sur [www.internal-displacement.org](http://www.internal-displacement.org).
- c** Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.
- d** Un nombre limité de pays enregistrent les statistiques concernant les réfugiés et les demandeurs d'asile par pays de naissance, plutôt que par pays d'origine. Cela affecte le nombre de réfugiés enregistrés provenant des États-Unis.
- e** Exclut certains territoires d'Afrique, des Amériques et d'Océanie.
- f** Inclut plus de 200 000 Chypriotes grecs et turcs déplacés en 1974.
- g** Exclut la République turque de Chypre-Nord qui n'est pas reconnue par la communauté internationale.
- h** Ne comprend pas les non Libyens déplacés à l'intérieur du pays.
- i** Comprend les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays issues de Tchétchénie et d'Ossétie du Nord, ayant le statut de migrant forcé dans le Caucase du Nord et à l'extérieur.
- j** Données basées sur une enquête de l'université Hacettepe commandée par le gouvernement.
- k** Comprend les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays du Haut-Karabakh et les secteurs proches, ainsi que les enfants nés pendant le déplacement.
- l** Comprend les personnes déplacées en 2008 et dans les années 1990, ainsi que 10 000 personnes déplacées à l'intérieur de l'Ossétie du Sud. Inclut également celles qui

- ont rentrées chez elles ou ont été relogées avec leurs enfants sous le statut de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.
- m** Ne comprend pas l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, déclarées indépendantes de la Géorgie.
- n** Ne comprend pas les personnes en détention préventive ou administrative.
- o** Uniquement les prisonniers condamnés.
- p** Comprend les réfugiés Palestiniens placés sous la responsabilité de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.
- q** Ne comprend pas la Transnistrie, non reconnue par la communauté internationale.
- r** Comprend les personnes vivant dans des camps et des sites de relogement reconnus par le gouvernement et celles déplacées par un conflit armé, la violence clanique et le crime en 2012, mais pas les personnes déplacées hébergées à l'intérieur de leur propre pays ou dont le retour ou la réimplantation ailleurs n'a pas été possible.
- s** Les chiffres concernant les réfugiés iraqiens en Jordanie et dans la République arabe syrienne sont des estimations officielles. Au 31 décembre 2013, le UNHCR avait enregistré et aidé 90 500 iraqiens dans les deux pays.
- t** Près de 300 000 réfugiés Vietnamiens sont bien intégrés et bénéficient de la protection effective du gouvernement de la Chine.
- u** Comprend uniquement les personnes déplacées dans la province Khyber Pakhtunkhwa, et les zones tribales sous administration fédérale qui satisfont aux critères d'enregistrement des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.
- v** Comprend les personnes déplacées suite aux violences post-électorales de 2007 et celles déplacées par des épisodes de violence antérieurs.
- w** Comprend des milliers de condamnés ou en attente de procès liés au génocide de 1994.
- x** Uniquement les prisons du ministère de l'Intérieur.

- y** Peut inclure des citoyens du Soudan du Sud.
- z** Ne comprend pas les personnes déplacées pendant le conflit de 2002 à 2007.
- aa** Uniquement les prisons sous le contrôle du gouvernement.
- ab** Estimation brute, car l'accès aux populations affectées est limité.
- ac** Les données ne correspondent pas à la définition type ou ne concernent qu'une partie du pays.
- ad** Un nombre indéfini de réfugiés et de demandeurs d'asile du Soudan du Sud peuvent être inclus au Soudan.

**DÉFINITIONS**

- Réfugiés par pays d'origine** : groupes de personnes qui, craignant avec raison d'être persécutés du fait de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leurs opinions politiques ou de leur appartenance à un certain groupe social, ont fui leur pays d'origine et ne peuvent ou ne veulent pas y retourner.
- Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays** : groupes de personnes qui ont été forcées à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme et pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État.
- Personnes sans abri** : personnes ne disposant d'aucun endroit où loger suite à une catastrophe naturelle, portant leur rares possessions, dormant dans la rue, sous des porches ou sur les quais, ou dans tout autre lieu, de façon plus ou moins aléatoire, exprimées en pourcentage de la population totale.
- Orphelins** : nombre d'enfants (entre 0 et 17 ans) qui ont perdu l'un de leurs parents ou les deux, toutes causes confondues.

- Population carcérale** : nombre de prisonniers adultes et jeunes (y compris ceux en détention provisoire, sauf indication contraire), exprimé pour 100 000 personnes.
- Taux de chômage de longue durée** : pourcentage de la population active (employée et au chômage) âgée de 15 ans et plus qui ne travaille pas mais est disponible pour travailler et a entrepris les démarches visant à trouver un emploi rémunéré ou indépendant depuis au moins 12 mois.
- Grave déficit alimentaire** : Nombre de kilocalories nécessaires pour sortir les personnes sous-alimentées de leur situation, toutes choses étant égales par ailleurs.
- Taux d'homicide** : nombre de morts infligées par une personne à une autre personne à dessein et de manière illégale, exprimé pour 100 000 personnes.
- Justifications pour battre son épouse** : pourcentage de femmes et d'hommes âgés de 15 à 49 ans qui considèrent qu'un mari a le droit de battre ou de frapper son épouse pour au moins une des raisons suivantes : si elle brûle les aliments, conteste ses décisions, sort sans autorisation, néglige les enfants ou refuse des relations sexuelles.

- PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES**
- Colonne 1** : UNHCR 2013.
- Colonne 2** : IDMC 2013.
- Colonne 3** : Division de statistique 2013.
- Colonnes 4, 9 et 10** : UNICEF 2014.
- Colonne 5** : International Centre for Prison Studies 2013.
- Colonne 6** : OIT 2013a.
- Colonne 7** : FAO 2013a.
- Colonne 8** : UNODC 2013.

Classement à l'IDH	Commerce		Flux financiers					Mobilité humaine			Communication			
	Éloignement (kilomètres)	Commerce international (% du PIB)	Investissements directs étrangers flux nets (% du PIB)	Flux de capitaux privés (% du PIB)	Aide publique au développement nette reçue <sup>a</sup> (% du RNB)	Transferts d'argent, entrées (% du PIB)	Réserves totales (or exclus) (% du PIB)	Taux net de migration	Effectifs d'émigrants	Tourisme récepteur international	Utilisateurs d'Internet	Trafic téléphonique international (minutes par personne)		
								(pour 1 000 personnes)	(% de la population)	(milliers)	(% de la population)	Entrant	Sortant	
	2012	2012 <sup>a</sup>	2012 <sup>b</sup>	2012 <sup>b</sup>	2011	2011 <sup>c</sup>	2012 <sup>a</sup>	2010-2015 <sup>d</sup>	2013	2011	2012	2006-2011 <sup>e</sup>	2006-2011 <sup>e</sup>	
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ</b>														
1	Norvège	5 709	68,2	1,5	12,8	-1,0	0,16	3,4	6,0	13,8 <sup>f</sup>	4 963	95,0	..	251,0
2	Australie	13 506	42,6	4,8	-3,6	-0,4	0,14	0,7	6,5	27,7 <sup>g</sup>	5 875	82,3	..	..
3	Suisse	5 878	91,6	1,5	4,0	-0,5	0,50	..	8,0	28,9	8 534	85,2	..	422,2
4	Pays-Bas	5 741	165,9	-1,1	9,4	-0,8	0,21	1,6	0,6	11,7	11 300	93,0	..	99,9
5	États-Unis	8 678	31,7	1,3	-2,3	-0,2	0,04	..	3,1	14,3	62 711	81,0	81,2	199,8
6	Allemagne	5 972	97,6	0,8	4,3	-0,4	0,37	10,3	1,3	11,9	28 374	84,0	..	180,5
7	Nouvelle-Zélande	14 121	59,0	2,7	-4,5	-0,3	0,55	0,4	3,3	25,1	2 572	89,5	..	174,0
8	Canada	7 000	62,1	2,5	-1,9	-0,3	..	0,6	6,3	20,7	16 014	86,8	..	..
9	Singapour	10 132	379,1	20,6	5,7	..	..	0,1	15,0	42,9	10 390	74,2	483,4	1 582,4
10	Danemark	5 696	104,6	0,4	6,4	-0,9	0,38	3,5	2,7	9,9	7 363	93,0	176,7	205,0
11	Irlande	5 796	192,4	15,7	-1,2	-0,5	0,34	..	2,2	15,9	7 630	79,0	..	430,5
12	Suède	5 735	91,3	0,7	0,5	-1,0	0,14	..	4,2	15,9	5 006	94,0	..	173,7
13	Islande	5 866	112,1	3,8	41,9	-0,2	0,15	13,4	3,3	10,4	566	96,0	209,5	131,3
14	Royaume-Uni	5 930	65,7	2,3	14,3	-0,6	0,07	..	2,9	12,4	29 306	87,0	..	143,2
15	Hong Kong, Chine (RAS)	8 740	447,2	38,7	4,2	..	0,14	..	4,2	38,9	22 316	72,8	492,3	1 700,7
15	Corée (République de)	8 000	109,9	0,4	0,8	..	0,76	..	1,2	2,5	9 795	84,1	22,4	51,2
17	Japon	8 956	31,2	0,0	2,7	-0,2	0,04	1,4	0,6	1,9	6 219	79,1	14,1	27,3
18	Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	6,4	..	33,1	53	89,4	..	..
19	Israël	6 783	72,2	4,3	1,3	-0,1	0,23	1,6	-2,0	26,5	2 820	73,4	..	..
20	France	5 990	57,1	2,5	-1,6	-0,5	0,69	8,2	2,0	11,6	81 411	83,0	172,9	190,7
21	Autriche	5 860	110,5	0,5	1,2	-0,3	0,64	3,1	3,5	15,7	23 012	81,0	..	211,3
21	Belgique	5 746	168,4	-0,4	-9,2	-0,5	2,12	2,9	2,7	10,4	7 494	82,0	..	257,5
21	Luxembourg	5 740	311,4	31,0	-449,3	-1,0	2,94	..	9,7	43,3	871	92,0	809,9	821,8
24	Finlande	5 763	80,1	0,7	-2,2	-0,5	0,29	..	1,8	5,4	4 192	91,0	..	..
25	Slovénie	5 889	147,3	0,0	0,0	-0,1	0,86	0,5	2,1	11,3	2 037	70,0	85,6	101,4
26	Italie	6 224	59,3	0,4	-0,8	-0,2	0,32	..	3,0	9,4	46 119	58,0	..	162,2
27	Espagne	6 320	63,4	2,7	1,7	-0,3	0,67	..	2,6	13,8 <sup>h</sup>	56 694	72,0	..	118,1
28	République tchèque	5 776	150,7	5,4	-5,8	-0,1	0,84	..	3,8	4,0	8 775	75,0	125,5	46,5
29	Grèce	6 347	59,0	1,2	50,3	-0,1	0,41	2,7	0,9	8,9	16 427	56,0	88,1	168,1
30	Brunéi Darussalam	10 034	112,5	7,4	-4,3	1,0	..	..	0,8	49,3	242	60,3	..	..
31	Qatar	7 409	96,5	-0,1	14,6	..	0,33	1,8	48,8	73,8	2 527	88,1	427,4	..
32	Chypre	6 581	86,7	4,3	-32,2	..	0,51	4,5	6,2	18,2 <sup>i</sup>	2 392	61,0	248,8	460,5
33	Estonie	5 743	184,4	7,4	-2,0	-0,1	1,84	..	0,0	16,3	2 665	79,0	127,0	85,0
34	Arabie saoudite	7 423	86,4	1,7	-0,6	..	0,04	1,1	2,1	31,4	17 498	54,0	106,6	632,4
35	Lituanie	5 785	167,9	1,6	-3,9	..	4,56	0,1	-1,9	4,9	1 775	68,0	81,4	37,3
35	Pologne	5 814	92,0	0,6	-4,8	-0,1	1,48	1,5	-0,2	1,7	13 350	65,0	..	34,6
37	Andorre	..	..	..	..	..	..	..	..	56,9	1 948	86,4	641,0	711,5
37	Slovaquie	5 843	186,3	3,8	-14,8	-0,1	1,83	3,0	0,6	2,7	1 460	80,0	100,2	73,3
39	Malte	6 380	185,5	4,7	22,9	..	0,40	5,7	2,1	8,0	1 412	70,0	..	141,5
40	Émirats arabes unis	7 526	169,6	2,2	..	..	..	0,8	11,4	83,7	..	85,0	313,3	654,5
41	Chili	12 324	68,1	11,3	-2,2	0,0	0,00	3,4	0,3	2,3	3 070	61,4	22,7	11,5
41	Portugal	6 380	78,1	6,5	9,4	-0,3	1,59	2,2	1,9	8,4	7 264	64,0	..	115,6
43	Hongrie	5 885	181,8	6,8	-4,0	-0,1	1,76	1,1	1,5	4,7	10 250	72,0	115,9	50,2
44	Bahreïn	7 323	123,7	2,7	-18,8	0,1	..	5,2	3,4	54,7	6 732	88,0	285,7	1 585,8
44	Cuba	8 274	38,6	0,0	..	..	..	..	-2,5	0,1	2 688	25,6	32,2	2,9
46	Koweït	7 114	95,7	0,2	9,6	..	..	1,5	18,3	60,2	269	79,2	..	..
47	Croatie	5 911	86,6	2,3	-6,7	..	2,23	0,3	-0,9	17,6	9 927	63,0	98,7	53,1
48	Lettonie	5 749	125,7	3,2	-7,5	..	2,45	..	-1,0	13,8	1 493	74,0	..	..
49	Argentine	12 258	37,1	2,7	-2,4	0,0	0,15	2,1	-0,5	4,5	5 705	55,8	..	18,4
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ</b>														
50	Uruguay	12 159	65,2	4,7	-8,9	0,0	0,22	0,5	-1,8	2,2	2 857	55,1	76,2	47,9
51	Bahamas	8 002	101,0	7,6	-4,0	0,3	..	1,9	5,2	16,3	1 346	71,7	..	..
51	Monténégro	..	106,4	12,4	-13,0	1,6	7,62	..	-0,8	8,2	1 201	56,8	..	..
53	Biélorussie	5 823	158,7	2,3	-1,8	0,5	1,27	..	-0,2	11,6	116	46,9	88,2	64,7
54	Roumanie	6 077	85,1	1,4	-4,0	..	2,13	0,8	-0,4	0,9	7 611	50,0	115,5	40,3
55	Libye	6 566	94,8	2,2	5,0	..	..	3,5	-7,7	12,2	34	19,9	..	..
56	Oman	7 626	94,5	1,1	0,8	..	0,06	..	59,2	30,6	1 048	60,0	247,9	215,8
57	Fédération de Russie	6 080	51,6	2,6	-1,0	..	0,26	9,0	1,5	7,7	24 932	53,3	..	59,3
58	Bulgarie	6 106	137,0	4,0	-0,8	0,8	2,77	1,8	-1,4	1,2	6 328	55,1	107,3	51,1
59	Barbade	8 615	99,7	9,1	-10,4	0,1	2,22	2,4	1,4	11,3	568	73,3	..	..

Classement à l'IDH	Commerce		Flux financiers				Réserves totales (or exclus)	Mobilité humaine			Communication			
	Éloignement (kilomètres)	Commerce international (% du PIB)	Investissements directs étrangers flux nets (% du PIB)	Flux de capitaux privés (% du PIB)	Aide publique au développement nette reçue <sup>a</sup> (% du RNB)	Transferts d'argent, entrées (% du PIB)		Taux net de migration (pour 1 000 personnes)	Effectifs d'émigrants (% de la population)	Tourisme récepteur international (milliers)	Utilisateurs d'Internet (% de la population)		Trafic téléphonique international (minutes par personne)	
											Entrant	Sortant	2006-2011 <sup>e</sup>	2006-2011 <sup>e</sup>
60 Palaos	10 216	153,2	0,9	..	20,7	..	3,6	..	26,7	109	..	157,6	180,0	
61 Antigua-et-Barbuda	8 344	105,0	5,1	-6,6	1,4	1,82	4,3	-0,1	31,9	241	83,8	367,6	180,0	
62 Malaisie	9 949	163,0	4,2	-3,9	0,0	0,42	..	3,1	8,3 <sup>l</sup>	24 714	65,8	..	..	
63 Maurice	10 613	119,9	2,4	-96,7	1,7	0,00	14,5	0,0	3,6 <sup>k</sup>	965	41,4	150,0	102,4	
64 Trinité-et-Tobago	8 835	91,9	2,4	..	..	0,39	..	-2,2	2,4	386	59,5	192,2	205,9	
65 Liban	6 677	72,9	8,7	-2,8	1,1	18,26	..	21,3	17,6	1 655	61,2	314,6	86,3	
65 Panama	9 308	147,5	9,3	-8,0	0,4	1,24	..	1,5	4,1	1 473	45,2	54,7	102,5	
67 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	8 975	50,4	0,6	-1,2	0,0	0,04	1,5	0,3	3,9	595	44,0	34,2	21,8	
68 Costa Rica	9 325	79,4	5,3	-8,8	0,1	1,27	2,3	2,7	8,6	2 192	47,5	85,5	43,0	
69 Turquie	6 306	58,0	1,6	-6,2	0,1	0,14	5,6	0,9	2,5	34 038	45,1	58,3	16,1	
70 Kazakhstan	6 933	78,5	7,1	2,6	0,1	0,10	1,2	0,0	21,1	3 393	53,3	45,1	41,5	
71 Mexique	9 118	66,9	1,1	-5,2	0,1	2,04	..	-2,0	0,9	23 403	38,4	..	..	
71 Seychelles	9 484	144,7	13,1	-11,2	2,1	2,41	..	-3,4	13,0	194	47,1	63,2	93,4	
73 Saint-Kitts-et-Nevis	8 346	72,6	15,2	-12,2	2,5	6,35	..	..	10,5	92	79,3	821,4	630,3	
73 Sri Lanka	9 181	60,7	1,6	-3,3	1,0	8,71	0,3	-3,0	1,5	856	18,3	28,5	..	
75 Iran (République islamique d')	6 873	..	0,8	..	..	0,26	0,3	-0,8	3,4	3 354	26,0	..	..	
76 Azerbaïdjan	6 592	74,3	7,7	-1,6	0,5	2,87	..	0,0	3,4 <sup>l</sup>	1 562	54,2	78,7	19,9	
77 Jordanie	6 784	119,1	5,1	-5,7	3,3	11,97	2,2	11,3	40,2	3 975	41,0	108,0	143,4	
77 Serbie	5 987	92,4	6,2	-6,6	1,3	7,56	..	-2,1	5,6 <sup>m</sup>	764	48,1	99,4	40,5	
79 Brésil	11 491	26,5	3,4	-3,4	0,2	0,11	1,0	-0,2	0,3	5 433	49,8	1,0	2,1	
79 Géorgie	6 448	96,2	5,0	-9,2	3,9	10,65	0,4	-5,8	4,4 <sup>n</sup>	2 822	45,5	62,4	34,9	
79 Grenade	8 726	73,8	5,3	-3,0	1,6	3,71	1,9	-8,1	10,7	118	42,1	487,2	315,3	
82 Pérou	10 907	49,9	4,7	-4,3	0,4	1,53	..	-2,0	0,3	2 598	38,2	92,1	19,7	
83 Ukraine	5 943	110,3	4,4	-6,4	0,5	4,79	1,9	-0,2	11,4	21 415	33,7	..	..	
84 Belize	8 870	130,8	6,6	-5,6	0,4	5,23	3,7	4,6	15,3	250	25,0	130,0	147,6	
84 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	6 113	129,3	3,4	-2,5	1,6	4,17	..	-0,5	6,6	327	63,1	230,2	22,2	
86 Bosnie-Herzégovine	6 005	110,8	3,7	-3,3	0,1	10,73	..	-0,3	0,6	392	65,4	200,1	43,8	
87 Arménie	6 506	72,3	4,9	-4,8	3,5	19,66	0,0	-3,4	10,6	758	39,2	176,2	253,3	
88 Fidji	12 589	105,6	5,4	-6,0	2,0	4,14	..	-6,6	2,6	675	33,7	..	..	
89 Thaïlande	9 132	148,8	2,4	0,2	0,0	1,32	8,2	0,3	5,6	19 230	26,5	14,3	11,1	
90 Tunisie	6 323	106,6	0,9	-3,4	1,5	4,32	1,2	-0,6	0,3	4 785	41,4	57,2	15,9	
91 Chine	8 513	58,7	3,0	-2,9	0,0	0,55	0,2	-0,2	0,1	57 581	42,3	9,1	2,8	
91 Saint-Vincent-et-les Grenadines	8 632	82,9	15,9	-18,0	2,8	4,27	3,4	-9,1	9,4	74	47,5	439,1	146,4	
93 Algérie	6 359	52,4	1,4	-1,0	0,1	0,10	0,7	-0,3	0,7	2 395	15,2	57,9	25,5	
93 Dominique	8 475	89,6	7,2	-4,9	5,2	4,87	4,3	..	8,9	76	55,2	134,1	164,3	
95 Albanie	6 128	89,8	9,6	-6,9	2,4	8,96	..	-3,2	3,1	2 932	54,7	252,0	24,0	
96 Jamaïque	8 541	84,7	1,2	-2,7	0,4	14,60	2,4	-5,8	1,3	1 952	46,5	259,7	882,7	
97 Sainte-Lucie	8 566	114,1	6,7	-11,6	3,0	2,43	..	0,0	6,7	312	48,6	284,5	200,8	
98 Colombie	9 603	38,7	4,3	-5,8	0,4	1,25	2,1	-0,5	0,3	2 385	49,0	..	..	
98 Équateur	10 014	64,4	0,8	-0,9	0,3	3,49	..	-0,4	2,3	1 141	35,1	60,6	11,6	
100 Suriname	9 093	..	3,4	-1,3	2,3	0,09	..	-1,9	7,7	220	34,7	..	..	
100 Tonga	12 825	78,5	2,4	..	21,1	16,68	0,2	-15,4	5,2	46	34,9	..	..	
102 République dominicaine	8 371	58,9	4,1	-5,6	0,4	6,56	0,8	-2,7	3,9	4 306	45,0	123,9	21,0	
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN</b>														
103 Maldives	9 236	214,4	13,1	-12,8	2,7	0,14	0,8	0,0	24,4	931	38,9	..	327,6	
103 Mongolie	7 108	127,8	53,8	-65,6	4,3	3,19	..	-1,1	0,6	457	16,4	38,6	19,1	
103 Turkménistan	6 842	123,2	11,4	..	0,1	..	..	-1,0	4,3	8	7,2	..	..	
106 Samoa	12 241	90,5	2,3	-3,8	16,6	21,94	0,4	-13,4	3,0	121	12,9	..	..	
107 Palestine (État de)	..	..	..	..	..	..	1,0	-2,0	5,9 <sup>o</sup>	449	..	..	..	
108 Indonésie	10 862	50,1	2,3	-2,7	0,1	0,82	3,6	-0,6	0,1	7 650	15,4	..	..	
109 Botswana	10 458	95,1	2,0	-1,5	0,2	0,41	26,3	2,0	7,2	2 145	11,5	..	31,3	
110 Égypte	6 859	44,8	-0,2	-0,2	0,2	6,07	1,0	-0,5	0,4	9 497	44,1	69,8	6,9	
111 Paraguay	11 491	93,5	1,6	-3,4	0,4	3,43	0,4	-1,2	2,7	524	27,1	76,5	14,3	
112 Gabon	8 696	..	3,9	..	0,5	..	1,0	0,6	23,6	..	8,6	11,0	17,7	
113 Bolivie (État plurinational de)	11 042	85,1	3,6	-2,6	0,5	4,36	0,7	-2,4	1,4	807	34,2	83,7	6,8	
114 Moldova (République de)	6 007	128,1	2,3	-2,1	6,0	22,81	..	-5,9	11,2 <sup>p</sup>	11	43,4	224,1	62,7	
115 Salvador	9 153	74,9	1,1	-5,9	1,3	15,84	4,2	-7,1	0,7	1 184	25,5	258,4	234,8	
116 Ouzbékistan	6 879	64,4	3,1	..	0,5	..	0,3	-1,4	4,4	975	36,5	..	..	
117 Philippines	9 442	64,8	1,1	-1,8	-0,1	10,25	1,4	-1,4	0,2	3 917	36,2	..	..	
118 Afrique du Sud	11 090	59,6	1,5	-1,8	0,3	0,29	1,6	-0,4	4,5	8 339	41,0	..	..	
118 République arabe syrienne	6 710	71,1	2,5	-2,2	..	2,74	..	-13,7	6,4	8 546	24,3	81,1	22,2	

**TABLEAU 13 INTÉGRATION INTERNATIONALE**

Classement à l'IDH	Commerce		Flux financiers					Mobilité humaine			Communication			
	Éloignement (kilomètres)	Commerce international (% du PIB)	Investissements directs étrangers flux nets (% du PIB)	Flux de capitaux privés (% du PIB)	Aide publique au développement nette reçue <sup>a</sup> (% du RNB)	Transferts d'argent, entrées (% du PIB)	Réserves totales (or exclus) (% du PIB)	Taux net de migration	Effectifs d'émigrants	Tourisme récepteur international	Utilisateurs d'Internet	Trafic téléphonique international (minutes par personne)		
								(pour 1 000 personnes)	(% de la population)	(milliers)	(% de la population)	Entrant	Sortant	
	2012	2012 <sup>a</sup>	2012 <sup>b</sup>	2012 <sup>b</sup>	2011	2011 <sup>c</sup>	2012 <sup>a</sup>	2010-2015 <sup>a</sup>	2013	2011	2012	2006-2011 <sup>e</sup>	2006-2011 <sup>e</sup>	
120	Iraq	6 848	..	0,8	1,3	1,7	0,21	1,2	2,7	0,3	1 518	7,1	..	..
121	Guyana	9 073	..	6,4	-6,7	6,2	14,48	1,3	-8,2	1,8	157	34,3	110,2	46,1
121	Viet Nam	8 671	180,0	6,0	-6,5	3,0	6,95	0,4	-0,4	0,1	6 014	39,5	..	..
123	Cap-Vert	8 000	114,8	2,8	-3,7	0,1	9,28	4,0	-6,9	3,0	428	34,7	172,6	34,1
124	Micronésie (États fédérés de)	10 636	..	2,5	..	41,2	..	1,5	-15,7	2,5	26	26,0	..	..
125	Guatemala	9 114	60,8	2,3	-3,7	0,9	9,45	3,3	-1,0	0,5	1 823	16,0	138,6	48,7
125	Kirghizistan	6 892	136,2	11,2	-5,8	9,2	27,57	..	-6,3	4,1	3 114	21,7	47,0	83,0
127	Namibie	10 276	95,0	7,7	-4,4	2,4	0,12	..	-0,3	2,2	984	12,9	41,1	28,9
128	Timor-Leste	11 254	..	4,3	216,3	..	11,99	4,3	-13,3	1,0	51	0,9	7,0	11,7
129	Honduras	9 074	120,6	5,9	-5,9	3,8	15,87	..	-1,2	0,3	871	18,1	91,1	186,1
129	Maroc	6 601	86,6	2,5	-2,6	1,3	7,31	0,0	-2,7	0,2	9 342	55,0	123,3	23,9
131	Vanuatu	12 466	95,0	7,4	-7,4	12,4	2,77	1,5	0,0	1,2	94	10,6	..	..
132	Nicaragua	9 205	98,2	7,7	-8,3	7,6	9,48	2,4	-4,0	0,7	1 060	13,5	..	..
133	Kiribati	11 212	..	2,3	..	27,1	..	..	-2,0	2,6	5	10,7	..	..
133	Tadjikistan	6 986	73,9	0,2	-0,2	5,5	46,91	0,0	-2,5	3,4	183	14,5	..	..
135	Inde	7 843	55,4	1,7	-1,1	0,2	3,41	3,5	-0,4	0,4	6 309	12,6	20,4	7,6
136	Bhoutan	7 944	87,3	0,9	..	0,2	0,57	4,8	2,7	6,7	66	25,4	..	..
136	Cambodge	9 332	113,6	7,0	-10,6	0,1	1,25	..	-2,3	0,5	2 882	4,9	..	..
138	Ghana	8 385	102,1	8,1	-8,7	4,8	0,38	..	-0,8	1,4	931	17,1	50,8	27,3
139	Rép. démocratique populaire lao	8 816	82,3	3,7	-3,8	5,2	1,34	2,1	-2,2	0,3	1 786	10,7	..	..
140	Congo	9 012	122,1	20,3	..	2,4	..	0,0	-2,1	9,7	101	6,1	31,9	73,3
141	Zambie	9 846	83,1	10,3	-8,2	6,1	0,24	2,5	-0,6	0,7	815	13,5	8,7	4,9
142	Bangladesh	8 214	60,3	1,0	-0,9	0,9	10,78	1,6	-2,6	0,9	303	6,3	141,6	2,9
142	Sao Tomé-et-Principe	8 714	68,8	8,5	-7,0	30,2	2,77	..	-1,6	3,3	8	21,6	46,2	21,8
144	Guinée équatoriale	8 465	139,9	4,4	..	0,2	..	1,8	5,3	1,3	..	13,9	..	..
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE</b>														
145	Népal	7 855	42,4	0,5	..	4,7	22,22	3,7	-2,9	3,5	736	11,1	14,0	..
146	Pakistan	7 322	33,1	0,4	-0,4	1,6	5,82	..	-1,8	2,2	907	10,0	44,2	20,6
147	Kenya	8 954	71,8	1,0	-0,8	7,4	2,72	2,5	-0,2	2,2	1 470	32,1	14,6	15,3
148	Swaziland	10 604	141,3	2,4	-5,0	3,2	1,38	4,7	-1,0	2,0	879	20,8	339,8	22,7
149	Angola	9 343	108,3	-2,9	8,6	0,2	0,00	..	0,6	0,4	481	16,9	..	..
150	Myanmar	..	..	..	..	..	..	0,2	-0,4	0,2	391	1,1	2,7	0,2
151	Rwanda	8 925	46,0	1,7	-2,3	20,2	1,62	..	-0,8	3,8	619	8,0	3,2	9,0
152	Cameroun	8 455	65,4	1,4	-0,5	0,3	0,45	0,1	-0,5	1,3	573	5,7	22,1	5,2
152	Nigéria	8 326	75,2	3,6	-7,9	0,8	8,45	..	-0,4	0,7	715	32,9	18,6	7,9
154	Yémen	7 912	65,1	-2,2	1,9	1,5	4,43	5,4	-1,1	1,3	1 025	17,4	80,9	4,8
155	Madagascar	10 325	63,2	9,2	..	4,2	..	0,1	0,0	0,1	225	2,1	4,0	2,1
156	Zimbabwe	10 030	137,3	4,0	..	7,4	..	..	5,7	2,6	2 423	17,1	32,6	14,5
157	Papouasie-Nouvelle-Guinée	11 638	..	-2,5	0,8	4,9	0,09	..	0,0	0,3	165	2,3	..	..
157	Îles Salomon	11 809	72,9	12,2	-16,3	49,6	0,19	..	-4,3	1,4	23	7,0	..	..
159	Comores	9 758	67,1	1,1	..	8,5	..	4,5	-2,8	1,7	11	6,0	..	..
159	Tanzanie (République-Unie de)	9 370	81,3	4,6	-6,0	10,4	0,32	0,4	-0,6	0,6	795	13,1	3,7	3,1
161	Mauritanie	7 690	152,3	1,1	..	9,2	..	3,0	-1,0	2,3	..	5,4	38,4	15,2
162	Lesotho	10 772	154,5	5,2	-5,4	9,0	25,72	..	-1,9	0,1	397	4,6	8,4	5,6
163	Sénégal	7 941	68,0	2,0	-2,7	7,4	10,23	8,5	-1,4	1,5	1 001	19,2	77,0	26,3
164	Ouganda	8 793	58,1	8,7	-8,7	9,6	5,64	0,7	-0,8	1,4	1 151	14,7	..	6,0
165	Bénin	8 305	41,9	1,6	-1,1	0,1	2,53	3,2	-0,2	2,3	209	3,8	32,6	27,8
166	Soudan	7 763	34,8	4,8	-4,2	1,9	2,22	4,7	-4,3	1,2	536	21,0	34,7	12,6
166	Togo	8 327	97,6	1,5	-0,8	15,5	9,13	5,3	-0,3	3,0	300	4,0	33,4	9,8
168	Haiti	8 407	68,8	2,5	..	23,2	21,12	2,0	-3,4	0,4	349	10,9	..	..
169	Afghanistan	7 192	45,3	0,5	0,0	35,0	..	1,3	-2,6	0,3	..	5,5	5,4	2,6
170	Djibouti	..	..	..	..	..	..	..	-3,7	14,2	53	8,3	43,6	222,0
171	Côte d'Ivoire	8 429	85,3	1,4	-3,4	6,2	1,55	0,0	0,5	12,0	270	2,4	29,3	29,2
172	Gambie	8 008	76,0	4,0	..	15,6	10,09	..	-1,5	8,8	106	12,4	..	..
173	Éthiopie	8 268	48,7	2,0	..	11,8	1,62	0,8	-0,1	0,8	523	1,5	8,0	0,4
174	Malawi	9 792	69,1	1,6	-1,5	14,5	0,31	3,0	0,0	1,3	767	4,4	6,7	0,9
175	Libéria	8 424	120,8	84,9	..	53,6	23,29	..	-0,9	5,3	..	3,8	29,4	36,8
176	Mali	7 964	61,8	1,7	0,6	12,3	4,44	0,9	-4,0	1,3	160	2,2	45,4	19,5
177	Guinée-Bissau	8 103	..	2,0	-2,6	12,3	4,74	1,5	-1,2	1,1	30	2,9	..	..
178	Mozambique	10 596	75,7	16,5	-36,0	16,3	1,25	..	-0,2	0,8	1 718	4,8	5,8	13,9
179	Guinée	8 264	78,4	18,8	-22,9	4,5	1,27	..	-0,2	3,2	30	1,5	..	..

	Commerce		Flux financiers				Réserves totales (or exclus)	Mobilité humaine			Communication			
	Éloignement (kilomètres)	Commerce international (% du PIB)	Investissements directs étrangers flux nets (% du PIB)	Flux de capitaux privés (% du PIB)	Aide publique au développement nette reçue <sup>a</sup> (% du RNB)	Transferts d'argent, entrées (% du PIB)		Taux net de migration (pour 1 000 personnes)	Effectifs d'émigrants (% de la population)	Tourisme récepteur international (milliers)	Utilisateurs d'Internet (% de la population)		Trafic téléphonique international (minutes par personne)	
											Entrant	Sortant	2006-2011*	2006-2011*
<b>Classement à l'IDH</b>	2012	2012 <sup>b</sup>	2012 <sup>b</sup>	2012 <sup>b</sup>	2011	2011 <sup>c</sup>	2012 <sup>b</sup>	2010-2015 <sup>d</sup>	2013	2011	2012	2006-2011*	2006-2011*	
180 Burundi	9 017	47,0	0,1	..	1,0	1,93	7,0	-0,4	2,5	142	1,2	..	..	
181 Burkina Faso	7 930	49,7	0,1	1,8	0,3	1,06	3,3	-1,5	4,1	238	3,7	..	..	
182 Érythrée	7 842	37,5	0,7	..	6,3	..	0,1	1,8	0,2	107	0,8	47,5	1,7	
183 Sierra Leone	8 304	69,9	24,3	-25,5	14,6	2,00	0,8	-0,7	1,6	52	1,3	..	..	
184 Tchad	7 888	66,2	17,5	..	4,9	..	0,7	-1,9	3,4	71	2,1	..	..	
185 République centrafricaine	8 423	35,6	5,0	..	0,5	..	4,7	0,4	2,9	54	3,0	..	7,3	
186 Congo (République démocratique du)	9 216	146,3	10,2	..	38,4	0,73	0,9	-0,2	0,7	186	1,7	4,1	5,6	
187 Niger	7 825	76,5	16,8	-18,9	10,9	1,69	2,8	-0,3	0,7	82	1,4	..	..	
<b>AUTRES PAYS OU TERRITOIRES</b>														
Corée, Rép. populaire démocratique de	..	..	..	..	..	..	0,1	0,0	0,2	..	..	..	..	
Îles Marshall	10 788	..	4,2	..	38,2	..	1,3	..	3,2	5	10,0	..	..	
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	64,2	295	87,0	..	..	
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	20,6	..	..	..	..	
Saint-Marin	5 958	..	..	..	..	..	0,5	..	15,4	156	50,9	..	..	
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	-2,9	0,2	..	1,4	..	..	
Soudan du Sud	..	94,2	..	..	..	..	2,3	15,7	5,6	..	..	..	..	
Tuvalu	11 948	..	5,0	..	76,9	..	6,7	..	1,5	1	35,0	..	..	
<b>Groupes d'indice de développement humain</b>														
Développement humain très élevé	7 825	63,1	1,9	0,4	-0,3	0,26	..	2,5	12,5	581 506	77,1	..	174,8	
Développement humain élevé	8 536	60,0	2,8	-3,0	0,1	0,82	..	-0,1	1,8	282 225	42,5	21,2	13,1	
Développement humain moyen	8 741	63,3	2,2	-1,9	0,5	3,67	2,7	-0,9	0,7	84 432	17,6	..	..	
Développement humain faible	8 360	66,1	2,5	..	5,1	5,03	2,4	-0,8	1,6	19 970	12,3	..	10,3	
<b>Régions</b>														
États arabes	7 037	91,9	1,5	1,0	..	..	1,3	0,4	8,3	71 884	34,2	92,0	106,3	
Asie de l'Est et Pacifique	8 809	66,2	3,0	..	0,1	0,93	0,9	-0,3	0,4	125 944	36,7	..	..	
Europe et Asie centrale	6 364	77,0	3,6	-4,5	0,5	2,06	..	-0,6	6,7	74 011	41,1	79,3	34,1	
Amérique latine et Caraïbes	10 621	45,8	3,1	-3,8	0,3	1,11	1,5	-1,0	1,3	70 256	43,4	39,9	25,4	
Asie du Sud	7 845	53,5	1,4	-1,1	0,6	3,57	2,7	-0,9	0,9	13 462	12,3	34,1	..	
Afrique subsaharienne	9 496	76,9	3,3	..	3,8	2,73	2,2	-0,1	1,8	30 695	15,2	..	9,7	
<b>Pays moins développés</b>	8 646	74,3	3,2	..	6,9	4,67	2,4	-1,1	1,2	18 701	6,8	..	..	
<b>Petits États insulaires en développement</b>	9 133	69,2	2,5	-9,6	3,3	5,79	..	-2,8	1,9	16 456	25,1	..	..	
<b>Monde</b>	<b>8 078</b>	<b>62,4</b>	<b>2,2</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,1</b>	<b>0,71</b>	<b>2,9</b>	<b>0,0</b>	<b>3,2</b>	<b>968 591</b>	<b>35,5</b>	<b>..</b>	<b>42,4</b>	

## NOTES

- a Valeurs négatives concernant l'aide officielle au développement nette versée par les pays donateurs.
- b Données relatives à l'année 2012 ou à l'année la plus récente disponible.
- c Données relatives à l'année 2011 ou à l'année la plus récente disponible.
- d Les données utilisées sont la moyenne annuelle des valeurs projetées pour la période 2010-2015.
- e Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.
- f Comprend l'archipel du Spitzberg et les îles Jan Mayen.
- g Comprend les îles Christmas, Cocos (Keeling), Norfolk.
- h Comprend les îles Canaries, Ceuta et Melilla.
- i Comprend Chypre-Nord.
- j Comprend le Sabah et le Sarawak.
- k Comprend Agalega, Rodrigues et Saint-Brandon.
- l Comprend le Haut-Karabakh.
- m Comprend le Kosovo.
- n Ne comprend pas l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.
- o Comprend Jérusalem-Est. Les réfugiés ne font pas partie des migrants nés à l'étranger dans l'État de Palestine.
- p Comprend la Transnistrie.

## DÉFINITIONS

**Éloignement** : distance moyenne pondérée par le PIB par rapport aux marchés mondiaux, calculée comme la somme de toutes les distances bilatérales entre les capitales d'un pays et toutes les autres, pondérée par la part du PIB du pays partenaire dans le PIB mondial.

**Commerce international** : indicateur essentiel de l'ouverture au commerce extérieur et à l'intégration économique. Il indique la dépendance des producteurs nationaux par rapport à la demande extérieure (exportations) et des consommateurs et des producteurs nationaux par rapport aux approvisionnements extérieurs (importations), en fonction du poids économique du pays (PIB). Le commerce est la somme des exportations et importations de biens et de services mesurée en tant que part du produit intérieur brut.

**Investissements directs étrangers flux nets** : somme des capitaux propres des bénéficiaires réinvestis et des autres capitaux à long et à court terme exprimée en pourcentage du PIB.

**Flux de capitaux privés** : investissements directs étrangers nets et portefeuille de placements exprimés en pourcentage du PIB.

**Aide publique au développement nette reçue** : décaissement de prêts octroyés à des conditions libérales (nets du remboursement du principal) et de subventions accordées par les agences officielles afin de promouvoir le développement économique

et le bien-être dans les pays et territoires figurant la liste des destinataires de l'aide établie par le Comité d'aide au développement (OCDE), exprimé en pourcentage du RNB du pays destinataire.

**Transferts d'argent entrées** : revenus et ressources matérielles transférés par les migrants ou réfugiés internationaux à des personnes résidant dans leur pays d'origine ou dans un pays où ils ont précédemment résidé.

**Réserves totales (or exclus)** : somme des droits de tirage spéciaux des réserves des membres du Fonds monétaire international (FMI) détenues par ce dernier et avoirs de devises sous le contrôle des autorités monétaires, avoirs en or exclus, exprimée en pourcentage du PIB.

**Taux net de migration** : rapport de la différence entre le nombre d'immigrants et d'émigrants dans un pays par rapport à la population moyenne, exprimé pour 1 000 personnes.

**Effectifs d'émigrants** : proportion des effectifs d'immigrants dans un pays exprimée en pourcentage de la population du pays. La définition d'immigrant est différente selon les pays, mais se réfère généralement aux personnes nées à l'étranger ou étrangères (d'après la nationalité) ou une combinaison des deux.

**Tourisme récepteur international** : arrivées de visiteurs non résidents (visiteurs pour un court séjour, touristes, visiteurs d'une journée, excursionnistes) aux frontières nationales.

**Utilisateurs d'Internet** : Pourcentage de personnes disposant d'un accès au réseau mondial.

**Trafic téléphonique international, entrant** : appels téléphoniques (fixes et portables) effectifs (achevés) provenant de l'extérieur d'un pays donné à destination de ce dernier, exprimé en minutes de trafic par personne.

**Trafic téléphonique international, sortant** : appels téléphoniques (fixes et portables) effectifs (achevés) provenant de l'intérieur d'un pays donné à destination d'un pays extérieur, exprimé en minutes de trafic par personne.

## PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

**Colonne 1** : calculs du BRDH basés sur les données relatives au PIB fournies par la Banque mondiale (2013a) et les données de distance géographique du CEPPI (2013).

**Colonne 2** : calculs du BRDH basés sur les données fournies par la Banque mondiale (2013a).

**Colonnes 3-7, 10 et 11** : Banque mondiale 2013a.

**Colonne 8** : ONU DAES 2013a.

**Colonne 9** : ONU DAES 2013c.

**Colonnes 12 et 13** : calculs du BRDH basés sur les données relatives au trafic téléphonique entrant et sortant, fournies par l'UIT (2013).

Classement à l'IDH	Approvisionnement		Taux d'électrification	Émissions de dioxyde de carbone par habitant			Ressources naturelles			Impacts des menaces environnementales						
	Combustibles fossiles	Combustibles renouvelables		Croissance annuelle moyenne (%)	Épuisement des ressources naturelles	Surface forestière	Prélèvements d'eau douce	Décès d'enfants de moins de 5 ans pour cause de			Impact des catastrophes naturelles					
	(% du total)	(% de la population)	(tonnes)					(% du RNB)	(% de la surface des sols)	(évolution de la surface %)	(% du total des sources renouvelables d'eau)	(pour 100 000 enfants de moins de 5 ans)		Population vivant sur des terres dégradées	Nombre de décès	Population concernée
	2012 <sup>a</sup>	2012 <sup>a</sup>	2010	2010	1970/2010	2010-2012 <sup>a</sup>	2011	1990/2011	2007-2011 <sup>b</sup>	2008	2004	2004	2010	2005/2012	2005/2012	
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ</b>																
1	Norvège	57,3	47,8	..	11,7	4,5	10,5	33,3	11,1	0,8	0	0	0	0,2	0	41
2	Australie	95,4	4,6	..	16,9	5,5	6,9	19,3	-4,0	4,6	0	0	0	9,0	3	1 503
3	Suisse	51,1	49,7	..	5,0	2,3	0,0	31,1	8,1	4,9	0	0	0	0,5	0	92
4	Pays-Bas	91,4	6,7	..	11,0	4,3	0,8	10,8	5,9	11,7	0	0	0	5,4	7	0
5	États-Unis	83,6	16,3	..	17,6	5,6	1,2	33,3	2,9	15,6	0	0	0	1,1	2	5 691
6	Allemagne	80,2	20,4	..	9,1	..	0,2	31,8	3,3	21,0	0	0	0	8,1	0	3
7	Nouvelle-Zélande	61,4	38,4	..	7,2	3,3	1,1	31,4	7,0	1,5	0	0	..	5,3	5	20 003
8	Canada	73,7	27,9	..	14,6	5,1	3,0	34,1	0,0	1,5	0	0	0	2,7	0	407
9	Singapour	97,2	2,8	100,0	2,7	0,7	0,0	3,3	-4,3	31,7	0	0	0	..	..	..
10	Danemark	70,6	26,8	..	8,3	3,6	1,9	12,9	22,6	10,8	0	0	1	8,5	0	0
11	Irlande	84,7	6,4	..	8,9	3,8	0,1	10,9	60,8	1,5	0	0	..	0,5	0	45
12	Suède	31,7	70,5	..	5,6	2,6	0,4	68,7	3,4	1,5	0	0	0	0,3	0	0
13	Islande	15,3	84,7	..	6,2	2,9	0,0	0,3	254,0	0,1	0	0	0	..	0	0
14	Royaume-Uni	85,1	14,4	..	7,9	3,5	1,3	11,9	10,6	8,8	0	0	..	2,7	0	1 049
15	Hong Kong, Chine (RAS)	94,8	0,4	..	5,2	2,4	0,0	..	..	..	..	..	..	0	558	
15	Corée (République de)	82,8	17,2	..	11,5	4,5	0,0	64,0	-0,8	36,5	0	0	..	2,9	1	289
17	Japon	94,8	5,2	..	9,2	3,9	0,0	68,6	0,2	20,9	0	0	0	0,3	18	795
18	Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	43,1	6,2	..	..	..	..	..	..	..
19	Israël	96,7	4,8	99,7	9,3	3,9	0,3	7,1	16,5	79,7	0	0	..	12,9	1	2 675
20	France	49,1	52,4	..	5,6	2,6	0,0	29,2	10,1	15,0	0	0	..	3,9	3	881
21	Autriche	67,1	32,2	..	8,0	3,5	0,2	47,2	3,1	4,7	0	0	0	2,7	0	28
21	Belgique	70,1	28,3	..	10,0	4,1	0,0	22,4	..	34,0	0	0	0	10,5	10	13
21	Luxembourg	87,4	4,0	..	21,4	6,1	0,1	33,5	..	1,9	0	0	2	..	0	0
24	Finlande	43,0	47,5	..	11,5	4,5	0,1	72,9	1,5	1,5	0	0	0	0,0	0	75
25	Slovénie	66,6	34,5	..	7,5	..	0,3	62,3	5,6	3,0	0	0	..	8,4	0	2 133
26	Italie	83,7	13,9	..	6,7	3,1	0,1	31,4	21,6	23,7	0	0	..	2,2	1	184
27	Espagne	75,9	24,9	..	5,9	2,7	0,0	36,8	33,0	29,0	0	0	0	1,4	0	64
28	République tchèque	76,9	26,5	..	10,6	..	0,6	34,4	1,2	12,9	0	0	1	4,2	1	241
29	Grèce	90,6	8,8	..	7,7	3,4	0,4	30,5	19,2	12,7	0	0	..	1,1	1	218
30	Brunéi Darussalam	100,0	0,0	99,7	22,9	6,3	29,9	71,8	-8,4	1,1	0	0	..	..	..	..
31	Qatar	100,0	0,0	98,7	40,3	7,8	..	..	..	381,0	1	0	6	0,1	..	..
32	Chypre	94,9	5,1	..	7,0	3,2	0,0	18,8	7,5	19,3	0	0	13	11,4	0	0
33	Estonie	88,1	14,6	..	13,7	..	1,7	52,1	5,7	14,0	0	0	0	5,0	0	37
34	Arabie saoudite	100,0	0,0	99,0	17,0	5,5	36,0	0,5	0,0	936,2	2	0	..	4,3	1	63
35	Lituanie	74,0	14,5	..	4,1	..	0,8	34,6	11,5	9,6	0	0	..	4,8	1	0
35	Pologne	90,7	9,6	..	8,3	3,6	1,6	30,8	5,5	19,4	0	0	..	13,2	3	310
37	Andorre	..	..	..	6,6	..	..	34,0	0,0	..	0	0	0	..	..	..
37	Slovaquie	67,5	32,3	..	6,6	..	0,4	40,2	0,6	1,4	0	0	0	9,1	3	38
39	Malte	94,5	5,5	..	6,2	2,9	..	0,9	0,0	71,3	0	0	..	..	..	..
40	Émirats arabes unis	101,0	0,1	100,0	19,9	5,9	..	3,8	29,9	1 867,0	1	0	10	1,9	..	..
41	Chili	75,6	24,2	99,4	4,2	1,9	12,4	21,9	6,6	2,9	0	0	1	1,1	4	25 719
41	Portugal	74,9	22,0	..	4,9	2,3	0,1	37,8	4,0	12,3	0	0	..	2,3	1	21
43	Hongrie	71,1	26,0	..	5,1	2,3	0,5	22,5	12,3	5,4	0	0	0	17,1	7	522
44	Bahreïn	99,9	0,0	99,4	19,3	5,8	18,1	0,7	145,1	205,8	0	0	..	..	..	..
44	Cuba	86,7	13,3	97,0	3,4	1,3	3,3	27,3	42,4	11,6	0	1	1	17,0	0	61 215
46	Koweït	100,0	0,0	100,0	31,3	7,1	29,3	0,4	82,6	2 075,0	1	0	..	0,6	..	..
47	Croatie	81,6	10,6	..	4,7	..	1,0	34,4	3,9	0,6	0	0	0	17,5	1	130
48	Lettonie	63,7	33,8	..	3,4	..	0,5	54,1	6,0	1,2	0	0	0	1,8	3	0
49	Argentine	89,7	9,3	97,2	4,5	2,0	4,9	10,7	-16,2	4,0	0	0	3	1,7	0	1 837
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ</b>																
50	Uruguay	57,0	42,1	98,8	2,0	0,0	0,5	10,2	94,4	2,6	0	0	3	5,7	1	10 565
51	Bahamas	..	..	..	6,8	3,1	0,0	51,4	0,0	..	0	0	2	..	1	12 130
51	Monténégro	60,2	28,4	..	4,2	..	..	40,4	0,0	..	..	..	..	8,0	0	4 999
53	Biélorussie	90,4	5,9	..	6,6	..	1,4	42,7	11,4	7,5	0	0	1	4,7	0	349
54	Roumanie	77,7	22,8	..	3,7	1,5	1,8	28,7	3,4	3,2	1	6	..	13,5	3	778
55	Libye	98,7	1,3	99,8	9,8	4,0	29,0	0,1	0,0	615,4	3	2	..	8,5	..	..
56	Oman	100,0	0,0	98,0	20,4	6,0	31,1	0,0	0,0	86,6	1	0	..	5,8	3	2 528
57	Fédération de Russie	91,0	9,2	..	12,2	..	14,3	49,4	0,1	1,5	0	0	5	3,1	44	176
58	Bulgarie	75,0	29,4	..	5,9	2,8	2,4	36,7	22,0	28,7	1	2	2	7,8	2	1 145

Classement à l'IDH	Approvisionnement		Taux d'électrification	Émissions de dioxyde de carbone par habitant			Ressources naturelles			Impacts des menaces environnementales					
	Combustibles fossiles	Combustibles renouvelables		Épuisement des ressources naturelles	Surface forestière	Prélèvements d'eau douce	Décès d'enfants de moins de 5 ans pour cause de			Impact des catastrophes naturelles					
	(% du total)	(% de la population)	(tonnes)				Croissance annuelle moyenne (%)	(% du RNB)	(% de la surface des sols)	(évolution de la surface %)	(% du total des sources renouvelables d'eau)	(pour 100 000 enfants de moins de 5 ans)	Population vivant sur des terres dégradées	Nombre de décès	Population concernée
	2012 <sup>a</sup>	2012 <sup>a</sup>	2010	2010	1970/2010	2010-2012 <sup>b</sup>	2011	1990/2011	2007-2011 <sup>b</sup>	2008	2004	2004	2010	2005/2012	2005/2012
59 Barbade	..	..	..	5,4	2,5	..	19,4	0,0	108,0	0	0	0	..	0	4 482
60 Palaos	..	..	..	10,6	4,2	..	87,6	..	..	0	0	40	..	..	..
61 Antigua-et-Barbuda	..	..	..	5,9	2,7	..	22,3	-4,9	16,2	0	1	0	..	0	178 447
62 Malaisie	94,5	5,5	99,4	7,7	3,4	6,2	62,0	-9,0	1,9	0	0	33	1,2	1	2 054
63 Maurice	..	..	99,4	3,2	1,2	0,0	17,3	-9,7	26,4	0	0	7	..	1	689
64 Trinité-et-Tobago	99,9	0,1	99,0	38,2	7,7	30,9	44,0	-6,2	6,0	0	1	5	..	0	0
65 Liban	95,5	3,3	99,9	4,7	2,2	0,0	13,4	4,6	18,6	1	0	40	1,2	0	4
65 Panama	79,7	20,2	88,1	2,6	0,7	0,5	43,6	-14,6	0,6	0	16	55	4,1	2	2 749
67 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	88,9	11,2	99,5	6,9	3,2	20,8	52,1	-11,6	0,7	0	1	30	1,9	1	785
68 Costa Rica	48,3	51,8	99,2	1,7	-0,5	0,1	51,5	2,5	5,1	0	2	4	1,3	2	13 250
69 Turquie	89,5	10,3	..	4,1	1,8	0,5	14,9	18,3	18,5	2	11	85	5,5	1	242
70 Kazakhstan	98,9	1,0	..	15,2	..	28,0	1,2	-3,5	18,6	5	3	249	23,5	0	1 213
71 Mexique	90,1	9,9	..	3,8	1,6	7,0	33,3	-8,0	16,9	1	8	23	3,8	1	10 808
71 Seychelles	..	..	..	7,8	3,5	0,0	88,5	0,0	..	0	0	..	..	0	38 151
73 Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	..	4,8	2,2	..	42,3	0,0	..	0	0	28	..	..	..
73 Sri Lanka	48,7	51,3	76,6	0,6	-2,9	0,3	29,4	-21,5	24,5	0	8	42	21,1	5	33 200
75 Iran (République islamique d')	99,5	0,7	98,4	7,7	3,4	19,6	6,8	0,0	67,9	6	3	..	25,1	2	954
76 Azerbaïdjan	97,9	2,6	..	5,1	..	33,9	11,3	0,7	35,2	2	132	269	3,8	0	3 632
77 Jordanie	96,0	2,0	99,4	3,4	1,4	1,7	1,1	-0,6	99,4	3	0	59	22,0	0	..
77 Serbie	89,1	11,1	..	6,3	..	..	31,6	19,3	2,5	..	..	..	18,5	0	3 731
79 Brésil	54,6	44,2	98,7	2,2	0,2	3,6	61,2	-10,0	0,7	0	18	123	7,9	1	4 236
79 Géorgie	72,8	28,3	..	1,4	..	0,5	39,4	-1,4	2,9	2	70	169	1,9	0	5 359
79 Grenade	..	..	..	2,5	0,5	..	50,0	0,0	..	0	12	5	..	1	7 910
82 Pérou	76,0	24,0	85,5	2,0	0,0	9,9	53,0	-3,3	1,0	2	21	69	0,7	8	14 947
83 Ukraine	79,6	20,7	..	6,6	..	3,9	16,8	4,9	13,8	0	0	3	6,2	3	1 344
84 Belize	..	..	..	1,4	-0,9	0,0	60,6	-12,8	1,2	0	21	27	1,1	4	56 475
84 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	82,1	10,4	..	5,2	..	4,0	39,8	10,8	16,1	0	1	..	7,1	0	96 337
86 Bosnie-Herzégovine	93,9	7,9	..	8,1	..	..	42,8	-1,1	0,9	1	1	2	6,1	0	3 222
87 Arménie	71,5	32,7	..	1,4	..	1,7	9,1	-25,7	36,8	2	17	65	9,6	0	..
88 Fidji	..	..	..	1,5	-0,7	0,5	55,7	6,8	0,3	1	18	11	..	6	13 877
89 Thaïlande	80,4	18,9	87,7	4,4	2,0	3,5	37,2	-2,9	13,1	0	21	59	17,0	3	70 880
90 Tunisie	85,3	14,8	99,5	2,5	0,5	5,2	6,6	59,0	61,7	1	3	64	36,7	0	312
91 Chine	88,3	11,7	99,7	6,2	2,9	6,1	22,5	33,4	19,5	2	10	55	8,6	8	68 601
91 Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	..	1,9	-0,1	0,0	68,7	5,8	..	0	2	..	..	0	21 068
93 Algérie	99,9	0,1	99,3	3,3	1,3	18,4	0,6	-11,0	48,9	1	5	101	28,8	1	433
93 Dominique	..	..	..	1,9	-0,1	0,0	59,2	-11,2	..	0	1	0	..	3	54 721
95 Albanie	60,5	26,6	..	1,4	-1,0	3,7	28,3	-1,8	3,1	0	5	50	5,7	0	41 348
96 Jamaïque	82,1	17,9	92,0	2,6	0,7	1,1	31,1	-2,3	9,9	1	15	47	3,3	2	16 769
97 Sainte-Lucie	..	..	..	2,3	0,3	..	77,0	7,3	..	0	3	2	..	7	8 562
98 Colombie	75,6	24,8	97,4	1,6	-0,5	10,4	54,4	-3,4	0,6	1	6	33	2,0	4	19 920
98 Équateur	86,3	12,9	92,2	2,2	0,2	16,4	38,9	-22,0	2,3	1	2	63	1,6	1	8 368
100 Suriname	..	..	..	4,5	2,1	8,5	94,6	-0,1	0,5	0	0	43	..	1	30 325
100 Tonga	..	..	..	1,5	-0,7	0,0	12,5	0,0	..	0	16	55	..	9	2 448
102 République dominicaine	89,3	10,7	96,9	2,1	0,1	0,4	40,8	0,0	26,1	2	12	73	7,0	6	5 827
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN</b>															
103 Maldives	..	..	..	3,3	..	0,0	3,0	0,0	15,7	1	41	167	..	1	4 596
103 Mongolie	95,4	4,1	86,2	4,2	1,9	32,2	7,0	-13,7	1,6	19	78	195	31,5	3	147 305
103 Turkménistan	100,9	0,0	..	10,5	..	..	8,8	0,0	112,5	2	2	449	11,1	..	..
106 Samoa	..	..	..	0,9	-2,1	0,3	60,4	31,5	..	0	26	63	..	96	33 004
107 Palestine (État de)	..	..	..	0,6	..	..	1,5	1,0	49,9	..	..	..	..	0	979
108 Indonésie	66,4	33,6	73,0	1,8	-0,3	7,2	51,7	-20,9	5,6	2	41	130	3,1	6	3 976
109 Botswana	65,4	22,3	45,4	2,7	..	3,1	19,8	-18,1	1,6	4	210	341	22,0	26	2 694
110 Égypte	96,5	3,7	99,6	2,6	0,7	9,1	0,1	60,5	96,6	2	2	86	25,3	0	18
111 Paraguay	33,8	147,8	97,4	0,8	-2,3	0,0	43,8	-17,7	0,1	1	21	56	1,3	2	41 164
112 Gabon	38,9	61,1	60,0	1,7	-0,5	34,7	85,4	0,0	0,1	9	33	102	..	0	16 269
113 Bolivie (État plurinational de)	72,7	27,3	80,2	1,5	-0,7	14,7	52,5	-9,4	0,4	0	93	245	2,0	3	17 376
114 Moldova (République de)	94,9	3,4	..	1,4	..	0,1	11,9	22,5	9,1	1	13	15	21,8	1	13 802
115 Salvador	47,9	51,9	91,6	1,0	-1,7	0,5	13,6	-25,0	7,3	1	24	82	6,3	9	11 704
116 Ouzbékistan	98,2	1,8	..	3,7	..	17,5	7,7	7,4	100,6	1	192	325	27,0	0	29
117 Philippines	59,7	40,3	83,3	0,9	-2,1	2,7	25,9	17,5	17,0	1	37	96	2,2	12	68 576
118 Afrique du Sud	87,2	12,9	75,8	9,2	3,9	6,7	7,6	0,0	24,3	2	23	104	17,5	1	967

**TABLEAU 14 ENVIRONNEMENT**

Classement à l'IDH	Approvisionnement		Taux d'électrification	Émissions de dioxyde de carbone par habitant		Ressources naturelles			Impacts des menaces environnementales						
	Combustibles fossiles	Combustibles renouvelables		Épuisement des ressources naturelles	Surface forestière	Prélèvements d'eau douce	Décès d'enfants de moins de 5 ans pour cause de			Impact des catastrophes naturelles					
	(% du total)	(% de la population)	(tonnes)				Croissance annuelle moyenne (%)	(% du RNB)	(% de la surface des sols)	(évolution de la surface %)	(% du total des sources renouvelables d'eau)	Pollution de l'air extérieur	Pollution de l'air intérieur	Eau insalubre, assainissement ou hygiène non améliorés	Population vivant sur des terres dégradées
	2012 <sup>a</sup>	2012 <sup>a</sup>	2010	2010	1970/2010	2010-2012 <sup>b</sup>	2011	1990/2011	2007-2011 <sup>b</sup>	2008	2004	2004	2010	2005/2012	2005/2012
118 République arabe syrienne	98,7	1,4	92,7	2,9	0,9	13,3	2,7	33,7	86,4	2	12	54	33,3	0	30 906
120 Iraq	97,5	1,0	98,0	3,7	1,6	50,6	1,9	3,3	73,4	12	12	383	4,5	0	337
121 Guyana	..	..	..	2,2	0,2	10,5	77,2	0,0	0,7	0	38	132	..	5	131 160
121 Viet Nam	71,0	28,2	97,6	1,7	-0,4	9,6	45,0	56,3	9,3	1	27	65	8,0	3	17 587
123 Cap-Vert	..	..	..	0,7	-2,5	0,1	21,0	46,7	6,8	0	26	93	..	2	41 479
124 Micronésie (États fédérés de)	..	..	..	1,0	..	..	58,4	-0,4	..	0	30	83	..	0	0
125 Guatemala	33,5	66,2	80,0	0,8	-2,3	2,1	33,6	-24,2	3,1	2	57	126	9,1	15	51 710
125 Kirghizistan	68,4	39,4	..	1,2	..	9,7	5,1	16,1	32,6	1	115	245	9,7	2	47 549
127 Namibie	66,0	21,0	43,7	1,5	..	1,0	8,8	-17,6	1,6	1	11	21	28,5	14	79 190
128 Timor-Leste	..	..	38,0	0,2	..	..	49,1	-24,3	14,3	0	0	149	..	2	3 007
129 Honduras	51,6	48,8	79,9	1,1	-1,6	0,6	45,3	-37,7	2,2	1	49	106	15,0	5	13 635
129 Maroc	93,6	4,1	98,9	1,6	-0,6	2,6	11,5	1,8	43,5	6	8	114	39,1	0	619
131 Vanuatu	..	..	..	0,5	-3,4	0,0	36,1	0,0	..	0	9	41	..	0	13 300
132 Nicaragua	49,8	50,3	72,1	0,8	-2,3	1,2	25,3	-32,6	0,7	1	49	102	13,9	7	13 510
133 Kiribati	..	..	..	0,6	-2,8	..	15,0	0,0	..	0	0	206	..	0	883
133 Tadjikistan	42,9	57,5	..	0,4	..	1,1	2,9	0,5	51,1	1	343	551	10,5	3	43 344
135 Inde	72,3	27,6	75,0	1,7	-0,5	4,9	23,1	7,3	33,9	5	131	316	9,6	1	11 130
136 Bhoutan	..	..	..	0,7	-2,7	3,4	84,9	31,5	0,4	0	124	324	0,1	4	14 213
136 Cambodge	26,2	71,1	31,1	0,3	-4,7	0,1	56,5	-23,0	0,5	3	346	595	39,3	4	22 695
138 Ghana	37,4	63,1	60,5	0,4	-4,1	10,5	21,2	-35,2	1,8	3	152	226	1,4	2	3 586
139 Rép. démocratique populaire lao	..	..	63,0	0,3	-4,7	10,5	67,9	-9,5	1,0	1	157	242	4,1	1	31 911
140 Congo	48,9	51,0	37,1	0,5	-3,4	67,8	65,6	-1,4	0,0	19	149	220	0,1	10	2 080
141 Zambie	8,8	91,8	18,5	0,2	-5,8	17,5	66,3	-6,6	1,5	12	378	503	4,6	3	33 251
142 Bangladesh	71,5	28,5	46,5	0,4	..	2,3	11,1	-3,7	2,9	2	142	334	11,3	5	29 222
142 Sao Tomé-et-Principe	..	..	..	0,6	-3,2	0,7	28,1	0,0	0,3	9	225	428	..	..	..
144 Guinée équatoriale	..	..	..	6,7	3,1	40,4	57,5	-13,2	0,1	10	0	505	..	2	1 398
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE</b>															
145 Népal	12,5	86,9	76,3	0,1	-6,4	2,2	25,4	-24,7	4,5	1	139	337	2,3	6	9 560
146 Pakistan	60,9	39,1	67,4	0,9	-1,9	2,6	2,1	-34,9	74,4	22	132	205	4,5	48	29 793
147 Kenya	19,7	80,3	18,1	0,3	-4,6	1,2	6,1	-6,8	8,9	4	217	362	31,0	3	47 765
148 Swaziland	..	..	..	0,9	-2,1	0,0	33,0	20,2	23,1	2	148	252	..	0	89 821
149 Angola	39,3	60,7	40,2	1,6	-0,6	35,0	46,8	-4,3	0,5	11	1 073	1 266	3,3	21	13 856
150 Myanmar	21,3	78,7	48,8	0,2	-5,9	..	48,2	-19,7	2,8	3	181	378	19,2	290	6 913
151 Rwanda	..	..	..	0,1	-8,6	2,9	18,0	39,9	1,6	2	803	970	10,1	2	14 103
152 Cameroun	26,8	73,2	48,7	0,4	-4,3	5,3	41,7	-19,0	0,3	14	361	497	15,3	5	702
152 Nigéria	17,4	82,6	50,3	0,5	-3,4	24,4	9,5	-49,9	4,6	14	370	559	11,5	3	7 126
154 Yémen	98,5	1,5	39,6	1,0	-1,8	15,6	1,0	0,0	168,6	5	174	377	32,4	2	239
155 Madagascar	..	..	17,4	0,1	-7,3	2,7	21,5	-8,7	4,9	2	390	540	0,0	3	13 101
156 Zimbabwe	28,3	70,3	36,9	0,7	-2,5	3,4	39,5	-31,0	21,0	5	168	256	29,4	37	43 309
157 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	..	..	0,5	-3,6	23,1	63,1	-9,3	0,0	1	108	288	..	7	9 760
157 Îles Salomon	..	..	..	0,4	-4,0	15,1	78,9	-5,0	..	0	54	84	..	17	9 788
159 Comores	..	..	..	0,2	-5,5	1,1	1,4	-78,3	0,8	2	108	177	..	5	106 714
159 Tanzanie (République-Unie de)	10,7	89,3	14,8	0,2	-6,2	4,4	37,3	-20,4	5,4	4	239	322	25,0	1	15 931
161 Mauritanie	..	..	..	0,6	-2,9	39,2	0,2	-42,9	11,8	16	220	390	23,8	2	77 339
162 Lesotho	..	..	17,0	0,0	..	1,0	1,5	10,5	1,4	2	19	44	63,6	1	202 696
163 Sénégal	53,2	46,4	53,5	0,5	-3,2	1,6	43,8	-9,8	5,7	14	292	530	16,2	3	13 748
164 Ouganda	..	..	8,5	0,1	-7,0	5,0	14,5	-39,0	0,5	2	327	427	23,5	3	11 021
165 Bénin	41,7	56,2	27,9	0,5	-3,2	0,3	40,0	-21,7	0,5	8	394	518	1,6	2	18 298
166 Soudan	29,5	70,5	35,9	0,3	-4,5	9,8	23,2	-27,9	42,8	11	181	255	39,9	8	31 574
166 Togo	15,2	82,4	27,9	0,2	-5,1	3,7	4,9	-61,0	1,2	5	302	419	5,1	2	9 785
168 Haïti	22,0	78,0	20,0	0,2	-5,4	0,6	3,6	-13,6	8,6	5	297	428	15,2	2 485	58 688
169 Afghanistan	..	..	30,0	0,3	-4,7	2,1	2,1	0,0	31,0	21	1 183	1 405	11,0	13	18 859
170 Djibouti	..	..	..	0,6	-2,8	0,3	0,2	0,0	6,3	31	41	454	7,5	1	223 142
171 Côte d'Ivoire	21,5	79,0	58,9	0,3	-4,6	4,4	32,7	1,8	1,9	9	370	561	1,3	1	176
172 Gambie	..	..	..	0,3	-4,8	0,7	47,6	9,0	1,1	7	197	286	17,9	1	59 517
173 Éthiopie	5,7	94,3	23,0	0,1	-7,9	5,2	12,2	-20,0	4,6	2	538	705	72,3	2	32 750
174 Malawi	..	..	8,7	0,1	-7,7	1,7	34,0	-17,8	7,9	3	498	617	19,4	2	61 541
175 Libéria	..	..	..	0,2	-5,6	4,7	44,6	-12,8	0,1	6	676	885	..	1	28 135
176 Mali	..	..	..	0,0	-9,1	9,8	10,2	-11,8	6,5	9	703	880	59,5	1	55 720
177 Guinée-Bissau	..	..	..	0,2	-6,3	0,5	71,6	-9,2	0,6	12	648	873	1,0	41	20 739
178 Mozambique	9,5	93,3	15,0	0,1	-6,8	2,8	49,4	-10,5	0,4	11	270	388	1,9	4	20 084

Classement à l'IDH	Approvisionnement		Taux d'électrification	Émissions de dioxyde de carbone par habitant		Ressources naturelles				Impacts des menaces environnementales					
	Combustibles fossiles	Combustibles renouvelables	(% de la population)	(tonnes)	Croissance annuelle moyenne (%)	Épuisement des ressources naturelles	Surface forestière	Prélèvements d'eau douce	Décès d'enfants de moins de 5 ans pour cause de			Impact des catastrophes naturelles			
	(% du total)	(% de la population)	(tonnes)	(%)	(% du RNB)	(% de la surface des sols)	(évolution de la surface %)	(% du total des sources renouvelables d'eau)	(pour 100 000 enfants de moins de 5 ans)			Population vivant sur des terres dégradées	Impact des catastrophes naturelles		
	2012 <sup>a</sup>	2012 <sup>a</sup>	2010	2010	1970/2010	2010-2012 <sup>b</sup>	2011	1990/2011	2007-2011 <sup>b</sup>	2008	2004	2004	2010	Nombre de décès	Population concernée
179 Guinée	..	..	..	0,1	-6,9	14,2	26,5	-10,4	0,2	11	324	480	0,8	4	1 704
180 Burundi	..	..	..	0,0	-9,7	9,6	6,6	-41,1	2,3	4	897	1 088	18,5	2	39 618
181 Burkina Faso	..	..	14,6	0,1	-7,0	7,8	20,4	-18,4	5,7	9	632	786	73,2	27	28 139
182 Érythrée	21,7	78,3	32,0	0,1	..	0,0	15,1	-5,8	9,2	3	237	379	58,8	0	305 872
183 Sierra Leone	..	..	..	0,1	-6,8	1,8	37,8	-13,2	0,1	11	1 207	1 473	..	11	1 069
184 Tchad	..	..	..	0,0	-9,3	25,4	9,1	-12,7	2,0	14	488	618	45,4	11	54 883
185 République centrafricaine	..	..	..	0,1	-8,4	0,1	36,2	-2,7	0,1	10	411	511	..	1	1 959
186 Congo (République démocratique du)	4,2	95,8	15,2	0,0	-8,9	18,0	67,9	-4,1	0,1	16	644	786	0,1	4	604
187 Niger	..	..	..	0,1	-7,5	1,8	0,9	-38,7	2,9	6	1 023	1 229	25,0	5	122 010
<b>AUTRES PAYS OU TERRITOIRES</b>															
Corée, Rép. populaire démocratique de	88,4	11,6	26,0	2,9	..	..	46,0	-32,5	11,2	3	0	245	2,9	6	26 951
Îles Marshall	..	..	..	2,0	..	..	70,2	..	..	..	45	201	..	0	66 716
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0	0	2	..	..	..
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0	1	..	..	..	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0	0	..	..	..	..
Somalie	..	..	..	0,1	-8,3	..	10,6	-19,5	22,4	19	710	885	26,3	16	145 928
Soudan du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0	16 491
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	33,3	0,0	..	0	18	148	..	0	0
<b>Groupes d'indice de développement humain</b>															
Développement humain très élevé	82,0	17,9	..	11,2	..	2,4	27,6	1,7	8,5	0	0	..	3,3	3	2 989
Développement humain élevé	87,2	12,8	..	5,8	..	7,8	36,6	-1,0	4,6	2	10	61	8,8	8	42 653
Développement humain moyen	74,9	25,3	..	1,8	..	7,7	27,6	-8,7	13,9	4	106	261	10,3	3	14 518
Développement humain faible	..	..	..	0,4	..	12,1	26,3	-13,9	6,5	10	396	542	20,2	48	24 030
<b>Régions</b>															
États arabes	96,8	3,2	87,8	4,6	..	24,7	5,9	-22,5	71,1	6	73	214	24,3	2	10 933
Asie de l'Est et Pacifique	..	..	..	4,9	..	..	29,7	2,6	..	2	28	90	..	15	54 689
Europe et Asie centrale	89,4	10,5	..	5,4	..	7,2	9,1	7,7	34,8	2	63	169	10,7	1	5 389
Amérique latine et Caraïbes	74,2	25,8	..	2,9	..	6,9	46,7	-9,2	1,5	1	22	80	5,3	44	12 252
Asie du Sud	76,3	23,7	72,0	1,7	..	6,1	14,6	3,3	26,8	7	153	328	10,0	7	14 621
Afrique subsaharienne	..	..	..	0,9	..	14,8	28,3	-10,8	1,6	8	428	576	22,3	4	22 382
<b>Pays moins développés</b>	..	..	..	0,3	..	8,7	28,9	-12,0	3,1	7	431	590	23,5	51	28 158
<b>Petits États insulaires en développement</b>	..	..	..	2,7	..	4,9	63,0	-3,6	..	2	123	218	..	479	33 638
<b>Monde</b>	<b>81,4</b>	<b>18,6</b>	..	<b>4,6</b>	..	<b>5,3</b>	<b>31,0</b>	<b>-3,5</b>	<b>7,6</b>	<b>5</b>	<b>140</b>	<b>258</b>	<b>10,2</b>	<b>12</b>	<b>24 203</b>

**NOTES**

- a Données relatives à l'année 2012 ou à l'année la plus récente disponible.
- b Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.

**DÉFINITIONS**

**Combustibles fossiles :** pourcentage de l'approvisionnement total en énergie provenant de ressources naturelles formées au cours des âges géologiques à partir de la biomasse (notamment le charbon, le pétrole et le gaz naturel).

**Sources d'énergie renouvelables :** pourcentage de l'approvisionnement total en énergie provenant de processus naturels constamment renouvelés tels que le soleil, le vent, la biomasse, la géothermie, l'énergie hydraulique, les ressources océaniques et certains déchets. Ne comprend pas l'énergie nucléaire.

**Taux d'électrification :** proportion de personnes ayant accès à l'électricité, exprimé en pourcentage de la population totale. Cela inclut l'électricité commercialisée (en réseau et hors réseau) et l'électricité autoproduite, mais pas les raccordements illégaux.

**Émissions de dioxyde de carbone par habitant :** émissions de dioxyde de carbone d'origine humaine provenant de l'utilisation de combustibles fossiles,

du torchage de gaz et de la production de ciment, divisées par la population en milieu d'année. Est inclut le dioxyde de carbone émis par la biomasse des forêts à travers la réduction des surfaces forestières.

**Épuisement des ressources naturelles :** valeur monétaire de l'épuisement énergétique, minéral et forestier, exprimé en pourcentage du Revenu national brut (RNB).

**Surface forestière :** surface de sols s'étendant sur plus d'un demi-hectare, comprenant des arbres de plus de cinq mètres de hauteur et un couvert forestier de plus de 10 pour cent ou des arbres pouvant atteindre ce seuil. Sont exclus les sols dédiés principalement à un usage agricole ou urbain, les bosquets d'arbre intégrés dans les unités de production agricole (comme dans les vergers et les systèmes agroforestiers) et les arbres incorporés aux parcs et jardins en milieu urbain. Les zones en cours de reboisement qui devraient atteindre, même si ce n'est pas encore le cas, un couvert forestier égal à 10 pour cent et une hauteur d'arbres de 5 mètres sont incluses, comme par exemple les zones temporairement dégarimées en raison d'activités humaines ou de phénomènes naturels et qui devraient pouvoir se régénérer.

**Prélèvements d'eau douce :** total d'eau douce prélevée, exprimé en pourcentage du total des ressources renouvelables d'eau.

**Décès dus à la pollution de l'air extérieur :** décès d'enfants âgés de moins de 5 ans dus à des infections et des troubles respiratoires, cancer du poumon et diverses maladies cardiovasculaires imputables à la pollution de l'air.

**Décès dus à la pollution de l'air intérieur :** décès d'enfants âgés de moins de 5 ans dus à des infections respiratoires aiguës imputables à la fumée intérieure causée par les combustibles solides.

**Décès dus à l'insalubrité de l'eau, à un assainissement déficient ou au manque d'hygiène :** décès d'enfants de moins de 5 ans dus à la diarrhée imputable à la mauvaise qualité de l'eau, des installations sanitaires ou de l'hygiène.

**Population vivant sur des terres dégradées :** pourcentage de la population vivant sur des terres sévèrement dégradées ou très sévèrement dégradées. Les estimations concernant la dégradation de la terre prennent en compte la biomasse, l'état des sols, la quantité d'eau et la biodiversité.

**Nombre de décès dus aux catastrophes naturelles :** nombre de personnes mortes ou portées disparues et présumées mortes, en conséquence de catastrophes naturelles, exprimé pour un million de personnes. Les catastrophes naturelles sont classées dans les catégories suivantes : climatologique, hydrologique et météorologique, ce qui inclut la sécheresse,

les températures extrêmes, les inondations, les mouvements de terrain, les tempêtes et les incendies de forêt.

**Population affectée par des catastrophes naturelles :** nombre de personnes ayant besoin d'une aide immédiate pendant une période d'urgence en raison d'une catastrophe naturelle, notamment les personnes déplacées, évacuées, sans-abri et blessées, exprimé pour un million de personnes.

**PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES**

**Colonnes 1 et 2 :** Calculs du BRDH basés sur les données relatives à la fourniture totale d'énergie primaire selon la Banque mondiale (2013a).

**Colonnes 3-5 et 7 :** Banque mondiale 2013a.

**Colonne 6 :** calculs du BRDH basés sur les données fournies par la Banque mondiale (2013a).

**Colonne 8 :** Calculs du BRDH basés sur les données relatives à la surface forestière et de terres cultivables totale selon la Banque mondiale (2013a)

**Colonne 9 :** FAO 2013b.

**Colonnes 10-12 :** OMS 2013a.

**Colonne 13 :** FAO 2013a.

**Colonnes 14 et 15 :** CRED EM-DAT 2013 et ONU DAES 2013a.

# Évolution de la population

Classement à l'IDH	Population							Ratio de dépendance				Rapport de masculinité à la naissance <sup>b</sup>	
	Total		Moins de 5 ans	65 ans et plus	Taux moyen de croissance annuelle		Urbain <sup>a</sup>	Âge médian	(pour 100 personnes de 15 à 64 ans)		Taux global de fécondité		
	(millions)	(millions)	(millions)	(%)	(%)	(% de la population)	(années)	Enfants (de 0 à 14 ans)	Personnes âgées (65 ans et plus)	(naissances par femme)	(naissances masculines/féminines)		(rapport naissances masculines/féminines)
	2013 <sup>c</sup>	2030 <sup>c</sup>	2013 <sup>c</sup>	2013 <sup>c</sup>	2000/2005	2010-2015 <sup>c</sup>	2013 <sup>c</sup>	2015 <sup>c</sup>	2015	2015	2000/2005	2010-2015 <sup>c</sup>	2010-2015 <sup>c</sup>
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ</b>													
1 Norvège	5,0 <sup>d</sup>	5,8 <sup>d</sup>	0,3 <sup>d</sup>	0,8 <sup>d</sup>	0,6 <sup>d</sup>	1,0 <sup>d</sup>	79,9 <sup>d</sup>	39,2 <sup>d</sup>	28,6 <sup>d</sup>	25,2 <sup>d</sup>	1,8 <sup>e</sup>	1,9 <sup>d</sup>	1,06 <sup>d</sup>
2 Australie	23,3 <sup>e</sup>	28,3 <sup>e</sup>	1,6 <sup>e</sup>	3,3 <sup>e</sup>	1,3 <sup>e</sup>	1,3 <sup>e</sup>	89,5 <sup>e</sup>	37,4 <sup>e</sup>	29,1 <sup>e</sup>	22,7 <sup>e</sup>	1,8 <sup>e</sup>	1,9 <sup>e</sup>	1,06 <sup>e</sup>
3 Suisse	8,1	9,5	0,4	1,4	0,7	1,0	73,8	42,3	21,9	27,1	1,4	1,5	1,05
4 Pays-Bas	16,8	17,3	0,9	2,9	0,6	0,3	84,0	42,4	25,8	27,8	1,7	1,8	1,06
5 États-Unis	320,1	362,6	20,8	44,7	0,9	0,8	82,9	37,7	29,4	22,2	2,0	2,0	1,05
6 Allemagne	82,7	79,6	3,5	17,5	0,1	-0,1	74,2	46,3	19,7	32,7	1,4	1,4	1,06
7 Nouvelle-Zélande	4,5	5,2	0,3	0,6	1,4	1,0	86,3	37,3	30,8	22,5	1,9	2,1	1,06
8 Canada	35,2	40,6	2,0	5,3	1,0	1,0	80,9	40,5	24,4	23,7	1,5	1,7	1,06
9 Singapour	5,4	6,6	0,3	0,6	2,7	2,0	100,0	38,7	20,8	15,2	1,3	1,3	1,07
10 Danemark	5,6	6,0	0,3	1,0	0,3	0,4	87,2	41,5	27,0	29,1	1,8	1,9	1,06
11 Irlande	4,6	5,3	0,4	0,6	1,8	1,1	62,8	35,9	32,9	19,2	2,0	2,0	1,07
12 Suède	9,6	10,7	0,6	1,8	0,4	0,7	85,5	41,2	27,6	31,8	1,7	1,9	1,06
13 Islande	0,3	0,4	0,0	0,0	1,1	1,1	93,9	35,9	31,2	20,3	2,0	2,1	1,05
14 Royaume-Uni	63,1	68,6	4,0	11,0	0,5	0,6	79,9	40,5	27,4	28,1	1,7	1,9	1,05
15 Hong Kong, Chine (RAS)	7,2	7,9	0,3	1,0	0,2	0,7	100,0	43,2	16,0	20,5	1,0	1,1	1,07
15 Corée (République de)	49,3	52,2	2,4	6,0	0,5	0,5	83,8	40,5	19,5	17,9	1,2	1,3	1,07
17 Japon	127,1	120,6	5,4	31,9	0,2	-0,1	92,5	46,5	21,2	43,6	1,3	1,4	1,06
18 Liechtenstein	0,0	0,0	..	..	1,0	0,7	14,3	..	..	..	..	..	..
19 Israël	7,7	9,6	0,8	0,8	1,9	1,3	92,0	30,1	45,8	17,8	2,9	2,9	1,05
20 France	64,3	69,3	3,9	11,5	0,7	0,5	86,9	41,0	28,6	29,6	1,9	2,0	1,05
21 Autriche	8,5	9,0	0,4	1,6	0,5	0,4	68,1	43,3	21,6	27,9	1,4	1,5	1,06
21 Belgique	11,1	11,7	0,7	2,0	0,5	0,4	97,5	41,9	26,7	29,0	1,7	1,9	1,05
21 Luxembourg	0,5	0,6	0,0	0,1	1,0	1,3	85,9	39,1	25,4	21,2	1,7	1,7	1,05
24 Finlande	5,4 <sup>f</sup>	5,6 <sup>f</sup>	0,3 <sup>f</sup>	1,0 <sup>f</sup>	0,3 <sup>f</sup>	0,3 <sup>f</sup>	83,9 <sup>f</sup>	42,6 <sup>f</sup>	26,1 <sup>f</sup>	32,3 <sup>f</sup>	1,8 <sup>f</sup>	1,9 <sup>f</sup>	1,04 <sup>f</sup>
25 Slovénie	2,1	2,1	0,1	0,4	0,1	0,2	49,8	43,0	21,4	26,4	1,2	1,5	1,05
26 Italie	61,0	61,2	2,9	12,9	0,6	0,2	68,7	45,0	21,8	33,8	1,3	1,5	1,06
27 Espagne	46,9 <sup>g</sup>	48,2 <sup>g</sup>	2,5 <sup>g</sup>	8,3 <sup>g</sup>	1,5 <sup>g</sup>	0,4 <sup>g</sup>	77,7 <sup>g</sup>	42,2 <sup>g</sup>	23,4 <sup>g</sup>	27,6 <sup>g</sup>	1,3 <sup>g</sup>	1,5 <sup>g</sup>	1,06 <sup>g</sup>
28 République tchèque	10,7	11,1	0,6	1,8	0,0	0,4	73,4	40,9	23,0	26,3	1,2	1,6	1,06
29 Grèce	11,1	11,0	0,6	2,2	0,1	0,0	61,9	43,5	22,6	31,1	1,3	1,5	1,07
30 Brunéi Darussalam	0,4	0,5	0,0	0,0	2,1	1,4	76,7	31,1	34,6	6,9	2,3	2,0	1,06
31 Qatar	2,2	2,8	0,1	0,0	6,5	5,9	99,1	31,7	15,9	1,1	3,0	2,1	1,05
32 Chypre	1,1 <sup>h</sup>	1,3 <sup>h</sup>	0,1 <sup>h</sup>	0,1 <sup>h</sup>	1,8 <sup>h</sup>	1,1 <sup>h</sup>	70,9 <sup>h</sup>	35,9 <sup>h</sup>	23,5 <sup>h</sup>	18,1 <sup>h</sup>	1,6 <sup>h</sup>	1,5 <sup>h</sup>	1,07 <sup>h</sup>
33 Estonie	1,3	1,2	0,1	0,2	-0,6	-0,3	69,6	41,3	24,7	28,2	1,4	1,6	1,06
34 Arabie saoudite	28,8	35,6	2,9	0,8	4,1	1,8	82,7	28,4	41,2	4,4	3,5	2,7	1,03
35 Lituanie	3,0	2,8	0,2	0,5	-1,2	-0,5	67,3	39,7	22,4	22,8	1,3	1,5	1,05
35 Pologne	38,2	37,4	2,1	5,5	-0,1	0,0	60,7	39,4	21,7	22,0	1,3	1,4	1,06
37 Andorre	0,1	0,1	..	..	4,3	0,8	86,2	..	..	..	..	..	..
37 Slovaquie	5,5	5,4	0,3	0,7	0,0	0,1	54,6	38,9	21,4	19,1	1,2	1,4	1,05
39 Malte	0,4	0,4	0,0	0,1	0,4	0,3	95,2	41,4	20,8	26,0	1,4	1,4	1,06
40 Émirats arabes unis	9,3	12,3	0,7	0,0	6,3	2,5	84,9	31,4	19,4	0,6	2,4	1,8	1,05
41 Chili	17,6	19,8	1,2	1,8	1,1	0,9	89,6	33,7	29,9	15,3	2,0	1,8	1,04
41 Portugal	10,6	10,4	0,5	2,0	0,4	0,0	62,1	43,0	21,8	29,3	1,5	1,3	1,06
43 Hongrie	10,0	9,5	0,5	1,7	-0,3	-0,2	70,4	41,0	21,9	26,1	1,3	1,4	1,06
44 Bahreïn	1,3	1,6	0,1	0,0	5,5	1,7	88,8	30,2	28,3	3,0	2,7	2,1	1,04
44 Cuba	11,3	10,8	0,5	1,5	0,3	-0,1	75,1	41,3	22,1	19,9	1,6	1,5	1,06
46 Koweït	3,4	4,8	0,3	0,1	3,7	3,6	98,3	29,7	33,6	3,3	2,6	2,6	1,04
47 Croatie	4,3	4,0	0,2	0,8	-0,4	-0,4	58,4	43,1	22,0	28,6	1,4	1,5	1,06
48 Lettonie	2,1	1,9	0,1	0,4	-1,3	-0,6	67,7	41,7	23,5	28,2	1,3	1,6	1,05
49 Argentine	41,4	46,9	3,4	4,5	0,9	0,9	92,8	31,6	36,7	17,3	2,4	2,2	1,04
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ</b>													
50 Uruguay	3,4	3,6	0,2	0,5	0,0	0,3	92,7	34,8	33,4	22,3	2,2	2,1	1,05
51 Bahamas	0,4	0,4	0,0	0,0	2,0	1,4	84,6	32,5	29,4	11,7	1,9	1,9	1,06
51 Monténégro	0,6	0,6	0,0	0,1	0,2	0,0	63,7	37,6	26,9	20,2	1,8	1,7	1,07
53 Biélorussie	9,4	8,5	0,5	1,3	-0,6	-0,5	75,9	39,5	22,4	19,7	1,2	1,5	1,06
54 Roumanie	21,7	20,2	1,1	3,3	-0,2	-0,3	52,8	40,0	21,8	22,3	1,3	1,4	1,06
55 Libye	6,2	7,5	0,6	0,3	1,6	0,9	78,1	27,2	44,7	7,6	2,9	2,4	1,06
56 Oman	3,6	4,9	0,4	0,1	2,8	7,9	73,9	27,1	29,2	4,0	3,2	2,9	1,05
57 Fédération de Russie	142,8	133,6	8,3	18,6	-0,4	-0,2	74,2	38,5	23,4	18,8	1,3	1,5	1,06

Classement à l'IDH	Population							Ratio de dépendance					Rapport de masculinité à la naissance <sup>b</sup>
	Total		Moins de 5 ans	65 ans et plus	Taux moyen de croissance annuelle		Urbain <sup>a</sup>	Âge médian	(pour 100 personnes de 15 à 64 ans)		Taux global de fécondité		
	(millions)		(millions)	(millions)	(% )		(% de la population)	(années)	Enfants (de 0 à 14 ans)	Personnes âgées (65 ans et plus)	(naissances par femme)		
	2013 <sup>c</sup>	2030 <sup>c</sup>	2013 <sup>c</sup>	2013 <sup>c</sup>	2000/2005	2010-2015 <sup>c</sup>	2013 <sup>c</sup>	2015 <sup>c</sup>	2015	2015	2000/2005	2010-2015 <sup>c</sup>	
58 Bulgarie	7,2	6,2	0,3	1,4	-0,8	-0,8	74,3	43,4	21,2	30,1	1,2	1,5	1,06
59 Barbade	0,3	0,3	0,0	0,0	0,5	0,5	45,4	37,4	26,7	16,2	1,8	1,9	1,04
60 Palaos	0,0	0,0	..	..	0,8	0,8	85,8	..	..	..	..	..	..
61 Antigua-et-Barbuda	0,1	0,1	0,0	0,0	1,2	1,0	29,8	30,9	35,2	10,4	2,3	2,1	1,03
62 Malaisie	29,7 <sup>i</sup>	36,8 <sup>i</sup>	2,5 <sup>i</sup>	1,6 <sup>i</sup>	2,0 <sup>i</sup>	1,6 <sup>i</sup>	74,2 <sup>i</sup>	28,2 <sup>i</sup>	36,6 <sup>i</sup>	8,3 <sup>i</sup>	2,5 <sup>i</sup>	2,0 <sup>i</sup>	1,06 <sup>i</sup>
63 Maurice	1,2 <sup>j</sup>	1,3 <sup>j</sup>	0,1 <sup>j</sup>	0,1 <sup>j</sup>	0,5 <sup>j</sup>	0,4 <sup>j</sup>	41,8 <sup>j</sup>	35,5 <sup>j</sup>	26,4 <sup>j</sup>	13,3 <sup>j</sup>	1,9 <sup>j</sup>	1,5 <sup>j</sup>	1,04 <sup>j</sup>
64 Trinité-et-Tobago	1,3	1,3	0,1	0,1	0,5	0,3	14,2	34,2	29,9	13,8	1,8	1,8	1,04
65 Liban	4,8	5,2	0,3	0,4	4,2	3,0	87,5	30,7	27,1	12,3	2,0	1,5	1,05
65 Panama	3,9	4,9	0,4	0,3	1,9	1,6	76,5	28,5	42,5	11,7	2,8	2,5	1,05
67 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	30,4	37,2	3,0	1,9	1,8	1,5	93,9	27,7	42,6	10,1	2,7	2,4	1,05
68 Costa Rica	4,9	5,8	0,4	0,3	1,9	1,4	65,6	30,6	32,5	10,8	2,3	1,8	1,05
69 Turquie	74,9	86,8	6,4	5,5	1,4	1,2	73,4	30,1	37,0	11,4	2,3	2,1	1,05
70 Kazakhstan	16,4	18,6	1,7	1,1	0,7	1,0	53,4	29,7	39,4	10,1	2,0	2,4	1,07
71 Mexique	122,3	143,7	11,3	7,8	1,3	1,2	78,7	27,7	41,7	10,3	2,5	2,2	1,05
71 Seychelles	0,1	0,1	0,0	0,0	1,8	0,6	54,4	33,2	31,7	11,2	2,2	2,2	1,06
73 Saint-Kitts-et-Nevis	0,1	0,1	..	..	1,5	1,1	32,1	..	..	..	..	..	..
73 Sri Lanka	21,3	23,3	1,9	1,8	1,1	0,8	15,2	32,0	38,1	13,7	2,3	2,4	1,04
75 Iran (République islamique d')	77,4	91,3	7,1	4,1	1,2	1,3	69,3	29,5	34,2	7,8	2,0	1,9	1,05
76 Azerbaïdjan	9,4 <sup>k</sup>	10,5 <sup>k</sup>	0,8 <sup>k</sup>	0,5 <sup>k</sup>	1,1 <sup>k</sup>	1,1 <sup>k</sup>	54,1 <sup>k</sup>	30,4 <sup>k</sup>	30,8 <sup>k</sup>	7,8 <sup>k</sup>	2,0 <sup>k</sup>	1,9 <sup>k</sup>	1,15 <sup>k</sup>
77 Jordanie	7,3	9,4	1,0	0,3	1,9	3,5	83,2	24,0	53,0	5,8	3,9	3,3	1,05
77 Serbie	9,5 <sup>l</sup>	8,6 <sup>l</sup>	0,5 <sup>l</sup>	1,4 <sup>l</sup>	-0,6 <sup>l</sup>	-0,5 <sup>l</sup>	57,1 <sup>l</sup>	39,3 <sup>l</sup>	22,9 <sup>l</sup>	21,7 <sup>l</sup>	1,6 <sup>l</sup>	1,4 <sup>l</sup>	1,05 <sup>l</sup>
79 Brésil	200,4	222,7	14,6	15,1	1,3	0,8	85,2	31,2	33,6	11,6	2,3	1,8	1,05
79 Géorgie	4,3 <sup>m</sup>	4,0 <sup>m</sup>	0,3 <sup>m</sup>	0,6 <sup>m</sup>	-1,2 <sup>m</sup>	-0,4 <sup>m</sup>	53,0 <sup>m</sup>	38,1 <sup>m</sup>	27,6 <sup>m</sup>	22,0 <sup>m</sup>	1,6 <sup>m</sup>	1,8 <sup>m</sup>	1,11 <sup>m</sup>
79 Grenade	0,1	0,1	0,0	0,0	0,3	0,4	39,8	27,2	40,0	10,7	2,4	2,2	1,05
82 Pérou	30,4	36,5	2,9	1,9	1,3	1,3	77,9	27,1	42,9	10,3	2,8	2,4	1,05
83 Ukraine	45,2	39,8	2,5	6,8	-0,8	-0,6	69,3	39,9	21,4	21,2	1,2	1,5	1,06
84 Belize	0,3	0,5	0,0	0,0	2,6	2,4	44,3	23,7	52,1	6,5	3,4	2,7	1,03
84 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	2,1	2,1	0,1	0,3	0,4	0,1	59,5	37,8	23,2	18,3	1,6	1,4	1,05
86 Bosnie-Herzégovine	3,8	3,7	0,2	0,6	0,2	-0,1	49,3	40,1	21,2	22,9	1,2	1,3	1,07
87 Arménie	3,0	3,0	0,2	0,3	-0,4	0,2	64,2	33,4	29,2	15,0	1,7	1,7	1,14
88 Fidji	0,9	0,9	0,1	0,0	0,3	0,7	53,0	27,5	43,9	8,9	3,0	2,6	1,06
89 Thaïlande	67,0	67,6	3,6	6,5	1,0	0,3	34,8	38,0	24,2	14,5	1,6	1,4	1,06
90 Tunisie	11,0	12,6	0,9	0,8	1,0	1,1	66,7	31,2	33,4	10,8	2,0	2,0	1,05
91 Chine	1 385,6	1 453,3	90,2	123,0	0,6	0,6	53,2	36,0	25,1	13,1	1,6	1,7	1,16
91 Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,1	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	50,1	29,8	36,0	10,7	2,2	2,0	1,03
93 Algérie	39,2	48,6	4,6	1,8	1,4	1,8	74,7	27,5	42,4	7,0	2,4	2,8	1,05
93 Dominique	0,1	0,1	..	..	0,2	0,4	67,4	..	..	..	..	..	..
95 Albanie	3,2	3,3	0,2	0,3	-0,7	0,3	55,6	33,5	28,1	16,3	2,2	1,8	1,08
96 Jamaïque	2,8	2,9	0,2	0,2	0,8	0,5	52,2	28,2	39,5	12,3	2,5	2,3	1,05
97 Sainte-Lucie	0,2	0,2	0,0	0,0	1,1	0,8	16,1	31,2	34,1	13,2	2,1	1,9	1,03
98 Colombie	48,3	57,2	4,5	3,0	1,6	1,3	75,8	28,3	40,7	10,0	2,6	2,3	1,05
98 Équateur	15,7	19,6	1,6	1,0	1,9	1,6	68,6	26,7	45,8	10,7	3,0	2,6	1,05
100 Suriname	0,5	0,6	0,0	0,0	1,4	0,9	70,5	29,1	39,6	10,2	2,6	2,3	1,08
100 Tonga	0,1	0,1	0,0	0,0	0,6	0,4	23,6	21,3	64,3	10,2	4,2	3,8	1,05
102 République dominicaine	10,4	12,2	1,1	0,7	1,5	1,2	70,8	26,4	46,4	10,3	2,8	2,5	1,05
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN</b>													
103 Maldives	0,3	0,4	0,0	0,0	1,7	1,9	43,4	26,0	42,2	7,3	2,8	2,3	1,06
103 Mongolie	2,8	3,4	0,3	0,1	1,0	1,5	70,4	27,5	40,4	5,6	2,1	2,4	1,03
103 Turkménistan	5,2	6,2	0,5	0,2	1,1	1,3	49,4	26,4	41,7	6,1	2,8	2,3	1,05
106 Samoa	0,2	0,2	0,0	0,0	0,6	0,8	19,4	21,2	64,9	9,1	4,4	4,2	1,08
107 Palestine (État de)	4,3 <sup>n</sup>	6,4 <sup>n</sup>	0,6 <sup>n</sup>	0,1 <sup>n</sup>	2,1 <sup>n</sup>	2,5 <sup>n</sup>	74,8 <sup>n</sup>	19,7 <sup>n</sup>	67,3 <sup>n</sup>	5,3 <sup>n</sup>	5,0 <sup>n</sup>	4,1 <sup>n</sup>	1,05 <sup>n</sup>
108 Indonésie	249,9	293,5	24,0	13,1	1,4	1,2	52,2	28,4	42,2	8,2	2,5	2,4	1,05
109 Botswana	2,0	2,3	0,2	0,1	1,3	0,9	62,9	22,8	52,3	6,0	3,2	2,6	1,03
110 Égypte	82,1	102,6	9,3	4,7	1,6	1,6	43,8	25,8	48,8	9,4	3,2	2,8	1,05
111 Paraguay	6,8	8,7	0,8	0,4	2,0	1,7	63,0	24,4	50,8	9,1	3,5	2,9	1,05
112 Gabon	1,7	2,4	0,2	0,1	2,4	2,4	86,9	20,9	67,6	8,9	4,5	4,1	1,03
113 Bolivie (État plurinational de)	10,7	13,7	1,3	0,5	1,9	1,6	67,7	22,8	56,1	8,3	4,0	3,3	1,05
114 Moldova (République de)	3,5 <sup>o</sup>	3,1 <sup>o</sup>	0,2 <sup>o</sup>	0,4 <sup>o</sup>	-1,7 <sup>o</sup>	-0,8 <sup>o</sup>	49,1 <sup>o</sup>	36,3 <sup>o</sup>	23,6 <sup>o</sup>	16,4 <sup>o</sup>	1,5 <sup>o</sup>	1,5 <sup>o</sup>	1,06 <sup>o</sup>
115 Salvador	6,3	6,9	0,6	0,5	0,4	0,7	65,8	24,7	45,2	11,5	2,6	2,2	1,05

**TABLEAU 15 ÉVOLUTION DE LA POPULATION**

Classement à l'IDH	Population								Ratio de dépendance				Rapport de masculinité à la naissance <sup>b</sup>
	Total		Moins de 5 ans	65 ans et plus	Taux moyen de croissance annuelle		Urbain <sup>a</sup>	Âge médian	(pour 100 personnes de 15 à 64 ans)		Taux global de fécondité		
	(millions)		(millions)	(millions)	(% )		(% de la population)	(années)	Enfants (de 0 à 14 ans)	Personnes âgées (65 ans et plus)	(naissances par femme)		
	2013 <sup>c</sup>	2030 <sup>c</sup>	2013 <sup>c</sup>	2013 <sup>c</sup>	2000/2005	2010-2015 <sup>c</sup>	2013 <sup>c</sup>	2015 <sup>c</sup>	2015	2015	2000/2005	2010-2015 <sup>c</sup>	
116 Ouzbékistan	28,9	34,1	3,0	1,2	1,0	1,4	36,3	26,0	41,5	6,4	2,6	2,3	1,05
117 Philippines	98,4	127,8	11,3	3,8	2,0	1,7	49,3	23,4	53,4	6,5	3,7	3,1	1,06
118 Afrique du Sud	52,8	58,1	5,4	2,9	1,5	0,8	62,9	26,5	45,1	8,8	2,8	2,4	1,03
118 République arabe syrienne	21,9	29,9	2,6	0,9	2,1	0,7	56,9	22,7	56,4	7,1	3,7	3,0	1,05
120 Iraq	33,8	51,0	4,9	1,1	2,8	2,9	66,4	20,0	68,1	5,5	4,8	4,1	1,07
121 Guyana	0,8	0,9	0,1	0,0	0,4	0,5	28,5	23,0	55,7	5,7	2,7	2,6	1,05
121 Viet Nam	91,7	101,8	7,1	6,0	1,0	1,0	32,3	30,7	31,7	9,6	1,9	1,8	1,10
123 Cap-Vert	0,5	0,6	0,0	0,0	1,6	0,8	64,1	25,2	42,4	7,9	3,3	2,3	1,03
124 Micronésie (États fédérés de)	0,1	0,1	0,0	0,0	-0,2	0,2	22,8	21,5	55,3	7,1	4,1	3,3	1,07
125 Guatemala	15,5	22,6	2,3	0,7	2,5	2,5	50,7	19,7	71,3	8,4	4,6	3,8	1,05
125 Kirghizistan	5,5	6,9	0,7	0,2	0,4	1,4	35,5	25,1	47,6	6,3	2,5	3,1	1,06
127 Namibie	2,3	3,0	0,3	0,1	1,3	1,9	39,5	21,8	57,0	5,9	3,8	3,1	1,03
128 Timor-Leste	1,1	1,6	0,2	0,0	3,1	1,7	29,1	16,9	86,5	6,6	7,0	5,9	1,05
129 Honduras	8,1	10,8	1,0	0,4	2,0	2,0	53,3	22,5	56,1	7,5	3,7	3,0	1,05
129 Maroc	33,0	39,2	3,4	1,6	1,0	1,4	57,8	27,5	41,7	7,6	2,5	2,8	1,06
131 Vanuatu	0,3	0,4	0,0	0,0	2,5	2,2	25,5	22,1	60,3	6,7	4,1	3,4	1,07
132 Nicaragua	6,1	7,4	0,7	0,3	1,3	1,4	58,1	23,8	50,4	7,6	3,0	2,5	1,05
133 Kiribati	0,1	0,1	0,0	0,0	1,8	1,5	44,1	24,1	47,8	6,7	3,6	3,0	1,07
133 Tadjikistan	8,2	11,4	1,2	0,3	1,9	2,4	26,6	22,0	59,4	5,2	3,7	3,9	1,05
135 Inde	1 252,1	1 476,4	121,3	66,0	1,6	1,2	32,0	26,9	42,9	8,3	3,0	2,5	1,11
136 Bhoutan	0,8	0,9	0,1	0,0	2,8	1,6	37,1	26,7	39,9	7,3	3,1	2,3	1,04
136 Cambodge	15,1	19,1	1,7	0,8	1,8	1,7	20,3	25,0	49,0	8,9	3,5	2,9	1,05
138 Ghana	25,9	35,3	3,7	0,9	2,5	2,1	53,2	20,9	65,0	5,9	4,6	3,9	1,05
139 Rép. démocratique populaire lao	6,8	8,8	0,9	0,3	1,4	1,9	36,5	22,0	55,6	6,2	3,7	3,1	1,05
140 Congo	4,4	6,8	0,7	0,2	2,5	2,6	64,5	18,7	78,5	6,3	5,1	5,0	1,03
141 Zambie	14,5	25,0	2,7	0,4	2,5	3,2	40,0	16,7	90,6	5,0	6,0	5,7	1,02
142 Bangladesh	156,6	185,1	15,1	7,5	1,6	1,2	29,4	25,8	43,8	7,3	2,9	2,2	1,05
142 Sao Tomé-et-Principe	0,2	0,3	0,0	0,0	2,1	2,6	64,1	19,4	74,8	5,8	4,6	4,1	1,03
144 Guinée équatoriale	0,8	1,1	0,1	0,0	3,1	2,8	39,8	20,9	65,6	4,8	5,6	4,9	1,03
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE</b>													
145 Népal	27,8	32,9	2,9	1,4	1,7	1,2	17,7	23,1	53,4	8,6	3,7	2,3	1,07
146 Pakistan	182,1	231,7	21,8	8,0	1,9	1,7	36,8	23,2	52,3	7,0	4,0	3,2	1,09
147 Kenya	44,4	66,3	7,0	1,2	2,7	2,7	24,8	19,0	75,4	5,0	5,0	4,4	1,03
148 Swaziland	1,2	1,5	0,2	0,0	0,8	1,5	21,2	20,5	63,1	6,1	4,0	3,4	1,03
149 Angola	21,5	34,8	4,0	0,5	3,4	3,1	60,7	16,4	92,9	4,8	6,8	5,9	1,03
150 Myanmar	53,3	58,7	4,4	2,8	0,7	0,8	33,8	29,8	34,4	7,7	2,2	2,0	1,03
151 Rwanda	11,8	17,8	1,9	0,3	2,3	2,7	19,7	18,4	74,1	4,5	5,6	4,6	1,02
152 Cameroun	22,3	33,1	3,6	0,7	2,6	2,5	53,2	18,5	78,4	5,9	5,5	4,8	1,03
152 Nigéria	173,6	273,1	30,5	4,8	2,6	2,8	50,9	17,7	83,9	5,1	6,1	6,0	1,06
154 Yémen	24,4	34,0	3,4	0,7	2,8	2,3	33,5	19,7	67,5	5,1	5,9	4,2	1,05
155 Madagascar	22,9	36,0	3,6	0,6	3,0	2,8	33,8	18,7	75,2	5,1	5,3	4,5	1,03
156 Zimbabwe	14,1	20,3	2,0	0,5	0,3	2,8	39,6	20,1	66,9	6,7	4,0	3,5	1,02
157 Papouasie-Nouvelle-Guinée	7,3	10,0	1,0	0,2	2,5	2,1	12,6	21,2	62,2	5,0	4,4	3,8	1,08
157 Îles Salomon	0,6	0,8	0,1	0,0	2,6	2,1	21,4	19,9	69,4	5,9	4,6	4,1	1,07
159 Comores	0,7	1,1	0,1	0,0	2,6	2,4	28,2	19,1	75,1	5,1	5,3	4,7	1,05
159 Tanzanie (République-Unie de)	49,3 <sup>p</sup>	79,4 <sup>p</sup>	8,7 <sup>p</sup>	1,6 <sup>p</sup>	2,6 <sup>p</sup>	3,0 <sup>p</sup>	27,6 <sup>p</sup>	17,6 <sup>p</sup>	85,9 <sup>p</sup>	6,2 <sup>p</sup>	5,7 <sup>p</sup>	5,2 <sup>p</sup>	1,03 <sup>p</sup>
161 Mauritanie	3,9	5,6	0,6	0,1	3,0	2,5	42,0	20,0	69,4	5,6	5,2	4,7	1,05
162 Lesotho	2,1	2,4	0,3	0,1	0,7	1,1	29,0	21,2	59,2	6,9	3,8	3,1	1,03
163 Sénégal	14,1	21,9	2,4	0,4	2,7	2,9	43,1	18,2	80,5	5,4	5,4	5,0	1,04
164 Ouganda	37,6	63,4	7,1	0,9	3,4	3,3	16,4	15,9	96,6	4,9	6,7	5,9	1,03
165 Bénin	10,3	15,5	1,7	0,3	3,3	2,7	46,2	18,6	76,7	5,3	5,8	4,9	1,04
166 Soudan	38,0	55,1	5,7	1,2	2,6	2,1	33,5	19,4	72,1	5,9	5,3	4,5	1,04
166 Togo	6,8	10,0	1,1	0,2	2,6	2,6	39,0	19,0	74,6	4,9	5,1	4,7	1,02
168 Haïti	10,3	12,5	1,3	0,5	1,5	1,4	56,1	22,7	55,8	7,5	4,0	3,2	1,05
169 Afghanistan	30,6	43,5	4,9	0,7	3,8	2,4	24,1	17,0	85,4	4,7	7,4	5,0	1,06
170 Djibouti	0,9	1,1	0,1	0,0	1,4	1,5	77,2	23,4	53,9	6,6	4,2	3,4	1,04
171 Côte d'Ivoire	20,3	29,2	3,2	0,6	1,5	2,3	52,8	19,1	73,4	5,7	5,2	4,9	1,03
172 Gambie	1,8	3,1	0,3	0,0	3,1	3,2	58,4	17,0	87,9	4,5	5,9	5,8	1,03
173 Éthiopie	94,1	137,7	14,2	3,2	2,9	2,6	17,5	18,6	75,2	6,3	6,1	4,6	1,04

Classement à l'IDH	Population								Ratio de dépendance				Rapport de masculinité à la naissance <sup>b</sup>  (rapport naissances masculines/féminines)
	Total		Moins de 5 ans	65 ans et plus	Taux moyen de croissance annuelle		Urbain <sup>a</sup>	Âge médian	(pour 100 personnes de 15 à 64 ans)		Taux global de fécondité		
	(millions)		(millions)	(millions)	(% )		(% de la population)	(années)	Enfants (de 0 à 14 ans)	Personnes âgées (65 ans et plus)	(naissances par femme)		
	2013 <sup>c</sup>	2030 <sup>e</sup>	2013 <sup>c</sup>	2013 <sup>c</sup>	2000/2005	2010-2015 <sup>f</sup>	2013 <sup>c</sup>	2015 <sup>e</sup>	2015	2015	2000/2005	2010-2015 <sup>f</sup>	
174 Malawi	16,4	26,0	2,9	0,5	2,6	2,8	16,0	17,3	86,3	6,3	6,1	5,4	1,03
175 Libéria	4,3	6,4	0,7	0,1	2,5	2,6	48,9	18,6	77,4	5,5	5,7	4,8	1,05
176 Mali	15,3	26,0	3,0	0,4	3,0	3,0	36,2	16,2	95,5	5,4	6,8	6,9	1,05
177 Guinée-Bissau	1,7	2,5	0,3	0,0	2,2	2,4	45,3	19,3	73,3	5,3	5,7	5,0	1,03
178 Mozambique	25,8	38,9	4,4	0,8	2,8	2,5	31,7	17,3	87,4	6,4	5,7	5,2	1,03
179 Guinée	11,7	17,3	1,9	0,4	1,8	2,5	36,4	18,8	75,9	5,6	5,8	5,0	1,02
180 Burundi	10,2	16,4	1,9	0,2	3,0	3,2	11,5	17,6	85,3	4,5	6,9	6,1	1,03
181 Burkina Faso	16,9	26,6	3,0	0,4	2,9	2,8	28,2	17,3	85,6	4,6	6,4	5,7	1,05
182 Érythrée	6,3	9,8	1,1	0,1	4,2	3,2	22,2	18,5	78,8	4,3	5,7	4,7	1,05
183 Sierra Leone	6,1	8,1	0,9	0,2	4,3	1,9	40,0	19,3	72,4	4,7	5,7	4,8	1,02
184 Tchad	12,8	20,9	2,5	0,3	3,8	3,0	22,0	15,9	96,3	4,8	7,2	6,3	1,03
185 République centrafricaine	4,6	6,3	0,7	0,2	1,7	2,0	39,5	20,0	68,7	6,7	5,3	4,4	1,03
186 Congo (République démocratique du)	67,5	103,7	11,9	1,9	2,8	2,7	35,4	17,5	84,7	5,4	6,9	6,0	1,03
187 Niger	17,8	34,5	3,7	0,5	3,6	3,9	18,3	15,0	106,0	5,5	7,7	7,6	1,05
<b>AUTRES PAYS OU TERRITOIRES</b>													
Corée, Rép. populaire démocratique de	24,9	26,7	1,7	2,4	0,8	0,5	60,6	33,9	30,5	13,8	2,0	2,0	1,05
Îles Marshall	0,1	0,1	..	..	0,0	0,2	72,5	..	..	..	..	..	..
Monaco	0,0	0,0	..	..	1,0	0,8	100,0	..	..	..	..	..	..
Nauru	0,0	0,0	..	..	0,1	0,2	100,0	..	..	..	..	..	..
Saint-Marin	0,0	0,0	..	..	2,0	0,6	94,2	..	..	..	..	..	..
Somalie	10,5	16,9	2,0	0,3	2,7	2,9	38,7	16,5	92,6	5,6	7,4	6,6	1,03
Soudan du Sud	11,3	17,3	1,8	0,4	3,8	4,0	18,4	18,9	75,3	6,4	5,9	5,0	1,04
Tuvalu	0,0	0,0	..	..	0,6	0,2	51,4	..	..	..	..	..	..
<b>Groupes d'indice de développement humain</b>													
Développement humain très élevé	1 189,7	1 276,5	69,4	193,9	0,7	0,6	81,6	40,2	26,1	25,7	1,7	1,8	1,05
Développement humain élevé	2 485,5	2 662,3	176,8	215,9	0,7	0,7	61,4	34,2	28,7	12,9	1,8	1,8	1,06
Développement humain moyen	2 262,1	2 716,0	228,7	115,9	1,6	1,3	38,3	26,5	44,6	8,1	3,0	2,6	1,05
Développement humain faible	1 145,6	1 675,6	176,9	38,0	2,5	2,4	34,5	19,5	72,6	6,0	5,3	4,6	1,04
<b>Régions</b>													
États arabes	366,0	481,3	43,9	15,4	2,2	2,0	57,8	24,6	50,8	6,8	3,6	3,2	1,05
Asie de l'Est et Pacifique	2 035,9	2 211,9	149,2	160,7	0,8	0,8	50,8	33,7	29,5	11,8	1,8	1,9	1,05
Europe et Asie centrale	233,4	251,0	18,9	21,2	0,4	0,7	60,5	32,2	33,4	13,4	2,0	2,0	1,07
Amérique latine et Caraïbes	611,3	711,1	53,6	44,0	1,3	1,1	79,5	29,0	39,4	11,4	2,5	2,2	1,05
Asie du Sud	1 749,0	2 085,5	175,1	89,6	1,6	1,3	33,4	26,4	44,2	8,1	3,1	2,6	1,06
Afrique subsaharienne	888,2	1 348,9	146,6	27,6	2,6	2,7	37,4	18,5	78,9	5,8	5,7	5,1	1,03
<b>Pays moins développés</b>	<b>898,4<sup>T</sup></b>	<b>1 287,0<sup>T</sup></b>	<b>132,1<sup>T</sup></b>	<b>31,7<sup>T</sup></b>	<b>2,4<sup>T</sup></b>	<b>2,3<sup>T</sup></b>	<b>29,4<sup>T</sup></b>	<b>19,9<sup>T</sup></b>	<b>69,1<sup>T</sup></b>	<b>6,2<sup>T</sup></b>	<b>4,9<sup>T</sup></b>	<b>4,2<sup>T</sup></b>	<b>1,04</b>
<b>Petits États insulaires en développement</b>	<b>54,3</b>	<b>63,4</b>	<b>5,4</b>	<b>3,7</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>	<b>53,0</b>	<b>27,9</b>	<b>45,4</b>	<b>11,0</b>	<b>3,1</b>	<b>2,7</b>	<b>1,06</b>
<b>Monde</b>	<b>7 162,1<sup>T</sup></b>	<b>8 424,9<sup>T</sup></b>	<b>659,0<sup>T</sup></b>	<b>570,5<sup>T</sup></b>	<b>1,2<sup>T</sup></b>	<b>1,1<sup>T</sup></b>	<b>53,0<sup>T</sup></b>	<b>29,6<sup>T</sup></b>	<b>39,5<sup>T</sup></b>	<b>12,5<sup>T</sup></b>	<b>2,6<sup>T</sup></b>	<b>2,5<sup>T</sup></b>	<b>1,07</b>

**NOTES**

- a Les données sont basées sur les définitions nationales d'une ville ou d'une aire métropolitaine. Les comparaisons transnationales doivent donc être abordées avec prudence.
- b La répartition par sexe à la naissance est généralement estimée et empiriquement confirmée comme étant de 1,05 naissance masculine pour 1 naissance féminine.
- c Projections basées sur la variante moyenne de fertilité.
- d Comprend l'archipel du Spitzberg et les îles Jan Mayen.
- e Comprend les îles Christmas, Cocos (Keeling), Norfolk.
- f Comprend les îles Åland.
- g Comprend les îles Canaries, Ceuta et Melilla.
- h Comprend Chypre-Nord.
- i Comprend le Sabah et le Sarawak.

- j Comprend Agalega, Rodrigues et Saint-Brandon.
- k Comprend le Haut-Karabakh.
- l Comprend le Kosovo.
- m Comprend l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.
- n Comprend Jérusalem-Est.
- o Comprend la Transnistrie.
- p Comprend Zanzibar
- T De la source de données originale.

**DÉFINITIONS**

**Population** : population de fait d'un pays, d'une zone ou d'une région, au 1er juillet.

**Population âgée de moins de 5 ans** : population de fait d'un pays, d'une zone ou d'une région âgée de moins de 5 ans au 1er juillet.

**Population âgée de 65 ans et plus** : population de fait d'un pays, d'une zone ou d'une région âgée de 65 ans et plus au 1er juillet.

**Taux moyen de croissance annuelle de la population** : croissance exponentielle annuelle moyenne pour la période indiquée.

**Population urbaine** : population de fait vivant dans des zones classées comme urbaines selon les critères utilisés par chaque zone ou pays, au 1er juillet.

**Âge médian** : âge permettant de diviser la population en deux parties égales, de façon à obtenir 50 pour cent de la population au-dessus de cet âge et 50 pour cent de la population en dessous de cet âge.

**Rapport de dépendance des jeunes** : rapport entre la population âgée de 0 à 14 ans et celle âgée de 15 à 64 ans, exprimé en nombre de personnes dépendantes pour 100 personnes en âge de travailler (15 à 64 ans).

**Rapport de dépendance des personnes âgées** : rapport entre la population âgée de 65 ans et plus

et celle âgée de 15 à 64 ans, exprimé en nombre de personnes dépendantes pour 100 personnes en âge de travailler (15 à 64 ans).

**Taux global de fertilité** : nombre d'enfants que mettrait au monde une femme si elle vivait jusqu'à la fin des années de procréation et si elle avait un nombre d'enfants correspondant aux taux de fécondité par âge actuels.

**Rapport de masculinité à la naissance** : Nombres de naissances masculines par naissance féminine.

**PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES**

**Colonnes 1-6 et 8-13** : ONU DAES 2013a.

**Colonne 7** : ONU DAES 2013b.

# Indicateurs supplémentaires : perceptions du bien-être

Classement à l'IDH	Perception du bien-être individuel						Perception de la communauté				Perception du gouvernement			
	Qualité de l'éducation	Qualité des soins de santé	Niveau de vie	Travail	Sécurité	Liberté de choix	Indice de satisfaction de vivre globale	Marché du travail local	Confiance entre personnes	Communauté	Efforts pour éradiquer la pauvreté	Actions de protection de l'environnement	Confiance à l'égard du gouvernement national	
	(% de satisfaction)	(% de satisfaction)	(% de satisfaction)	(% de satisfaction)	(% de oui)	(% de satisfaction)	(0, satisfaction minimale, 10, satisfaction maximale)	(% réponse favorable)	(% réponse fiable)	(% de oui)	(% de satisfaction)	(% de satisfaction)	(% de oui)	
	2012	2008-2012 <sup>a</sup>	2007-2013 <sup>a</sup>	2007-2012 <sup>a</sup>	2007-2012	2007-2012	2007-2012 <sup>a</sup>	2007-2012 <sup>a</sup>	2009-2011 <sup>a</sup>	2007-2012 <sup>a</sup>	2007-2013 <sup>a</sup>	2007-2013 <sup>a</sup>	2007-2012 <sup>a</sup>	
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ</b>														
1	Norvège	78	82	90	91	87	92	7,7	54	..	92	34	52	66
2	Australie	66	81	87	87	65	93	7,2	27	..	90	45	69	42
3	Suisse	77	94	94	93	78	94	7,8	35	44	94	67	74	77
4	Pays-Bas	74	88	88	92	77	87	7,5	14	46	93	63	66	57
5	États-Unis	64	73	72	85	74	82	7,0	28	37	85	43	59	35
6	Allemagne	60	86	90	91	79	90	6,7	46	31	94	50	67	52
7	Nouvelle-Zélande	71	83	87	86	64	90	7,2	29	..	89	53	77	61
8	Canada	74	75	86	90	84	92	7,4	43	42	91	45	60	52
9	Singapour	85	84	80	88	89	82	6,5	63	33	92	66	84	83
10	Danemark	72	81	88	92	80	92	7,5	18	60	94	57	70	53
11	Irlande	82	64	76	88	74	90	7,0	6	30	90	52	63	35
12	Suède	65	81	90	90	81	93	7,6	32	55	94	30	57	63
13	Islande	78	79	81	93	80	87	7,6	33	..	75	34	55	26
14	Royaume-Uni	73	86	80	88	75	88	6,9	9	35	88	51	71	42
15	Hong Kong, Chine (RAS)	46	54	79	81	88	87	5,5	46	29	82	38	38	50
15	Corée (République de)	55	68	72	73	67	59	6,0	25	26	79	33	33	23
17	Japon	55	75	71	79	77	70	6,0	16	33	85	33	41	17
18	Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
19	Israël	62	69	68	80	63	65	7,1	26	26	79	14	42	34
20	France	67	78	83	81	67	83	6,6	16	20	86	44	53	44
21	Autriche	72	93	95	93	82	90	7,4	35	29	94	54	61	38
21	Belgique	69	87	87	86	66	82	6,9	19	30	91	45	58	44
21	Luxembourg	65	88	92	91	73	91	7,0	18	26	94	72	76	74
24	Finlande	81	65	82	91	77	91	7,4	24	58	92	42	57	60
25	Slovénie	76	81	71	86	85	89	6,1	9	15	92	44	58	24
26	Italie	62	55	66	83	66	55	5,8	3	20	75	30	32	28
27	Espagne	63	74	80	86	78	74	6,3	5	22	88	42	41	34
28	République tchèque	62	71	65	78	59	71	6,3	11	24	84	21	52	17
29	Grèce	46	29	38	73	47	36	5,1	1	16	80	7	17	13
30	Brunéi Darussalam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
31	Qatar	72	90	84	88	92	90	6,7	66	23	92	91	91	89
32	Chypre	66	62	69	88	68	69	6,2	11	11	85	39	49	34
33	Estonie	51	45	43	78	61	65	5,4	18	33	85	8	54	27
34	Arabie saoudite	65	56	77	90	77	59	6,5	73	36	93	80	56	..
35	Lituanie	54	51	29	73	45	46	5,8	14	25	84	18	42	15
35	Pologne	60	42	66	83	68	75	5,9	18	25	90	22	47	27
37	Andorre	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
37	Slovaquie	61	59	49	78	55	53	5,9	8	21	83	22	42	37
39	Malte	64	70	63	80	72	82	6,0	19	16	82	47	64	50
40	Émirats arabes unis	83	82	87	87	90	88	7,2	47	18	93	85	89	..
41	Chili	49	35	72	82	57	72	6,6	57	15	82	35	38	34
41	Portugal	67	57	52	83	60	73	5,0	7	27	88	29	43	23
43	Hongrie	60	64	40	75	56	55	4,7	7	13	74	17	45	21
44	Bahreïn	82	70	66	77	60	63	5,0	44	11	90	57	57	..
44	Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
46	Koweït	65	62	88	93	..	93	6,2	69	11	93	89	78	..
47	Croatie	62	63	39	73	66	46	6,0	5	16	75	9	40	31
48	Lettonie	54	48	32	77	58	51	5,1	17	13	85	12	55	19
49	Argentine	64	63	67	81	45	73	6,5	34	23	82	34	42	42
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ</b>														
50	Uruguay	62	76	79	83	51	85	6,4	56	27	82	58	58	58
51	Bahamas	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
51	Monténégro	60	48	37	59	74	43	5,2	7	21	69	9	35	36
53	Biélorussie	53	38	37	62	61	53	5,7	26	34	82	26	45	59
54	Roumanie	53	52	36	70	54	60	5,2	9	15	82	8	23	24
55	Libye	33	41	57	74	91	68	5,8	49	..	72	56	37	..
56	Oman	..	78	87	86	..	91	6,9	69	..	90	..	..	..
57	Fédération de Russie	39	27	42	70	39	51	5,6	26	24	72	12	17	45
58	Bulgarie	45	39	29	74	59	59	4,2	6	20	77	9	33	34

Classement à l'IDH	Perception du bien-être individuel						Perception de la communauté				Perception du gouvernement		
	Qualité de l'éducation	Qualité des soins de santé	Niveau de vie	Travail	Sécurité	Liberté de choix	Indice de satisfaction de vivre globale	Marché du travail local	Confiance entre personnes	Communauté	Efforts pour éradiquer la pauvreté	Actions de protection de l'environnement	Confiance à l'égard du gouvernement national
	(% de satisfaction)	(% de satisfaction)	(% de satisfaction)	(% de satisfaction)	(% de oui)	(% de satisfaction)	(0, satisfaction minimale, 10, satisfaction maximale)	(% réponse favorable)	(% réponse fiable)	(% de oui)	(% de satisfaction)	(% de satisfaction)	(% de oui)
	2012	2008-2012 <sup>a</sup>	2007-2013 <sup>a</sup>	2007-2012 <sup>a</sup>	2007-2012	2007-2012	2007-2012 <sup>a</sup>	2007-2012 <sup>a</sup>	2009-2011 <sup>a</sup>	2007-2012 <sup>a</sup>	2007-2013 <sup>a</sup>	2007-2013 <sup>a</sup>	2007-2012 <sup>a</sup>
59 Barbade	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
60 Palaos	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
61 Antigua-et-Barbuda	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
62 Malaisie	91	87	75	83	45	82	5,9	44	14	83	70	72	76
63 Maurice	..	77	64	85	55	83	5,5	38	..	91	..	79	67
64 Trinité-et-Tobago	..	63	71	90	69	77	6,5	46	..	87	34	44	52
65 Liban	63	46	45	63	62	61	4,6	13	7	81	19	27	37
65 Panama	68	61	79	89	48	73	6,9	57	21	87	37	46	36
67 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	77	64	79	89	26	78	7,1	57	13	81	60	63	54
68 Costa Rica	83	65	75	85	53	92	7,3	26	14	85	40	72	28
69 Turquie	55	60	55	71	55	45	5,3	32	8	78	41	45	53
70 Kazakhstan	59	47	64	75	51	75	5,8	38	33	80	32	40	73
71 Mexique	62	71	78	76	54	77	7,3	43	29	79	41	53	36
71 Seychelles	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
73 Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
73 Sri Lanka	80	78	60	84	77	77	4,2	50	17	90	58	70	78
75 Iran (République islamique d')	61	52	67	67	55	57	4,6	22	..	76	58	61	56
76 Azerbaïdjan	50	34	49	66	69	54	4,9	27	27	73	22	48	71
77 Jordanie	61	72	46	69	81	65	5,1	13	9	74	51	47	77
77 Serbie	50	43	34	65	62	45	5,2	3	17	65	10	25	22
79 Brésil	52	25	77	83	46	80	6,9	56	15	74	43	46	46
79 Géorgie	67	48	24	50	91	60	4,3	12	16	77	36	53	61
79 Grenade	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
82 Pérou	53	37	60	74	46	66	5,8	43	12	72	37	40	27
83 Ukraine	44	18	24	67	46	49	5,0	15	29	76	8	18	24
84 Belize	..	..	69	..	43	62	6,5	44	..	67	20	30	26
84 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	62	47	39	60	63	58	4,6	8	11	65	16	37	37
86 Bosnie-Herzégovine	54	42	32	59	65	40	4,8	5	18	66	6	19	19
87 Arménie	52	40	30	50	78	46	4,3	12	15	55	14	32	29
88 Fidji	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
89 Thaïlande	91	88	83	97	74	83	6,3	73	27	95	67	75	70
90 Tunisie	44	32	54	63	59	53	4,5	22	15	71	30	38	44
91 Chine	62	65	73	72	82	77	5,1	38	57	80	68	72	..
91 Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
93 Algérie	64	52	66	72	53	56	5,6	53	16	83	41	48	53
93 Dominique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
95 Albanie	60	38	48	68	59	58	5,5	12	7	71	13	27	36
96 Jamaïque	..	58	42	68	56	75	5,4	20	..	72	21	32	36
97 Sainte-Lucie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
98 Colombie	65	46	75	82	45	81	6,4	41	14	83	34	49	36
98 Équateur	76	60	69	84	47	81	6,0	35	9	84	59	67	64
100 Suriname	82	78	64	83	60	87	6,3	34	..	90	61	65	72
100 Tonga	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
102 République dominicaine	72	59	63	70	39	83	4,8	21	15	81	46	57	43
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN</b>													
103 Maldives	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
103 Mongolie	55	40	59	81	46	59	4,9	12	14	76	16	22	31
103 Turkménistan	..	64	89	86	77	63	5,5	57	27	94	38	61	..
106 Samoa	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
107 Palestine (État de)	67	62	47	64	63	53	4,6	8	9	76	39	40	47
108 Indonésie	82	80	63	77	89	70	5,4	38	21	90	28	54	67
109 Botswana	68	56	36	52	35	79	4,8	32	9	61	74	67	66
110 Égypte	40	35	63	71	57	44	4,2	10	25	63	31	20	60
111 Paraguay	76	69	86	89	44	75	5,8	60	12	92	33	46	30
112 Gabon	36	29	29	50	35	56	4,0	35	..	45	26	49	36
113 Bolivie (État plurinational de)	70	48	71	85	40	85	6,0	50	10	84	56	58	44
114 Moldova (République de)	55	40	45	64	46	55	6,0	6	12	73	18	19	21
115 Salvador	78	67	72	80	53	67	5,9	35	18	85	43	50	31
116 Ouzbékistan	83	86	64	89	84	88	6,0	55	26	93	67	82	..
117 Philippines	83	83	70	83	66	91	5,0	65	14	90	82	87	76

**TABEAU 16 INDICATEURS SUPPLÉMENTAIRES : PERCEPTIONS DU BIEN-ÊTRE**

Classement à l'IDH	Perception du bien-être individuel						Perception de la communauté				Perception du gouvernement		
	Qualité de l'éducation	Qualité des soins de santé	Niveau de vie	Travail	Sécurité	Liberté de choix	Indice de satisfaction de vivre globale	Marché du travail local	Confiance entre personnes	Communauté	Efforts pour éradiquer la pauvreté	Actions de protection de l'environnement	Confiance à l'égard du gouvernement national
	(% de satisfaction)	(% de satisfaction)	(% de satisfaction)	(% de satisfaction)	(% de oui)	(% de satisfaction)	(0, satisfaction minimale, 10, satisfaction maximale)	(% réponse favorable)	(% réponse fiable)	(% de oui)	(% de satisfaction)	(% de satisfaction)	(% de oui)
	2012	2008-2012 <sup>a</sup>	2007-2013 <sup>a</sup>	2007-2012 <sup>a</sup>	2007-2012	2007-2012	2007-2012 <sup>a</sup>	2007-2012 <sup>a</sup>	2009-2011 <sup>a</sup>	2007-2012 <sup>a</sup>	2007-2013 <sup>a</sup>	2007-2013 <sup>a</sup>	2007-2012 <sup>a</sup>
118 Afrique du Sud	67	46	43	55	27	58	5,1	29	17	54	25	42	43
118 République arabe syrienne	43	30	38	53	49	40	3,2	17	9	35	47	44	..
120 Iraq	50	30	45	60	41	29	4,7	40	15	64	8	15	34
121 Guyana	..	..	64	..	47	66	6,0	33	..	75	20	34	46
121 Viet Nam	83	59	68	82	67	73	5,5	35	26	81	59	50	86
123 Cap-Vert	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Micronésie (États fédérés de)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Guatemala	74	49	66	85	53	84	5,9	33	15	88	41	49	50
125 Kirghizistan	64	53	62	69	51	66	5,2	38	34	87	35	44	51
127 Namibie	..	..	61	..	33	76	4,9	33	..	77	35	58	82
128 Timor-Leste	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
129 Honduras	64	49	56	82	49	69	4,6	31	13	84	32	47	26
129 Maroc	41	25	74	68	56	72	5,0	21	58	77	48	51	45
131 Vanuatu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
132 Nicaragua	83	65	71	85	56	84	5,4	40	11	89	53	67	57
133 Kiribati	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
133 Tadjikistan	76	68	81	84	86	67	4,5	58	31	91	53	58	92
135 Inde	69	48	47	67	61	57	4,6	30	20	75	39	40	54
136 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
136 Cambodge	92	83	49	84	63	95	3,9	55	9	92	89	92	83
138 Ghana	59	46	35	63	73	68	5,1	29	19	55	22	44	58
139 Rép. démocratique populaire lao	73	66	73	85	75	87	4,9	66	..	94	66	90	98
140 Congo	56	38	42	63	51	77	3,9	53	..	67	28	61	54
141 Zambie	54	50	34	54	46	78	5,0	32	31	56	27	41	59
142 Bangladesh	84	63	74	80	81	64	4,7	35	15	90	57	60	71
142 Sao Tomé-et-Principe	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
144 Guinée équatoriale	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE</b>													
145 Népal	79	56	57	85	61	57	4,2	36	17	84	34	45	44
146 Pakistan	59	43	58	74	41	35	5,1	17	20	79	16	19	23
147 Kenya	69	57	33	50	50	61	4,5	34	10	65	26	51	40
148 Swaziland	..	58	45	55	42	61	4,9	25	..	62	..	56	35
149 Angola	..	30	50	65	45	57	5,6	44	..	50	60	42	23
150 Myanmar	69	54	45	71	89	65	4,4	32	..	90	51	50	..
151 Rwanda	76	65	30	43	86	84	3,3	44	30	60	66	90	95
152 Cameroun	67	48	43	63	60	76	4,2	33	13	60	29	53	53
152 Nigéria	55	47	49	64	61	63	5,5	31	13	69	15	35	30
154 Yémen	35	19	47	53	65	67	4,1	12	27	71	27	21	60
155 Madagascar	50	35	18	48	40	48	3,6	29	..	83	23	36	35
156 Zimbabwe	62	58	48	53	52	46	5,0	33	15	65	36	58	41
157 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
157 Îles Salomon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
159 Comores	49	24	38	61	72	53	4,0	30	35	75	17	39	46
159 Tanzanie (République-Unie de)	35	28	40	66	58	57	4,0	32	26	60	26	36	41
161 Mauritanie	30	30	43	56	63	48	4,7	32	30	64	26	37	38
162 Lesotho	..	21	27	47	38	62	4,9	21	..	52	..	23	40
163 Sénégal	31	42	37	68	57	67	3,7	40	28	64	23	40	65
164 Ouganda	48	41	38	59	41	64	4,3	21	17	65	21	44	40
165 Bénin	52	44	20	51	71	77	3,2	27	..	63	25	46	58
166 Soudan	38	28	44	48	68	40	4,6	17	31	63	22	26	54
166 Togo	..	23	16	42	52	56	2,9	24	..	58	10	46	51
168 Haïti	39	24	17	38	40	43	4,4	17	30	40	15	38	37
169 Afghanistan	64	43	31	88	39	49	3,8	37	25	70	20	43	44
170 Djibouti	..	49	63	70	72	74	4,4	55	55	75	55	58	68
171 Côte d'Ivoire	..	21	17	..	47	76	4,2	25	13	41	8	32	42
172 Gambie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
173 Éthiopie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
174 Malawi	66	64	37	50	49	64	4,3	32	33	78	47	61	47
175 Libéria	..	32	43	63	43	87	4,2	53	12	63	17	34	53
176 Mali	35	31	26	60	67	70	4,3	31	45	60	13	42	49

	Perception du bien-être individuel						Perception de la communauté			Perception du gouvernement			
	Qualité de l'éducation	Qualité des soins de santé	Niveau de vie	Travail	Sécurité	Liberté de choix	Indice de satisfaction de vivre globale	Marché du travail local	Confiance entre personnes	Communauté	Efforts pour éradiquer la pauvreté	Actions de protection de l'environnement	Confiance à l'égard du gouvernement national
	(% de satisfaction)	(% de satisfaction)	(% de satisfaction)	(% de satisfaction)	(% de oui)	(% de satisfaction)	(0, satisfaction minimale, 10, satisfaction maximale)	(% réponse favorable)	(% réponse fiable)	(% de oui)	(% de satisfaction)	(% de satisfaction)	(% de oui)
<b>Classement à l'IDH</b>	2012	2008-2012 <sup>a</sup>	2007-2013 <sup>a</sup>	2007-2012 <sup>a</sup>	2007-2012	2007-2012	2007-2012 <sup>a</sup>	2007-2012 <sup>a</sup>	2009-2011 <sup>a</sup>	2007-2012 <sup>a</sup>	2007-2013 <sup>a</sup>	2007-2013 <sup>a</sup>	2007-2012 <sup>a</sup>
177 Guinée-Bissau	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
178 Mozambique	..	47	38	63	42	64	5,0	45	..	83	35	55	63
179 Guinée	22	21	20	49	50	64	3,7	46	..	64	10	43	56
180 Burundi	..	41	26	65	65	49	3,7	17	38	76	27	71	85
181 Burkina Faso	66	42	35	56	70	62	4,0	27	26	78	23	61	62
182 Érythrée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
183 Sierra Leone	..	34	32	61	50	77	4,5	30	16	52	11	46	58
184 Tchad	58	47	42	71	33	56	4,0	37	21	68	19	67	30
185 République centrafricaine	..	23	34	67	60	78	3,7	36	37	76	27	69	78
186 Congo (République démocratique du)	40	32	42	55	48	54	4,6	35	39	60	27	40	44
187 Niger	47	37	57	72	86	73	3,8	45	40	77	34	57	53
<b>AUTRES PAYS OU TERRITOIRES</b>													
Corée, Rép. populaire démocratique de	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Îles Marshall	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Groupes d'indice de développement humain</b>													
Développement humain très élevé	63	72	—	84	72	77	6,6	—	31	86	41	53	36
Développement humain élevé	60	58	—	74	68	73	5,5	—	..	79	55	60	48
Développement humain moyen	71	54	—	71	65	62	4,8	—	..	78	41	46	59
Développement humain faible	..	42	—	64	55	56	4,6	—	..	70	24	39	40
<b>Régions</b>													
États arabes	48	39	—	68	60	53	4,8	—	25	71	39	36	..
Asie de l'Est et Pacifique	..	..	—	..	..	..	..	—	..	..	..	..	..
Europe et Asie centrale	57	50	—	71	60	56	5,3	—	21	79	33	43	47
Amérique latine et Caraïbes	..	47	—	80	47	77	6,6	—	..	78	41	49	42
Asie du Sud	69	49	—	70	60	55	4,6	—	20	77	39	41	52
Afrique subsaharienne	..	42	—	59	53	63	4,6	—	..	65	24	44	44
<b>Pays moins développés</b>	..	45	—	67	62	62	4,3	—	..	74	37	49	55
<b>Petits États insulaires en développement</b>	..	..	—	..	..	..	..	—	..	..	..	..	..
<b>Monde</b>	<b>64</b>	<b>57</b>	<b>—</b>	<b>74</b>	<b>66</b>	<b>68</b>	<b>5,3</b>	<b>—</b>	<b>30</b>	<b>78</b>	<b>44</b>	<b>51</b>	<b>48</b>

**NOTES**

a Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.

**DÉFINITIONS**

**Satisfaction à l'égard de la qualité de l'éducation** : pourcentage de personnes interrogées répondant « satisfait » à la question posée par l'institut de sondage Gallup dans le cadre d'une enquête mondiale : « Êtes-vous satisfait de votre système éducatif ? »

**Satisfaction à l'égard de la qualité des soins de santé** : pourcentage de personnes interrogées répondant « satisfait » à la question posée par l'institut de sondage Gallup dans le cadre d'une enquête mondiale : « Êtes-vous satisfait des soins de santé de qualité disponibles ? »

**Satisfaction à l'égard du niveau de vie** : pourcentage des personnes qui ont répondu « oui » à la question posée par l'institut de sondage Gallup dans le cadre d'une enquête mondiale : « Êtes-vous satisfait de votre niveau de vie, et de tout ce que vous achetez et de ce que vous faites ? »

**Satisfaction à l'égard du travail** : pourcentage de personnes interrogées répondant « oui » à la question posée par l'institut de sondage Gallup dans le cadre d'une enquête mondiale : « Êtes-vous satisfait de votre travail ? »

**Perception de la sécurité** : pourcentage de personnes interrogées répondant « oui » à la question de l'enquête internationale Gallup : « Vous sentez-vous en sécurité dans votre ville ou dans votre quartier, si vous vous promenez seul(e) la nuit ? »

**Satisfaction à l'égard de la liberté de choix** : pourcentage de personnes interrogées répondant « oui » à la question de l'enquête internationale Gallup : « Êtes-vous satisfait de votre liberté de choix en matière de choix de vie, dans ce pays ? »

**Indice de satisfaction de vivre globale** : réponse moyenne à la question de l'enquête internationale Gallup : « imaginez une échelle, avec des barreaux numérotés de 0 (en bas) à 10 (en haut). Supposons que le haut de l'échelle représente la meilleure vie possible et que le bas de l'échelle représente la pire vie que vous puissiez imaginer. Sur quel barreau de

l'échelle avez-vous le sentiment de vous tenir en ce moment (en supposant que plus le barreau est haut, plus vous êtes satisfait de votre vie, et plus le barreau est bas, moins vous êtes satisfait de votre vie) ? Quel barreau correspond le mieux à ce que vous ressentez ? »

**Satisfaction à l'égard du marché du travail local** : pourcentage de personnes interrogées répondant « bonne » à la question posée par l'institut de sondage Gallup dans le cadre d'une enquête mondiale : « Au regard de la situation de l'emploi dans la ville ou dans la zone où vous habitez aujourd'hui, diriez-vous que la situation est bonne ou mauvaise pour trouver un emploi ? »

**Confiance entre personnes** : pourcentage de personnes interrogées répondant « oui » à la question de l'enquête internationale Gallup : « En général, diriez-vous que vous pouvez faire confiance à la plupart des personnes ou qu'il faut être méfiant à leur égard ? »

**Satisfaction à l'égard de la communauté** : pourcentage de personnes interrogées répondant « oui » à la question de l'enquête internationale

Gallup : « Êtes-vous satisfait de la ville ou de la zone où vous habitez ? »

**Satisfaction par rapport aux efforts déployés pour éradiquer la pauvreté** : pourcentage de personnes interrogées répondant « oui » à la question de l'enquête internationale Gallup : « Êtes-vous satisfait des efforts mis en œuvre pour éradiquer la pauvreté ? »

**Satisfaction au regard des actions de protection de l'environnement** : pourcentage de personnes interrogées répondant « oui » à la question de l'enquête internationale Gallup : « Êtes-vous satisfait des efforts menés par le pays dans la lutte pour la préservation de l'environnement ? »

**Confiance à l'égard du gouvernement national** : pourcentage de personnes interrogées répondant « oui » à la question de l'enquête internationale Gallup : « Faites-vous confiance au gouvernement de votre pays ? »

**PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES**

Colonnes 1-13 : Gallup 2013.

# Régions

## États arabes (20 pays/territoires)

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, État de Palestine, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Somalie, Soudan, Tunisie, Yémen

## Asie de l'Est et Pacifique (24 pays)

Cambodge, Chine, États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Kiribati, Malaisie, Mongolie, Myanmar, Nauru, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Viet Nam

## Europe et Asie centrale (17 pays)

Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Ex-Rép. yougoslave de Macédoine, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Monténégro, Ouzbékistan, République de Moldova, Serbie, Tadjikistan, Turquie, Turkménistan, Ukraine

## Amérique latine et Caraïbes (33 pays)

Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, État plurinational de Bolivie, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République bolivarienne du Venezuela, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay

## Asie du Sud (9 pays)

Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, République islamique d'Iran, Sri Lanka

## Afrique subsaharienne (46 pays)

Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan du Sud, Swaziland, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe

Remarque : la liste des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement suit la classification de l'ONU, disponible à l'adresse suivante : [www.unohrls.org](http://www.unohrls.org).

# Références statistiques

- Aguna, C. et M. Kovacevic. 2011.** « Uncertainty and Sensitivity Analysis of the Human Development Index ». Human Development Research Paper 2010/47. PNUD–BRDH, New York. <http://hdr.undp.org/en/content/uncertainty-and-sensitivity-analysis-human-development-index>.
- Alkire, S., A. Conconi, et S. Seth. 2014.** « Multidimensional Poverty Index 2014: Brief Methodological Note and Results ». Oxford Poverty and Human Development Initiative, Oxford University, Royaume-Uni.
- Akire, S., et M. Santos. 2010.** « Acute Multidimensional Poverty : A New Index for Developing Countries ». Human Development Research Paper 2010/11. PNUD–BRDH, New York. <http://hdr.undp.org/en/content/acute-multidimensional-poverty>.
- Banque mondiale. 2013a.** Base de données des indicateurs du développement mondial. Washington, D.C. <http://data.worldbank.org>. Consulté le 15 octobre 2013.
- . **2013b.** « Getting a Job ». <http://wbi.worldbank.org/Data/ExploreTopics/getting-a-job#Parental>. Consulté le 15 juillet 2013.
- . **2014.** Base de données des indicateurs du développement mondial. Washington, D.C. <http://data.worldbank.org>. Consulté le 7 mai 2014.
- Barro, R.J., et J.W. Lee. 2013.** *A New Data Set of Educational Attainment in the World, 1950-2010*. National Bureau of Economic Research Working Paper 15902. Cambridge, MA : National Bureau of Economic Research. [www.nber.org/papers/w15902](http://www.nber.org/papers/w15902). Consulté le 15 novembre 2013.
- Bureau des statistiques de Samoa. n.d.** Tableaux de recensement. [www.sbs.gov.ws](http://www.sbs.gov.ws). Consulté le 15 novembre 2013.
- CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales). 2013.** GeoDist. [www.cepii.fr/CEPII/en/bdd\\_modele/presentation.asp?id=6](http://www.cepii.fr/CEPII/en/bdd_modele/presentation.asp?id=6). Consulté le 15 novembre 2013.
- CRED EM-DAT (Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes). 2013.** The International Disaster Database. [www.emdat.be](http://www.emdat.be). Consulté le 15 novembre 2013.
- CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes). 2013.** *Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean*. Santiago. [www.eclac.org/cgi-bin/getProd.asp?xml=/publicaciones/xml/4/41974/P41974.xml](http://www.eclac.org/cgi-bin/getProd.asp?xml=/publicaciones/xml/4/41974/P41974.xml). Consulté le 15 novembre 2013.
- Division de statistique des Nations Unies. 2013.** Rapport national sur les caractéristiques des ménages, conditions de résidence et ménages sans logement. [www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/ldc/ldc\\_data.shtml](http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/ldc/ldc_data.shtml). Consulté le 15 novembre 2013.
- . **2014.** Base de données des principaux agrégats de comptes nationaux. <http://unstats.un.org/unsd/snaama>. Consulté le 7 mai 2014.
- Eurostat. 2013.** « European Union Statistics on Income and Living Conditions (EUSILC) ». Bruxelles. [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/microdata/eu\\_silc](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/microdata/eu_silc). Consulté le 15 septembre 2013.
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). 2013a.** Base de données FAOSTAT. <http://faostat3.fao.org/faostat-gateway/go/to/home/E>. Consulté le 15 novembre 2013.
- . **2013b.** Base de données AQUASTAT. [www.fao.org/nr/water/aquastat/data](http://www.fao.org/nr/water/aquastat/data). Consulté le 15 décembre 2013.
- FMI (Fonds monétaire international). 2014.** Base de données Perspectives de l'économie mondiale. Avril 2014. [www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2014/01/weodata/index.aspx](http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2014/01/weodata/index.aspx). Consulté le 7 mai 2014.
- Gallup. 2013.** Base de données Gallup World Poll. <http://worldview.gallup.com>. Consulté le 15 décembre 2013.
- Høyland, B., K. Moene, et F. Willumsen. 2011.** « The Tyranny of International Index Rankings ». *Journal of Development Economics* 97(1): 1-14.
- ICF Macro. Diverses années.** Le programme EDS. [www.dhsprogram.com](http://www.dhsprogram.com). Consulté le 15 novembre 2013.
- IDMC (Observatoire des situations de déplacement interne). 2013.** Personnes déplacées à l'intérieur d'un pays au niveau mondial. [www.internal-displacement.org](http://www.internal-displacement.org). Consulté le 15 décembre 2013.
- Institut de statistique de l'UNESCO. 2011.** *Global Education Digest 2011*. Montréal.
- . **2012.** *Global Education Digest 2012*. Montréal.
- . **2013a.** Centre de données. <http://stats.uis.unesco.org>. Consulté le 15 mai 2013.
- . **2013b.** Centre de données. <http://stats.uis.unesco.org>. Consulté le 15 décembre 2013.
- Institut national des études et des recherches en éducation du Brésil. 2013.** Correspondance sur la durée attendue de scolarisation. Brasília.
- Inter-agency Group for Child Mortality Estimation. 2013.** Estimations de la mortalité infantile. [www.childmortality.org](http://www.childmortality.org). Consulté le 15 décembre 2013.
- International Centre for Prison Studies. 2013.** World prison brief. [www.prisonstudies.org](http://www.prisonstudies.org). Consulté le 15 septembre 2013.
- UIP (Union interparlementaire). 2013.** Les femmes dans les parlements nationaux. [www.ipu.org/wmn-e/classif.htm](http://www.ipu.org/wmn-e/classif.htm). Consulté le 15 octobre 2013.
- UIT (Union internationale des télécommunications). 2013.** Base de données de l'UIT sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde. [www.itu.int/ITU-D/ict/statistics](http://www.itu.int/ITU-D/ict/statistics). Consulté le 15 août 2013.
- LIS (Luxembourg Income Study). 2013.** Luxembourg Income Study Project. [www.lisdatacenter.org/our-data/lis-database/](http://www.lisdatacenter.org/our-data/lis-database/). Consulté le 15 septembre 2013.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2013.** Résultats PISA 2012. [www.oecd.org/pisa/keyfindings/pisa-2012-results.htm](http://www.oecd.org/pisa/keyfindings/pisa-2012-results.htm). Consulté le 15 décembre 2013.
- Palma, J.G. 2011.** « Homogeneous Middles vs. Heterogeneous Tails, and the End of the 'Inverted-U': The Share of the Rich Is What It's All About ». Cambridge Working Papers in Economics 1111. Université de Cambridge, Royaume-Uni. [www.econ.cam.ac.uk/dae/repec/cam/pdf/cwpe1111.pdf](http://www.econ.cam.ac.uk/dae/repec/cam/pdf/cwpe1111.pdf). Consulté le 15 septembre 2013.
- Salomon, J.A., H. Wang, M.K. Freeman, T. Vos, A.D. Flaxman, A.D. Lopez, and C.J.L. Murray. 2012.** « Healthy Life Expectancy for 187 Countries, 1990–2010: A Systematic Analysis for the Global Burden Disease Study 2010 ». *Lancet* 380(9859): 2144-62.
- OIT (Organisation internationale du travail). 2013a.** *Key Indicators of the Labour Market*. 7ème édition. Genève. [www.ilo.org/empelm/what/WCMS\\_114240/lang-en/index.htm](http://www.ilo.org/empelm/what/WCMS_114240/lang-en/index.htm). Consulté le 15 décembre 2013.
- . **2013b.** Base de données LABORSTA. <http://laborsta.ilo.org>. Consulté le 15 novembre 2013.
- . **2014a.** Base de données du département de la protection sociale. [www.social-protection.org/gimi/gess/RessourceDownload.action?ressource.ressourceId=37897](http://www.social-protection.org/gimi/gess/RessourceDownload.action?ressource.ressourceId=37897). Consulté le 15 février 2014.
- . **2014b.** Base de données ILOSTAT. [www.ilo.org/ilostat](http://www.ilo.org/ilostat). Consulté le 15 février 2014.
- OMS (Organisation mondiale de la santé). 2013a.** Observatoire mondial de la santé. [www.who.int/entity/gho/mortality\\_burden\\_disease/mortality\\_adult/en/](http://www.who.int/entity/gho/mortality_burden_disease/mortality_adult/en/). Consulté le 15 septembre 2013.
- . **2013b.** Base de données des dépenses de santé mondiale. <http://apps.who.int/nha/database>. Consulté le 15 novembre 2013.
- . **2013c.** Santé mentale. [www.who.int/gho/mental\\_health](http://www.who.int/gho/mental_health). Consulté le 15 novembre 2013.
- OMS (Organisation mondiale de la santé), UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la population) et Banque mondiale. 2013.** Évolution des estimations de taux de mortalité maternelle. [www.childinfo.org/maternal\\_mortality\\_ratio.php](http://www.childinfo.org/maternal_mortality_ratio.php). Consulté le 15 novembre 2013.
- ONU DAES (Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies). 2011.** *World Population Prospects: The 2010 Revision*. New York. [www.un.org/en/development/desa/population/publications/trends/population-prospects\\_2010\\_revision.shtml](http://www.un.org/en/development/desa/population/publications/trends/population-prospects_2010_revision.shtml). Consulté le 15 octobre 2013.
- . **2013a.** *World Population Prospects: The 2012 Revision*. New York. <http://esa.un.org/unpd/wpp>. Consulté le 15 octobre 2013.
- . **2013b.** *World Urbanization Prospects: The 2011 Revision*. New York. <http://esa.un.org/unup/CD-ROM/Urban-Rural-Population.htm>. Consulté le 15 octobre 2013.
- . **2013c.** *Trends in International Migrant Stock: The 2013 Revision*. New York. <http://esa.un.org/unmigration/migrantstocks2013.htm>. Consulté le 15 septembre 2013.
- UNESCWA (Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale). 2013.** *Survey of Economic and Social Developments in Western Asia, 2012–2013*. Beyrouth. [www.escwa.un.org/information/pubaction.asp?PubID=1370](http://www.escwa.un.org/information/pubaction.asp?PubID=1370). Consulté le 15 novembre 2013.
- UNHCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés). 2013.** Correspondance sur les réfugiés, septembre 2013. Genève.
- UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance). 2014.** *La situation des enfants dans le monde en 2014 en chiffres : Chaque enfant compte : dévoiler les disparités, promouvoir les droits de l'enfant*. New York. [www.unicef.org/sowc2014/numbers](http://www.unicef.org/sowc2014/numbers). Consulté le 15 avril 2014.
- . **Diverses années.** Enquête en grappes à indicateurs multiples. New York. [www.unicef.org/statistics/index\\_24302.html](http://www.unicef.org/statistics/index_24302.html). Consulté en novembre 2013.
- UNODC (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime). 2013.** Statistiques sur les homicides. [www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/homicide.html](http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/homicide.html). Consulté le 15 novembre 2013.

## Pays et classements à l'IDH en 2013 et changements dans le classement entre 2012 et 2013

Afghanistan	169		France	20		Nigéria	152	1	
Afrique du Sud	118	1	Gabon	112	-1	Norvège		1	
Albanie	95	2	Gambie	172		Oman		56	
Allemagne	6		Géorgie	79	2	Ouganda		164	
Algérie	93		Ghana	138		Ouzbékistan		116	
Andorre	37		Grèce	29		Pakistan		146	
Angola	149		Grenade	79	-1	Palaos		60	
Antigua-et-Barbuda	61	-1	Guatemala	125		Palestine (État de)		107	
Arabie saoudite	34		Guinée	179	-1	Panama		65	2
Argentine	49		Guinée-Bissau	177		Papouasie-Nouvelle-Guinée		157	-1
Arménie	87		Guinée équatoriale	144	-3	Paraguay		111	
Australie	2		Guyana	121		Pays-Bas		4	
Autriche	21		Haïti	168		Pérou		82	
Azerbaïdjan	76	-1	Honduras	129		Philippines		117	1
Bahamas	51		Hong Kong, Chine (RAS)	15		Pologne		35	-1
Bahreïn	44		Hongrie	43		Portugal		41	
Bangladesh	142	1	Îles Salomon	157		Qatar		31	
Barbade	59	-1	Inde	135		République arabe syrienne		118	-4
Biélorussie	53	1	Indonésie	108		République centrafricaine		185	
Belgique	21		Iran (République islamique d')	75	-2	Rép. démocratique populaire lao		139	
Belize	84		Iraq	120		République dominicaine		102	
Bénin	165		Irlande	11	-3	République tchèque		28	
Bhoutan	136		Islande	13		Roumanie		54	1
Bolivie (État plurinational de)	113		Israël	19		Royaume-Uni		14	
Bosnie-Herzégovine	86		Italie	26		Rwanda		151	
Botswana	109	-1	Jamaïque	96	-3	Saint-Kitts-et-Nevis		73	
Brésil	79	1	Japon	17	-1	Sainte-Lucie		97	-4
Brunéi Darussalam	30		Jordanie	77		Saint-Vincent-et-les Grenadines		91	
Bulgarie	58		Kazakhstan	70		Salvador		115	
Burkina Faso	181		Kenya	147		Samoa		106	-2
Burundi	180		Kiribati	133		Sao Tomé-et-Principe		142	-1
Cambodge	136	1	Koweït	46	-2	Sénégal		163	-3
Cameroun	152		Kirghizistan	125	1	Serbie		77	1
Canada	8		Lettonie	48		Seychelles		71	-1
Cap-Vert	123	-2	Liban	65		Sierra Leone		183	1
Chili	41	1	Lesotho	162	1	Singapour		9	3
Chine	91	2	Libéria	175		Slovaquie		37	1
Chypre	32		Libye	55	-5	Slovénie		25	
Colombie	98		Liechtenstein	18	-2	Sri Lanka		73	2
Comores	159	-1	Lituanie	35	1	Soudan		166	
Congo	140		Luxembourg	21		Suriname		100	1
Congo (République démocratique du)	186	1	Madagascar	155		Swaziland		148	
Corée (République de)	15	1	Malawi	174		Suède		12	-1
Costa Rica	68	-1	Malaisie	62		Suisse		3	
Côte d'Ivoire	171		Maldives	103		Tadjikistan		133	1
Croatie	47		Mali	176		Tanzanie (République-Unie de)		159	1
Cuba	44		Malte	39		Tchad		184	-1
Danemark	10		Mauritanie	161	-2	Thaïlande		89	
Djibouti	170		Maurice	63		Timor-Leste		128	1
Dominique	93	-1	Mexique	71	-1	Togo		166	1
Émirats arabes unis	40		Micronésie (États fédérés de)	124		Tonga		100	
Équateur	98		Moldova (République de)	114	2	Trinité-et-Tobago		64	
Égypte	110	-2	Mongolie	103	3	Tunisie		90	
Érythrée	182		Monténégro	51	1	Turquie		69	
Espagne	27		Maroc	129	2	Turkménistan		103	1
Estonie	33		Mozambique	178	1	Ukraine		83	
États-Unis	5		Myanmar	150		Uruguay		50	2
Éthiopie	173		Namibie	127		Vanuatu		131	-3
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	84	1	Népal	145		Venezuela (Rép. bolivarienne de)		67	-1
Fédération de Russie	57		Nouvelle-Zélande	7		Viet Nam		121	
Fidji	88		Nicaragua	132		Yémen		154	
Finlande	24		Niger	187	-1	Zambie		141	2
						Zimbabwe		156	4

Remarque : les valeurs positives ou négatives de la colonne de droite indiquent la progression du pays en 2012-2013 en nombre de positions vers le haut ou vers le bas au sein du classement, en utilisant des données convergentes et une méthodologie uniforme. Un blanc indique qu'il n'y a pas eu de changement.



Programme des Nations Unies pour le développement

One United Nations Plaza

New York, NY, 10017

www.undp.org

ISBN 978-92-1-226045-7



9 789212 260457

Plus de 200 millions de personnes sont touchées chaque année par des catastrophes naturelles, la plupart dans les pays en développement. Le nombre de personnes déplacées par des conflits ou des persécutions – 45 millions à la fin de l'année 2012 – est le plus élevé depuis 18 ans. Les crises économiques menacent de miner les acquis sociaux, y compris dans les sociétés industrialisées. Outre les nombreux avantages qu'elle comporte, la mondialisation a également créé de nouvelles vulnérabilités : les chocs qui se produisent dans une partie du monde se propagent rapidement et ont un impact sur l'ensemble de la population mondiale.

Le présent Rapport met en lumière la nécessité de favoriser les choix des populations, mais aussi de protéger les réalisations en matière de développement humain. Il insiste sur l'importance d'identifier et de s'attaquer aux vulnérabilités persistantes par le renforcement de la résilience et l'extension des capacités de chacun à surmonter les chocs, qu'ils soient financiers, naturels ou autres.

Nous nous sommes tous sentis vulnérables à un moment donné de notre vie, mais certaines personnes ou certains groupes sont systématiquement défavorisés. Près de 1,5 milliard de personnes vivent dans une pauvreté multidimensionnelle, avec des privations cumulées en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie. Et environ 800 millions de personnes sont vulnérables à

des événements néfastes qui peuvent les faire retomber dans la pauvreté. Le présent Rapport s'intéresse aux personnes les plus en danger et aux causes sous-jacentes de la vulnérabilité. Il analyse les causes structurelles (marginalisation sociale, position au sein de la société et services publics insuffisants) et prête une attention particulière aux différentes vulnérabilités qui surviennent à certaines étapes du cycle de vie.

Les risques et les chocs se produisent inévitablement, mais des mesures peuvent être prises pour réduire au maximum leurs effets sur les progrès en matière de développement humain. Le présent Rapport soutient que la plupart des chocs et des revers peuvent être surmontés grâce à la mise en œuvre de politiques adéquates et en faisant appel à un engagement plus fort en faveur de la cohésion sociale. Des mécanismes de détection et des investissements modestes mais précoces réalisés au bon moment réduisent considérablement la vulnérabilité et renforcent la résilience. Une approche du développement humain serait donc incomplète si elle n'intégrait pas la vulnérabilité et la résilience à son analyse. L'identification et le ciblage des groupes vulnérables, la réduction des inégalités et la lutte contre les vulnérabilités structurelles sont essentiels pour soutenir le développement tout au long d'une vie et pour les générations futures.

*« La lutte contre les vulnérabilités facilite le partage des bénéfices du développement, et le développement humain devient plus équitable et plus durable. »* – Helen Clark, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement

*« Les causes et les conséquences de la vulnérabilité sont multiples. La réduction de la vulnérabilité est un élément clé de tout programme visant à l'amélioration du développement humain. Mais nous ne pourrons parvenir à réduire la vulnérabilité qu'en adoptant une approche systémique étendue. »* – Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, extrait du chapitre 4

*« La résilience humaine implique la suppression des barrières qui entravent la liberté d'action des personnes. Le but est de permettre aux personnes défavorisées et exclues de jouir de leurs droits, d'exprimer leurs inquiétudes ouvertement, de se faire entendre et de pouvoir façonner leur avenir de façon active. »* – Khalid Malik, auteur principal du rapport, extrait du chapitre 1

*« Malgré des progrès importants et variés, il reste encore des personnes et des groupes vulnérables, en particulier les personnes handicapées. Selon les estimations des Nations Unies, plus d'un milliard de personnes vivent avec un handicap et représentent une part disproportionnée de la population pauvre mondiale. »*

– Professeur Stephen Hawking, extrait du chapitre 1